Les Temps Modernes

13e année REVUE MENSUELLE nos 143-144

DIRECTEUR : JEAN-PAUL SARTRE

Janvier-Février 1958

1178

Les Temps Modernes

revue mensuelle

paraît le premier du mois sur 192 pages

Directeur

JEAN-PAUL SARTRE

Secrétaire général

MARCEL PÉJU

★

La Revue n'est pas responsable des manuscrits qui lui sont adressés

La Revue n'accepte les manuscrits ni des condamnés à mort pour fait de collaboration, ni des indignes nationaux

La rédaction reçoit le jeudi après-midi sur rendez-vous

★

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

30, rue de l'Université, Paris-7e — Tél. BABylone 17-90

★

PRIX DE VENTE AU NUMÉRO

France : 290 F

★

TARIF D'ABONNEMENT

France .... 3.100 F } à partir du 1er décembre 1957
Étranger...... 3.360 F; recommandé : 3.660 }

	Ordinaire	Recommandé
Livres sterling	2/15	3
Francs suisses	35	40
Francs belges	400	470
Dollars	8	9
Lires	4.700	5.500

Les abonnements peuvent se régler par chèque bancaire, mandat-carte, mandat-poste, chèque postal (compte Paris 6999-04)

POUR TOUT CHANGEMENT D'ADRESSE

Envoyer la dernière bande et joindre la somme de 50 francs

Les Temps Modernes

« OPÉRATION CONSCIENCE »

Le dernier numéro des Temps Modernes, *qui contenait un reportage du journaliste italien Raffaello Uboldi sur les maquis d'Algérie, a été saisi par ordre du gouvernement. La mesure est vaine, car elle n'empêchera pas la vérité de se faire jour. Elle est illégale, puisque aucun texte, sous cette forme, ne l'autorise. Elle répond donc exactement à ce que l'on pouvait attendre de nos ministres éphémères. Rarement le néant doctrinal, la lâcheté politique et l'impuissance gouvernementale auront si volontiers cherché les apparences de l'énergie dans le recours à l'arbitraire.*

Car enfin, jour après jour, ce gouvernement se voit reprocher de mentir, de couvrir des crimes, des massacres, d'étouffer des scandales, d'admettre la falsification de la justice. Il n'a pas un mot, pas un geste, pas même l'élémentaire sursaut de l'homme qu'on gifle et qui riposte. Des soldats, des internés, au péril de leur situation ou même de leur vie, accusent des officiers de meurtres, de tortures. Ils donnent les noms, les lieux, les dates. Ou tout est inventé et il faut châtier les calomniateurs ; ou cela est vrai et il faut punir les coupables. Le gouvernement n'entend pas, ne bouge pas. Un avocat, un écrivain, accusent des magistrats de truquer l'instruction d'un procès, de fausser les débats, d'empêcher l'exercice de la défense. Le gouvernement se tait toujours. Nomme-t-il une « Commission de Sauvegarde », il lui ôte soigneusement tout

pouvoir, fait pression sur ses témoins, paralyse ses travaux, étouffe ses rapports, laisse même ses lettres sans réponse. Et lorsque les honorables personnalités qui la composent, un peu lasses, à la fin, du rôle qu'on leur fait jouer, s'étonnent poliment de cette désinvolture, le gouvernement continue de se taire. Depuis des mois, dans le mépris hautain de ses « grands commis », dans la révolte ouverte de l'Université, on attend de lui une réaction qui dépasse l'effet de tribune ou le discours de comice agricole. En vain : quand il dispose, pour faire la lumière et confondre les diffamateurs, de tout l'arsenal des lois, de toutes les facilités du pouvoir, il n'ose ni engager un procès, ni même publier le moindre démenti.

Aux témoignages, aux accusations, aux faits qui s'accumulent, il ne connaît qu'une réponse : la saisie. Il saisit comme on se bouche les yeux, les oreilles, comme on fuit. En Algérie, un socialiste devenu fou interdit l'accès du territoire à toute opinion indépendante, à toute presse libre : de L'Humanité *à* La Croix, *d'*Esprit *aux* Temps Modernes, *aucun journal ou revue n'y échappe. Ce que le monde entier sait, publie, répète, s'arrête à ses frontières. Le même régime, lentement, s'étend à la métropole ; une situation sans précédent s'installe. Qu'on veuille bien y réfléchir : sans explication, sans justification, sans se soumettre même* a posteriori *à la sanction d'un tribunal, sans que les victimes disposent, pratiquement, d'aucun recours, le gouvernement se permet aujourd'hui de retirer de la vente toute publication qui ne lui convient pas. Le but est clair : pour éviter la ruine, de nombreux journaux, déjà, hésitent, se censurent eux-mêmes. Demain, quand Robert Lacoste montera à la tribune du Sénat, comme il vient de le faire, pour affirmer froidement, sur les tortures, que « tous les rapports des Commissions d'enquête ont été négatifs », aucune voix, dans le pays, ne s'élèvera plus pour lui dire qu'il ment.*

Il est vrai qu'à ce niveau, le mensonge ne devient plus seulement une méthode de gouvernement, mais un acte presque magique

où se reflète toute la politique française. Car ni Lacoste, ni le Parlement, bien entendu, ne s'illusionnent sur ce point. Tous savent que la torture, loin d'être une exception regrettable, est un procédé d'interrogatoire couramment et systématiquement employé dans toute l'Algérie. Mais il n'est pas non plus un député normalement constitué qui prenne au sérieux la « loi-cadre » qui l'occupe pourtant depuis des mois ; il n'est pas un homme politique un peu lucide qui n'admette en privé que l'Algérie sera indépendante, tout en proclamant, en public, qu'elle est et restera française. Et ces menues lâchetés, ces pauvres machiavélismes prêteraient à sourire si ne se montait ainsi, à l'insu de tous, un mécanisme infernal. L'œuvre de Paris complète celle d'Alger. Dans le même temps qu'on exalte ici le plus absurde chauvinisme, qu'on prépare à un pays abusé les rancœurs d'un terrible réveil, on forge en Algérie dans l'apprentissage de la violence, dans le mépris de l'homme, à travers la plus vaste « entreprise de démoralisation » qui ait jamais visé la jeunesse française, les troupes de choc d'un nouveau fascisme. Qu'on ne s'étonne plus, alors, d'entendre, de Martinaud-Déplat à André Morice, à Bourgès-Maunoury, dénoncer les « intellectuels ». Qu'on ne s'étonne plus de voir Robert Lacoste ironiser sur l' « opération conscience » aux applaudissements du personnel politique le plus méprisable de toute l'histoire de France. Ce n'est que la traduction, en style parlementaire, du mot que nous connaissons bien : « Quand j'entends parler de culture, je sors mon revolver ! »

T. M.

N. D. L. R.

Le 3 janvier, la rédaction des Temps Modernes *a publié le communiqué suivant :*

« Le dernier numéro des *Temps Modernes*, daté de décembre 1957 (nº 142) a été saisi aujourd'hui par ordre du préfet de police. Ce numéro, qui était d'ailleurs en vente depuis plusieurs jours sans que l'ordre public en paraisse sensiblement troublé, contenait un reportage du journaliste italien Raffaello Uboldi sur les maquis d'Algérie, — texte accompagné de cette note de la rédaction : « Le reportage qu'on vient de lire devait être publié par *France-Observateur* dans son numéro 396, du 12 décembre 1957. Ce numéro ayant été saisi par ordre du gouvernement, Raffaello Uboldi a bien voulu nous autoriser à la reproduire dans nos colonnes. Ainsi pourra-t-on juger à quel point le simple exposé des faits, sans aucun commentaire partisan, semble redouté par nos actuels ministres. »

Cette nouvelle atteinte à la liberté de la presse ne peut que confirmer ce jugement. En l'espace de sept mois, quatre numéros des *Temps Modernes* ont déjà été saisis en Algérie, mais c'est la première fois qu'une telle mesure est prise contre une revue mensuelle sur le territoire métropolitain. La rédaction de la revue proteste évidemment contre cette nouvelle manifestation de l'arbitraire gouvernemental et se réserve de faire valoir ses droits par tous les moyens que la loi lui permet. »

Nous remercions ceux de nos confrères qui y ont fait écho, et tous les journaux ou organisations qui ont tenu à protester contre cette saisie : la Ligue des Droits de l'Homme, l'Union des Ecrivains pour la Vérité, de nombreux syndicats, organismes culturels... etc. Nous voulons remercier particulièrement aussi tous les lecteurs qui nous ont assuré de leur appui ou nous ont adressé des mandats pour compenser la perte financière que nous avons subie.

Italo Calvino.

NOTRE ENTRÉE EN GUERRE

Nous étions en septembre 1940 et j'allais avoir dix-sept ans. Après le dîner, je n'attendais que le moment de repartir me promener, bien que je ne fisse guère autre chose pendant le jour. Peut-être à ce moment-là, prenais-je justement goût à la vie, sans m'en rendre compte d'ailleurs, car j'étais à cet âge où l'on croit posséder déjà toute chose que l'on acquiert.

Ma ville, privée de tourisme du fait de la guerre, s'était comme recroquevillée dans son écorce provinciale; je la sentais plus familière, plus compréhensible. Les soirées étaient belles, le « black-out » semblait une mode excitante, la guerre une coutume déjà ancienne et familière. En juin, nous l'avions sentie très proche, mais seulement pour une brève période. Puis il semblait que tout fût terminé et nous avions cessé d'attendre. J'étais assez jeune pour vivre sans la crainte du service militaire et je me sentais étranger à cette guerre par mon tempérament comme par mes opinions. Mais lorsque je me laissais aller à rêver à mon avenir, je ne pouvais lui donner d'autre théâtre que la guerre : c'était là une guerre sans peur et sans souillure; je me retrouvais, je ne sais comment, béatement libre et différent. Je connaissais tout à la fois le pessimisme et l'exaltation de cette époque et je vivais dans ce trouble. J'allais me promener.

Je descendis vers la Place Colombo, et, tout près de la Casa del Fascio, je rencontrai certains chefs, à la recherche des « avanguardisti » qu'ils pouvaient convoquer, munis de leur uniforme et capables de se trouver là, très tôt, le lendemain matin. Une randonnée à Menton était prévue : une légion de

jeunes phalangistes espagnols allait arriver et la G.I.L.[1] de ma ville avait reçu l'ordre de présenter les honneurs à la gare de Menton, devenue, depuis quelques mois, la gare-frontière italienne.

Menton avait été annexée à l'Italie, mais restait interdite aux civils. Et c'était là la première occasion qui m'était offerte de la visiter. Je fis donc inscrire mon nom sur la liste, en même temps que celui de mon camarade d'école Biancone, que je me chargeai d'avertir.

Nous nous entendions assez bien, Biancone et moi, encore que nos personnalités fussent différentes. Il était, lui aussi, un des rares étudiants de notre lycée qui, pendant la période de « non-belligérance », étaient partisans de la France contre l'Allemagne. Lorsque les cours étaient supprimés pour fêter les victoires allemandes, nous faisions bande à part, en queue de file, réservés et silencieux. Mais c'étaient des matinées de printemps, l'école buissonnière était un bien grand plaisir et aller en bandes dans les rues, encombrant le trafic, chacun pour soi, les jeunes filles parmi nous, avec leurs robes printanières : nous ne savions pas rejeter tout cela, même si nous en désapprouvions les motifs. Nous suivions donc la file qui montait, par les avenues, vers une tranquille villa, loin de tout, où se trouvait le consulat allemand, pour y applaudir un vice-consul débonnaire, vêtu de blanc, qui ressemblait à Roosevelt, et pour faire aboyer le chien-loup. Quelques-uns de nos amis du groupe des enthousiastes se tournaient vers nous avec un vague sourire de compassion; nous leur répondions par un ricanement de suffisance.

Du seuil de leurs boutiques, nos concitoyens regardaient passer le cortège, l'air soucieux et hostile; à un certain endroit, du trottoir, où il faisait le guet, surgissait le vieux père socialiste d'un de nos camarades, il prenait son fils par le bras et l'entraînait : « A l'école, à l'école, vaurien !... » Et notre camarade : « Non, tu ne peux pas, papa... Je t'expliquerai après, papa... Je suis avec les autres... » Et tous deux restaient ainsi au milieu de la chaussée, le vieux l'index levé, la lavallière sur son gilet largement échancré, et l'enfant, tout honteux, qui tentait de se dégager tout en continuant de discuter à voix basse.

1. Gioventù Italiana del Littorio, mouvement de jeunesse fasciste (N.D.T.).

Nous plaignions ce camarade; nous étions contents d'être toujours présents lorsque des faits nouveaux se produisaient, contents de pouvoir les commenter, les critiquer avec détachement. Biancone cependant aimait, plus que moi, se mêler aux activités du fascisme et en imiter parfois les attitudes avec un mimétisme caricatural. Par amour de l'action, il s'était rendu, l'année précédente, dans un camp d' « avanguardisti » à Rome et il en était revenu avec des galons de chef d'escouade, — ce que je n'aurais jamais fait, par incompatibilité native avec les manières d'adjudant et par haine envers cette ville de Rome où, je le jurais, je ne mettrais jamais les pieds de ma vie.

La randonnée à Menton, ce n'était pas la même chose : j'étais curieux de voir cette petite ville voisine, semblable à la mienne, devenue terre de conquête, dévastée et déserte; bien plus : l'unique et symbolique conquête de notre guerre de juin. Nous avions vu récemment au cinéma un documentaire montrant le combat de nos troupes dans les rues de Menton, mais nous savions que c'était truqué, que Menton n'avait été conquise par personne, mais évacuée par l'armée française au moment de la débâcle. Par les journaux, nous apprenions les pillages attribués aux troupes françaises de couleur; mais, ces jours-là, devant les boutiques des orfèvres de notre ville, les voitures militaires arrivaient à toute allure de Menton avec, à leur bord, nos officiers qui venaient vendre des objets d'or et d'argent. Par la suite, cette chasse aux objets précieux épuisée, on apprit que nos officiers avaient donné champ libre aux soldats, jusqu'alors consignés, et tout avait été mis à sac.

Enfant encore, j'étais allé à Menton et je souffrais d'en conserver un souvenir aussi vague, maintenant que la petite ville avait acquis une certaine notoriété; j'étais impatient d'y retourner.

Pour cette expédition, le compagnon idéal était Biancone : d'une part, il était partie intégrante — contrairement à moi — de la G.I.L. composée en grande partie des enfants d'une minorité de la classe moyenne à laquelle il appartenait aussi; d'autre part, la routine scolaire avait mis d'accord nos goûts, notre langage, notre curiosité devant les événements et, pour nous deux réunis, les circonstances les plus ennuyeuses se transformaient en un exercice continu d'observation et d'hu-

mour. A Menton, je ne voulais aller que s'il venait lui aussi. Je partis donc immédiatement à sa recherche.

Il ne se trouvait pas dans les salles de billards habituelles. Pour aller chez lui, il fallait monter vers la vieille ville. Sous les voûtes sombres, les lampes barbouillées de bleu donnaient une fausse lumière qui ne parvenait pas jusqu'au bord des ruelles, des montées pavées, mais se reflétait seulement sur les traces de peinture blanche qui signalaient les marches; et mon intuition seule me permettait de deviner les personnes assises dans l'obscurité, devant leur porte, à même le seuil, ou à califourchon sur des chaises empaillées. L'ombre était comme veloutée par ces présences humaines que manifestaient des chuchotements, des appels soudains, des rires, toujours sur un ton de confidence, comme un bruissement d'intimité, et parfois par la blancheur d'un bras de femme ou d'un vêtement. De l'obscurité d'une arcade, je débouchai enfin à ciel ouvert; alors seulement je vis qu'il était sans étoiles, mais clair, à travers les feuilles d'un énorme caroubier. La vraie ville finissait là; les maisons commençaient à s'échelonner sur les pentes, à s'éparpiller dans la vallée. Au-delà du mur d'un potager, les ombres blanches des villas, sur le versant opposé, filtraient de minces rayons de lumière autour des stores des fenêtres. Une route, bordée d'une clôture grillagée, descendait à mi-côte vers le torrent; c'est là, dans une maison surmontée d'une terrasse à pergola qu'habitait Biancone. Je m'approchai dans l'atmosphère tranquille et bruissante des roseaux, et je sifflai en direction de la maison.

Biancone, sur son lit, lisait un roman, de Guido da Verona, je crois; les livres qu'il avait entre les mains étaient toujours soit introuvables, soit vaguement défendus. Il réussissait à se les procurer par le truchement d'un cercle d'amis et de relations qui, à mes yeux, représentaient presque les bas-fonds de la ville. Il était fils d'un fonctionnaire immigré depuis des années et l'humanité qu'il semblait bien connaître embrassait tout à la fois les simples agents de la force publique et les couches équivoques, subversives ou hors la loi; tout un visage de ma ville que moi, fils d'une famille aborigène apparentée à une grande partie de la bourgeoisie des professions libérales et du commerce, je n'avais jamais effleuré : une société relati-

vement récente, grossie des immigrations les plus disparates mais possédant déjà ses propres coutumes et ses parentés.

Nous nous rencontrâmes sur la route et mon offre surprit un peu Biancone, car j'étais, de tous les étudiants de notre groupe, l'un des plus réticents à endosser un uniforme et j'avais quelquefois dû faire face à des suspensions de cours et à des rappels à l'ordre du proviseur auprès de mes parents pour des éclats à ce sujet. De plus, cet été-là, nous avions mis tous nos soins à éviter la G.I.L. et son insistance à nous enrôler dans la « Marche de la Jeunesse », qui paraissait concentrer en elle toute l'arrogance poussiéreuse de cette criarde institution. Maintenant, pourtant, le danger n'existait plus : la « marche de la jeunesse » allait s'accomplir; et ces jeunesses franquistes, précisément, venaient pour la parade finale devant Mussolini dans une ville de Vénétie.

Biancone se rallia immédiatement à ma proposition et nous fîmes avec ferveur et enthousiasme des projets sur le lendemain, sur le destin de nos conquêtes et sur la guerre.

De celle-ci, nous ne connaissions que le peu qui avait touché notre région, au moment où nous nous étions trouvés dans la zone du front; cela suffisait pourtant à nous donner une idée des pays envahis par les armées ennemies. En juin, nous avions reçu l'ordre d'évacuation immédiate de cette zone; dans les rues de notre ville, nous avions vu défiler les réfugiés, traînant derrière eux des chariots chargés de leurs pauvres biens : matelas éventrés, sacs de son, une chèvre, une poule. L'exode fut de brève durée, mais cela avait suffi pour que, à leur retour, ces pauvres gens retrouvent leurs biens dévastés. Mon père avait commencé à se rendre dans les campagnes pour expertiser les dommages de guerre : il revenait fatigué, attristé de tous les nouveaux dégâts qu'il venait d'évaluer mais qui, au fond de lui, de sa nature paysanne parcimonieuse, demeuraient inestimables et insensés, comme des mutilations infligées à un corps humain. Ce n'étaient que vignobles dont chaque pied avait été arraché pour servir de piquets à un campement militaire, oliviers sains abattus pour faire des flambées, champs d'orangers, de citronniers, où des mulets, attachés, avaient tué les plantes en en rongeant l'écorce; c'était aussi — et là l'offense semblait dirigée contre la nature humaine elle-même, et non plus le fruit d'une grossière ignorance, mais l'expression

d'une douloureuse férocité latente — le vandalisme dans les maisons : briser dans les cuisines, en mille débris, jusqu'à la dernière tasse, souiller les tableaux, réduire les literies en lambeaux ou bien encore, poussé par on ne sait quelle infâme perversité — déposer ses propres excréments dans les assiettes et les marmites. Lorsque ma mère entendait ces récits, elle disait qu'elle ne reconnaissait plus le visage familier de notre peuple; et nous ne savions en tirer d'autre morale que celle-ci : pour le soldat conquérant chaque terre est une ennemie, même la sienne.

Certaines de ces nouvelles me plongeaient parfois dans des colères solitaires, des emportements d'où ne naissait pour moi aucun soulagement. Pour m'en guérir, je recourais, avec l'inclination des jeunes, au cynisme : je sortais, je rencontrais des amis, j'étais tranquille, pur, arrogant, ricanant : « Dis donc, tu la connais, la dernière? » et les choses qui, en secret, m'étaient apparues inquiétantes devenaient les reparties d'un dialogue, les bravades paradoxales, qu'on se disait en clignant de l'œil, avec de petits rires, presque une admiration complaisante.

Nous parlions ainsi calmement, Biancone et moi, dans la rue sombre, près de sa maison, baissant la voix de temps en temps jusqu'à ne plus nous comprendre ou finissant, au contraire, par dire très haut les choses les moins permises, comme cela nous arrivait toujours. Je ne savais si, pour Biancone également, le fascisme était une souffrance ou plutôt une joyeuse occasion de concilier deux natures, deux dispositions de son esprit : la facilité à s'assimiler au style fasciste et en même temps le sens aigu de la critique dans lequel notre vocation d'opposants nous avait mûris.

Biancone était plus petit que moi, mais plus robuste et musclé, avec un visage aux traits fiers et carrés, surtout dans la mâchoire, dans les pommettes et dans la coupe nette du front. Une grande pâleur contrastait avec tous ses traits et le distinguait de la jeunesse d'ici, surtout l'été. Car durant l'été, Biancone dormait le jour et sortait la nuit : il n'aimait pas la mer, ni la vie au grand air; ses sports préférés étaient la lutte et les exercices de gymnastique. Son visage était marqué et prématurément vieilli, je croyais y lire les âpres initiations des vagabondages nocturnes que je lui enviais. Mais son visage

avait une étrange aisance à prendre les expressions mussoliniennes : avançant la lèvre, levant le menton, dressant son cou au-dessus de sa nuque rigide, se raidissant même en des poses militaires, quand on s'y attendait le moins; avec ses sorties et ses réponses lapidaires, il lui arrivait, souvent, de confondre ses professeurs et de se tirer d'embarras. Ce qui frappait le plus en lui, c'était la façon dont il peignait ses cheveux noirs et brillants : une étrange coiffure, en forme de casque ou de proue de navire romain, qu'il séparait avec un soin méticuleux : c'était une coiffure qu'il avait inventée et il y tenait beaucoup.

Nous nous séparâmes en nous donnant rendez-vous pour l'heure du rassemblement. Biancone alla remonter son réveil. Moi, j'allai avertir mes parents, leur demander de me réveiller. « Que vas-tu faire là-bas? » me demanda mon père qui ne trouvait aucun motif d'intérêt dans une ville déserte.

Mon père et ma mère avaient un laissez-passer et se rendaient une fois par semaine à Menton : ils avaient été chargés de l'entretien de certains jardins de plantes rares et exotiques, propriétés des « ennemis ». Ils revenaient avec leurs boîtes de fer-blanc remplies de feuilles malades; leurs visites ne servaient qu'à constater les progrès des insectes, des mauvaises herbes et de la sécheresse dans les plates-bandes abandonnées : il aurait fallu des jardiniers, des travaux, des dépenses; eux devaient se limiter à tenter de sauver un spécimen précieux, à combattre un champignon, à empêcher l'extinction d'une espèce. Ils persévéraient dans ces gestes de piété végétale en un temps où, déjà, les peuples mouraient, fauchés comme l'herbe.

Le matin, je sortis à l'heure voulue; le temps étais gris — en raison de l'heure, pensais-je, — mais aussi à cause des nuages. Près de la « Casa del Fascio », les « avanguardisti » étaient encore peu nombreux; c'étaient tous des jeunes gens que je connaissais, mais avec qui je n'étais pas lié. Ils achetaient de longues baguettes de pain avec du jambôn, dans un bar qui venait d'ouvrir, et ils mordaient dedans, en se bousculant au milieu de la chaussée. Ils continuaient d'arriver un à un, sans hâte, voyant qu'ils disposaient encore de temps et s'éloignaient avec un copain pour aller acheter des provisions ou des cigarettes. Il n'y avait aucun de mes camarades de lycée:

la plupart étaient des jeunes gens qui faisaient des études de comptable, d'instituteur ou de géomètre, ou même des élèves du lycée plus jeunes que moi ou du même âge mais en retard dans leurs études. La compagnie de ces derniers était celle qui me gênait le plus; l'un d'eux, surtout, m'était antipathique : un certain Ceretti, au visage joufflu, une touffe de cheveux lui retombant en frange sur le front, l'expression vulgaire, avec ces petits yeux qui caractérisent les types querelleurs, faussement enjoués, prompts à la colère et aux larmes. C'était lui, Ceretti, le plus bruyant et le plus grossier des étudiants, — le chef incontesté d'une association d'élèves, groupant ses fidèles. Depuis longtemps, il était mon ennemi et usait envers moi d'un ton méprisant et menaçant, fort de sa solide constitution, qui, à des yeux attentifs, ne se révélait pas tellement robuste, mais prématurément corpulente et mal développée. Il ne portait pas le calot enfoncé sur la tête, mais lâché dans le dos, retenu par la jugulaire qui lui serrait le cou. Il était, lui aussi, de ces types qui, au milieu de cette apparente discipline militaire de la G.I.L. se déplaçaient avec cette agressive désinvolture propre aux pirates, là où moi je n'étais jamais spontané, jamais libre.

L'heure du rassemblement était passée depuis déjà un certain temps : les « avanguardisti » devenaient de plus en plus nombreux, les groupes plus denses dans la rue, mais l'on ne voyait encore ni l'autocar, ni nos chefs, ni Biancone. J'étais habitué à ces retards de mon ami, qu'il réussissait toujours, fort mystérieusement, à faire coïncider avec ceux des supérieurs ou ceux qui se produisaient dans l'ordre des cérémonies, peut-être en raison de son naturel pouvoir de s'identifier avec les couches dirigeantes. Mais je craignais de ne pas le voir arriver. Je m'étais approché de quelques gars parmi les plus raisonnables et les plus tranquilles : un certain Orazi, qui faisait des études d'ingénieur, jetait autour de lui son tranquille regard bleu, et parlait lentement de ses constructions de postes de radio à ondes courtes. J'aurais eu en lui un très bon compagnon de promenade, mais combien éloigné de la conversation spirituelle que me réservait la compagnie de Biancone; je savais que pendant tout le trajet il aurait repris inlassablement sa conversation sur ses constructions de radio, et les choses que nous aurions aperçues, qui auraient

mérité notre attention, n'auraient été que des curiosités mécaniques, balistiques et d'urbanisme sur lesquelles il m'aurait fourni de longues explications. Ainsi la randonnée à Menton ne m'attirait plus car j'avais encore ce besoin d'amitié qui est le propre des adolescents, c'est-à-dire le besoin de donner un sens à ce que nous vivons, en en parlant avec les autres; ou bien étais-je éloigné de la suffisance virile qui s'acquiert avec l'amour, fait à la fois d'intégration et de solitude?

Tout à coup, j'entendis parler Biancone derrière moi; il se trouvait au milieu d'un groupe et plaisantait; il était déjà dans le jeu des plaisanteries de ce matin-là, comme s'il y avait toujours été. Dès que Biancone fut arrivé, tout prit un autre rythme; les officiers surgirent, battant des mains : « Allons... Allons... Dépêchez-vous... Vous êtes tous endormis? » L'autocar arriva, nous commençâmes à nous mettre en rangs, à nous former en groupes. Biancone était un des chefs de groupe et il reçut immédiatement ses attributions. Il m'invita d'un clin d'œil à venir dans celui qu'il commandait et qu'il menaça, en plaisantant, de je ne sais combien de tours au pas de course en guise de je ne sais quelle punition.

La fenêtre du dépôt d'armes s'ouvrit, et nous reçûmes, un à un, au vol, d'un milicien endormi et irascible, les mousquetons et les buffleteries. Nous grimpâmes à bord de la voiture et nous démarrâmes.

Nous longions la corniche et les officiers nous incitaient à chanter, mais le chant bientôt se perdit. Le ciel était toujours gris, la mer d'un vert glauque. Près de Vintimille, nous regardâmes avec curiosité les maisons et les bassins de ciment pulvérisés par l'explosion des bombes : les premières que nous voyions de notre vie; à l'entrée d'un tunnel nous entrevîmes le célèbre train blindé, don de Hitler à Mussolini, que l'on avait installé là afin qu'il ne soit pas touché par les bombardements.

Bizantini, le « centurione » qui nous accompagnait, était professeur de gymnastique, éternellement surexcité et satisfait de son importance dans l'Italie moderne, roulant toujours dans son esprit de confuses pensées emphatiques sur les vertus de l'ère fasciste, qui l'avait conduit de ses humbles origines et de sa misérable existence au rôle d'éducateur des jeunes gens des lycées et collèges, « classe dirigeante de demain ».

Méridional, il avait le goût des idées générales, la passion didactique, et un penchant contradictoire pour les études humanistes, dont il se sentait proche, comme membre du corps enseignant, mais que, en réalité, il ne voyait que comme une fin, nécessaire certes, mais qui doit être continuellement surmontée et raillée par l'habileté physique, par une volonté agressive et par le mépris dans l'action. C'étaient là, justement, la philosophie et la morale du fascisme, qu'il cherchait, à l'aide de phrases verbeuses, mêlées aux hurlements, à saisir lui-même et à inculquer aux dirigeants futurs. Nous ne lui voulions aucun mal, car c'était un homme bon, honnête et au fond naïf, qui, certainement, dans cette ambiance où chacun cherchait à spéculer et à s'enrichir, tirait moins de profit que quiconque, malgré tout ce qu'il affirmait bruyamment sur son mépris théorique pour les scrupules des renonciataires. Dans ses accès de colère imprévisibles n'entrait pas une hystérie de maniaque, si fréquente chez ceux qui occupent un poste de commandement, mais le fond méfiant et querelleur du paysan et de l'émigrant.

Nous approchions de l'ancienne limite frontalière du Pont Saint-Louis et Bizantini essaya de nous émouvoir en faisant remarquer que les frontières italiennes se déplaçaient. Mais la conversation s'épuisa vite, avec un certain embarras; car en cette première période de la guerre, le problème de nos frontières occidentales était délicat et cuisant, justement pour les fascistes les plus enragés. En effet, notre entrée en guerre, au moment de la défaite française, ne nous avait pas conduits à Nice mais seulement à la modeste petite ville frontière de Menton. Le reste viendrait, disait-on, au moment du traité de paix, mais désormais, la suggestion de l'entrée triomphale et guerrière était estompée, et dans les cœurs des moins incertains il y avait aussi l'angoisse que ne se prolonge à l'infini ce décevant retard; l'idée que le sort de l'Italie n'était pas entre les mains de Mussolini, mais entre celles de son puissant allié, faisait son chemin.

Pendant les jours où l'armistice français fut signé, on racontait chez moi cette anecdote : Starace et Bottaï, deux dirigeants, du Parti, dès qu'ils eurent appris la défaite de la France, étaient arrivés en voiture, de Rome, pour l'entrée à Nice à la tête des troupes. Ils passent Menton et se trouvent à la

frontière devant la barrière. Ils descendent de voiture, joyeux comme des gamins, ils prennent leur élan et sautent, de leurs jambes légères chaussées de bottes noires brillantes. Une sentinelle française penche la tête hors de sa guérite — « Vos passeports, messieurs? » demande-t-elle. Starace et Bottaï n'en avaient pas. La sentinelle tente de leur expliquer qu'ils ne peuvent passer. De leurs positions, nos soldats voient Starace et Bottaï qui insistent auprès de la sentinelle et celle-ci faire signe qu'elle ne sait pas, qu'elle n'a pas reçu d'ordres. Starace et Bottaï lèvent les bras au ciel, ils se retournent, la sentinelle lève la barrière afin qu'ils passent. Ils refont à pas lents de leurs jambes grêles le chemin jusqu'à leur voiture, en discutant. Puis ils remontent et repartent vers Rome.

L'armistice interdisant à l'armée italienne d'entrer à Nice, on commença à parler d'une expédition des « Groupes d'Action à Nice » pour conquérir la ville par surprise. On faisait même allusion, dans notre port, à certains vieux bateaux à moteur en réparation, qui serviraient, disait-on, à transporter, de nuit, des volontaires sur la côte. Un des chefs semblait être un mécanicien, un type corpulent vêtu d'une salopette graisseuse, il avait un visage de cardinal empreint d'une certaine ironie, sur lequel retombait une touffe clairsemée de cheveux noirs. Il était probablement intéressé par le commerce de ces énormes barques et par le renouvellement de leurs moteurs; il suffisait de voir son aspect débraillé et l'expression rusée de son visage pour se faire une idée de l'esprit qui animait cette initiative. Toutefois, on pouvait, paraît-il, s'inscrire sur la liste des volontaires; et, pendant un certain temps, je m'en souviens, l'idée me vint que nous devions favoriser cette entreprise, car ce geste, en apparence dirigé contre la France déjà vaincue, était en réalité une protestation contre l'Allemagne. Aucun ami ne m'écouta, j'abandonnai cette idée, et d'ailleurs tout le monde, très vite, oublia Nice et les bateaux à moteur. Mais il est certain que j'avais alors des idées assez folles pour rêver d'entreprises à la « d'Annunzio » qui changeraient le cours du fascisme. Nous nous trouvions tellement en plein fascisme que tout s'en trouvait teinté, même nos rêves de vague rébellion.

Il pleuvait lorsque nous arrivâmes à Menton, la bruine

à la fois légère et dense tombait sur la mer et sur les villas barricadées. Derrière le rideau de pluie, il y avait la ville sur son rocher. Sur l'asphalte luisant de la promenade, filaient les motos militaires. Sur les vitres de l'autocar où l'eau dégoulinait, brillaient des fragments d'images et derrière chacune d'elles s'ouvrait un monde à découvrir. Dans les avenues plantées d'arbres, je croyais reconnaître les villes brumeuses du Nord que je ne connaissais pas : Menton, était-ce Paris? Il y avait une enseigne de style floréal, décolorée, la France était-ce le passé?

On ne voyait personne, en dehors de quelque sentinelle abritée dans sa guérite, ou bien des maçons encapuchonnés dans des sacs. Tout était gris, les eucalyptus et les fils pendants des téléphones de cantonnement.

Nous descendîmes, il pleuvait toujours; en principe, nous devions nous regrouper devant la gare, mais nous remontâmes au contraire en autocar et nous dirigeâmes vers un endroit dont j'ignorais ce qu'il était : une villa réquisitionnée, puis un bout de chemin sous la pluie, jusqu'à une sorte de petite villa vide qui avait dû être une école ou une gendarmerie; là, nous abandonnâmes nos mousquetons, à l'abri le long d'un mur.

Une odeur de drap mouillé se dégageait de nous; pour ma part j'étais assez satisfait, car mon uniforme avait toujours conservé une désagréable odeur poussièreuse de magasin, qui maintenant disparaîtrait peut-être.

On ne savait pas à quel moment les Espagnols devaient arriver, il n'y avait pas d'horaire pour les trains venant de France; de temps en temps un chef de groupe revenait vers nous et criait : « Rassemblement, rassemblement avec les fusils! » et puis, de nouveau : « Rompez! » Tantôt on aurait dit que personne dans la ville n'avait jamais entendu parler de ces Espagnols, tantôt que ces mêmes Espagnols étaient attendus d'un moment à l'autre, et même : « à onze heures dix » comme l'affirmait un bruit qui continua à circuler jusqu'à onze heures cinq et puis disparut.

Nous dévorâmes tout ce que nous avions emporté de la maison, debout, sous le portique de la villa-caserne en regardant tomber la pluie sur le jardin dépouillé. Certains camarades, notamment ceux de la bande de Ceretti, avaient trouvé le

moyen de s'échapper entre un rassemblement et un autre, et ils avaient acheté des cigarettes, des orangeades. Il semblait y avoir quelques boutiques ouvertes, aux alentours, quelque débit pour les maçons.

A midi, le soleil apparut et il cessa de pleuvoir. Nous ne pouvions plus rester en place maintenant dans la maison, et tous s'en allaient en groupes séparés; on nous accorda alors une demi-heure de liberté. Biancone et moi partîmes de notre côté, dédaignant les buts par trop mesquins de ceux qui cherchaient seulement un marchand de tabac, une salle de billard, ou des femmes. Nous marchions lentement, regardant les inscriptions françaises effacées, les timides signes de vie des quelques familles qui étaient revenues, les boutiques aux vitres brisées, l'aspect plâtreux de convalescent des maisons touchées. Nous avions emprunté une route secondaire, au milieu de la campagne. Un maçon, un Vénitien, nous prévint que la nouvelle frontière était à cinq minutes de là et nous nous hâtames d'y aller : c'était le lit d'un torrent, ici le drapeau italien et là-bas le drapeau français. Un soldat italien nous demanda agressivement ce que nous voulions; nous répondîmes : « regarder » et nous regardâmes, silencieux. Là, était la France, la nation vaincue, et ici commençait l'Italie, qui avait toujours vaincu et devait toujours vaincre. Sur la maison devenue le poste de garde italien il y avait une affiche jaunie du film *Raspoutine*, avec Harry Baur. Ce film avait dû être le dernier projeté à Menton avant l'évacuation. Harry Baur portait une épaisse barbe noire qui le rendait méconnaissable et tendait ses mains crochues vers une femme couverte de bijoux : la tzarine? dommage de ne pouvoir voir le film. Sur le bas-côté de la route, nous trouvâmes une vespasienne et nous calculâmes pour savoir si le terrain était suffisamment en pente pour que notre urine arrive jusqu'à la ligne frontière.

Alors que nous revenions, en retard, au lieu du rassemblement d'autres le quittaient et une ambiance de bonnes nouvelles nous entoura : « Ils sont arrivés, arrivés ! »

— Qui? les Espagnols?

— Non, ceux de la roulante.

Un fourgon, semblait-il, venait d'arriver avec la « soupe » pour nous tous. Mais on ne savait pas où il se trouvait : ici il

n'y avait ni officiers, ni rassemblement. Nous continuâmes à nous promener dans la ville.

Au milieu d'une place terreuse et démantelée, un monument était resté debout : une jeune femme vêtue d'une robe longue s'inclinait vers une petite fille qui venait à sa rencontre; à côté d'elle il y avait un coq — c'était le monument du plébiscite de 1860. L'enfant c'était Menton, la femme c'était la France. Notre scepticisme triomphait sur une cible bien facile, les aigles romaines sur nos uniformes et là, cette image de livre de lecture. Le monde entier était sot, et seuls, nous deux, étions spirituels.

Je ne retrouvais aucun souvenir des voyages que j'avais faits en France étant enfant. Menton me donnait maintenant l'impression d'une ville triste et monotone.

Notre groupe, en rangs, parcourait les avenues, nous allions à la soupe; le bruit courait que les Espagnols n'arriveraient pas avant le lendemain et qu'il nous faudrait passer la nuit là. Il me semblait désormais avoir tout vu à Menton : j'étais déçu. Et j'étais fatigué de cette promiscuité, de ce mélange de relâchement et de discipline dans lequel nous étions tenus. Il me tardait de partir. Nous passions devant des hôtels « Liberty » gris, barricadés. Il manquait ces petits riens, tels que les encadrements de vernis de couleur autour des boutiques, ou les carrosseries variées des voitures, qui donnent l'idée d'une vie différente de la nôtre, bien que proche, l'idée d'une France vivante. Cette France-là était morte, c'était un sarcophage *Liberty* que les « avanguardisti » traversaient en hurlant « l'Hymne à Rome » et à laquelle l'apparition de minarets et de coupoles orientales d'un hôtel, ou les décorations pompéiennes d'une villa, donnaient un air de théâtre éteint, de décors mis à l'écart et en désordre.

La soupe, nous l'eûmes vers cinq heures. Il était arrivé aussi un groupe de jeunes fascistes, des marins, une bande d'escogriffes que nous regardâmes comme des intrus.

Un « Federale » était venu avec eux et Bizantini présenta notre formation.

Le « Federale » nous demanda si la soupe nous avait suffi et nous annonça que nous aurions à passer ici la nuit. Une grande tristesse m'envahit; des exclamations d'enthousiasme s'élevèrent du groupe de mes camarades. Le « Federale » était

un homme jeune, un Toscan ; car notre région avait été donnée en « colonie » au fascisme livournais ; en nous l'instinctive antipathie d'une race taciturne envers une race de bavards, se muait en s'aiguisant en aversion politique ; ainsi, pour moi, maintenant, du seul fait de l'entendre dire, dans son langage rustre, des choses sur la France, l'Angleterre, la « Marche de la Jeunesse » je me sentais devenir haineux. Alors qu'au contraire, en raison d'un restant de conformisme, ou parce que je n'étais jamais très sincère envers moi-même, je reconnaissais avec les autres que c'était, au fond, un type sympathique et simple. Il avait l'air d'un joueur de football professionnel, au visage un peu vicieux et marqué, les cheveux bouclés, déjà grisonnants, longs sur la nuque. Il portait un uniforme de gabardine kaki, avec des pantalons de cheval et des bottes jaunes. Et cet habillement d'aspect militaire était, par sa coupe, par son étoffe, sa légèreté, cette aisance dans la façon de le porter, assez loin de ce que l'on pouvait penser des uniformes de l'armée. Et moi, peut-être à cause de ma gaucherie dans ma façon de porter l'uniforme, de le subir, à cause de mon appartenance native à l'humanité qui subit l'uniforme et non à celle qui s'en fait un instrument d'autorité et de vanité, je me sentais agité par le moralisme, toujours mêlé de l'envie, qu'éprouvent les combattants réguliers pour les embusqués et les vantards. Certains des « avanguardisti », qui étaient mes concitoyens, fils de petits cadres ou de fonctionnaires étaient de vieilles connaissances du « Federale » et celui-ci plaisantait avec eux. Cette ambiance de camaraderie complice soulevait en moi une certaine gêne, et je lui préférais de beaucoup le ton sans forme, obligatoire auquel j'étais habitué.

— « Et alors, tu as été recalé? — demanda-t-il à Ceretti. Et lui de répondre, avec un air de vantardise : « Oui, mais en anglais et en grec ! — et parce que le « Federale » n'avait pas saisi le sens politique de sa repartie et s'était tourné pour bavarder avec les autres, il répéta : « J'ai été recalé pour l'anglais et pour le grec ! pour l'anglais et pour le grec ! »

J'étais à la recherche de Biancone dans la maison pour discuter de tout cela avec lui, ou plutôt pour recueillir et souligner avec lui les détails que nous aurions commentés plus aisément. Mais Biancone n'était pas là, il avait disparu. Je le retrouvai à l'heure du coucher du soleil, alors que je marchais

le long de la corniche bordée de palmiers nains. J'étais déjà triste.

Le lent clapotement des vagues contre les rochers s'unissait au silence naturel de la campagne et enfermait la ville déserte comme en un cercle; son silence n'était pas naturel, rompu de temps en temps par des bruits isolés et retentissants : quelques sons de trompette, un chant, le ronflement d'une moto.

Biancone vint à ma rencontre avec de grands gestes joyeux comme si nous ne nous étions pas vus depuis un an, et me fit part des nouvelles qu'il avait recueillies : une belle fille avait été aperçue dans une épicerie, une jeune fille qui avait été dans un camp d'internement à Marseille, et maintenant tous les « avanguardisti » allaient faire de petits achats dans cette boutique pour la voir. Dans une autre boutique on trouvait, paraît-il, des cigarettes françaises presque pour rien. Dans une rue, il avait vu un canon français détruit, abandonné là.

Il manifestait pour ces nouvelles de peu d'importance un enthousiasme par trop expansif; pour ma part, je ne lui pardonnais pas d'être allé se promener sans moi. Au cours de la conversation, nous en vînmes à parler des mises à sac que toutes les maisons avaient dû subir. Et lui, incidemment, me précisa qu'en effet il y avait des maisons grandes ouvertes où l'on entrait comme on voulait et où l'on découvrait que tout était fracassé et éparpillé à terre. Mais dans sa conversation qui paraissait générale, se détachaient quelques détails bien précis. « Mais toi, tu y es allé? » demandai-je; oui, il y était allé, me disait-il; chemin faisant, en compagnie de quelques autres, il avait pénétré avec eux dans quelques maisons et hôtels saccagés. « Dommage que tu n'aies pas été là », me dit-il. Le fait qu'il y soit allé sans moi me paraissait maintenant une trahison impardonnable, mais, au lieu de me montrer offensé, je préférai lui proposer vivement : « Mais nous pouvons y retourner ensemble, n'est-ce pas? » Il me fit remarquer que désormais il faisait nuit et que nous ne verrions pas où poser nos pieds dans ces lieux à moitié détruits.

Lorsque nous nous retrouvâmes tous dans la chambrée qu'on avait improvisée pour nous, avec des paillasses étendues à terre dans une salle de gymnase, les visites aux maisons

dévastées étaient le thème des conversations générales, chacun communiquait ce qu'il avait vu d'extraordinaire sur son chemin et citait des noms de lieux qui semblaient connus de tout le monde : le « Bristol », ou la « Maison verte ». Ces expéditions m'avaient semblé tout d'abord une expérience accomplie seulement par le cercle restreint des plus entreprenants qui faisaient bande à part; mais peu à peu des types comme Orazi en parlaient aussi, alors qu'ils avaient écouté jusque-là à l'écart. Tout me semblait perdu irrémédiablement; j'avais gaspillé cette journée de façon ennuyeuse, sans même découvrir le secret de la ville et demain ils allaient nous réveiller tôt, nous serions conduits devant la gare pour quelque « garde-à-vous » et puis rembarqués dans un autocar, et la vision d'une ville dévastée s'éloignerait pour toujours de mon regard.

Biancone passa à côté de moi, transportant une pile de couvertures et il me dit à mi-voix : « Il y a là Bergamini, Ceretti et Glauco, ils ont le butin... »

J'avais déjà remarqué, entre les matelas, un manège dont je ne m'étais pas bien rendu compte; mais, maintenant que Biancone m'avait affranchi, je me souvenais d'avoir vu, peu avant, sauter une raquette de tennis entre les mains du dénommé Bargamini et de m'être demandé, incidemment, d'où elle pouvait sortir. A présent, je ne voyais plus la raquette mais juste au même instant, Glauco Rastelli qui, tirant la couverture sur la paillasse, découvrit une paire de gants de boxe qu'il repoussa dessous vivement.

Biancone s'était déjà glissé sous les couvertures et fumait, appuyé sur un coude; j'allai m'asseoir sur sa paillasse.

— Nous sommes une belle bande, lui dis-je.

— Ah! fit-il, un vrai gang...

— Non, nous n'étions pas comme ça en cinquième.

— Ah... autres temps... répliqua-t-il...

A cet instant précis, un « cou-cou » « cou-cou » haletant et sifflant s'éleva dans la chambrée; nous vîmes Ceretti se contorsionner sur sa paillasse, tout à la joie d'avoir réussi à faire fonctionner le coucou, l'horloge avec laquelle il se débattait.

— Mais comment feront-ils pour emporter toutes ces affaires-là chez eux? demandai-je à Biancone. On ne peut tout de même pas cacher une horloge sous une veste.

— Il la jettera, que veux-tu qu'il en fasse? Il l'a prise pour faire du bruit.

— J'espère qu'il ne la fera pas carillonner toute la nuit et qu'il nous laissera dormir, dis-je. Juste à ce moment-là, Ceretti dit :

— Eh... les copains, je l'ai réglé maintenant, et toutes les demi-heures vous l'entendrez chanter!

— A la mer! jette-le à la mer! Et à quatre ou cinq, pieds nus, ils se lancèrent sur sa paillasse, contre lui et son coucou.

Ils continuèrent de lutter jusqu'à ce que l'horloge se soit tue.

Bientôt, toutes lumières éteintes, les criailleries s'éteignirent aussi. Je n'arrivais cependant pas à dormir.

Dans une salle contiguë étaient installés les élèves d'une école maritime avec qui il ne nous était pas venu à l'esprit de nous lier, peut-être parce qu'ils étaient plus âgés que nous, ou peut-être par un ancestral esprit de clocher, ou peut-être davantage par différence d'origine, car ils appartenaient, semblait-il, à un sorte de prolétariat des ports alors que la plupart d'entre nous étions étudiants. Alors que les plus déchaînés de nos camarades étaient passés tout à coup du tapage au sommeil, eux, continuaient leur vacarme, continuaient à se déplacer bruyamment, à se faire des blagues. Ils avaient une expression bien à eux, née probablement le jour même, en je ne sais quelle circonstance, et chargée, pour eux, d'un comique incompréhensible aux autres : « ... O Beû ! » c'est-à-dire je crois, « ... O Bue », un cri qu'ils émettaient comme un meuglement, prolongeant la voyelle, mi e, mi u, peut-être en un appel de berger. L'un d'eux, de la paillasse où il était allongé, la lançait d'une voix de basse et tous se mettaient à rire. Peu à peu il semblait qu'ils se fussent finalement endormis et je cherchais à retrouver le sommeil lorsqu'une autre voix attaquait de nouveau : «... O... Beû...! »

Et aux protestations, aux menaces que quelques-uns d'entre nous leur lançaient ils répondaient par une nouvelle vague de hurlements. J'aurais voulu que certains d'entre nous, en un groupe bien décidé, aillent dans leur chambrée se battre à coups de poing. Mais les types les plus bagarreurs, c'est-à-dire Ceretti et ses fidèles, dormaient comme si tout était tranquille

et nous, sans sommeil, étions peu nombreux et irrésolus. Biancone, lui aussi, était de ceux qui dormaient.

Pour ma part, entre mon inquiétude touchant mes pillards de camarades et mon irritation contre ce vacarme, je continuais à me retourner sous les rugueuses couvertures militaires.

A ce moment-là, une acreté tout aristocratique marquait beaucoup de mes pensées ainsi que ma façon de considérer et d'affronter tout ce qui se rapportait au fascisme.

Pour moi, cette nuit-là, le fascisme, la guerre et la vulgarité de mes camarades étaient une seule chose, j'englobais tout dans un même dégoût et je sentais que je devais m'y soumettre sans trouver une issue possible. C'est avec le même ressentiment que le lendemain matin je regardais les « premilitari » défiler dans le jardin : grandes perches, maigres, à la démarche indolente, indifférents aux ordres, pendant que Bizantini faisait devant nos rangs bien alignés l'inspection des fusils.

Devant nos protestations pour leur conduite de la nuit, Bizantini renchérit. Il avait fait sienne l'animosité née de nos querelles de clochers pour des questions de rivalités avec les chefs de la G.I.L. du chef-lieu et se mit à nous dire : « ... Eh bien! vous avez vu, quel beau détachement ils nous ont envoyé... Mais est-ce de la jeunesse, ça? Des garçons qui n'ont jamais fait de sport, tordus comme des crochets, tout en longueur, avec des épaules de travers! » Il exagérait mais on ne pouvait pas dire qu'il avait tout à fait tort. Ils n'avaient certes pas l'air d'athlètes mais, pour être franc, moi non plus, et en cela je me sentais solidaire de ces gars-là en face des ironies de Bizantini. « Crève-la-faim, portefaix! » disait Bizantini. « Ils viennent se faire payer leurs quelques lires pour leur journée sans travail. » Et plus il parlait, plus je sentais s'atténuer en moi mes récentes rancœurs et, à leur place, ressurgir la morale dans laquelle j'avais été élevé et qui était opposée à ceux qui méprisent les pauvres et les gens qui travaillent... « Avec tout ce que fait le régime pour le peuple... » poursuivait Bizantini.

— Le peuple, pensais-je : ces enfants de troupe étaient-ils le peuple? Était-il heureux, était-il malheureux, le peuple? Était-il fasciste, le peuple? le peuple italien... et moi, qui étais-je?

« ... Eux, ils s'en foutent, de la G.I.L. et du reste! »

— Moi aussi! moi aussi, murmurai-je à l'oreille de Biancone qui était près de moi.

Et Bizantini : « Oh, mais le « Federale » s'en est aperçu, il a tout de suite remarqué que nous n'avions recruté que des étudiants, des garçons bien habillés, bien balancés, bien élevés... »

— Merde, dis-je à mi-voix à Biancone, — merde ».

« ... Il a dit qu'il nous mettrait bien en vue, nous, devant les Espagnols, devant le jeunesse du Caudillo... »

La file des « premilitari » de la marine s'était éloignée, Bizantini poursuivait son discours et moi mes pensées. Peut-être allions-nous être obligés de passer une autre journée à Menton et je voulais que Biancone vienne avec moi voir les pillages. « Dès qu'il nous aura lâchés, dis-je doucement, allons-y ensemble ». — Lui, impassible, même au repos, me fit un clin d'œil.

Le capitaine continuait à clamer sa philosophie, et, maintenant, il opposait l'éducation du temps de Mussolini à celle des temps passés. « Vous, vous avez grandi dans l'ambiance, le climat du fascisme et vous ne savez pas ce que cela veut dire! Par exemple, hier soir, ici, à Menton, si certains professeurs d'autrefois s'étaient trouvés là... vous n'imaginez pas quelle tragédie! Pensez donc, des jeunes gens, les faire dormir ainsi, hors de chez eux. Qu'est-ce que ça veut dire? Et il n'y a pas de lits? et cette responsabilité... et les familles... Ah...! Dans le fascisme, en deux temps trois mouvements, plus aucune difficulté, tout va droit, éducation romaine, comme à Sparte; ... il n'y a pas de lits? eh bien, dormez par terre... » et allez donc!... — « A droite, droite! »

Et voilà que Bizantini se révélait ce qu'il était; le plus naïf de nous tous, avec une bande de garçons velus, bons à rien qui n'avaient qu'une hâte : piller une ville. Ils s'attendrissait comme une grand-mère sur cette grande aventure qui consistait à nous faire passer une nuit hors de la maison...! Et, en s'éloignant au pas, rotant, pétant, la colonne des « avanguardisti » faisait écho à son Une! deux! une! deux!

Biancone savait qu'il y avait tout près une villa intéressante, aux dires de ceux qui y étaient allés, mais encore inconnue pour lui. Dans le jardin chantait un oiseau, une goutte tombait régulièrement dans le bassin. Les feuilles grises d'un immense

agave étaient couvertes de prénons, de noms de villes, de régiments, gravés à la pointe des baïonnettes. Nous fîmes le tour de la villa qui semblait fermée, mais nous trouvâmes sous la véranda aux vitres brisées une porte-fenêtre sortie de ses gonds. Nous entrâmes dans un salon où des fauteuils et un divan, en désordre, étaient recouverts d'une pluie de petits débris. Les premiers pilleurs avaient cherché l'argenterie dans les coffrets et lancé à terre les services en céramique. Ils avaient tiré les tapis de dessous les meubles, qui étaient restés en déséquilibre comme après un tremblement de terre. Nous passions dans des pièces et des couloirs obscurs, tantôt éclairés selon que les persiennes étaient ouvertes ou fermées, ou tout simplement enlevées, et nous continuions à nous trouver en présence d'objets, posés sur leurs appuis habituels ou éparpillés par terre et piétinés : pipes, bas, coussins, cartes à jouer, fil électrique, revues, lampes!

Biancone, en se déplaçant, prenait note de chaque chose, n'omettait aucun détail, créait un lien entre une chose et une autre, se baissait pour ramasser le pied d'un verre brisé, un morceau de tapisserie déchirée et remettait chaque chose dans la position où il l'avait trouvée, avec les gestes délicats et minutieux de l'enquêteur qui examine le lieu d'un crime.

Par un escalier de marbre maculé de taches, nous montâmes aux étages supérieurs; là, les pièces regorgeaient de voiles.

C'étaient des moustiquaires de tulle, montées en baldaquins. Il devait y en avoir une suspendue au-dessus de chaque lit et les premiers occupants les avaient arrachées et traînées jusqu'ici. Maintenant, tout ce tulle, avec ses drapés et ses ornements, couvrait le dallage, les lits, les commodes d'un manteau vaporeux et entortillé. Biancone goûtait fort cette vision et il se déplaçait d'une pièce à l'autre en écartant les voiles avec deux doigts.

Dans l'une de ces chambres à coucher, nous eûmes la sensation d'une présence, de quelque chose comme une grosse bête qui se démenait sous l'épaisseur du tulle.

— Qui va là?

— Qui va là?

C'était Duccio, un « avanguardista » de notre escouade, qui allait avoir treize ans, gras, trapu, rougeaud.

— Il y en a des choses, dites, fit-il, le souffle coupé; il

était en train de faire l'inventaire d'une commode. Il prenait les choses dans les tiroirs : si ça ne l'intéressait pas, il jetait tout par terre, sinon, il enfonçait tout dans sa sacoche : jarretières, chaussettes, cravates, brosses, serviettes de toilette, un petit flacon de brillantine. A force de fourrer des affaires dans sa sacoche, il s'était fait une bosse presque ronde, et il cachait encore, sous son gros tricot, des écharpes, des gants, des bretelles. Il était rengorgé comme un pigeon et il ne faisait pas mine de vouloir cesser.

Nous ne lui prêtions plus attention, nous avions entendu un bruit bien distinct, comme des coups de marteau qui résonnaient à l'étage au-dessus.

— Qu'est-ce que ça peut être?

— Rien, dit Duccio, c'est Fornazza.

En nous orientant vers l'endroit d'où venait le bruit, nous nous trouvâmes à l'étage au-dessus, dans une sorte d'office, où Fornazza, de la même taille que Duccio, mais maigre et brun, à l'épaisse chevelure bouclée s'attaquait à coups de marteau et de tournevis à un bahut ancien.

— Qu'est-ce que tu fais?

— Les ferrures me sont utiles, dit-il — et il nous montra sa main. Il en avait déjà arraché deux.

Nous laissâmes nos camarades à leur travail et continuâmes notre tour dans la maison. Arrivés sous les combles, par une lucarne, nous sortîmes sur une petite terrasse, sur les toits. De là, on dominait le jardin et la zone verdoyante alentour, Menton, les oliviers et, tout au fond, la mer. Il y avait des coussins à moitié pourris, que nous posâmes contre le montant d'une antenne de radio et nous nous étendîmes pour fumer tranquillement au soleil.

Le ciel était clair, les traînées blanches des nuages voletaient au-dessus de l'antenne et planaient comme des banderoles entortillées.

D'en bas, nous parvenaient quelques bruits de voix amplifiés par le vide des rues et nous reconnaissions ces voix : « Celui-ci c'est Ceretti qui cherche, celui-là, c'est Glauco qui se met en colère. » Entre les colonnettes de la balustrade, nous suivions les allées et venues de nos camarades et des jeunes fascistes dans la ville : un groupe qui tournait à un carrefour, en vociférant; deux jeunes garçons qui apparais-

saient, on ne sait comment, dans l'encadrement d'une fenêtre et se mettaient à siffler, et à travers une fente, du côté de la mer, nos chefs tout joyeux autour du « Federale » qui sortaient d'un bar. Sur la mer la réverbération du soleil.

— Et pourquoi n'allons-nous pas nous baigner?

— D'accord.

— D'accord, allons-y!

Nous descendîmes en courant et prîmes le chemin d'en bas jusqu'à la mer.

Au-dessous des murs de la corniche, sur une bande de sable et de galets, était assis un groupe de maçons, à moitié nus, qui mangeaient au soleil et se passaient de main en main une fiasque. Nous nous déshabillâmes et nous allongeâmes sur la plage. Biancone avait la peau claire, parsemée de grains de beauté. Moi, j'étais bronzé et maigre. Le sable était sale, couvert d'algues en forme de petites boules brunes velues et de barbes grises pourries. Biancone disait déjà voir des nuages s'approcher du soleil afin qu'il ne soit plus question de nous baigner mais je courus me jeter à l'eau et il ne put que me suivre dans mon plongeon. Le soleil disparut vraiment et nager dans cette eau argentée couleur de poisson devint un peu ennuyeux, comme de voir au-dessus de nous les rochers du massif et Menton silencieux.

A l'extrémité du môle, nous vîmes apparaître un soldat avec fusil et casque, qui criait. Il criait dans notre direction : nous étions en zone interdite, nous devions revenir vers la rive. Nous fîmes donc demi-tour et essuyés, habillés, revînmes vers la popote.

Nous ne voulions pas perdre notre après-midi entre les villas éloignées et isolées, mais nous en tenir aux maisons et bâtiments du centre de la ville où chaque étage offrait un monde différent, chaque seuil le secret d'une vie. Les portes des appartements avaient été forcées et sur le dallage était éparpillé le contenu des tiroirs que l'on avait renversés pour rechercher de l'argent ou des objets précieux; en fouillant au milieu de ces vêtements, de ces fanfreluches, de ces papiers, on pouvait encore trouver quelque objet de valeur. Désormais, mes camarades visitaient chaque maison avec méthode, emportant ce qui restait de valable. Nous les rencontrions dans les escaliers, dans les couloirs; parfois, nous nous joignions à eux.

Ils ne s'abaissaient jamais, il faut le dire, à fureter partout, comme nous l'avions vu faire à Duccio; quand ils trouvaient un objet intéressant ou qui attirait l'œil, ils se précipitaient pour s'en emparer, en poussant un cri, avant que les autres en aient fait autant, quitte à les jeter ensuite s'ils en étaient embarrassés ou s'ils trouvaient quelque chose de mieux.

— Et vous, qu'avez-vous trouvé? nous demandaient-ils, et je répondais, hargneusement, entre mes dents : « Rien », partagé entre le désir de montrer avec ostentation mon opposition et un reste de la honte enfantine que j'éprouvais à être différent. Biancone, au contraire, se dépensait en grandes explications.

— Hé, hé! si vous saviez..., nous connaissons un endroit! vous voyez, là, au tournant? Vous tournez à droite et vous montez l'escalier. Qu'est-ce qu'il y a? Si vous voulez le savoir allez-y...

Ses blagues ne prenaient pas souvent, car il était connu comme plaisantin; mais elles lui donnaient tout de même l'air de quelqu'un qui sait ce qu'il fait.

L'exaltation de la chasse s'était emparée de nous tous. Lorsque je rencontrai Orazi, tout hilare et surexcité, et qui me fit tâter ses poches, je sentis que personne ne nous aurait compris, Biancone et moi. Mais nous étions deux, nous nous comprenions et cela nous unirait toujours.

— Touche, touche! tu sais ce que c'est? disait Orazi.

— Des flacons?

— Des lampes Philips! Je vais me construire un poste de radio tout neuf.

— Bonne chance!

— Bonne chasse!

De maison en maison nous arrivâmes dans des quartiers vieux et pauvres. Les escaliers étaient étroits, les pièces, à en juger par l'état de leurs chiffons, paraissaient avoir été pillées bien des années auparavant et abandonnées à la putréfaction, au vent qui venait de la mer. Des assiettes sales dans un évier, des casseroles graisseuses entassées et peut-être conservées à cause de cela.

J'étais entré dans cette maison avec un groupe de camarades et je m'aperçus que Biancone n'était pas parmi eux. Je demandai : « Avez-vous vu Biancone? Où est-il allé? »

— Bah! firent-ils, pourquoi? — il n'était pas avec nous. »

Nous nous étions mêlés à plusieurs groupes qui de temps en temps se séparaient ou s'unissaient à d'autres; et je n'aurais su dire à quel endroit, croyant suivre le groupe où se trouvait Biancone, j'avais pris un autre itinéraire.

— Biancone! appelai-je dans l'escalier.

— Biancone! criai-je dans un détour de couloir.

Il me semblait entendre des voix mais je ne savais d'où elles venaient. J'ouvris une porte. C'était un atelier d'artisan. Il y avait un établi de menuisier d'un côté et un escabeau, peut-être d'ébéniste, peut-être de graveur au milieu de la pièce. Il y avait encore des copeaux par terre, des éclats de bois, des mégots, comme si l'on avait cessé de travailler deux minutes auparavant et, partout il y avait aussi, éparpillés, brisés, une centaine d'outils, une centaine de pièces de bois que cet homme avait façonnées : cadres, étuis, dossiers de chaises, et je ne sais combien de manches de parapluie.

La nuit tombait, au milieu de la pièce pendait une suspension au contrepoids en forme de poire, sans ampoule. Et, à la lumière du crépuscule qui entrait par la petite fenêtre, je voyais une étagère sur laquelle étaient rangées bien en ordre une série de têtes de jeu de massacre, je crois, ou destinées à un théâtre de marionnettes. Des têtes de bois sculptées avec un talent naïf et un côté caricatural à peine ébauché; certaines étaient peintes, la plupart étaient encore à l'état brut. Quelques-unes seulement de ces têtes avaient suivi le sort de tout le reste de la pièce et avaient roulé, détachées de leur propre cou, mais la plupart étaient encore en place, les lèvres arquées dans un sourire inexpressif, les yeux ronds grands ouverts, dodelinant sur le pieu qui leur servait de cou, peut-être secouées par l'air de la petite fenêtre, peut-être en raison de mon entrée soudaine.

Ou bien encore quelqu'un était-il passé peu de temps auparavant et les avaient touchées? J'ouvris une autre porte. Il y avait un lit, un berceau intact, une armoire grande ouverte et vide. J'entrai dans une autre pièce : il y avait par terre une montagne de lettres, de cartes postales, de photographies. Je vis une photo de fiancés : lui, soldat, elle, toute blonde. Je m'accroupis pour lire une lettre : « Ma chérie ... ». C'était sa chambre à elle. Il y avait peu de lumière, et, un genou à

terre, j'essayai de déchiffrer cette lettre, je cherchai le feuillet suivant. Un groupe de jeunes fascistes de la Marine, essoufflés, penchés en avant comme des chiens de chasse, entrèrent; ils s'énervèrent autour de moi : « Qu'y a-t-il? Qu'as-tu trouvé? »

— Rien, rien, balbutiai-je.

Des pieds et des mains, ils bouleversèrent le tas de lettres, de papiers et s'en allèrent essoufflés comme ils étaient entrés.

Je n'y voyais plus assez pour lire. Par la fenêtre, on entendait le bruit de la mer comme si elle s'était trouvée sous la maison. Je sortis à l'air. La nuit tombait. Je me dirigeai vers le lieu du rassemblement. Sur la route, je vis d'autres camarades qui s'y rendaient aussi, leurs vestes pleines de bosses et les larcins qu'ils pouvaient le moins dissimuler, grossièrement enveloppés dans des paquets hâtivement faits.

— Et toi, toi, qu'est-ce que tu as pris? demandaient-ils.

Le rassemblement devait avoir lieu dans un pavillon qui avait été le siège d'un Club anglais, maintenant transformé en Casa del Fascio. Dans les couloirs éclairés, on se serait cru à la foire; chacun montrait son butin et s'en vantait, sans plus aucune crainte des chefs, et chacun combinait la meilleure façon de cacher ce qu'il avait pris afin de ne pas attirer les regards lors de notre retour en Italie. Bergamini, lui, dissimulait sa raquette dans la partie la plus large de ses pantalons et Ceretti se bardait la poitrine de chambres à air de bicyclette; par-dessus, il endossait un gros tricot et ressemblait à Maciste.

Au milieu d'eux, j'aperçus Biancone. Biancone avait à la main des bas de femme et il les retirait de leur enveloppe de cellophane, les faisait tournoyer en l'air comme des serpentins.

— Combien en as-tu?

— Six paires.

— C'est de la soie?

— Pardi!

— C'est un beau coup! A qui vas-tu les donner? Tu vas les offrir?

— Les offrir? Je vais pouvoir aller voir les femmes gratuitement pendant un mois.

Et voilà : même Biancone. Désormais j'étais seul.

Les autres lançaient des imprécations : eux aussi ils étaient

passés par là, et, seul Biancone avait été capable de découvrir ces bas.

« Les bas? disait-il, mais, et l'écharpe écossaise? et la pipe en cerisier? » Biancone était vraiment un as, c'était celui qui allait toujours à coup sûr, celui qui, où qu'il allât, découvrait un trésor.

Je m'approchai de lui pour le féliciter et, peut-être étais-je sincère. Au fond, j'avais été un sot de ne rien prendre. Désormais, cela n'appartenait plus à personne. Il cligna de l'œil dans ma direction et me fit voir ses véritables découvertes, celles qu'il avait faites vraiment et qu'il ne montrait pas aux autres : un pendentif avec une photo de Danielle Darrieux, un livre de Léon Blum, et puis un fer à friser les moustaches. Et voilà! il suffisait de tout faire avec de l'esprit, comme Biancone; je n'en avais pas été capable.

Le « Federale » était en train de se distraire; lui aussi, il passait en revue le butin des avant-gardistes, tâtait les vestes, se faisait montrer les objets les plus hétéroclites. Bizantini le suivait et approuvait en riant, content de nous. Puis, il nous appela, et nous fit réunir autour de lui, sans nous mettre en rangs, pour nous communiquer les dernières dispositions. Une atmosphère de kermesse, de surexcitation, régnait au milieu de tous ces gars qui portaient ces attributs de carnaval.

— L'arrivée de nos camarades espagnols, dit Bizantini, est prévue à 9 h 30 ce soir. A neuf heures moins le quart, rassemblement ici pour une dernière revue et pour prendre nos armes. Puis, nous partirons, et, cette nuit, nous serons chez nous. Vous verrez, tout cela, nous trouverons bien le moyen de le cacher dans l'autocar ou sur nous et personne ne nous dira rien. Le « Federale » qui est très content de vous me l'a assuré. Les gars, ne l'oublions jamais, cette ville est ville conquise et nous, nous sommes les vainqueurs. Tout ce qui s'y trouve est à nous. Et personne ne peut rien nous dire!

A présent, il nous reste une heure un quart : vous pouvez encore aller faire un tour, sans bruit, sans histoire comme vous l'avez fait jusqu'aujourd'hui et aller à la recherche de ce qui vous tente. Un garçon qui se trouve ici aujourd'hui et qui n'emporte rien est un con! Oui, messieurs, un con! »

Un murmure d'approbation suivit ces dernières phrases. Et je trépignais d'excitation : j'étais le seul, le seul de tous à

n'avoir rien dérobé, le seul qui n'aurait rien pris, qui reviendrait chez lui les mains vides! Je n'étais pourtant pas un type moins vif, moins éveillé que les autres, comme je le pensais auparavant, mon comportement était courageux, presque héroïque! Et je m'exaltais, maintenant, bien plus qu'eux.

Bizantini parlait encore, il faisait ses inutiles recommandations aux jeunes gens impatients. Je me trouvais près d'une porte; la clé était dans la serrure : une clé d'hôtel avec son gros médaillon qui portait gravés le numéro et l'inscription « New-Club », je retirai la clé de la serrure. Voilà, j'emporterais cette clé en souvenir, une clé du Fascio. Je la fis glisser dans ma poche. Ce serait là tout mon butin.

C'étaient nos dernières heures à Menton, je marchai seul vers la mer. Il faisait sombre. Des maisons, me parvenaient les cris de mes camarades. Mes pensées prirent une tournure triste, je n'étais pas fait pour vivre dans le fascisme, mais le fascisme vaincrait; les guerres étaient gagnées par les plus méchants : les Bizantini, les Ceretti : et l'Abyssinie, l'Espagne, l'Albanie, la France, l'une après l'autre, s'inclinaient devant l'Italie fasciste, tout cela jusqu'à ce que l'Allemagne nous ait engloutis, tous, les bons et les mauvais, pour dominer le monde entier.

Seul, attristé par ces pensées, je me dirigeai vers un banc, et, je vis un gars assis, en uniforme de marin. Je reconnus le foulard, jaune et cramoisi, des « jeunes fascistes » sous le col, c'était l'un des « premilitari » de la marine. Je m'assis sur le banc, lui restait le menton appuyé sur la poitrine.

— Dis-moi, fis-je — et je ne savais pas encore ce que j'allais lui dire, — tu n'y vas pas, toi, dans les maisons?

Le gars ne se retourna même pas.

— Je m'en fous, dit-il doucement.

— Tu n'as rien pris, toi, dis-moi? demandai-je.

Il répéta : « Je m'en fous. »

— Mais, dis-moi... Tu ne prends rien parce que tu ne trouves pas ou parce que tu ne veux rien prendre?

— Je m'en fous..., fit-il encore. Il se leva, s'éloigna en faisant de longues enjambées, les bras ballants, au milieu des ombres dentelées des palmiers. Il se mit à chanter à gorge déployée : « Vivereee...! Finché c'è gioventù... » « Vivre jusqu'à ce qu'il y ait de la jeunesse... ». Était-il saoul?

Je m'assis à nouveau sur le banc, retirai la clé de ma poche, et me mis à la contempler. J'aurais aimé lui donner une signification symbolique. « New-Club », ensuite Casa del Fascio, et, maintenant, entre mes mains : qu'est-ce que cela pouvait vouloir dire? Le désir me vint que cette clé fût une clé très importante, indispensable; que, ne la trouvant pas, les fascistes deviennent fous, enragés, ne puissent plus fermer la porte d'une pièce contenant un butin inestimable et secret ou encore des documents dont aurait dépendu leur propre sort.

Je me levai et pris le chemin du Fascio. Dans les couloirs, il y avait quelques « avanguardisti » seulement, qui emballaient leurs affaires; les gradés comptaient les mousquetons et décidaient de la disposition de l'escouade; Biancone était parmi eux. Je circulais dans les couloirs, feignant de m'ennuyer et je laissais courir ma main sur le mur et sur les portes, en sifflant un air de danse. Lorsque ma main rencontrait une clé, je la retirais lentement de la serrure et la mettais dans ma sacoche. Une multitude de portes donnaient sur les couloirs et presque toutes portaient leur clé dehors, avec leur médaillon doré qui pendait. Ma sacoche, désormais, était pleine, je n'apercevais plus aucune clé. Personne ne m'avait prêté attention, je sortis.

Sur le seuil, je rencontrai d'autres gars qui rentraient. « Eh bien! Qu'est-ce que tu emportes chez toi? »

— Moi?... Rien... Mais ils virent un sourire entre mes lèvres.

— Eh oui!... mon gars, rien..., me dirent-ils.

Je fis un tour dans le jardin. Je devais avoir une vingtaine de clés. Elles faisaient entendre un bruit de ferraille : « j'ai moi aussi, ma charge maintenant », pensai-je. « Dis donc, qu'est-ce tu trimbales sur toi ?... m'apostropha quelqu'un qui passait. — Tu tintes comme une vache! »

Je m'éloignai. Il y avait dans le jardin des pergolas et des tonnelles où grimpaient des plantes en friche et j'y pénétrai. Je commençais à me rendre compte de ce que j'avais fait. Mon geste incompréhensible pouvait, pour une raison ou pour une autre, être découvert, tout de suite même. Si quelque officier ou chef avait eu besoin tout à coup d'enfermer quelque chose dans une de ces pièces à moitié vide?... Et si mes camarades, — maintenant ou plus tard, dans l'autocar ou en Italie —

me forçaient à exhiber ce que j'avais dans ma sacoche... Toutes ces clés, qui portaient le nom du « New-Club » n'avaient pu être volées qu'à la Casa del Fascio : dans quel but? Comment pouvais-je expliquer mon acte? C'était nettement un geste de mépris, ou de rébellion, ou de sabotage... Derrière moi, l'ex- « New-Club » dominait, toutes fenêtres éclairées et protégées d'où ne filtraient que de vagues lueurs bleues. J'étais saboteur du fascisme en terre conquise...

Je me mis à courir droit devant moi. J'avais vu luire un miroir d'eau : il y avait là un bassin entouré de roches au centre d'une plate-bande et au milieu un jet d'eau à sec. Une à une, je retirai les clés de ma sacoche et les laissai tomber dans l'eau; je les plongeai doucement afin que l'on n'entende pas le bruit de leur chute. Du fond s'élevait une nuée trouble qui effaçait le reflet de la lune. Après que le dernière clé fût envoyée au fond, je vis passer une ombre claire : un poisson, un vieux poisson rouge, peut-être, qui venait voir ce qui avait bien pu arriver.

Je me levai. Avais-je été un lâche? En mettant mes mains dans mes poches, je sentis qu'il me restait une clé : le première que j'avais prise et qui n'avait pas quitté ma poche. Je me sentis de nouveau en danger et heureux. Mes camarades revenaient pour le rassemblement et je me joignis à eux.

Le train des Espagnols arriva, alors que nous étions disposés en rangs depuis une heure déjà sur la place, devant la gare. Bizantini hurla : « Présentez... armes! » Sous la verrière, des lanternes barbouillées donnaient un faible éclairage. Les jeunes phalangistes se rangèrent dans cette zone de lumière et nous étions très loin, là-bas au fond de l'esplanade. C'étaient de grands types, robustes : visages camus — semblait-il —, comme ceux des boxeurs, avec leurs bérets basques rouges aplatis sur l'œil, leurs gros tricots noirs retroussés jusqu'au coude, leurs petits havresacs suspendus à la ceinture.

Un grand vent soufflait en courtes rafales soudaines, les lumières ondoyaient, nous tenions nos fusils, baïonnette au canon, en face de la jeunesse du Caudillo. De temps en temps nous parvenaient des notes et des cadences d'une de leurs marches qu'ils n'avaient cessé de chanter depuis leur arrivée; quelque chose comme : « Arò... Arô... Arô... ».

Quelques brefs commandements de leurs officiers et ils se

mirent en rang, prenant leur distance le bras tendu; des vociférations, des appels indistincts nous parvenaient : — Sebastian, Habla, Vincente... —. Puis, ils se mirent en marche, se dirigèrent vers les autocars qui les attendaient, montèrent. Ils repartirent, comme ils étaient venus, sans jamais diriger un regard vers nous.

Au moment de notre départ, fagotés comme des contrebandiers, nous passions devant Bizantini qui nous observait un par un, afin de se rendre compte si nous n'attirions pas trop les regards, et il renvoyait chacun de nous d'une grosse tape sur la sacoche résonnante ou d'un coup de pied au derrière. Je passai moi aussi, soigné et impeccable dans ma petite veste vide, le regard levé vers Bizantini; il garda son sérieux, ne dit rien et passa au suivant en plaisantant.

L'autocar parcourait de nouveau la Riviera; nous étions tous fatigués et silencieux. La nuit était balayée de temps en temps par la lumière des phares de convois; les maisons de la côte étaient obscures, la mer déserte, argentée, menaçante. La guerre était là, elle s'était emparée de nous et je savais, désormais, qu'elle devait décider de nos vies. De ma vie; mais je ne savais comment.

(*A suivre*)

Italo CALVINO

(*Traduit de l'italien par Gabrielle Gardé*)

Jean Wahl.

A TOUT PRENDRE

ALTERNATIVE

Est-il vrai que le monde est arrangé de part en part
Des mains sans mains du grand maniganceur,
Ou ne faut-il pas croire plutôt
Que de toutes parts
Un élan s'élance aveugle vers la lumière
Et, sourd, vers l'ouïe.
Fleurs ;
Mais qui aurait mission et permission
De suivre l'homogénéité du tapis unique
Qui, sinon n'importe qui,
Donc moi peut-être
Élu au dé sans dé?



COUDRIER

Entre moi et moi
Pourrai-je forer juste à la juste couche
Cette mince pellicule de terre
Qui recevra l'eau du ciel?



EISEN

Un vieillard frappé à mort,
Ancien fendeur d'acier
Est venu proposer ses armes de mort.



APRÈS

Et cependant ce soir
« Le livre refermé sur le nom de Paphos »,...
Nous sommes venus après ;
Ils n'ont plus laissé que des lignes et des taches,
Et des sons cardés comme laine fine,
Mais pourtant les choses sont là.



DEUX TIERCES RIMES

Je voyais ces pédants aux bords de leur marais,
Qui murmuraient leurs mots en disant : Saint langage ;
Mais moi je ne faisais en ce lieu nul arrêt.

Et j'allais plus avant, mais vers les marécages
Où donnaient leurs leçons et bavardaient en vain
Aveugles patentés sortis des Quinze-Vingts...



DANS L'AUTREFOIS

Des montagnes transparentes
Font tinter des cristaux dans le cœur.
Tout est loin. Tout est près.
La fente
Par laquelle je vois le ciel
Est étroite
Et transparente.



TROIS SEIGNEURS

Au détour de la voie des Trois Seigneurs,
Celui qui est venu trente-six fois
Dans l'humanité endormie
Rencontra le grand irrité de la fin des siècles obscurs.
Entre nous tout est commun et rien n'est commun,
Notre rage contre les petits esprits,
Notre appétit du vierge
Et notre danse par trois ou par tourbillon ;
Et rien ; ou du moins je ne suis pas sûr que quelque chose...
Mais si quelque chose pouvait nous être commun,
Et à lui et à lui et à lui,
Ne serait-ce pas la chose
Une, comme une, la chose
Humaine?
Car l'homme est la chose pensante
Et plus encore chose que pensante ;
Et la pensée est tout autre chose que la pensée.



OPÉRATIONS

Oh! concentriques rayonnements autour du cœur du vieux chêne,
Amincissement multiplié de la toile d'araignée,
Enrichissante soustraction mystique,
Trônes piédestaux



ΣΥΝΔΙΑΒΑΙΝΩ

Le gonflement du voile de la Muse
Et de la rtirème,
Disent le vent d'esprit empli d'ombre.
La cassure nette des beaux voiles
La lunaison pétrée,
Le marbre au sourire
Sont soleil sur les eaux.



ENCORE LES TROIS SEIGNEURS

Je suis celui qui peux le mieux te comprendre. Et peut-être dans les temps antérieurs t'ai-je été;
Mais déjà, derrière la colonne le poète toscan guette son amie et je ne puis plus être à l'affût de ta pensée.
Si nous pouvions du cercle faire deux droites qui se coupent et de ces deux droites un cercle,
Nous aurions la voie d'en haut et la voie d'en bas.
Mais l'autre né à Strafford
Siffle une chanson folle et m'interrompt.
Trop de bruit, trop de bruit mystérieux;
Du calme dans la fosse aux sons.



CENTRE, CENDRE, DESCENDRE

Parfois toute la sagesse se réduit à un petit point,
Shrinks to nothingness,
Petit tas noir de cendres
Mais qui dans la nuit s'allume.
Parfois, je n'arrive pas à sortir du labyrinthe
Loin des grosses pierres,
Loin de Tyrinthe.
Entre les deux parfois
Oscillent mes cils,
Bégaie ma langue.



TOT ET TARD

Les jours me tuent. Les jours
Ne suffisent pas aux journaux
Le retard est trop grand comme de ces pas des danseurs qui vont en avant à reculons
Par une rétrocession incessante.
Oh! la pensée est trop en retard.
Le tour du monde se fait en quelques minutes
Et nous en sommes encore à nous demander s'il y a un tour du monde.

Jean Wahl

Marcel Péju.

CHEZ LES INTELLECTUELS DE POLOGNE

Le 2 octobre, l'hebdomadaire Po Prostu *est suspendu par le Comité Central du Parti Ouvrier polonais. Le* 16 *octobre, huit membres de son comité de rédaction sont exclus du Parti, tandis que six autres font l'objet de blâmes ou d'avertissements* [1]. *Le* 4 *novembre, la revue* Europa [2], *qui avait reçu l'autorisation de paraître, se la voit retirer alors que son premier numéro est sous presse. En même temps, les hebdomadaires* Przymiani *à Katowice et* Kronika *à Lodz sont interdits, d'autres doivent changer de direction, le n°* 10 de Tworczosc [3] *est confisqué, divers rédacteurs sont licenciés dans les journaux et à la radio. Entre le* 14 *et le* 21 *novembre, six des écrivains les plus célèbres du pays, Jerzy Andrzejewski, Adam Wazyk, Jan Kott, Mieczyslaw Jastrun, Juliusz Zulawski et Pawel Hertz* [4], *donnent successivement leur démission du Parti communiste... Alors que le IX*e *Plenum du Comité Central, en mai dernier, avait paru se traduire par une « réconciliation » entre Gomulka et les intellectuels, l'anniversaire d'Octobre a été marqué par une crise qui risque de se prolonger jusqu'au Congrès du Parti* [5]. *Ne l'interprétons pas à contresens, mais n'en sous-estimons pas non plus*

1. Le Comité de Rédaction de *Po Prostu* comprenait vingt-quatre journalistes, dont quatorze étaient membres du Parti. Ont été exclus : Ryszard Turski, rédacteur en chef, Eligiusz Lasota, ancien rédacteur en chef et député de Varsovie, Andrzej Berkowicz, Stanislaw Chelstowski, Jolanta Chelstowska, Wlodzimierz Godek, Ryszard Wisniowski, Roman Zimand. Ont été blâmés : Anna Bratkowska, rédactrice en chef adjointe, Edward Holda, Tadeusz Jaszczyk, Jerzy Kossak, Witold Wirpsza et Barbara Kalamacka.

2. Dirigé par Jerzy Andrzejewski, Juliusz Zulawski étant rédacteur en chef adjoint, le Comité de Rédaction d'*Europa* comprenait en outre Adam Wazyk, Mieczyslaw Jastrun et Pawel Hertz.

3. Revue mensuelle dirigée par Iaroslaw Iwaszkiewicz, *Tworczosc* est l'une des meilleures revues littéraires de Pologne.

4. Certains journaux ont cité par erreur le nom du jeune romancier Marek Hlasko, qui n'est pas membre du Parti. — Dans notre numéro spécial *Le Socialisme Polonais* (février-mars 1957), nous avons publié plusieurs poèmes, articles et nouvelles d'Adam Wazyk, Mieczyslaw Jastrun, Jerzy Andrzejewski et Jan Kott, accompagnés de notices bio-bibliographiques.

5. Prévu d'abord pour le printemps 1957, puis reporté en décembre, ce Congrès a été de nouveau ajourné au printemps 1958.

l'importance. Les intellectuels de Pologne ont été à l'avant-garde du mouvement d'Octobre. Ils n'eussent rien pu faire, assurément, sans la volonté des masses, mais ils lui ont donné sa forme et son sens, ils ont littéralement constitué en volonté ce qui n'eût été, autrement, que révolte aveugle. Sans Poznan, pas d'Octobre : mais si des journalistes courageux (notamment ceux de Po Prostu*) n'avaient pas aussitôt publié la vérité sur l'émeute, s'ils n'avaient pas mené sans relâche l'immense effort de démystification qui empêcha le truquage du procès et permit le retour de Gomulka, nul ne sait ce qui fût arrivé alors. Que certains de ces hommes, aujourd'hui, s'écartent ou soient exclus d'un Parti qu'ils rêvaient de rendre à lui-même, ne peut laisser indifférent.*

Encore faut-il l'expliquer autrement que par des schémas simplistes, et ne pas tout confondre. On peut regretter, par exemple, que l'autorisation de paraître ait été retirée à Europa. *Mais quand* La Vérité *(5 décembre) voit dans cette mesure le signe d'une « orientation ouvertement contre-révolutionnaire » de la politique gomulkiste, elle ne sait pas de quoi elle parle.* Europa *n'avait rien de précisément révolutionnaire. Cette revue mensuelle se proposait de mieux faire connaître la littérature européenne, et le Parti lui reprocha son orientation trop « occidentale ». Or celle-ci était aisément prévisible, avec les inconvénients qu'elle pouvait comporter : l'intelligentzia polonaise a tendance à manifester pour tout ce qui vient d'Occident une admiration générale non dépourvue, parfois, de confusion idéologique* [6]*. On eût donc mieux fait, si on l'estimait actuellement inopportune, de ne jamais accorder l'autorisation. Aussi bien Jerzy Morawski, chargé des rapports avec la presse, semble-t-il avoir assez mal justifié le contre-ordre. Au lendemain de l' « affaire* Po Prostu *», a-t-on craint qu'*Europa *ne fût un autre centre de frictions entre le Parti et les intellectuels? Un nouveau prétexte à des critiques extérieures? Je l'ignore. Le fait est : d'abord, que la plupart des articles polonais destinés au premier numéro d'*Europa *ont paru depuis dans d'autres organes, — ensuite qu'il faut beaucoup d'imagination pour retrouver là le fameux conflit entre les masses-révolutionnaires et l'appareil-bureaucratique.* Europa *eût paru, je doute que* La Vérité *s'y fût reconnue.*

6. Je ne juge pas, je constate. Et si l'amour de l'Occident est assez traditionnel en Pologne, une certaine confusion actuelle s'explique évidemment par l'isolement intellectuel du pays durant la période stalinienne. On n'y remédiera pas, de ce point de vue, en redonnant à tout ce qui est d'origine occidentale le prestige du fruit défendu.

De même, la démission des six écrivains est à la fois spectaculaire et d'une signification politique ambiguë. Là encore, il faut se défier des formules faciles. Ces intellectuels ne constituent pas un groupe idéologique, ils ne représentaient pas une « tendance » au sein du Parti. Et si l'on peut tous les qualifier de « révisionnistes », c'est simplement parce que ce terme n'a pas beaucoup de sens [7]*. En réalité, si plusieurs d'entre eux sont de vieux communistes et des marxistes convaincus, d'autres se situeraient plutôt, en France, à la droite du Parti radical. Ce qui les unit est d'ordre personnel plus que politique. On assiste ici à un phénomène typique de la période stalinienne. L'adhésion au Parti étant pratiquement indispensable à qui voulait jouer un rôle, cette adhésion avait souvent un caractère moins idéologique qu' « administratif ». D'où une dépolitisation générale, à quoi s'ajoutait un sentiment obsédant d'insécurité. Les relations personnelles prenaient alors le pas sur des divergences politiques inexistantes ou, en tout cas, inexprimables. Des groupes se formèrent, où une certaine honnêteté intellectuelle, quelques refus « moraux », une solidarité pratique, acquéraient une valeur vitale. Les liens créés à cette époque se maintiennent aujourd'hui dans une atmosphère différente, expliquant des alliances qui seraient autrement inexplicables. Les six démissionnaires, par exemple, appartiennent à une génération formée avant la guerre et correspondent à peu près à l'ancien groupe de* Kuznica [8].

Pourquoi sont-ils partis? Pour stopper, semble-t-il, par un geste éclatant [9]*, une série d'attaques dirigées, depuis la rentrée, contre les intellectuels.*

— Nous avons d'ailleurs réussi, m'assurait l'un d'eux : en huit jours l'offensive cessa ; on décida de ne plus baptiser « révisionnistes » que ceux qui « veulent liquider le socialisme ». Or personne ne veut liquider le socialisme...

Une telle décision n'en fut pas moins, pour certains, douloureuse à prendre. Mais qu'ils aient pu seulement se poser la question est significatif. L'événement est à double face : il témoigne d'un durcis-

7. On ne saurait parler, en tout cas, d'un départ général des « révisionnistes ». D'autres intellectuels, qui pourraient passer à plus juste titre pour les vrais théoriciens du « révisionnisme » idéologique, restent membres du Parti.

8. Premier hebdomadaire marxiste fondé en Pologne après la guerre (cf. notamment : Jan Kott. *Les dix années que je viens de vivre*, in *Temps Modernes*, n° 132-133).

9. En même temps, les démissions étaient échelonnées, pour leur conserver un caractère « individuel ».

sement idéologique du Parti, mais aussi du climat de liberté (même relative) dans lequel il s'opère. A ne voir que le durcissement, on fausse les conclusions jusqu'à l'absurde. Car ces hommes qui partent étaient restés communistes durant toute la période stalinienne : faut-il en déduire que le Parti devient plus sectaire qu'il ne l'était alors? Évidemment non. Il se durcit, mais en reprenant un sens. Un débat doctrinal, des divergences idéologiques redeviennent concevables. Bref, on peut aujourd'hui n'être pas *communiste, on peut démissionner du Parti, — ce qui eût été impensable il y a sept ou huit ans. Une clarification politique devrait s'ensuivre : telle est l'une des composantes de la situation actuelle.*

L'interdiction de Po Prostu *ne s'inscrit malheureusement pas dans cette perspective. On connaît l'histoire de ce journal*[10]. *A l'origine, simple hebdomadaire estudiantin résolument conformiste, il passe en* 1954 *sous la direction d'Eligiusz Lasota, qui en fait rapidement l'organe d'une jeunesse intellectuelle formée par le marxisme mais en révolte contre l'obscurantisme stalinien. Il dénonce les excès de la bureaucratie, les absurdités de la planification, les privilèges et les scandales, l'antisémitisme, le chauvinisme, la bêtise. Ses armes sont l'humour, le document. Rompant avec dix ans de littérature rose, de statistiques truquées, de tableaux édifiants, la terrible sobriété du reportage fait craquer les fictions. Une série d'enquêtes retentissantes démystifie en quelques mois toute la vie polonaise. Le petit journal d'étudiants conquiert une audience nationale, tire à* 150.000 *exemplaires des numéros aussitôt épuisés, mobilise la jeunesse pour les journées d'Octobre. Cette victoire même l'affronte alors à des problèmes nouveaux. Les reporters de* Po Prostu *continuent de décrire sans fard les divers aspects de la réalité polonaise. Mais il leur faut aussi définir un programme politique et économique constructif. Ils ne le font pas toujours sans confusion.* Po Prostu *met pourtant l'accent sur l'auto-gestion ouvrière, critique la loi sur les Conseils, jugée insuffisante, et réclame l'extension de leurs pouvoirs. Les Conseils, estime-t-il, devraient jouer un rôle non seulement économique, mais politique. Plusieurs articles lancent l'idée d'une fédération de Conseils, qui se substituerait non seulement aux organismes centraux de planification mais même au pouvoir de l'État : ce qui rappelle les thèses de l' « Opposition Ouvrière » dans l'U.R.S.S.*

10. Cf. notre numéro spécial *Le Socialisme Polonais* (nº 132-133); cf. aussi l'article de K. A. Jelenski. *Ce qu'était « Po Prostu »* (*Preuves*, nº 81).

de 1921. *Des frictions s'ensuivent avec le Parti. Les organes « gomulkistes »,* Trybuna Ludu et Polityka, *engagent des polémiques avec* Po Prostu. *Des propos maladroits tenus en Allemagne de l'Ouest par Lasota, élu en janvier député de Varsovie, aggravent la crise. Le* 21 *avril, la rédaction en chef passe à Ryszard Turski, dont l'orientation politique est d'ailleurs la même que celle de son camarade. Suit une période d'apaisement relatif, vite rompue par de nouvelles difficultés. Une fausse manœuvre de la rédaction facilite l'offensive de ses ennemis : reprenant une tradition estudiantine, avec laquelle il avait pourtant rompu en* 1955 *et* 1956, Po Prostu *suspend sa publication pendant les vacances. A la rentrée, les événements se précipitent. Entièrement censuré, le premier numéro est refait par la rédaction et de nouveau censuré. Approuvée par le secrétariat du Comité Central, la Commission de Contrôle de la presse interdit la reparution du journal. Le* 3 *octobre, une réunion de protestation est brutalement dispersée. Il semble que l'épreuve de force ait été délibérément recherchée et qu'on ne puisse exclure une provocation policière. Quelques jours plus tard, les principaux responsables du journal sont exclus du Parti.*

La portée de ces événements dépassant le cadre de la Pologne, nous croyons utile de fournir à nos lecteurs les plus larges éléments d'appréciation. Nous publions donc successivement : l'article de Trybuna Ludu *expliquant la décision du Comité Central ; les articles de* Po Prostu *auxquels ce texte se réfère ; un exemple de polémique antérieure entre* Trybuna Ludu *et* Po Prostu. *Ainsi chacun pourra se faire une opinion. S'il me faut en formuler une, je dirai que les articles de* Po Prostu *frappent d'abord par leur franchise, par une volonté remarquable d'affronter le réel, de voir et comprendre, sans schémas préconçus, comment les choses se passent. En face de cette liberté de langage, de cette ouverture d'esprit, le réquisitoire de* Trybuna Ludu *surprend par son ton figé, dogmatique, presque stalinien. On regrettera plus encore un art des citations tronquées qui confine parfois à la falsification. La rédaction de* Po Prostu *a peut-être commis des erreurs. Elle s'est parfois montrée excessive dans ses jugements, partiale dans ses descriptions, vague et irréaliste dans son programme. Elle a sans doute participé d'un certain découragement de la jeunesse. Ce n'est pas en dissimulant ces réalités qu'on les modifiera. Ce n'est pas avec une phraséologie trop connue sur le « positif » et le « négatif » qu'on redonnera à cette jeunesse un enthousiasme dont elle n'était pas avare, mais que dix ans de stalinisme*

lui ont fait perdre. Une réflexion authentique, même désordonnée, sur des situations concrètes — dont Po Prostu *donnait l'exemple — ne peut être remplacée par une interprétation* a priori. *Si les cellules communistes de l'Université ont disparu faute d'adhérents, si la consommation de vodka a augmenté de 25 % depuis l'année dernière, ce n'est pas la faute de* Po Prostu *et toutes les dissertations sur le héros positif n'y changeront rien. A un certain niveau de mystification — celui qu'avaient atteint les démocraties populaires — on peut même dire qu'un simple travail* d'information *a déjà une valeur libératrice. Rien n'est plus urgent que de réapprendre à voir. Au sortir d'un monde où l'on ne se posait que les questions auxquelles on avait répondu d'avance, il est sain, il est tonique d'entendre enfin des questions qui restent provisoirement sans réponse. Après tout, les problèmes soulevés par* Po Prostu *ne peuvent se résoudre si aisément. Rôle exact des Conseils ouvriers, fonction du Parti comme « force dirigeante de l'État », débureaucratisation... etc... sont des sujets assez graves pour mériter une discussion ouverte.* Po Prostu, *avec d'autres, l'avait engagée. Les organes officiels y participaient. Pourquoi, aujourd'hui, l'interrompre ? Dira-t-on que* Po Prostu *allait « trop loin », que ses articles créaient des difficultés intérieures et extérieures, que ses responsables, communistes, compromettaient le Parti et, en tout cas, violaient sa discipline ? Ni le gouvernement, ni le Parti n'étaient désarmés contre ces dangers. La censure arrêtait les articles gênants. Les journaux « gomulkistes » répondaient à ceux qu'on laissait paraître. Il était même admissible d'exclure du Parti, pour indiscipline, les responsables de* Po Prostu. *Mais le recours aux méthodes administratives pour clore une discussion, la suppression, par voie d'autorité, d'un journal authentiquement socialiste, dont l'audience était grande, sont difficilement justifiables. Et ils sont d'autant plus surprenants que les insuffisances, réelles, de* Po Prostu, *ses faiblesses doctrinales, le caractère utopique de certaines de ses thèses (sur les Conseils ouvriers, notamment), commençaient à apparaître même aux membres de son équipe. C'est pourquoi nous n'en conclurons pas hâtivement que la Pologne se « re-bureaucratise ». Bien d'autres indices montrent que le régime n'est pas sorti — ne peut actuellement sortir — d'une période de tactique et de compromis, où l'essentiel est sauvegardé. Il y a pourtant, dans une telle période, des « seuils » à ne pas franchir. L'interdiction de* Po Prostu *en était un.*

Marcel PÉJU

A PROPOS DE L'INTERDICTION DE L'HEBDOMADAIRE « PO PROSTU »

Le 11 *octobre* 1957, Trybuna Ludu, *organe central du Parti Ouvrier Unifié Polonais, publiait l'article suivant, que nous reproduisons intégralement.*

Le Secrétariat du Comité central — on le sait par les communiqués récemment publiés dans la presse — a approuvé le 2 octobre la décision de l'Office central de contrôle de la Presse, suspendant la publication de l'hebdomadaire *Po Prostu.*

Quels sont les motifs de cette décision du Secrétariat du Comité central? Pourquoi un journal qui, il y a un an, s'était acquis une large audience, a-t-il mérité une telle sanction? Comment en est-on venu là? Il faut répondre à ces questions de la façon la plus exhaustive.

L'hebdomadaire *Po Prostu*, qui était dans ses débuts un journal estudiantin, se transforma en 1956 en un véritable journal politique comptant beaucoup de lecteurs. L'audience conquise par le journal était avant tout fonction de l'âpre critique des fautes, des négligences et des illégalités qui s'étaient manifestées au cours des dernières années dans divers domaines de la vie nationale, alors qu'on s'écartait des principes de la démocratie socialiste, des principes léninistes de l'internationalisme et de l'égalité dans les relations entre pays et partis socialistes. Le journal dirigeait essentiellement ses coups contre les mauvais côtés de notre réalité et *c'est pourquoi il a contribué à la lutte menée par les forces vives du Parti pour le renouveau de sa politique*, pour le tournant qui s'est opéré en octobre dernier, lors du VIIIe Plenum du Comité central.

Bien que telle eût été l'orientation principale du journal à cette époque, alors que les éléments d'une crise politique s'accumulaient — *Po Prostu*, dès ce temps-là, publiait aussi de *nombreux articles dépourvus de justesse qui, compte tenu de la large audience du journal, causèrent d'indéniables préjudices*. La critique du

développement économique et social, menée dans les colonnes du journal, était souvent frappée du sceau d'une exagération énorme, d'une négation de tout l'acquis de l'édification socialiste en Pologne Populaire, acquis obtenu grâce à l'effort considérable et fructueux de toute la nation; cette critique partait parfois de principes étrangers au marxisme.

L'équipe de *Po Prostu*, dès ce moment-là, ne distinguait pas le front de la lutte de classes, ne voyait pas l'action des forces réactionnaires et anti-socialistes qui s'efforçaient d'utiliser à leurs fins les dissonnances et les contradictions existant entre l'opinion et le pouvoir populaire.

Au nombre de toute une série de conceptions erronées que l'équipe de *Po Prostu* avait lancées avant le VIIIe Plenum, les critiques sans frein, unilatérales et fréquemment injustes faites à l'Union de la Jeunesse Polonaise (Z.M.P.), eurent des suites particulièrement néfastes; elles n'allaient pas dans le sens des corrections indispensables, mais réclamaient la dissolution de l'organisation. Elles contribuèrent pour une large part au déclin du mouvement de jeunesse et à la confusion qui rendit si difficile sa renaissance au lendemain d'octobre 1956.

Cependant, les côtés positifs de l'activité de *Po Prostu* l'emportaient sur les côtés négatifs. On pouvait donc s'attendre à ce que l'équipe du journal, après le VIIIe Plenum, se prononçât en faveur du nouveau cours de la politique du Parti et appliquât ce cours.

Ces attentes furent déçues. Lorsque, après le VIIIe Plenum, la tâche essentielle fut de consolider le Parti et de lui redonner de l'activité dans la lutte pour la nouvelle et juste ligne politique, lorsque l'affaire essentielle fut d'assurer la stabilisation à l'intérieur du pays et de rassembler autour du Parti toutes les forces saines de la nation, *Po Prostu n'abandonna pas son attitude de négation et dirigea le mordant de sa critique, de façon de plus en plus nette, contre la politique du VIIIe Plenum, contre les principes mêmes de la politique socialiste du Parti.*

Po Prostu, dans toute une série d'articles, présenta le mouvement d'Octobre comme un mouvement dirigé contre le pouvoir populaire en général, qu'il identifiait à la « classe des bureaucrates ».

« Le mouvement d'Octobre était dirigé contre l'absolutisme de l'appareil bureaucratique en Pologne et s'était efforcé, par des voies diverses, de vaincre cet appareil. Ce mouvement, dans cette situation révolutionnaire, représentait certainement une sorte de manifestation de la lutte de classe des masses populaires contre le nouveau groupe social en formation, le groupe des « managers », élite gouvernant le pays », lisons-nous dans *Po Prostu* (No 3-1957).

Po Prostu en tire la conclusion que les ouvriers et les Conseils ouvriers devraient en arriver à « l'étape décisive de notre révolution » et détruire l'appareil de l'État populaire, en se réclamant du mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux Soviets [1]. » Cet appel démagogique et incitant à la révolte, qui reprenait d'une façon totalement déformée le mot d'ordre historique de la Révolution d'Octobre, était dirigé en fait contre le pouvoir populaire et rejoignait l'appel de la réaction qui tendait, quant à elle, à une « deuxième étape » des transformations en Pologne, à savoir : affaiblir et saper notre État populaire.

De la sorte, aux mots d'ordre lancés par le Parti, en faveur de la démocratie socialiste, du contrôle par les masses des organes du pouvoir, de la lutte effective contre la bureaucratie et en faveur d'une activité concrète des conseils ouvriers en tant que co-administrateurs des entreprises — *Po Prostu* oppose le mot d'ordre anarchiste de destruction de l'appareil de l'État populaire.

Comparant l'État populaire au pouvoir de la Sanacja, au pouvoir de la bourgeoisie, *Po Prostu* demande : « Le temps n'est-il pas venu de mettre en pièces ce monstrueux organisme? » (N° 47-1956).

Tout ceci se passait à un moment où les forces de la réaction s'efforçaient de profiter de la secousse qui avait ébranlé notre pays et d'utiliser à leurs propres fins la démocratisation en cours, en dirigeant leur tir contre les cadres du Parti, derrière le mot d'ordre trompeur de lutte contre les « staliniens ». *Po Prostu* ne s'est pas désolidarisé de ce courant réactionnaire et n'entreprit pas de le combattre : « *La réaction* — écrit-il — *n'est pas, pour le moment, un adversaire politique défini et puissant* » (N°4-1957).

Dans ses articles, *Po Prostu* se prononce au contraire en faveur de la liberté pour toutes les orientations politiques, quelle que soit leur attitude à l'égard du socialisme. Précédemment déjà, dans l'article « Vacat » (N° 49-1956), il demandait que les organisations réactionnaires de jeunes (organisations démocrates chrétiennes incluses), soient légalement reconnues. On ne saurait examiner cette attitude sans la relier à l'ensemble de la politique du journal à l'égard de la jeunesse : *d'une part, négation de tout ce que donne l'organisation socialiste ; d'autre part, appel en faveur d'une existence légale des groupements anti-socialistes.* Tout cela, dans une période où le Parti, à ses VIIIe et IXe Plenums, définissait sans équivoque les cadres de la démocratie socialiste, comme *démocratie pour le peuple, et non pour les forces anti-populaires.* « *Le Parti* — disait le camarade Gomulka au IXe Plenum — *ne*

1. Ce mot d'ordre, supprimé sous cette forme par la censure, est repris différemment dans d'autres articles.

peut pas admettre que l'on utilise les libertés démocratiques socialistes contre le socialisme, contre les intérêts de la classe ouvrière et des masses laborieuses. Aucun Polonais responsable ne mettrait en loterie le destin de la Pologne, les destinées de son peuple, alors que cette loterie se dénomme le « libre jeu des forces politiques. »

Po Prostu s'opposait au mot d'ordre de la consolidation du Parti autour de la ligne du VIIIe Plenum du Comité central — mot d'ordre lancé par Gomulka à l'Assemblée Nationale du 4 novembre 1956. Le journal, d'une façon qui rebute et offense une grande partie des militants du Parti, met ces militants *dans le même sac que les adversaires du VIIIe Plenum du Comité central, que les hommes qui défendent dans nos rangs les positions vaincues du dogmatisme et du sectarisme.* Au mot d'ordre de consolidation du Parti — en tant que force dirigeante de l'État et de la nation — le journal oppose des conceptions liquidatrices. Il réclame un « regain d'activité du Parti, en tant qu'organisation idéologique et politique, élaborant des conceptions politiques, et semblable, dans ce rôle pratique, à la notion d'organisation politique en général, et aux partis communistes, en Occident par exemple, où le pouvoir n'appartient pas aux masses » (No 4-1957).

Le rôle des partis communistes en Occident ne se limite pas — évidemment ! — aux seules fonctions idéologiques. Quant au contenu de cette idée de *Po Prostu*, dans nos conditions, dans les conditions du pouvoir populaire — c'est l'équivalent d'une renonciation au rôle dirigeant du Parti dans l'État. C'est ce qu'a expliqué le camarade Wieslaw au IXe Plenum, en polémiquant longuement avec une thèse analogue de Leszek Kolakowski, publiée également dans *Po Prostu.*

Zimand met du reste — ainsi qu'il l'écrit — « les points sur les i » dans le No 50 de *Po Prostu :*

« ... Si tout le Parti est stalinien, si nous luttons contre le stalinisme — *ne faudrait-il pas liquider le Parti ? Ne vaudrait-il pas mieux le liquider et recommencer à zéro la constitution d'un parti communiste en Pologne ?...* »

Les militants de notre Parti ont flétri avec indignation ce point de vue liquidateur — tout aussi irréfléchi que calomniateur. Qui ne comprend que les désirs du journaliste de *Po Prostu* Zimand favorisaient en définitive les efforts de ces forces sociales qui auraient voulu, après Octobre, éliminer l'obstacle principal à la restauration du capitalisme que constitue notre Parti ? Une phraséologie pompeuse et des trompe-l'œil avec le mot « communisme » ne sauraient dissimuler l'essence de la chose.

Po Prostu a eu, pendant une assez longue période, une attitude nettement ambiguë dans les questions touchant à la politique

intérieure et étrangère de notre Parti. Avant les élections, *le journal a boycotté la campagne électorale* et a, pour finir, publié dans le numéro précédant le 20 janvier, un éditorial *prenant en fait position contre le mot d'ordre du Parti qui appelait à ne rayer aucun nom sur les bulletins de vote.*

Dans les questions de la jeune génération, après que le Parti eut rejeté les conceptions fausses et nuisibles lancées par l'équipe de *Po Prostu*, le journal a systématiquement boycotté la lutte pour la renaissance du mouvement de jeunesse.

Dans les questions économiques, le journal choisissait de façon hautement tendancieuse les faits et les exemples qui témoignaient des plus grands négligences; sans se soucier du fait que, pendant des siècles entiers, les gouvernements de la noblesse, des puissances occupantes et de la bourgeoisie avaient été cause de ces négligences, sans se préoccuper du fait que ces questions exigent de longues années d'efforts de la part du Parti et de la nation, il en rendait responsable notre régime, il étalait devant ses lecteurs un noir tableau d'indolence, de bêtise, de bureaucratie, qui était en quelque sorte censé résumer l'ensemble de la situation. C'est *Po Prostu* — le journal qui a publié cette thèse irréfléchie et entièrement mensongère sur les soi-disant deux millions de chômeurs et de bras inutiles en Pologne (N° 4-1957). C'est *Po Prostu* qui a réclamé « la démilitarisation radicale de l'économie polonaise... Le production « S « (militaire) — écrivait-il — paralyse toute économie » (N° 4-1957). C'est *Po Prostu* qui a présenté cette alternative défaitiste, entièrement contraire à la situation réelle : « En présence du chômage, nous avons le choix entre : soit permettre à un certain nombre de techniciens d'émigrer pour un temps, afin qu'ils puissent gagner leur vie — soit limiter l'enseignement professionnel, privant ainsi de nombreux jeunes gens de tout avenir, même dans leur propre pays » (N° 18-1957).

A une époque où le Parti, conformément au programme d'Octobre, concentre les efforts des ouvriers et de l'intelligentzia, dans son désir de renforcer et d'améliorer notre économie, d'accroître la production, d'introduire un programme hardi et réfléchi de changements dans les méthodes de gestion de l'industrie — *Po Prostu* sème le découragement, le défaitisme, le mépris pour tout succès véritable — bien que limité par les possibilités concrètes —, pour chaque pas en avant.

Dans les questions touchant aux *relations polono-soviétiques*, le journal cède à des tendances nationalistes, recherche et choisit pour les publier des affaires désagréables — en en gonflant la signification, présente sous un faux éclairage divers problèmes, tels que la question du rapatriement, la coopération économique, etc.

Seul le crayon du censeur a empêché la publication — et ce, en dépit de la rédaction — de dizaines d'articles et de méchants échos dirigés contre l'unité du camp socialiste, et *attaquant également les partis frères, ouvriers ou communistes, dans les pays capitalistes.*

Par contre, certains *pays capitalistes* ont eu droit, dans *Po Prostu*, à des articles élogieux et embellissant incontestablement la réalité : Israël (« Les Kibboutz, c'est le socialisme le plus complet que les hommes aient jamais encore atteint » (Nº 48-1956) et la République Fédérale Allemande, surtout dans les derniers numéros du journal. Le bien-être de tous, en plein épanouissement, paraît-il, en République Fédérale Allemande, prostituées incluses; la démocratie illimitée; le calme équilibre des forces du capitalisme et du prolétariat; la progressive évolution du régime d'Adenauer vers le socialisme; le disparition des tendances militaristes et revanchardes — tel est le tableau de la République Fédérale Allemande dans l'éclairage donné par *Po Prostu.*

Est-ce que l'esprit d'agression aurait certaines de ses sources en Allemagne occidentale? Non — répondent les auteurs de l'article : « *Les conditions intérieures peuvent seules favoriser ou affaiblir le développement de cet esprit. Ce n'est cependant pas elles qui l'ont créé et ce n'est pas elles qui en peuvent extirper les racines. Celles-ci, en effet, se trouvent en dehors de l'Allemagne : chez nous, ses voisins. Elles résident dans notre retard économique et culturel, dans notre faiblesse séculaire* » (Nº 26-1957). Les Allemands ont été contraints d'être les colonisateurs de leurs voisins orientaux, les Polonais, car c'étaient là des « territoires sous-développées, faiblement organisés sur le plan étatique et arriérés à tous égards ». Comme nous le savons, les idéologues du « Drang nach Osten » ont parfois justifié de la sorte la conquête des terres polonaises. (On a interdit la publication de certaines de ces phrases provocatrices.)

Du reste, selon *Po Prostu*, le révisionnisme allemand est une fiction. D'où la conclusion de la rédaction : le Parti et sa presse grossissent artificiellement les tendances révisionnistes en République Fédérale Allemande, dans le seul but *d'armer la Pologne contre l'Allemagne « sans défense »*. N'oublions pas que tout cela se rapporte à un pays où, chaque jour, sont remises en question, sous diverses formes, nos frontières sur l'Oder et la Neisse, et où l'on mène des campagnes anti-polonaises.

Le Comité Central du Parti n'observait pas avec indifférence — c'est clair! — cette évolution du comité de rédaction. A maintes reprises, des conversations eurent lieu avec la direction du journal. Y participèrent des membres du Comité Central et du Secrétariat du Comité Central. Les organes du Parti : *Trybuna Ludu*, *Polityka*

et autres, ont polémiqué avec les fausses conceptions de *Po Prostu.* Les articles à juste titre censurés dans presque chaque numéro du journal étaient un clair avertissement quant à la fausse voie sur laquelle il s'engageait.

Au printemps dernier, lorsque changea le rédacteur en chef, on assista pendant une brève période à une amélioration du contenu politique du journal. Cependant, dès l'époque du IXe Plenum et par la suite, *Po Prostu* s'oppose de nouveau et nettement à la ligne du Parti, recourt à des couleurs de plus en plus sombres, publie de plus en plus de textes empreints d'un négativisme stérile.

Dans un article de Zimand, on proclame « involontairement » la faillite des idées du communisme :

« Dans cette philosophie de l'histoire naïve et — à quoi bon tourner autour du pot — réactionnaire par endroit — écrit Zimand au sujet de Russell — en relève des réflexions étrangement justes. Qu'on le veuille ou non, Russell a, il y a 32 ans, écrit une phrase qui, voici deux ans à peine, aurait été accueillie comme une révélation par nos publicistes : « Le communisme devient une profession de foi s'occupant de plus en plus du ciel à venir, et de moins en moins du mode de vie adapté aux exigences de l'existence temporelle » (No 20-1957).

Proclamer de telles « vérités », à côté d'articles irresponsables et dénotant une profonde ignorance sur l'Allemagne Occidentale, à côté des factums cyniques d'Urban (« Mémoires de l'agent matrimonial » et « En regardant par une autre meurtrière ») prouve que l'équipe rédactionnelle a complètement perdu tout sens politique, qu'elle s'est éloignée de toute plate-forme qui aurait un lien, si faible soit-il, avec le progamme du Parti et avec la politique de renouveau — avec la politique proclamée en Octobre.

Dans toute l'activité qui suivit le VIIIe Plenum du Comité Central, l'équipe de *Po Prostu* n'a pas abandonné, en fait, le terrain de l'opposition; après les VIIIe et IXe Plenum, elle ne développe aucune idée constructive et — ce qui est plus grave — elle ne reprend pas les mots d'ordre et les tâches proposés par le Parti après Octobre.

Aussi la question de la reparution de *Po Prostu* après les vacances était-elle posée. Devait en décider le numéro de rentrée — résultat de deux mois de discussions et de préparation.

Comment se présentait ce numéro de *Po Prostu?* Il fut en totalité censuré par l'Office de Contrôle de la Presse. Cette interdiction était entièrement justifiée, étant donné que tout le numéro partait de positions hostiles au socialisme et constituait en quelque sorte *une synthèse de toutes les tendances négatives et nuisibles qui s'étaient*

manifestées dans le journal durant la période précédente. Les titres parlent par eux-mêmes : « Peurs et freins »; « L'apathie, autrement dit la recherche d'un but »; « Cercle vicieux »; « Faire rebrousser la Vistule à coups de bâtons »; « Le prix de l'inquiétude »; « Les aïeux de Varsovie », etc.

Les auteurs des deux articles politique essentiels n'appartiennent pas à la rédaction de *Po Prostu :* P. Jasienica, qui s'est fait récemment connaître par des écrits où il prenait la défense de la politique de Beck, et l'économiste réactionnaire S. Kurowski.

Le clou politique du numéro devait être précisément l'article de S. Kurowski. L'auteur s'efforce d'y nier tout ce qui a été créé grâce au dur effort de la nation, toutes les réalisations du pouvoir populaire. La reconstruction et le développement de l'économie nationale, l'industrialisation de la Pologne, tout cela Kurowski le raye d'un trait de plume, le qualifiant de « banqueroute flagrante ». Nous manquons par contre d'idées nouvelles, étant donné que « pour des raisons extérieures aussi bien qu'intérieures, nous n'avons pas la latitude de procéder à un libre choix »; « *en Pologne* — affirme-t-il — *on ne peut pas proposer d'objectifs ayant « un minimum de réalité* ». A l'immense effort que l'État a accompli au cours de ces dernières années pour relever les salaires réels des ouvriers et des employés, Kurowski oppose des railleries insouciantes : « Et l'ouvrier? demande-t-il, qu'y aura-t-il de changé dans sa situation s'il dépasse la norme de 15 ou de 20 % et s'il gagne 200 ou 300 zlotys de plus? ». Ayant ainsi « réglé leur compte » aux perspectives économiques, Kurowski demande : « Peut-être la situation est-elle meilleure en matière politique? » et répond que toutes les idées d'Octobre qui ont enthousiasmé le peuple : les idées de souveraineté, de démocratie, de légalité, se sont, elles aussi, brisées contre la réalité, que « les conditions n'existaient pas afin de les offrir comme objectif à l'opinion... »

Ayant ainsi piétiné tout l'effort national, toute l'économie de la Pologne, son passé et son avenir, ainsi que les idées politiques d'Octobre, Kurowski résume : « Il appert qu'il n'existe pas, dans la Pologne de 1957, de conditions qui permettent soit d'énoncer de grandes idées économiques, soit de réaliser des idées politiques propres à toute la nation ou enfin des objectifs économiques particuliers, des objectifs de travail visant à relever le niveau de vie ». Que reste-t-il donc aux Polonais, face à cette faillite universelle et à ces impossibilités universelles? L'auteur répond : boire de la vodka et voler.

Dans sa conclusion, Kurowski trouve cependant, de façon inattendue, un objectif politique : il en appelle à la lutte, à l'occasion des élections aux Conseils populaires. Le sens en est clair

le pouvoir populaire ne peut assurer ni le présent, ni l'avenir de la Pologne; il faut utiliser les élections, afin que d'autres hommes viennent au pouvoir. Quels sont ces hommes? Quel est leur programme? Kurowski passe discrètement ces questions sous silence puisque — ainsi que cela ressort de l'article — ce qui lui importe, ce n'est certes pas le développement de la Pologne, mais l'affaiblissement du pouvoir populaire, la voie ouverte aux forces de la « deuxième étape ».

Nous trouverions peu de journaux publiés par l'émigration réactionnaire, ou encore dans les pays capitalistes, qui oseraient présenter une description aussi méchante et injurieuse de la Pologne d'aujourd'hui et de ses perspectives d'avenir, que cet article accepté par le comité de rédaction de *Po Prostu*. Ce libelle devait constituer l'article central du numéro. Quant à presque tous les autres matériaux qui y étaient destinés, ils coïncident par leur contenu et parfois même par leur lettre avec l'article de Kurowski. Ainsi, le reportage de Bratkowska, « Peurs et freins », est le tableau d'une impasse sans espoir sur le plan de la vie privée et de la vie sociale : grisaille, ennui, démence, misère, effroi — tableau construit dans l'esprit de la « doctrine » de Kurowski et s'achevant, lui aussi, sur une conclusion désabusée : « que vaut une communauté de millions d'hommes, composée d'individus sans aucune signification? On ne serre pas les poings, si les doigts sont paralysés. La peur paralyse l'initiative et l'activité humaines. » C'est ainsi que l'auteur présente notre patrie en l'an de grâce 1957.

Jasienica, dans son article « Le prix de l'inquiétude », se livre à des considérations sur la chute et la décomposition de la société polonaise et essaye de suggérer que le cours d'Octobre du Parti n'est pas stabilisé, qu'il est perpétuellement menacé, qu'Octobre, c'est du provisoire, n'augurant d'aucune perspective. Un autre article « idéologique » du numéro, c'est celui de Kossak et Turski : « Le pouvoir et la société », dans lequel les auteurs reprennent des théories maintes fois prônées par *Po Prostu* et puisées dans des ouvrages de sociologues bourgeois contemporains. Pour les auteurs, les catégories : classes sociales, lutte de classes, rôle du Parti de la classe ouvrière — n'existent pas. Dans les pays socialistes, nous aurions soi-disant des gouvernements de « cliques, de maffias et de coteries ». Notre peuple, c'est — selon eux — une masse informe et sans liberté, que la bureaucratie gouverne par le recours à la violence, « jusques et y compris la terreur massive », dans le but d'obtenir une « industrialisation acquise au prix de la paupérisation des masses ». Faisant plier sans scrupules les faits à ces schémas empruntés aux ennemis du socialisme — les auteurs

s'éloignent tout autant de la vérité que des principes du marxisme, en acceptant de se faire des propagandistes bourgeois.

La note finale du numéro est donnée par l'article d'Urban, où il raille cyniquement les cérémonies à la mémoire des victimes de l'insurrection de Varsovie et de septembre 1939 : « Notre mot d'ordre? A travers toute la Pologne, du nord au sud et d'est en ouest, tout au long de notre vie de chien, nous ne laisserons pas reposer en paix les pauvres morts; mais, en contrepartie, nous qui nous noyons dans nos larmes et hoquetons de concert, nous oublierons notre si magnifique présent. »

Ce numéro de *Po Prostu*, par tout son contenu, de la première à la dernière page, était dirigé contre la politique du Parti, contre le socialisme; il semait le doute et l'apathie, le scepticisme et le défaitisme. *C'est de la sorte que l'équipe rédactionnelle a répondu à la résolution du IXe Plenum et à l'appel à la presse qu'il contenait.*

Le numéro analysé ci-dessus fut discuté lors d'une séance de la commission de la presse du Comité Central, d'une réunion de l'Association des journalistes et dans un entretien entre le comité de rédaction de *Po Prostu* et la Commission de la Presse du Comité Central. Qu'a répondu l'équipe de *Po Prostu* aux critiques vives et générales adressées au numéro? Elle a répondu que ce numéro était l'œuvre... du hasard — après deux mois de préparation!

Dans sa déclaration adressée au Secrétariat du Comité Central, l'équipe de *Po Prostu* affirme que ce numéro était empreint d' « une atmosphère imprévue de dépression et d'impasse » qui ne correspondait pas à l'attitude de la rédaction, qui — quant à elle — aurait soi-disant les intentions les plus positives. Cependant, en dehors de cette déclaration, l'équipe de *Po Prostu* ne soumet à aucune critique de fond ni le point de vue exprimé dans l'article de Kurowski, ni le contenu des autres textes. Ni le numéro suivant, préparé selon les exigences de la censure et comportant sous une forme nettement adoucie maintes thèses analogues, ni davantage des déclarations sans fondement, ne purent être considérés par le Secrétariat du Comité Central comme l'expression d'une modification réelle de l'attitude politique de la rédaction. Le comportement de *Po Prostu* prouva qu'avaient été épuisées les possibilités de rééduquer son équipe et d'obtenir du Parti une influence éducative sur ses membres; en tout état de cause, ils ne sauraient être formés en tant que collectif rédigeant un périodique. Si les divers membres de l'ex-équipe rédactionnelle de *Po Prostu* doivent à l'avenir procéder avec succès à leur instruction politique, ils devront l'entreprendre — chacun d'entre eux — par les notions les plus élémentaires du marxisme et par les données les plus élémentaires sur la Pologne et le monde contemporain.

La IXe session plénière du Comité Central a condamné sans équivoque tant les tendances dogmatiques et sectaires, que les positions révisionnistes menaçant les bases de notre idéologie :

« Ce sont des manifestations de révisionnisme, dégénérant parfois en un abandon complet du marxisme-léninisme — proclame la résolution du IXe Plenum — que les théories sur la démocratie intégrale dans les conditions de l'édification du socialisme, que les affirmations niant le caractère de classe de la dictature du prolétariat et les résultats qu'elle a jusqu'à maintenant atteints, que les conceptions niant le caractère socialiste des rapports sociaux en Union Soviétique et des transformations sociales dans notre pays, que la perte d'esprit critique à l'égard de la réalité capitaliste, ainsi que l'incapacité à apercevoir le front principal de la lutte de classes entre les forces du socialisme et les forces du capitalisme, tant en Pologne qu'à l'échelle internationale, que la négation du centralisme démocratique en tant que base d'organisation du Parti. »

L'équipe de « Po Prostu » énonçait toutes ces conceptions sous les formes les plus diverses.

« Le Parti ne peut pas accepter que ses membres affichent publiquement des conceptions contraires à sa ligne politique ni qu'ils en appellent à l'opinion publique contre les résolutions du Parti. Tous les membres du Parti et toutes les instances du Parti sont tenus à l'unité d'action et à la discipline dans la réalisation des résolutions adoptées » — déclare plus loin la résolution du IXe Plenum.

L'équipe de *Po Prostu* est restée insensible à ce point de vue du Comité Central du Parti. Les membres du Parti appartenant à sa rédaction — et ils y sont la grande majorité — agissaient *en partant d'une position de groupe, en ne reconnaissant pas les résolutions du Comité Central et en proclamant des conceptions contraires à l'opinion du Parti.* Après la suspension du journal, la rédaction n'a pas hésité à agir ouvertement contre la direction du Parti, en envoyant au camarade Gomulka *deux lettres ouvertes* — une lettre ouverte protestant contre l'action de la milice, et non contre les manifestations des étudiants dont la tête avait tourné et contre les désordres des « houligans », ainsi qu'une lettre ouverte de l'organisation du Parti (de la cellule du journal. N.d.T.), protestant contre la décision de la direction du Parti.

De la sorte, l'équipe de *Po Prostu* — en en appelant à l'opinion publique contre les résolutions du Parti — a prouvé une fois de plus qu'elle s'en tenait à des positions étrangères et hostiles au Parti et à sa ligne politique d'Octobre. Rien d'étonnant si,

dans ces conditions, les défenseurs de *Po Prostu* furent, dans les rues de Varsovie, outre une fraction désorientée des étudiants, des groupes estudiantins réactionnaires et de nombreux éléments troubles.

La décision de la direction du Parti de suspendre la publication de *Po Prostu* est entièrement conforme à la politique définie aux VIIIe et IXe Plenums du Comité Central. Le IXe Plenum a proclamé que l'unité du Parti constitue aujourd'hui la condition essentielle de sa force. Le révisionnisme compromet l'unité du Parti, sème la méfiance dans ses rangs et dans la classe ouvrière quant à la justesse de sa politique, désarme le Parti et la classe ouvrière dans leur lutte pour le socialisme.

C'est un tel rôle, précisément, que jouait *Po Prostu* et c'est pourquoi il a été interdit.

Certains essayent d'en tirer la fausse conclusion que le Parti abandonnerait soi-disant les principes de la liberté de critique, les principes de la démocratie à l'intérieur du Parti, les principes d'Octobre.

Rien n'est plus faux. Le Parti n'a jamais proclamé la liberté pour n'importe quelle critique ; il n'a pas davantage proclamé une liberté illimitée de discussion, indépendamment des positions que l'on occupe.

« Au sein du Parti — a affirmé le camarade Gomulka au IXe Plenum — existe une entière liberté de parole. Tout membre du Parti peut donner son avis sur les questions du Parti, peut exprimer son opinion sur la politique du Parti, sur son activité pratique, a le droit de critiquer son activité, ainsi que de critiquer diverses insuffisances ou lacunes dans le travail de la direction du Parti ou de l'appareil du Parti.

« La critique et la discussion menées par les membres du Parti doivent être empreintes d'un caractère créateur, devraient avoir pour objet de perfectionner l'activité du Parti, de le renforcer. L'adhérent ne saurait cependant être autorisé à proclamer à l'extérieur des conceptions non conformes à l'attitude de la majorité du Parti, à la politique du Parti qui est élaborée par les instances créées à cette fin. »

L'équipe rédactionnelle de « Po Prostu », composée en majorité de membres du Parti, a ouvertement enfreint ces principes.

En entreprenant une lutte décidée contre les tendances révisionnistes, *le Parti n'entend pas affaiblir sa vigilance à l'égard du danger que présenterait une récidive du dogmatisme et du sectarisme, qui sont tout aussi nuisibles, puisqu'ils coupent le Parti des masses te s'efforcent de le ramener sur les vieux chemins, aux méthodes qui,*

une fois déjà, ont provoqué une grave crise dans le Parti et le pays. Le Parti ne renonce pas à l'attitude qu'il a adoptée en Octobre 1956.

Le Parti exige de tous ses membres une action concertée et consciente, en vue de mettre en application la politique du Parti et les tâches qui en découlent. *On l'exige de tous, qu'ils travaillent dans les entreprises de production, dans les organes du pouvoir populaire, ou encore dans la presse.*

Le renforcement de l'unité du Parti et la cohésion de ses rangs, telle est l'exigence de l'heure présente. Telle est la condition indispensable d'une bonne réalisation des résolutions des VIII[e] et IX[e] Plenums du Comité Central, de la réalisation du programme d'Octobre — *garantie de la voie polonaise vers le socialisme.*

Wlodzimierz Godek.

ON DEMANDE D'URGENCE DE NOUVELLES AUTORITÉS

Publié le 18 *novembre* 1956, *c'est-à-dire peu après le retour de Gomulka au pouvoir et l'intervention soviétique en Hongrie, cet article témoigne de l'effervescence qui suivit, dans le pays entier, les événements d'Octobre. Discrédité, l'ancien appareil du pouvoir a perdu toute autorité mais reste encore en fonctions. Wlodzimierz Godek analyse notamment l'attitude de la population à l'égard du « pouvoir » et recherche à quelles conditions celui-ci pourrait devenir réellement « populaire ». C'est à cet article que se réfère* Trybuna Ludu (*p. 1193*) *lorsqu'il écrit : « Comparant l'État populaire au pouvoir de la Sanacja, au pouvoir de la bourgeoisie,* Po Prostu *demande : « Le temps n'est-il pas venu de mettre en pièces ce monstrueux organisme?* (*n*o 47-1956) ».

Devant les kiosques de « Ruch », de longues queues. Jadis, à n'importe quelle heure, on pouvait acheter un journal; aujourd'hui, dès les premières heures de la matinée, il n'en reste plus un seul. Jadis, à la radio, on écoutait surtout de la musique; aujourd'hui des familles entières écoutent avec recueillement les bulletins d'information venant du monde entier. Bien que les gens, comme d'habitude, s'intéressent surtout à leurs propres affaires, il arrive cependant que la femme accueille son mari, retour du travail, non en lui parlant de ses soucis domestiques, mais en lui demandant : « Quelles nouvelles de Hongrie? » — « Est-ce qu'il n'y a pas un nouveau discours de Gomulka? — « Avez-vous déjà révoqué l'ancien bureau du syndicat? » Les employés dans leurs bureaux, les cheminots pendant la pause, se rassemblent en groupes et discutent opiniâtrement de ces questions.

Le bruit court que, dans l'un des villages de banlieue, les paysans ont chassé par la force le secrétaire de l'organisation du Parti, qui était détesté. Près de Lacko, on avait d'abord attendu que les

utorités du district prennent de nouvelles initiatives, on espérait haque jour quelque chose de *nouveau*.

Le district est comme une chaudière en ébullition, hermétiquement couverte. Sur le couvercle, se sont installées les autorités du district, qui n'ont qu'une très faible idée de ce qui se passe dessous. Le district a de tous temps été une chaudière bouillonnante, inquiétante, prête à exploser. Les autorités étaient coupées des masses par le mur des pratiques staliniennes. Mais jusqu'à présent, l'amertume était en quelque sorte semi-consciente, incertaine. Les gens savaient que cela allait mal, mais ne savaient pas si ce mal était nécessaire, si on pouvait l'éliminer, si l'on pouvait vivre autrement.

Les journées de Varsovie ont confirmé la justesse de leur amertume, ont clarifié leurs pensées et leurs espoirs. L'Octobre polonais a représenté un énorme bond en avant de la conscience civique des habitants de Nowy Sacz [1]. D'un seul coup, ils se sont sentis plus libres, plus sûrs d'eux-mêmes, ils sont devenus plus hardis, plus liés à leur pays et à son destin que pendant toute la période des douze années précédentes.

Indifférents en apparence, les habitants suivent avec attention chaque initiative du nouveau pouvoir à Varsovie. En ville, une atmosphère de tension et de vigilance. C'est précisément cette attente de changements, de changements concrets directement perceptibles, qui caractérise l'atmosphère de Nowy Sacz. Rien d'étonnant. Pendant douze ans, on a bercé les gens de diverses promesses que, comme un fait exprès, l'on ne tenait pas.

— Tout ça, c'est du vent — dit le vieux cheminot —, peut-être que *là-haut* quelque chose a changé, mais je sais qu'ici, tout restera comme avant. J'y croirai si, *chez nous*, ça change.

Ce scepticisme a également d'autre causes. Les gens se sont forgé une idée du pouvoir qui a fonctionné depuis douze ans : on sait que doit exister le Parti, autrement dit le Comité de District, qui décide absolument de tout; que le Conseil populaire n'est que son porte-voix administratif; qu'un directeur, c'est une espèce de « propriétaire privé socialiste » qui peut tout faire s'il a l'autorisation d' « en haut » et du secrétaire du Parti de l'entreprise; que les ouvriers n'ont en vérité rien à dire dans leur usine, bien qu'officiellement ils en soient les « co-propriétaires ». Qu'il doit y avoir des gouvernés et des gouvernants. Que la constitution est fictive; que le Conseil populaire ne représente pas le district, mais un certain groupe — les membres du Parti. Que si l'on est

1. Chef-lieu de district, au sud-est de Cracovie, important nœud ferroviaire (N.d.T.).

membre du Parti, le chemin de la carrière est largement ouvert, mais que, dans le cas contraire, on ne peut avoir aucun poste de quelque importance. Que l'on traite les sans-parti comme des individus de « deuxième catégorie ». Qu'en définitive, ce socialisme est un régime qui est même pire que le capitalisme, car il n'a pas amélioré la vie des gens et qu'il combat en outre la religion.

Mais le système ne fonctionnait pas comme un « deus ex machina ». Il fonctionnait à l'aide d'hommes qui le représentaient et le maintenaient. Qui donc doit corriger les injustices des années passées? Qui doit continuer à diriger le district? Est-ce ce vieil appareil, ces vieux représentants du système stalinien qui doivent réaliser de *nouvelles* tâches?

Et tandis que parmi les militants du district et de la ville des discussions se poursuivent à ce sujet, que les conceptions et les points de vue s'affrontent, le reste des habitants de la région fait preuve d'une exceptionnelle unanimité.

On peut essayer de les convaincre qu'ils ont tort, on peut leur expliquer que beaucoup des employés de l'appareil sont des gens dévoués qui ont inconsciemment commis des « fautes », et qui traversent actuellement une grave crise, qui « se transforment » — on peut dire ce que l'on voudra; cela ne suffit pas à la majorité. Ils répondent : qu'est-ce que cela nous fait, qu'ils aient mal agi inconsciemment? Ce qui nous importe, c'est qu'ils *aient agi* mal, qu'ils aient fait du tort à tout le monde. Ils sont en plein conflit moral? Nous aussi, nous nous sommes tourmentés, physiquement et moralement, pendant douze ans et est-ce que quelqu'un s'intéressait alors à notre état psychique? « Ils se transforment » ? Parfait! mais pourquoi n'aurions-nous pas le droit de leur donner l'occasion de réfléchir à ce qui s'est passé? Pourquoi *doivent-ils* être au pouvoir? Du reste, nous n'entrons pas dans leurs propres conflits politico-moraux : pour nous, ce sont des questions de second ordre. Nous ne voulons qu'une chose : que le *vieil* appareil du pouvoir se retire...



Or, après la révolution de Nowy Sacz, qui s'est traduite par un grand meeting où les gens se précipitaient sur la tribune et déversaient leurs doléances, la vie de la ville a apparemment repris son cours normal. Le præsidium du Conseil populaire de district, comme dans le « bon » vieux temps, a tenu séance pour démentir les accusations lancées par *Les Nouvelles de Sacz et de Limanowa* contre l'ingénieur Oleksinski. L'appareil du Parti, conformément à la tradition, « a tiré les conclusions » du meeting

en jugeant qu'en raison d'une absence d'attitude juste chez les membres du Parti, ce sont les éléments cléricaux et anti-soviétiques qui ont dominé le meeting. Analyse faite, il a demandé des instructions à la direction.

Je crois que deux affaires seulement ont troublé le calme des autorités : les achats massifs dans les magasins et la nouvelle rapportée par un fonctionnaire de l'U.B., qu'une grève se préparerait à l'entreprise Z.N.T.K. Une grève? à Nowy Sacz? L'appareil s'est rendu sur place. Très vite, il est apparu que ce n'était qu'un cheminot qui avait menacé, au cours d'une conversation, de recourir à la grève, si l'on ne changeait pas la direction de l'Entreprise et du district.

Changer les autorités du district? En voilà une idée! Au cours de ces journées fièvreuses de l'Octobre polonais, il y eut, outre le meeting, des assemblées plénières du Comité de District et du Comité de Ville du Parti. Le Comité de la Ville a procédé à certains changements dans l'exécutif : il a par exemple élu le camarade Grela, militant du Z.N.T.K., que le meeting avait démis de ses activités sociales. On raconte qu'un beau jour, les travailleurs de l'entreprise ne l'avaient pas laissé entrer dans son bureau.

Au cours de la dernière période, le Parti choisissait comme membres de ses instances des permanents de l'appareil et d'autres militants fonctionnarisés. A l'assemblée générale du Comité de District de Nowy Sacz participèrent presque tous les dirigeants de la région, responsables du passé. C'est parmi eux-mêmes qu'ils devaient élire un *nouvel* exécutif. Il est vrai que l'ancien avait démissionné, après s'être reconnu coupable de beaucoup d'erreurs : mauvaise attitude face aux critiques de la presse (un coup de chapeau à *Po Prostu*), fausse appréciation sur certaines gens (coup de chapeau au Club des Jeunes Intellectuels), etc.

Ainsi donc, des « mea culpa » en masse. Néanmoins, la démission du vieil exécutif n'a pas été acceptée. Il ne pouvait évidemment en être autrement : le *vieil* appareil devait élire le *vieil* exécutif. Même s'il avait choisi d'autres gens, cela n'aurait préjugé de rien. L'assemblée générale du Comité de District groupait une couche de fonctionnaires ayant une conception stalinienne bien définie du travail de Parti et du travail d'État, une façon définie de comprendre et de saisir les faits (voir les « conclusions » au sujet du meeting), une mentalité et une attitude morale bien définies.

Ces faits refroidirent les têtes encore chaudes, refroidirent les naïfs qui croyaient à des changements à Nowy Sacz. Les

cheminots, qui constituaient la force politique principale du meeting, crachaient dans les coins et lançaient avec hargne : « Tout ça, c'est du vent! Là-haut, ils ont échangé leurs fauteuils, ils ont écrit de belles choses, pour que l'on se réjouisse un peu; alors on a crié, on a sorti ce qu'on avait sur l'estomac, et qu'est-ce que ça donne? Le bouquet, c'est les ragots qui veulent qu'il y ait chez nous des gens « suspects » qui posent des questions sur ci ou ça! »

L'exemple de l'assemblée de district a gagné la commune. A la veille de l'assemblée générale, à Roznow, il y eut un meeting des membres du Parti et des sans-parti, qui exigea que le Parti tienne une réunion et révoque le vieil exécutif. Mais après le retour de Nowy Sacz du secrétaire du Parti de Roznow, l'affaire se calma. Si le vieil exécutif de Nowy Sacz n'a pas cédé la place, pourquoi celui de Roznow devrait le faire?

L'exemple du Parti devint l'indicatif pour le comportement de l'appareil des Conseils populaires. Les fonctionnaires du Conseil populaire de ville déclarèrent au cours de leur réunion que le Præsidium avait bien commis *certaines* fautes, mais qui en est exempt? Qu'en principe, tous avaient mal fait, aussi pourquoi le Præsidium aurait-il dû agir bien? L'actuel président du Conseil populaire de district, le camarade Pieczonka, qui n'a jamais eu d'opinions personnelles et qui aspirait à pleins poumons les vents soufflant de Varsovie jusqu'au Comité de District (du Parti), continue comme par le passé à aller chez l'un des secrétaires du Comité de District à la recherche de directives : tel est son plan de travail. Il reçoit les instructions avec la prudence qui le caractérise et préfère se taire dans toutes les questions qui réclament une décision. Il n'est ni « pour », ni « contre ».

« Les changements » dans les deux piliers du district — le Parti et les Conseils populaires — se sont répandus et perdus en long et en large, par la force de la logique d'action du système stalinien. Divers directeurs et présidents se sont assis plus profondément dans leurs fauteuils, alors qu'ils se sentaient menacés pendant les premiers jours qui suivirent le VIIIe Plenum. Ceux qui, récemment encore, criaient très fièvreusement : « A bas Gomulka! » joignent aujourd'hui les mains pour la prière : « Vive Gomulka! » Ce n'est pas l'*orientation* des changements politiques qui leur importe, mais *la personne* qui est au pouvoir. Tout pour conserver son fauteuil!

En ville, c'est déjà le calme.

Il est donc temps, citoyens de Nowy Sacz, de retourner au travail. Ne faites pas de meetings, ne faites pas de désordre. Nous

— c'est-à-dire les autorités du district — penserons à votre place, nous nous efforcerons de mieux nous acquitter de nos fonctions, afin que vous soyez contents!

***

Dans le hall du Conseil populaire de district, il y a un tableau indiquant où se trouvent les bureaux des divers services. Les paysans venus des villages épellent avec respect les mots, puis enlèvent leurs casquettes et frappent humblement à la porte qu'il faut.

Le pouvoir! Ce mot provoque chez eux la peur avant toutes choses. Ils savent qu'ils sont en vérité des intrus dans cet immeuble, que l'on peut les moquer, les gronder pour un reçu froissé, pour un retard et, comme d'habitude, les renvoyer les mains vides. On peut faire tout cela, car tel est le privilège du *pouvoir*.

Plus d'un paysan, venu d'un lointain village, a pendant plusieurs jours servilement enlevé sa casquette en s'inclinant devant tous les « citoyens chefs de bureau », s'est humilié à seule fin de régler son affaire. On le renvoyait de bureau en bureau, d'employé en employé. Enfin, à bout de patience, il décide de se plaindre. Mais où cela? Aller au chef-lieu de voïévodie? Là-bas, c'est le même genre d'employés qu'au chef-lieu de district. Aller à Varsovie? Mais là-bas, ils renvoient toutes les plaintes aux voïévodies et aux districts. Aller au Parti?

Le paysan hoche la tête et s'en retourne chez lui. Les jours suivants, il se demande, tout effrayé, si le facteur ne va pas lui apporter un blâme ou un ordre. Car les autorités du district, c'est fait avant tout pour contraindre les gens à payer, pour « en tirer » le plus possible et les aider le moins possible. N'est-ce pas? — c'est ce que les autorités ont toujours fait jusqu'à présent : la sanacja, les occupants, les staliniens.

La seule chose, c'est que ces derniers dissimulaient leur véritable fonction sous l'enseigne du pouvoir populaire. Les documents officiels proclament que les Conseils populaires sont les organes du pouvoir du peuple, que les habitants du district décident des questions de leur circonscription par l'entremise de leurs représentants qu'ils élisent et révoquent. Bien plus, dans la pratique, on faisait des réunions électorales, simulant la démocratie voulue des Conseils populaires. On présentait aux électeurs des candidats, dont les dossiers avaient été soigneusement contrôlés par l'U.B. Les candidats remerciaient de la « confiance » (on ne sait qui ils remerciaient — l'U.B. ou les électeurs?) et pro-

mettaient de bien exécuter la volonté des électeurs. Mais tant les uns que les autres — les élus et les électeurs — savaient que les élections n'étaient qu'une simple farce politique.

Le temps n'est-il pas venu de mettre en pièces ce monstrueux organisme stalinien? Le temps n'est-il pas venu de procéder à une révision fondamentale du *contenu* du système du pouvoir dans le district? Le temps n'est-il pas venu de transformer le système de pouvoir existant jusqu'à présent, qui était dans son essence une dictature *sur* le prolétariat, du groupe gouvernant, en un véritable pouvoir *du* prolétariat?

J'estime que dans la première étape de la révolution anti-stalinienne, il faut avant tout restituer aux Conseils populaires leurs attributions *formelles*. Afin que le Conseil populaire exprime réellement et réalise la volonté des électeurs, afin qu'il ne dépende que des habitants du district. Afin qu'il soit une instance indépendante sur son territoire, et non l'exécutant des intentions de l'exécutif du Comité de District du Parti.

Ce n'est pas le lieu ici de procéder à une analyse détaillée des conditions grâce auxquelles tout cela peut se faire. Il est certain que l'une de ces conditions, c'est une certaine autonomie économique du Conseil, lui permettant de disposer librement de ses fonds, de planifier lui-même ses investissements, etc. Il faudra certainement revenir très rapidement à ces questions.

Actuellement, la tâche la plus importante de la révolution, qui permettrait un développement démocratique des Conseils populaires, c'est d'écarter du pouvoir les hommes qui se sont tellement identifiés à l'ancien système stalinien qu'ils sont incapables de travailler dans les nouvelles conditions, qu'ils sont incapables de penser par eux-mêmes, incapables de lutter jusqu'au bout pour les revendications de leurs électeurs. Les habitants de Nowy Sacz ont leur opinion faite sur de nombreux militants des Conseils populaires... Ils savent ce que valent maints directeurs de service et autres conseillers.

Personne, en dehors des habitants du district, en dehors des électeurs, n'est capable de faire de l'ordre, d'assainir l'atmosphère de la ville. Ne peut-on pas dès maintenant, sans instructions, procéder à l'élection de nouvelles autorités? Ne peut-on pas exiger que les Conseils populaires du district et de la ville fassent des compte-rendus de mandat devant tous les citadins? Ne peut-on pas « régler les comptes » sincèrement, de façon politique, avec ceux qui sont jusqu'à maintenant au pouvoir?

Il est, dans la région de Nowy Sacź, beaucoup de citoyens jouissant de la confiance générale, capables d'exercer des fonctions responsables. Il n'est pas indispensable que ce soient les

vieux militants qui aient le monopole du pouvoir. Il n'est pas indispensable que le président du Conseil populaire de district soit un militant « catalogué ».

Les actes sont le meilleur remède pour améliorer la vie.

*
* *

Mais ici, il faut une fois de plus mettre les points sur les *i*. On ne peut pas proposer des changements dans le personnel dirigeant du district de Nowy Sacz sans signaler certains problèmes du Parti. Le système du pouvoir est aujourd'hui tel que l'exécutif [2] du Comité de District est à la fois diète et gouvernement, juge et procureur, théoricien et exécutant. En un mot — il est tout. En pratique donc, une brève discussion de l'exécutif, close par une résolution *ad hoc*, peut réduire à néant toutes les idées de changer les autorités du district, peut paralyser la volonté et l'activité des habitants de la région. D'autant plus que le Comité de District de Nowy Sacz a, en la matière, une provision considérable d'expériences, de moyens et de méthodes.

Si l'exécutif estime que tout doit rester comme par le passé, l'un des secrétaires convoquera les camarades Pieczonka et Jablonski et leur donnera la « clef », à savoir que toute cette entreprise est anti-parti. Cet exorcisme magique gagnera toutes les communes et toutes les institutions du district. Les membres du Parti recevront instruction de ne pas soutenir cette initiative et de la dénoncer à tout instant. Le Comité de District empêchera les réunions et tous ceux qui s'opposeront à sa volonté seront punis d'une façon ou d'une autre.

Mais si l'affaire se présente autrement — si l'initiative vient « d'en haut » — je crains que le résultat ne soit le même que dans l'autre cas : le fiasco de l'entreprise. Pourquoi, par exemple, s'enthousiasme-t-on si peu à la suite de la démission du camarade Grela (de l'exécutif du Comité de District), intervenue sous la pression de l'opinion publique quelques jours après les élections au Comité de Ville? Je pense que c'est parce que ceux qui composent aujourd'hui le Comité de District sont si compromis et tellement dépourvus de toute autorité réelle — politique et morale — qu'aucune de leurs initiatives ne peut éveiller la confiance. Les gens se sont forgé une réaction spécifique : quand le Comité de District prend une quelconque initiative, ils se demandent immédiatement ce que cela cache, et si le Parti, à Nowy Sacz, ne prépare pas un nouveau piège pour les tromper.

2. Équivalent du bureau d'un Comité de section dans le P. C.F. (N.d.T.).

De cette attitude, nul n'est responsable, si ce n'est le Comité de District lui-même. Si l'on énumérait toutes les doléances de la population à l'égard de l'organisation du Parti de Nowy Sacz, si l'on énumérait tout ce que le Comité de District ou ses secrétaires ont mal fait, ou n'ont pas fait alors qu'ils devaient le faire, on aurait toute une litanie de plaintes, de quoi remplir plusieurs numéros de *Po Prostu*.

Il ne s'agit plus ici de ce que l'on appelle les fautes du passé stalinien, datant d'il y a quelques années. Salomon lui-même n'aurait pu être sage alors. Il s'agit de l'attitude du Comité de District au cours de la dernière période des transformations, qui a commencé il y a environ un an et demi. Le Comité de District était « dur ». Il n'acceptait pas les petites informations en provenance de Varsovie, il ne révisait pas sa politique, il n'écoutait pas les gens, mais il continuait d'agir comme il lui plaisait. Le Comité de District — à l'exemple de tout l'appareil du district, sans doute —, prenait une attitude de contrôleur, de défenseur de l'ordre ancien... (*suivent des exemples - N.d.T.*).

Au meeting de Nowy Sacz, aucun membre du Comité ne parla des jours décisifs du VIIIe Plenum, personne du Comité de District ne fit preuve d'initiative, bien que l'assemblée générale du district ait, sans longues discussions, applaudi la nouvelle ligne du Bureau Politique. Je ne peux pas comprendre comment des hommes qui, hier encore auraient exclu du Parti sans hésitation quiconque aurait publiquement déclaré que la déclaration du Comité Central sur les événements de Poznan n'était pas juste, que notre politique de collectivisation était fondée sur des principes entièrement erronés, que le « gomulkisme » n'était pas une déviation « droitière et nationaliste » — sont prêts aujourd'hui, sans un battement de paupière, à exclure du Parti qui dit le contraire.

Je ne peux pas croire à l' « esprit de parti » d'hommes qui, sans discussion, sans réfléchir tant soit peu, acceptent tout ce qui vient du Comité Central. Je ne crois pas que des hommes insensibles aux problèmes des simples gens puissent s'acquitter des nouvelles tâches. Et ce ne serait pas tragique, si ce n'était là que l'avis d'un journaliste. Malheureusement, c'est là l'avis de tout le district de Nowy Sacz : évidemment, chez ceux qui ne sont pas en fonction, qui ne sont pas liés au Comité de District et restent indépendants.



Les gens trouveront-ils en eux-mêmes assez de force pour changer l'allure du district? Parviendront-ils à éliminer le vieil

ppareil du pouvoir — le Conseil populaire et le Comité de Dis-
ict? Tout ça ne finira-t-il pas par des bavardages et des plaintes?
Il faut le dire ouvertement : faibles sont les espoirs de voir un
ouvement révolutionnaire *de masse* dans le district. En ville,
s employés qui dépendent des autorités présentes auront peur
agir ouvertement contre leurs supérieurs, sachant bien qu'en
s d'échec, ils auraient des ennuis. Les paysans voudront tout
ı plus remettre de l'ordre dans les affaires de leurs communes.
e restent que les cheminots du Z.N.T.K., et c'est là le grand
poir.

Et le Parti? Eh bien, la majorité des organisations de base[3],
ıns le district, ne sont qu'une fiction totale ou partielle.

Beaucoup d'entre elles sont fictives, en raison de leur inertie
ılitique, idéologique et morale. Cela tient au fait que ces orga-
sations sont devenues les porte-parole du Comité de District
de l'appareil, qu'elle n'ont pas réussi, pendant ces fiévreuses
urnées, à prendre la tête de la lutte pour la démocratisation du
strict, qu'elles n'ont pas su se ranger du côté des justes reven-
cations des travailleurs et de la population, et même s'il le
llait, *contre* l'exécutif du Comité de District.

Difficile de parler de l'organisation de la jeunesse (Z.M.P.). Cette
latine massive a en fait cessé d'exister depuis longtemps. Il
subsiste que des groupes isolés de jeunes, surtout au Z.N.T.K.
dans certaines écoles, qui sont encore capables de quelque
tion.

Des groupes, précisément...

Un cheminot de mes amis m'apprend qu'il y a quelques jours,
groupe de six personnes est parti à Cracovie et Varsovie, afin
exposer au Comité de Voïevodie et au Comité Central la situa-
n à Sacz. Je lis une lettre, où un groupe anonyme de forestiers
ıt le portrait de leur directeur. La lettre s'achève ainsi : « lis,
pie et fais circuler ».

Il y a donc certaines forces qui agissent et qui veulent de diverses
ons que ça change. Mais pourquoi les forestiers recourent-ils
'envoi de lettres anonymes? On pourrait discuter la question
une assemblée ouverte à tous les travailleurs, qui serait en
sure de décider de la révocation du directeur. Est-ce seulement
peur du vieil exécutif du Comité de District qui leur souffle
tels procédés de lutte?

Ne peut-on pas, de façon légale, claire et ouverte, organiser
groupes d'action ou des comités révolutionnaires, qui organi-
aient à leur tour le personnel des entreprises ou des bureaux
ır des actions concrètes?

. Équivalent de la cellule, dans le P.C.F. (N.d.T.).

J'ai assisté à la première réunion du Comité révolutionnaire d
Nowy Sacz. Dans la salle traditionnellement enfumée de la direc
tion de district du Z.M.P.(Union de la Jeunesse Polonaise), quelque
dizaines d'habitants, surtout des jeunes, se sont réunis afin d
décider ce qu'il fallait faire.

Au cours de la discussion, on a rejeté des revendications secon
daires et souvent fausses, et l'on a décidé que la tâche essentiell
du Comité était de réorganiser les autorités du district. Le Comit
doit obtenir que l'on procède à des changements capitaux dan
le personnel des Conseils populaires de ville et de district, afi
que les habitants de la région décident par eux-mêmes qui doi
représenter leur volonté et organiser la vie du district.

Il a été décidé que les changements de personnel et la réorga
nisation du pouvoir devraient s'effectuer sur la base d'un pro
gramme concret, convenant à la population. D'un programm
de changements économiques, politiques et culturels. Il s'agi
de mettre en œuvre toutes les réserves qui permettraient avan
tout de liquider le chômage; il s'agit de mesures concrètes qui enr
chiraient le district de nouveaux centres culturels.

Dimanche matin doit se tenir une nouvelle réunion qui discuter
de l'élaboration d'un programme plus détaillé.

Réaliseront-ils leurs objectifs? L'initiative de quelques dizaine
d'enthousiastes ne sera-t-elle pas dépensée en pure perte? J'estim
que le Comité Révolutionnaire de Nowy Sacz peut être l'initiateu
d'un important et vaste mouvement n'intéressant pas seulemen
ce district. Il peut, par son exemple, donner le signal de la cons
titution de tels comités dans les communes, les bureaux et le
entreprises. Afin d'entreprendre la grande œuvre consistant
débarasser notre vie du stalinisme, afin de créer les embryon
d'un pouvoir polonais véritablement socialiste.

Wlodzimierz GODEK

Po Prostu, nº 47 (409),
18 novembre 1956.

Jan Kowalski.

VACAT

Cet article, paru le 2 *décembre* 1956 (*n*° 49) *étudie la situation* *ns le mouvement de jeunesse. On sait que l'une des premières* *nséquences d'Octobre a été la dissolution de l'Union de la Jeunesse* *olonaise* (Z.M.P.), *qui disparut littéralement faute d'adhérents.* ·ybuna Ludu *reproche à cet article* (*p.* 1193) *de demander « que les* *ganisations réactionnaires de jeunes* (*organisations démocrates* *rétiennes incluses*), *soient légalement reconnues ».*

Une femme me racontait l'incident suivant survenu dans une sine : le Conseil ouvrier mit à la porte l'ancien directeur et le ansporta cérémonieusement jusqu'à la grille, sur une brouette; fit ensuite « monter » l'un des « siens » à sa place. Celui-ci était nple, démocratique, mais ne savait pas diriger l'entreprise. ›rsque tout commença à se désorganiser, une délégation du rsonnel se rendit auprès de l'ancien directeur, le priant de prendre ses fonctions. Celui-ci se fit évidemment prier, mais iit par céder, à la seule condition qu'on le ramènerait à l'usine mme on l'en avait sorti : sur une brouette. Rapidement le rémonie fut organisée et notre directeur, bouquet en main, ınchit de nouveau les grilles de l'usine, mais cette fois dans utre sens.

On dirait que le Comité Directeur du Z.M.P. (Union de la Jeusse polonaise) ne parvient pas à se décider : veut-il remplir ec esprit de suite le rôle d'un organisme liquidateur, ou bien tend-il que son tour vienne de jouer le rôle historique du direcır revenant — bouquet en main — prendre possession de son treprise? Et s'il paraît que ce second rôle plairait davantage Comité Directeur, celui-ci oublie une chose en se livrant à s calculs de ce genre : une organisation de jeunes, ce n'est pas e usine. Les techniciens n'y sont pas recherchés. Il y a de quoi tonner : ceux qui partagent le sort du Comité Directeur — ppareil de voïévodie — plient bagage bien plus vite, et avec

davantage de logique. Or, c'est pourtant là le dernier acte — dirais-je le premier acte historique et utile? — que nous attendion de lui.

Dans le mouvement de jeunesse polonais, nous observons l phénomène d'un considérable « vacat » politique. On le sai le « vacat » (la vacance), a des propriétés analogues à celles d vide : il tend naturellement à se remplir. Pour l'instant, dans l majorité des cas, ce remplissage n'est encore qu'apparent : autr ment dit, cette vacance de caractère politique est comblée p des contractants de nature organisationnelle.

Le Comité Directeur propose : mais peut-être le Z.M.P., apr tout?... Oh non! — s'écrient certains étudiants — le Z.A.M. (Union Estudiantine de la Jeunesse Polonaise). Des cartes d visite circulent : Z.M.P., Z.N.A.M.S., R.Z.M., Z.M.D., Z.R.S., et Un infernal kaléidoscope d'abréviations et, pour l'instant, guè de programme. Mais ne nous fions pas aux apparences. Si e vérité on ne saurait trouver pour l'instant, derrière chacune c ces étiquettes, des tendances concrètes, cela ne veut pas dire q n'existent pas des plates-formes politiques définies, précises différenciées, qui peuvent, d'un jour à l'autre, prendre l'allu de programmes. La « discussion » passera de ces lancers d'ét quettes à la discussion des questions de fond, des questions c programme.

Les chances de Smolna [1].

J'ai passé deux jours à Lodz. C'est trop peu pour être au couran mais assez pour flairer quelque chose. Lodz — on le sait — n'e pas un des milieux les plus en ébullition. Et cependant, ce qui s passe réellement est déjà très éloquent.

L'auto-liquididation du Bureau du Z.M.P. à Lodz est une que tion de jours. Les seules activités de cette institution consiste à tout liquider. Tous les permanents (en dehors de président de son adjoint) ont déjà donné leur démission. Ces deux dernie qui jouent le rôle des lions sur la place, ne pourront sans dou se maintenir que quelques jours; du reste, ce « maintien » n'e pas nuisible, puisqu'il ne comporte aucune suite.

La Section Estudiantine — qui s'est déclarée pour la liquid tion du Z.M.P., a déjà remis ses attributs, son local et les autr insignes de son pouvoir, à la commission de coordination d organisations d'étudiants qui s'est constituée à Lodz. Dans tout

1. Le nouveau siège du Comité Directeur du Z.M.P. est sis rue Smol à Varsovie.

s grandes écoles, une ou deux organisations, aux programmes
ès divers, ont été créées. On assiste enfin à un mouvement de
asse qui procède, en fait, à la dissolution du Z.M.P., par le
nvoi des cartes d'adhérents.

La déclaration « sur l'unité » publiée par le Præsidium du
omité Directeur n'a d'ailleurs été lue par personne. Le Præsi-
um n'a pour l'instant qu'un seul allié, à savoir P.A.X. (voir
lowo Powszechne du 23 novembre). Du reste, il suffit, dans ce
as, que quelque chose porte la marque du Z.M.P., pour que tout
monde se sauve, comme un diable hors du bénitier. J'ai observé
. la Faculté de Droit de l'Université de Lodz), comment les
présentants du Bureau de l'École, qui récemment encore étaient
artisans d'une réorganisation du Z.M.P., ont voté avec soula-
ment pour la liquidation de cette organisation. Cette question
est déjà plus à discuter.

Et cependant, des nouvelles nous parviennent de la cuisine
: l'immeuble de la rue Smolna : on y préparerait une grande
olte-face. Smolna élaborerait la déclaration de programme d'une
uvelle organisation d'avant-garde, révolutionnaire, autonome
ans son activité, tout ce que l'on voudra — à condition qu'elle
it seule et unique. A la seule condition de monopoliser tous
s droits d'action politique.

Peut-être sera-ce là, d'ailleurs, un magnifique programme. Ce
rait un « besserwiser » négatif, de juger de la chose *a priori*.
. cependant, à lui seul, ce principe monopoliste détermine la
leur du nouveau-né qui n'a pas encore vu le jour.

Les permanents de la rue Smolna et des environs raisonnent
la sorte : Le noir a perdu? tirons la boule rouge du chapeau
ut de forme. Il existe déjà de nombreuses organisations? Aucune
portance! les divergences entre les programmes ronéotypés ne
nt pas si grandes que l'on ne puisse les ranger tous sous un même
nominateur, si ce n'est pas l'ancien — tant pis — que c'en soit
nouveau.

Évidemment, ce raisonnement serait tout aussi bon que n'im-
rte quel autre, s'il n'avait un défaut : il passe carrément à côté
la réalité. L'absence de prises de positions plus larges que
tre « Que faire maintenant? » n'est pas le signe — je le répète —
une absence de plates-formes politiques bien différenciées. Ce
st pas une question de textes. L'existence des « Wici » est déjà
fait accompli, de même que celle de l'Union de la Jeunesse
mocratique. L'absence d'une direction centrale et d'une décla-
ion de programme idéologique n'est pas dans ce cas la question
entielle. Ce n'est qu'une question de temps.

Le danger de faire avorter le mouvement qui se dessine ne

réside du reste pas dans le seul fait que le Comité Directeur d Z.M.P. ou quelque prête-nom (nous ne savons pas l'allure qu ça prendra) proposent de créer une nouvelle organisation unique On peut discuter diverses propositions, et même celles qui son d'avance vouées à l'échec. Le danger réside dans les tendance à liquider *par la voie administrative* toutes les tendances qui n sont pas favorables à l'organisation unique.

L'alternative politique générale est la suivante : ou bien l démocratie, c'est du vent; ou bien la démocratie, c'est la démo cratie. Ou bien on se sert en politique de cartes ayant un carac tère politique et qui groupent les gens autour des programme qu'ils acceptent, et qui leur conviennent; ou bien, en recouran à la méthode des pressions administratives, on s'assure le mono pole.

Nous connaissons parfaitement le fonctionnement de cett seconde méthode et les conséquences de son fonctionnement Nous nous sommes tous prononcés, pendant les journées d'Octobr (et précédemment) en faveur de la première méthode, de la démo cratie conséquente et non pas « réglée » par des méthodes admi nistratives. Nous ne tolérerons pas la seconde. Laissant de côt les considérations théoriques sur ce qu'est la démocratie en généra et dans un État tendant au socialisme en particulier, j'aimera exposer brièvement, clairement et dans toute son acuité l'alter native qui existe pratiquement.

Qu'est-ce que cela signifie, ne pas permettre « administrati vement » que des organisations telles que les Wici, l'Union de l Jeunesse Démocratique, etc., fonctionnent? Est-ce dire : ne pa légaliser officiellement leur existence? Quelle absurdité! Aucu refus bureaucratique de légalisation n'aurait de sens. Cela ne ser virait qu'à faire jaillir plus fortement encore le programme d'oppo sition, qui réclamerait une existence légale et des droits égaux Ne pas autoriser, cela signifie en bonne logique, recourir, a mépris de la Constitution, à user de sanctions pour appartenanc à des organisations non reconnues. Il serait bon alors de sort Rozanski de sa prison et de lui offrir le poste d' « oberpolitze mejster » aux questions de jeunesse.

Le précédent constitué par une seule pression de l'État entraîn comme conséquence toute une série de « pressions » de ce genr Cela commence toujours par un cas unique. Mais personne, tou au long de l'histoire, n'a réussi à n'enfreindre qu'une seule fois le normes démocratiques de la vie politique. Inutile de donner de preuves. Nous les trouvons dans cette histoire de Pologne qu nous n'avons pas besoin d'apprendre à l'école, car elle s'es imprimée dans notre peau.

Et une dernière réflexion à ce sujet : Nous n'avons le droit de
courir à l'emploi de la répression pénale ou — si l'on préfère —
lministrative, que dans un seul cas : lorsque le régime existant
sque d'être renversé par la force. Autrement dit, dans nos condi-
ons, en présence du danger de la contre-révolution.

La notion de contre-révolution comprise arbitrairement a peuplé
communistes les camps de Sibérie. Ceci, pour mémoire.

Il me semble que nous ne pouvons qualifier de contre-révolu-
onnaire qu'une organisation dont le but est d'arracher à notre
euple, en usant de la force, ses conquêtes socialistes fondamen-
lles. Mais n'est pas un contre-révolutionnaire celui qui, dans le
bre jeu des forces politiques, propose un programme différent
développement du pays — que le Parti et la majorité du peuple
ient ou non d'accord avec lui —, surtout lorsque ce programme
oclame le maintien et le renforcement de la propriété sociale
s moyens de production et définit le but du régime par le terme
socialisme.

Personne n'a le privilège de détenir l'exclusivité de la définition
socialisme. Notre conception ne peut se forger que dans une
ore discussion suivie, dans la lutte des arguments, dans le combat
ntre d'autres conceptions. Une telle discussion commence préci-
ment — entre autres — dans le mouvement de jeunesse, entre
ns groupés autour de programmes différents. Nous voulons
s victoires véritables, et non policières.

Tout cela, ce sont des vérités universelles et connues, que
us estimons être fondamentales. Il est triste et gênant d'être
ligés de les répéter.

Quels poissons, ces démocrates !

On peut sans doute considérer que c'est là un grand succès du
cialisme, le fait qu'aucune organisation de caractère antiso-
liste ne se constitue actuellement, que — tout au contraire —
acune d'elle reconnaisse le besoin, l'utilité et la nécessité d'édifier
socialisme.

Cela ne va pas autant de soi que certains le prétendent. La
me concrète de ce que l'on appelle le « socialisme » existant
ez nous, s'est si durement fait sentir, que l'on pouvait supposer
e certains refuseraient de croire sur parole que l'on ne peut
que l'on ne doit pas identifier socialisme et stalinisme; qu'ils
croiraient pas que ce sont là des phénomènes contradictoires,
non de même espèce. Car on connaît l'un de ces socialismes par
périence, et l'on accepte l'autre en toute confiance. Et c'est

cependant ce qui s'est produit et c'est — je le répète — une grand
victoire.

L'un des groupes désirant tracer sa propre voie vers le socia
lisme, en s'appuyant du reste sur les principes et les actes d
VIIIe Plenum, est l'Union de la Jeunesse Démocratique, qui s'es
constituée à Lodz (comme du reste dans beaucoup d'autre villes)
Le programme qu'ils diffusent se distingue par une gênant
absence d'idées. Au début, ils déclarent que ce programme es
issu de celui du Parti Démocrate, avec l'appui duquel ils désiren
agir, ce qui est compliqué dans la mesure où ce programme découl
de quelque chose dont l'existence est douteuse. Ensuite, nou
lisons toute une série d'affirmations très creuses, à la fois géné
rales et évidentes.

En style télégraphique, cela se présente comme suit : démo
cratie, souveraineté, traditions nationales, patriotisme, inter
nationalisme, droits et dignité de l'homme, amélioration de
conditions de vie, unité nationale dans les questions principales
diversité des conceptions du monde, rôle de la science, sincérit
et honnêteté, désir de discussion. Je pense qu'un programme d
ce genre pourrait être signé aussi bien par Gomulka que pa
Cat-Mackiewicz, par le cardinal Wyczynski et M. Widy-Wirski
l'ex-général Witaszewski et par tout le monde. S'il est permi
de se mêler à une société aussi choisie, je déclare que je suis prêt
moi aussi, à signer sans objections.

Alors, à quoi bon une Union de la Jeunesse Démocratique
Qu'est-ce qui la différencie des autres courants existant dan
la jeunesse? En quoi est-elle particulière? Est-ce le jeu pour l
jeu? Moi aussi, je me suis posé des questions. Aussi, suis-je all
voir mes collègues démocrates à l'action.

A la Faculté de Droit de l'Université de Lodz, un meetin
a discuté de la dissolution du Z.M.P. et de la création de la com
mission de programme de la nouvelle organisation. Les démo
crates sont également intervenus, plaidant en faveur de l'adhésio
à leur groupe. Ils ne présentaient pas d'arguments de fond. Il
n'escrimaient pas à l'aide de principes fondamentaux, de ques
tions de programme. Ils faisaient plutôt de l'agitation, sur la bas
suivante : Vous créez de petits groupes, à quoi ça vous sert? Ici
vous avez déjà une organisation toute prête. Ses principes vou
conviennent? adhérez-y. Vous êtes des intellectuels? c'est votre
organisation — l'organisation de ce groupe social — elle luttera
pour la défense de vos intérêts.

Lorsqu'on les accrochait sur les détails de leur programme
les agitateurs de l'Union de la Jeunesse Démocratique se déro
baient, disant qu'étant pour la démocratie, ils ne voulaient pa

rassembler les gens autour de programmes « bouclés », mais qu'ensuite, quand ils seraient plus nombreux, ces programmes seraient élaborés d'en bas. Autrement dit, ils avaient le chic pour se mettre la tête en bas : nous commençons par créer une organisation pour l'amour de l'organisation, et ensuite nous réfléchirons à la raison pour laquelle nous l'avons créée.

Un petit morceau concret est sorti de la discussion sur la conception du monde, lorsque les « démocrates » ont déclaré qu'ils voulaient rassembler tout le monde et donner à chacun la possibilité de développer les conceptions philosophiques qui lui conviennent. Ils veulent chercher la vérité, sans s'appuyer au départ sur aucune doctrine reconnue a priori comme juste.

Il serait exagéré d'affirmer qu'ils furent accueillis avec enthousiasme par la salle. On a même discuté et voté sans cesse, pour savoir si la démocratie des débats exigeait que l'on écoutât leurs philippiques. Mais ce qui a surtout détourné d'eux, ce n'est pas tant les principes de leur programme, que leur appellation elle-même et leur référence au Parti Démocrate, qui représente une force problématique et dont rien ne semble avoir accru la popularité au cours de l'histoire. Quelqu'un a même résumé cette impression de façon lapidaire : « Nous ne voulons pas être la filiale d'un parti; or, on veut ici nous convaincre d'être la filiale d'une filiale! »

Sentant que je n'en savais pas assez sur l'Union de la Jeunesse Démocratique, je pris rendez-vous avec ses dirigeants de Lodz. Il est apparu que la réticence à exposer le programme « à l'extérieur » n'est pas le signe d'une absence de conceptions, mais est dictée bel et bien par des facteurs internes, tels, par exemple, que l'attitude professionnellement apeurée des militants du Parti Démocrate (ils ont peur de toute pensée qui leur soit personnelle) et la tactique liée à la question non résolue de la légalisation de l'Union.

Par contre, à l'intérieur de l'organisation, le programme a germé et s'enrichit sans cesse. Son principe consiste en gros dans l'hypothèse que le développement du Parti Démocrate, conditionné par une indépendance de programme et de tout ordre, s'orientera vers un parti d'intellectuels, se séparant des petits propriétaires et des petits producteurs. Parallèlement à l'accroissement du rôle, de l'importance et de la participation des intellectuels dans la vie du pays et dans la production, parallèlement à une « intellectualisation » des ouvriers liée au progrès technique — la position du Parti et de cette organisation (et par conséquent, leur rayonnement) augmenteront sans cesse.

Le programme met l'accent sur la défense des intérêts des

intellectuels. En définitive, cette conception est dépourvue de sens dans la mesure où elle prévoit que la future carte politique de la Pologne s'établira en fonction des intérêts particuliers à chaque milieu, et non de programmes d'action au-dessus des milieux. C'est se figurer que ce qui séparera les partis sera que l'un représentera les ouvriers, l'autre la campagne et le troisième les intellectuels; et que ce qui leur sera commun sera ce qui constitue précisément le propre d'une organisation politique : le programme, la conception de l'État, les intérêts nationaux essentiels. Au nom de ces questions existeront des formes permettant l'unité d'action : le forum de la Diète, des accords interpartis, la coopération au sein du gouvernement. Il n'existera cependant pas une seule organisation politique ayant le caractère d'un Parti, qui puisse embrasser la totalité de ces questions.

Et même s'il peut en exister une — ce n'est pas là leur idéal.

Cette conception surprend d'autant plus par son originalité, qu'elle n'est pas le programme d'un parti, mais d'une organisation syndicale de l'ensemble des intellectuels. D'une institution dont personne probablement n'a besoin. Mais si l'on creuse un peu, vos interlocuteurs reconnaissent que certains éléments d'un véritable programme existent déjà. C'est le cas, par exemple, lorsqu'ils réclament que toutes les conceptions du monde jouissent des mêmes droits ou qu'ils déclarent qu'ils se représentent cependant un peu autrement l'édification socialiste et le socialisme lui-même; qu'ils sont incapables de le préciser, mais qu'il est certain qu'ils s'efforceront de le faire, lorsque l'organisation sera définitivement constituée.

Ont-ils l'intention de représenter l'opposition? Impossible de donner une réponse précise. L'Union de la Jeunesse Démocratique appuye les résolutions du VIII[e] Plenum, autrement dit, elle n'est pas oppositionnelle. Elle annonce cependant qu'existent, que commencent à exister, parallèlement à des similitudes de programmes avec le Parti (qui subsisteront toujours), également des différences. Ils prévoient donc carrément une politique de soutien dans certaines questions, et dans certaines autres des discussions et une activité oppositionnelle, bien que ce mot ait du mal à sortir de la bouche de nos collègues de l'Union de la Jeunesse Démocratique.

Les premières impressions, après avoir éliminé le « bla-bla-bla », sont les suivantes : pour l'instant, pas de programme, mais les embryons d'un programme, une conception ridicule du « Parti en fonction du milieu », une association avec le Parti Démocrate qui dès maintenant étouffe l'enthousiasme juvénile, et ce principe absurde : l'organisation d'abord, le programme ensuite.

En marge de cet entretien, je voudrais ajouter encore quelques mots de caractère plus général, en reprenant le raisonnement ci-dessus et en l'appliquant au milieu des jeunes. A mon avis, la raison d'être de l'Union de la Jeunesse Démocratique et des autres organisations ne réside pas dans un « rassemblement » selon le milieu, mais dans la conception que l'on a du régime et dans l'activité oppositionnelle à l'égard de toutes les forces ayant des programmes différents.

Les a-historiens

Dans l'une des grandes écoles de Lodz, est né le Z.A.M.P. L'appellation est ancienne : inutile de l'expliquer. Il a édité un programme qui concorde par endroits avec les revendications de *Po Prostu* et qui s'y oppose dans d'autres, programme très incomplet et étonnamment chaotique. Nous y trouvons, à côté de déclarations soutenant le processus de démocratisation, la promesse d'organiser des soirées dansantes! Cela doit être une organisation d'avant-garde révolutionnaire, etc., et en même temps elle désire remplir les tâches de l'Union des Étudiants polonais (Z.S.P.) d'aujourd'hui. On y souligne énormément le principe de l'autonomie et le postulat de l'unité du mouvement de la jeunesse.

Je ne veux pas me mettre à critiquer ces différents programmes, qui souvent conçoivent assez maladroitement les tendances les plus justes. Je ne veux pas énumérer ce qui me semble plus ou moins discutable. Ce serait trop s'attacher aux détails. Je veux par contre faire remarquer un trait commun à ces programmes et que l'on peut — selon moi — généraliser en le critiquant.

La plate-forme, au strict sens idéologico-politique du terme, est généralement énoncée par cette expression lapidaire : « La ligne du VIII[e] Plenum ». Même si certains postulats concrets de la ligne d'action débordent l'ensemble des idées incluses dans les documents de ce Plenum, cela se produit — pourrait-on dire — de façon inconsciente.

« La ligne du VIII[e] Plenum », cela signifie beaucoup de choses, mais c'est loin de tout signifier. La résolution de ce Plenum est déjà, dans une certaine mesure, un document historique. Peu de temps s'est écoulé, il est vrai, depuis son adoption, si l'on tient compte du calendrier, mais c'est toute une époque, si l'on prend conscience de tout ce qui a changé et combien la situation s'est modifiée. Une telle déclaration définit uniquement l'attitude à l'égard de la ligne générale du développement, à l'égard de l'orien-

tation principale de l'action, revient à se déclarer aux côtés de certaines forces dans le Parti, contre d'autres, selon la façon dont elles se répartissaient alors, et sans prendre connaissance de la façon dont ces questions se présentent aujourd'hui. Elle ne définit pas, en revanche, l'attitude face à l'actualité comprise de la façon la plus immédiate, face à de nombreux faits et problèmes nouveaux, surgis par la suite, ni davantage à l'égard de nombreux facteurs qui, soit n'existaient pas du temps du Plenum, soit n'étaient pas alors aperçus.

Une question fondamentale se posait au Plenum : démocratisation, oui ou non; souveraineté, oui ou non. Maintenant que la tendance fondamentale a vaincu, des phénomènes et des problèmes déjà plus particuliers existent, devant lesquels on ne peut pas ne pas prendre position.

Existe déjà le problème; la démocratisation, mais laquelle ? Et se déclarer ici « pour la ligne du VIIIe Plenum », ne signifie pas grand chose. Ou encore le problème : pour la présente conception de la loi électorale, ou contre. Pour la poursuite des changements massifs dans la structure économique, sous menace d'accroître le chômage, ou contre. Pour un système véritablement multi-parti — ou contre. Pour un emprunt à l'Ouest et quel genre d'emprunt — ou contre. Etc.

Pour entreprendre immédiatement une lutte politique concrète, ce qui est notre intention déjà réalisée, ou devant se réaliser demain (et demain, littéralement parlant), il n'est guère utile de se prononcer uniquement pour une tendance idéologico-politique générale, sans analyser à fond les phénomènes concrets et importants qui nous entourent, sans définir notre attitude à leur égard, sans forger nos propres conceptions dans les questions générales et concrètes (notre indépendance reposera en définitive sur ces conceptions), et sans agir immédiatement sur la base d'un programme adopté, qui tienne compte de ces problèmes.

Nous vivons en un temps qui passe si vite qu'il est impossible de le rattraper. On ne peut que courir aussi vite que lui, ou rester en arrière. Et c'est pourquoi la nécessité de remplir la vacance « organisationnelle » dans le mouvement de jeunesse est supplantée par la nécessité de remplir la vacance politique. C'est cette dernière, en effet, qui est décisive.

Jan Kowalski

Po Prostu, n° 49 (411),
2 décembre 1956.

Roman Zimand.

QUELQUES JOURS COMME LES AUTRES A WROCLAW

Dans notre numéro spécial Le Socialisme Polonais, *nous avons déjà publié deux articles de Roman Zimand, qui était l'un des membres les plus brillants de l'équipe de* Po Prostu. *Ce reportage à Wroclaw, daté du 9 décembre 1956 (n° 50) se situe dans la ligne des grandes enquêtes qui firent la célébrité du journal.* Trybuna Ludu *lui reproche de réclamer la liquidation du Parti (p. 1194). On ne manquera pas d'observer que Zimand, au contraire, rejette expressément cette thèse. « Poser la question ainsi, écrit-il notamment, est soit impossible, soit tout bonnement réactionnaire » (p. 1237). Mais* Trybuna Ludu *omet ce paragraphe.*

Les opinions que j'aimerais exposer ici sont, comme toutes les opinions, matière à discussion. J'en ai parlé avec maints camarades. Certains n'étaient pas d'accord avec moi. Parmi ces derniers, quelques-uns recouraient à l'argument suivant : « Attends — disaient-ils — aujourd'hui on juge les permanents de l'appareil, et demain on s'en prendra à toi; car toi aussi, tu as été stalinien. » Oui, je l'ai été. Surtout dans les années 1949-1953. Mais pour l'amour du ciel, le fait que je sois également coupable ne peut pas être un argument pour défendre les autres. Du reste, il ne s'agit pas de ce que je veux ou non, mais de ce qui se passe chez nous. Lorsqu'il s'agit de la justice, chacun devrait avoir le courage de dire : « Quoi qu'il arrive, que je sois également frappé. »

« Le compte des lourdes fautes qui nous rongent comme un coin enfoncé... » (I)

J'ai passé dix jours à Wroclaw. Selon les plans de la rédaction, je devais avant tout « voir de quoi ça avait l'air » et, si possible, rassembler de quoi écrire un article sur le Parti. Dès le début,

je suis tombé sur des « règlements de comptes ». C'est d'eux qu'il sera essentiellement question.

Il y a un an environ, j'ai dit à une camarade, au cours d'une conversation : nous avons créé dans ce pays une mer d'injustices : de petites, de moyennes, de grandes, d'affreuses injustices. Mon interlocutrice s'était indignée : comment pouvez-vous parler de la sorte! Les communistes n'ont-ils pas été l'objet d'injustices? c'est eux avant tout qui étaient les victimes des activités du Département X. Je lui répondis que les communistes sont peu nombreux et que le peuple est innombrable. Et que le peuple se range du côté des lésés, à quelque parti qu'ils appartiennent, alors que nous récusons notre responsabilité, malgré notre appartenance au Parti. La conversation n'a évidemment pas abouti. Je m'en suis souvenu à Wroclaw.

C'est pendant le second jour de mon séjour à Wroclaw que j'ai découvert cet océan d'injustices. Avec deux camarades de la Commission de Réhabilitation (dont l'un avait été réhabilité deux jours plus tôt et l'autre guère avant), je me rendis à Zlotoryia et à Boleslawiec. Les camarades eurent des entretiens avec les membres des Commissions de Réhabilitation de District, examinèrent les dossiers personnels, analysèrent certaines affaires concrètes. Quant à moi, j'écoutais. J'écoutais et je contrôlais ce que j'avais été moi-même cinq ou six ans auparavant.

L'affaire Kabanow. Il a été exclu du Parti pour « un mode de vie petit-bourgeois et zazou » : à vrai dire parce qu'il s'habillait de façon extravagante (pour Zlotoryia, bien entendu) et qu'il « tenait tête » au secrétaire de l'organisation de base du Parti, dans des questions sans la moindre importance du reste. Eh bien — pensais-je — tu n'aurais certainement pas voté l'exclusion de Kabanow, mais... Mais un avertissement ou un blâme, oui.

L'affaire Makowiecki. Là, c'était bien pis. Makowiecki était un ancien membre du Parti Socialiste Polonais; il fut exclu par mesure de « vigilance » pour un soi-disant sabotage que, même à l'époque, le tribunal ne fut pas en mesure de prouver. Mais on avait commencé par l'exclure, et ensuite, à tout hasard, il ne fut pas réintégré, car il avait fait huit mois de détention préventive. Et toi, tu aurais voté « pour ». Car tu étais persuadé que les anciens membres du Parti Socialiste Polonais étaient enclins, de par leur nature ou presque, à se livrer au sabotage.

Ce n'étaient pas là, en un mot, des idées gaies car, comme le dit Diderot, « ce qu'il y a de plus triste au monde, c'est d'être un imbécile ». Et prendre conscience du fait que l'on a été un imbécile qui faisait du tort aux autres — c'est encore plus triste

Je ne vais pas raconter toutes les affaires dont j'ai pris connaissance ce jour-là. J'en raconterai encore deux, très différentes.

L'affaire de l'instituteur Lipinski nous a poursuivi dans les deux districts. Il avait été exclu en 1952 et arrêté, à Zlotoryia. Aujourd'hui, après avoir été pendant dix-huit mois contraint d'augmenter les ressources de charbon destiné à l'exportation, il enseigne à Boleslawiec. Lipinski avait été exclu du Parti en vertu d'un acte d'accusation comportant sept points, dont chacun suffisait alors à achever un homme. Il y était question, entre autres, de ce que : *a*) il n'était pas d'accord avec la théorie de Lyssenko; *b*) il volait; *c*) il avait une mauvaise attitude à l'égard du Parti, étant donné qu'il ne portait pas sur les membres du Parti des opinions assez flatteuses, etc.

L'affaire, d'un bout à l'autre, pue la falsification et fut menée à bien grâce à une pression éhontée sur les membres d'une réunion de l'organisation de base du Parti, à laquelle assistèrent trois membres de l'exécutif du Comité de District et deux fonctionnaires de l'U.B. Mais le plus répugnant est le fait que l'un des principaux auteurs de l'accusation était Regliszyn, alors secrétaire du Comité de Voïévodie et aujourd'hui permanent au Comité Central. Lipinski n'avait pas voulu donner à Regliszyn un diplôme de fins d'études, car l'autre ne remplissait pas les conditions requises.

Question : Pour satisfaire la justice, faut-il se borner exclusivement à réhabiliter Lipinski, ou l'affaire doit-elle concerner également, d'une façon ou d'une autre, Regliszyn?

L'affaire de K. est bien plus difficile. Il avait été fonctionnaire de la milice, puis permanent de l'appareil du Parti. Il se retrouva en fin de compte en prison pendant quelques années comme espion. Pendant l'instruction, sa santé fut compromise à jamais. Il semblerait que la réhabilitation ne doive pas être douteuse. Mais les camarades de Boleslawiec font des objections. Il est vrai — disent-ils — que K. a été exclu du Parti sur la base d'accusations fausses et qu'il a été illégalement arrêté. Mais il est vrai, également, que lorsqu'il était secrétaire du Comité d'entreprise de la plus grande mine du district, il volait les cotisations du Parti, que les ouvriers ne pouvaient le souffrir, et qu'il n'était pas en odeur de sainteté, non plus, quand il était milicien.

Il n'est pas facile de rendre la justice. Je ne sais pas si tout cela est vrai, et c'est pourquoi je n'ai pas donné le nom de K. Mais il me semble qu'il faut le réhabiliter, parce qu'il a été exclu sur la base d'accusations injustifiées. Et ensuite, qu'il se rende à la mine et que l'organisation de base du Parti prenne une décision,

Mais il doit s'y rendre en tant qu'homme jouissant de tous ses droits, lavé de ces fausses accusations. Du reste, peut-être ai-je tort, je ne sais.

Première digression, a l'intention des camarades Machejek et autres

A travers le pays surgissent, comme champignons après la pluie, toutes sortes de comités révolutionnaires, de commissions de coordination, etc. Certains camarades s'indignent, pour deux raisons essentiellement. En premier lieu — parce que tout cela est illégal; en second lieu — (comme l'a écrit le camarade Machejek dans *Zycie Literackie*) parce qu'on ne sait pas, à vrai dire, pour quoi faire, étant donné qu'existent les Conseils populaires, les Comités d'entreprises, les Comités du Parti. En un mot — le pouvoir existe, l'ordre règne, de quoi s'agit-il donc?...

Les Commissions de Réhabilitation sont également nées malgré l'inexistence de toute règle. Car le Parti ne possède pas d'instructions où il serait question d'instances de ce genre. Les Commissions de Réhabilitation — pourrait-on dire — sont nées on ne sait pourquoi, du moment qu'existent les Commissions de Contrôle du Parti. Or, c'est ici que le bât nous blesse. Les Commissions de Réhabilitation ont été créées, parce que les Commissions de Contrôle du Parti sont incapables de mener à bien l'entreprise consistant à réintégrer dans le Parti ceux qui ont été injustement accusés, et aussi parce que les exclus n'auraient pas eu confiance en des réhabilitations accomplies par l'instance même qui les avait exclus. La seconde des raisons ici citées ne demande pas à être davantage expliquée, bien que cela vaudrait la peine d'écrire un petit traité sur, par exemple, les méthodes employées pendant les interrogatoires devant la Commission Centrale de Contrôle. Il est cependant convenable de consacrer quelques mots à la première des raisons qui font qu'on a créé des instances spéciales pour procéder aux réhabilitations.

Les Commissions de Contrôle ne sont pas *capables* de procéder aux réhabilitations, étant donné qu'elles ont été créées dans le but diamétralement opposé. Je ne parle déjà plus de ce qu'elles ont fait en 1949, après le III[e] Plenum. Mais même après le III[e] Plenum suivant le deuxième Congrès, les Commissions de Contrôle ont systématiquement torpillé la réhabilitation dans le Parti des communistes libérés des prisons. A de rares exceptions près, les Commissions de Contrôle représentaient et représentent toujours la « conserve » stalinienne la plus extrême. Je ne réclame ni qu'on

les sorte sur des brouettes (et si oui — que ce soit sur leurs dossiers... d'états de service), ni des jugements sommaires — car ces méthodes ne me conviennent pas. Mais j'estime que le IIIe Congrès du Parti devra modifier de façon radicale les méthodes de contrôle du Parti. Quant à ceux qui sont compromis et qui défendent jusqu'à la dernière minute les tranchées de la Sainte-Trinité stalinienne, qu'ils s'en aillent, qu'ils ne jugent personne dans le Parti, parce qu'ils n'ont ni le droit de le faire, ni les qualités pour.

La création des Commissions de Réhabilitation nous enseigne qu'il faut parfois faire quelque chose au mépris de la loi, parce que l'on ne peut pas attendre que le IIIe Congrès ajoute aux statuts le point *ad hoc*. Cela nous enseigne également que l'apparition de nouvelles instances est provoqué par l'inutilité pratique des anciennes. Du moment que l'ancien pouvoir n'est plus en mesure de venir à bout des nouvelles tâches, les hommes créent un pouvoir nouveau. C'est ce que l'on appelle un changement révolutionnaire; et il consiste en ceci qu'à l'aide du désordre on change le vieil ordre et on en crée un nouveau. C'est précisément ce qu'a fait le Parti, en créant les Commissions de Réhabilitation. Et il a agi sagement. Car, on le sait, les communistes devraient marcher à la tête des changements. Et s'ils ne le font pas, il peut facilement apparaître que les communistes sont restés en arrière (donc, qu'ils ne sont plus révolutionnaires), tandis que les changements s'en vont de l'avant. Et cela, dans une direction absolument inconnue. Et si les communistes ne savent pas où chercher ces changements, ils ne devront s'en prendre qu'à eux-mêmes.

C'était ainsi qu'il en était, qu'il en est et qu'il peut en être, avec nous autres, communistes.

« Le compte des lourdes fautes qui nous rongent comme un coin enfoncé... » (II)

Le jour suivant, j'ai passé quelques heures à Pafawag, dans l'atelier W-7. Des gens se rendaient au Comité révolutionnaire et racontaient. Cependant, avant de dire ce que l'on m'a raconté, je voudrais faire remarquer que le Comité révolutionnaire de la jeunesse de l'atelier W-7 n'a rien d' « avant-garde », d' « exemplaire », etc. C'est un simple comité créé par de jeunes ouvriers mécontents de l'état de choses *présent* dans leur atelier. Appartiennent au comité, des sans-parti et des membres du Parti, des serruriers, des peintres; il y a un chef d'équipe, une secrétaire,

une employée de magasin, et, d'une façon générale, les gens les plus ordinaires. Je me suis trouvé là par hasard. La veille au soir, j'avais rencontré mes vieux amis du K.Z.M. de l'École Polytechnique. Janusz Ossowski, jeune technologue de l'atelier W-7 et membre du Comité révolutionnaire, était également venu y bavarder. Lorsque nous en eûmes assez de discuter, Ossowski m'invita à l'atelier W-7.

Et voici ce que j'ai entendu dans la petite pièce qui sert de local au Comité révolutionnaire des jeunes de l'atelier W-7 de Pafawag :

Czeslawa Gawlowska. Soudeuse depuis 1934. Travaille à Pafawag depuis 1949. Elle a quatre fils et un mari, ce dernier malade et couché depuis des années. En 1952, son fils aîné, adjudant dans l'armée, fut arrêté et condamné à mort sous l'accusation d'espionnage, de tentative de fuite et d'appartenance à une organisation clandestine. Gawlowska commença alors à écrire des lettres de ce genre au camarade Aleksander Zawadzki (président du Conseil d'État. N.d.T.) :

« Je vous en supplie encore une fois, moi mère malheureuse, ayez pitié de mon fils, examinez son affaire. Ses frères également implorent votre mansuétude. L'un d'eux a 15 ans, le second 12 et le troisième 3 ans. »

La peine de mort de Tadeusz Gawlowski fut commuée en emprisonnement à vie. Quelques années plus tard, il est libéré, réhabilité, et aujourd'hui, il sert dans l'armée. Mais avant que cela ne se produise, Gawlowska était à l'atelier W-7 non pas une mère malheureuse, mais *la mère d'un espion.* Il est clair que la mère d'un espion doit avoir, si possible, le travail le plus dur et le moins payé. C'est ce que s'efforçait de réaliser le contremaître Stawirej — militant et membre de l'exécutif depuis de longues années. C'est ce même Stawirej — dont l'humour était bien particulier — qui plaisantait de la sorte avec Gawlowska : « Qui est prêt à acheter Gawlowska pour un quart de vodka, car son mari est malade? » Ces brimades qui se renouvelaient tous les jours au grand désespoir de Gawlowska, un parchemin ne suffirait pas pour les énumérer. Témoignage de cette infernale injustice, elle porte toujours sur elle tous les papiers relatifs à l'affaire de son fils. Et lorsqu'elle la raconte, elle ne parle pas des juges qui ont condamné son fils à mort — ceux-là, elle ne les a jamais vus —, mais des gens qui la torturaient, lentement, peut-être, mais tous les jours. Trois noms reviennent sans cesse dans ses récits : Stawirej, Wiznek, Keczynski, alors membres de l'exécutif de l'organisation du base du Parti. L'un d'eux, Keczynski, fait partie de l'exécutif de l'atelier W-7 récemment élu.

Aleksander Burke. Serrurier-mécanicien, membre du Parti

Socialiste Polonais depuis 1932, travaille depuis douze ans à Pafawag. Il raconte diverses histoires sur Wiznek, ancien secrétaire de l'organisation de base du Parti. Celle-ci, entre autres : En 1953, on procéda à l'élection des hommes de confiance (délégués du personnel. N.d.T.) du syndicat. Wiznek appela Burke, qui était chef de groupe du Parti, et lui donna un ordre : interdiction sous aucun prétexte de réélire Skowronski, ancien délégué. Le motif? : Skowronski a été rayé de la liste des membres du Parti, pour non-payement de ses cotisations. Je ne sais si Skowronski était ou non un mauvais membre du Parti, mais il devait être un bon délégué, puisqu'il fut réélu, et à l'unanimité, par les ouvriers. A cette nouvelle, Wiznek commença par crier, puis se mit à agir. Skowronski fut révoqué, tandis que Burke eut « une histoire » et c'est tout juste s'il ne fut pas chassé du Parti.

Outre les histoires de Gawlowska et de Burke, j'en entendis bien d'autres. Par exemple, les membres du Comité révolutionnaire sont arrivés à la conclusion que les militants staliniens avaient, à l'époque. par leurs intrigues, chassés des dizaines d'excellents spécialistes de l'atelier W-7, ce qui entraînait une baisse régulière de la qualité de la production. On m'a raconté la façon illégale dont la secrétaire du directeur avait été mise à la porte. comment on avait persécuté des membres du Parti de la valeur du nouveau secrétaire de l'organisation de base — Siemko —, et bien d'autres choses encore.

La justice se fait

Le dimanche 25 décembre, à l'atelier W-7, s'est tenue une réunion ouverte de l'organisation de base du Parti. Dans la salle, sur 600 ouvriers, la moitié environ étaient présents, ce qui est considérable pour un dimanche, alors que tout près, au club de Pafawag, les boxeurs de l'usine livraient des assauts héroïques à l'équipe de « Brda ». La réunion dura sans interruption de 9 h 30 à 17 h 30. En dehors des votes, tout le temps fut consacré à régler les comptes touchant l'activité passée des vieux militants du Parti. A la longue litanie d'injustices, entendue la veille au Comité révolutionnaire, s'en ajouta une seconde, plus longue encore. Je ne la résumerai pas ici, faute de place. En définitive, les questions soulevées pendant cette réunion pourraient être réparties en deux groupes. Le premier, ce sont les injustices commises, qui découlaient du fonctionnement « normal » du système stalinien. J'y rangerais l'histoire de l'élection du délégué et maintes autres. Le second groupe se compose d'injustices commises par

ces anciens militants et dont on ne peut cependant rendre ce système directement responsable. Tout simplement, si Stawirej était un vulgaire contremaître, profitant de ses fonctions à des fins personnelles, le système stalinien n'en est pas responsable de façon directe. Bien qu'il faille dire que ce n'est pas par hasard que Stawirej se soit maintenu si longtemps à son poste. En réponse à toutes les critiques qu'ils faisaient à son adresse, les ouvriers se sont toujours entendu répondre qu'il était un cadre et un excellent militant. Et du moment que c'était un cadre et un excellent militant, on lui pardonnait aussi bien ses malhonnêtetés que le fait qu'en tant que contremaître de la soudure, il avait des notions plutôt vagues de la technique de son métier. Presque tout le monde a souligné cette dernière circonstance avec beaucoup de rancune. Les ouvriers étaient furieux de se voir commandés par un individu qui connaissait le métier beaucoup moins bien qu'eux, et cela, uniquement en raison de ses « états de service politiques ».

Il me semble que les résultats de cette réunion ont été en définitive très bons. Je pense en premier lieu au résultat psychologique qu'en tout état de cause on ne doit pas sous-estimer. Tout le monde a pu dire à haute voix et en toute franchise, à une réunion ouverte du Parti, ce qu'il pensait de ceux qui, récemment encore, étaient les maîtres — sinon de leur vie et de leur mort — en tout cas de leurs salaires et de leur travail en général. C'est là une question très importante et lorsque l'on réfléchit à toute cette « campagne de règlement de comptes », on n'a absolument pas le droit de la négliger. La justice consiste entre autres à avoir le droit de dire ouvertement : j'ai été victime d'une injustice. Du moins, la justice dans nos conditions.

En second lieu, le sentiment de justice des ouvriers de l'atelier W-7 a été satisfait, puisqu'ils ont décidé à l'unanimité de retirer à Stawirej ses fonctions de contremaître et de le rétrograder à un travail physique, de transférer Wiznek et Keczynski à d'autres travaux dans leur profession.

En troisième lieu — un nouvel exécutif a été élu, qui peut commencer le travail politique. L'exécutif précédent, en raison de la présence en son sein de Keczynski, ne pouvait rien faire. Les ouvriers, tout simplement, n'en auraient pas tenu compte. Sinon dans un sens négatif.

Des roles plus ou moins d'avant-garde

L'histoire de la réunion dont je viens de parler, est la suivante. Dix jours plus tôt, s'était tenue une réunion de l'organisation de base du Parti, comportant compte rendu d'activité et élec-

tions. Pour reprendre l'expression des camarades, ce fut « couci-couça ». Quelques nouveaux camarades furent élus à l'exécutif, mais aussi le fameux Keczynski. Les jeunes du Comité révolutionnaire, à cette nouvelle, placardèrent le « flash » suivant : « Nous mettons les ouvriers en garde contre la grande gueule qui a été élue à l'exécutif de l'atelier W-7. Signé : le Comité révolutionnaire de la jeunesse. »

Keczynski déchira immédiatement le « flash », mais la chose était faite. Du reste, même sans le « flash », l'indignation était générale. Le 21 novembre, se tint un meeting. Keczynski se leva le premier et se mit à crier qu'il ne permettrait pas que l'on sape l'autorité du Parti et que, du reste, ils verraient ce qu'ils allaient voir. Le meeting finit en queue de poisson : personne ne voulait prendre la parole. Mais le Comité révolutionnaire et une partie de l'exécutif en vinrent à la conclusion qu'il fallait convoquer une nouvelle réunion de l'organisation de base du Parti, tirer l'affaire au clair et refaire des élections.

Voilà, à mon avis, un phénomène des plus caractéristiques quant à ce qui se passe dans notre pays. Ainsi que le dit un de mes amis, joueur d'échecs amateur, « le Parti est à la traîne ». En règle générale, nous sommes presque toujours en retard. En règle générale, ce n'est pas nous qui dirigeons les événements, mais ce sont eux qui nous obligent à prendre position. N'aurait-il pas mieux valu que ce n'eût pas été le Comité révolutionnaire, mais les membres du Parti eux-mêmes, à leur première réunion, qui fussent arrivés à la conclusion qu'un tel « règlement de comptes » était nécessaire? Mais c'est précisément là ce que l'on appelle « être à la traîne ». C'est bien qu'un Comité révolutionnaire eût fonctionné à l'atelier W-7, qui, avec certains membres de l'exécutif, prépara cette réunion de façon telle qu'elle n'aboutisse pas à une « dintojra » [terme yiddish évoquant un jugement rituel. N. d. T.].

On parle chez nous du rôle d'avant-garde du Parti. Qu'il devrait, qu'il joue, etc., ce rôle. Dans l'ensemble de cette « campagne de règlements de comptes », le Parti ne joue pas un rôle d'avant-garde. Dans le meilleur des cas, comme cela se produisit à l'atelier W-7, il se rallie à la dernière minute, empêchant de la sorte « le travail de sape ». Mais, camarades, ne parlons pas tant du rôle d'avant-garde. Il faut tenir compte de la situation réelle et se souvenir de la fable du moineau, qui nous apprend que dans de telles conditions, il ne faut pas gazouiller.

Seconde digression, sur une question de vocabulaire

Je n'ai pas l'intention de décrire la réunion du Parti à l'atelier W-7 comme s'il s'agissait d'une crèche pour nourrissons, associée à un institut pour jeunes filles nobles. Au cours de la réunion, des mots tels que « pouilleux », « judas », « buveur de sang », etc., pleuvaient. L'un des ouvriers, qui racontait comment il avait été injustement condamné à une amende, s'était entendu répondre par sa femme : « Oles, remets-toi, bois un quart de vodka et fous-toi de ce blanc-bec. » Une ouvrière dont Stawirej s'était vengé parce qu'elle l'avait rebuté, racontait : « Pourquoi est-ce que j'ai passé deux semaines en prison? Qu'est-ce que le contremaître voulait de moi? Parce qu'il n'avait pas obtenu de rendez-vous, qu'il n'avait pas réussi à me baiser? » Ça peut déplaire à certains. Mais en fin de compte, comment ces gens devaient-ils parler? Dire que... « le camarade Keczynski, malgré de nombreux succès, a commis certaines infractions... »? Allons, ne soyons pas des enfants.

Autre chose : c'est que tout cela ne s'est pas passé sans quelques déclarations démagogiques. Quelqu'un exigea que l'on ne donne pas la parole à Wiznek, Stawirej, ni Keczynski. Un autre criait qu'on avait été injuste à son égard, sans citer un seul fait. Enfin, quelqu'un dit carrément, en s'adressant à tous les membres du Parti : « Que la pointe de ces insignes avec Staline puisse vous percer le cœur ». Quelqu'un d'autre (le camarade Szymczak. je crois), se mit à crier : « Les preuves sont inutiles — nous n'avons pas confiance, ça suffit! »

J'ai l'impression que beaucoup de journalistes traitant dernièrement de cette question, font une erreur en ne voyant que ce côté de la question. Je n'ai pas l'intention de le minimiser. Mais, pour la réunion dont je parle, l'essentiel fut que les ouvriers sans-parti ne voulaient pas que des salauds soient membres de l'exécutif du Parti. Et le sens objectif de tout cela c'est, très nettement, que les ouvriers veulent avoir un parti honnête. C'est l'essentiel. C'est une exigence à laquelle nous — membres du Parti — devons répondre; sinon, nous ne servons à rien.

La « Dintojra »

On parle avant tout, dans nos journaux, des injustices que l'on commet contre les innocents. C'est là, à mon avis, une lourde faute, qui ne peut donner aucun résultat positif. Cela ne signifie

pas que je nie l'existence de faits négatifs dans l'ensemble de la « campagne de règlements de comptes ». Il est vrai que la majorité des articles ne se réfèrent pas à des cas concrets et que moi-même je n'ai pas été le témoin direct d'une histoire de ce genre, parfaitement insensée et réactionnaire; néanmoins, je vais raconter la réunion qui s'est tenue aux « Swidnickie Zaklady Bialoskornicze », alors que je me trouvais à Wroclaw. Un témoin oculaire m'a raconté cette réunion, et je n'ai nulle raison de ne pas le croire.

Là-bas, les ouvriers ont sorti sur des brouettes la directrice du service du personnel et un ouvrier. La seule raison — me dit mon interlocuteur — c'est que cette femme luttait contre les vols très fréquents dans cette usine, et que cet ouvrier l'avait prévenue qu'on voulait la chasser. Je pose que cette histoire est vraie. Je pose que des démagogues, des carriéristes, et même des réactionnaires déclarés s'associent à cette « campagne de règlements de comptes ». Comment peut-on s'opposer à eux? Est-ce à l'aide d'articles insipides, en invoquant l'amour du prochain, propre aux marxistes et aux chrétiens? Il n'y a, me semble-t-il, qu'une façon de s'y opposer. Les Comités révolutionnaires, les K.Z.M., les nouveaux exécutifs (bureaux) du Parti devraient prendre la tête de cette action, devraient la mener de telle sorte que les démagogues et ceux qui désirent faire une carrière ne puissent se faire entendre.

Pendant mon voyage avec la Commission de Réhabilitation, je fus témoin, entre autres, du cas suivant : un individu exclu du Parti pour de nombreuses escroqueries demandait à être réintégré. Il est hors de doute que de telles gens essayent de se faire entendre pendant la « campagne de règlements de compte ». Qu'est-ce que ça prouve? Que nous devons, à cause de ça, renoncer à régler nos comptes avec le stalinisme? *Je ne crois pas que cela soit possible. Et même si c'était possible, ce serait en tout cas nuisible.* C'est pourquoi je répète une fois encore : les simples membres du Parti, les bureaux nouvellement élus, les Comités révolutionnaires, les K.Z.M. devraient s'efforcer de la mener de façon sensée, juste et conforme — en outre — aux intérêts du socialisme. Et rendant en outre impossible la victoire des démagogues et des carriéristes.

Les fascistes

L'une des fautes essentielles que l'on commet en jugeant les processus dont il est ici question, est d'identifier les règlements de comptes justes et nécessaires avec le passé — et les agissements des « hooligans » ou des fascistes proprement dits.

Pendant que j'étais à Wroclaw, deux hommes furent assassinés. Un Juif, et un Polonais qui fut assassiné uniquement parce qu'il avait l'air d'un Juif. Ce dernier, par un groupe de conscrits qui couraient autour de la gare centrale de Wroclaw en criant : « Donnez-nous du Juif! », jusqu'à ce qu'ils s'en prennent à un coiffeur, un brun avec un long nez, qu'ils blessèrent à coups de couteau, tant et si bien qu'il mourut à l'hôpital.

Certains de nos staliniens (et souvenons-nous que récemment encore, ils ne méprisaient pas l'antisémitisme comme moyen de se rendre populaires) disent : voyez à quoi tout cela mène.

Quoi? A quoi cela mène-t-il? Est-ce que véritablement les choses sont telles que de révoquer des gens qui se sont compromis *doive* entraîner un regain d'activité des éléments criminels et fascistes? Je ne pense pas qu'il en soit ainsi. Mais, encore une fois, cela dépend de l'activité des Comités révolutionnaires, des groupes de jeunes, des organisations du Parti. Je pense que le Comité révolutionnaire des Étudiants de l'École Polytechnique de Wroclaw qui a à l'actif de son travail utile et fructueux plusieurs intelligentes résolutions sur la Hongrie, devrait également entreprendre une action contre le chauvinisme obscurantiste. Ne nous faisons pas d'illusions; ce sera une action moins populaire que celle concernant la Hongrie. Mais si l'on est révolutionnaire, si l'on veille à la pureté morale de la lutte contre le stalinisme, il faut également savoir entreprendre des actions impopulaires. Ce n'est d'ailleurs pas une action uniquement morale. C'est une affaire politique. Il faut arracher l'arme des mains des staliniens. Il faut sans cesse se souvenir que le plus grand danger, pour la Pologne, ou du moins l'un des plus sérieux, c'est une provocation de type stalinien, visant à freiner la démocratisation.

Ttroisième digression, ou : les points sur les i

☞ Le camarade Siemko, nouveau secrétaire de l'organisation de base du Parti à l'atelier W-7, parlant devant un meeting de jeunes, a notamment déclaré : « Nous savons, malheureusement, ce qu'il en était vraiment. Non seulement les cadres, mais l'immense majorité du Parti, étaient staliniens. C'est pourquoi il faut savoir faire la différence entre staliniens passifs et nuisibles. Entre ceux qui jusqu'à le dernière minute ont combattu les nouvelles forces et ceux qui, depuis un ou deux ans déjà, ont commencé à lutter pour le nouveau. »

Ainsi donc, les points sur les *i*. Si tout le Parti était stalinien, si nous luttons contre le stalinisme — ne faudrait-il pas liquider

Parti? Ne vaudrait-il pas mieux le liquider et recommencer à lifier un parti communiste en Pologne?

Mon Dieu, comme il serait plus facile, du moins en partant une morale comprise de façon abstraite, d'agir de la sorte! ne m'est pas facile d'écrire ainsi : je suis membre du Parti depuis ize ans. Et je ne sais pas quelle décision je prendrais si nous vions dans d'autres conditions, si, par exemple, la Pologne se ouvait à la place de l'Islande. Mais changer la position géograuique de la Pologne ne peut constituer un programme politique. n programme politique s'établit dans des conditions concrètes. a morale et la justice, les plus nobles soient-elles, doivent être ncrètes. Et c'est pourquoi il faut se dire que poser la question omme je viens de le faire à l'instant est, soit impossible, soit tout onnement réactionnaire. Car la seule conséquence d'actes allant ins ce sens serait la perte de notre indépendance. Et cela, doivent comprendre même ceux qui ne sont pas le moins du monde essés d'être en régime socialiste. Car tel est l'intérêt national. intérêt national exige que l'on soutienne aussi activement que ssible les forces antistaliniennes du Parti. Car j'estime qu'elles, elles seules, seront en état de garantir, quand elles en viendront fin à édifier un programme positif, tant l'indépendance qu'une suffisamment honnête, débarrassée de la faim et de la peur, ns ce pays. On s'indignera peut-être que je ne parle pas ici de cialisme. Parce que nous sommes encore très loin de ce régime. faut donner à manger aux gens, il faut qu'ils puissent s'habiller nvenablement, qu'ils cessent d'être logés comme du bétail, 'ils puissent renforcer et élargir la liberté qu'ils viennent d'acérir. Personnellement, je suis persuadé que tout cela est en pport avec le socialisme. Mais je proposerais de ne commencer parler de long et en large du socialisme que lorsque le niveau vie moyen de la Pologne se rapprochera — disons — de celui la France. Alors, ce mot aura une puissance magnétique. Pour stant, il n'a qu'une acception négative : c'est la négation de ploitation capitaliste et ce devrait être, de plus en plus, dans onscience des hommes, la négation du système stalinien. Son tenu positif est, pour l'instant, infiniment plus pauvre.

N'EST-CE QU'UNE QUESTION D'HOMMES? OU : A PROPOS DU PROGRAMME.

ans la grande salle du foyer de Pafawag, pendant mon séjour roclaw, deux réunions se sont tenues. L'une fut organisée par onseil ouvrier provisoire et portait sur les futurs statuts du

Conseil. L'autre avait été convoquée par le Comité révolutionnaire de la jeunesse. Elle devait être consacrée à l'élection du Comité d'usine, mais l'assistance jugea, à juste titre, qu'il valait mieux que chaque atelier désigne ses délégués au Comité d'usine. Il y avait environ 170 personnes à la première réunion, et 300 à la seconde. Je sais par ailleurs qu'aux établissements Rosa Luxembourg de Varsovie, 80 personnes seulement assistèrent à la discussion sur le projet de statut du Conseil ouvrier. Je suis incapable pour l'instant d'expliquer ce phénomène, bien qu'il soit incontestablement des plus inquiétants.

Il me semble cependant que l'une des raisons réside dans ce qui — d'après ce que j'ai observé — constitue pour l'instant l'aspect négatif essentiel et le plus grave de « la campagne des règlements de comptes ». (Je souligne que ce n'est là que l'une des raisons, ce qui n'épuise pas l'ensemble du problème). Or, le défaut le plus grave de cette « campagne », c'est qu'elle se ramène le plus souvent, dans la conscience de la majorité des ouvriers, à écarter certaines personnes et à nommer d'autres gens à certains postes. En outre, des difficultés surgissent pour les nominations car il est plus facile de dire qui l'on ne veut pas, que qui l'on veut. C'est pourquoi j'estime que ceux qui sont à l'avant-garde du processus de déstalinisation de la Pologne devraient expliquer que des changements dans le personnel responsable n'ont de sens que lorsque les hommes nouveaux viennent avec un nouveau programme d'action. Dans le cas contraire, ces hommes nouveaux ne feront rien. C'est pourquoi l'intérêt des ouvriers de Pafawag ne consiste pas seulement à ce que des individus somme Stawirej, Keczynski ou Wiznek cèdent la place. Il est également important que le Conseil ouvrier devienne le véritable organe du pouvoir ouvrier, qu'il agisse sur des bases aussi sensées que possible. Croyez-moi, chers camarades, chasser Wiznek est beaucoup plus facile que de diriger l'usine. Et c'est cela que nous devons tous apprendre ensemble. Et nous ne l'apprendrons pas, si nous ne voyons pas plus loin que le bout de notre nez, — si, après avoir chassé ceux qui nous ont fait des torts, nous rentrons tranquillement chez nous.

Roman Zimand*

Po Prostu, nº 50 (412),
9 décembre 1956

ÉDITORIAL SUR LES ÉLECTIONS

Publié à quelques heures des élections du 20 janvier, cet éditorial ·finit la position du journal sur le sens de cette consultation popu- ire. Trybuna Ludu *déclare qu'il prend « en fait position contre le ot d'ordre du Parti, qui appelait à ne rayer aucun nom sur les ılletins de vote » (p. 1195).*

Aujourd'hui, nous ne parlons pas en journalistes, mais en toyens de ce pays. Nous prenons la parole à la veille de l'élection ı pouvoir suprême de la nation — de la Diète de la République opulaire de Pologne. Au moment où notre journal sortira des esses, quelques heures seulement nous sépareront de cet acte ır lequel nous déciderons de la façon dont évoluera à l'avenir le éveloppement de notre patrie.

Ce n'est pas seulement un acte dont l'importance politique t immense, mais un acte qui engage la grande responsabilité rsonnelle de chaque électeur. C'est, pour le pays, un examen néral de maturité politique.

On dit qu'une révolution s'est accomplie en Pologne pendant ; journées d'Octobre. Ce n'est que partiellement vrai. En Octobre, ul s'est accompli le premier acte de la révolution. Octobre a nforcé notre souveraineté et ouvert la possibilité de créer notre opre voie nationale de développement socialiste. La réalisation programme dans lequel la classe ouvrière et tout le peuple lonais mettent leurs espoirs ne peut — dans nos conditions écifiques et difficiles — s'opérer qu'au moyen de transformations ɔgressives. Telle et telle seulement peut être la future voie de Révolution polonaise.

Trois mois à peine se sont écoulés depuis Octobre. Ce n'est tainement pas un laps de temps suffisant pour rendre le peuple ıreux, pour résoudre tous les difficiles problèmes et toutes contradictions qui se sont accumulées. Il faut prendre con- ɜnce des proportions presque catastrophiques de la situation ıs laquelle s'était trouvé notre pays, pour apprécier comme il

convient les réalisations malgré tout considérables de la dernière période.

Aujourd'hui encore, tous les dangers n'ont pas disparu. Les nuages accumulés à l'horizon politique n'ont absolument pas été dispersés. La situation intérieure est difficile, notre situation internationale plus difficile encore.

Édifier dans ces conditions l'avenir de la Pologne exige à coup sûr du courage, mais nous avons besoin avant tout de prudence et de calme. Dans de tels moments, il est nécessaire de mobiliser toutes les forces et de réaliser l'unité d'action. Ce n'est pas le moment de régler nos comptes avec l'histoire, et la journée des élections ne saurait être celle où l'on rend partout la justice.

Ceux-là mêmes pour qui la victoire d'Octobre en Pologne fut une catastrophe et qui regardent avec appréhension le renforcement de notre système d'État, cherchent à exploiter les incompréhensions de la situation présente et les désenchantements prématurés. Ils veulent profiter des présentes élections pour miner la confiance et compromettre la direction du gouvernement et du Parti, et le camarade Gomulka en premier lieu. Ils y associent l'espoir de récupérer ou de raffermir leurs postes, d'assister à un retour aux anciennes méthodes de gouvernement. Ils en appellent au boycottage des élections ou bien ils incitent à rayer des listes électorales le nom des candidats du Parti ouvrier polonais unifié. Les informations qui nous parviennent de l'ensemble du pays indiquent qu'ils ne se heurtent pas partout à l'opposition nécessaire.

Chaque faute que nous commettons facilite cette besogne. On leur a donné un terrain particulièrement favorable là où sur les listes électorales ont été inscrits des gens qui ne le méritaient pas. Et malheureusement, comme l'a dit le camarade Gomulka : « Tenant compte des déclarations électorales de certains candidats, du reste peu nombreux, on peut aller jusqu'à dire qu'en tête de liste se sont trouvés des candidats qui ne méritaient pas d'être désignés. »

Ce sont là des faits regrettables. Mais ils sont néanmoins compréhensibles, et dans certains cas, peut-être même inévitables, si l'on tient compte de toutes les circonstances et conditions dans lesquelles ces premières élections depuis Octobre ont été préparées. Des erreurs peuvent s'être produites pour les premiers et les derniers noms figurant sur les listes électorales. Des fautes pouvaient se produire et se sont produites dans l'établissement des listes et dans la conduite même de la campagne électorale. Mais nous n'avons pas le droit de nous laisser gagner par les senti-

ments. Dans ces questions, il faut se faire une opinion calme et sage.

Il ne s'agit pas seulement, par ces élections, de désigner les quatre cents et quelques membres de la nouvelle législature de la Diète. Leur sens est beaucoup plus important. Elles constituent un plébiscite national qui doit, entre autres, donner une réponse à la question essentielle pour chaque Polonais : pour ou contre la voie polonaise vers le socialisme.

Telle sera la signification objective du résultat des élections, non seulement pour la Pologne, mais pour l'étranger. C'est pourquoi le mot d'ordre de boycotter les élections et de rayer l'ensemble des listes électorales est dirigé — quelles qu'en soient les intentions — non seulement contre la Pologne socialiste, mais également contre la lutte pour une Pologne souveraine.

L'appel à rayer le nom de tous les candidats du P.O.P.U. a un sens analogue. Là où il n'est pas le résultat d'une provocation consciente, il ne peut être que la conséquence d'une absence de jugement ou d'un défaut d'orientation. En effet, la ligne de combat entre le nouveau et l'ancien ne passe pas en Pologne entre des partis, des associations ou des groupements politiques. Ce front est plus compliqué : il passe au sein des groupements et des partis. Dans cette lutte, ce sont les militants du Parti les plus d'avant-garde qui sont à la tête des forces de la révolution. Ce sont de tels militants en premier lieu qui ont été placés sur les listes du Front d'Unité nationale. A leurs côtés, il y a également des candidats membres du Parti, spontanément proposés par les ouvriers dans les usines, par les étudiants, les intellectuels. Ainsi donc, le tranchant du mot d'ordre perfide contre les candidats du Parti est dirigé en fait contre tout le mouvement révolutionnaire d'Octobre.

Telle est la raison pour laquelle chaque électeur devrait réfléchir avant d'apporter sa voix. En votant, souvenons-nous que ce qui a la signification la plus décisive pour l'avenir du pays, c'est le *programme* de renouveau et de transformation de la République pour lequel nous nous prononcerons, et non la personne de tel ou tel candidat.

La majorité de ceux qui figurent sur les listes du Front d'Unité nationale soutiennent le programme de l'Octobre polonais. Faisons confiance aux meilleurs d'entre eux. Votons pour le programme né des exigences unanimes de la population.

Po Prostu, n° 3 (418),
20 janvier 1957.

Stanislaw Chelstowski et Wlodzimierz Godek.

L'AUTONOMIE OUVRIÈRE EN DANGER

L'article suivant, que cite Trybuna Ludu *dans son réquisitoire (p.* 1193), *n'est que l'une des nombreuses études consacrées par* Po Prostu *au problème de l'auto-gestion ouvrière. C'était là, on le sait, l'un des principaux sujets de divergences doctrinales entre l'équipe du journal et la direction du Parti.*

Dans l'article « Les Faussaires » publié dans le dernier numéro de *Po Prostu*, nous racontions l'histoire de la création du Conseil ouvrier aux Établissements métallurgiques de Bielsko-Biala. Cette histoire, ayant un arrière-goût d'affaire criminelle, constitue une excellente illustration de la thèse bien connue, que le « nouveau » naît dans une lutte acharnée contre « l'ancien ». Le groupe d'hommes qui administraient la production et qui quittaient le pouvoir, a eu recours à toutes les méthodes, jusques et y compris la falsification des élections, pour empêcher la constitution du Conseil ouvrier.

Ce n'est pas seulement à Bielsko que l'on s'efforce d'empêcher le personnel de prendre en mains la direction de l'entreprise. Mais, comme cela se produisit aux Établissements métallurgiques de Bielsko, les ouvriers « se tirent d'affaire » à peu près partout de ce genre d'incidents. Ils élisent un Conseil, où siègent, dans la plupart des cas, des travailleurs jouissant de leur confiance; ensuite le Conseil élit son Præsidium et se met au travail, à un travail normal et quotidien. Mais ce n'est qu'à partir de ce moment-là que les véritables difficultés commencent...

Des affaires qui n'ont rien de criminel

— Qu'avez-vous l'intention de faire maintenant? — avions-nous demandé à l'ingénieur Skulimowski, président du Conseil ouvrier des Établissements métallurgiques. Au cours de la conver-

sation, après une vaste discussion, Skulimowski fit un geste d'impuissance et reconnut qu'à vrai dire, les perspectives d'une activité efficace du Conseil ouvrier nouvellement élu étaient minimes...

Le Conseil ouvrier, il est vrai, a désigné cinq commissions : des plans de production, de la gestion des matières, des normes et salaires ainsi que de l'organisation de la production; du progrès technique; de la production auxiliaire; de la formation professionnelle; ainsi qu'une commission économico-financière. Ces commissions ont dans leur ressort les problèmes essentiels de l'établissement. D'où vient donc ce pessimisme du président du Conseil ouvrier?

— Cependant, votre *organisme d'autogestion...*

— Je vous demande pardon — précise l'ancien directeur de l'entreprise, présent à l'entretien — ce n'est pas un organisme d'autogestion, mais un *Conseil ouvrier!*

— N'est-ce pas la même chose?

— Non! Un organisme d'autogestion *dirige* et un Consei *conseille!*

Le terme de « Conseil » recouvre effectivement, pour les directeurs de maintes entreprises, et surtout pour les directeurs des échelons supérieurs, une acception très importante. Ils traitent, en effet, la représentation statutaire du personnel comme un organe consultatif. Le Conseil conseille donc, et les directeurs dirigent...

Le Conseil ouvrier des Établissements métallurgiques de Bielsko, bien qu'il existe depuis plus d'un mois, n'a pas encore à son actif la moindre activité en tant qu'administrateur de l'entreprise. Il n'a pas pu le faire, étant donné que tout le temps qui s'est écoulé depuis sa création a été consacré à sa lutte contre la clique de la direction. Et que font les autres Conseils ouvriers?

Dans les Établissements d'Installations techniques de Bielsko, le Conseil s'occupe de futilités, par exemple : pendant combien d'années on n'a pas le droit de congédier un membre du Conseil ouvrier (lorsqu'il a cessé d'être en fonction), etc. Et, en général, il se dispute avec la direction. Aux Établissements de réparation du matériel ferroviaire de Nowy Sacz les cheminots se réjouissent d'avoir élu récemment leur Conseil. Mais le Conseil? Il règle certaines affaires de personnel et lui aussi... il jouit de la confiance. C'est là un phénomène caractéristique : la majorité des Conseils ouvriers est, en règle générale, passive — ils ne font preuve d'aucune activité.

Cependant le personnel des entreprises met de grands espoirs dans les Conseils ouvriers qu'il vient d'élire. Dans nos conversa-

tions avec les ouvriers, nous avons ressenti une certine confiance en soi — la confiance propre aux hommes qui savent qu'ils possèdent un organisme au pouvoir qui soutient leurs intérêts.

Les ouvriers voient dans les Conseils les organes suprêmes du pouvoir dans l'entreprise. Le Conseil est pour eux le symbole des changements d'Octobre, la preuve véritable qu'ils deviennent enfin les véritables co-propriétaires des moyens de production, les utilisateurs de plein droit des richesses appartenant à l'ensemble de la nation, de la propriété sociale.

Pourquoi donc existe-t-il une contradiction, qui saute aux yeux dans presque chaque entreprise, entre les justes idées du personnel sur le rôle décisif du Conseil ouvrier, et l'inquiétante passivité de ce dernier? Car ce sont vraiment les meilleurs travailleurs qui font partie des Conseils ouvriers. Le Conseil est élu dans la majorité des cas par un scrutin vraiment démocratique. Il possède donc le soutien de ses électeurs. Sa passivité ne peut donc découler de causes résidant dans le Conseil même, et le manque d'expérience ne peut l'expliquer que partiellement.

Ce qui est décisif, ce sont les conditions dans lesquelles il est donné aux Conseils ouvriers de travailler.

Qu'est-ce qui suscite l'inquiétude?

Aucun de ceux qui ont observé, ne serait-ce que superficiellement, l'évolution des événements entre le 27 juin et le VIIIe Plenum, en Pologne, ne peut douter qu'une vague révolutionnaire grossissait dans le pays. Apprécier ce mouvement, analyser ses mots d'ordre et ses revendications, le confronter avec la période qui a suivi le VIIIe Plenum — ce n'est évidemment plus l'affaire d'observations hâtives, mais d'études sociologiques précises et scientifiques.

On peut cependant remarquer certaines choses du premier coup d'œil.

La période où se constituaient les Conseils ouvriers, le désir d'aboutir à l'autogestion dans les entreprises — tout cela a commencé en même temps que s'amplifiait un mouvement de masses qui avait tous les traits d'un mouvement révolutionnaire. Bien plus — le mot d'ordre d'autogestion fut lancé par le mouvement révolutionnaire au cours de la lutte du personnel des entreprises contre la gestion centraliste de l'économie par la bureaucratie, dans leur lutte contre les dommages et le gaspillage que cette gestion centrale avait apportés dans tous les domaines de la vie.

Ce mouvement — en mettant en avant le mot d'ordre de l'auto-

stion ouvrière — n'avait pas pour objet d'apporter quelques tites corrections au modèle économique existant. Il s'agissait ant tout de modifier radicalement ce modèle, d'édifier le sociame conformément aux conditions nationales. Il est clair que rapport indissoluble existant entre le mouvement révolutionire et le développement de l'autogestion ouvrière a pour preère conséquence que ces deux phénomènes sont interdépendants. ns la mesure où le mouvement hésite, où la vague révolutionnaire calme ou grossit — la lutte pour l'autogestion faiblit ou se force.

Évidemment, un développement régulier de l'autogestion ne it que comporter des menaces pour le groupe des bureaucrates, ır la situation présente de ceux qui décident de la production. nme l'a dit à l'une des réunions le secrétaire de l'organisation Parti à Zeran, — le camarade Gozdzik : « La bureaucratie et Conseils ouvriers ne peuvent pas se marier! » On ne doit donc s'étonner si la bureaucratie se défend et essaye par tous les yens de torpiller les Conseils ouvriers déjà constitués.

Pourquoi sonnons-nous l'alarme et déclarons-nous : l'autotion ouvrière est en danger? Ce n'est pas seulement parce que ıs sommes les témoins de la façon dont, dans de nouvelles ditions, le vieux système de direction centrale se maintient.

Nous sonnons l'alarme, parce que dans cette question, on ne t tolérer de compromis. On ne peut pas « marier la bureauie et l'auto-gestion ». Limiter les compétences des Conseils riers, c'est limiter la démocratisation. Car les Conseils ouvriers t l'élément fondamental, et pour l'instant le plus important nent constructif, de la voie polonaise vers le socialisme; ıettre un compromis dans cette question, c'est en réalité oncer à cette voie.

'autogestion ouvrière est avant tout une institution de carac- politique et propre au régime. Elle remet en effet la gestion moyens de production entre les mains des producteurs directs e personnel ouvrier. Cela crée un précédent qui devrait se éraliser dans tous les domaines de la vie. Tout devrait être, out, dirigé par les producteurs directs — qu'il s'agisse de ure, de science ou de biens matériels.

pendant, on propose dernièrement aux Conseils ouvriers des es portant sur la lutte contre le gaspillage, sur le développet du progrès technique, etc. Ce sont évidemment là des tâches es et extrêmement importantes dans notre difficile situation omique. Les doutes n'apparaissent qu'à partir du moment on ne parle *que* de ce genre de tâches et que, simultanément,

on se tait sur d'autres points. On se tait en premier lieu sur signification des Conseils ouvriers du point de vue politique.

Et ce silence entraîne des conséquences supplémentaires. D conséquences qui ne sont pas avantageuses pour les jeunes Consei ouvriers. Voici que le vieux groupe des administrateurs, profitar du fait qu'il reste toujours au pouvoir — surtout en province – redouble de jour en jour ses attaques contre l'autogestion ouvrièr Et ce combat revêt divers aspects. Ou bien, comme à Bielsk on falsifie les élections, ou bien, comme à Pafawag, on ne veu pas ratifier les statuts du Conseil ouvrier, ou encore, sous dive prétextes, on sabote les résolutions du Conseil et, le plus souven on le relègue au rôle d'exécutant ou — dans le meilleur des cas - à celui de conseiller du directeur.

Et ce n'est pas là du tout le fait du hasard.

Le compromis est net...

Quelles sont, en effet, les compétences des Conseils ouvrie existant actuellement?

Formellement — presque aucune. La loi sur le fonds d'entr prise, ainsi que la décision sur l'élargissement des compétenc des entreprises n'ont pas été complétées jusqu'à présent par l ordonnances d'exécution indispensables à leur application, tout indique que ces ordonnances ne seront pas promulguées dar les délais légaux (31-1-57). Ce n'est peut-être qu'une questic de formalités, mais elle n'est pas négligeable. L'absence d'ordo nances paralyse, en effet, les initiatives, contraint les Consei ouvriers élus à l'inaction, crée le danger qu'ils se compromette aux yeux du personnel. Pendant ce temps, sur les dix servic intéressés, quatre seulement ont élaboré les projets préliminaire Les institutions centrales ont montré une fois de plus de quel « efficacité » et de quelle « vitesse » elles sont capables. Mais cet lenteur provient-elle uniquement de leur incapacité?

Supposons cependant que ces obstacles formels et burea cratiques aient disparu. Une fois les ordonnances promulguée les circulaires mises au point, les lois sont entièrement mises application. Quel seront alors les compétences des Consei ouvriers?

Il nous semble que dans le taillis des innombrables questio fort compliquées, liées à la gestion de la production moderne, puisse en distinguer quelques-unes d'essentielles. Il s'agit ava tout des suivantes : que produire, combien produire, à quel pr vendre, à qui et à quel prix acheter les matières premières

res matériaux nécessaires à la production? Ou, en d'autres nes : l'assortiment et l'importance de la production, le prix vente et l'approvisionnement-matières.

lalheureusement, dans toutes ces questions, le Conseil ouvrier rien à dire. Ainsi, n'a en principe été modifiée en rien, pour un des points essentiels, la gestion centrale en vigueur de la duction industrielle. Il se peut, du reste, que l'expression « rien ire » soit trop forte. Le Conseil ouvrier peut parler, puisque, formément à la loi du 19 novembre 1956, il peut « *donner son* » sur les indices des tâches incluses au plan. Mais, malheureu-ent, il ne peut pas décider.

vidтомment, il existe d'autres problèmes particulièrement ortants pour la direction d'une entreprise. Par exemple la stion des salaires, des bénéfices, du progrès technique, etc. ıs ces questions, le Conseil a droit de « voter », « fixer » et ne « décider ». Mais, ici aussi, il faut faire au moins deux rves.

n premier lieu, il est difficile d'établir correctement les salaires, utte pour la rentabilité, etc., si l'on ne peut pas décider en ne temps des indices économiques et productifs essentiels de treprise, si ces indices sont établis par d'autres. Prenons un nple. Dans les Établissements métallurgiques de Bielsko, supprimé en décembre, sur décision de l'Office Central, l'un principaux modèles fabriqués. Simultanément, on a supprimé ourniture des matières premières correspondantes. Que peut l'entreprise dans une telle circonstance? Elle envoie à travers e la Pologne des équipes qui cherchent des commandes et des ières premières. La conséquence? une usine parfaitement pée du point de vue technique, ayant des cadres expérimentés, luira très probablement pendant trois mois des charnières r fenêtres sur des machines-outils modernes! Et elle y perdra utre beaucoup, car le prix des charnières est fixé à 18 groszys e, autrement dit à un niveau absolument non rentable. Il ajouter que l'on peut tout aussi bien fabriquer des char-es dans un simple atelier de serrurerie, sans difficultés parti-ìres.

n second lieu — « la décision et le vote » sont sur le champ rtis d'une telle quantité de prescriptions, qu'avec la meil-volonté, le Conseil ouvrier ne peut pas modifier grand chose. ions un second exemple. La décision portant répartition des ìfices est de l'unique ressort du Conseil ouvrier. C'est ce que a loi n° 238. Mais la loi n° 240 ajoute immédiatement : oui, les sommes versées au compte du fonds d'entreprise ne ent dépasser les 8,5 % du fonds des salaires. Elles sont donc

équivalentes, pour l'année, à l'importance des salaires versés un mois au personnel. Il en découle clairement que le Conseil uniquement se borner à décider si cette somme sera versée personnel en tant que récompense, prime ou treizième m Ces compétences sont vraiment étonnamment larges! Falla pour cela procéder à des élections dans toutes les entrepri faire voter plusieurs lois par la Diète et rédiger le nombre cor pondant d'instructions, arrêtés et circulaires?

C'est contre une telle façon de traiter ses initiatives qu'a testé le personnel des Établissements Swierczewski de Varso Les représentatnts du personnel ont présenté un argument a logique : que se passera-t-il si, grâce à un meilleur travail l'application du progrès technique, nous obtenons une son correspondant non pas à 8,5 % du fonds des salaires, mais dis à 100 %? La réponse du ministre Jaszczuk fut claire : vous recevrez pas plus que l'équivalent du treizième mois. Et qu passera-t-il si nous n'obtenons pas les 8,5 %? La réponse ne p pas davantage à équivoque : alors vous recevrez moins, en portion.

Qu'est-ce que le Conseil ouvrier peut donc faire, conformém à la loi?

On lui a permis de prendre certaines décisions qui éta jusqu'à présent de la compétence (guère étendue) du direct Le Conseil ouvrier, en un sens, partage actuellement avec lu pouvoir dans l'entreprise. C'est lui, par exemple, qui décide la structure et du schéma d'organisation de l'entreprise, autrem dit, qui doit décider *comment* exécuter les tâches du plan *impo* par les autorités centrales.

Du reste le législateur, en laissant certaines affaires entre mains du Conseil ouvrier, s'est simultanément efforcé de ne limiter les compétences du directeur (comprendre : des Off centraux et des Ministères, puisque — on le sait — le direct n'est que l'exécutant de la volonté « d'en haut »). Le Cor ouvrier ne peut — lorsqu'il s'agit de la direction — que prop des changements de personnes aux autorités supérieures, et to ces résolutions peuvent être arrêtées par le directeur. Le direct a également conservé « le pouvoir sur le personnel » — il est supérieur. Et l'essentiel, c'est que les conflits entre la direct et le Conseil ouvrier sont réglés non par le personnel, mais les autorités de l'échelon supérieur, autrement dit et précisément, par les fonctionnaires des Offices centraux et ministères.

Dans les conditions actuelles, où existe une direction centr le rôle de ces Conseils est réglé d'avance (nous ne voulons pas

nauvais prophètes). Si, dans l'avenir immédiat, le système estion de l'industrie n'est pas radicalement modifié, les Conseils riers risquent fort de devenir une fiction stalinienne de plus, nt l'illusion que ce sont les masses qui gouvernent.

uelqu'un a qualifié cette loi de victoire de la classe ouvrière. s le bâton peut avoir deux bouts. Rappelons les conditions s lesquelles elle a été mise en discussion à la Diète. A l'époque VIIe Plenum (*juillet 1956 - N.d.T.*), beaucoup de militants rdaient d'un œil défavorable les expériences qui se développnt dans les entreprises. L'apparition des premiers Conseils iers avait provoqué des réactions diverses. La presse se réjouis- les ouvriers pâlissaient sur les projets de statuts, et certains ants étaient pris au dépourvu : jusqu'où ces expériences -elles nous mener?

advint que la loi vint en discussion devant la Diète, alors existait peu de Conseils ouvriers et que ceux qui fonctionnt n'avaient — du point de vue pratique — aucune expérience. nt certainement un mal, que l'on ait décidé dès la naissance enfant, de ce qu'il devait être et qu'il devait faire à l'avenir. t certain qu'une période d'expérimentation plus longue aurait rté une pratique permettant d'enrichir le texte soumis à la e.

alheureusement la loi — sous la forme qu'on peut lire dans Journal des Lois » — donne l'impression non seulement d'une ire de la classe ouvrière, mais également d'un acte d'*autose* de la bureaucratie devant cette nouvelle forme du régime. est possible que les intentions de ses auteurs aient été tout t différentes; mais nous la jugeons cependant, non compte des bonnes intentions, mais des fonctions objectives qu'elle lit actuellement.

de ces fonctions, nous avons parlé plus haut. Les Conseils ers, dans l'esprit de la loi, servent à amortir l'état d'esprit ersonnel, par le transfert d'une partie des compétences du e des administrateurs au Conseil ouvrier.

Voie nationale... mais menant a quoi?

existe actuellement beaucoup de symptômes prouvant la linisation de la Pologne. Cependant, de tous les changements, s important est — à notre avis — la reconnaissance juridique nstitution des Conseils ouvriers. Et parce que c'est là une ation des changements conforme aux tendances du développnt de la Pologne, et parce que les Conseils ouvriers consti-

tuent la base durable d'une transformation radicale du rég
social et économique du pays.

Que personne ne cherche à nous convaincre que le seul fait
l'existence des Conseils ouvriers préjuge de la victoire sur le st
nisme. Les Conseils ouvriers peuvent exister et le stalinisme p
exister — ces deux choses ne s'excluent pas réciproquem
Évidemment, des Conseils ouvriers dans l'esprit de la loi ci-de
analysée.

Que faire, afin de donner aux Conseils ouvriers le rôle qui l
revient?

Il n'est pas de miracles. De même que l'Octobre polonais
le fait des masses populaires polonaises, du courant de gau
dans le Parti, de même le rôle des Conseils ouvriers dép
avant tout de l'attitude du personnel des entreprises, de l'acti
des Conseils récemment élus.

Pour l'instant, l'affaire essentielle — à notre avis — p
les Conseils ouvriers est d'unir leurs efforts. Depuis la publicat
du *Manifeste communiste*, on sait que la base des victoires du m
vement révolutionnaire réside dans la solidarité de la cl
ouvrière.

Actuellement, l'expression de cette solidarité dans la lu
contre la bureaucratie devrait être un accord entre les Cons
ouvriers. Il semble que Varsovie pourrait donner l'exemple :
conditions pour conclure un tel accord y sont sans doute p
mûres. Alors, là où les Conseils ouvriers isolés se cassent la t
contre le mur de la bureaucratie, l'effort commun permett
peut-être de frayer une brèche. Une brèche de ce genre a déjà
creusée par Zeran, par les Établissements d'installations ind
trielles de Nowa Huta; lorsqu'un accord et une coordination
efforts des Conseils ouvriers seront chose faite, il y aura davant
de ces brèches.

Stanislaw Chelstowski e
Wlodzimierz Godek

Po Prostu, nº 3 (418),
20 janvier 1957.

UNE POLÉMIQUE ENTRE
TRYBUNA LUDU *ET* PO PROSTU

CE QUI GÊNE LES CONSEILS OUVRIERS

(*Extraits*)

Le 24 janvier, répondant à l'article précédent, Trybuna Ludu *cisait sa position sur le problème des Conseils Ouvriers.*
Après avoir constaté que l'idée des Conseils s'est enracinée dans classe ouvrière, que la plupart des Conseils fonctionnent correcte-nt et se sont déjà attaqués à des problèmes essentiels du fonction-nent des entreprises : remise en ordre de la production, questions iales ou de personnel, amélioration de la discipline du travail, le rnal étudie les problèmes auxquels se heurtent ces Conseils et qui t, selon lui, de deux sortes : difficultés internes, dangers venant dehors.
Les difficultés internes se ramènent notamment à : 1° manque xpérience des Conseils et croyance naïve du personnel que les icultés pourront être résolues sur l'heure par la seule création des nseils ouvriers ; 2° difficultés suscitées par certains directeurs ntreprises qui ne voient pas que l'indépendance qu'ils réclament r leurs usines ne peut se concevoir sans la création de Conseils vriers.

Au nombre des facteurs de second ordre qui freinent le dévelop-nent des Conseils ouvriers, il faut compter la résistance de la eaucratie [poursuit *Trybuna Ludu*]. Nous avons dit plus d'une que la bureaucratie constitue un grave danger dans la période dification du socialisme. L'autonomie ouvrière, la direction de treprise par son personnel et ses représentants ont été conçues la classe ouvrière et son Parti comme l'un des facteurs les s importants de la « débureaucratisation » du système de ion de notre économie. Faut-il s'étonner dans ses conditions,

de la résistance de la bureaucratie à l'existence et au développe-ment des Conseils ouvriers?

L'article rappelle alors les textes juridiques sur lesquels se fonde le fonctionnement des Conseils ouvriers : loi sur les Conseils, résolution sur l'élargissement des prérogatives des entreprises, lois sur le fonds d'entreprise, et note que leur adoption n'a pas été sans lutte. L'article reconnaît également que le texte fondamental sur l'élargissement des prérogatives des entreprises est pratiquement encore lettre morte, par manque de circulaires d'application. Mais les difficultés ne proviennent pas uniquement de l'absence de textes juridiques, des conflits se produisent également entre Conseils ouvriers et autorités supérieures dans l'activité quotidienne.

Beaucoup de directions générales ne tiennent malheureusement pas compte des nouveaux administrateurs des usines. Elles ne tiennent pas compte du Conseil ouvrier en prenant des décisions primordiales pour l'entreprise; elles nomment des directeurs sans l'accord du Conseil — ce sont là des faits malheureusement fréquents. Certaines directions centrales, privées en fait par les textes juridiques cités plus haut de toute raison d'être (pour certaines d'entre elles, sous leur forme actuelle du moins), se bureaucratisent encore plus et limitent l'indépendance conquise par les entreprises. Il faudra incontestablement, cette année encore, tirer les conséquences de ces faits.

Voici, en gros, la situation dans laquelle se trouve le mouvement des Conseils ouvriers. Quelles conclusions en tirer?

On peut rayer d'un trait de plume — comme le fait *Po Prostu* dans l'article *L'autonomie ouvrière en danger* — ce qui a été fait jusqu'à présent dans l'affaire des Conseils ouvriers et attendre un changement complet du modèle économique. *Po Prostu* part de l'hypothèse que les compétences actuellement reconnues aux Conseils ouvriers leur interdisent toute activité. Cette hypothèse est fausse et c'est pourquoi les conclusions doivent être fausses. Qui, en effet, sinon les Conseils ouvriers soutenus par le Parti deviendra cette force sociale qui aidera à transformer progressivement le modèle économique? Qui, sinon les Conseils ouvriers, à partir de leur propre expérience, posera la question de la rentabilité de nos usines, la question de la suppression ou de la refonte de nos directions centrales, une conception économique et organisationnelle de nos exploitations agricoles d'État?

Les compétences présentes des Conseils le leur permettent. Elles leur permettent également d'élaborer et de réaliser un programme de mise en ordre économique dans chaque entreprise.

Il est exact que les Conseils ne disposent pas d'une entière indépendance mais, dans les cadres de l'indépendance définie par la résolution nº 704, on peut faire beaucoup déjà. Faut-il y renoncer?

Ainsi donc, ce n'est pas avec des mots d'ordre sans contenu, mais par le travail et par la lutte pour renforcer et asseoir les Conseils déjà existants, pour la création de nouveaux Conseils, pour la liquidation ou la transformation de ces éléments inutiles de l'administration économique qui limitent l'indépendance des entreprises, que l'on peut obtenir les résultats souhaités.

(*L'article s'achève par un appel à l'aide aux Conseils ouvriers, qui doit être le fait de l'administration et des syndicats, mais en premier lieu des organisations et des instances du Parti.*)

Trybuna Ludu, 24 janvier 1957.

UNE POLÉMIQUE ENTRE
TRYBUNA LUDU *ET* PO PROSTU

CE QUI GÊNE ET QUI CELA GÊNE

Le 27 janvier, Po Prostu *répondait à son tour à* Trybuna Ludu. *Il note d'abord que la discussion sur l'autonomie ouvrière entre dans une phase nouvelle : la lutte n'est plus menée exclusivement par un groupe d' « hérétiques » ; aujourd'hui l'idée de Conseil ouvrier n'a plus que de chaleureux supporters. Cependant la discussion reste utile, puisque l'on peut déjà se servir d'exemples concrets, d'une part ; d'autre part, parce que tous ne donnent pas à la notion de Conseil ouvrier la même acception, — phénomène normal au début de l'expérience et dans les conditions d'une âpre lutte politique. L'article de* Trybuna Ludu *constitue, selon* Po Prostu, *un important élément de cette discussion. Aussi commence-t-il par le résumer pour ceux de ses lecteurs qui ne l'auraient pas lu, avant de le commenter de la façon suivante :*

Il découle de l'article de *Trybuna Ludu* que les adversaires des Conseils ouvriers se divisent en deux groupes. Le premier est composé d'aversaires absolument anonymes. Voici ce qu'on dit d'eux : « il est également certains directeurs », « il arrive également que les comités d'entreprise », « ici et là », « de nombreuses directions centrales ». Le deuxième groupe, ou plutôt le deuxième adversaire des Conseils ouvriers, c'est la rédaction de *Po Prostu,* « qui raye d'un trait de plume ce qui a été fait jusqu'à présent » et qui, ainsi qu'on peut le deviner, se sert de mots d'ordre sans contenu. Étant donné que l'adversaire qui n'est pas appelé par son nom peut, dans le cas présent, dormir sur ses deux oreilles, il ne reste plus sur l'arène qu'un ennemi des Conseils ouvriers — la rédaction de *Po Prostu.*

L'éditorial de *Trybuna Ludu,* qui accuse *Po Prostu* de rayer d'un trait de plume ce qui a été fait jusqu'à présent, affirme qu'en vertu des textes actuellement en vigueur, les Conseils peuvent

réaliser beaucoup de choses telles que : *a*) poser la question de la rentabilité de nos entreprises et de la liquidation ou de la transformation des directions centrales; *b*) établir les exploitations agricoles d'État sur d'autres bases; *c*) mener à bien un programme de remise en ordre de l'exploitation de chaque entreprise. Il est effectivement impossible de récuser la justesse du point *a*). Compte tenu de la législation actuelle, les Conseils peuvent effectivement poser la question de la rentabilité et... la laisser en position. Car ils ne peuvent guère faire plus pour l'instant en ce domaine. C'est de la même façon, un peu mieux peut-être, que se présente la question de la remise en ordre de la gestion. L'article de Godek et Chelstowski mis en cause avait du reste constaté qu'en ces matières, les Conseils ouvriers ont le droit de décider de ce qui touche aux salaires, aux bénéfices, au progrès technique, etc. Le fait est cependant qu'en ce domaine, il faudrait modifier beaucoup de prescriptions en vigueur, qu'il faut — de l'avis des auteurs — élargir les compétences des Conseils ouvriers et en modifier le caractère, diminuer le champ d'activité de la gestion centrale de l'économie. On peut avoir une autre opinion sur la question. On peut estimer que les textes actuels suffisent et qu'il ne faut pas les modifier. Si de telles opinions existent, nous estimons que dans le cadre de la liberté d'opinion le droit de défendre un pareil point de vue doit être également garanti. Il est cependant douteux que la liberté de discussion doive être utilisée pour lancer des affirmations du genre : « Que faut-il faire? Il faut aider les Conseils ouvriers ». Car, de la sorte, on n'a encore jamais aidé personne.

Cependant, dans toute l'affaire, ce n'est pas ce problème qui est essentiel. En définitive, ce ne sont pas des articles qui décident de ce qui existe véritablement. Les présidents des Conseils ouvriers qui se constituent actuellement n'apprennent ni dans *Trybuna Ludu* ni même dans *Po Prostu* pourquoi ils ne peuvent pour l'instant faire que si peu. Ils le savent en général bien mieux que les journalistes. Et s'ils exercent bien leurs fonctions, ils en informeront le personnel de leurs entreprises. Ainsi donc, la bataille pour l'avenir des Conseils ouvriers ne se jouera pas sur le papier journal, mais avant tout dans les entreprises et, nous l'espérons, à la Diète qui vient d'être élue.

Une autre question importe. Dans l'article de *Trybuna Ludu*, l'attention est attirée par une phrase manquant nettement de précision : « Les Conseils sont devenus, dans la majorité des entreprises, le commencement de rapports nouveaux. » Or, il est des rapports de toutes sortes : de camaraderie, de production, etc. L'article ne dit pas desquels il s'agit. Il semble qu'il serait bien d'arrêter une attitude dans cette affaire.

Nous estimons que les Conseils ouvriers devraient constituer l'un des éléments essentiels des nouveaux rapports de production socialistes dans notre pays. C'est le but auquel il faut tendre en brisant la résistance non seulement de certains mauvais bureaucrates, mais de la bureaucratie en tant que couche sociale. Et cette dernière tâche est beaucoup plus difficile. Cependant, du moment que nous acceptons de poser que les Conseils ouvriers devraient devenir l'élément constructif des rapports de production, et en considérant que nous voulons que ce soient des rapports de production socialistes, il faut dire encore une chose : les Conseils ne pourront pas réaliser pleinement cette exigence aussi longtemps qu'ils seront un organisme purement économique. Nous estimons que la condition indispensable à l'existence de Conseils véritablement socialistes est de leur accorder un rôle politique dans la vie du pays. Et c'est là le problème essentiel.

En conclusion, nous proposons que la discussion sur les Conseils ouvriers se poursuive non en vertu du principe d'autorité mais à l'aide d'arguments. Que les véritables auteurs des diverses conceptions entrent en lice. Il y a matière à discussion. Le pays ne peut qu'y gagner.

Po Prostu, n° 4 (419)
27 janvier 1957

ieczyslaw Gorski et Jerzy Urban.

SORTIR LA CONSERVE DE LA BOITE

(*Extraits*)

Cité à deux reprises par Trybuna Ludu (*pp.* 1193 *et* 1194) *cet article, blié une semaine après les élections (le* 27 *janvier* 1957), *définit ez bien l'attitude du journal. Constatant que l'unanimité nationale lisée autour de Gomulka est politiquement équivoque (puisque les versaires du socialisme eux-mêmes ont voté pour lui, comme nbole de la souveraineté reconquise),* Po Prostu *réclame l'ouverture in grand débat idéologique dans le pays et dans le Parti, afin de înir la « voie polonaise vers le socialisme ». Il déclare ici : « La ction n'est pas, pour le moment, un adversaire politique défini puissant », ce que lui reproche* Trybuna Ludu, *en omettant de e que le journal ajoute : « Et, dans une certaine mesure, c'est uvais. » En effet, explique* Po Prostu, *si un programme socialiste ristallisait dans une polémique, puis dans une lutte avec la réaction, is pourrions « remporter sur elle notre première victoire politique », rs que « jusqu'à présent, les communistes n'ont remporté sur elle des victoires administratives »* (*p.* 1259). *Quoi qu'on pense de cette e, elle est assez différente de l'interprétation qu'en donne* Trybuna lu. *Il en est de même pour l'autre problème évoqué par l'article qu'on ne peut escamoter derrière des formules toutes faites) : les tradictions possibles entre le rôle du Parti comme organisation tique et idéologique, et son rôle comme force dirigeante de l'État* Trybuna Ludu, *p.* 1194 *et* Po Prostu, p. 1266).

***

Inalysant la situation politique à Gdansk, les auteurs constatent le Parti n'agit plus en tant qu'organisation politique active et pendant la campagne électorale, les militants n'ont représenté in instrument de propagande répétant et diffusant les mots d'ordre Gomulka adoptés déjà par tous. Ils poursuivent alors :

Les élections ont eu lieu. Dans un plébiscite portant sur les questions les plus générales et les plus essentielles, le peuple s'est prononcé à l'unanimité et sans équivoque. Il est temps maintenant de passer du « oui » pour la souveraineté et pour l'idée du socialisme, sous leur aspect le plus général, à une grande bataille politique qui viserait à concrétiser cette dernière notion, à créer le modèle du régime économique et politique polonais, à forger certaines bases théoriques autour desquelles le Parti pourrait se rassembler, les uns y venir et les autres le quitter. Le faire, c'est mener jusqu'au bout une lutte polémique, politique, programmatique. C'est contraindre les cercles réactionnaires du Parti à des discussions approfondies. C'est préciser les contours politiques des groupes existant dans le Parti et en dehors de lui.

Aujourd'hui « la conserve » personnifié l'opinion de tous ceux qui considèrent que l'on assiste à un processus d'abandon du pouvoir par le Parti, que nous allons vers l'anarchie, que nous dilapidons le socialisme, etc. Or ces conclusions sont dues au fait que les concepts n'ont pas été revalorisés, que l'on cultive toujours les vieilles idées en faillite sur le contenu de la notion de socialisme, sur le rôle et la fonction du Pari, sur les méthodes d'exercer le pouvoir, etc. Le slogan le plus général, dans ce cas, consiste à dire que la réaction cherche à s'emparer du pouvoir, de connivence avec la presse, les écrivains et les intellectuels en général. La question de l' « hégémonie de l'intelligentzia » dans le Parti a constitué de mot d'ordre de propagande de la « conserve » pendant les conférences électorales du Parti dans la voïévodie de Gdansk.

Encore un petit exemple à ce sujet : Nous avons parlé avec un permanent du Parti au sujet de la réaction politique en Pologne. La conversation fut interrompue lorsque nous émîmes l'idée suivante :

« La réaction n'est pas, pour le moment, un adversaire politique défini et puissant. Elle ne constitue pas une menace. Et, dans une certaine mesure, c'est mauvais. La réaction — c'est-à-dire ceux qui déclarent qu'ils ne veulent pas du socialisme, quelle que soit sa forme — se prononce en faveur des points essentiels inclus dans l'expression « VIIIe Plenum », c'est-à-dire : le pouvoir du groupe de Gomulka; la souveraineté de la Pologne; le programme de relèvement économique du pays. Cela signifie que, dans une mesure peut-être minime, c'est là un programme qui les avantage, eux aussi. Il est avantageux pour toute la nation. Aucune divergence sur ce point.

« Mais nous — qui avons la sagesse d'accepter cette plate-forme d'accord — nous n'engageons pas la lutte sur la base qu'il serait

iécessaire d'adopter si l'on voulait enthousiasmer la majorité le la nation pour l'idée du socialisme, cristalliser son programme lans une discussion avec la réaction, dans une polémique avec elle :t enfin dans une lutte contre elle. Lorsque nous le ferons — et ious devrons le faire — c'est alors que son existence politique, ictuellement estompée, apparaîtra. Nous espérons que nous rem-)orterons alors notre première victoire politique sur la réaction. Ξn effet, jusqu'à présent, les communistes n'ont remporté sur :lle que des victoires administratives. »

Il apparut que nous avions énoncé là des hérésies qui mirent :out bonnement fin à la discussion. Notre interlocuteur nous répondit : « Vous dites, par conséquent, qu'actuellement la réaction 1'existe pas; mais c'est *antimarxiste.* Or je me refuse à discuter ivec un antimarxiste. » Telle fut la conclusion inattendue.

Nous parlions donc à un tableau, ou encore : nous venions l'assister à la confrontation des faits et d'une formule.

Nous avions pêché contre une théorie posée à priori et vulgarisée lans le même esprit. Un point c'est tout. Cette conversation peut :onstituer un assez bon point de départ pour les considérations uivantes :

Tous sont d'accord pour dire qu'il existe un courant révolu-ionnaire, un courant conservateur, mais, étant donné les élections, ous font semblant de considérer que tout est pour le mieux, que ien ne nous sépare, sinon quelques petites querelles de personnes.)n assiste donc à une rivalité des apparences, non des programmes t des conceptions politiques. Si l'on parle politique — c'est par apport au passé. Personne ne tente de présenter un programme léologique et de provoquer une discussion à ce sujet; au mieux, n promet de régler quelque chose.

L'unité, l'unité... l'unité est le grand succès du jour, et cepen-ant... (*ici, les auteurs donnent des exemples des luttes à l'intérieur u Parti à Gdansk, des agissements de la « conserve », de l'anarchie du chaos administratif. Ils poursuivent par des considérations lus générales.* N.D.T.)

Dans tout ce désordre, ce chaos et cette anarchie, existent :rtaines lois définies, qui éclairent les raisons d'une telle situation. abitués à l'ancien état de choses, les militants ne s'imaginent pas ie l'on puisse continuer à agir, bien plus, que le Parti puisse)ntinuer d'exister sans un retour aux temps « monolithiques ». 'autre part, les simples membres du Parti, ayant fréquemment ı très bas niveau de conscience politique véritable, en présence :s considérables divergences de vues et d'appréciation au sein

même du Parti, incapables ou non désireux de se ranger d'un côté ou de l'autre, se retirent tout simplement de la vie politique.

L'appel général à l'unité, le fait que l'on atténue les divergences politiques existant au sein même du Parti, que l'on empêche toute lutte politique et idéologique entre les deux tendances principales — la tendance révolutionnaire et la tendance conservatrice — tout cela fait que la force d'action du Parti est affaiblie, que cette lutte est ramenée au niveau des rivalités de personnes et de la démagogie, ce qui a pour conséquence d'abaisser encore l'autorité, déjà minée, du Parti, à Gdansk.

Qu'est-ce que cela signifie en pratique, la « conserve »? C'est toute une gamme d'attitudes liées aux agissements en faveur de la restauration du stalinisme et de la dépendance du pays. Ce phénomène n'est pas homogène. Font partie de la « conserve » des hommes qui veulent sciemment inverser le cours de l'histoire et en effacer Octobre et tout ce qui l'a précédé. Appliquer soi-disant « la ligne du VIIIe Plenum », mais en recourant à tout l'arsenal des conceptions et des méthodes staliniennes.

Mais font également partie de la « conserve » ceux qui sont incapables de comprendre les phénomènes politiques d'une façon un peu plus large et qui se laissent prendre aux mots d'ordre que les premiers ont préparés à leur intention, en les mettant à leur niveau.

Mots d'ordre de la responsabilité politique personnelle des auteurs du comportement du Parti à l'époque où fonctionnait le système stalinien; ou encore vieux mots d'ordre à l'usage du « lumpen » : « Tapez sur les Juifs, c'est eux les responsables. » Ce dernier groupe, le plus nombreux, le plus bruyant, le plus voyant, au moyen des célèbres querelles de personnes, crée une situation qui ouvre la voie à la « conserve consciente » — tant la voie qui mène à diverses fonctions que la voie qui lui permet d'influencer les gens.

Lorsque quelqu'un a l'audace de briser le silence de rigueur dès qu'il s'agit de la « conserve », il la définit à l'aide d'un des trois signalements suivants, qui sont plutôt des « étiquettes ».

Signalement 1 : diffamateurs et diviseurs;

Signalement 2 : staliniens, partisans de l'ancien système, ennemis du nouveau système;

Signalement 3 : représentent des agissements ayant toutes les propriétés d'une activité étrangère.

On peut admettre la justesse de ces signalements. On ne peut cependant en rester là. Ils simplifient tellement les choses qu'ils parviennent à nous choquer, tout habitués que nous soyons à des simplifications énormes. Ils signalent en effet par quoi se manifeste

l'action de la « conserve », mais ils n'expliquent pas le moins du monde ce qui fait que l'on adopte une attitude conservatrice en politique; surtout dans le cas d'hommes qui le font par conviction, pour des raisons subjectivement honnêtes.

Nous ne sommes pas naïfs au point de croire que l'on puisse venir et « convertir » les leaders de Natolin. On peut cependant les vaincre. Car cette victoire n'est pas un fait accompli. Cela, « tout enfant » regardant le théâtre politique de la Pologne d'aujourd'hui, s'en rend compte. Or, en pratique, cette victoire consiste à les couper de leur sphère d'influence naturelle, de leurs partisans d'aujourd'hui.

Pour l'instant, l'influence de la « conserve » augmente dans la région de Gdansk. Les raisons objectives de ce phénomène sont nombreuses. Nous sommes unanimes à penser qu'une partie de l'appareil du Parti constitue le porteur principal de cette tendance. Ce n'est évidemment là qu'une partie du phénomène, étant donné que l'influence de la « conserve » est due dans son ensemble à de nombreux phénomènes extérieurs au Parti.

Au cours des mois derniers, l'appareil du Parti a été défini fréquemment et dans les détails. Rappelons-en brièvement les caractéristiques essentielles :

Les fonctionnaires du Parti avaient une situation et une sphère d'activité particulières. Autrement dit, ils représentaient les conceptions du sommet et les exécutaient aveuglément. Ils exerçaient le pouvoir dans la pratique, tous les jours, un pouvoir exécutif s'entend, mais sans participer à l'élaboration des principes en vertu desquels ils agissaient. C'était un corps d'exécutants loyaux, mais non de militants ni de cerveaux politiques.

Survint le VII[e] Plenum, puis Octobre. C'est à partir de ce moment que commence notre entretien avec un groupe d'anciens instructeurs du Comité de voïévodie de Gdansk, qui travaillent aujourd'hui en usine.

C'est alors que se produisit un mouvement politique plein d'impétuosité; les masses n'étaient absolument pas disposées à avaler des vérités venues d'en haut et transmises par l'appareil; c'était un mouvement indépendant, menaçant et — pour parler délicatement — inquiétant pour nos interlocuteurs. Les résolutions du VIII[e] Plenum allaient, en un sens, au-devant de ce mouvement. Ainsi donc, le centre commandant nos instructeurs se dressait contre eux ou encore agissait avec l'appui de forces tierces qui les négligeaient.

L'instructeur se replie alors sur lui-même ou attend. Il considère qu'il est un élément indissociable du Parti. Il conçoit le Parti comme le bien suprême; comme un but en soi métaphysique.

Non comme la forme d'organisation d'une partie de la société, jouant à l'égard de cette dernière une certaine fonction et un rôle défini, mais comme quelque chose qui la dépasse, quelque chose dont l'intérêt constitue la question décisive et au service de quoi la société devrait se mettre. L'instructeur commence donc à se demander si ce mouvement n'a pas un caractère anti-parti. Et ce terme désigne la négation suprême, le mal au sens le plus absolu. Néanmoins, il attend la stabilisation.

Celle-ci se produit en un sens, car il est mis fin aux meetings. Mais — simultanément — l'objet de l'activité de l'instructeur disparaît : ces masses de tous ordres, ces hommes, ces choses auxquels il commandait; plus exactement ils ne se prêtent plus à son commandement. Auparavant, cette malléabilité était garantie par le système « idéologique » stalinien de la subordination et par un mécanisme de contrainte largement conçu.

Simultanément commence ce que l'on appelle « l'affaire de l'appareil » — sa propre affaire. Notre instructeur est permanent depuis des années. Il travaille avec conviction et dévouement. Sous-alimenté, privé de sommeil, « engueulé » par ses supérieurs. Il était — à son avis — un bon exécutant : dévoué et loyal. Mais l'exécutant et non l'auteur des conceptions tenues aujourd'hui pour fausses et mauvaises. De cela, il est conscient. Il ne peut donc pas comprendre pourquoi il doit répondre de ces idées et de toutes leurs conséquences pour le pays et les hommes. Il a donc le sentiment d'une grande injustice personnelle.

Notre instructeur est chassé du Comité de Voïevodie. Lorsque, pendant des années, il chassait de partout, du Parti et de leur travail d'autres hommes, au nom du bien suprême, de l'idée du socialisme, de la révolution — il professait que la primauté de l'intention réduisait à néant une chose d'aussi peu d'importance que l'injustice personnelle, lorsque cette dernière entrait en conflit avec ce grand bien. Mais lorsqu'il s'agit de lui — il ne peut pas accepter ce raisonnement. Ce n'est pas qu'il renonce à ses idées ou qu'il veuille appliquer une autre mesure à l'injustice dont il est victime. Il considère que les mesures prises à son encontre sont prises contre le Parti. Car il était l'un des excellents rouages de ce mécanisme. Il ne comprend pas que dans l'intérêt de la machine on puisse sacrifier un rouage indispensable.

L'instructeur étale ses doléances : on a agi déloyalement à son égard. On ne l'a pas mis à temps au courant des diverses tendances existant dans le Parti. Évidemment, il a lu des articles à ce sujet, il en a entendu parler aux réunions. Mais ce ne pouvait être une base de comportement; celle-ci était constituée de toute éternité

par les résolutions officielles, commentées pour exécution par le secrétaire de Voïévodie.

Tout cela semble peut-être schématique à un point choquant. Rien à faire : c'est vrai.

L'instructeur estime qu'on a été injuste avec lui en lui disant « au revoir », alors qu'il était toujours prêt à faire ce qu'on lui aurait ordonné. En lui disant qu'il fait partie de la « conserve » alors qu'il n'a jamais appartenu à cette fraction; qu'il est contre le VIII[e] Plenum, alors qu'il s'est prononcé pour. Il ne comprend pas que son conservatisme politique consiste précisément en ce que — tout en reconnaissant, en bon loyaliste, que le nouveau programme est juste — il ne comprend pas la nouvelle acception des notions : socialisme, parti, pouvoir, peuple. Il passe les phénomènes qui l'entourent au prisme de l'ancien appareil conceptuel.

Tout cela a fait que notre instructeur n'y comprenait rien, qu'il était perdu, passif, sur l'expectative. Aujourd'hui, un militant politique se réveille en lui. Des phénomènes externes en sont cause. Pour lui, le pouvoir du Parti fait faillite; pour lui, le fait que le Comité de Voïévodie ne puisse plus décider, ici ou là, ou se faire écouter, équivaut à un abandon du pouvoir. Le manque d'obéissance, les discussions dans les instances du Parti, c'est pour lui le signe de la dégénérescence et de la disparition de la discipline qu'il considère être à la base de la pyramide sociale. En un mot, c'est le « bien suprême » du Parti qui est menacé.

Il considère les phénomènes économiques négatifs non comme la conséquence de ces douze années, mais comme le produit de ces derniers mois. Avant, tout collait; aujourd'hui, il n'en est rien. Il attend donc que des directives viennent d'en haut pour toutes ces questions; il espère pouvoir se mettre à les transmettre, il veut se faire obéir, mettre de l'ordre, en employant les vieilles méthodes — modifiées bien sûr — au service des nouveaux mots d'ordre.

Une digression maintenant : un dirigeant de cellule, qui fait partie de la « conserve » comme nous de l'Ordre des Capucins, nous a confié qu'il avait l'intention d'exclure du Parti 40 % des adhérents de la base, les passifs, ceux qui ne viennent pas aux réunions et ne payent même pas leurs cotisations. Qu'est-ce qui les attache donc au Parti ? On peut du reste inverser la question : supposons qu'ils viennent et qu'ils cotisent — seront-ils « attachés » pour cela ? Sont-ce les apparences « organisationnelles » qui décident ?

La seule façon de resserrer les rangs, c'est de mener une bataille politique programmatique, qui aura pour conséquence dernière de rassembler dans le Parti ouvrier unifié polonais ceux qui se

déclareront à son issue en faveur d'un certain nombre d'idées politiques et idéologiques qui s'en seront dégagées. Les autres s'en iront d'eux-mêmes. Le Parti ne leur conviendra pas. Mais c'est une digression. Revenons-en à notre instructeur qui met en accusation l'action des hommes nouveaux, des hommes d'Octobre. Ces hommes nouveaux blessent ses semblables en leur appliquant, sans spécifier davantage, ce qualificatif dit plus ou moins sous le manteau : « la conserve ».

L'instructeur se révolte là contre. Il resserre les liens qui l'unissent à ceux de son espèce, il cherche à convaincre l'ancien appareil, il agit. Cela ne signifie pas qu'il agisse tout à fait consciemment contre les décisions du VIIIe Plenum. Il ne comprend pas en quoi elles consistent. Il considère pour l'instant qu'il faut se dresser pour défendre le Parti et le socialisme.

Ici survient pourtant un phénomène positif : l'instructeur entre en contact avec la vie. Nos interlocuteurs travaillent en usine. Et, au bout du premier mois, ils crient, dans leur entretien avec le secrétaire du Comité de Voïévodie, contre l'absurdité des normes, contre les combines, les cliques, les méthodes d'intimidation employées par les supérieurs, contre les bas salaires qui ne permettent pas de vivre. Auparavant, ils traitaient ces questions sous l'angle des intérêts généraux du Parti et du socialisme. Devant la machine, cette façon de voir a immédiatement fait faillite.

Se sentant victimes d'une injustice, voyant les aspects négatifs de l'activité des « hommes nouveaux », ils sont poussés à agir d'une façon « personnelle » très particulière : contre *tel* militant, pour *tel autre* militant — tel est pour l'instant l'aspect pratique de leurs actions.

Nous ne possédons pas pour l'instant de programme idéologique complet, de conception achevée du socialisme, du Parti et de la structure du pouvoir. Jusqu'à présent, notre acquis idéologique se ramène à la négation de certains éléments touchant à la théorie de la révolution, et que nous qualifions de staliniens. Un point c'est tout. Ce rejet ne suffit pas. C'est ce que prouve précisément la situation présente dans le Parti, qui est due non à une « absence de discipline et d'obéissance », mais à l'absence de tout programme idéologique, de perspectives théoriques plus larges, qui toujours groupaient les membres au sein des partis ouvriers et constituaient la plate-forme unissant ceux qui avaient la carte du Parti dans leur poche.

Nos instructeurs sentent que « le parti a cessé d'être le Parti » et ils l'expliquent à leur façon : il n'y a pas de discipline.

L'affaire de ceux que nous avons appelés ici conventionnellement les instructeurs n'est pas dérisoire : sa signification est très vaste.

Elle montre en effet quelles sont les sources où prend naissance l'opposition conservatrice existante ou virtuelle — qui peut, dans certaines circonstances, remporter la victoire au lieu d'être battue. Surtout si ces groupes s'unissent à certains cercles encore restreints aujourd'hui, mais qui sont conservateurs et réactionnaires en vertu d'un programme politique consciemment conçu comme tel.

Le fait que l'on minimise les différences de points de vue entre les divers groupes existant au sein du Parti, contribue à renforcer l'opposition de toute une partie des permanents en les poussant sur les positions de la « conserve ». On ne peut inverser ce processus (laissant de côté tous les phénomènes extérieurs au Parti) qu'au moyen d'une discussion sur les principes au sein du Parti. Sa première phase permettra de préciser clairement l'attitude de tous les groupes, de délimiter nettement ces derniers et à la gauche de se consolider. Sa seconde phase apportera un programme constructif et profond de mouvement socialiste, qui se dégagera au cours des polémiques et attirera même des hommes du genre de « nos instructeurs », compte tenu de leurs qualités subjectives : dévouement, sincérité, désir d'activité sociale, ce dernier trait constituant, en dépit de tout, leur passion vitale et une habitude. Leur évolution idéologique et politique constituera un désastre pour la « conserve » consciente, décidée et déclarée.

Le fait qu'une partie des militants de l'appareil ou de l'ancien appareil passe en majorité sur la position de la « conserve » a des causes politiques et psychologiques. Psychologiquement, cela se rattache au sentiment qu'on a été injuste à leur égard. S'ils estiment qu'il est injuste qu'ils aient perdu l'influence due aux attributs du pouvoir ou à leur situation, tant pis. Cependant, il est également des injustices véritables : chicanes, chômage, façon dont ils sont traités. Négligeons l'aspect humain de l'affaire. Nous soulignons une seule chose : la nocivité politique de ce phénomène, qui revient à se faire des ennemis, qui aboutit à fabriquer directement la « conserve ».



Les instances du Parti de la ville et de la voïévodie de Gdansk, n'exercent plus les fonctions de gouvernement direct. Certains disent que c'est mal, car l'anarchie fait son apparition. Oui, elle apparaît. Mais il en est ainsi parce que se constituent trop lentement les organismes qui pourraient se charger complètement du pouvoir exécutif. Quant au processus lui-même, il est obligatoire et inévitable. Nécessaire non seulement pour que s'implante la nouvelle structure de la démocratie polonaise, mais pour que se

reconstitue la force idéologique du Parti. Évidemment, en parlant de nouveaux organismes du pouvoir, nous pensons non aux bureaux, préfets et maires proposés par certains journalistes, mais à la prise en charge du pouvoir par de véritables conseils ouvriers et par des Conseils populaires démocratiquement élus. Ceci renforcera directement la puissance et l'importance du Parti.

Le Comité de voïévodie, en tant qu'instance gouvernante, ne pouvait pas mener à bien ni appliquer les expériences, ni être le premier à reprendre les idées, les initiatives et les intentions qui naissaient dans le Parti et en dehors de lui. Cela était impossible, non seulement en raison de l'indépendance dérisoire de cet organisme, mais également parce que le fait d'exercer le pouvoir au jour le jour, de répondre de l'approvisionnement, de la bonne tenue des pelouses, des questions de personnel, de l'entretien des machines et de la productivité a des effets paralysants.

C'est là un problème plus vaste, qui se rattache à la contradiction générale entre les fonctions d'administration et de gestion d'une part, et la direction de la pensée créatrice et l'action idéologico-politique de l'autre. Le Parti devrait être le moteur du progrès, grouper des commissions de spécialistes, élaborer les conceptions se rattachant aux divers domaines de la vie. Il devrait avant tout être un centre de pensée créatrice, politique et idéologique, forger les conceptions générales. Ce sont les organisations du Parti qui devraient assumer l'essentiel de cette charge. Je m'imagine les instances supérieures comme des corps sociaux coordonnant cette action, généralisant certaines découvertes et réflexions, s'adressant à l'ensemble du Parti avec des postulats et des conclusions.

En un mot, il s'agit de donner un regain d'activité au Parti, en tant qu'organisation idéologique et politique, élaborant des conceptions politiques, et semblable — dans ce rôle pratique — à la notion d'organisation politique en général et aux partis communistes, en Occident par exemple, où le pouvoir n'appartient pas aux masses. En tant qu'organisation qui, en tout cas, n'aurait rien à voir avec un ensemble d'organismes gouvernant selon le principe de l'exclusivité, ce qui était le cas jusqu'à présent.

A Gdansk, on peut observer déjà les prémices d'une telle évolution.

C'est l'œuvre de Jozef Machno — nouveau Premier Secrétaire du Comité de Voïévodie de Parti; c'est l'œuvre du nouveau Comité de ville de Gdansk et de certains membres de l'exécutif de la ville. Ces hommes travaillent de façon malheureusement trop isolée encore, sans entrain et sans prendre largement appui sur la gauche — aux chantiers navals et dans les grandes entreprises essentiellement — bien qu'ils aient été portés en avant par le soutien

impétueux de milliers d'hommes. La consolidation des forces de la gauche doit être le problème le plus urgent de ces journées qui suivent les élections. Il s'agit là d'une consolidation obtenue dans une âpre lutte des conceptions politiques et idéologiques fondamentales.



Dans l'une des maisons universitaires de Gdansk, une causerie a été diffusée, que l'on pourrait résumer comme suit : « Tapez sur le Juif et l'appareil du Parti, vivent Gomulka et la révolution hongroise ! A bas les communistes ; vivent le Parti et le socialisme ! » Et dire que ce sont là ces mêmes étudiants qui s'adressent à ces mêmes étudiants qui, en octobre... Cela ne signifie pas seulement que le front politique n'est pas rectiligne lorsqu'il s'agit de conceptions. Cela veut également dire que sans boussole on ne peut guère s'éloigner du rivage (tant qu'à faire, dans le port de Gdansk, employons un vocabulaire de marins).

Mieczyslaw Gorski
Jerzy Urban

Po Prostu, n° 4 (419), 27 janvier 1957.

NOUVELLE ENQUÊTE ÉCONOMIQUE

Le 27 janvier 1957 (*n*° 4), Po Prostu *lançait parmi ses lecteurs une enquête destinée à définir un « programme économique constructif ». L'un des thèmes de discussion indiqués concernait la « démilitarisation radicale de l'économie polonaise ».* (*Cf.* Trybuna Ludu, *p.* 1195.)

Ainsi donc, les élections ont eu lieu. La participation électorale, beaucoup plus considérable que prévue, et les votes pour les candidats du Front d'Unité Nationale ont apporté la réponse au monde entier : nous sommes pour le programme du VIIIe Plenum, pour sa lutte pour la souveraineté, la démocratisation et l'assainissement de l'économie de la Pologne.

C'est maintenant le moment de passer d'une acceptation générale du sens du développement, à des questions plus concrètes, décidant *directement* du sort de la Pologne. Et c'est ainsi que nous devons entre autres chercher une réponse à la question suivante :

Que faire, afin que le très important potentiel économique, créé au cours des années passées au prix d'un effort effroyable, au prix de la paupérisation des masses, de leur sueur et de leur sang, puisse donner des bénéfices aussi rapidement que possible?

C'est cette question que nous posons à nos lecteurs. Nous estimons que l'importance sociale du sujet nous y autorise totalement.

Dans l'appréciation des phénomènes politiques — surtout de ceux qui touchent à la politique internationale — nous rompons systématiquement avec la tendance séculaire de notre peuple à affabuler la réalité. N'avons-nous pas les moyens de rompre avec cette tradition anachronique, également dans la sphère de l'économie? Or, c'est faire une mythologie de la réalité que d'accepter la thèse tacitement incluse dans beaucoup de raisonnements, qui veut que le développement de l'autonomie ouvrière et une reconnaissance loyale des lois économiques soient des moyens suffisants pour assainir notre économie gagnée par l'anarchie.

Il n'est absolument pas dans nos intentions de diminuer le rôle le l'autogestion ouvrière; tout au contraire, nous estimons cette orme d'organisation sociale comme l'un des principaux instrunents permettant de transformer notre modèle socio-économique, t surtout de renverser le pouvoir absolu de la bureaucratie (qui end à se constituer en groupe social autonome, — avec des intérêts ontraires à ceux des ouvriers). Nous n'avons pas davantage 'intention de sous-estimer la valeur des respectables lois éconoiques. Nous estimons seulement qu'un moyen de traitement out aussi important (et peut-être, en un sens, plus important ue les deux précédents), est le suivant : un programme éconoique ou, plus précisément, un programme pour sortir de l'imasse économique dans laquelle nous nous trouvons actuellement.

La situation économique de notre pays semble être telle que eul un programme suffisamment réaliste et en même temps ésolument hardi pourra nous conduire sur des eaux plus calmes. Ialheureusement, les mesures pratiques prises jusqu'à présent t certaines discussions, ressemblent plutôt à de la course sur lace; ou mieux, elles dissimulent les contradictions et les diffiultés présentes de notre économie.

En demandant avec insistance à tous nos lecteurs de prendre art à notre enquête-discussion sur un programme économique onstructif, nous ne précisons pas davantage le cadre de la discuson. Les quelques exemples de thèmes, de questions, de doutes, ue nous formulons ci-dessous, ne sont pour nous que des exemples : des explicitations.

— De quelle manière mener à bien la démilitarisation radicale e l'économie polonaise? Il ne sera sans doute pas exagéré 'affirmer que la production « S » continue à paralyser notre écoomie. Elle « consomme » les meilleures matières premières, oupe les meilleurs cadres. Arrêter la production dans certaines itreprises, les fermer ou les convertir, par exemple, à la production épingles ou de jouets pour enfants, n'est guère une solution ı problème. Des mesures beaucoup plus radicales sont indisnsables. Il est actuellement nécessaire de convertir toute l industrie de défense nationale à la production civile. Nous doutons ı'on puisse, sans cette mesure, gagner la pleine mer de la prosrité économique.

— Comment investir les capitaux? Ne serait-il pas indiqué les concentrer, dans une plus vaste mesure que ne le prévoit plan, dans l'industrie charbonnière? Existe-t-il une autre lustrie qui rapporte davantage chez nous? Il semble d'ailleurs e l'on pourrait obtenir, pour cette industrie, d'importants édits d'investissement de l'étranger, que nous rembourserions

dans un temps relativement court, en charbon. La situation nous est à cet égard extraordinairement favorable... L'Europe occidentale entre dans une période de crise aiguë de sources d'énergie. D'après les calculs des spécialistes, il lui manquera bientôt 500 millions de tonnes de charbon par an. Il serait criminel de ne pas profiter de cette conjoncture. Ne devrions-nous pas nous adresser aux pays les plus menacés d'une crise charbonnière, avec des propositions appropriées — propositions certainement avantageuses pour les deux parties? La nouvelle stabilisation politique, conséquence indubitable du résultat des élections, favorise considérablement ce genre d'initiatives.

— Comment empêcher que ne continue l'agonie des petites villes?

— Que faire, afin que la campagne puisse obtenir beaucoup plus d'engrais chimiques et de matériaux de construction — et avant tout une plus grande quantité de briques? Il paraît que le frein essentiel au développement des briqueteries, c'est le manque de combustible — de charbon. Pourquoi donc ne pas commencer sur une bien plus vaste échelle l'exploitation assez facile du lignite? Est-ce que nous ne pourrions pas, en 1958, par exemple, « inonder » la campagne de briques? Si nous ne le faisons pas — il est douteux que la quantité des denrées agricoles vienne à augmenter considérablement sur le marché.

— Une importante maladie de notre économie consiste en un chômage relatif. Les experts affirment qu'il suffirait d'accomplir certains changements dans la structure organisationnelle, dans l'organisation du travail, pour pouvoir obtenir très rapidement un accroissement de la productivité par tête d'environ 30 %, et donc réduire le personnel également de 30 %. On ne procède pas à cette opération apparemment sans complication, tout simplement parce qu'il n'y a pas de travail pour ceux qui seraient éventuellement congédiés; en effet, d'une façon ou d'une autre, nous avons déjà du chômage. Des bras inutiles dans notre économie — ils représentent probablement 0,25 % de l'ensemble de la main-d'œuvre, soit environ deux millions de personnes; c'est là un obstacle, d'une importance inouïe, à l'accroissement de la productivité, au progrès technique, à des améliorations de quelque importance dans l'économie nationale. Le transfert des bras inutiles, des gens artificiellement employés dans l'industrie et l'administration, dans l'agriculture ou d'autres domaines de la production est l'un des problèmes aujourd'hui essentiels. La crise du chômage existe en Pologne, mais c'est une crise optimiste. Le transfert des chômeurs relatifs à de nouvelles sphères de production peut contribuer considérablement à l'accroissement

e la masse des marchandises sur le marché, à la création des rémisses de la liquidation de la misère en Pologne.

— Ici se pose immédiatement la question suivante : de quelle çon mettre en activité ces nouvelles sphères de production, ans lesquelles les chômeurs effectifs et les personnes artificielle-ent employées dans l'économie nationale trouveraient un emploi ocial effectif? Dans quelles branches de l'économie cela serait-il lus rentable? Nous devons mener cela à bien au prix de dépenses 'investissement relativement faibles, puisque de toutes façons ous réduisons délibérément des investissements plus importants.

— De quelle façon donner plus d'ampleur à la production des asses plastiques, des textiles artificiels? Ne pourrait-on pas onvertir certains établissements militaires de l'industrie chimique our la production de ces articles?

— Est-ce que la structure de notre commerce extérieur — ans nos relations avec les pays de démocratie populaire comme vec l'Ouest — n'exige pas une refonte totale? Utilisons-nous utes nos possibilités effectives et potentielles d'exportation?

Une fois de plus, nous nous adressons à tous nos sympathisants lecteurs, en Pologne et à l'étranger, et nous leur demandons : articipez à notre discussion-enquête, sur un programme écono-ique constructif en Pologne. Indépendamment de la discussion ue nous mènerons dans nos colonnes, nous demanderons à la iète — dès qu'elle se réunira — de constituer une Commission arlementaire extraordinaire, ayant pour tâche d'élaborer un rogramme de sortie de l'impasse économique qui constitue le ein essentiel empêchant l'élévation du niveau de vie des masses olonaises.

o Prostu, n° 4 (419),
27 janvier 1957

Edmund Puacz.

L'ALTERNATIVE

Dans cet article du 5 mai 1957 (*n*° 18), Po Prostu *revient sur la question du chômage et défend l'idée de l'émigration, pour raisons économiques, de certaines catégories de techniciens* (*cf.* Trybuna Ludu, *p.* 1195).

L'Hérétique a lancé dans *Po Prostu* l'idée de l'émigration pour raisons économiques. Elle était assortie de toutes sortes de restrictions de nature morale, protectrice, et pour la justifier, la question suivante était posée : « Qu'est-ce qui est plus honteux? retenir en Pologne des gens qui ne peuvent pas trouver de travail et qui sont une charge pour eux-mêmes, pour leurs familles et toute la société — ou leur permettre de partir pour un temps à l'étranger, où ils auraient d'avance un travail assuré, où ils pourraient se tirer d'affaire, aider leurs familles et même venir en aide à toute notre économie? »

L'émigration pour raisons économiques — à côté de l'industrialisation — constitue l'un des moyens conventionnels de lutter contre le chômage. Ajoutons néanmoins que cette façon de résoudre les difficultés économiques n'a jamais été vue d'un œil favorable par les milieux de gauche, en Pologne. Il y a plusieurs raisons à cela.

En premier lieu, notre émigrant n'était pas un esprit aventureux cherchant au loin de meilleures conditions de travail; il était chassé de Pologne par la misère la plus noire et la faim — conséquences de l'exploitation des grands propriétaires fonciers et des capitalistes. Dans les années de haute conjoncture, avant 1914, l'émigration était la plus importante. Le professeur L. Caro a calculé qu'entre 1900 et 1912, un tiers environ de l'accroissement démographique a été absorbé par l'émigration. Pendant l'entre-deux-guerres, 100.000 personnes par an émigraient de Pologne.

L'émigrant polonais était ouvrier non qualifié (originaire de la ville ou de la campagne), ne sachant, la plupart du temps, ni lire,

i écrire. Dans le pays d'immigration, il était condamné à exécuter es travaux les plus durs pour les salaires les plus bas, il était olé par les agents de l'émigration, dépouillé de son salaire par es employeurs malhonnêtes : à chaque pas, il était victime d'une ijustice. Le roman de Sienkiewicz : *A la recherche du pain* et les iémoires des émigrants publiés par l'Institut d'Économie Sociale e sont que trop éloquents quant au pénible destin de l'émigrant olonais.

L'émigration de la misère était encouragée en premier lieu par es représentants des classes possédantes : « L'émigration constue, au vrai sens du mot, une soupape de sûreté contre les mouements d'émancipation sociale » — écrivait le professeur Hupka t cette phrase parle d'elle-même. Par contre, la droite plus iodérée s'exprimait avec plus de circonspection. Le professeur 7. Grabski lançait l'avertissement suivant : «... les effets favoibles de l'émigration ne le sont qu'à la lumière de la misère qui ègne chez nous, mais l'admettre pour toujours, en tant que foncon sociale morale... on ne le saurait. » Le socialiste H. Diamand, éclarait qu'encourager l'émigration économique comprise en ant qu'élément du développement de la nation, « c'était la même hose que d'affirmer que plus la mortalité serait grande et la atalité faible, mieux cela vaudrait ».

Tout cela avait été dit dans des conditions historiques déteriinées et je le rappelle ici, afin qu'aucun doute ne subsiste quant u fait que les projets d'émigration pour l'an de grâce 1957 n'ont en de commun avec le cauchemar de l'errance à l'étranger du aysan et de l'ouvrier polonais d'avant-guerre.

Les mouvements d'émigration contemporains

Commençons par constater qu'il n'y a plus aujourd'hui où ller pour ce vieux type d'avant-guerre d'émigration économique. ien que, depuis la fin de la guerre, le mouvement d'émigration soit intensifié (l'Australie a accueilli près d'un million d'émiants, le Canada 500.000 environ, les pays d'Amérique du ud autant ou peu s'en faut, les U.S.A. 250.000 environ, etc.), n'est pas là quelque chose qui ressemblerait à un système de ases communicants sur le marché mondial du travail. Immédiaement après la guerre, ce fut le problème des D.P., résolu sous s auspices de l'O.N.U., ensuite ce furent des mouvements de opulation à l'intérieur de l'empire colonial de la Grande-Bretagne i de la France, et enfin un problème politique propre aux membres

de l'O.T.A.N., qui exigeait de remédier au surpeuplement de la République Fédérale Allemande.

La nouvelle émigration polonaise ne saurait se rattacher à aucun de ces courants de migration contemporains dont je viens de parler. Il subsiste en dehors de cela des quotas très réduits pour l'émigration, qui ne comptent pas, vu nos besoins. Les pays d'immigration se sont entourés d'une barrière de prescriptions très sévères, interdisant aux D.P. polonais qui demeurent encore à l'heure actuelle en République Fédérale Allemande dans des conditions particulièrement misérables, de s'y rendre et de s'y installer. Environ 50.000 D.P., d'origine polonaise, la plupart sans la moindre qualification professionnelle, demeurent à cette heure en Allemagne occidentale, sans le moindre espoir d'en partir.

Nous n'avons pas envie, pour notre part, d'envoyer de nouveau nos frères à travers le monde, à la recherche de leur pain; les pays étrangers n'ont pas davantage envie d'ouvrir leurs frontières à nos chômeurs. Parlons cependant d'une autre émigration que celle que nous avons connue avant guerre.

Il faut avant tout examiner la situation qui s'est créée après guerre dans le monde. Le puissant mouvement d'émancipation des peuples dépendants a fait chanceler sur leurs bases les puissances coloniales. La victoire de la révolution socialiste en Chine, la proclamation de l'indépendance de l'Inde et du Pakistan ont accéléré les mouvements de libération à travers toute l'Asie et l'Afrique. Depuis la fin de la guerre, environ vingt nouveaux États souverains se sont constitués en Asie et en Afrique. Près d'un milliard d'hommes se sont libérés des chaînes coloniales et travaillent afin d'effacer dans leurs pays les traces de la domination et de l'exploitation étrangères.

Ces nouveaux États ont besoin, outre les capitaux, d'une grande armée de techniciens pour toutes les branches de l'économie. Ces pays regorgent de richesses naturelles; ils manquent d'hommes qualifiés — de réalisateurs et d'enseignants. L'aide des anciens colonisateurs n'y est pas vue d'un bon œil; c'est ce que savent bien les Américains, les Allemands et les Autrichiens qui cherchent à se placer sur le marché du travail afro-asiatique.

La chance polonaise

Quelles sont les chances des Polonais dans ces régions?

Un certains nombre de nos maisons d'exportation sont parties à la conquête des marchés asiatiques et africains, et il faut reconnaître que nous avons remporté des succès faciles. Nous avons

ıvoyé nos pilotes au canal de Suez; aux Indes, des ingénieurs olonais construisent des raffineries de sucre, tandis que les sca-handriers polonais renflouent des épaves. En même temps que s machines polonaises, des techniciens polonais partent dans ivers pays : des ingénieurs, des constructeurs, des pilotes-instruc-urs, des spécialistes d'expositions, des artistes, des jour-alistes, etc.

Dans les immenses contrées de ces deux continents, les techni-ens polonais ont de vastes champs de travail.

Nous y sommes recherchés parce que la Pologne n'a jamais é un pays colonisateur, parce que notre économie socialiste — ıalgré ses erreurs — est parvenue à reconstruire les ruines dues la guerre et à remédier à des négligences séculaires, enfin parce ue nous soutenons, sur l'arène politique, la lutte libératrice des euples coloniaux.

Au début de l'année, un groupe de jeunes ingénieurs sortis de École Polytechnique de Varsovie a demandé des passeports leur ermettant d'émigrer, motivant cette démarche par le désir de ouver un travail intéressant et de perfectionner leurs connais-nces. En tant que jeunes électriciens, ils ne se sentaient pas ıpables de se mettre à travailler dans de grandes entreprises pays à l'avant-garde de la technique, et ils pensaient avoir ıvantage de chance de trouver un travail intéressant dans l'un es anciens pays coloniaux. Ils ont récemment reçu une réponse ıi étonne par sa circonspection. Ils obtiendront facilement leurs ısseports sur présentation de leur contrat de travail. Une hiron-elle ne fait pas le printemps.



100.000 élèves sortiront cette année des écoles professionnelles. est la dernière année d'expansion de l'enseignement technique Pologne populaire. A la rentrée, le nombre de ces écoles sera luit et le nombre des élèves diminuera de 20.000.

Il paraît que les cadres techniques augmentent en Pologne plus e que les besoins de l'économie. Il y a là quelque chose de « pas ıir ». Je ne comprends pas comment l'on peut déclarer qu'un uple en a déjà trop appris et qu'il faut limiter son éducation. paraît qu'on ne peut pas former davantage de spécialistes, car chômage menace dans diverses professions. On pourrait, à tendre pareille chose, supposer que si l'on arrête l'enseignement, chômage diminuera. Mais est-ce que le chômage chez les ouvriers n qualifiés est vraiment un malheur moindre que chez les techni-ns? Parce qu'en général les gens pensent qu'acquérir des connais-

sances protège mieux du manque d'emploi; qu'une absence de qualification fait qu'il est plus difficile de se rendre financièrement indépendant. Et enfin — à qui fait peur l'image d'une société dans laquelle tous posséderaient une formation professionnelle d'un certain niveau? C'est pourtant là le chemin qui mène à notre idéal.

Dans la lutte pour le travail, l'avantage appartient à la main-d'œuvre qualifiée. A l'heure de la mécanisation et de l'automation, le travailleur non qualifié est le client potentiel non tant des bureaux de placement que des organismes d'assistance sociale, en premier lieu. De rares exceptions ne se sont produites que dans notre économie, où jusqu'à l'heure présente, 60 à 70 % des personnes occupant des postes de direction ne possèdent pas de qualification professionnelle complète, tandis que de véritables spécialistes sont sans emploi. Cela n'est explicable qu'en tant que survivance d'une époque où le directeur était amené à l'entreprise dans un dossier. Mais étant donné que la liquidation de ces coutumes ne supprimera pas le chômage, pensons à d'autres moyens encore d'y remédier.

*
* *

Le prince Sihanouk du Cambodge a déclaré le 2 avril dernier à un représentant de l'agence P.A.P. que « les possibilités d'échanges économiques entre la Pologne et le Cambodge étaient actuellement réduites. Il existe cependant — a-t-il ajouté — des perspectives de coopération fructueuse dans le domaine culturel, et d'aide que les techniciens et savants polonais pourraient nous apporter. La Pologne nous a fait deux propositions : nous envoyer des spécialistes dans diverses matières et nous accorder une certaine quantité de bourses. Nous acceptons ces propositions avec beaucoup de satisfaction et de joie. »

Les techniciens polonais sont très recherchés

Jusqu'à présent, nombreux étaient ceux qui pensaient que les techniciens polonais ne pouvaient partir à l'étranger qu'en guise d'accompagnement à des usines ou des machines exportées. Il a fallu la déclaration du prince Sihanouk pour leur faire découvrir cette vérité, à savoir que dans beaucoup de pays afro-asiatiques, les techniciens polonais étaient très recherchés et ce, indépendamment de l'importance du commerce avec la Pologne. Pour lier des relations économiques avec divers pays, point n'est besoin

le commencer absolument par leur vendre un prototype de nachine. On peut tout aussi bien commencer par des contrats le travail avantageux pour nos techniciens.

L'émigration économique de type nouveau ne saurait ressembler en rien aux pratiques d'avant-guerre. Il ne s'agit pas d'envoyer des chômeurs qui sont devenus une charge. Ce qui nous mporte, c'est que le technicien polonais trouve de nouvelles ossibilités de travail, qu'il se perfectionne à l'étranger également, our son plus grand profit et celui du pays. Depuis la guerre, un nillier environ de citoyens polonais s'aventurèrent jusqu'en Union Sud-Africaine. Voici ce qu'écrivait à leur sujet le correspondant l'*Express Wieczorny* en avril dernier : « Tous les Polonais qui ivent en Afrique du Sud ont déjà eu le temps de s'y bien organiser t installer. En majorité, ils occupent des postes de direction dans le grandes entreprises, ils sont professeurs, ou encore travailleurs ppréciés dans l'industrie et le commerce... Tous ceux que j'ai encontrés ont d'eux-mêmes soulevé le problème de leur retour n Pologne à l'avenir, comme l'un de leurs projets essentiels. »

Mettre en valeur les marchés du travail dans les États afro-siatiques exige la précision allemande, la patience anglaise et 'esprit d'invention polonais. Les premières données, recueillies ar nos agences diplomatiques et consulaires, devraient pouvoir tre consultées par toutes les personnes intéressées, par l'intermé-liaire des syndicats, du Conseil Central des Syndicats, les instituts cientifiques, les organisations de jeunesse, les bureaux de la N.O.T. Organisation Central Technique), la S.A.R.P. (Association des rchitectes Polonais), les Chambres Artisanales, etc. Sur la base les données fournies par le Ministère des Affaires Étrangères, es institutions pourraient entrer en contact avec les institutions nalogues de divers pays, afin de rassembler des informations ar branches d'activité. Au moyen de l'échange de comptes rendus, 'avis et de journaux techniques, nous prendrions connaissance es possibilités tous les jours nouvelles de trouver du travail pour os techniciens.

Dans diverses capitales, on peut trouver des journaux pleins 'offres d'emploi pour les anciennes colonies. Les employeurs – institutions d'État et entreprises privées — proposent des ontrats de 2 à 5 ans, garantissent des voyages de congé dans pays d'origine et font des offres de salaires qui sont en moyenne eux fois plus élevés que pour un poste correspondant en Europe. adis, seuls les citoyens du pays colonisateur pouvaient prétendre ces postes. Aujourd hui, c'est plutôt nous qui avons la priorité. 'expansion économique de l'Europe occidentale freine momenta-ément la ruée de ses techniciens vers les pays lointains. Cependant,

la moindre perturbation dans le marché des armements provoquerait une invasion de techniciens des pays capitalistes sur les marchés du travail d'Asie et d'Afrique. Il serait bien qu'avant que cela ne se produise, les spécialistes polonais puissent consolider leur bonne réputation à l'étranger.

Notre alternative est la suivante : en présence du chômage, nous avons le choix entre, soit permettre à un certain nombre de techniciens d'émigrer pour un temps, afin qu'ils puissent gagner leur vie — soit limiter l'enseignement professionnel, privant ainsi de nombreux jeunes gens de tout avenir, même dans leur propre pays.

Edmund Puacz

Po Prostu, n° 18 (432),
5 mai 1957.

Jerzy Urban.

MÉMOIRES D'UN AGENT MATRIMONIAL

(Extraits)

Ce reportage, publié en mars 1957, appartient à la catégorie de ce que Trybuna Ludu *appelle des « factums cyniques ».*

Il a vingt ans et des poussières; malgré des efforts méritoires en ce sens, il n'est toujours pas marié. C'est un gentleman, un journaliste, et c'est lui l'auteur de cet article. Il s'était rendu à Cracovie pour raisons de service et il y lut, dans le journal, la petite annonce suivante :

« Un représentant de l'Agence matrimoniale est venu de Cracovie avec des propositions émanant, entre autres, de diplomates, d'écrivains, d'artistes, polonais et étrangers. Il recevra gratuitement, à l'Hôtel Francuski, les... »

Il n'hésita pas une seconde, se disant : c'est la chance de ma vie; je dégoterai une femme légitime ou la matière d'un reportage, ou, mieux encore, les deux à la fois. Et il y alla. Car il était un homme.

A l'Hôtel Francuski, dans le couloir du premier étage, il y avait un certain nombre de demoiselles, de 17 à 70 ans; les plus jeunes jacassaient et les plus vieilles se tenaient tantôt sur un pied, tantôt sur l'autre. Elles avaient fait toilette, comme si elles allaient communier.

A tout instant, le garçon d'étage vérifiait avec inquiétude si elles ne se risquaient pas à des initiatives privées. D'autant plus que l'une des portes du couloir donnait sur les appartements de l'ambassadeur des U.S.A. de passage dans la ville — un parti rêvé, comme chacun sait.

Après avoir attendu quelques instants, je fus reçu par l'agent matrimonial et déconcerté par son apparence : un parfait jeune homme, vêtu de sombre, déjà un peu chauve et qu'il me semblait connaître.

Son visage, bien mieux, toute sa silhouette, me semblaient familiers. Je connaissais également ce costume, ces chaussures et tout ce qui lui appartenait. Je me disais : « D'où est-ce que je te

connais, mon pote? De Varsovie? de Cracovie? de Sopot? de Zakopane?» Non! du miroir! me rappelai-je en fin de compte.

Car c'était moi, en chair et en os. J'étais en face de moi-même. Pendant un instant, moi — Jerzy Urban, journaliste — je contemplai cet autre moi-même : Sylwester Kwiatkowski, agent matrimonial; et nous nous reconnûmes parfaitement. Ensuite, je me souvins de tout ce qui avait amené cette rencontre — autrement dit, de toute l'histoire qu'on va lire ici.

***

Cracovie, cette vieille et digne cité, n'a pas beaucoup changé depuis l'époque de Boy [1]. Elle a simplement connu l'éruption provoquée par l'agitation de Nowa Huta, après quoi elle est redevenue elle-même. Cracovie se compose du Wawel, des prêtres, des remparts, des églises, d'étudiants des deux sexes, de militants du Parti, d'employés, de bien d'autres gens, de la Halle aux Draps et des Cracoviens.

Le Cracovien, ce n'est pas une profession mais un type, que l'on ne rencontre pas seulement à Cracovie.

Au cours des préparatifs de ma Grande Entreprise, j'ai rencontré des hommes et des Cracoviens. Les hommes ne présentent aucun intérêt : c'est une espèce générale et banale. Mais le portrait du Cracovien s'impose.

Lorsque le rédacteur en chef du journal local accepta d'insérer la fameuse annonce, le bureau des petites annonces de la Coopérative d'Éditions « Prasa » ouvrit les hostilités :

Je m'y rendis et le Cracovien Type se leva de son fauteuil pour m'accueillir. Derrière lui, appuyé au mur, resplendissait le Cracovien Absolu. Tout comme moi, il était ici en visite, bien qu'il occupât une situation importante et souvent décisive en Pologne : celle de « copain du directeur ».

J'expliquai que je voulais — pour des fins de vivisection journalistique des problèmes et des désirs humains, fonder une agence matrimoniale. Aller un peu à la découverte des problèmes de la vie quotidienne, me faire une idée de ce que sont les idéaux et les aspirations des gens, et tout cela — le faire en tant que confident et non que journaliste. En un mot, saisir une véritable tranche de vie. Ayant écouté tout cela, le directeur, autrement dit le Cracovien Type, énonça :

— Je ne comprends pas, vous voulez abuser les gens...

1. Boy-Zelenski. Traducteur d'innombrables œuvres de la littérature française et créateur du premier cabaret littéraire de Pologne, à Cracovie, alors centre de la vie intellectuelle (avant 1914) *Le Petit Ballon Vert*.

Très sincèrement, j'acquiesçai. Alors, commença de se jouer, hez le directeur, un conflit intérieur entre deux frayeurs.

Entre une grande frayeur, provoquée par le rédacteur en chef u journal qui avait donné ordre d'insérer l'annonce et par ces ous de journalistes de Varsovie, d'une part, et une peur moindre, 'autre part : celle de ses supérieurs et de l'opinion des autres racoviens, qui le condamneront pour participation à une tromerie, — peur renforcée par les canons de la morale cracovienne ui lui torturent l'âme : « Jésus, Marie! tromper les gens! c'est iconcevable! »

Il ne comprenait d'ailleurs pas pourquoi je le faisais et tous es efforts ne le lui firent pas entrer dans la cervelle.

Ce conflit dura quelques instants; les arguments s'affrontèrent t se heurtèrent jusqu'au moment où — comme on pouvait le révoir — la frayeur majeure eut le dessus. Le directeur grommela a sentence :

— Puisque le rédacteur en chef le demande, j'insérerai l'annonce.

C'est alors que le Cracovien Absolu se détacha du mur, copain omme par avant :

— Moi, messieurs, je ne suis qu'un simple particulier, mais je ous le déconseille... car le prestige de la rédaction, car le prestige u Bureau des Petites Annonces...

En vain lui expliquai-je que la fraude commise *pro publico bono* une longue et belle histoire, qu'elle est à la base de l'existence es sociétés, qu'elle est l'essence de la politique, de la morale et es idéaux les plus divers. Le Cracovien Absolu s'obstinait, se fusait à dépasser le seuil de son horizon spirituel et, « ami bien tentionné », « conseillant pour le mieux », insufflait à notre recteur une frayeur supplémentaire. L'équilibre se modifia en veur de ces frayeurs-là et la décison modifiée fut celle que tout nctionnaire — Cracovien de surcroît — devait adopter : nous en férerons à nos supérieurs.

Je courus chez les supérieurs, autrement dit chez le Directeur l'Agence de la Coopérative « Prasa » pour la ville royale de racovie. Ce n'était pas un Cracovien, mais un homme, et de plus embre du Parti; aussi me dit-il :

— Publie l'annonce, camarade, et que Dieu te vienne en aide!

Dieu me fit revenir, et au galop, chez le « directeur » qui accepta aintenant sans discuter de publier l'annonce. Je repris haleine. ais il ne faut pas pousser de soupir de soulagement tant que obstacle n'est pas franchi.

Le lendemain, diablement tôt, le téléphone m'éveilla. Je trouvai ie ce n'était pas une heure pour la conversation. Il continua de nner.

Ensuite, on frappa à la porte. Un garçon de course, portant un pli officiel, se tenait sur le seuil. Munie de tous les cachets, références et signatures de rigueur, cette lettre me priait de me rendre immédiatement et sans délai chez le directeur du Bureau des petites annonces, pour affaire me concernant.

Je ne voulais pas souffrir des délais. J'accourus immédiatement. Le Cracovien triomphait :

— Le Directeur est en voyage et le directeur-adjoint a annulé sa décision. Nous refusons l'annonce!

Et voilà : pendant que je dormais, la machine cracovienne s'était mise à fonctionner pour de bon. On avait appelé un avocat qui assortit le refus de toutes sortes d'attendus juridiques, car l'autorité d'une sérieuse Institution d'État ne saurait être compromise par des machinations frauduleuses. Ils s'étaient également entendus « avec Varsovie ».

Je compris. Je compris qu'il me restait deux issues : ou bien porter immédiatement l'affaire devant le Forum Suprême, ou agir plus discrètement.

Notre annonce parut dans la colonne jouxtant celle que gérait le directeur.

Enrichi de ces expériences vitales dues aux particularités de l'âme des Cracoviens, je me sentis prêt à affronter mes clientes.

C'est ainsi que l'agent matrimonial Sylwester Kwiatkowki devint une personne physique, parfaitement tangible, tandis que le journaliste Jerzy Urban continuait d'exister : un dédoublement se produisit et les routes divergèrent.

***

Jerzy Urban raconte alors comme il rencontra une journaliste de Nowe Drogi (*organe théorique du Parti*), *qui lui dit qu'elle entendait se rendre chez l'agent matrimonial en vue d'un reportage pour* Zycie Warszawy, *ce qui remplit celui-ci de frayeur : il craint que toutes ses clientes ne soient des journalistes, et non les ravissantes jeunes femmes qu'il espère. Ni les unes, ni les autres ne vinrent.*

***

— Mesdames, permettez-moi de me présenter : Kwiatkowski.

— Uhm - ska.

— Uhm - owa.

Quelques mots de réclame, selon lesquels je tiens à favoriser d'heureux mariages. Et au boulot.

— Mesdames, ayez l'amabilité de me parler un peu de vous...

Les dames ont entre trente et quarante ans. Elles sont habillées simplement et fort correctement, elles sont « de culture et d'intelligence moyennes ». Celle-ci, un peu forte, se targue d'être peintre, cette autre, la maigre, est actrice. Toutes les deux divorcées, avec des enfants.

— Qui serait susceptible de vous plaire, Mesdames?

Et je me livre à de rapides suppositions : Gérard Philipe, Jaroslaw Iwaszkiewicz, ou, qui sait, Churchill...

— Peu importe. Nous sommes prêtes à défricher la brousse!

Un peu déconcerté, je me mets à bafouiller. Où leur dégoter une brousse? Il est plus facile de trouver chez nous « n'importe qui ». Mais le mystère est immédiatement éclairci :

— ... pourvu que ce soit en Australie!

Eh mais, « n'importe qui » en Australie, c'est plus difficile à procurer que le Président du Conseil polonais.

— Mais dites-moi, Mesdames, pourquoi l'Australie? La France, l'Italie, les U.S.A., ça n'irait pas?

Rien à faire. Le choix de l'Australie est définitif. Car des reportages ont paru dans les journaux de Cracovie sur cette contrée où le lait et le miel abondent [...].

Mes clientes insistent avec désespoir :

— Monsieur, nous avons des enfants, pas de moyens d'existence et ils n'ont ici aucun avenir... Tout Cracovie souffre de l'*Australiasis acuta supurativa*... A tout prix... notre seule chance... tout moyen est bon... à condition d'arriver...

J'assure que je ferai tout ce qui sera en mon pouvoir, mais intérieurement je regrette d'avoir si peu de pouvoir. Il est difficile de se moquer et de s'étonner.

Très vite, il est apparu que les fonctions d'agent matrimonial comportent plus d'instants tristes que de comiques. Du moins sous cette latitude. Au lieu que ce soit des « pépées » qui frappent à ma porte, ce furent des tranches de vie, telle qu'elle est. Mais puisque mes lecteurs en ont assez comme ça dans leur propre vie, je raconterai d'abord quelques rencontres un peu différentes, à titre d'amusement, mais aussi d'avertissement.

* * *

— Monsieur, pourvu qu'il soit beau et intelligent!

— Intelligent, vous savez, c'est une notion si relative et une condition si difficile, Madame...

— Eh bien! plus intelligent que moi.

— Ah oui! — je soupire avec soulagement.

La candidate — plus de cinquante ans — est affalée dans un fauteuil. Si on la présentait sur une scène — on dirait que c'est là une charge. Si on l'introduisait dans un livre — on jugerait ce personnage faux et invraisemblable. Elle était cependant devant moi et usait de toutes les ressources de la coquetterie.

De grandes lèvres peintes encadrant des dents jaunes donnaient à penser qu'il n'y avait en dessous pas les moindres vraies lèvres. Les diverses teintes étalées sur le visage, du rouge au noir en passant par le violet, composaient une mosaïque futuriste.

Elle était vêtue d'un manteau d'un violet pisseux, en parfaite harmonie avec un renard roux tout râpé.

Cette dame — ou plutôt cette demoiselle — tantôt minaudait, tantôt se pâmait, tantôt faisait des manières. Il ressortait de son récit qu'elle était actrice — qu'elle jouait, chantait et dansait. Mais son talent se gâche dans cette province qu'est la Pologne, et la solitude la tourmente. Aussi désirerait-elle... tant qu'elle est jeune... Paris, absolument. Une artiste, évidemment. Mais si le destin ne lui souriait pas et la contraignait à végéter sur la terre de ses pères (*sic*), elle serait heureuse de faire connaissance d'un monsieur cultivé, ayant une belle situation, sérieux, sans mauvaises habitudes... Et s'il n'a pas de situation en vue, que ce soit au moins un employé.

C'est le minimum. Pour finir, elle rappelle cependant Paris.

Oh, elle saura être reconnaissante — elle le dit avec un large sourire équivoque, tandis que j'en ai froid dans le dos.

Très heureux de l'avoir connue. C'est réciproque. Nous nous saluons sans fin. Mes respects.

Quelques heures à peine se sont écoulées, et je pourrais déjà organiser tout un convoi d'émigrants.

*
* *

[*La cliente suivante, soi-disant intermédiaire pour une amie de sa fille, a soixante ans. Elle a été mariée quatre fois, trois fois veuve. Elle est seule. Ses enfants habitent d'autres villes. Aucune occupation. Elle raconte l'histoire de ses mariages à Kwiatkowski et déclare vouloir se remarier une fois de plus, avec un homme d'un certain âge, très cultivé. Voici la fin de l'entretien.*]

Voudrait-elle partir pour l'étranger? — Plutôt pas, mais en dernier ressort... Épouser un diplomate, *catholique*, très cultivé... mais...

Mais où lui trouver, aujourd'hui, à la pauvre, un diplomate cultivé, et catholique de surcroît?

La vieille femme bute sur cette idée de l'étranger, hésite et ıurmure à la fin :

— Je connais la vie, Monsieur! pourvue que je ne me retrouve as dans un lupanar!

***

[*Parmi les candidates au mariage que Kwiatkowski reçoit ensuite, y a une jeune fille de 25 ans, licenciée en philosophie et psychologie, ui veut épouser un Parisien de haute taille, nanti des mêmes diplômes ıais spécialisé en sociologie, qui accepterait de partir avec elle en frique faire des études sociologiques chez les Nègres.*]

C'est un problème peu banal. Je demande timidement si l'on e peut pas étudier les Noirs sans se marier. Autrement dit, être hargée de mission par notre institut scientifique.

— Non! — tranche la demoiselle. Même s'ils organisent une quipe, ils enverront des idiots et moi, pas! Du reste, quand on st parmi les Nègres, il faut avoir un mari blanc. Autrement... - geste des bras.

Je comprends. Au revoir.

***

[*Une autre visiteuse est une jeune fille maniérée, de dix-huit ans, ıchelière, secrétaire de direction. Voici ce qu'elle désire :*] qu'il soit ès beau, grand, qu'il aime le jazz, ce peut être un étudiant. Pas écessaire de se marier tout de suite. Comme ça... aller à Zakopane ı ailleurs. Ou peut-être quelqu'un avec qui connaître le grand nour?

Je promets de consulter le fichier du « grand amour » (car toute ;ence qui se respecte possède ses fichiers). Je pense trouver ıelque chose.

Or, j'ai également demandé à cette jeune fille si elle aimerait ırtir pour l'étranger. Évidemment, quelle question! C'est alors ıe je lui ai traîtreusement demandé si elle accepterait de partir ıur... Israël.

Elle se tut. Je voyais sur son visage un effort de pensée. J'étais r qu'un combat se livrait en elle. Entre les idées en cours chez è et le désir de partir pour l'inconnu. Elle finit par capituler :

— C'est ... quelque part du côté de la Palestine?

J'acquiesçai.

— Parfait, répondit-elle avec joie, — pourvu que ce ne soit pas Juif.

*
* *

Bien que l'heure des statistiques, des conclusions, des réflexions et du lyrisme doive sonner plus tard, il est bon de dire déjà que 80 % de mes chères clientes veulent quitter la Pologne. 25 % d'entre ces aimables dames sont venues uniquement parce qu'elles veulent partir et qu'elles considèrent le mariage comme un moyen de parvenir à leurs fins. 20 % — la plupart, femmes d'un certain âge — ont résolument « refusé » de partir, l'expliquant soit par la crainte de l'inconnu, soit par une constatation dont le sens était : c'est ici que se trouve tout ce qui constitue le cadre de ma vie et ce serait absurde de la changer. On peut évidemment l'exprimer avec davantage de pathétique.

De ces 80 %, la moitié environ désire vivre à l'étranger, considérant que, de la sorte, elles amélioreront radicalement leur niveau de vie. L'autre moitié donne pour raison le désir de connaître d'autres parties du monde, le désir de voyager, etc. Ma remarque que partir, cela ne veut pas dire « voyager » mais tout simplement changer de résidence, faire un seul voyage, est considérée comme le signe de ma naïveté, à moi qui ne sais pas que « là-bas » le monde est grand ouvert. Or, les voyages, c'est une partie très importante, souvent décisive de la vie. Un désir très élevé.

Sur ces 80 %, 70 % environ refusent de partir pour Israël. A tout hasard, elles se refusent d'en donner les véritables raisons, ou le motivent par des considérations religieuses.

Nombreuses sont les femmes qui ont demandé un « catholique étranger », même originaire de pays où cette confession est rare. Lorsque j'avais expliqué cette circonstance, la moitié renonçaient à leur exigence, l'autre moitié « changeaient de pays ».

Les pays présentant le plus d'attrait sont l'Australie, la France et les U.S.A. Les candidats de ces pays doivent également être « cultivés, intelligents, avoir fait des études supérieures ». Quand j'avais patiemment expliqué que la hiérarchie sociale s'y présente différemment, que la notion d' « intelligentzia » en tant que couche sociale n'y est guère courante, la moitié des candidates acceptaient d' « épouser même un ouvrier ayant une instruction moyenne », tandis que l'autre moitié s'obstinaient (un médecin, un ingénieur, un écrivain, un avocat). Elles n'ont aucune notion des pays où elles veulent se rendre. Les diplomates polonais sont mieux cotés que les étrangers.

Au cours de ces conversations, je torturais mes clientes avec un parfait sadisme. A celles qui étaient peu disposées à partir pour Israël je proposais quelque richard juif, ce qui allait jusqu'à leur

aire monter le rouge au front et, généralement, elles réser-
vaient leur réponse.

Aux dames à cheval sur les questions religieuses, je proposais un cinéaste américain, athée fanatique et militant. Les pauvres souffraient terriblement, mais le renoncement aux purs principes leur venait plus facilement dans ce cas.

Il est agréable de provoquer des conflits et des déchirements de conscience. Bien que ce soit incontestablement une saloperie.

* * *

Le téléphone sonne :

— Monsieur Kwiatkowski? puis-je venir, alors que j'ai 32 ans?

— Il n'est que temps, — répond l'agent matrimonial.

— Faut-il apporter une photo?

— A quoi bon, chère Madame, puisque je vais avoir le bonheur de voir l'original — explique Kwiatkowski avec galanterie.

La voici. Elle s'est modestement assise sur le bord de la chaise, grise et quelconque, ni belle, ni laide, ni bête, ni intelligente. Elle donne tout de suite son signalement, avant d'être questionnée : 32 ans, employée, bachelière, a une chambre chez sa mère, divorcée (la voilà très troublée), catholique pratiquante, sans idées politiques. Avait peur de venir, mais sa maman lui a dit « vas-y », alors la voilà.

Comment vit-elle? Le bureau — la maison. Ce qui l'intéresse? Les livres. Lesquels? Les livres, en général [...]

— De qui aimeriez-vous donc faire connaissance? — demande l'agent matrimonial, tandis que je prends mon stylo.

— Oh, Monsieur, pourvu qu'il ait bon caractère, qu'il soit intelligent mais tranquille et qu'il ne soit pas artiste, — récite avec assurance la cliente.

— Pourquoi pas artiste? — le journaliste bondit et l'agent matrimonial le foudroie du regard.

— Car mon mari était artiste — à vrai dire, pas artiste, mais employé, mais il s'intéressait à des choses artistiques...

Pour résumer, il faut dire que le mari allait au théâtre et dans un café dont la clientèle était plutôt du genre artiste. En sortant du travail, il rentrait directement à la maison de plus en plus rarement. Ce n'est pas qu'il buvait. Mon Dieu, elle n'a pas dit ça. Mais *il ne vivait pas à la maison.*

Il vivait, mot à double sens. Cela ne veut pas dire qu'il vivait avec quelqu'un d'autre, mais que « sa vie ne se passait pas à la maison »! Ce fut le commencement de la fin — tout près de la fin véritable.

— Qu'il ne soit donc pas artiste — conclut-elle — mais tout le contraire.

L'agent promet solennellement, mais le journaliste a évidemment la tentation de faire de l'éducation :

— D'où savez-vous, Madame, qu'un autre « artiste » ne sera pas différent?

— Oh, Monsieur! dans notre maison, il y a un ménage : une artiste-peintre et un pianiste, chacun va de son côté et ils n'arrêtent pas de se disputer.

La cliente a démontré sa thèse définitivement et a priori. Le journaliste a appris, au cours de sa carrière, à respecter les affirmations catégoriques. Il se tait donc.

Pendant ce temps, l'agent matrimonial introduit une nouvelle cliente.

*
* *

Non. Parmi notre nombreuse clientèle — 40 personnes — il ne s'est pas trouvé un homme.

Entre une nouvelle représentante de l'espèce des employées. Ici, toute l'affaire tourne autour d'un grave problème : l'appartement. L'appartement, ce n'est pas seulement une chance de pouvoir se marier. C'est la vie; et la vie et le logement, c'est en principe la même chose.

En sortant du bureau, elle rentre à la maison. S'il y a une maison, tout va bien. Mais elle est actuellement en sous-location dans un taudis : impossible de s'y installer et d'y vivre.

L'agence matrimoniale, c'est la chance rêvée. Voici pourquoi si l'on prend rendez-vous, ne serait-ce qu'une fois, avec un collègue de bureau, pour aller quelque part, toute la vie est empoisonnée, car les ragots commencent. On la montrera du doigt. Le camarade du bureau, ce n'est pas un homme! Ce principe est sacré et malheur à celle qui le transgresse!

Et après le travail... Il y a deux maisons, où elle « va ». Mais justement, on n'y peut rencontrer personne. Et où peut-on aller encore? Au cinéma, pas question — toute seule, ça ne sa fait pas. Et quoi encore — va-t-elle lier connaissance au cinéma ou dans la rue?

Mais, où encore? Car il existe des milliers d'endroits où les gens se rencontrent! Dans son cercle, il n'y a pas de tels endroits. Sa solitude est littérale : personne avec qui parler ou aller au cinéma.

Son espace vital est étroitement délimité. Plus étroitement que chez les pensionnaires du Zoo.

Nous en revenons enfin, à la question de l'appartement. L'his-

toire remonte loin. Il y a trois ans, il fut occupé par un officier de l'U.B. Depuis lors, elle s'efforce de récupérer sa chambre. Elle a même reçu une décision favorable du bureau du logement. Mais à la décision fut rapidement ajouté une note qui l'annula aussitôt :

« Le commandant de la région K.B.W. déclare que le lieutenant X. fait partie de ses effectifs, que cette décision est par conséquent irrégulière et qu'il faut l'annuler. »

La conclusion découle logiquement des prémisses. On ne peut rien y redire. La concision de l'argumentation est plaisante. Mais... au fait, entre temps, il y a eu Octobre. Notre « demoiselle » sait qu'il y a eu Octobre. Mais l'officier a une femme et des enfants. Il ne travaille du reste plus à l'U.B. Et du moment qu'il n'y travaille plus, qui doit lui donner un logement de remplacement?

Voilà. Les raisons ont changé. C'est très important. Certes, le résultat objectif n'a pas changé. Mais que les raisons aient changé, c'est vraiment très important. Sans aucune ironie. Mais aussi, il n'y a pas de logement. A moins que Gomulka n'arrange la chose — dit la jeune femme. A moins que...

L'agent matrimonial-journaliste tient en main les papiers relatifs à l'histoire de ce logement et, brusquement, il est tout en nage. Il lui semble qu'ils l'ont démasqué, qu'ils ont découvert son incognito. Car nombreux sont ceux qui viennent à lui avec des affaires semblables, qui lui montrent des papiers analogues — mais qui s'adressent au journaliste. Personne ne songerait à montrer tout ça à un agent matrimonial...

Après un instant de réflexion, il se tranquillise. Il comprend que ce genre d'histoire, on la raconte à *n'importe qui*, du moment que ce dernier veut bien l'entendre.

Une fois la cliente partie, l'agent matrimonial se frotte les mains :

— Celle-ci prendra n'importe qui!

Le journaliste s'indigne évidemment de son manque de cœur. Mais il se met à penser : dans le cas présent, « personne » est-il préférable à « n'importe qui », ou « n'importe qui » à « personne » ?

***

L'ère des « groupes étroitement unis de camarades de travail », les foyers, maisons de la culture et défilés culturels a pris fin. Pendant tout ce temps, l'homme solitaire existait et restait en rade. La « vie sociale » qu'on lui créait ne lui fournissait même pas un succédané susceptible d'amoindrir sa solitude. Le seul moyen de la vaincre, c'est encore et toujours le foyer et un compa-

gnon avec qui vivre, avec qui il soit possible de partager les soucis, de parler et d'aller au cinéma.

En face de cette solitude, ce qui est difficile, c'est « l'acte technique » consistant à faire connaissance de l'autre. D'où le succès de l'agent Kwiatkowski.

Les anciennes sociétés avaient pour le genre de clientes qui m'ont rendu visite, des « institutions » spéciales et des lieux qui servaient à lier connaissance. L'institution du bal, où la maman accompagnait sa fille, les salons, etc. Ces institutions ont disparu. La mentalité qui leur correspondait, l'ensemble des idées sur les mœurs — subsistent. Ces principes disent qu'on ne peut pas lier connaissance dans la rue, au café ou au cinéma, qu'on ne peut pas sortir seule, etc.

Les ambitions de l'auteur ne tendent pas, toutefois, à redonner vie à des pendants de ces anciennes institutions, mais à supprimer peu à peu les préjugés, ce qui est toujours plus difficile.



— Mais qu'il soit semblable, je vous prie, à mon fiancé!

— Vous avez donc un fiancé?

— J'en avais un... non, il ne m'a pas abandonné.

Voici l'histoire : elle avait commencé à « fréquenter » un camarade de bureau. Celui-ci fut convoqué par le chef du personnel (cela se passait il y a un an et demi) qui lui déclara : « Si tu « abîmes » cette jeune fille — tu m'entendras. » Le fiancé, guère sociable, semble-t-il, préféra éviter d'en entendre et ne l' « abîma pas ». Cela provoqua même chez lui un complexe : il avait peur de rester seul avec elle entre quatre murs. (Tout cela me fut raconté avec bien plus de détails, évidemment.) Ensuite, ce fut son tour à elle d'être convoquée par le chef du personnel :

— Il y a quelque chose qui n'est pas en règle. On ne peut pas se fréquenter plus d'un an sans se marier...

Elle lui dit qu'ils allaient précisément se marier. Le chef du personnel se réjouit comme si elle venait de l'inviter à la noce et la félicita chaleureusement. Il la convoqua de nouveau après une semaine.

— Et alors, à quand la noce?

Elle répondit que ça se préparait, mais pourquoi donc était-il si pressé? il faut le temps de faire les papiers, de coudre le trousseau...

— Car je ne sais pas la date à laquelle je dois vous congédier, répondit calmement le chef du personnel.

Ensuite, il commença à expliquer à la femme désespérée, qu'il

existe une circulaire qui interdit à un couple de travailler dans le même bureau. Et même si cette circulaire n'existait pas, il n'y a pas assez de travail et ce sont les femmes seules qui doivent avoir priorité.

Le soir même les fiancés se mirent à calculer comment vivre avec les 1056 zlotys de son salaire mensuel. Les calculs budgétaires donnèrent des résultats négatifs. Les chiffres montraient qu'il n'y aurait même pas de quoi payer la viande et l'éclairage. Le crayon montrait l'impossibilité d'aller au Bureau de l'État-Civil.

— Qu'il lui ressemble donc...

— Comment était-il?

L'agent matrimonial tient en main la photo d'un jeune homme et écoute l'énumération de vertus peu communes. Pendant ce temps, le journaliste rêve : que tout cela est banal, le chef du personnel et le socialisme jésuite...



[*Jerzy Urban fait encore le portrait d'une comptable, accompagnée de son fils, qui tient à se marier avec un homme cultivé, même gagnant mal sa vie, qui raconte ses désirs et fait des projets devant l'enfant, lequel, gêné, se tait ; d'une « intellectuelle » de 37 ans qui confie à une lettre son désir de faire connaissance d'une « âme sœur », autrement dit d'un écrivain ou à la rigueur d'un monsieur extrêmement cultivé, pour « contact intellectuel et collaboration éventuelle » ; d'une jeune employée pleine d'assurance, déléguée par ses onze camarades de bureau, toutes désireuses de se marier : les choses ont été faites dans les formes — avec lettre de recommandation du comité d'entreprise — et dans la plus pure tradition bureaucratique.*



L'heure sonna enfin où l'agence matrimoniale cessait de recevoir. Le journaliste effaça le sourire de circonstance de son visage et dit à l'agent matrimonial :

— Tu cesses d'exister, mon ami. Tu n'es plus!

— Tant pis! répondit celui-ci, et il fondit dans le nirvana.

[*Après une digression au cours de laquelle Urban constate qu'il n'est pas trop loin de l'idée que les 40 candidates se font du « mari idéal », il poursuit :*]

Pour en revenir à mes devoirs de journaliste, voici la première observation qui m'a frappé :

Les diplômes des grandes écoles auraient perdu chez nous de leur valeur. Ce serait aujourd'hui un parchemin décoratif, mais

peu utile dans la vie. Ce fait refroidirait l'enthousiasme déjà bien tiède des étudiants.

Or, ce n'est pas vrai! Usez, mes amis, vos fonds de culottes aux cours. Suez aux examens. Au lieu de danser le rock'n roll, faites de la P.M.S.! En obtenant votre diplôme, vous faites monter au plus haut vos valeurs masculines. Le diplôme est, au même titre que la carte d'identité, un document nécessaire à un heureux mariage avec une demoiselle bonne ménagère, moralement irréprochable, aimant son foyer et les enfants.

***

Dans cette image du monde contemporain, qui m'a été donnée par la majorité des quarante dames qui ont frappé à ma chambre d'hôtel, j'ai relevé que l'histoire a donné raison — pour toujours ou pour un temps? — aux partisans d'un paradis tranquille à la température tempérée. Du moins dans les sentiments de la majorité des habitants de ce pays.

J'en connais qui, avec leurs catégories conceptuelles simplifiées, qualifieraient les phénomènes observés à l'hôtel de Cracovie de : bourgeoisie, petite-bourgeoisie, néo-petite-bourgeoisie, etc. Ce ne serait pas seulement une simplification. Ce serait faux. Nous avons eu affaire, en effet, au tout dernier produit de la société. Ou du moins, essentiellement à lui. C'est ce que confirme entre autres l'observation suivante :

Aucune des clientes n'a posé comme condition du mariage la possession d'une fortune par le candidat éventuel. Aucune d'entre elles, jeune ou vieille, belle ou laide, brune ou blonde. A ma très nette question en ce sens, la réponse était : « Aucune importance », accompagnée d'un très net étonnement.

Le mépris pour la fortune a évidemment ses sources, aussi, dans les expériences du temps de la guerre et de l'après-guerre, qui ont montré que c'est là ce qu'on perd le plus facilement en Pologne, Mais ce n'est pas ce qui importe avant tout.

Le fait de posséder pour le seul fait de posséder, a perdu tout le lustre d'un but dans l'existence. L'argent, en tant que moyen d'obtenir une position sociale supérieure par rapport aux autres hommes, en tant que but en soi, a perdu toute importance, a cessé d'être l'attribut infaillible de la plénitude du bonheur humain.

Nos douze années ont donc inculqué une empreinte positive dans la conscience des hommes; elles ont réduit l'argent au rôle de moyen nécessaire à l'acquisition des biens indispensables à la vie.

Mais l'ensemble de la situation matérielle des Polonais fait que l'on demande peu de choses à la vie. C'est elle qui détermine les désirs. Elle interdit de faire, même en rêve, de grands bonds. Celui qui habite une chambrette en sous-location demande à la vie un logement, et non une villa avec télévision. Les rêves d'améliorer son existence sont donc de l'ordre suivant ... : que le mari casanier rêvé gagne environ 2.000 zlotys par mois, de quoi manger, s'habiller tant bien que mal et aller le samedi au cinéma. La modestie des besoins est moins soulignée que la modestie des moyens propres à les satisfaire pour le moment.

Ainsi donc, d'une part, un « changement de la valeur des valeurs », en ce qui concerne la conception du rôle de l'argent — phénomène d'importance, ayant une signification sociale positive; d'autre part, une certaine résignation et une réduction des désirs — ce qui découle de la situation matérielle difficile du Polonais moyen.

Les désirs des êtres mûrs se ramènent au « foyer ». A une maison aussi calme que possible, fut-elle modeste. A un « morceau de vie » personnelle après le travail. Il est resté le premier et le principal besoin humain, quelque chose qui est capable de remplir entièrement la vie, bien plus, de lui donner son plein sens. Les notions de « société », « collectivité » lancées pendant des années et qui devaient à la fois étendre la sphère des besoins de l'homme et proposer des valeurs d'une qualité plus haute, n'ont pas remplacé les notions de « foyer » et « famille ». Le travail n'est pas davantage devenu le facteur subjectivement le plus important.

Les femmes avec lesquelles j'ai parlé demandaient pour la plupart que les candidats au mariage ne soient pas politiquement engagés. Cette exigence n'est pas seulement en rapport avec l'expérience de longues années, qui veut que ce soit là la condition pour avoir dans la vie « la chose essentielle » : la stabilité et le calme. Non, ce n'est pas seulement de l'auto-défense. C'est également éliminer de la vie les facteurs « inutiles ». C'est une parcelle, un élément d'une question plus vaste, à savoir : le renoncement à tout un éventail de valeurs vitales liées au « grand jeu », au risque, à des expériences tumultueuses, au changement. C'est un renoncement aux grands désirs, aux grandes passions et aux grandes inquiétudes, qui leur sont déjà, ou encore, étrangères. C'est là également une manifestation de la modicité des désirs.

Non seulement on ne demande à la vie ni argent, ni luxe. Des autres désirs, mieux vaut ne rien laisser affleurer qui soit illusion, rien qui élargisse une vie qui se laisse enfermer dans les notions de : travail, foyer, livres, distraction hebdomadaire, enfants. Il faut se méfier des grandes ambitions de ce genre, de l'émotion

de « transformer le monde » et autres semblables, non seulement parce que ce sont là des choses inutiles, qui ont fait faillite et qui nous sont étrangères. Mais également afin de sauver des éléments et valeurs déjà énumérés, qui sont fondamentaux et plus importants. Ici, la banqueroute des idées et idéaux inculqués pendant douze ans est entière.

C'est ainsi qu'il en est aujourd'hui.

Une chose est restée sans changement, presque intacte depuis douze ans : les divisions sociales conformes aux notions et schémas polonais traditionnels, périmés par rapport au monde qui nous entoure.

Aucun ouvrier n'entre en ligne de compte quand il s'agit de mariage, même s'il gagne plus qu'un quelconque scribe. Et même s'il a ces « éperons intellectuels » que représente le bachot. Un pauvre employé vaut mieux, également, qu'un petit commerçant riche.

Eh quoi? la suppression des divisions sociales, de la hiérarchie sociale n'avait chez nous qu'un caractère verbal. La caste des employés — en tant que quelque chose d'à part — non seulement s'est maintenue, mais a exercé des fonctions gouvernantes. La notion d'ouvrier est restée la même. Les prémisses faisaient donc défaut, à l'aide desquels les notions auraient pu changer de valeur.

Après quelques jours d'exercice du métier d'agent matrimonial, je savais que le désir qu'il soit « intelligent, cultivé, instruit, avec une situation », ne comporte pas la moindre parcelle de comique. Je me borne donc à noter cet acte de réduction des désirs et de renoncement, comme reflet de la situation économique présente de la Pologne, et, de plus, comme réaction contre les douze dernières années — réaction liée à la faillite de bien des causes, de bien des idées, et qui se reflète dans l'unique aspiration *au calme et à une vie un peu meilleure.*

Tel est le portrait du Godot que nous attendons.

Jerzy URBAN

Po Prostu, nos 10 et 11 (425 et 426)
10 et 17 mars 1957

N.D.L.R. — *Tous les textes polonais ont été traduits par Anna Posner.*

LES ORIGINES DE LA COMMUNE

LE DEUXIÈME TRAQUENARD (II)

Puisqu'on devait attendre le secours de l'armée de la Loire avant de pouvoir songer à la « délivrance », il n'y avait donc, raisonnablement, qu'à patienter. Or Paris patientait mal, tandis que les Allemands, avec une curieuse audace, installaient à deux pas, à Versailles, leur Grand Quartier Général. Guillaume et Bismarck, le 5 octobre, s'y établissent. Tout de même, Versailles! Quelques trembleurs estimaient l'imprudence excessive; les Français sont à Boulogne, à Billancourt, au Mont-Valérien, au pont de Sèvres. Si les assiégés, tout à coup, une nuit, exaspérés par cette provocation, lançaient un puissant coup de main ? Moltke n'a pas l'habitude de prendre des risques; et il s'expose, cette fois, avec une témérité incroyable. Mais non; mais pas du tout, il ne s'expose à rien et Sa Majesté peut dormir sur ses deux oreilles, du moins tant qu'il n'y aura pas d'autre gouvernement chez l'ennemi que le gouvernement dit de la Défense Nationale. Un coup de main des Français ? Bien sûr qu'ils « pourraient le faire, dit Moltke, paisible; *mais ils ne le feront pas* [94] ».

Le 5 octobre, nouvelle manifestation de gardes nationaux qui s'obstinent à réclamer qu'on agisse, qu'on attaque [95]. Encore une importunité de Flourens! A onze heures du matin, dix bataillons de la garde nationale, les cinq que Flourens réunit sous son commandement, et cinq autres qui n'auraient jamais dû se trouver là, se rassemblent sous les fenêtres de l'Hôtel de Ville. Flourens avait fait porter à Emile Arago un billet pour le prévenir : « Cher ami,

94. Wickede. *Geschichte des Krieges* (1873), p. 334.
95. Au Conseil du 4, le soir, Gambetta avait averti ses collègues : « La

nous avons absolument besoin de sortir d'une situation impossible [...]Veuillez prévenir nos amis du Gouvernement de la Défense Nationale. Nous avons besoin d'un entretien très sérieux avec eux. » Flourens a dit « nos amis ». Il n'arrive pas avec les allures d'un Spartacus. Il vient supplier des gens auxquels il voudrait encore essayer de garder sa confiance; il vient les adjurer de faire quelque chose, d'être enfin ce qu'ils se déclarent, les chefs de ce cabinet de guerre qu'ils ont formé pour la libération du pays. Le Flô lui-même, dans sa déposition de 1871 (mais c'est un faible, Le Flô; il aurait presque, par moments, la tentation de prendre « la défense » au sérieux) Le Flô avouera que Florens, «ce drôle » (le général s'est bien *repris*, en 1871) l'avait troublé avec son attitude, si bien imitée, de bon Français (« je dois avouer que j'avais été presque séduit par le langage de M. Flourens [96] »), et il lui avait lâché — quelle folie! — cinq cents chassepots pour ses « tirailleurs ». Les dix bataillons, dans un ordre parfait, sont rangés devant la façade, l'arme au pied, et une quantité de civils les entoure. Vers 13 h. 30, la place entière est envahie. Fidus, qui est venu voir, plein d'effroi, reconnaît que, si tout « Belleville » est là, selon lui, « les dispositions » de cette foule, néanmoins, « ne semblent pas violentes [97] ». Flourens a été introduit auprès des membres du gouvernement. Écoutons Arago, devant la Commission d'Enquête, raconter la scène. Flourens demande qu'on utilise les forces dont on dispose; qu'on fasse appel à la garde nationale; qu'on opère, autrement qu'en paroles, la levée en masse; qu'on associe enfin Paris à la lutte, au moyen de ces élections municipales réannoncées encore à l'*Officiel* du 29, en principe, mais qu'on ne voit toujours pas venir. Trochu lui répond; il parle, comme à l'accoutumée, « avec sa grâce charmante [98] »; il est surabondant; les mots se pressent sur ses lèvres avec un bonheur jamais démenti; cordial, paternel, il couvre Flourens de louanges sur ses généreux sentiments; il l'exhorte à la confiance; il lui dit qu'il partage, ah! combien vivement! sa volonté de combat; et que déjà des « reconnaissances offensives » tâtent le terrain sans cesse, et qu'on n'improvise pas en un jour une grande bataille,

garde nationale commence à trouver son rôle ridicule. » (*Procès-Verbaux* [...] p. 183).

96. *Dép.*, t. I, p. 627.
97. Fidus. *Op. cit.*, t. I, p. 130.
98. *Dép.*, t. I, p. 537.

: que la patience est en ce moment la forme éminente du
atriotisme. Ce flot d'eau tiède n'a malheureusement aucun
fet, et Flourens, qui devient incivil, dit qu'on en a assez,
ans Paris, depuis un mois, des discours et qu'on veut des actes
out de suite. En vain Garnier-Pagès intervient « d'une manière
ès affable »; en vain Dorian se jette à la rescousse, évoquant
s « aciers spéciaux » dont on n'a pas encore assez, paraît-il,
ais bientôt vous verrez cet ouragan de feu sur l'ennemi! En vain
rago risque une tentative du côté de l'attendrissement, saluant
mémoire du grand Arago de Quarante-huit et s'avançant vers
lourens l'œil humide et les bras ouverts: Flourens, inqualifiable,
fuse cette étreinte; l'entretien tourne à l'aigre; ulcéré, Arago
écrie : « Vous n'avez pas plus de cœur que de tête! » et
ératry, préfet de police, pathétique : « — Si la République périt,
est vous, citoyen Flourens, qui l'aurez voulu! » Flourens,
oyant très bien qu'il n'obtiendra rien de l'équipe, tourne les
lons après avoir déclaré que, dans ces conditions, il rend à Trochu
titre amusant qu'il lui avait conféré de « major des barricades »,
qu'il démissionne au surplus de son commandement (ce qui
t une bonne inspiration). Il descend le grand escalier et les dix
taillons, au pas cadencé, évacuent la place. La foule se disperse.
uf! « Le gouvernement s'en est tiré, note Fidus, avec quelques
roles vides et vagues [99]. »

Il s'en est tiré, mais pour combien de temps ? Au Conseil du
r, c'est l'angoisse. Jules Favre, qui n'a point paru, le matin,
: partisan de la fermeté la plus résolue; il demande que le gou-
rnement fasse connaître son « refus catégorique [100] » des élec-
ns municipales et prenne des mesures pour l' « interdiction
solue [101] », dorénavant, de toute manifestation armée. Ferry
ppuie avec vigueur; il souligne que si Paris votait ces jours-ci,
anqui, sans aucun doute, serait au nombre des élus et « il suffi-
t de ce seul nom dans l'Assemblée communale pour effrayer,
ort [dit ce Jules, esprit libre], les départements et arrêter *leur*
n [*sic*] [102] ». Trochu, avec un bon sourire, fait observer que
Flourens « rêve évidemment de se faire général en chef [103] »;
voici que Jules Favre, tout à coup, s'en prend à M. Gambetta qui

9. Fidus. *Op. cit.*, *loc. cit.*
00. *Procès-Verbaux* [...] p. 185.
01. *Ibid.*
02. *Id.*, p. 186.
)3. *Ibid.*

paraît avoir une étrange conception de ses devoirs de ministre. Favre a appris, de la bouche de Kératry, qu'une « pression violente a été exercée sur le curé de Saint-Sulpice pour qu'il livre le sous-sol de son église » à des agitateurs qui y tiennent maintenant des réunions politiques; cette fantaisie honteuse cessera vite, on peut l'en croire, et il ne la « tolérera plus lorsqu'il sera ministre chargé de l'Intérieur [104] » (dès que les vents le permettront; comment le Tout-Puissant ne se décide-t-il pas à les faire promptement souffler dans la bonne direction ?) A peine M. Jules Simon, tout miel à son ordinaire, a-t-il pris la parole pour justifier M. Gambetta, qu'un délégué des maires, qui se trouvent, le même soir, réunis dans une salle voisine, survient pour inviter, au nom de ces édiles, quelqu'un du gouvernement à venir s'entretenir avec eux du grave incident de ce matin. Ferry éclate. De quoi se mêlent-ils, les maires ? Pas question d'aller discuter avec eux de ce qui ne les regarde en aucune façon; et d'ailleurs, ajoute-t-il, les dispositions de ces subalternes qui se prennent pour Dieu sait quoi, « ne sont pas de nature à permettre la présence [105] », dans leurs absurdes colloques, d'un membre quelconque du Pouvoir.

Tamisier, dans la nuit, exécute les ordres et rédige, pour l'*Officiel* du lendemain, le « papier » prescrit; il condamne ces « faits contraires à la discipline » dont on s'est rendu coupable, dans la garde nationale, « pour la seconde fois depuis quinze jours », en se déplaçant ainsi dans les rues, pour aller contempler, sans convocation, les fenêtres du bâtiment municipal; « de telles manifestations ne doivent plus avoir lieu ». Que c'est mou! Quelle insuffisance dans la conviction! Le 7 au soir, d'un ton plein d'alarmes, Trochu rappelle au Conseil que le gouvernement a « reçu une atteinte », du fait de la démonstration du 5, et réclame des « mesures énergiques de protection [106] »; Jules Simon insiste pour qu'une note soit immédiatement préparée ruinant tous les espoirs des gens qui complotent une « Commune ». D'accord. Trochu indique le canevas : que « les circonstances ne permettent plus l'usage des bulletins de vote », que « sa responsabilité militaire est engagée », que « la présence de l'ennemi » interdit tout scrutin. Favre compose le texte; les élections municipales de Paris sont « ajournées jusqu'à la fin du siège », et pour une raison qui va de soi : « des

104. *Ibid.*
105. *Id.*, p. 187.
106. *Id.*, p. 192.

ections faites sous le canon seraient un danger pour la Répu-
ique »; ce n'est peut-être pas absolument limpide, mais enfin
est évident que « tout doit céder à l'accomplissement du devoir
ilitaire » et que ces élections « porteraient une dangereuse
teinte à la défense ». Arguments qui ne prendraient une valeur
rsuasive que dans la mesure où « l'accomplissement du devoir
ilitaire », en effet, et la « défense » s'exerceraient brusquement
plein, mais qui sont menacés d'une prompte ànémie si la
léfense », telle que l'entendent les Jules et l'État-Major, continue
être inexistante. N'empêche, M. d'Haussonville est bien content;
cette déclaration, écrit-il, cause une grande satisfaction parce
'elle est le signe de la rupture avec les gens du parti exalté »;
il n'était que temps, pour le gouvernement, de prouver qu'il
entendait pas recevoir la loi de ce monde-là [107] ».

Ce « monde-là », le gouvernement est décidé à l'affronter. L'ins-
at est rude, mais il doit suffire d'un peu d'audace pour l'emporter
r les méchants. Après tout, c'est bien le diable si l'on ne peut
s « tenir » encore quinze jours ou trois semaines, — le temps,
ur M. Thiers, d'achever sa manœuvre — et, qui sait ? moins
core peut-être, grâce aux Américains. La nouvelle manifesta-
n que l'on va provoquer en cassant le morceau, en disant aux
ouges », cette fois, carrément qu'on ne votera pas, qu'ils ne
sseront pas, et que le gouvernement du 4 septembre restera ce
'il est, menant les affaires tout seul, sans eux, contre eux s'il
faut, cette « journée » imminente, on l'attend de pied ferme.
fin, quoi, il n'y a pas que des anarchistes dans la garde natio-
e! Et le « nom de Blanqui », comme l'a très bien fait remarquer
Ferry au Conseil du 5, doit pouvoir être utilisé à bonne fin.
chu sait son Histoire, et Lamartine est un de ses héros. Dans
annales du premier Gouvernement Provisoire, il y a un certain
avril, qui n'a pas été si mal conduit; et grâce au même Blanqui,
t juste. Quelle Providence, ce nom-là, répulsif et terrifiant!
quoi faire oublier aux bellicistes propriétaires leur « défense »
rie. Puisque les paroles, à ce que dit M. Flourens, ne suffisent
s, on va, comme il le désire, passer à l'action, mais un peu
rement qu'il ne conçoit la chose. Trochu est résolu à faire
tre le rappel, oui, le rappel de la bonne « garde nationale » —
qui en subsiste, celle des quartiers honnêtes — contre la « mau-

07. D'Haussonville. *Op. cit.*, pp. 225-226.

vaise ». Compromise, la mystification de l'union sacrée ? L'instrument est détérioré ? Alors, bon, tant pis, face à face ! On a tout de même encore au moins avec soi les trois quarts et demi des Parisiens qui *marchent*, qui n'ont rien vu, qui sont toujours convaincus que le Gouvernement de la Défense Nationale est réellement un gouvernement de défense nationale. On va leur montrer du doigt les protestataires, en criant « Blanqui ! Blanqui ! » et ils se lèveront comme un seul homme, et ils feront rentrer sous terre les rouges et leur *Patrie en danger*. Par ultime précaution, on aura sous la main un régiment de mobiles bretons, invisibles, cela vaut mieux, mais que M. de Kératry tiendra en armes dans la caserne qui touche à l'Hôtel de Ville.

Ce 8 octobre 1870, les bataillons des quartiers sinistres, avec Millière et Blanqui à leur tête, arrivent au début de l'après-midi sur la place. Pas de Flourens[108], encore que Trochu se souvienne fort bien, en 1871, que Flourens ce jour-là lui « parla violemment [109] ». Combien sont-ils, ces « scélérats » ? Sept à huit mille, dit Trochu ; trois à quatre mille, dit Sarcey ; quatre mille, dit Ducrot ; ce doit être à peu près le bon chiffre. Fulgurants ? Non, il faut l'avouer, calmes. Ils se rangent, très militairement, en carrés, comme ceux du 5 ; ils forment les faisceaux, et ils attendent leurs officiers qui sont montés voir le Gouverneur. Et tandis que le général, « fronçant les sourcils », « gendarme solennel » (cette irrévérence est de Fidus [110]), leur tient un langage poli certes, car c'est un homme qui se respecte, mais sévère, l'opération prévue s'exécute, depuis une bonne heure déjà. Ferry, dans sa déposition, évitera le mot « rappel », un peu gênant ; il dira seulement : « les bons bataillons furent *avertis*, ceux du faubourg Saint-Germain et ceux des quartiers de la Bourse [111] », et, traversant la Seine, des gens de bien accourent, à pas précipités, de la rive gauche, occupant les quais, enveloppant les bataillons rouges, se mêlant, avec courage, à toute cette canaille de Ménilmontant qui a escorté ses soldats. Un serviteur admirable de la bonne cause, ce jour-là, c'est M. d'Haussonville. Il est étonnant ; il paye de sa personne sans compter, s'offrant avec abnégation aux coudoiements les plus pénibles. Il s'est avancé en plein dans

108. Cf. Flourens. *Paris livré*, p. 115.
109. Trochu. *La politique et le siège de Paris* (1871), p. 188.
110. Fidus. *Op. cit.*, p. 120.
111. *Dép.*, t. I, p. 392.

a foule; (c'est lui-même, le soir, qui consigne tout cela dans son journal); il a apostrophé les voyous, cet air qu'il a de « général en civil » l'aidant beaucoup à se faire écouter; il a été peuple et fraternel; il a dit : « Vous faites les affaires des Prussiens [...] A votre place, je me croirais obligé d'aller me battre d'abord contre les Prussiens, sauf à revenir plus tard, quand les Prussiens seront chassés, régler mon compte avec le gouvernement [etc...] [112] ». Inspiré, le gentilhomme; positivement guidé par le Saint-Esprit, et l'on comprend qu'il ait tenu à conserver par écrit ses trouvailles. Ces gens auxquels il s'adresse sont là précisément parce qu'on ne veut pas les envoyer à l'ennemi, et il leur reproche de ne pas être au combat; il leur conseille d'attendre pour « régler son compte au gouvernement » que les Prussiens soient chassés, alors qu'il sait qu'on ne les chassera pas, qu'il n'est pas question de les chasser ; que ce n'est pas à d'autres qu'à ces prolétaires eux-mêmes, auditeurs éberlués, qu'il s'agit de « régler leur compte ». Un génial, d'Haussonville. Et pendant qu'il cause si joliment, les « bons bataillons » de Jules Ferry sont en train de venir « se grouper autour du gouvernement » [113], et le 84e, que commande Bixio, se déploie sur deux rangs le long des grilles de l'Hôtel de Ville, face aux collègues immobiles mais dont les intentions supposées ne lui plaisent pas. Coupure dans la garde nationale; riches contre pauvres; tout va bien. La situation prend l'allure historique escomptée par Trochu; très 16 avril; et c'est ce que va noter Fidus, le soir même : « Cette manifestation m'a paru tout à fait ressembler à celle du 16 avril 1848 [114]. » A quatre heures de l'après-midi, racontera Jules Favre dont le cœur s'émeut à ce brillant souvenir, « plus de dix mille » gardes nationaux des bons quartiers étaient réunis, « se mettant à la disposition du gouvernement. Nous les passâmes en revue. Les plus chaleureuses acclamations nous saluèrent [115] ». Et Ferry, de même: « Ainsi la manifestation, si hostile qu'elle était d'abord, se transforma en grande ovation [116] ». Une harangue s'imposait. Jules Favre s'en charge et il trouve des accents qu'aurait pu lui envier M. d'Haussonville : « Tous, s'écrie-t-il, tous nous eussions été heureux de donner aux pouvoirs muni-

112. D'Haussonville. *Op. cit.*, pp. 230-231.
113. *Dép.*, t. I, p. 392.
114. Fidus. *Op. cit.*, t. I, p. 140.
115. Favre. *Op. cit.*, t. I, p. 296.
116. *Dép.*, t. 1, p. 392.

cipaux le fondement régulier d'une libre élection; mais tous aussi nous avons compris que lorsque les Prussiens menacent la cité, ses habitants ne peuvent être qu'aux remparts »; le Gouvernement de la Défense Nationale vous remercie; « vous entendez le maintenir pour qu'avec vous il délivre le sol national de la souillure de l'étranger; de son côté, il s'engage à poursuivre ce noble but jusqu'à la mort [*sic*], et, *pour l'atteindre*, il est *décidé à agir avec fermeté contre ceux qui tenteraient de l'en détourner* [117] ».

Gambetta n'est plus là, depuis la veille; quant à Rochefort, il continue à n'ennuyer personne; Fidus constate, dès le 1er octobre, que M. Rochefort, délibérément, « s'efface [118] », et Trochu aura sur lui, dans ses *Œuvres Posthumes*, un mot souriant pour ses « aptitudes gouvernementales inattendues [119] ». On doit pouvoir profiter et de l'absence du petit tribun, et de l'aimable discrétion du pamphlétaire, et du beau mouvement conservateur qui s'est affirmé dans la journée du 8, pour pousser les avantages du bon parti, d'autant plus que la plèbe, et jusqu'à celle qui passe pour la pire, donne tous les signes du meilleur esprit. Le 9 octobre, le bataillon des Gobelins, peuplé de faméliques, s'insurge contre son commandant, l'infâme Sapia, qui a osé parler de marcher sur l'Hôtel de Ville; on le garotte et on l'amène, dûment ficelé au fond d'une charette, dans la cour du Louvre. Le même jour, Jules Ferry se rend à Belleville, le « fief » de Flourens, afin d'honorer d'une visite particulière les légions du peuple; et il faut l'entendre, en 1871, raconter cette expédition chez les affreux que son apparition transfigurait : « Une seule fois, le cri de *Vive la Commune!* fut poussé [...] mais il fut aussitôt réprimé *avec une brutalité des plus rassurantes* [120] ». Le 10, c'est le Gouverneur lui-même qui fait une tournée dans les quartiers sinistres, relatant au Conseil du soir « la façon enthousiaste dont il a été accueilli [121] ». Le comte Daru, dans son *Rapport* présenté au nom de la Commission d'Enquête, en conviendra loyalement : les prolétaires, début octobre, gardaient d'heureuses dispositions; « au fond, écrira-t-il, à cette époque, la garde nationale, même dans les faubourgs, n'était pas encore envahie par l'esprit démagogique [122] ». L'alerte, néanmoins, avait été vive,

117. *Id.*, pp. 438-439.
118. *Fidus.* Op. cit., p. 120.
119. Trochu. *Œuvres posthumes*, t. I, p. 312.
120. *Dép.*, t. I, p. 392.
121. *Procès-Verbaux* [...] p. 200.
122. *Rapport Daru*, p. 128.

u côté de la bourgeoisie prévoyante, façon Renan, et tandis que canaille, séduite et débonnaire, saluait, casquette basse, I. Jules Ferry et présentait les armes à Trochu-le-chef-de-guerre, *Journal des Débats* du 9 octobre haussait le ton; les « rouges » yant fléchi, on les interpellait rudement : Attention, messieurs! ous sommes mal enclins aux complaisances; « à votre demande e terrorisme communiste, nous répondrons par la demande 'une dictature militaire [123] ». Trois mille « mobiles » sont maintenant casernés à l'Hôtel de Ville [124] et un mâle, un Versaillais vant la lettre, Dauvergne, qui commande le 1er bataillon des obiles de l'Indre, va trouver Trochu pour lui rappeler qu'il y a ans la capitale « cent mille » hommes de province qui ne sont as venus là, comme le dit très bien M. de Lereinty, chef des obiles de la Loire-Inférieure, « pour défendre le Gouvernement l'Internationale [125] ». Avec ces troupes sûres, rien de plus facile, plique Dauvergne, que de « prendre Paris » [*sic*] quand on le udra [126].

Trochu n'a pas de ces hardiesses, mais il aimerait tout de même sez que l'on fît quelque chose, ces jours-ci, pour battre le fer nt qu'il est chaud. C'est d'ailleurs ce que réclame, avec la derère énergie, le préfet de police Kératry. Il s'en vantera bien ut, l'année suivante, devant la Commission d'Enquête, et dans termes les plus clairs : « Si, dès les premiers jours d'octobre, avait arrêté en même temps que Sapia, Flourens et Blanqui, on les avait jugés *et fusillés* [...] on eût fait reculer pour longtemps émeutiers [127] ». Trochu est tenté. Il a rédigé, le 8 au soir, une oclamation où reparaît le thème si puissamment traité l'aprèsdi par Jules Favre : que les protestataires travaillent contre défense et sont des saboteurs de la guerre; il affirme que les ussiens ont bien failli aujourd'hui avoir à se réjouir; Bismarck attendait la sédition, qui, plus sûrement que le canon, ouvre à nnemi les places assiégées ». Mais le patriotisme de Paris a omphé des malfaiteurs. Nous ne les laisserons pas compromettre nos chances de vaincre! Dans la soirée du 9, le Gouverneur t porter au préfet de police l'ordre de tenir prêts, à toute

23. *Journal des Débats* du 9 octobre 1870.
24. Cf. *Fidus. Op. cit.*, p. 148.
25. *Dép.*, t. II, p. 312.
26. Déposition du colonel Dauvergne devant la Commission d'en-te, dans *Dép.*, t. II, p. 295.
27. Kératry. *Déposition* [...] (tirage à part), 1871, p. 65.

éventualité, huit bataillons, triés sur le volet, de la garde nationale et six bataillons de la mobile [128]. Le lendemain, au Conseil, Kératry annonce, sur le mode tragique, qu'une réunion secrète de douze chefs de bataillon vient d'avoir lieu, en présence de Flourens et de Blanqui; ces individus « auraient signé une résolution tendant au renversement du Gouvernement de la Défense Nationale [129] »; en conséquence Kératry demande l'arrestation immédiate de Blanqui, de Flourens, et de Millière par-dessus le marché. Timidement, Arago observe que cette « déclaration » insurrectionnelle, peut-être conviendrait-il d'en connaître d'abord les termes exacts. Kératry s'impatiente; écartant d'un geste cette observation saugrenue, « avec une extrême vivacité », il répète qu'il exige des « mesures rigoureuses », lesquelles présentent, dit-il, le caractère d'une « nécessité urgente de salut [130] ». Le général « appuie avec énergie les demandes de M. de Kératry »; il rappelle « avec irritation la série d'ennuis et de préoccupations suscitée par ce qu'il nomme la faiblesse du gouvernement, et conclut qu'il faut mettre un terme à une situation qui le forcerait à se démettre de la présidence du Conseil ». Le Gouverneur n'est pas coutumier de ces véhémences. Pourquoi cette fureur soudaine ? Pourquoi cette grosse colère et cette menace, inouïe, de rendre son tablier ? L'article publié le jour même par Blanqui n'est pas étranger, je pense, à cette espèce d'affolement. Un article, il faut le dire, redoutable au plus haut point. Un texte qu'il convient de garder en mémoire pour le reprendre, ligne à ligne, quand le rideau sera tombé sur la défense de Paris, ce chef-d'œuvre d'humour noir. « Messieurs de la Défense Nationale, disait *La Patrie en danger*, à quand l'entrée des Prussiens ? Elle ne leur coûtera pas cher [...] *Factieux, ennemis publics, ceux qui prévoient tout haut une lâcheté finale ! Traîtres, ceux qui s'opposent à cette lâcheté ! Prussien, qui ne voudra pas ouvrir les portes aux Prussiens ! On assomme aujourd'hui dans les rues, comme coupables d'échec à la défense, les réclamants de la Commune, désespérés qu'on ne se défende pas.* On mettra en pièces, demain, les obstinés de résistance, provocateurs de famine et d'anarchie (...) Le 8 octobre 1870 marquera dans l'histoire. Ce jour-là, le premier article de la capitu-

128. *Dép.*, t. I, p. 669.
129. *Procès-Verbaux* [...] p. 200.
130. *Id.*, p. 201.

tion de Paris a été écrit par les baïonnettes bourgeoises ». Un ıpier comme celui-là, c'est un danger public, énorme. A tout prix ıe Blanqui se taise! Et il y n'y a guère d'autre moyen pour lui rmer la bouche que de le jeter en prison. Flaubert, peu déma›gue, va écrire, le 11 octobre, ceci, qu'il ne doit pas être le seul à ›nser, chez les Français moyens : « Pourquoi tant d'inaction ? *joue-t-il en dessous quelque abominable comédie*[131] *?* » Francis arnier, qui s'est réjoui de ce qu'aucun trouble n'ait éclaté, le 8, en a pas moins confié à son journal cette remarque : que les ›ns s'énervent, trop légitimement, de cette guerre sans guerre; ›us voulez la confiance des Parisiens ? dit-il aux gouvernants, montrez-leur un résultat obtenu, un pas fait en avant, si petit ı'il soit; sinon! [...] [132] ». L'*Illustration*, dans son numéro du 15, ut en approuvant l'ajournement des élections municipales, gnalera que « le gouvernement accroît ainsi sa responsabilité [...] ›ut défaut d'initiative, toute incapacité dans la direction seront sormais plus que des fautes [...]; qu'il ne l'oublie pas »; et l'heb›madaire ajoute cette phrase où tout le drame du 18 mars 1871 t contenu, pressenti, annoncé : « *Si la population avait jamais à gretter l'abandon volontaire et patriotique qu'elle a fait de ses droits, compte à rendre serait terrible.* »

Un bâillon pour Blanqui, vite! Surtout que c'est raté, l'espoir ı'on avait mis dans les anges américains. Burnside et Forbes ›nt revenus le 9, après leurs entretiens avec M. de Bismarck. chancelier ne lâche rien, soit sottise et manque de psychologie, it, plus probablement, impuissance devant le clan militaire; veut bien, toujours, la même chose que Favre et Trochu : un mistice permettant d'élire l'Assemblée qui capitulera, mais il ıide aucunement ses amis de Paris à gagner enfin ce port sauveur; refuse les élections en Alsace et en Lorraine, ce qui est masquer le jeu tout de suite, et l'interdire; il refuse tout ravi›llement de Paris, condition que la foule n'acceptera pas; il étend même, à présent, excepter Metz — Metz après Strasbourg! de la suspension d'armes qu'on envisagerait; il dénude par ›p aussi le désir qu'il a de voir l'Assemblée se réunir, en disant : ıccord, si vous voulez, pour une simple « trêve » de quarante-it heures, juste le temps de faire élire vos notables et de les ssembler à *Tours*. Bien sûr! Bien sûr! On le sait, que ce serait

131. Flaubert. *Corresp.*, t. VI, p. 166.
132. F. Garnier. *Op. cit.*, p. 28.

l'idéal! Mais le moyen de présenter ça à Paris sans stupéfier et indigner les gens, alors qu'on vient de leur redire qu'on va se battre « jusqu'à la mort » ? Au Conseil du 9, Favre a fait ce qu'il a pu pour rendre hommage, malgré tout, à la bonne volonté du chancelier [133]; il a reconnu avec douleur que ces nouvelles propositions n'étaient pas plus acceptables — c'est-à-dire aussi difficiles à présenter aux Parisiens sans s'exposer à un soulèvement — que celles de Ferrières; mais il a insisté pour qu'on l'autorise à une « réponse qui soit de nature à ne pas fermer complètement la voie à des propositions ultérieures [134] ». Entendu. Et, le 10, Jules Favre a remis à Burnside une note, attristée, pour M. de Bismarck, un message dont le chancelier saura comprendre, à demi-mots, tout le sens suppliant : le ministre « tient à souligner que si, par les bons offices du général Burnside, une proposition a été faite *dans un but de rapprochement ultérieur*, le Gouvernement de la Défense Nationale ne la repousse *que* parce qu'elle est subordonnée à des conditions qui en rendent l'exécution absolument impossible » dans l'état actuel de l'opinion à Paris. Il faut continuer, hélas! d'endurer le cauchemar, d'imaginer à chaque instant des parades nouvelles et des ruses, et des mensonges et encore des mensonges pour réaliser, jour après jour, ce tour de force de survivre, au nom de la République et de la guerre, quand on n'est là que pour empêcher l'une et liquider l'autre. Ah! Burnside n'a eu que trop raison de dire aux Prussiens que sa visite à Paris lui a fait l'effet d'un tour dans « *une maison de fous habitée par des singes* [135] !». Du moins, si le martyre doit se poursuivre encore des semaines, du moins qu'on coupe la parole, définitivement, à ce Blanqui intolérable! Fidèle à sa tactique, Trochu l'a dénoncé, au Conseil du 10 octobre, comme un agent soldé de l'ennemi : « l'argent de la Prusse est pour beaucoup dans l'agitation », a déclaré le Gouverneur, péremptoire [136].

133. S'il faut en croire les propos du général dans sa déposition du 26 juin 1871 devant la Commission d'Enquête sur le 18 mars, Trochu, lui, se serait montré très mécontent de Bismarck; l'ex-Gouverneur de Paris affirmera, ce jour-là, qu'il a dit, tout cru, à Burnside : M. de Bismarck « n'a aucune arrangement en vue; ce qu'il veut, c'est l'émeute et l'anarchie! » (*Commission d'Enquête sur le* 18 *mars. Dépositions*, p. 185).
134. *Procès-Verbaux* [...], p. 197.
135. Déposition du général Napoléon Boyer devant la Commission d'Enquête (16 septembre 1871) dans *Dép.*, t. IV, p. 250.
136. *Procès-Verbaux* [...], p. 202.

On a voté. Ferry, Simon, Picard, Pelletan — et Arago lui-même, converti — ont suivi l'impulsion du général et de Jules Favre; seul Rochefort a voté contre. Donc : unanimité moins une voix pour l'arrestation de Flourens. En ce qui concerne Blanqui, unanimité moins deux voix, celle de Rochefort, à nouveau, et celle d'Arago, qui déteste Flourens depuis que ce grossier n'a pas voulu, le 5, accepter son accolade, mais qui, contre l'autre, n'a aucun grief personnel. C'est très bien; seulement ce n'est là qu'un principe acquis. Reste à effectuer les arrestations. Et Kératry, autant il s'est montré flamboyant sur la nécessité de l'action répressive, autant, tout à coup, il s'éteint lorsqu'il s'agit d'y procéder. Il dit que c'est un grand risque d'aventurer des hommes, pour une telle entreprise, au cœur des faubourgs; qu'ils s'y feront écharper, et que l'affaire peut devenir très grave; il conseille de recourir à la ruse; il suggère à Tamisier, commandant supérieur des gardes nationales de la Seine, de tendre un piège à Flourens, le mander dans son cabinet pour quelque affaire de service, et lui mettre la main au collet. Tamisier se rebiffe; il n'aime pas du tout cette façon de lui faire endosser tous les désagréments de l'aventure. Kératry ne sait que devenir, et la matinée du 11 octobre est pour lui consternante; il perd la face; il se couvre de ridicule. Conseil « extraordinaire », ce 11 à 13 h. 30. C'est Trochu qui l'a convoqué. Il a reçu la visite de Tamisier, furieux, lequel lui a fait savoir que si le préfet de police n'avait pas les moyens de faire son métier, ce n'était en tout cas pas sur lui, Tamisier, qu'on pouvait compter pour se substituer à la police, et que si le Gouverneur tenait à se saisir de Flourens, il devait s'en charger lui-même, en confiant ce soin à l'armée. Trochu a pris la chose très mal. L'armée! l'armée! C'est vite dit! L'armée n'est pas plus une police que ne l'est la garde nationale! Le Gouverneur ne saurait admettre que l'armée s'abaisse à ces besognes. De même que l'armée veut la capitulation, mais sans se découvrir, et en exigeant des civils qu'ils s'y salissent les mains à sa place, de même l'armée veut qu'on la protège des Flourens et des Blanqui, coupables de voir clair dans son jeu, mais c'est au préfet de police d'agir, et pas aux généraux. L'incident tourne au vaudeville. A 13 h. 30, ses assesseurs étant réunis, le Gouverneur prend la parole. Il est de très mauvaise humeur, cassant comme on ne l'a jamais vu; « il se plaint vivement des agitations qui troublent Paris; il y aurait longtemps que tout cela aurait pris fin s'il possédait les pouvoirs habituels d'un comman-

dant de place assiégée [137] ». Gaffe ! Il l'a, et de longue date, son « état de siège ». C'est lui qui a refusé, pour le bien de sa manœuvre, d'user des pouvoirs qui lui sont conférés ; il a voulu ne recourir qu'à la « force morale » ; toute sa technique est dans la persuasion ; il y a de mauvais esprits, maintenant, sur lesquels la persuasion ne prend plus, et Trochu ne sait que faire, désirant à tout prix maintenir son personnage affectueux. Les fortes têtes qui l'importunent, il réclame qu'on l'en débarrasse, mais à la condition expresse qu'il puisse, pour ainsi dire, ne pas s'en apercevoir. Picard se lance : s'il n'est pas possible d'écrouer les anarchistes autrement qu'en vertu de l'état de siège, il n'y a pas à hésiter : le général peut demander tous les pouvoirs spéciaux qu'il voudra, « le Conseil, dit Picard, s'empressera de les voter [138] ». Trochu feint de ne pas entendre et il s'en prend avec aigreur à Kératry, lui reprochant d'avoir caché son impuissance. Kératry, alors, donne sa démission de préfet de police, non sans exprimer « les craintes les plus vives pour l'existence d'un gouvernement qui hésite devant les mesures indispensables à sa sécurité [139] » et Favre, qui colle toujours à Trochu de la manière la plus étroite, « se plaint [140] » du peu d'esprit civique manifesté en l'occurence par Tamisier.

Donc, on n'arrêtera personne. C'est déplorable, mais c'est ainsi. Il faut se résigner à subir Blanqui et Flourens. Et pour remplacer Kératry ? Picard propose M. de Choiseul. Beaucoup trop voyant ! Favre, Ferry, Simon, avancent le nom d'Edmond Adam, qui fait « gauche », mais qui est très « sage » au fond. Va pour Adam. Comme l'écrira le général dans ses *Mémoires Posthumes*, si le nommé Adam avait suivi jusqu'alors une politique bien aventureuse, « il était riche, condition propre à réveiller [...] ses instincts conservateurs [141] ». Dans la nuit du 11 au 12 octobre, Adam succède à Kératry à la Préfecture de Police.



Du moment qu'on ne boucle pas les « coquins », il faut revenir à l'autre système. Pas de politique de force au profit de l'ordre ?

137. *Procès-Verbaux* [...] p. 203.
138. *Ibid.*
139. *Id.*, p. 204.
140. *Ibid.*
141. Trochu. *Œuvres Posthumes*, t. I, p. 319.

ors une seule chose à faire pour entretenir l'illusion : un nouvel isode militaire, tonitruant au possible, mais pas trop meurtrier, r Trochu ne sacrifie point de gaieté de cœur ses lignards et n'a lle envie d'endommager à l'excès ses « bonnes troupes » dans s engagements dont l'objet est exclusivement « politique ». e Trochu, le 8 au soir, profitant des « baïonnettes bourgeoises », it pas foncé sur les rouges, Balleyguier-Fidus le lui pardonne l; « de bonnes âmes, écrit Fidus, le 9, dans son *Journal*, conti-ent à dire que du moins nous avons un gouvernement d'hon-es gens... » Peut-être! Mais si pusillanimes qu'ils appartiennent, leur faiblesse, à cette sorte d'honnêtes gens « qui amènent le vernement des scélérats [142] ». Fidus n'est qu'un pleurard inof-sif. Avec le Comité Central Républicain, c'est une autre affaire; gens qui, sur leur nouvelle affiche, déclarent qu'ils parlent au n du parti « de la Révolution ». Par chance, ces « cent quatre-gt délégués » du Parti de la Révolution, sont toujours passion-de leur guerre à outrance. Parce que l'*Officiel* a eu soin de repro-re une dépêche grotesque de Crémieux, reçue le 6, à 18 heures : otre seule et immense préoccupation est d'activer l'organisa-. des forces destinées à débloquer Paris [...]. La situation de aine continue à demeurer excellente[...] », parce que Tours a oncé que Garibaldi arrivait au secours de la France, et qu'il arquait à Marseille, les gens du Comité Central Républicain donné à cœur joie dans le panneau, et ils clament, sur leur ier : « Le pays se lève en masse dans un sublime effort. Il a is conscience de lui-même [etc...] ». Ils sont assurément désa-bles quand ils écrivent : « Pas d'armistice! Pas d'intervention omatique! » On dirait qu'ils se méfient. Eh oui; ils précisent ie : « Voilà ce que nous avons à craindre », l'armistice n'étant, rai, que « la préparation d'une paix honteuse ». Les choses nt pas toutes seules, avec ces gaillards, dans quelque temps, l'évidence. Mais Trochu-Favre travaillent au jour le jour; st leur sort; et pour le moment, les « anarchistes » se contentent apir : « Aux armes, citoyens! A la mort ou à la victoire! » Rien tre à faire à leur égard que d'ordonner, une fois de plus, cette ique « reconnaissance offensive » qui peut passer pour prépa-re à l'attaque « en masse ». Titre : l'affaire de Bagneux, ctobre 1870. Dès l'aube, un déchaînement de salves; les forts

1.. Fidus. *Op. cit.*, t. I, p. 142.

de Vanves et de Montrouge organisent avec leurs grosses pièces un vacarme exaltant. Il y a des « mobiles » dans le coup, et ils ont de l'entrain, beaucoup plus qu'on ne leur en demande. Ils enlèvent les objectifs, puis apprennent, au début de l'après-midi, que c'est terminé, et qu'ils doivent, abandonnant le terrain conquis (87 morts) regagner leurs bases de départ. Encore [143] ! Mais parfaitement. L'État-Major estime que l'opération d'aujourd'hui est excellente et qu'elle a pleinement atteint son but. Le tonnerre des obus a duré de l'aube jusqu'à 16 h. 30. Fidus lui-même ne retient pas un haussement d'épaules : huit heures d'une gigantesque cannonade, et « tout cela pour s'informer s'il y a toujours des ennemis sur le plateau [144] ! » De qui se moque-t-on ?

Trochu s'aperçoit promptement du résultat médiocre qu'il a obtenu. Châtillon, Thiais, Bagneux, ces récidives monotones ne font plus d'effet ou plutôt provoquent maintenant l'effet contraire à celui que l'on cherche. Ces soldats qui meurent pour rien déplaisent. « Nouvelles sans inattendu d'une guerre misérable, écrit Goncourt; [...] rabâchage de ces défaites décorées du nom de reconnaissances » [145]. Encore Goncourt, du moins, croit-il aux « défaites ». Il ne sait pas, ou ne veut savoir, que si l'on ne gagne pas un pouce de terrain, c'est qu'on ne s'en soucie guère, et que l'on ne tient pas à désobliger « l'ennemi » et que la « défense » est un leurre. Tout le monde peut constater que la loi votée par le Corps Législatif, le 10 août, sur la levée de tous les célibataires ou veufs sans enfants de vingt-cinq à trente-cinq ans n'est pas appliquée. Quinet, le 24 septembre, est allé signaler la chose, avec un étonnement inquiet, au ministre de la Guerre. Le benêt! Il se figurait tout de bon que Le Flô devait ignorer ce détail. Le Flô lui a parlé d'inévitables lenteurs, de cadres qui manquent, de casernements à trouver, d'équipements et d'armes qu'il importe de fabriquer d'abord. Un mois plus tard, rien n'a changé, et Garnier observe que l'on proteste, dans Paris, « avec raison [146] », contre ce parti pris de l'État-Major; mais appeler sous les drapeaux tous ces jeunes hommes, rien ne paraîtrait plus incorrect au général Trochu à l'égard des familles respectables. On connaît la pensée du général

143. Les mobiles, qui se sont battus comme des lions, « murmurent », note F. Garnier dans son *Journal* (p. 30), « lorsque à mi-côte du plateau de Châtillon on les ramène en arrière ».
144. Fidus. *Op. cit.*, p. 155.
145. Goncourt. *Journal*, t. IV, p. 78.
146. F. Garnier. *Op. cit.*, p. 41.

le recrutement : elle est tout entière dans son opuscule de 1867, si célèbre que peu lu : des mercenaires, nombreux, solides : n'est pas aux classes riches qu'il appartient de s'exposer ; elles t l'élite et leur protection est l'affaire des classes subalternes. chu n'est pas un Gambetta. Il a le sens des hiérarchies. Le janvier 1871, la *Revue des Deux Mondes* publiera un article *Les mobilisés* », par Albert Dumart, signalant, sans violence reste, on le pense bien, et comme un de ces côtés pittoresques la guerre comporte toujours, le « grand nombre de jeunes s », dans Paris, qui devraient être sous les armes, mais sont nquillement demeurés des civils ; « l'État — dit la *Revue* — te avec plus de dédain que de rigueur ces réfractaires ». Quant infortunés de moins de vingt-cinq ans qui n'ont su échapper la ligne, ni à la mobile, et qui ne se sentaient cependant aucune ation pour le combat, ils se sont généralement tirés d'affaire moyen de « mutations », tolérées par l'autorité militaire, et nettant au soldat aisé de faire un échange avec tel camarade Intendance par exemple : sa place, contre une certaine somme. « mutations », il faut bien le dire, note avec bonhomie le rédac- de la *Revue des Deux Mondes*, ont « dégénéré en remplacement é ».

y a aussi la Croix-Rouge qui est bien utile, et à des fins mul- s. Amusante rencontre : on ne disait pas, d'abord, « la Croix- ge » ; on disait « la Société Internationale de Secours aux sés militaires », et, par abréviation, « l'Internationale ». Ainsi omte de Flavigny, président de la section française, le comte rier, vice-président, le comte de Saint-Aignan, qui dirigeait le mité des magasins », le comte de Madre, qui dirigeait le mité des renseignements », la comtesse de Flavigny, prési- e du Comité des Dames, où se réunissaient Mmes de Gallifet, ılst, de la Ferronnays, d'Haussonville, de La Grange, de tgomery et de Fitz-James, ainsi toutes ces personnes et per- alités de la haute société parisienne la plus exquise apparte- it à « l'Internationale » ! C'était trop drôle ! On en riait beau- . On préféra cependant assez vite modifier l'appellation ante. La « Croix-Rouge » se recrute, signale le bon Sarcey, tout dans le grand monde [147] ». Elle s'adresse à la charité de un chacun. La Société — signalait l'*Illustration* du 13 août,

. Sarcey, *Le Siège de Paris*, p. 270.

qui soutenait son appel — accepte tout ce qu'on veut bien lui donner, mais c'est de l'argent surtout qu'elle réclame de « notre patriotisme et de notre humanité ». C'est une grande dévoratrice de numéraire, encore que « le blessé » manque beaucoup, par suite de la conception particulière que se fait de la Défense Nationale le Général-Gouverneur. Ce sont les « services » qui sont ruineux, et l'on ne saurait demander aux honnêtes gens et aux femmes élégantes qui s'y bousculent de « travailler » dans des conditions inconfortables. Aussi la Société a-t-elle loué, à son usage, toute une suite d'appartements au *Grand Hôtel*, pour le prix, un peu élevé, on le reconnaît, de « 500 francs par jour [148] ». On y voit beaucoup Mgr Bauer, ancien confesseur de l'impératrice et protonotaire apostolique; Trochu le décrira, dans son récit posthume; il « avait eu, dit-il, sous l'Empire, la vogue de la cour et des salons » et menait toujours grand train; portant « bottes à l'écuyère », et « le cigare aux lèvres », il se montrait sur les remparts et dans Paris « toujours escorté de deux cavaliers du train » qu'il s'était fait affecter comme « ambulanciers à ses ordres » et qui lui servaient d'aides de camp [149]. Si cet apôtre, auprès de la troupe, réussissait peu, il avait en revanche, auprès des dames de le Société, les plus réconfortants succès. Jules Ferry, le 29 septembre, a cru devoir, appeler l'attention du Conseil sur un organisme qui n'a pratiquement rien à faire, mais dont « le personnel et les cadres servent de refuge, dit-il, à tous ceux qui ne veulent pas se battre »; la chose est patente et nuit au sérieux de la Guerre. Trochu s'est senti mal à l'aise. La question est de celles qu'un homme convenable ne soulève pas, car elle concerne un milieu qu'il importe de respecter. A cause des gens impossibles qui l'écoutent à l'Hôtel de Ville, il « reconnaît », oui, il « déplore »; il « souhaiterait » (conditionnel d'atténuation) qu'on « invitât » la Société Internationale à « contrôler » elle-même — pas question, naturellement, de lui imposer une surveillance — la situation militaire de ses membres, afin que l'on ne puisse point « sans droit », dit le Gouverneur, « protéger », par ce biais, « sa personne [150] ». Le 19 octobre, c'est Favre, alarmé par les rumeurs qui circulent, chez les envieux sans doute, mais qui n'en sont pas moins fâcheuses pour le gouvernement à l'heure où sa position morale

148. *Id.*, p. 272.
149. Trochu. *Œuvres Posthumes*, t. I,.p. 450.
150. *Procès-Verbaux* [...] p. 168.

si délicate, c'est Favre lui-même qui revient sur ce sujet brû-t; il demande s'il n'y aurait pas moyen, malgré tout, et avec ménagements qui s'imposent, d'exercer — le scandale devient n gros — un droit de regard sur ce qui se passe à la Croix-Rouge. ard intervient aussitôt avec la dernière vigueur, s'opposant :nt à lui à toute idée d'une « ingérence » de l'État dans les .ires de cette Société privée; il y aurait là, déclare-t-il, quelque se d'absolument « contraire aux principes d'initiative indivi-lle[151] », qui sont la base même de la civilisation. La Croix-ıge restera libre de déployer comme elle l'entend sa bienfai-ce. On n'aurait pas attendu d'un homme comme le général bert les propos auxquels il s'abandonnera dans son *Histoire 'a Guerre*, décrivant le succès que la grande œuvre charitable naissait chez les nantis. Une « foule », racontera-t-il, d'hommes ıes, bien portants, bien pourvus, assaillait les membres du aité pour réclamer « un office d'infirmier, un diplôme d'am-ancier », au moins « un brassard[152] ». Le colonel Chaper, le pre gendre du général de Chabaud-Latour, aura, devant la nmission d'Enquête, l'incivilité d'une allusion, dont il aurait se dispenser, aux « ambulances de Genève », qui avaient surtout r mission, selon lui, de procurer aux mobilisables élégants « abri sûr contre les dangers de la guerre et le froid[153] ». Et t Ducrot qui, dans sa *Défense de Paris*, ira dévoiler (pourquoi e grossièreté malsaine ?) que les « ambulances particulières », :millantes, offraient aux mobiles que la guerre ennuyait et avaient des relations, la possibilité de s'y tapir, après s'être porter malades ; « beaucoup de ces militaires, écrit Ducrot, reparurent plus à leur corps[154] ».

t le drapeau de la « Société », le drapeau blanc à croix écarlate, l précieux emblème! « Un bon quart » des maisons l'arborent, Sarcey, dans les arrondissements riches[155]. On l'obtient sans ıe pour peu qu'on soit recommandé par son nom ou ses rentes à ignature du comte de Flavigny. Ce que vous épargne ce fanion tecteur est inappréciable. Il a fallu d'abord loger *chez l'habitant* ucoup de mobiles de province, et si ces garçons font preuve,

51. *Id.*, p. 226.
2. Général Ambert. *Histoire de la Guerre de* 1870-1871 (1873), p. 581.
3. *Dép.*, t. II, p. 404.
4. Ducrot. *Op. cit.*, t. I, p. 181.
5. Sarcey, *Op. cit.*, p. 334.

dans l'ensemble, des dispositions politiques les meilleures, on préfère assez généralement, chez les amis de l'ordre, qu'ils accomplissent leur tâche de sauvegarde sans qu'on ait l'inconvénient de les héberger. Mais c'est surtout contre les banlieusards que le « drapeau de Genève » est précieux; il « défend votre immeuble, écrit Sarcey, contre l'invasion des populations suburbaines [156] »; près de 200.000 fugitifs sont entrés dans Paris, en septembre, devant la marée allemande, des familles entières, avec leur marmaille; le drapeau de Flavigny au-dessus de la porte, et le tour est joué : sanctuaire intouchable, réservé à « nos chers blessés », — comme disait l'appel du Comité des Dames. C'est encore le général Ambert, inconvenant au-delà de toute expression, qui, en 1873, parlera d' « odieux mensonge » et prétendra que, dans bien des cas, l'enseigne était même purement fallacieuse : ni mobiles, ni banlieusards, ni blessés; personne; on veut seulement se sentir chez soi; et si l'hôpital militaire envoie des blessés, des malades, à telle maison qui est sur la liste des « ambulances privées », blessés et malades sont aussitôt refoulés, sous prétexte de pièces incomplètes, de formulaires mal remplis, d'irrégularités administratives [157]. Regrettables exceptions dont un gentleman n'aurait jamais dû souffler mot. C'est le zèle, au contraire, pour avoir des soldats en traitement, qui serait plutôt excessif, ou qui, du moins, l'est devenu depuis qu'une note, arrachée par quelque démagogue, a paru au *Journal Officiel* du 21 septembre : « Le drapeau blanc de la Convention de Genève ne sera désormais accordé qu'aux personnes qui peuvent disposer au moins de six lits complètement installés »; le 24, l'Hôtel de Ville a cru pouvoir aller plus loin encore, passant toutes les bornes, et décidant que le fameux « drapeau distinctif » devenait réservé aux demeures où se trouvaient effectivement des « blessés militaires ». L'exigence des « six lits » a jeté l'émoi dans les salons et c'est une véritable indignation qui a salué l'arrêté n° 2. Des blessés! Des blessés! Mais on ne demande que ça! Le Gouverneur n'a qu'à nous en préparer! Comme il est, hélas, parcimonieux en combats, c'est une rixe mondaine permanente pour obtenir *du* blessé. On manœuvre, on s'agite, on s'assure par tous les moyens des promesses formelles. On ne recule devant rien; chacun pour soi! Et telle est l'angoisse

156. *Id.*, p. 126.
157. Général Ambert. *Op. cit.*, p. 334.

e l'on a, la marchandise étant rare, de voir ce qu'on a pu saisir us échapper que l'on cloître étroitement, à l'abri des médecins litaires, les otages sur lesquels on a mis la main. Le 7 octobre, Iôtel de Ville devra dénoncer — sans articuler, Dieu merci! noms propres — le cas de seize soldats, on ne sait comment conduits dans des ambulances privées », et qu'il fallut récupérer onisants. Les particuliers qui les « soignaient » étaient parvenus e les annexer sans aucune « visite » préalable, tant ces passionnés altruisme avaient craint que l'Hôpital ne retînt captifs *leurs* essés. Le lendemain du combat de Rueil, 22 octobre, c'est un multe dans les hôpitaux, au point que Fidus en ricane : les lles dames jouent des coudes, ne connaissent plus d'amies, se brouillent avec emportement, assiégeant les médecins; le matél humain vient d'affluer sur des brancards; on se bat pour se rracher; des colères éclatent : « Vous m'en aviez promis! Vous avez manqué de parole»[158]! »

On s'arrange, rassurons-nous. Il en va de l'arrêté du 24 sepmbre comme de la loi du 10 août; platoniques hommages; absactions décentes. Les drapeaux « de Genève » resteront sur les aisons honnêtes, même si elles sont inhabitées; le portier y illera, avec l'assentiment muet du Pouvoir. La Croix-Rouge t revêtue, de par son nom même, d'une espèce d'immunité crée. Au point que je ne sais quel malotru ayant signalé, au nseil du 22, que, sans la moindre autorisation, avec le plus rfait mépris des lois, le comte de Flavigny a lancé une loterie en veur des ambulances — étrange, tout de même, ce que la Croixouge peut manger d'argent pendant cette guerre qui n'a pas u — l'affaire est rapidement étouffée. A la demande de Picard, qu'appuie de son autorité M. Jules Favre, on ne trassera point M. de Flavigny; la loterie sera « tolérée »; on ne *utorisera* pas, ce qui serait un dangereux précédent, l'entorse a loi étant flagrante; on ne la verra pas, voilà tout. Il faut dire e Jules Favre et le Gouverneur ont toutes raisons de marquer e profonde bienveillance à la « Société » et à ses membres les is éminents. La politique de ces messieurs est la leur. L'*Illustran* du 8 octobre a relaté, sans malice, les « excellents rapports hommes du monde » qui se sont établis entre ces ambulanciers tingués et les officiers prussiens avec lesquels ils ont, et

158. Fidus. *Op. cit.*, p. 193.

recherchent, l'occasion d'entrer en contact; et leur « impression », dont ils ne font pas mystère, est celle-ci : « Comment se fait-il que nous soyons en guerre avec des hommes dont le commerce semble devoir être si facile [159] ? » Excellent, cela. Excellentes, aussi, les nouvelles que, dans la jouréne du 13, le ministre américain Washburne a transmises à M. Jules Favre; Washburne aime à rendre service et les informations personnelles qu'il a reçues, il s'en voudrait de ne pas les communiquer très vite au G.D.N. : ce qu'on baptise à Paris « l'armée de la Loire » n'a aucune espèce de réalité et les misérables détachements français qui trouvent le contact avec l'ennemi sont contraints à la débandade; les Allemands occupent sans difficulté tout ce qu'ils veulent du territoire; les villes s'ouvrant devant eux les unes après les autres; à Metz des négociations sont en cours entre Bazaine et Frédéric-Charles et tout semble indiquer que le maréchal cherche à se rendre; enfin, le désordre le plus complet règne à Lyon, à Marseille, à Toulouse. Favre s'est empressé de développer tout cela devant le Conseil du 13 au soir, soulignant qu'il doit revoir M. Washburne dès le lendemain matin et qu'il serait bon — tout le monde est bien de cet avis, n'est-ce pas ? — de reprendre langue au plus vite, s'il se peut, avec le chancelier prussien.

Il fait bien ce qu'il peut, tout ce qu'il peut, on s'en rend compte, M. Favre, et avec une constance émouvante, en faveur de la capitulation, mais Rochefort, ce 13 au soir, rappelle que les Parisiens seront surpris s'ils apprennent que le Gouvernement recommence à causer avec l'ennemi. Et d'ailleurs, que peut-on espérer de Bismarck ? Nous sommes le 13, et, pas plus tard que le 9, le Conseil, unanimement, a reconnu « inadmissibles » les propositions du chancelier rapportées par Burnside. S'imagine-t-on que, si les choses vont effectivement aussi mal pour nous que le dit M. Washburne, les Prussiens vont se montrer plus conciliants ? Arago intervient pour une remarque déplacée; il demande quel crédit l'on peut faire aux informations procurées par l'homme de Washington, alors qu'elles sont, pour la plupart, « de source allemande [160] ». L' « agitation » de Lyon et du Midi, n'est-ce pas surtout une agitation nationale ? La preuve, c'est que les journaux allemands eux-mêmes, analysés par M. Washburne, signalent ce

159. *L'Illustration* du 8 octobre 1870.
160. *Ibid.*

ıouvement de résistance pour feindre de s'en moquer alors qu'ils 'en inquiètent... Picard balaie ces billevesées. Soyons sérieux, oupe-t-il; M. Favre a raison : il importe avant tout que le gouver- ement ne donne pas au chancelier l'impression que toute proposi- ion nouvelle est inutile et sera systématiquement écartée [161]. Mais 'rochu n'est pas du tout de cet avis. Trochu, qui n'a qu'une idée : maintenir l'ordre » (et il répète que c'est son « honneur » d'avoir u le faire jusqu'ici [162]), ne veut pas que l'on compromette son ravail par des démarches non seulement superflues mais fâcheuses. l refuse d'écouter les propos défaitistes; il dit qu'à Paris en tout as la « situation militaire est meilleure qu'elle n'a jamais été », u'il dispose maintenant de 2.000 pièces d'artillerie, alors qu'on 'en avait que 700 le 4 septembre, et de 400 « coups » par canon u lieu des dix obus par pièce qu'on pouvait seulement tirer, araît-il, il y a un mois; et que, pour sa part, il est résolu à « ne lus tenir aucun compte de M. de Bismarck [163] »; il ajoute, faisant mystérieux, que « le temps va permettre d'apporter un soula- ement aux affaires de la République », et que « d'ici là rien ne era compromis par une attitude énergique [164] ». Autrement dit : as d'histoires avec les « rouges », jusqu'à l'heure où M. Thiers eparaîtra. Gardons la pose. Fort d'une attitude héroïque, le . D. N. sera mieux placé pour introduire dans Paris, l'heure enue, l'armistice-reddition dont l' « illustre négociateur » lui pportera les moyens. D'où les deux nouvelles ruses du général : e long « relevé » d'abord qu'il fait établir, à l'intention des bonnes ens, par ses services de l'État-Major, pour démentir les malveil- ances de certains maires, à la Corbon, sur les négligences dont ils ccusent l'armée au sujet des « travaux de défense » autour de la apitale (Le document est magnifique; copieux à souhait; une iste écrasante où sont énumérés les prodiges accomplis en six emaines, et détaillés les ouvrages dont l'activité du Génie a fait utour de la ville, un rempart tel qu'il peut défier n'importe uel assaut [165].) Ensuite, et surtout, cette proclamation du

161. *Id.*, p. 211.
162. *Ibid.*
163. *Ibid.*
164. *Id.*, pp. 211-212.
165. Le pékin, comme il sied, n'y verra que du feu et en restera ébloui. Iais Francis Garnier, qui est au courant, s'exaspère devant l'insolence le ce « trompe-l'œil » où tant de « grands travaux » sont « donnés à tort our achevés » alors qu'ils demeurent à l'état d'ébauches et que plusieurs, nême, sont « à peine en projet ». (F. Garnier) *Op. cit.*, p. 35.

15 octobre que le Gouverneur dédie à la population parisienne, un texte du ton le plus relevé, et qui a pour dessein d'indiquer aux civils que leur général est un stratège authentique, auquel ils peuvent s'en remettre pour les belles surprises qu'il prépare à l'envahisseur. Un homme de guerre n'est pas un baladin, et les intérêts dont il a la charge sont trop graves pour qu'il se conduise avec précipitation ; il sait où il va, et le pas dont il y faut aller; il accepte, il tolère, avec le sourire du sage, les récriminations des incompétents, « je ne céderai pas à la pression de l'impatience publique ». C'est compris ? Ah! certes, comme il la partage, cette impatience universelle d'action et de victoire! Mais le devoir avant tout; il se prépare; tout se prépare; et quand il donnera l'ordre de frapper, ce sera, alors, qu'on le sache, à coup sûr. « *Pénétré de la foi la plus entière dans le retour de la fortune, je suivrai jusqu'au bout le plan que je me suis tracé, sans le révéler* [166] ». Et voilà, sous nos yeux, en ce 15 octobre 1870, la naissance de la rumeur, si naïvement enthousiaste à ses débuts, qui commentera jusqu'à la fin, dans Paris, le « plan », le « plan Trochu », l'idée secrète du Gouverneur, cette conception mystérieuse — un prodige, sûrement, d'intelligence et de hardiesse — qui, tel jour, se révélera dans la foudre, écrasant et pulvérisant l'ennemi.

Trochu est assez content. Une idée heureuse, le « Plan ». Mais voici Picard — encore lui! — qui récidive dans l'incartade. Picard est d'une fébrilité extrême; il ne voit pas pourquoi on attendrait le retour de M. Thiers, et ses offres hypothétiques, alors que les Américains ici présents ne demandent qu'à s'entremettre pour aider le général à se rendre. Avec des soldats du bon modèle, comme Vinoy et Ducrot et le vice-amiral baron de la Roncière Le Nourry, avec les marins et leurs grosses pièces des forts, avec les mobiles de l'Ouest, on a parfaitement ce qu'il faut pour réduire en moins de vingt-quatre heures le soulèvement qu'essayeront sans doute les faubourgs et donner à la plèbe la leçon d'obéissance dont elle a le plus grand besoin. Ridicules, ces prudences et ces atermoiements du Gouverneur! Et Picard a beauoup d'amis qui pensent de même. On va lui forcer la main, à Trochu. On va le dénoncer aux amis de l'ordre un peu plus énergiques, un peu plus décidés que ce tremblotant. L'*Électeur libre* s'est mis dans un mauvais cas, au moment de Ferrières; mais on a créé, le 6 octobre,

166. Cf. J. Favre. *Op. cit.*, t. I, p. 304.

une feuille dont on a confié la direction à l'ami Portalis. La *Vérité* est là pour faire ce que l'*Électeur libre* n'est plus en état d'accomplir. La *Vérité*, le 15 octobre, lâche un article-bombe où se trouve révélé tout ce que Favre a confié, l'avant-veille, aux membres du gouvernement sur les nouvelles catastrophiques fournies par Washburne, et où Portalis, au nom de l'opinion raisonnable, pose une série de questions : « *Est-il vrai que M. Burnside soit venu à Paris chargé d'une mission de conciliation? Est-il vrai qu'un armistice a été proposé au gouvernement dans des conditions acceptables et que le gouvernement l'a refusé? Est-il vrai que la Prusse a offert à la France de conclure un armistice à l'effet d'élire une Assemblée Constituante?* » Ce qu'essaie Picard, avec cette manœuvre, c'est le ralliement des conservateurs qui se sont comptés, déjà, physiquement, le 3 dans l'après-midi, et qui, s'ils ont du nerf, doivent contraindre maintenant le général à traiter tout de suite et à en finir une bonne fois avec les forbans de Belleville.

L'insensé! C'est la guillotine, qu'il cherche, ou quoi ? On s'échine, on se tue, au Louvre, comme au Quai d'Orsay, à mener les choses en douceur, à « louvoyer » — selon le mot de Favre lui-même — entre mille écueils où la pauvre barque du Bien risque à chaque instant de se voir éventrer, on s'ingénie à des coups de barre d'une adresse surhumaine pour guider l'esquif vers le havre d'une capitulation sournoise et d'une convocation de l'Assemblée qui se ferait à l'amiable, et Picard s'applique à déchaîner l'ouragan, alors que ces jours-ci même on vient encore de constater qu'on n'a pas les moyens matériels d'arrêter seulement Flourens et Blanqui! Il en aura fait voir, aux collègues, ce Picard. C'est gentil, le jour même où le Gouverneur lance son nouveau filet, c'est malin de foncer là-dedans comme un cachalot pour tout démolir! Conseil extraordinaire du gouvernement le 15 à 13 h. 30. Picard a beau s'opposer à toutes poursuites, le gouvernement décide l'arrestation de Portalis. Son arrestation, oui! On n'a pas osé écrouer les meneurs « rouges », mais on n'hésireta pas à incarcérer un ami, et si M. Picard n'est pas assez intelligent pour discerner que c'est cela même, le « plan Trochu », il donne la mesure de ses capacités d'homme d'État.

Le général reçoit, dans l'après-midi, la visite bouleversée de M. de La Rochefoucauld : Portalis, qui a beaucoup vécu aux États-Unis et entretient avec M. Washburne les relations les plus étroites et les plus confiantes, attend chez lui, ce soir, à dîner, le représen-

tant des U. S. A. Et vous parlez de l'emprisonner ? De quoi nous brouiller, à l'instant, avec l'Amérique! Trochu s'excuse. Il ne veut aucun mal, bien entendu, à M. Portalis, mais la mesure prise doit surtout faire du bruit, d'un certain côté dangereux. On laissera passer quatre jours, c'est suffisant, et, dès le 20, une ordonnance de non-lieu terminera discrètement l'épisode.



Reste le problème, toujours, de la garde nationale, c'est-à-dire des fusils entre les mains des pauvres. Un lourd souci. Pas pour tout de suite, mais pour demain, certainement, pour les grands jours suprêmes de la paix. On a bien essayé d'endiguer le mal. On a bien signé ce décret du 30 septembre qui prétendait limiter à 194 (quel chiffre, déjà!) le nombre des bataillons parisiens, en jurant qu'il n'y avait plus d'armes disponibles. Mais c'étaient là paroles vaines, geste mort. Que faire contre l'élan de presque toute la ville ? On a vu, l'étau de l'angoisse sur la gorge, 280.737 fusils sortis ainsi des dépôts du 4 au 30 septembre. Ces gardes nationaux, ruisselants de bonne volonté martiale, d'Haussonville a cessé de les admirer comme il faisait les premiers jours, tant il avait eu peur, tant il retrouvait d'aisance dans les poumons à les voir s'occuper réellement de la guerre et pas encore de la répartition des fortunes. Mais ce spectacle s'est déprécié aux yeux du comte, et il faut la candeur suspecte de Mme Quinet pour s'attendrir encore, le 9 octobre, sur le zèle de ces déguisés qui continuent à marquer le pas, faire le demi-tour, s'initier, sans cartouches, à l'art du tireur debout et du tireur couché, répétant avec une patience inlassable « cent fois le même exercice » [167]. Un mot, vers la mi-octobre, s'est mis à courir les salons; un bon mot; une remarquable assimilation. Cette garde nationale plébéienne, qui touche ses trente sous par jour à jouer aux recrues comme les « trente-sous » d'il y a vingt ans jouaient aux terrassiers d'opérette, mais c'est vrai, mais c'est exactement ça, mais ça crève les yeux : ce sont les Ateliers nationaux ressuscités. Une caricature du dessinateur Cham connaîtra la célébrité; on y voit un garde national étreignant, embrassant son fusil

167. Mme Edgar Quinet, *Op. cit.*, p. 109.

'il caresse, l'appelant : « *Mon ami, mon frère, ma consolation, n Atelier National !* » Sarcey, brave homme divisé, et qui sait s bien, et qui note loyalement que le chômage à Paris est devenu terrible[168] », quantité d'ateliers et d'usines, faute d'importans, ayant dû fermer leurs portes, n'en redit pas moins la phrase, ns son milieu, qu'on répète avec un ricanement : la garde natiole, « c'était les fameux Ateliers Nationaux qui revenaient sous e autre forme[169] ». Maxime du Camp ne manquera pas, dans *Convulsions de Paris*, d'expliquer la Commune par cet heureux is : l'insurrection des fainéants qui « ne voyaient » dans leur étendu « service » de gardes nationaux, « que la solde, les disbutions de vivres et la facilité de jouer au bouchon toute la rnée[170]; » et c'est bien déjà ce qu'avait conclu le comte Daru ns son *Rapport* présenté au nom de la Commission d'Enquête : l ne faut pas s'étonner [...] si, après le siège, ceux auxquels on ait fait de telles conditions d'existence n'ont pas voulu y renon-, s'ils ont refusé de reprendre le travail [...] et défendu leurs nte sous sous les armes à la main[171] ». Un nom redoutable : teliers Nationaux », plus chargé encore de haine que de mépris. acun, dans sa mémoire, associe « Ateliers Nationaux » à « Jours de Juin »; et tous ceux qui jettent sur la garde nationale ce chat sont convaincus que les Ateliers Nationaux de Quarantet représentaient le socialisme en action, et que M. de Falloux cet honnête homme qui eut le courage de débrider l'abcès, qu'on ne s'en tirera pas davantage cette fois-ci sans le bistouri, rement dit la mitraillade. Une exécration à base de terreur se and à travers les hautes classes contre la garde nationale, 'on est ravi de cette inaction où la laisse le Gouverneur, car y trouve l'occasion d'une insulte. De même qu'autrefois, rast et Marie ont imaginé contre Louis Blanc, cette feinte abotage qu'ils ont appelé Ateliers Nationaux afin de démontrer érilleuse absurdité du socialisme, de même aujourd'hui, simut une défense qu'on est résolu à ne point conduire, on habille peuple en soldat afin de prouver, lorsqu'on se rendra, à quel nt « la nation armée » est une idée folle. Et de même aussi on refusait hier tous travaux utiles aux prolétaires qui offraient

168. Sarcey. *Op. cit.*, p. 175.
169. *Id.*, p. 178.
170. Du Camp. *Les Convulsions de Paris*, t. II, p. 3.
171. *Rapport Daru*, p. 123.

leurs bras et qu'on les traitait de fainéants, de même, à présen on refuse d'envoyer au feu ces hommes qui veulent se faire tu et l'on se réserve de les dénoncer comme des lâches.

C'est à quoi s'applique M. Jules Favre, par exemple, leque reptilien, glisse dans son *Récit* de la guerre cette phrase sur faible succès des engagements de « volontaires » proposés, 15 octobre 1870, aux patriotes de la garde nationale : « on éta en droit de s'étonner, dira-t-il, de ce peu d'empressement quar on le comparait aux protestations bruyantes des bataillons q se plaignaient de ne pas être envoyés à l'ennemi [172] ». Et Jul Ferry est encore plus beau, dans sa déposition devant la Con mission d'Enquête : « Je dois le dire, les registres restèrent à pe près vides [173] ». Une soupape de plus, aux yeux du Gouverneu ce système, qu'il a imaginé, des « volontaires »; de quoi donn une satisfaction de principe aux aboyeurs de guerre à outranc Ils disent qu'il faut employer la garde nationale à des « sorties » Pas question; mais ces excités, ces ravageurs, libre à eux, s'i le désirent, de s'annoncer comme « volontaires »; on les groupe en sections de combat; et on les utilisera, c'est dit, au cours d prochaines « reconnaissances offensives ». Trochu s'applaud beaucoup de cette riposte, mais on partage mal, chez les ge de bien, la satisfaction qu'il en éprouve. Fidus exprime très bie le sentiment, à ce sujet, des personnes pondérées : fâcheuse mesur ces engagements publics, et qui peut avoir des « conséquences que le général ne paraît point avoir prévues : « *La bourgeois aura peu de volontaires* (tiens! pourquoi donc ?); *les ouvriers compteront un plus grand nombre* »; si l'on remporte le moindr succès, les ouvriers se l' « attribureont », prétexte nouveau qu'o leur aura ainsi offert « pour imposer leur volonté [174] ». Décidé ment non, le Gouverneur n'a pas agi là comme il le devait. U faux pas; un égarement. Le colonel Esnault sera plus net encor en 1871. Il ne contredit point Fidus, il l'explique seulement; justifie, par des raisons sages, l'abstention des gardes de bonn compagnie : « *On se disait : l'appel aux volontaires, c'est très bie mais quand nous, hommes d'ordre, nous sortirons des murs, qu'est-c qui restera dans Paris? Les mauvais* [175] *!* » Halte-là! Pendant qu

172. J. Favre. *Op. cit.*, t. I, p. 300.
173. *Dép.*, t. I, p. 392.
174. Fidus. *Op. cit.*, p. 179.
175. *Dép.*, t. II, p. 358.

s irions bêtement nous faire massacrer, la cité, tous nos biens eraient « *au pouvoir des gueux ! Nous ne voulons pas de cela*[176] *!* » 7 novembre, dans l'intimité bien close du Conseil, Trochu alera qu'effectivement c'est parmi les « anciens bataillons », bataillons riches, « que se trouve le moins grand nombre de ›ntaires[177]. » Ferry se trompe, du reste[178] : les « registres » scription furent loin de demeurer « à peu près vides ». Et si :s Favre, pour les besoins de sa cause, parle de « six mille » ntaires en tout et pour tout — ayant bien soin, on le conçoit, aire la confidence de Trochu sur l'origine sociale de ces têtes ées — il s'est mal informé ou il pense que ses lecteurs auront onhomie de le croire sur parole. Le chiffre réel avait été pour- imprimé, et pendant le siège même; non par Ferry, certes, rochu, qui ne tenaient pas à le laisser connaître, mais par un stigateur, Albert Dumart, qui l'avait révélé dans la *Revue Deux-Mondes*, le 15 janvier 1871; il avait marqué sa surprise ınt le silence gardé là-dessus par l'Hôtel de Ville. Pourquoi oir point fait connaître ce chiffre, nullement dérisoire ?Pour- cette pudeur chez les généraux ? Et M. Dumart n'est pas ·enu même à savoir là-dessus la vérité complète; on a pré- u devant lui, au Louvre, que les « états » des bataillons ıient pas tous là, qu'il en manquait un certain nombre, que ·ieurs quartiers n'avaient pas encore envoyé leurs listes au ıent où le système du volontariat disparut (9 novembre). ıart n'a pu savoir ce qui s'était passé pour l'enrôlement volontaires, que dans cent quatre-vingt bataillons seule- :t. Les registres avaient été ouverts, dans les mairies, le ctobre; du 19 octobre au 9 novembre, pour 180 bataillons,)0 volontaires[179]. Pas si mal. Et Dumart de rappeler en qu'en juin 1791, sur les 100.000 volontaires demandés par égislative aux 2.500.000 gardes nationaux figurant sur les de la France entière, le 25 septembre, on n'en avait trouvé re que 30.000. En trois semaines, dans Paris seulement, à

;. *Ibid.*
7. *Procès-Verbaux* [...] p. 290.
3. Ferry ne *se trompe* pas du tout, devant la Commission d'Enquête nt. Le 6 novembre 1870, en effet, au Conseil du C. D. N., il a signalé les volontaires sont au nombre de 25.000. (*Procès-Verbaux* [...] 7.
). Albert Dumart, « *Les mobilisés* » dans *Revue des Deux Mondes* 5 janvier 1871.

l'automne 1870, 27.000 au bas mot. Un beau chiffre [180]. Mais des gens de rien, ces vingt-sept mille. Un voile sur leur dévouement; au mieux, à la manière de Jules Ferry, le mensonge sur leur compte. Ce sont les « barbares », ne l'oublions pas; et c'est ce que rappellera fortement, dans son *Mémoire* de 1871 sur la *Défense de Paris* le lieutenant-colonel Violet-le-Duc : « Nous nourrissons chez nous, dans nos villes, des hordes de barbares qui ont juré une haine implacable à la civilisation [181]. »

(*A suivre.*)

Henri GUILLEMIN.

180. Surtout si l'on considère l'impopularité du décret qui désorganisait ces bataillons où les gens, d'un même quartier, se connaissaient les uns les autres, avaient déjà leurs habitudes et auraient voulu purement et simplement « un décret de mobilisation » de la garde nationale « conservant à chaque bataillon son unité et ses chefs. » (cf. Favre. *Op. cit.*, t. II, p. 88.)

181. Cité par A. Duquet. *Paris, novembre 1870*, préface, p. LII.

Kazimierz Brandys.

LA MÈRE DES ROIS

(fin)

IX

L'avocat chargé de la défense était un homme encore jeune. « Est-ce moi qui vieillis, songeait Lucja, ou est-ce qu'il y a de plus en plus d'hommes jeunes ? » Elle disait :

— Maître, c'est un gentil enfant.

L'avocat riait :

— Le gentil enfant a participé à une attaque à main armée.

Lorsqu'elle l'assurait que Stas n'était au courant de rien, il faisait la grimace en avançant ses lèvres. Elle s'écria :

— Que voulez-vous ? Ils ont pillé parce qu'ils savaient qu'on pille ! Leur a-t-on montré un meilleur exemple ?

— Madame Krol, vous parlez comme le chef de cette bande. C'est ce qu'ils avancent pour leur défense.

Il soutirait à Lucja des sommes importantes. Où les prendre ? Roman prêta de l'argent mais ce fut vite épuisé. Elle vendit son manteau d'hiver. Puis la machine à coudre. Les gens du quartier lui donnaient du linge à laver. Rien ne suffisait. Elle gémissait et elle jurait, passant ses nuits devant son baquet de lessive, sur ses jambes enflées. Elle ne pouvait plus travailler la nuit sans alcool. A l'aube, elle s'effondrait sur son lit. Cyga faisait passer maintenant des cochers aux chantiers de la Cité Praga III. Il promit à Lucja de lui trouver du travail :

— Il y a un directeur, disait-il, un peu cinglé. Les ouvriers se moquent de lui : il veut édifier des palais socialistes. Il t'embauchera.

Lucja haussait les épaules :

— Tu n'attelleras pas une jument à une auto. J'ai cinquante ans. Ça fait vingt-cinq ans que je fais la lessive. La technique ne me changera pas.

— Les gens apprennent à tout faire. De vieilles femmes suivent des cours d'instruction. Moi-même j'ai appris à conduire il n'y a pas longtemps.

— Oui, mais on t'a repris la voiture, la voilà bien ta technique !

Cyga hochait la tête :

— Eh oui, c'est comme ça aujourd'hui. On enseigne d'une part et de l'autre on reprend. Ils ont agi de même avec tes deux garçons.

Lucja le regardait du coin de l'œil et pensait que pour une fois il avait parlé intelligemment. Cyga lui prêta trois cents zlotys.

— Je ne sais pas quand je te les rendrai.

— Femme, dit Cyga, les quarante-cinq zlotys que je t'ai apportés après l'enterrement, tu t'en souviens ? Ce n'étaient pas les copains qui s'étaient cotisés. Je t'ai apporté ce que j'avais et je n'en ai jamais demandé le remboursement.

— Idiot, murmura Lucja. Tu as toujours été idiot.

Et elle se pencha au-dessus du baquet.

— Il s'avère, disait l'avocat, que le gentil enfant est désintéressé. Il a entendu dire que ses camarades se préparaient à sortir et il les a accompagnés par pure curiosité. Par chance, il est resté devant la boutique pour monter la garde. Je compte obtenir deux ans, madame Krol. Peut-être avec sursis.

Elle vit Stas au bout de six semaines. Lorsqu'on le fit entrer dans le parloir, il sourit à la vue de Lucja.

— Maman, tu as mauvaise mine.

Il écoutait distraitement les questions qu'elle posait, il hochait la tête et se taisait. Lucja avait le sentiment qu'il regardait quelque chose derrière son dos; il dévisageait curieusement les visiteurs et il souriait aux gardiens. Lucja demanda :

— Stas, qu'as-tu ?

Il fit une grimace de clown, humble et railleuse. Puis il cligna de l'œil à l'adresse du milicien qui assistait à l'entretien, et il dit :

— L'essentiel est de ne pas s'en faire.

— Pourquoi les as-tu suivis ?

Elle lui répéta ce qui se disait à l'école. Il ne pourra pas asser son baccalauréat cette année, mais à l'automne on admettra en classe. Tout le monde le regrette; que Stas romette qu'il ne commettra plus d'autres sottises.

— Même Zenon t'a pardonné, bien qu'au début il ait été ırieux contre toi.

Stas écoutait avec attention, et ses yeux semblaient se eculer, rétrécis par l'effort de penser.

— Combien aurai-je ?

Lorsque Lucja lui eut dit qu'il serait libéré probablement près le procès, Stas réfléchissait et parut plus triste.

— Vous savez, maman, je n'irai plus en classe.

Lucja prit peur. Elle essaya de le raisonner, de le prier d'être ıge, d'avoir de la pitié pour elle; qu'il ne la tue donc pas. tas écoutait attentivement, il était même de cet avis. A un ertain moment Lucja remarqua qu'il penchait la tête et rmait les yeux comme pour dissimuler ses larmes. Elle oupira :

— Stas...

— Je vais vous dire, maman, fit-il soudain. J'ai bien réfléchi .-dessus. Écoutez-moi. Je sais déjà, je...

— La visite est terminée, dit le gardien. Citoyenne, je vous rie d'interrompre.

Lucja sentait battre son cœur. Elle pria le gardien de la isser encore un instant : son fils avait quelque chose d'impor-ınt à lui dire, ils n'avaient pas eu le temps de s'entendre.

— C'est terminé, répéta le gardien... Adressez une demande our une autre visite. Le temps pour aujourd'hui est écoulé.

Il fit signe à Stas qui considérait Lucja avec frayeur. Il oulait lui confier quelque chose, elle comprenait que c'était e la plus haute importance et que jamais plus il ne lui en arlerait. Il se tint debout pendant un instant, curieux et ıcertain, regardant tour à tour sa mère et le gardien. Puis il t sa grimace drôle et pitoyable. Lucja devina qu'il avait erdu le fil de sa pensée et qu'il n'avait plus rien à lui dire.

Sur le chemin du retour, elle revoyait les yeux effrayés. uelque chose devait le travailler, mais quoi ? Quoi donc ? uoi ? Pourquoi l'avait-il regardée de la sorte ? Elle ne pouvait ublier son regard. Soudain il était devenu lui-même. Pendant

ce court instant, il n'avait sûrement pas joué la comédie. Elle savait qu'il avait terriblement peur. C'est de sa faute à elle, jamais elle n'a su le comprendre. Et c'est peut-être la raison pour laquelle elle l'aime le plus à présent. Depuis l'arrestation de Stas, elle se faisait moins de souci pour Klemens. Par moments, elle en éprouvait de la honte, mais il en était ainsi. Klemens était arrêté depuis longtemps, le temps passait, elle s'était familiarisée avec ce fait. L'avocat avait dit que l'affaire demandait de la patience. On était impuissant à intervenir. Il fallait attendre. Elle attendait. Elle prenait l'habitude, le temps aidant. Une nuit seulement elle s'était éveillée avec un sentiment d'horreur. Ses deux fils ! Ses deux fils en prison ! Le lendemain elle courut chez l'avocat.

— Ne vous énervez pas.

Il parlait avec exaspération :

— A notre époque, c'est courant.

Elle s'en revenait tranquillisée.

Zenon était d'avis que Klemens ne serait pas libéré de sitôt.

— Lisez les journaux, maman. Il se prépare quelque chose.

Les journaux parlaient de la guerre. La guerre ? Elle réfléchissait rapidement : elle était encore capable de faire du commerce, la cave était solide, et puis il y avait la campagne, elle comptait sur ses anciens clients. Tout sera changé de nouveau et il faudra tout entreprendre depuis le départ.

Un jour, elle entendit Roman et Zenon parler de la guerre. Ils discutaient de la bombe atomique.

— Ce sera comme pour les gaz, disait Roman ; on en sera quittes pour la peur. L'infanterie l'emporte toujours.

Zenon posait ses mains sur la table et il approchait son visage du visage de Roman :

— Mon vieux, il ne restera qu'une tache humide de ton infanterie.

Il cita une ville japonaise sur laquelle une bombe atomique avait été lancée.

— Sais-tu ce qu'il arrive ?

Il souffla sur le visage de Roman.

— Le corps se volatilise. Il n'en reste plus qu'une ombre.

— Des blagues, dit Roman.

Leurs fronts se touchaient, ils donnaient des coups de poing sur la table, ils bégayaient de colère.

— Une bombe comme celle-là c'est presque comme le bon)ieu.

Zenon parlait avec difficulté.

— Un éclair, on n'entend même pas le fracas. Il ne reste ue des cendres et du vent.

— Et après ? La fin ?

— La fin ! Des cendres seulement et le vent.

La photo de Hegemann parut dans les journaux. « Joachim Iegemann, le bourreau des Polonais », disait la légende. Il vait été transféré d'une ville allemande en Pologne, et il llait être jugé sur le lieu de ses crimes. Zenon apporta *Zycie Varszawy*. Hegemann, en tricot ou en pull-over noir, avait air d'un gymnaste. La peau pâle, qui collait étroitement à es méplats, suggérait l'idée d'un clown ; il avait les yeux cernés t exorbités. Zenon lut la légende qui accompagnait la photo : Cent mille Polonais et Juifs au camp de Treblinka et venue Szucha. »

Zenon regarda de nouveau la photographie. Il bâilla, puis réfléchit.

— Une bête féroce, dit-il, et pourtant il a un air humain. l était sans pitié. Un ancien d'Auschwitz m'a raconté qu'il avait là-bas un certain S.S. Les oiseaux s'arrêtaient de hanter quand il se montrait sur la place devant les baraques. a, un homme ?

L'espoir ne s'éteint pas dans le regard de Hegemann. Combien e fois n'a-t-il pas tenté de lier conversation avec le Polonais ? ït toujours en vain. En deux semaines il n'a pas entendu le on de cette voix. Ce garçon au crâne durement modelé, posé ır un cou mince, a dans les yeux une expression de sombre ermeté allemande. Lorsqu'il appuie sa tête contre le mur, la lotte apparaît dans l'échancrure de la chemise, mobile, endue, d'une peau mate comme une fruit. Hegemann ravale lors sa salive :

— *Mensch*, dit-il, j'ai été enfermé seul pendant trois ans. 'olonais ou Allemand, c'est la même chose en prison. Parle.

Il paraît moins aigri que sur la photo, il porte le même tricot oir sous sa tunique couleur vert-de-gris sans insignes. Il ôte tunique lorsqu'il fait sa culture physique. Les flexions agiles

et prestes, l'extension brusque des bras le font ressembler à un acrobate.

— Tu devrais en faire autant.

Il s'évertue à convaincre le Polonais toujours silencieux.

— Tout dépend de la circulation.

Le troisième jour, il a remarqué le numéro du camp tatoué au-dessus du poignet. Depuis, il ne perd pas espoir que le garçon finira par lui parler. Les Allemands apprécient la camaraderie virile. Hegemann sait combien puissamment le souvenir d'un temps pareillement vécu peut lier deux hommes, et cela en dépit de la haine qui les séparait alors.

— Auschwitz ?

Il questionne en montrant les chiffres d'un bleu violacé.

— Oranienburg ?... Majdanek ?... Buchenwald ?...

Il ne mentionne pas Treblinka où le tatouage était différent ; il nomme les commandants et les « rapportführer ». Il épie le regard du Polonais, il guette l'étincelle inconsciente du souvenir. Il sait qui est ce garçon, on l'en a informé et ce n'est pas fortuitement sans doute. Hegemann avait interrogé des communistes. Il connaît leur fermeté.

— Il me semble que je t'ai rencontré déjà. Dis-le-moi. Peut-être as-tu été interrogé à Varsovie ? Parle donc !

Hegemann hausse le ton, il lève les bras en un geste irascible, solennel, de prédicateur. Il s'obstinait à dire qu'il ne devait pas être jugé en Pologne. Il avait exécuté les ordres des autorités allemandes, et seuls les Allemands étaient en droit de le condamner. Une nuit, soudain, dans la pleine obscurité, il parla.

— L'homme peut-il agir contre sa vie ? Dis-le-moi. Saurais-tu saisir l'instant où il faut maudire ce que tu as considéré toujours en toi comme le meilleur ? Dès l'enfance on m'a enseigné à respecter le pouvoir. Et pas seulement à moi : à mes parents, à mes grands-parents, à mes aïeux. Personne ne m'a jamais dit à quel moment il faut cesser. On peut me pendre. Je mourrai comme un honnête Allemand. Jamais je n'ai frappé un homme pour des raisons personnelles. Je ne faisais qu'exécuter les ordres des autorités.

Il attend la réponse. Mais le garçon se tait. On n'entend même pas le bruissement de la paillasse.

— *Dummheit.*

Hegemann parle à voix basse, et il tire la couverture rêche usqu'à son menton.

Cependant, il se remet à parler deux jours après. Et de nou-eau dans la nuit.

— Allo! dit-il; ici Hegemann.

Il devait être couché sur le dos, les mains croisées sous la uque.

— Quelqu'un doit pour finir entendre la voix d'un Allemand estiné à disparaître.

Il parle, dans cette obscurité, à voix basse mais distincte t qui porte.

— Ici, Hegemann. Je crois en Dieu Tout Puissant qui n'a as voulu me prévenir. Je suis un honnête homme et je n'ai amais tué ni un Polonais ni un Juif pour mon profit personnel. 'oi, tu me considères comme un chien enragé. Lis les déposi-ons de ma femme, Erna Hegemann. Qui peut connaître un omme mieux que sa propre femme ? Que ses supérieurs, ses ubordonnés, ses camarades ? Depuis cinq ans, je suis jugé ar des étrangers qui ne connaissent pas les Allemands. On me ait grief d'avoir exécuté la loi. Dis-moi. Peut-on juger un omme pour ce qu'il n'a pas violé la loi ? Où prendre la raison t la force pour s'opposer aux lois établies ? On me dit à pré-ent : cent mille Polonais et Juifs. *Dummheit*. J'ai fait ce que parti m'a ordonné de faire.

Il se tait tout à coup. Il entend pour la première fois la voix u Polonais. Il sent les doigts de l'homme sur sa gorge. Hege-ıann pousse un cri. On entend le bruit des bottes du gardien. n frappe contre les portes des cellules voisines. L'Allemand tenait agenouillé, il respirait avec force, il essuyait le sang ur ses lèvres.

« A la suite de l'instruction du procès de Grzegorz Wierch de ses co-accusés, nous vous communiquons ce qui suit, en éponse à vos observations relatives à la lenteur de l'instruction. Le 16 ct, il a été procédé à l'interrogatoire de Klemens Krol, rincipal témoin à charge; il a rétracté les aveux faits jusqu'à résent. Il a affirmé qu'il les a faits dans un état anormal. Il a efusé de donner des éclaircissements. »

Le procès-verbal relatait les faits suivants :

L'interrogatoire avait duré onze heures. Réaction de l'accusé :

obstination acharnée, résistance, certains symptômes de trouble psychique. L'accusé a reproché notamment aux enquêteurs d'être des agents hitlériens. L'interrogatoire a été repris après une pause. L'accusé a refusé de nouveau de déposer. Il affirmait que les documents qui lui ont été présentés au cours de l'instruction avaient été falsifiés. L'accusé a été reconduit à sa cellule dans un état d'épuisement. Le lendemain, le 17, il fut interrogé de 8 heures à 21 heures. Sa confrontation avec « Agata » n'a pas donné les résultats escomptés. Une seule fois, l'accusé lui a adressé la parole : « Ils t'ont roulée. » Également est demeurée sans résultats l'audition de la bande de magnétophone portant l'enregistrement de la déclaration du camarade Lewen (au sujet des soupçons que le parti nourrissait à l'égard de Klemens Krol, peu avant l'attentat de la rue Tarczynska). Réaction suivante (d'après le sténogramme) : « Si ma mère devait venir ici pour me dire que je suis un traître, même alors vous ne me briseriez pas. » Le procès-verbal souligne qu'en dépit de l'application de méthodes différentes, on n'a pas réussi à obliger l'accusé à confirmer ses dépositions précédentes.

« Suite de quoi, il convient de tenir compte de la nécessité de reporter le procès de Wierch et de ses co-accusés à une date ultérieure. En ce qui concerne l'exigence formulée par Wierch relativement à l'établissement d'une liste des camarades auxquels, à l'époque de l'occupation, le camarade le Coq avait reproché de vouloir subordonner le parti aux services des renseignements, conformément aux instructions reçues, cette déclaration a été écartée. »

Des documents se rapportant à Wiktor Lewen ont été joints : 1° Opinions de camarades des années 1930 à 1940; 2° copie du procès-verbal de la Commission Centrale de Contrôle; 3° informations sur ses rapports avec Wierch, Krol et Buchner. Signatures.

Le procès eut lieu pendant la canicule de juillet. Quelques personnes se trouvaient réunies dans une petite salle du tribunal. Lucja s'assit au bout de la troisième rangée. Un gros bonhomme somnolait à côté d'elle et une odeur d'alcool émanait de lui. Il reprenait ses esprits de temps à autre et s'informait alors de l'heure. Un peu avant 10 heures, on intro-

sit les accusés. Stas souriait et à la dérobée jetait des coups eil curieux dans la salle. Il fit un signe de tête à Lucja et la à l'oreille d'un de ses camarades. Ils étaient quatre; jeune fille menue et pâle, aux cheveux raides tombant les épaules, se trouvait parmi eux. Le voisin de Lucja se ssa et menaça du poing le blondin assis à la droite de Stas. oufflait, puis il demanda à Lucja :

– Vous êtes la mère?

– Oui, dit Lucja.

– Lequel est votre fils?

ucja fit semblant de ne pas l'entendre. La vendeuse témoiit à voix si basse que plusieurs personnes allèrent s'asseoir s les premières rangées. Stas s'égaya soudain. Il se tortillait son banc, adressait des signes au public. Le milicien lui ine observation. Lucja, irritée, rougit. Il jouait son nouveau , satisfait d'être le point de mire. La vendeuse disait que la ie fille était entrée la première dans la boutique. Elle ianda une paire de bas nylon. La vendeuse se pencha. Dans noment quelqu'un encore est entré. Elle se sentit frapper la tête et elle perdit connaissance. L'homme assis à côté Lucja se dressa de nouveau et il menaça son fils du poing. public demeurait silencieux, le planton ouvrit la fenêtre; était vers midi, la chaleur s'était accrue.

– Moi, je ne sais rien de tout ça, disait la jeune fille. Je entrée dans la boutique pour acheter une paire de bas iylon. Quand ils ont cogné sur la dame, j'ai voulu me sauver, s la porte était fermée.

lle avait un visage amaigri, triangulaire, aux yeux largeit ouverts; elle s'exprimait clairement et avec fermeté.

– Elle y va carrément, dit quelqu'un derrière Lucja.

ucja aima que la jeune fille gardât son sang-froid. Lorsque rocureur lui demanda où elle avait pris l'argent pour cet at, elle secoua la tête :

– Vous ne connaissez pas la vie? De la prostitution.

e public s'agitait, l'avocat déclara qu'une paire de bas t pas un luxe et qu'une jeune fille de dix-sept ans a le droit acheter sans être obligée de s'en expliquer. Stas acquiesça emment et fit un geste comme s'il voulait applaudir. sque la fille eut regagné sa place, il la félicita en lui montrant deux mains bien serrées ensemble. Deux garçons avouaient

aussitôt : ils regrettaient leur acte et demandaient que leur jeune âge fût pris en considération. Le troisième, un petit blondin, discourut sur sa vie gâchée et sur les conditions pénibles de la vie familiale, à quoi le voisin de Lucja réagit par un grognement de surprise.

— Dieu sait qu'il ment.

Ce fut ensuite le tour de Stas. Il parlait à voix haute, choisissant joliment ses mots. Il s'inclina devant le juge. L'intérêt apparent du public remplit Lucja de fierté. La déposition de Stas suscita de l'émotion. Interrogé sur le point de savoir s'il se considérait comme coupable, il répondit d'un air solennel :

— Cent pour cent oui.

Il dit encore qu'il se sentait responsable moralement de ce qui s'était passé : ses camarades avaient agi à son instigation; il ne voit rien qui puisse le justifier et il demande pour lui-même une peine sévère. Après ces paroles, il s'inclina de nouveau. Lucja aurait voulu crier : « Il fait semblant ! Il a tout inventé ! » Elle jeta un regard désespéré à l'avocat qui se dressa, il voulait prendre la parole. Cependant, le juge paraissait surpris. Il dévisagea Stas et demanda ce qu'il devait penser : les jeunes gens affirmaient que Stas s'était joint à eux au dernier moment, après la classe. Il avait, paraît-il, essayé de les faire renoncer à leur projet; ensuite, il avait fait le guet, on ne savait trop pour quelle raison, devant la boutique, et à présent il prenait la faute sur lui. Le juge parlait non sans ironie; les verres épais de ses lunettes luisaient. Il attendait la réponse.

— Je ne pouvais pas les abandonner, dit Stas.

Il se fit sérieux, soudain, et lentement il tourna la tête vers Lucja. Elle vit de nouveau ses yeux, étrangement fixes, comme s'ils considéraient une certaine pensée. Il ressemblait à présent à Klemens. Lucja sentit son cœur se serrer. Jamais elle ne percerait les ténèbres qui entouraient l'un de ses fils et qui s'amassaient en l'autre. Et jamais elle ne saurait les protéger.

— Qui avez-vous donc élevé?

Le voisin se montrait compatissant.

— C'est Hitler en personne.

Le juge hochait la tête.

— Comment vous croire? Vous vous enfoncez dans un labyrinthe de mensonges.

La formule lui plaisait sans doute car il la répéta. Et il dit

re que l'État payait pour leur éducation mais qu'ils ient montrés bien ingrats. Le silence régna après ces paroles, se dandina et il fit en même temps un geste destiné à nnaître la justesse incontestable de ces observations. A cet ınt, l'avocat, qui pendant tout ce temps avait voulu dre la parole, finit par se faire entendre.

· Pour autant que je me souvienne, cette circonstance é éclaircie par le sergent de la milice, qui...

vant qu'il eût terminé, le juge ordonnait une deuxième tion du témoin. Le sergent parut, sa casquette à la main, mèche de cheveux bruns collés au front. Le témoin passait ment dans la rue. Il remarqua qu'un lycéen qui se trouvait nt une boutique lui faisait signe. Lorsqu'il se fut approché ı'il eut demandé : « Que désirez-vous, citoyen ? », le garçon ndit : « Rien ». « Je lui ai fait remarquer que son attitude inconvenante et je m'en allais, mais je le vois qui rit. ı'avez-vous à faire l'idiot ? » L'accusé eut alors un geste dit : « On pille le magasin. »

ı température montait dans la salle, la sueur coulait dans ɔs de Lucja. Quelques personnes semblaient avoir deviné lle était la mère de Stas : elle se sentait dévisagée. Elle rdait le juge, l'avocat, Stas ; elle entendait chaque parole, il lui était de plus en plus difficile de comprendre si l'affaire ait bonne tournure. Le juge demanda :

Pourquoi l'accusé a-t-il agi ainsi ?

Monsieur le juge, dit Stas, j'ai accompli mon devoir.

: juge hocha la tête :

Et si le milicien n'était pas passé par là ?

as se taisait. Le hurlement des sirènes d'usine qui annonıt l'heure de midi, passe par la fenêtre entrouverte.

Quelle voie choisira l'accusé après le baccalauréat ?

La voie d'un citoyen de la Pologne Populaire.

as parlait avec sérieux.

Mais quelle profession l'accusé choisira-t-il ?

ıe gaieté discrète accompagnait les paroles du juge.

· Médecin ? Ingénieur ?

Poète, dit Stas.

ı fille assise au banc des accusés pencha en arrière sa tête de aux cheveux longs. Elle riait à haute voix, d'une manière ıtine et en fermant à demi les yeux.

— Elle est maligne, dit Stas lorsqu'ils furent sortis du tribunal. Elle s'est arrangée de telle façon qu'on ne puisse rien lui prouver.

Ils étaient condamnés à un an de prison avec sursis. Dans la rue, il faisait chaud et poussiéreux. Stas prit le bras de Lucja.

— N'ayez pas peur, maman, nous allons nous offrir un taxi.

Il lui montra trois billets de cent zlotys : les condamnés de droit commun lui payaient ses poésies. Stas héla un taxi, ils y prirent place et il commença aussitôt à blaguer avec le chauffeur. Lucja se tenait avec raideur, les lèvres serrées. Les tramways, les immeubles et les passants, l'air sec et brûlant, le visage du juge et le rire de la fille se confondaient et luisaient dans la lumière dure du soleil. Pour la première fois de sa vie, Lucja se trouvait dans un taxi. Lorsqu'ils eurent pris le tournant de la rue Solec, la vue de la rue familière s'enfonçant sous les arches du pont remplit Lucja, pour un court instant, de surprise. Elle se souvint du déménagement d'il y a dix ans, de Cyga et de son cheval, d'elle-même vêtue de la capote militaire et de quelque chose encore qui n'avait pas de nom, mais qui demeurait.

— Maman, dit Stas, nous y sommes.

Il la dévisageait d'un air inquiet. Elle s'assit dans la cuisine pour rassembler toutes ses pensées. Elle ferma les yeux afin de bien fixer cette chose étrange et importante. Elle entendait la voix de Stas qui racontait comment les voleurs à la tire opèrent dans les gares. Lucja songea : « Si je ne me lève pas tout de suite, je ne me lèverai plus. » Elle se mit debout, s'approcha de l'évier, rafraîchit sa figure congestionnée. Soudain elle sentit qu'elle avait faim, elle prit une miche de pain et un couteau. Le pain était frais et le couteau y pénétra aisément.

— Aussi longtemps que je suis seul, disait Stas, tout va bien. Mais sitôt qu'il y a des étrnagers, j'ai envie d'être quelqu'un d'autre.

Lucja se sentit gagner par la colère. Elle rougit et se blessa au doigt. On n'arrivait pas à arrêter le sang. La douleur lui apporta quelque soulagement, mais le doigt demeura courbé. Au dispensaire, le médecin déclara qu'on pouvait l'opérer. Lucja tarda pendant quelque temps, puis elle s'accoutuma. De toute façon, ses mains étaient usées. Désormais, le souvenir

sa colère, de sa souffrance, du sang qui coulait se présentait
elle toutes les fois qu'elle coupait du pain. Mais à cela aussi
e s'accoutuma.

Elle allait toujours chez l'avocat. Il affirmait que l'affaire
Klemens était dangereuse et que pour l'instant on ne pou-
it rien pour lui. Ah, s'il avait pillé une boutique ou pris de
rgent! L'avocat soupirait et levait les yeux au ciel comme
rs des possibilités paradisiaques. Il conseillait :

— Il faut prier Dieu; moi, je suis pour la prière.

Puis, il ajoutait qu'il n'était pas croyant.

— Mon enfant, disait le prêtre au confessional, la foi te
rmettra de durer plus longtemps que le règne de l'Anté-
rist.

Lucja n'avoua pas que Roman, son fils, était du côté de ce
gne et qu'il allait poser sa candidature à la députation. Elle
n alla sans éprouver de réconfort.

— Ça va mal pour Klemens.

Roman l'admettait. Il affirmait cependant que, dans les
isons, il y a des médicaments importés de l'étranger et qu'on
soigne bien les dents.

— Il fera son temps et on le relâchera.

Lucja se rendit au Parquet; elle y fut reçue par la même
ie secrétaire. — Non, elle exposait les choses avec froideur
courtoisie : les visites sont interdites pour le moment. — Elle
rangea ses cheveux et Lucja remarqua à son doigt un anneau
'elle n'y avait pas vu précédemment. Elle s'efforça tout
mme précédemment d'être aimable; cette fois-ci cependant
mployée ne sourit pas. Lucja demanda :

— Que dois-je faire?

— Vous pouvez faire une nouvelle demande.

Lucja n'avait plus confiance ni dans les demandes ni dans les
ières. Les unes et les autres aboutissaient ailleurs qu'au
int où il aurait fallu. L'automne s'achevait dans des pluies
glantes; on terminait la reconstruction de nouveaux quar-
rs, le prix du beurre avait monté, Roman eut un fils qu'il
ptisa du double prénom : Jozef-Boleslaw. Stas fut appelé
service militaire. Des camarades en casquette carrée étaient
nus l'accompagner à la gare. Ils criaient : Vive Krol! Des
uttes de pluie glissaient le long de la figure de Lucja. Avant
e le train n'eût démarré, Stas se pencha par la portière. De

nouveau Lucja remarqua cette expression de peur dans se yeux, mais il parla calmement :

— Maman, je reviendrai. Ne craignez rien pour moi. Pense seulement à Klemens.

Lucja courut le long du train :

— Stas! Stas!

C'est la première fois qu'il la quittait. Les copains chan taient :

— Cent ans! Cent ans! Vive Krol!

Rentrée à la maison, Lucja but jusqu'à minuit en compagni de Zenon et de Cyga. Elle ne pouvait se faire à l'idée que Sta se trouvait dans un compartiment bourré de gens, la têt appuyée contre une banquette de bois. Elle se souvint de se paroles relatives à Klemens. — Jozef et Boleslaw. — Zeno ricanait : — Seulement Krol [1] n'est pas de ce temps. — Lorsqu Lucja se prépara à dormir, la tête lui tournait. Elle se remé morait différents noms et les comptait sur ses doigts. Jozef Boleslaw, Roman, Stanislaw, Klemens : elle ne se rappelai pas le prénom de Cyga. Grand Dieu, quel est donc son prénom « Maman, pensez seulement à Klemens », avait dit Stas. — Klemens (Lucja répéta le nom à voix basse) et Wiktor. — Ell demeura assise jusqu'au petit jour sur son lit, les yeux largemen ouverts et une serviette mouillée à l'endroit du cœur. Elle s leva de bonne heure. Elle se rendit d'abord à l'église, pui se dirigea vers l'édifice qui se dresse à l'angle de l'avenue d Nouveau Monde et des Allées [2]. Au guichet des laissez-passer on lui disait : camarade. Non, elle ne peut pas entrer sans auto risation; il faut téléphoner de la cabine au secrétariat; on l laissera entrer si elle l'obtient. Elle manœuvra le disque; un voix de femme se fit entendre :

— Votre nom? Pour quelle affaire?

Lucja ne donna que son nom.

— Le camarade Lewen ne pourra pas vous recevoir.

— J'attendrai, dit Lucja.

Elle entendit raccrocher le récepteur. Quelqu'un expliqu à Lucja :

— Ici, on ne laisse pas entrer les gens de la rue. Ce n'est pa

1. Jeu de mots : *Krol* signifie *roi.*

2. Le Comité Central du Parti (N.d.t.)

ıme à l'église. Ici, il faut avoir un papier pour toute chose.
ucja revint à la cabine :
– Camarade! Je voudrais vous voir! Rien qu'un instant!
ır une affaire importante!
lle pensa à se référer à Roman. Elle est la mère de Roman
ol, ouvrier de choc et elle demande un laissez-passer. Ce
en vain. Elle prit place sur une chaise, d'autres gens étaient
s sur d'autres chaises.
– On ne laisse entrer personne sans autorisation, disait
lqu'un, si on ne vous connaît pas là-haut, ce n'est même
la peine d'attendre.
– J'ai le temps, ils finiront bien par sortir.
– Ils sortiront mais par un autre escalier.
ucja s'obstina dans l'attente. Elle ne pouvait rien faire
ıtre pour Klemens. Elle dévisageait les personnes qui
raient et celles qui sortaient. Un homme qui tenait une
iette de cuir à la main lui parut ressembler à Wiktor Lewen.
voulut s'en approcher mais elle comprit aussitôt que ce
pouvait pas être lui : il avait l'air trop jeune, il ressemblait
Lewen de ses souvenirs. Près de vingt années s'étaient
ulées depuis. Lucja sortit une petite glace de son sac et
mira. Elle fut curieuse de savoir s'il l'aurait reconnue. Elle
ndit un quart d'heure encore, puis elle partit. Devant le
iment s'allongeait une rangée d'autos.

e soir, les voitures étaient moins nombreuses. Il était
ıeures environ quand le chauffeur de Lewen tira sur le
rter. Bruissement discret de l'essuie-glace à la lueur ver-
re du tableau de bord. Le chauffeur demanda :
– Où faut-il aller?
es rues étaient désertes, des miliciens en pèlerines cirées
llaient au carrefour. Lewen baissa la vitre.
– Ne vous pressez pas, dit-il.
l donna l'ordre de prendre la route de Wilanow. Le chauf-
r fit marcher la radio. Ils franchirent la place au son d'une
nson mélancolique sur la taïga, coupée par le crissement
l'asphalte mouillé. Douze heures de travail. Après ces douze
ıres de travail un bref contact avec l'air frais par la portière.
nouveau cinq heures de travail à la maison, puis cinq
ıres de sommeil. L'immeuble était gardé : un jeune homme

veillait à l'entrée dans une cage vitrée. Un autre jeune homme vérifiait les papiers d'identité près de l'ascenseur. Vingt appartements habités par vingt fonctionnaires d'un échelon supérieur. Murs et cloisons solides, silence dans l'escalier. Une cour intérieure avec jardin, deux bancs. Sur l'un de ces bancs un jeune homme. Des garages. Plusieurs avenues menaient vers quelques édifices du centre de la ville et quelques villas suburbaines. Des chauffeurs silencieux, expérimentés, habitués aux longues attentes, de larges et lourdes voitures à pneus d'un blanc gris, la lueur verdâtre des tableaux de bord, le chant de la steppe. Cette partie de la ville venait d'être complètement reconstruite. Récemment encore les échafaudages lui conféraient un air de grandeur dramatique; à présent le combat était terminé : une maison à côté de l'autre, comme des monuments fraîchement inaugurés sur un ancien champ de bataille. Un des griefs de Renard : « Notre architecture a été inventée par un employé de banque qui aurait vu les pyramides en photo. » Lewen répéta :

— Ne vous pressez pas.

Sous les arbres et tous les deux cents mètres une ombre en pèlerine : la route était gardée. Renvoyé de l'Institut, Renard avait demandé à être reçu par Lewen. Il vint au journal, il dit :

— On veut m'exclure du parti.

Il avait un sourire railleur, mais dans ses yeux luisait cet éclat de la lassitude qu'on voit aux gens qui attendent un train de nuit.

— Faut-il détruire tous ceux qui, une fois, auront dit « non »? Je pensais que vous me comprendriez. Je ne veux pas nuire au parti; je ne pourrais pas vivre en dehors du parti. Tandis que vous... Votre intervention les a dressés tous contre moi. Même ceux qui étaient prêts à reconnaître que j'avais raison. Je suis tout à fait isolé, camarade Lewen. Que faut-il que je fasse?

Il posa cette question. Il était assis, voûté, et il demandait ce qu'il devait faire, il le demandait à lui, Lewen.

— Nous sommes à Wilanow, camarade, dit le chauffeur.

Ils poursuivirent leur route. La voiture portait devant elle un demi-cercle de lumière grise qui glissait sous les branchages des arbres.

— Toi aussi, tu as peur d'être isolé. Il n'y a rien de plus terrible que la peur d'être exclu de la révolution. Ton passé

e alors d'exister. On peut célébrer le passé des généraux à la retraite. A toi, on te dira simplement : tu nous a npés dès le début. Et je n'aurai pas la force de nier. Si se fait c'est que j'ai trompé depuis le premier jour. Trompé camarades, moi-même, tout le monde. Trompé le policier me cassait la gueule. Tu n'as pas le choix. Tu as abandonné tes droits. Tu es partie de la volonté et fonction du raisonent, tu es une pierre dans la construction qui justifie ton tence. Tu ne peux juger qu'à travers l'ensemble et tu ne s jugé que du point de vue de l'ensemble. Il importe de porter la charge de cet édifice à la base duquel se trouve ierre angulaire du progrès.

savait que, en dehors d'eux, personne ne peut comprendre . Vingt ans auparavant, ils frappaient sur les murs des lles dans les prisons : « La classe ouvrière est avec nous. » n'ont pas oublié ces paroles depuis vingt années. Ils les tent avec la même obstination, la même certitude. Des aines de milliers d'hommes travaillent à l'exécution du . La classe ouvrière est avec eux, ainsi le veut l'histoire. Ils ent un univers des similitudes moins coloré et plus diffique l'univers bourgeois des oppositions. Eux-mêmes se subordonnés à lui; c'est un cas inédit dans l'Histoire que de l'homme créant la réalité selon son idée.

Votre « non », a dit Renard, pourrait bien être le coup pied de l'âne au revers de l'Histoire. C'est ça que vous éhendez. Aucun de nous n'aurait peur de demeurer seul ôté de la vérité. Mais vous n'avez aucune certitude pour ii est de savoir où est la vérité. C'est la raison pour laquelle t difficile de vous aider.

Jeziorna, dit le chauffeur, faut-il aller plus loin?

ralentissait. Derrière eux une voiture ralentissait égalet. Un cycliste solitaire et aveuglé parut dans la lumière phares. Tout dépend de cette seule décision : le transfert a liberté au moyen d'une opération *en blanc* faite au profit e raison non confirmée et d'une victoire inconnue. Sans rances, sans garanties, sans Dieu, au risque vertigineux out perdre. L'acte est conscient : abandonner sa propre té au prix de sa propre participation à la liberté. Il s'agit faire dans la pleine compréhension des conséquences. Se arer au résultat ultime que voici : devenir la preuve vivante

du danger qui menace le parti, le réaliser, le confirmer. Se dessaisir de tout.

— Vous n'avez pas confiance dans le parti, camarade Renard? Vous êtes jeune. Vous devriez reconnaître votre erreur. De vieux militants expérimentés ont su désarmer en face du parti. Sachez vaincre vos propres ambitions. Dites-vous : peut-être n'ai-je pas eu raison.

Lewen évitait de regarder le jeune homme, il parlait avec monotonie, sans sourire :

— Les hommes luttent avec eux-mêmes. Il n'est pas facile de combattre l'ancien.

Puis il a dit :

— Nous avons besoin de critique, mais d'une critique féconde. Votre discours.. .— Lewen se servit de mots qu'il regretta par la suite... — était en partie justifié. Mais vous avez disposé mal les accents.

Renard murmura :

— Les accents?

Ils se dévisagèrent un instant. « Tu en est donc arrivé là? » semblait dire le regard railleur et las. « Ne comprends-tu pas que je veux t'aider? » répondait le regard de Lewen.

Piaseczno, la place du marché. Les phares dessinèrent un orbe, un homme agita ses bras comme s'il se noyait. Ils repartaient. La voiture qui suivait à cent mètres revenait également. Lewen voyait le profil sombre du chauffeur, la voix du speaker annonça l'heure. Les phares de l'autre voiture se reflétaient dans le rétroviseur. Lewen aurait voulu aider Renard, il pensait qu'il ne fallait pas l'exclure du parti. Il est intervenu à cet objet au P.O.P. [1], il s'est adressé aux instances responsables du Comité Exécutif. Il s'est entendu dire : « Il nous faut une critique féconde. Il doit désarmer devant le parti. La lutte avec l'ordre ancien ne supporte pas de compromis. » Et enfin : « C'est une sale affaire, camarade Lewen. Pourquoi y touchez-vous? » Des tiers devaient lui rapporter ses propres paroles adressées à Renard : « Votre discours a été juste en partie. » Renard s'en était servi pour se défendre contre l'exclusion. L'imbécile. Il affirmait qu'il luttait pour la vérité. Le vote fut unanime. Renard remit sa carte d'adhérent

1. Organisation politique du Parti.

au secrétaire. Il revint au journal le lendemain. Qu'attendait-il? Lewen ne pouvait plus le recevoir.

Octobre, novembre? Octobre plutôt. Longue suite pluvieuse de jours et de semaines, close par l'anniversaire de la Révolution. Un visage nouveau dans le Præsidium, à la place de Grzegorz. Dans le rapport, un passage relatif à la déviation réprimée et à ses promoteurs. Mais pas de noms pour l'instant. Lewen comptait les rangées. Il est au onzième rang. L'année précédente, il était au sixième. Rythme : cinq rangées par an, compte non tenu de la vitesse à laquelle tombe un corps. Un autre occupera sa place dans un an, alors que lui-même, dissimulé entre les lignes du rapport, ne sera qu'une ombre de la trahison, un avertissement proféré par une bouche haut placée. Le chauffeur de Lewen, en écoutant le compte rendu radiophonique, songera : « Un traître. J'ai été le chauffeur d'un traître. Il y a un an, il était assis à côté de moi. Il est tombé bien bas ». La voiture qui suivait fit jouer ses phares; une lumière crue inonda Lewen. De nouveau un cycliste sur l'asphalte mouillée, semblable à quelque libellule immobile posée à la surface d'un étang. Le chauffeur lança un juron. La soirée après la cérémonie officielle. Un ancien combattant de la guerre d'Espagne. Une de ces rencontres imprévisibles, un entretien avec quelqu'un qui ne « montait pas ». Un visage familier du temps de la prison, un homme qui a pris part à la défense de Madrid, blessé et transféré à l'Est, englouti par l'année 1938, ressuscité en 1943, en Asie, blessé de nouveau en 1944. Actuellement à la Section d'Histoire du Parti, aux glorieuses archives du mouvement. Il traînait Lewen à travers les rues obscures et il criait à mi-voix à la honte.

— L'idéal! Où est l'idéal? Lewen, moi, je ne vois que des ténèbres! Souviens-toi que j'ai vu les ténèbres!

Il parlait à voix basse, il entourait Lewen de son bras. Il s'arrêtait, se voûtait, citait en comptant sur ses doigts les noms des disparus.

— Gorwicz! Tu as pourtant connu Gorwicz. Le cœur de cristal du parti.

Il répéta : « le cœur de cristal du parti ». Il traînait Lewen vers un banc dans un square, il montrait une étoile pâle et disait que là où il s'était trouvé dans les années 1940 et quelques, il n'avait jamais pu la distinguer.

— Un autre ciel qu'à Radom. Un tout autre ciel, Wiktor.

— Que faire? dit Lewen.

Le chauffeur renforça le son. Une voix se faisait entendre à présent dans la lueur verdâtre des nickels et à travers le bruit du moteur :

— Qui vous a donné des instructions?

— Buchner.

— Par l'intermédiaire de qui?

La voiture qui suivait fit entendre longuement son avertisseur.

— Le procès du groupe « Unité », dit le chauffeur.

Wilanow. Les mêmes arbres, les mêmes lumières, les mêmes ténèbres. « Souviens-toi que j'ai vu les ténèbres ».

— Par l'intermédiaire de qui?

— Je ne me souviens pas des noms?

Ce soir-là, Lewen avait dit au combattant de la guerre d'Espagne :

— Je prendrai ça sur moi, jusqu'à la fin. Cette honte. Et toi, toi, tu la prendras aussi.

L'homme rageait :

— Moi aussi? Rêveur, tu n'es pas fou?

Ils s'étaient tus en considérant l'étoile.

— Quand on ne la voit pas, quand elle est voilée par des nuages, ma cicatrice se fait sentir. Une vieille cicatrice.

— Y a-t-il une autre issue? demandait Lewen. L'idéal? Le trouveras-tu ailleurs?

L'homme répéta :

— Rêveur...

Ils étaient rentrés déjà dans la ville, la parole était au commentateur. Il s'exprimait comme de l'intérieur du moteur. Invisible, méprisant, il exposait le rayonnement ainsi que l'objet du complot dirigé contre la révolution et dont les racines touchaient à la guerre. Lewen écoutait les phrases familières, elles contenaient les termes employés dans la lutte. La classe descendante ne s'éloigne pas sans combattre, disait le commentateur. Une seconde d'interruption, un graillonnement, puis une autre voix :

— Quand, sur l'ordre de Buchner, l'accusé a-t-il pour la première fois obtenu une rencontre avec Wierch? Et avec qui encore?

Le chauffeur se tourne vers Lewen. Il sourit; ils sont devant la maison :

— A quelle heure demain, camarade?

— Demain? dit Lewen.

La voiture, ses phares en code, les dépasse et s'arrête à une centaine de mètres. Personne n'en descend.

— Venez à l'heure habituelle.

Dans l'appartement, Lewen ouvre vivement son poste de radio. Il se tient debout, en casquette et en pardessus, penché sur la petite boîte en ébonite. Il entend la voix du commentateur qui décrit l'émotion du public, puis, après quelques secondes, l'annonce de l'émission qui suit. Lewen regarde l'heure à sa montre : quatre minutes se sont écoulées depuis le moment où il est descendu de voiture. Quatre minutes d'aveux qui seront publiés le lendemain dans la presse. Quels noms ont-ils été prononcés pendant ces quatre minutes? Ils seront repris par la presse le lendemain. Lewen s'approche de la fenêtre, la rue est déserte. Il allume sa lampe de bureau. Un stylo, des cigarettes, du papier dans le cercle froid de la lumière. La dernière phrase d'un article commencé, des notes, quelques citations puisées dans le douzième volume des Œuvres. C'est tout. Le temps passé dans la voiture rend sa clarté coutumière à la pensée. La conscience du geste accompli demeure toujours, pâle et fragile étoile que l'on porte en soi.

Lewen écarte ses notes, il prend une feuille de papier et il se penche sur son bureau. Pendant un instant il cherche ses mots. Comment commencer?

« Étant donné les griefs formulés à mon encontre, je me sens dans l'obligation, en ma qualité de membre du parti, de rendre compte à la direction des raisons et des circonstances qui m'ont incité à suivre une voie fausse, marquée par l'erreur, et aboutissant aux ennemis acharnés de la classe ouvrière. Je fais allusion à la tentative d'établir des contacts avec l'ancien député socialiste de droite, ultérieurement chef du groupe « Unité », Jerzy Buchner. »

Procès-verbaux transmis à la Direction du département au Ministère de la Sécurité publique, signés par l'officier chargé de l'instruction, ayant grade de commandant. On y confirme ce qui suit :

L'instruction a été menée conformément aux instructions et suivant les méthodes recommandées, toutefois elle n'a pas abouti aux résultats espérés. Il est souligné dans le procès-verbal que ce n'est pas le fait d'erreurs ou de négligences : « Ce cas doit être considéré comme la manifestation d'une résistance toute particulière, jamais vue dans la pratique. » Il y est assuré également que les enquêteurs ont rempli leur devoir. Ils ne sont pas responsables de ce qui s'est passé.

Voici les faits :

Le dernier interrogatoire a duré toute une nuit. Le lendemain, l'accusé fut entendu dans sa cellule. Son comportement était calme. L'enquêteur rapporte ses paroles : « C'est ici seulement que j'ai compris le sens de ma vie. Je veux tout supporter. Que mon sang pénètre notre étendard. Je n'ai pas le droit de m'effondrer, ce serait trahir le parti. » Les paroles de l'accusé sont citées comme « caractéristiques de ce genre de réaction ». L'accusé devait les répéter à plusieurs reprises. Il a demandé que l'on transmette ses adieux à sa mère et à ses frères. L'officier chargé de l'instruction lui a promis qu'il sera autorisé à voir sa famille aussitôt qu'il aura signé sa déposition. L'accusé a refusé en disant qu'il n'aurait plus alors le droit de voir personne. Il a demandé que fussent épargnés les autres accusés. On a souligné au crayon vert dans le procès-verbal son opinion sur Wiktor Lewen : « Vous ne m'obligerez pas à le charger. Je lui dois ce que je suis. Sans Lewen je ne saurais pas à quoi m'en tenir aujourd'hui. »

Il est mort au bout d'une semaine de cachot. Sa mort (suivant le procès-verbal) a produit une impression profonde sur le personnel médical. L'autopsie a permis de constater une hémorragie interne. Cause : la renaissance des vieilles contusions souffertes huit ou dix ans auparavant (sans doute au cours des interrogatoires à la Gestapo), ainsi que l'épuisement provoqué par un jeûne prolongé. On demande des instructions pour ce qui est d'en informer la famille.

Une liste de noms de médecins et d'infirmières dont « l'attitude émotionnellement subjective à l'égard du défunt a attiré l'attention des autorités de la prison » fut jointe au procès-verbal, ainsi que l'information suivante : « Le Gestapo Joachim Hegemann, qui devait déposer sur les contacts du

défunt avec l'occupant, a été transféré dans la cellule de Wierch. »

Signature de l'officier chargé de l'instruction.

X

Lucja fit le signe de croix. Le tramway ne quitta pas l'arrêt, les hommes se découvrirent. Par la portière on apercevait le visage du disparu : immense, mi-souriant, les yeux rétrécis et fixant dans l'espace un point éloigné. Ce jour-là, il se trouvait sur tous les édifices du centre de la ville, les journaux avaient paru bordés de noir. Dès le matin, Zenon avait apporté *Zycie Warszawy*[1]. Il considérait en silence la photographie funèbre. Lucja éprouvait de la crainte et un sentiment d'horreur. Il n'est plus là et n'y sera jamais plus. Le grondement des canons portait au-dessus de la ville, dans l'air humide de mars. Dans le tramway, les gens avaient un regard obtus, pensif. Les chauffeurs étaient descendus de leur siège, les cyclistes se tenaient immobiles, les mains sur le guidon. Tout trafic avait cessé. Des miliciens au garde à vous, les doigts à la visière, le cocher sur la plate-forme le fouet dans une main et sa casquette dans l'autre, les chevaux tenus court, l'écume aux lèvres. Tout s'était immobilisé, figé comme à l'instant d'avant le Jugement Dernier. Lucja se mit à réciter le *Pater Noster*. Elle ne s'interrompit point quand le tramway eut démarré et que les hommes se furent couverts. Retrouvera-t-elle cette fille? Elle répétait le nom, l'adresse de l'école de couture et les termes de la lettre de Stas. Dans quel mois était-elle? Si c'est dans le deuxième ou dans le troisième, le malheur n'est pas bien grand. Ah, Dieu, Dieu! « Ton nom soit sanctifié. » La fille s'appelle Lilka. Que faudrait-il vendre et à qui emprunter? Le médecin que Lucja connaissait ne s'occupait pas de ces affaires, un autre prendra cher. Deux mille zlotys. « Ta volonté soit faite. » Mais il fallait agir! S'en remettre à la volonté de Dieu? Ce serait du joli! Quand Stas est-il donc venu en permission? A la Noël. Ça doit faire le troisième mois. « Et pardonne-nous nos fautes. » Lilka. Elle doit coucher avec n'importe qui comme c'est l'usage actuellement. « Comme nous les pardonnons. *Amen* ». Un arrêt. De nouveau le visage

1. *La vie de Varsovie*, quotidien du matin.

du disparu. Vêtu d'une vareuse militaire, une pipe sous sa moustache brune. « *Amen. Amen* ». Il a mis longtemps à mourir, un épanchement sanguin. A-t-il revu toute sa vie en ses derniers instants? On dit qu'il en est ainsi. Chacun se revoit au moment de la mort et tel qu'il a été. Elle ne voulait pas le juger, elle n'aurait pas su. Il s'en allait dans un grondement de l'air et dans le silence des hommes. Il a gouverné des millions d'êtres, il a posé son sceau sur chaque vie. Les uns l'ont béni, d'autres maudit. Il divisait les plus proches. Son portrait était accroché au-dessus du lit de Klemens, et Zenon disait : — Tant qu'il est en vie rien ne changera en mieux. Lucja répéta : « Donne-nous aujourd'hui notre pain quotidien. » Et il lui vint à l'idée que jamais elle n'avait souhaité rien d'autre. A moins que ce ne fût en songe. Cette prière avait été faite pour elle, c'était sa prière : mots qui parlent du pain et de la tentation de laquelle elle n'avait pas toujours su se défendre. Il y avait le pain et il y avait le couteau. Elle ne désirait pas s'en servir autrement que pour partager le pain. Ou pour fendre des margotins. Mais toujours elle avait été obligée de s'agiter entre des gens qui voulaient davantage. Le couteau entre leurs mains se transformait en hache, la hache en fusil, le fusil en obus. Pourquoi, en apportant leur bien, devenaient-ils mauvais? Et en parlant de bonheur, éveillaient-ils la crainte?

Lucja savait qu'elle devait s'en tenir à sa vie. Cette vie qui ne sera jamais différente. Elle avait fait son choix, un choix que rien ne saurait changer. Lucja ressemblait à son destin. « *Amen.* » Il en est ainsi et pas autrement. Il est préférable de ne pas trop approfondir. Parfois il lui venait à l'esprit que tout dépend du fait qu'on sait demeurer jusqu'au bout tel qu'on était. Oh, Dieu, garde-nous du mal!

L'école de couture se trouvait dans une rue calme, bordée d'arbres. La concierge promit de prévenir Lilka. Mais il convenait d'attendre la récréation. Une fillette parut au bout d'un quart d'heure, mince, pâle, les cheveux coupés court et chaussée de pantoufles de feutre.

— Vous venez me voir? Je vous écoute.

Lucja faillit laisser échapper son sac.

Elle reconnaissait la fille. C'était la fille qui avait comparu au procès. La même qui était entrée dans la boutique pour

acheter une paire de bas en nylon. Coiffée différemment, elle semble être un jeune garçon et elle considère Lucja d'un regard innocemment souriant.

— Vous êtes sa mère?

Il y a donc encore cette jeune fille. Un être nouveau dans l'existence de Lucja. Il convient de la recueillir, de la conduire rue Solec car elle veut devenir mère et mettre un fils au monde. C'est ce qu'elle a dit avec une douce, une angélique fermeté, contre laquelle sans doute il n'y a pas de recours. A présent elle habite, avec une amie, au quartier de Muranow, dans une famille ouvrière, six ou sept personnes dans deux pièces, la sœur de son amie arrive dans un mois. Puis dans six ou sept mois viendra au monde quelqu'un de tout à fait inconnu. Quelque chose commencera dont personne ne sait rien sinon que l'enfant, s'il est un garçon, s'appellera : Klemens-Wiktor. Klemens, lorsqu'il sera relâché, saura qu'on pensait à lui. La jeune mère tenait à ce deuxième prénom : son frère aîné, Wiktor, était mort à la guerre.

Zenon quittera bientôt le logis de la rue Solec. Il partira pour Olsztyn d'où il reçoit des lettres depuis quelque temps. Il doit trouver un meilleur travail dans cette ville, il s'y est rendu déjà à deux reprises. L'endroit lui plaît. Lorsque Stas rentrera du service militaire, on s'arrangera autrement : le jeune ménage occupera la chambre et Lucja s'installera dans la cuisine. Il est possible qu'à cette occasion on fasse repeindre le logement. Rien n'est simple. Tout exige de la détermination, de la réflexion et des décisions audacieuses. L'expérience acquise ne sert à rien. La vie dévoile ses vérités seulement à titre rétroactif et jamais d'avance, il faut s'en souvenir.

Quand on a dépassé la cinquantaine, et après de longs marchandages avec la vie, on ne peut en dire rien de certain en dehors des formules souvent énoncées. Lucja pouvait dire une fois de plus « Ne tue pas ». Mais que serait-ce demain? Quand il y a de l'argent le soir, il y aura le lendemain matin de quoi manger, mais ne faudra-t-il point tuer ce matin-là précisément si des circonstances particulières y concourent? On ne sait rien, c'est la seule certitude qu'elle éprouve, on peut tout au plus sentir, vouloir quelque chose et s'y tenir aveuglément. C'est insuffisant pour enseigner autrui.

Cette fille gouvernera désormais la maison. Elle placera les meubles dans la chambre suivant son goût; le petit Klemens apprendra d'elle les premiers mots. C'est elle qui suspendra les rideaux, qui décidera de l'heure des repas, qui remplira les journées de sa voix discrète. Dangereusement discrète si l'on tient compte de certains faits de son passé. Mais ce ne sont que des faits du passé. Lucja savait se consoler et elle était juste. La soirée au bord du lac, quand ils jetaient à l'eau l'Allemand, faisait également partie du passé. Elle considérait que « ne juge pas pour ne pas être jugé » valait mieux que « juge avant d'être jugé ».

Roman, venu un soir, disait que la réaction reprenait de la force. A l'usine, les ouvriers voulaient l'accuser. Et pourquoi? Pour ce qu'il était forcé de faire. On les a calmés vivement. — Je me suis torturé et voilà qu'on me dit que j'ai torturé les autres. Ils attendent. Ils attendent de prendre ma place. — Roman, d'habitude bonhomme et un peu alourdi, exige à présent des verdicts et des punitions, il parle d'une voix basse, dure et vindicative.

— Vous savez, Maman? Je voulais être meilleur et que les autres le soient également. Je voulais que les gens s'organisent et que l'ouvrier gouverne. C'est pourquoi j'ai pesé lourdement sur les hommes. J'obéissais et j'étais obéi. Et maintenant, Zenon, mon frère, voudrait le premier me mettre au pas. Vous le savez, Maman. Mais son tour viendra et il sera obligé lui aussi de pressurer. Avant même de s'en rendre compte. Je connais ça. Et aussi le jour viendra où il s'entendra dire que lui, Zenon Krol, il devra rendre compte des maux humains. Je connais ça, vous savez, Maman.

Lucja l'écoutait avec attention, et elle pensait qu'il avait beaucoup changé et que peut-être, en effet, une mauvaise période se présentait pour lui et que, par contre, Zenon qui avait eu la vie dure jusqu'à présent la verrait s'améliorer. S'il devait en être ainsi (et elle pensait que cela était tout naturel), Roman viendrait plus souvent rue Solec et Zenon y ferait des apparitions plus rares. Un prêté pour un rendu. Ces deux-là, elle les connaissait au moins à fond.

Il fallait encore attendre le retour des deux plus jeunes. L'un annonçait dans ses lettres qu'il composait des chansons pour

la troupe. Les chansons, disaient les gens à Lucja, c'est un gagne-pain sûr; le soldat chante toujours, son fils a choisi un bon métier. Elle entendait ces propos avec méfiance. Vivre sur les chansons de son fils lui semblait quelque peu étrange; qui sait s'il ne lui faudrait pas reprendre les lessives?

Ce n'est pas la première fois qu'elle éprouve de l'inquiétude à la pensée que tout n'est qu'apparence. Les chansons de Stas, sa femme obstinée et audacieuse, et l'enfant qui doit venir au monde. La remise à neuf du logis, les projets de Zenon, la vie qui changerait imperceptiblement. Est-ce qu'une chose plus importante ne se cacherait pas derrière tout cela? Jamais elle n'avait su la définir. Le jour où Lucja trouvait le temps nécessaire pour rassembler ses pensées et tout reconsidérer à fond ne venait pas et peut-être ne viendrait-il pas de sitôt. Il n'y a donc pas de répit? Des figures nouvelles cachent les anciennes, des lambeaux de souvenirs s'immobilisent. Voici le gérant d'immeuble en chapeau melon, et à côté le sourire méditatif de Wiktor Lewen. Et voici de nouveau le chauffeur à la poitrine dénudée, hâlée, et encore le corps de l'Allemand allongé sur le carrelage de la cuisine. Rien de plus. Et le visage toujours présent, qui apparaissait dans les songes. surtout dans les songes. Le visage de Klemens.

Au parquet on refusait de donner toute information, mais il n'y avait pas non plus de nouvelle relative à un verdict. Aucune nouvelle, ni bonne, ni mauvaise; Klemens gardait le silence, il se taisait pendant des mois et des années. Toutefois, Lucja est certaine qu'il reviendra. Peu à peu il devenait sa sa prière et son espérance, elle se mettait à genoux devant sa douleur. Dans son silence, il les avait dépassés tous, et la souffrance qu'il avait supportée devait être si grande que tous les autres devaient se taire à sa vue. Assurément Klemens était le meilleur de ses fils, mais elle ne pouvait juger les autres à sa mesure. Lorsqu'il sortira de prison, il continuera de garder le silence. Personne ne saura rien de ce qu'il a vraiment vécu et probablement qu'il doit en être ainsi. Il doit en être ainsi que les oppresseurs sont punis pour les injustices qu'ils ont commises, mais il vaut mieux laisser en paix les victimes : ne pas comparer leur souffrance, ne pas mesurer leur force. La force et la faiblesse sont destinées aux hommes pour qu'ils puissent vivre. Il se peut qu'existent des triomphes et des

défaites qui ne sont pas à la mesure de l'homme mais à celle de l'humanité.

Il y a encore le portefaix Cyga. Bien que depuis longtemps il ait cessé de coltiner des chargements, il a peu changé en toutes ces années. Il craignait la solitude depuis que sa femme l'avait abandonné et il venait tous les soirs rue Solec. Un litre avec une étiquette rouge, du saucisson en tranches ou du pâté, un paquet de cigarettes « Sport », il ne savait imaginer rien d'autre. Et il était sincèrement surpris que l'on pût penser à autre chose. Dans son crâne dur, aux cheveux coupés ras, aucune pensée plus profonde ne trouvait à se loger. Il ne comprenait rien à la vie. Il hurlait lorsque la vie l'opprimait, il soupirait quand elle le décevait; rassasié, son litre vidé, il tombait de sommeil. Tel il fut, tel il sera, on pouvait s'y accoutumer. Combien d'années ont-elles passé depuis le jour où, levant pour la première fois son verre, il dit : « A la nôtre, Lucja! » C'était sa façon de sceller sa participation fidèle, obstinée et un peu déraisonnable, terne mais persistante, à la vie de Lucja. Au cours de ce dernier été, il aboutit à ceci qu'une charrette chargée de briques versa sur lui et lui écrasa un pied. Lucja courut à l'hôpital. Elle s'y rendait deux fois par semaine. Elle demeura auprès de Cyga, l'opération terminée, alors que, inconscient, il s'agitait dans son lit et appelait : — Lucja! Lucja! — Elle pensa alors que l'homme ne peut jamais prévoir qui invoquera son nom. Peut-être précisément celui auquel on a le moins offert.

Mais de qui relève l'étiage? La mesure humaine des mérites et du dévouement, de la justesse et de l'erreur? Autant de questions non élucidées, douteuses, se dépassant parfois à la même heure et au même point, et souvent reliées entre elles comme la roue et l'essieu. Il suffit de se rendre à l'hôpital où un homme se plaint dans sa souffrance pour qu'un autre homme avec sa douleur vienne frapper à la porte du logis.

Une fille qu'il ne connaissait pas avait ouvert la porte à Lewen. Elle avait dit que Mère n'était pas là, qu'elle rentrerait tard de l'hôpital, elle devait se rendre chez son fils, à Praga. Lewen posa des questions sur les fils et il apprit qu'ils étaient

quatre. La fille le considérait avec calme, appuyée légèrement contre le chambranle de la porte.

— Quatre, dit Lewen.

Il remarqua le ventre lourd et plein.

— Avait-il quelque chose à dire à Mère?

— Non.

Il voulait simplement demander s'il était venu des nouvelles de Klemens. Non, il n'en était pas venu jusqu'à présent, mais Klemens devait, paraît-il, être libéré à l'automne. L'homme, debout dans le crépuscule tombant, pencha un peu la tête, comme s'il mesurait en pensée le temps qui le séparait de l'automne. Il remercia et s'en alla. Par la fenêtre de la cuisine, la fille, curieuse, inquiète et un peu mécontente d'elle-même, le regardait marcher. Eût-il fallu parler de Klemens? L'homme s'arrêta sous la porte cochère et jeta un regard vers la fenêtre. Elle se dissimula derrière le rideau.

La veille il avait eu communication des dernières nouvelles concernant Klemens. C'est pouquoi il était venu. Il était venu à pied (la voiture de service a été mise à la disposition d'un autre) et il avait choisi cette heure crépusculaire où les visages des passants sont moins distincts. Bien qu'il se soit vu mis à l'écart depuis un an, il comptait avec le fait qu'il pouvait être reconnu. Depuis quelque temps, il supportait difficilement les regards. Complexe de conspirateur? Probablement. Au surplus, chaque regard recouvre un jugement que Lewen ne sait ni accepter ni repousser : dans la période actuelle de sa vie il n'est pas capable de porter un jugement sur lui-même.

Au cours de ces derniers mois il s'était senti davantage en sécurité. Les nuits où il dormait tout habillés dans son fauteuil étaient passées. On ne le convoquait plus depuis longtemps. Le grand décès et la révélation sinistre faite par les communiqués ont contribué là aussi à freiner le cours de certaines affaires. D'autre part, il avait été confidentiellement informé que l'affaire dans laquelle il était impliqué, une affaire de patience, et qui demandait des mois et peut-être des années, avait été abandonnée. Grzegorz n'avait pas encore été jugé. Différentes raisons pouvaient être à la source de cette remise du procès. L'opposition imprévue de quelqu'un aurait, paraît-il (et entre autres raisons), détruit l'accusation que l'on avait montée.

Une opposition? Est-ce à dire une opposition à la direction? Un battement à peine perceptible des paupières lui recommandait la discrétion. Peut-être y a-t-il eu collusion dans d'autres circonstances.

Ainsi il était libre. On lui avait proposé voici quelques semaines de reprendre ses fonctions de directeur de Département, le prochain congrès poserait sa candidature aux instances centrales du parti, sa photo paraîtrait dans la presse : un visage légèrement gonflé, aux yeux un peu plus enfoncés, mais le front aussi vaste, un front de rêveur.

Lewen accueillit ce changement avec calme et comme le redressement d'une erreur; il l'accueillait avec la dignité d'une victime avant la lettre et avec le sentiment de voir confirmer ses raisons. Il n'avait pas l'intention de récriminer contre l'injustice dont il avait été l'objet, le temps de faire le total, celui des années les plus conscientes des conclusions définitives. Le communiqué relatif au crime le troubla et dévoila l'abîme; il en avait été assez proche. Comme beaucoup d'autres, il passa une nuit sans sommeil. Mais, les jours suivants, il fut, comme beaucoup d'autres, capable d'une appréciation objective. Il considéra la vérité contenue dans ces quelques phrases comme une preuve de force : l'idéal renaît de lui-même.

Un jour d'été, l'étudiant Renard le croisa aux Allées. Cela s'est passé à un carrefour. Le garçon trapu, au veston flottant, traversait solitaire l'espace asphalté; il se dirigeait vers les jardins. Ils se rencontrèrent inopinément et Renard détourna la tête. Toutefois, pendant un court instant, Lewen sentit se poser sur lui un regard sombre et méprisant.

Il ne comprit pas du premier coup. Il s'arrêta, surpris, légèrement vexé, il esquissa un haussement d'épaules. Et soudain, il se souvint d'une lettre signée du nom de Lutyka, qui se trouvait depuis quelques jours sur son bureau. Une femme l'accusait d'avoir contribué à l'arrestation de son mari.

Il a relu cette lettre à la maison. Il ne se souvenait pas des traits de Lutyka, il revoyait obscurément cette séance d'il y a quelques années, plongée dans une fumée grisâtre au travers de laquelle passait une voix d'homme semblable à une clameur de frayeur. Elle se faisait entendre de nouveau, après cinq ans, et elle exigeait réparation. L'homme avait cette chance qu'il pouvait désigner le responsable.

Lewen relisait la lettre et fermait les yeux sous le regard railleur du passant rencontré aux Allées. Il éprouva un sentiment de peur en songeant que les injustices qu'il avait connues étaient à jamais soudées aux injustices dont il était l'auteur. Ce fut un premier et bref éclair de la peur : ta raison se voit confirmée en même temps que tes fautes; le couteau qui les séparera les unes des autres est déjà prêt entre les mains des hommes. Ils feront commerce de tes fautes, et il se trouvera des acquéreurs pour ce lambeau sanglant.

Il ne craignait pas la responsabilité, mais il entendait conserver le droit de se juger lui-même. Et il savait que ce droit, il l'avait perdu. Ne l'aurait-il pas cédé au bénéfice de sa raison objective qui, elle, jugeait les hommes dans un état épuré de leurs entrailles, aveugle aux intentions, sensible seulement aux résultats, et qui s'accomplissait dans le temps? C'était presque inconcevable. Mais il en était ainsi. Il convenait de reconnaître sa propre impuissance devant ses propres conceptions. On ne peut demander assistance à des conceptions qu'on a reniées. Si ta plus haute instance des conceptions et de la destinée, si le sommet où tu as situé le but de tes actes et de tes pensées, t'ont dévoilé soudain ton fond, ne t'en défends pas. Soumets-toi et reprends ton ascension. C'est là que se tiennent ton but et ton commencement; au moins sois conséquent.

Lewen avait la certitude que bientôt on lui demanderait le compte des fautes qu'il avait commises à l'égard de Lutyka et de Renard et peut-être aussi à l'égard d'autres qu'il ne connaissait pas et qu'il lui faudrait reconnaître. Il prévoyait que cette fois encore il devrait tout abandonner, n'être personne, ne retenir même pas son passé. Mais il faut le faire quand une fois déjà on s'y est préparé. Et garder le silence quand une fois déjà il a fallu se taire.

Une telle décison n'est prise ni sans douleur, ni sans révolte. Lewen souffrait de n'avoir pas été l'un de ceux-là, de n'avoir pas été Gorwicz ou Klemens, l'un de ceux qui avaient droit au silence. Il se révoltait en se remémorant son mérite, sa part dans ces marques indélébiles du cortège dans les rangs duquel il avançait. Mais il comprenait que personne ne lui reconnaîtrait ce mérite car la jauge ne se trouvait pas entre les mains des hommes et que seul le temps à venir dévoilerait

ses vérités. Lewen s'agitait, s'embourbait entre sa faute et sa raison, comme un damné entre le ciel et la terre. Mais le combattant d'Espagne devait tout accomplir.

Il fit irruption une nuit dans l'appartement de Lewen et il s'assit sur le lit sans ôter son pardessus en disant qu'il avait été roulé. Il disait avec rage : eux.

— Où étaient-ils pendant ce temps, eux?

— Qui ça?

— Pendant trente ans j'ai dit nous. Mais il m'apparaît qu'en chacun de *nous* il y avait *il*, je dis donc à présent *eux*. C'est-à-dire nous! Crois-tu que cela ne te touche pas? Où étais-tu alors? Pourquoi n'avons-nous pas vu les choses dont on s'entretenait à tous les carrefours et que, hormis nous, personne n'a ignorées?

Il poursuivit en maudissant le moment où il s'était vu forcé d'écouter ces récits d'un médecin attaché à la prison.

— Des siècles durant, disait-il, des siècles durant on maudira notre nom. La honte retombera sur nous. J'ignorais parce que je ne voulais pas savoir. L'idéal! La justice! Nous les avons enterrés dans le sable des cimetières.

Lewen protestait :

— Tu n'as pas le droit de parler ainsi. Tu n'en as pas le droit. Rien n'est fini.

Mais l'autre ne lui laissait pas de répit.

— Que défends-tu?

Il criait et avec colère :

— Qu'est-ce qui te reste? Un souvenir? Un appartement et un bureau? Le téléphone? Combien as-tu de téléphones sur ton bureau? Tu as peur de la honte. Mais déjà elle est accomplie. Les gens simples nous méprisent. Tout, tout est fini.

Il se rapprocha de Lewen. Il rapprocha son visage du visage de Lewen, et cherchant son regard, il l'informa d'un fait dont le médecin l'avait entretenu. Torturé dans son cachot, un jeune communiste impliqué dans l'accusation portée contre Grzegorz avait refusé de déposer.

— Le sang de notre sang, l'espoir du parti. Il mourait dans les bras du médecin et il se taisait. L'infirmière en pleurant lui a fait sa dernière piqûre. Écoute, Wiktor, elle a été renvoyée pour ça. Attitude subjective à l'égard des prisonniers. As-tu encore envie de me convaincre?

Il faisait entendre un sifflement; sa cicatrice le faisait souffrir. Il promit de s'informer du nom de ce garçon. Il téléphona trois jours après.

Il fallut une fois encore se rendre en cet endroit abandonné de sa vie, y paraître une fois encore. Une fille inconnue regardait Lewen avec la peur masquée sous ses paupières et il ne lui venait même pas à l'esprit de demander qui il était. Elle lui dit toutefois que les quatre fils étaient en vie, le quatrième devant revenir à l'automne. La soirée d'été approchait et annonçait surtout, pour ces quartiers du bord du fleuve, un calme tiède et des ténèbres. Le bruissement de l'eau glissait au pied des maisons incendiées, restées telles depuis septembre. Tout n'est pas fini. Et Lewen le pensait en dépit de ses lois, en dépit de son désespoir. Dans l'immense nuage de la défaite, une étoile brillait encore. L'homme de taille moyenne, un peu alourdi, qui se tient dans l'ombre d'une maison en ruines devant laquelle luisent de vieilles briques et des os, n'a rien pour sa défense, pour sa justification sinon cette seule défense et justification : il veut recommencer. Une idée irrationnelle, folle, et véritablement humaine. Ses tempes battent, il sent frémir en lui cet appel au risque et au danger que certains nomment lutte. Si, un jour, le monde se souvenait de ses rêves, on peut d'ores et déjà nourrir cette certitude que de nouveau il y aura des secousses et des éclairs parmi lesquels le globe fameux se laissera ébranler sur ses fondements.

Pour l'instant toutefois cet homme se tient dans l'obscurité et il est difficile de le reconnaître. La fille du logis de la rue Solec n'a pas su le décrire. — Fort et des cheveux blancs, a-t-elle dit, des yeux noirs et tristes.

« Fort et des cheveux blancs », Lucja répète ces paroles en s'endormant, — des yeux noirs et tristes? Je ne sais pas qui c'est. » Vraiment, elle n'a jamais connu un homme semblable; deux jours après elle interrogea Cyga pour savoir qui ce pouvait être? Mais lui non plus n'en sait rien. Il ne réfléchit jamais volontiers et d'autant moins à présent qu'il a le pied écrasé, la jambe emmaillotée, exposée à tous les regards, une brave défunte, dirait-on. Il nourrit un désir qu'il n'ose exprimer par crainte qu'une trop grande hâte n'en compromette la réalisation. Il s'est montré toujours d'esprit plus pratique qu'abs-

trait. Il considère Lucja tout en évitant son regard. L'entretien porte sur un avenir proche. Le pied de Cyga y tiendra un rôle embarrassant, c'est évident. Il faudra veiller sur ce corps alourdi et dont le cerveau n'est pas très développé. L'un se fait écraser par un tramway, sur l'autre verse une charrette de briques, et ce qui se trouve dans l'intervalle c'est la vie de Lucja.

Elle le dit à haute voix et avec colère. Elle s'aperçoit soudain qu'elle ne sait plus exactement combien d'années se sont écoulées depuis l'accident survenu à son mari. Vingt ou vingt et une? Beaucoup trop dans tous les cas pour s'étonner à présent que tout reprenne à son début.

Lucja prit une cigarette. Aspirant la fumée, elle disait combien l'être humain est sot. Cyga l'écoutait avec curiosité et satisfaction; il dit :

— Tu as eu la vie dure.

Elle réfléchit un instant et répondit :

— Je ne me plains pas. D'autres l'ont eue plus dure.

Varsovie, mars 1956-mars 1957.

Kazimierz Brandys

(*Traduit du polonais par Victoria Achères.*)

Fredric Wertham.

DU RACISME A LA VIOLENCE : LE CERCLE DE LA CULPABILITÉ

Psychiatre américain, le Dr Fredric Wertham a consacré de nombreux travaux au problème de la « criminalité juvénile » aux U.S.A. Il est notamment l'auteur de Seduction of the Innocent, *dont nous avons publié de larges extraits sous le titre « Les* crime-comic-books *et la jeunesse américaine »* (T. M., nº 118). *Dans l'étude que nous publions aujourd'hui, il pose en outre tout le problème des discriminations raciales. On ne manquera sans doute pas d'être frappé par l'analogie entre la situation des Porto-Ricains à New-York et celle des Nord-Africains en France.*

— Êtes-vous au courant du meurtre qui vient d'être commis? me demanda une voix au téléphone.

— Lequel? répondis-je, à New-York il s'en commet environ un par jour.

Mon interlocutaur était un écrivain de talent, réputé pour ses reportages perspicaces sur les crimes de jeunes délinquants.

— Vous savez bien... reprit-il, le gosse qui a descendu « l'enfant modèle ». Ce jeune Porto-Ricain qui a tué en pleine rue un garçon de 15 ans. Rendez-vous compte! Un gentil garçon de bonne famille se rend tranquillement au cinéma, et voilà qu'un jeune gangster l'accoste et lui tire dessus. J'ai d'abord cru qu'il pouvait y avoir une histoire intéressante là-dessous, mais pas du tout. Le Porto-Ricain a tué le gosse pour rien. Il paraît qu'il l'aurait pris pour le membre d'un « gang » rival. Je pensais que vous auriez peut-être pu me donner quelques renseignements sur la psychologie de l'assassin, au cas où vous seriez mêlé à l'affaire...

— J'en ai lu des comptes rendus dans les journaux, répondis-je,

cela a fait assez de bruit, mais je ne suis aucunement mêlé à l'affaire et j'espère bien rester en dehors du coup, au moins cette fois! Mais dites-moi, je voudrais bien savoir pourquoi ce fait divers prend tellement d'importance?

— C'est bien simple. Nous nous trouvons cette fois-ci en présence d'un meurtre sur le trottoir, si je puis dire. En outre, l'affaire symbolise notre peur des Porto-Ricains : après avoir contaminé tout New-York elle gagne maintenant le pays tout entier. C'est incroyable; cette histoire me fait penser au roman d'Alan Paton, *Cry, the Beloved Country* dans lequel un jeune Noir tue le fils de l'homme qui lutte contre la ségrégation raciale. Dans l'affaire du Porto-Ricain, le père de la victime s'est toujours occupé de délinquance juvénile. »

Durant tout le reste de la journée, je ne pus m'empêcher de repenser à cette conversation : et je me disais qu'il était plus facile de se souvenir des titres à sensation que des victimes...

... Le soir même, un avocat me téléphone pour prendre rendez-vous. Il vient de décider, avec son associé, de plaider la cause de ce criminel de dix-sept ans dont mon ami m'a parlé au téléphone. Le Porto-Ricain est inculpé d'assassinat par le Tribunal du Bronx County. L'avocat me demande si je veux bien faire un examen psychiatrique du garçon, pour témoigner ensuite devant le Tribunal des résultats de mon analyse. Nous fixons un rendez-vous.

Peu après, les deux jeunes avocats entrent dans mon bureau. Ils semblent très préoccupés de la situation de leur client. Le District Attorney [1], après avoir lancé une inculpation d'homicide volontaire, manifestait l'intention de faire activer le procès. Il avait même déclaré publiquement que « les poursuites judiciaires seraient rondement menées ». La chaise électrique menaçait le garçon. Les avocats avaient essayé vainement de reculer la date du procès afin d'avoir plus de temps pour réunir les éléments nécessaires à la défense de leur client. En outre, la plupart des garçons qui auraient pu fournir des informations sur l'affaire avaient été écroués pour vagabondage ou autres délits, de sorte que la défense ne pouvait obtenir leur témoignage et, parmi les gosses disponibles, il y en avait bien peu qui fussent disposés à parler par peur des représailles. Tous appartenaient plus ou moins à un « gang ». Alors, jouant sur les circonstances atténuantes, la

1. Équivalent de notre Procureur de la République (N. d. t.).

jeunesse et la pauvreté du prévenu, l'absence de tout mobile crapuleux, ses avocats essayèrent d'obtenir des autorités judiciaires que l'acte d'accusation porté contre leur client fût réduit. La condamnation risquait d'être fort lourde, mais on écarterait au moins le danger de la peine capitale. Devant le refus du procureur, les avocats de la défense avaient été contraints de placer tous leurs espoirs dans l'examen psychiatrique de leur client.

Sachant que la loi ne se montre pas très explicite sur ce chapitre, je répondis à mes visiteurs que puisqu'il ne semblait pas y avoir de cas d'insanité légale, je doutais fort que le tribunal accepte le témoignage d'un psychiatre sur la condition mentale de l'accusé; cependant, le jury en tiendrait sûrement compte pour établir le degré de préméditation du crime. Les deux hommes de loi m'assurèrent qu'en ce cas la loi autorisait le recours à un témoignage psychiatrique et qu'ils s'appuieraient au besoin sur des précédents juridiques.

On décida de réclamer une ordonnance du tribunal qui me permettrait de rendre visite au prévenu dans sa cellule. Comme il me fallait passer beaucoup de temps avec le garçon, je demandai en outre l'autorisation de le voir un dimanche. Les avocats m'annoncèrent enfin que je ne toucherais pas d'honoraires car l'État ne payerait pas l'examen et la famille du garçon faisait partie des « économiquement faibles ». En fait, ils espéraient que je pourrais moi-même venir en aide à la famille en faisant une quête par la suite.

J'énumérai ensuite la liste des documents dont j'aurais besoin pour faire mon rapport : le dossier complet des livrets scolaires du garçon, le certificat médical de l'école, les dossiers, s'ils existaient, du Bureau d'Orientation juvénile (qui tient lieu, si l'on peut dire, de service d'hygiène mentale dans le système scolaire de New-York), les rapports du Bureau de Fréquentation scolaire, qui surveille les élèves enclins à faire l'école buissonnière, le rapport du P.A.L. (Ligue athlétique de la police), et enfin le dossier sur la famille de l'enfant au Ministère du Service Social.

Les avocats m'avaient apporté des coupures de presse relatant le crime, des photos de l'assassin, de sa victime et de leur famille. Un peu plus tard, je téléphonai à la Clinique Lafargue pour demander à mes collègues s'ils avaient conservé des comptes rendus de l'affaire. Heureusement, ils purent me procurer toutes les informations que je désirais, articles de journaux, comptes

rendus à la radio et à la télévision et même des sermons prêchés à l'occasion du meurtre. On avait fait une publicité énorme autour de cette affaire, qui faisait sensation à l'échelon national.

Il arrive souvent, lorsqu'un meurtre est commis, que les versions officielles passent sous silence certains points encore mal éclaircis. Ici, au contraire, tous les comptes rendus se rejoignaient dans une précision remarquable. Personne ne pouvait songer à contester la véracité du rapport officiel, tant il paraissait clair et net. La vérité s'étalait, crue, contre la grisaille de la banalité quotidienne sans laisser de place au moindre doute, à la moindre spéculation.

Un grand jeune homme de 17 ans, Frank Santana, rencontrant « par hasard » dans la rue le petit Bill Blankenship, âgé de 15 ans, lui demande à brûle-pourpoint :

— Tu fais partie d'un gang?

— Non, répond l'enfant.

Il est immédiatement abattu d'un coup de revolver.

Aussitôt la presse se déchaîne autour « du meurtre qui a choqué New-York et le pays entier », « l'assassinat délibéré d'un jeune lycéen par un gangster de 17 ans, la tragédie qui tombe comme la foudre sur l'indifférence de l'opinion publique », « un cri d'alarme sur le problème de la délinquance juvénile, ses causes, ses remèdes ».

L'ASSASSIN S'EST TROMPÉ DE VICTIME

titre un journal en première page. (Bizarre, qui était donc la « vraie » victime?) Journaux et postes de radio répètent inlassablement le même qualificatif : « Tuerie stupide », « crime stupide », « le stupide assassinat d'un enfant modèle... » (Ici encore, le mot avait une résonance étrange, comme si d'autres meurtres se justifiaient par une certaine logique.) Le District Attorney lui-même souligna « l'absurdité » du crime. Pendant près de deux mois tous les organes de diffusion alertèrent l'opinion sur la recrudescence des crimes commis par de « jeunes voyous en blousons de cuir », en se référant toujours à l'affaire Santana.

Quelques jours après l'arrestation de Santana, des communiqués de presse annonçaient que « Le Police Department avait déclenché une opération de grande envergure contre la délinquance juvénile... » Effectivement, quatre-vingt-neuf policiers supplémentaires furent envoyés dans le quartier du Bronx, « le plus misérable de la ville ». Le directeur d'un important Club de

Jeunes déclara aux journalistes que « les parents devraient se réunir, former des comités de surveillance, pour discuter du problème de la délinquance et préparer des plans d'action. » Dans les comptes rendus sur d'autres délits, meurtres, viols, etc., (spécialement lorsque ceux-ci avaient été commis par des Porto Ricains, des Noirs ou des Italiens), on trouvait toujours une allusion au crime de Santana.

Il ne faudrait pas croire que toute cette campagne de presse avait été montée simplement par besoin de nouvelles à sensation. C'était vraiment en toute bonne foi que la presse informait, exhortait, mettait en garde l'opinion, à propos de l'affaire Santana, contre les dangers de la délinquance juvénile. Les enfants ne pouvaient même plus se rendre impunément au cinéma : « Le crime au coin de la rue... Voyez ce qui est arrivé au petit Billy Blankenship qui se promenait dans une rue respectable d'un quartier résidentiel de New-York... C'était le terrorisme des J3... La terreur dans la rue... » On demanda aux autorités compétentes de tout mettre en œuvre pour « neutraliser les gangs juvéniles qui terrorisent la communauté »; un pasteur exigea que « le pouvoir public permette à nos jeunes de circuler sans danger dans la ville ». En fin de compte, les gens avaient été si bien renseignés sur l'assassin, sa victime, les circonstances de ce crime « absurde et délibéré », qu'il ne subsistait plus le moindre doute dans leur esprit quant à la nature du châtiment — exemplaire — que méritait ce voyou.

« Voyou », c'était l'expression qui revenait le plus souvent au sujet de Santana. Un gros titre en première page du sérieux *New York Times* donnait du poids et une certaine respectabilité à l'épithète :

UN VOYOU DE DIX-SEPT ANS APPRÉHENDÉ
POUR LE MEURTRE D'UN GARÇON

Voici encore quelques échantillons tirés des commentaires de la presse, de la radio et de la télévision : « Santana, le voyou... », « ce sale voyou de Porto-Rico... » et on citait même « la mère du voyou... » etc.

En fait, qu'est-ce qu'un « voyou [2] » Le dictionnaire le définit comme un jeune chenapan, un bon-à-rien. Mais aux U.S.A. le terme prend une signification beaucoup plus forte dans le langage courant.

2. En américain : *hoodlum.*

On emploie couramment le mot « voyou » pour désigner l'escroc ou le gangster adulte. C'est dans ce sens qu'on emploie cette expression non seulement familièrement mais aussi dans les manuels et au cours des audiences du Sénat. « Voyou » implique aussi la notion d' « irrécupérabilité », le fait de ne pas être « authentiquement américain » mais d'appartenir à une nationalité ou à une race inférieure. Un reportage énonçait dernièrement la proposition suivante : « Les voyous trahissent le mode de vie américain. Renvoyons ces indésirables dans leur pays d'origine et la criminalité diminuera de 99 % aux États-Unis. » Quant aux enfants, le terme leur est devenu familier par la lecture des *comic-books ;* en voici un exemple tiré d'un numéro de juillet 1955 :

UN FLIC DESCEND UN VOYOU AU COURS D'UN HOLD-UP

On apprend aux enfants qu'un voyou est un homme qui n'a pas le type américain, qui est donc une proie légitime pour la force brutale du « Superman ».

La lecture des journaux m'apprit encore d'autres détails sur la personnalité de Santana. Il passait pour être « un chef de gang redoutable », un « maraudeur », un « jeune gangster crâneur et arrogant ». Il était aussi un « minable », un « bagarreur », un « jeune bandit », etc. Enfin, son surnom même était devenu célèbre : « Il se faisait appeler Tarzan par ses intimes... » On faisait remarquer aussi qu'il était trapu et « noiraud ». Il avait la réputation de « chercher des histoires », d'être un « cancre », d'avoir un « sale caractère ». Ailleurs on décrivait la « froide impudence » de son comportement au moment de son arrestation. « Il joue au dur, tantôt buté et indifférent, tantôt fanfaron et ricanant. » « Il agite en rigolant et en blaguant ses menottes au nez des photographes. » (Malgré mes recherches, je n'ai jamais pu trouver cette photo.)

La victime, au contraire, connut une gloire posthume. C'était : « l'enfant modèle, l'élève modèle qui jouissait d'une bonne réputation dans son quartier ». Il faisait partie d'une respectable famille des classes libérales. Il n'avait rien à voir dans cette affaire. Ce garçon « blond et sympathique était une victime innocente, assassinée de sang-froid ». Presse, radio et télévision étaient unanimes à déclarer que ce garçon tranquille et sérieux n'avait jamais été mêlé aux activités d'aucune bande ou gang. De toute

évidence, c'était le cas frappant du « voyou » qui faisait de « l'enfant modèle » un martyr.

Toutes les sources d'information se montraient également explicites quant à la punition du coupable. Partout, on espérait, on demandait, on exigeait même la chaise électrique pour Santana. On faisait remarquer que le verdict de l'opinion publique suffirait, à lui seul, à le faire condamner à la chaise électrique. Les déclarations du District Attorney dans ce sens rencontrèrent l'approbation générale. On allait même jusqu'à proposer que Santana soit exécuté sans jugement puisque « le petit Billie, lui, n'avait pas eu droit à un jugement »... On suggéra aussi que l'exécution du Porto-Ricain soit télévisée afin de servir d'avertissement à la jeunesse.

Je résolus d'interroger des gens appartenant aux milieux les plus divers, pour connaître leur opinion sur l'affaire Santana. Ils en avaient tous entendu parler et aucun d'entre eux ne songeait à mettre en doute la véracité de ce qu'ils avaient lu et entendu.

Un étudiant me dit :

— Qu'est-ce que ça change qu'il soit un peu sonné ou pas? Cette affaire n'est pas du ressort des psychiatres. Il est grand temps qu'on fasse quelque chose contre ces voyous. Une bonne dose d'électricité ne lui ferait pas de mal, à celui-là.

Un jeune homme :

— Il doit sûrement avoir quelque chose qui ne tourne pas rond... Ça ne l'empêche pas d'être une brute. On devrait en faire un exemple.

Une infirmière.

— C'est vraiment affreux, pauvre gosse... Peut-être qu'il ne savait pas ce qu'il faisait?

Une assistante sociale, sur un ton très professionel :

— A mon avis, ce garçon est irrécupérable. Mais n'oubliez pas que ces Porto-Ricains ont une mentalité à part. Ils sont tellement instables...

Un homme d'affaires prospère, qui tirait vanité de son esprit libéral :

— J'ai suivi cette affaire de très près dans les journaux et à la télévision. Je suis un partisan convaincu de la démocratie, vous savez, mais je pense qu'en des cas comme celui-ci il faut supprimer momentanément la démocratie.

Une dame qui s'intéressait aux problèmes de l'enseignement :

— C'est inouï de penser qu'un si beau petit garçon a été tué de cette façon... Évidemment, tout le monde sait que ces Porto-Ricains ne viennent ici que pour être pris en charge par l'État.

Tous ceux que j'ai interrogés manifestaient un intérêt passionné pour l'affaire Santana et en discutaient aussi âprement que s'il s'agissait d'un événement politique. Personne ne songeait à contester l'exactitude des faits divulgués. Cela prouve combien il est aisé, de nos jours, de façonner l'opinion publique : au lieu d'essayer de juger par eux-mêmes, les gens réagissent comme des automates aux slogans diffusés par la presse, la radio, la télévision et le cinéma.

Un jour, en sortant de la prison du Bronx, j'allai déjeuner dans un restaurant voisin où je rencontrai une de mes vieilles connaissances, un psychanalyste. Je lui demandai son avis sur l'affaire.

— Oh! l'affaire du Porto-Ricain? Ce garçon là est un cas typique de délinquance agressive. Rempli de haine et d'hostilité, il est incapable de se comporter autrement. L'hostilité, voilà la clé... Il est incontestable qu'il nous faut pousser plus loin les recherches sur les structures fondamentales et la psychodynamique compliquée de la personnalité agressive. J'espère que la Fondation Ford financera un jour des recherches de cet ordre. Mais je dois dire que je ne vois pas d'autre solution au cas Santana que la peine de mort.

— Avez-vous souvent examiné des cas de ce genre? demandai-je.

— Oh non, pas personnellement, répliqua-t-il, j'en discute seulement avec les assistants sociaux lorsqu'ils me soumettent leurs rapports. Ils me demandent conseil et je leur indique la marche à suivre.

Le même jour, je pris un taxi du Bronx pour rentrer chez moi et je me mis à questionner le chauffeur de taxi. Je lui dis que j'étais psychiatre.

— Ah, bon! vous êtes un de ces toubibs pour la tête... Eh bien, tout ce que je peux vous dire, c'est que c'est pas difficile de voir ce qui cloche chez ce gosse-là : c'est un voyou, c'est tout. La chaise électrique, c'est encore trop bon pour lui...

— Qu'est-ce qui vous fait dire ça?

— C'est un grand type. Il savait se servir de son flingue. Il a escendu un brave gosse. On doit l'électrocuter...

*
* *

Non sans de multiples difficultés, le Dr Fredric Wertham parvient à obtenir l'autorisation de s'entretenir en tête à tête avec Frank Santana. C'est un garçon au visage ouvert, non dépourvu de charme, qui ne paraît pas plus de quatorze ans. « Pourquoi te fais-tu appeler Tarzan? » lui demande-t-il. Tous les journaux, en effet, le surnomment ainsi ou écrivent au moins « Frank (Tarzan) Santana ».

— « Jamais je n'ai eu ce surnom », réplique le jeune homme. Et d'expliquer qu'en réalité on l'appelait parfois Taza, — du nom d'un grand et courageux Indien, héros d'un film qu'il avait vu un an plus tôt : Taza, the son of Cochise.

A la question : « Quelles personnes jouent ou ont joué un rôle dans ta vie? », Frank répond : « Mon père, ma mère, José, mon frère et mon second frère Vincent. Mon père adoptif, le père de Vincent. Ma tante, mes amis et Y... et Superman (c'est le chef des Navajos, âgé de 14 ans). Et aussi Maria, ma girl-friend *». « Y a-t-il un professeur, à l'école, qui ait été gentil pour toi? » reprend le Dr Wertham. Après un long silence, Frank donne un nom et ajoute : « Il connaît l'espagnol. »*

Fredric Wertham, petit à petit, reconstitue alors la vie du garçon. Frank Santana est né en 1937 à San Juan (Puerto-Rico). Son père était une sorte d'ouvrier du bâtiment. Frank en parle avec beaucoup d'émotion, bien qu'il l'ait très peu connu, puisqu'il le perdit à l'âge de 4 ans, en 1941. Cet événement semble l'avoir profondément marqué. Il évoque la période antérieure comme un âge d'or, bien plus heureuse que sa vie actuelle aux États-Unis. Sa mère quitta Puerto-Rico en 1950. Il la rejoignit un an plus tard. Son frère José a quinze ans, son demi-frère Vincent en a sept ; mais son beau-père quitta sa mère peu après leur installation à New-York.

Frank manifeste un grand attachement pour sa mère qui, âgée de 38 ans et de santé fragile, travaille pour un salaire assez faible dans une fabrique de vêtements. Il entra à l'école à six ans, obtint en général de très bonnes notes et, à sa sortie de la Junior High School voulait aller au collège pour devenir technicien de radio-télévision : mais les autorités scolaires le lui déconseillèrent parce qu'il était porto-ricain. C'est à ce moment qu'il commença à manquer les cours : il voulait travailler, au lieu de continuer à aller à l'école.

« Je ne suis jamais joyeux », dit-il encore au Dr Wertham,

— *Même pas avec ta* girl-friend*?*

— *Non, je suis toujours triste.*

— *Pourquoi?*

— *Je ne sais pas. Je suis toujours comme ça. Je suis né comme ça. Ça a commencé à Porto-Rico. Je ne fais rien de mal à personne, seulement à moi...* »

Frank raconte encore qu'il allait au cinéma tous les jours, sauf le samedi et le dimanche, voir des films de guerre et de gangsters. Enfin il lisait de grandes quantités de comic-books*. Il lui est arrivé d'en posséder deux ou trois cents à la fois, et d'en lire jusqu'à cinq par jour. Le Dr Wertham estime que, depuis son arrivée aux États-Unis, tant dans les films qu'il a vus que dans les* comics *qu'il a lus, Santana a dû assister à environ* 22.000 *meurtres, — sans compter bien entendu les viols, tortures, blessures et mutilations diverses.*

Après cette série d'entretiens avec Frank, Fredric Wertham poursuit son enquête.

II. — *TERREUR*

Frank m'avait donné le numéro de sa tante, la sœur de sa mère.

— Ma mère ne parle que l'espagnol, m'avait-il expliqué, mais ma tante parle aussi l'anglais.

Je priai donc la tante du garçon de me rejoindre chez Mme Santana, afin de me servir d'interprète.

Accompagné de l'avocat de Frank, j'arrivai en fin d'après-midi dans la rue populeuse où habitent les Santana. Nous gravissons les quelques marches de bois qui mènent à la porte d'entrée et sonnons. La porte s'entrouvre aussitôt et une voix d'homme tonitruante s'écrie :

— Vous êtes l'assassin! Et voici un témoin pour le prouver!

Nous sursautons, nous regardant, interloqués. Nous voyons bientôt apparaître avec soulagement Mme Santana, qui nous ouvre la porte toute grande et nous invite poliment à entrer. Devant un poste de télévision, deux garçons sont vautrés sur leurs sièges, si absorbés par l'émission qu'il ne nous entendent même pas entrer. Ce sont les deux frères de Santana. Je demande à José, un grand garçon dégingandé d'une quinzaine d'années, de mettre en sourdine le bruyant mélodrame car on ne s'entend lus. L'appartement, d'une propreté et d'un ordre méticuleux,

se compose de deux pièces séparées par une tenture. L'une sert de chambre à coucher à Mme Santana, l'autre, où dorment les garçons, tient lieu de salle commune. Il n'y a ni salle de bains, ni cuisine. On me dit que le canapé où je suis assis sert de lit à Frank. Le mobilier est rudimentaire mais merveilleusement astiqué. Je remarque, dans la chambre à coucher, des images pieuses sur les murs et un cierge qui brûle sur le coin de la commode. Parmi les reproductions qui ornent les murs du living-room, une gravure représente un pin de Californie tordu par la tempête. Je connaissais déjà cette image banale, mais dans la maison Santana elle me parut belle et empreinte d'un sens nouveau.

La mère de Frank n'avait que 38 ans, mais en paraissait beaucoup plus. Mince et frêle, elle avait l'air épuisée. Elle avait travaillé dans un atelier de confection pour 14 à 16 dollars par semaine, arrivant péniblement à joindre les deux bouts. Elle avait dû déménager plusieurs fois depuis son arrivée à New-York, ce qui coûtait beaucoup d'argent. Depuis novembre 1951, elle était toujours malade. Elle ne put me préciser la nature exacte de sa maladie; le médecin lui avait interdit de travailler.

Les renseignements de Mme Santana venaient confirmer ce que m'avaient appris mes entrevues avec Frank. Étant petit, il n'avait jamais été joyeux comme les autres enfants, il ne voulait ni manger ni jouer — même à Porto-Rico. « Il est toujours tranquille, souvent triste. » Sa mère me raconta aussi qu'il s'emballait souvent pour certaines choses, sans jamais aller jusqu'au bout. D'abord, c'était la natation, puis un engouement passager pour les exercices avec poids et haltères, enfin la boxe, qu'il avait fini par abandonner aussi.

— Il est très adroit de ses mains, dit Mme Santana, il bricolait, réparait les vélos...

Aussitôt, José alla nous chercher la lampe que Frank avait fabriquée. Souvent, la tante interrompait la conversation pour confirmer énergiquement ce qu'on disait de Frank.

J'ai souvent eu à questionner les mères de délinquants, et je savais que celle-ci n'essayait pas de me donner une image fausse de son fils en dépeignant les qualités et les traits sympathiques de son caractère. Elle cherchait simplement à le faire voir sous son vrai jour. Elle me fit le portrait d'un garçon calme et renfermé, qui se mettait rarement en colère, se montrait toujours patient et poli envers les gens. Il lui avait toujours obéi jusqu'à ces derniers

mois. C'était l'inspecteur de Fréquentation Scolaire qui lui avait appris que Frank désertait l'école depuis quelques temps. Elle me dit enfin que son mari était mort en 1941 à la suite d'une opération.

Me rappelant soudain les *comic-books* dont Frank m'avait parlé, je demandai à José de me les apporter. J'en comptai vingt-trois, dont neuf étaient en espagnol et quatorze en anglais. Trois, permi ces derniers, portaient le fameux cachet d'approbation des éditeurs de *comics :* « Approved by the Comics Code Authority ». On voyait peu de différence entre les journaux tamponnés et ceux qui ne l'étaient pas. Je dénombrai, par exemple, dans un des numéros tamponnés, trente-deux dessins comportant l'usage d'un revolver. Quel enfant, après cela, ne serait pas convaincu que, pour être vraiment un homme, il faut savoir se servir d'une arme à feu? Il s'y trouvait aussi de nombreux échantillons de ce genre :

« Dix heures auparavant, Fred Wharton avait étranglé un homme, mais ce n'était qu'un vieux très faible... »

Voici quelques exemples de slogans publicitaires exaltant la force :

VOUS POUVEZ AUSSI ÊTRE UN DUR!

... *Tous les trucs, prises, clés, coups, manchettes,* etc.,

L'ART DE SAVOIR PLACER LES COUPS QUI FONT MAL...
(*Coup de coude, coup de genou...*).

D'autres annonces encore font de la réclame pour les armes :

REVOLVERS, MUNITIONS
COUTEAUX
LE LANCER AU COUTEAU

Des concours offrent aux gagnants « d'authentiques carabines calibre 22 ». Je remarquai aussi ces réclames qui impressionnent tant les gosses qui ne sont pas bâtis en athlète. (Santana, justement, se montrait très préoccupé par sa petite taille et ses muscles minces.)

ALLONS VIEUX, CESSE D'ÊTRE UNE CHIFFE QUI N'A QUE LA PEAU ET LES OS...

Maintenant je suis un MALE *et un* ATHLÈTE 1000 %
J'ai acquis 35 *kilos de muscles d'acier...*

ou encore :

N'AVEZ-VOUS PAS HONTE DE VOTRE CARRURE? DE VOTRE PHYSIQUE DÉBILE?

Quant aux *comic-books* en langue espagnole, ils sont particulièrement nocifs. Ils retardent considérablement l'assimilation de la langue anglaise par les enfants porto-ricains récemment installés à New-York. Je me bornerai à citer le mot d'un petit garçon, qui me disait un jour :

— J'ai pas besoin d'apprendre comment on dit « sein » ou « revolver », je le vois bien sur les images...

L'un des *comics* espagnols de Santana présentait une leçon d'histoire : une illustration couvrant la moitié de la page montre un homme blanc, étendu nu sur une pierre de sacrifice, maintenu par des Indiens qui sont en train de lui arracher le cœur à l'aide d'un couteau. Le plus fort est que le *comic-book* espagnol est vendu 15 cents aux Porto-Ricains au lieu du tarif normal, qui est de 10 cents.

J'essayai de m'imaginer Frank parmi les siens. Malgré la mort du père, cette famille aurait pu vivre dans un bonheur relatif. La mère faisait tout son possible pour y contribuer. Que recevait-elle comme assistance ? D'après les statistiques, la moitié des familles assistées dans ce secteur de Bronx sont secourues par l'État, parce qu'un membre adulte est reconnu malade. Mme Santana ne recevait certainement pas les soins médicaux que nécessitait son état de santé. L'assistante sociale n'était pas venue s'informer sur les causes qui l'empêchaient de se rendre à l'hôpital comme elle aurait dû régulièrement le faire. Médicalement, la mère de Frank n'était sans doute qu'un mauvais facteur statistique sur le plan de la guérison.

Je découvris par la suite, en m'informant auprès du Service Social, que la famille Santana n'avait jamais été contactée par un assistant social. Après le crime seulement, les services sociaux commencèrent à s'intéresser à la famille. C'est un cas flagrant non de la négligence de l'administration mais bien de la systématisation de la négligence. L'expérience de nombreuses années passées dans les hôpitaux et dispensaires m'a appris qu'on a beaucoup exagéré l'efficacité de ces Bureaux de Bienfaisance tant publics que privés. On s'y débarrasse un peu trop légèrement des cas difficiles ou gênants.

Les raisons qui empêchent le bureau de bienfaisance de s'occuper d'un cas sont multiples : religion insatisfaisante, couleur insatisfaisante (sur les formules administratives, le terme « Porto-Ricain » s'inscrit dans la colonne « couleur »), cas trop sérieux, cas pas

assez sérieux, Quotient d'Intelligence du malade trop faible, manque de coopération, de « malléabilité » de la mère, mauvais secteur de la ville, ou encore la formule bien connue : « n'entre pas dans le cadre de notre programme de recherches. » J'ai entendu énumérer tous ces prétextes des centaines de fois. Les divers bureaux établissent des fiches et des dossiers et se communiquent les rapports. Voici une lettre typique d'un psychiatre attaché à une clinique d'hygiène mentale, lettre adressée à un bureau de Service Social au sujet d'un habitant du Bronx : « ... attendu que l'inadaptation et les difficultés de comportement de ce garçon sont le produit de facteurs culturels et du milieu familial, nous sommes amenés à conclure qu'il semble douteux que l'intéressé puisse retirer un profit quelconque d'un traitement dans notre établissement. » En conséquence, le « cas » est renvoyé.

Autre exemple : un des principaux bureaux de bienfaisance exprime dans une lettre officielle son découragement devant les limitations intellectuelles de la mère et la pauvreté du milieu social... ; et tout en reconnaissant que « la pauvreté de l'environnement n'offre aux enfants que des possibilités de développement très réduites, nous sommes obligés de constater que le niveau mental est trop bas pour que nous puissions enregistrer un progrès quelconque à la suite de notre travail ». Affaire classée.

On assiste également à la reproduction d'une quantité effarante de paperasserie qui a pour seul résultat, non de faire deux fois le même travail mais que rien ne soit fait du tout. C'est ainsi que la majeure partie des statistiques provenant des cliniques ou des bureaux est erronée. La philanthropie s'allie au chaos.

Cet état de choses se dissimule le plus souvent sous la phraséologie verbeuse des rapports et des projets. Nous lisons notamment, qu'il faut « interpréter le service social aux familles », et plus haut, à l'échelon gouvernemental, qu'il faut « lancer un pont entre les services publics et la communauté ». On consacre de longues heures de réunion de comités de rédaction de circulaires à l'élaboration de ce jargon inutile. On n'a pas besoin de tant « d'interprétation » pour aider les gens. Les familles répugnent à retourner aux bureaux de bienfaisance parce qu'elles n'y ont trouvé le plus souvent que des reproches ou des examens inquisiteurs touchant leur vie privée. Dans la plupart des cas, la psychothérapie ne s'occupe même pas des enfants affligés d'une « mauvaise situation de famille et de facteurs culturels inadéquats », euphé-

misme servant fréquemment à désigner les préjugés raciaux. dirigés contre les Noirs, les Porto-Ricains et d'autres minorités.

Le comportement de Frank nécessitait visiblement une aide et un soutien de la part des services compétents. Sur le plan professionnel, le travail qu'on lui avait assigné ne lui plaisait pas. On aurait dû l'aiguiller vers un emploi correspondant à ses goûts et à ses capacités, ou tout au moins lui fournir une explication. Il n'est d ailleurs pas le seul dans ce cas. L'orientation professionnelle et la formation technique manquent de réalisme. La plupart du temps, l'équipement des écoles techniques est insuffisant ou périmé. Il est nécessaire de former de nouveau les élèves qui trouvent un emploi à la sortie de l'école. En outre, trop de jeunes sont préparés à des situations qui n'offrent pas de débouchés suffisants. Il arrive souvent que de brillants élèves noirs ou porto-ricains soient détournés de leurs études secondaires par les professeurs et les représentants du Service d'Orientation, qui leur conseillent de suivre une formation manuelle ou industrielle parce que « de toutes façons, ils ne trouveront pas de meilleur emploi ». On comprend aisément ce qu'une telle discrimination peut avoir comme influence sur le caractère d'un enfant.

Pendant combien de temps faut-il qu un garçon « sèche ses cours » avant d'attirer l'attention du Service de Fréquentation? Et alors, qui prend la peine de chercher la cause de l'attitude de l'enfant? Que doit-il faire pour que le service d'hygiène mentale s'intéresse à lui? Frank était bon en anglais et il y avait du mérite, car les enfants porto-ricains, étant dans des classes séparées, n'ont pas l'occasion d'apprendre la langue des autres enfants. D'être inondés de *comics* en langue espagnole ne les aide pas non plus. Il faut bien reconnaître qu'à part l'allocation du Ministère des Affaires sociales, notre société n'a rien apporté d'autre à la famille Santana que le crime, par l'intermédiaire des *comics* et de la télévision.

Au moment où nous allions nous lever pour prendre congé, Mme Santana et sa sœur se mirent à discuter en espagnol avec animation. Finalement, la tante m'expliqua que Mme Santana aurait bien voulu me faire rencontrer un de leurs voisins, si je n'y voyais pas d'inconvénient. J'acquiesçai immédiatement à sa requête. Quelques instants plus tard, l'homme entra. Blond, encore jeune, fortement charpenté, c'était le type même de l'Américain moyen. Il vint s'asseoir à côté de moi et me dit qu'il était venu

me parler de Frank à la demande de Mme Santana. La simplicité de ses manières, sa physionomie franche et ouverte me le rendirent aussitôt sympathique.

— Frank est un brave garçon, me dit-il, le mieux élevé de tous ceux du coin. On n'avait jamais besoin de rien lui demander, il était toujours prêt à donner un coup de main. Il avait beaucoup de qualités. Il suivait toujours mes conseils. Si seulement il m'avait parlé de ses ennuis, j'aurais bien trouvé un moyen de le sortir du pétrin et il m'aurait écouté...

Je voyais, à sa façon de parler, que mon interlocuteur était attaché à Frank et qu'il disait la vérité :

— C'était vraiment le meilleur gosse du quartier, reprit-il, mais vous savez ce que c'est, la mère est handicapée par la maladie. Je la connais bien, elle fait tout ce qu'elle peut, mais il faut un homme pour tenir des garçons. Si seulement j'avais su qu'il séchait l'école, je lui aurais parlé ! Les parents ne reçoivent même pas les bulletins de l'école...

Je le remerciai d'être venu me voir. Il s'était aperçu que ses renseignements m'intéressaient et, me prenant à part, il se mit à me parler sur un ton plus confidentiel :

— Je vais vous dire, moi, ce qu'il y a derrière toute cette histoire. C'est les démêlés qu'on a dans ce secteur avec les Porto-Ricains. C'est compliqué; nous avons ici des Noirs, des Espagnols et des Blancs. Frank avait besoin d'être soutenu, de faire partie d'un groupe. La bande des Navajos s'est constituée dans notre pâté de maisons. Nous avons des gangs ici depuis des années. Mais croyez-moi, il en faut ! Dans notre coin, les Porto-Ricains sont tenus complètement à l'écart des Blancs et ne peuvent se promener impunément n'importe où. Si par malheur un gosse porto-ricain s'aventure seul dans un secteur contrôlé par les autres, il y aura du grabuge !... Évidemment, il aurait fallu éplucher, analyser chaque bande, mais la mère de Frank n'était pas en état de le faire. C'est comme un feu qui couve, à la première étincelle tout s'embrase. Et ce n'est pas la faute des gosses, c'est les adultes qui ont créé cette situation. Nous n'aurions pas dans le quartier toutes ces histoires de gangs si les Blancs ne manifestaient pas leurs préjugés racistes à l'égard des Porto-Ricains. Ne vous y trompez pas, Frank est un brave garçon.

Je remerciai à nouveau le voisin des Santana pour ce qu'il venait de m'apprendre. Je lui expliquai ensuite combien précieux

me serait son témoignage lorsque je comparaîtrai devant le Tribunal.

— Mais je ne pourrai que me référer à vos déclarations, ajoutai-je, je n'ai pas le droit de vous citer, ce serait enfreindre les règles de procédure et les magistrats qualifieraient ma déposition de « simples ouï-dire ». C'est pourquoi je voudrais que vous vous présentiez comme témoin devant le Tribunal pour dire ce que vous savez de Frank, exactement comme vous venez de le faire avec moi. Vous lui rendriez un très grand service.

A ces mots, l'attitude de l'homme se transforma complètement. Une expression épouvantée passa sur son visage :

— Ah non, je ne peux pas! s'écria-t-il avec véhémence.

— Vous n'avez peut-être pas bien saisi ce que j'ai voulu dire...

— Oh si!

— Très bien repris-je, je vois que vous êtes un honnête homme, dépourvu de préjugés. Vous ne vous rendez peut-être pas compte que la vie du gosse peut dépendre de votre témoignage. Je vous demande simplement de répéter devant les juges ce que vous m'avez dit, que Frank est un type bien...

— Non, répondit-il secouant énergiquement la tête, je ne peux pas aller devant le Tribunal et vous ne devez pas non plus me mentionner. Vous ne pouvez pas savoir la haine qu'il y a contre ces Porto-Ricains!

— Mais vous n'êtes pas comme les autres, vous! Pourquoi ne voulez-vous pas dire la vérité sur Frank, quand vous savez que cela peut lui sauver la vie?

Le pauvre homme semblait bouleversé, il me répondit avec violence :

— Eh bien, je vais vous dire pourquoi... Si je dis un mot en faveur du garçon, je perds ma place, moi! Vous comprenez maintenant? Et je ne suis pas seul, j'ai une femme et des gosses à nourrir!

III. — *A LA DÉCOUVERTE DE PORTO-RICO*

Le 15 novembre 1493, Christophe Colomb découvrit l'île de Porto-Rico. Pour beaucoup d'Américains, elle reste encore à découvrir.

L'île, à l'origine, se nommait Boriquén. Colomb lui donna le nom d'Ile de Saint-Jean-Baptiste. Plus tard, à cause de la richesse

de son port principal, on l'appela Porto-Rico. La domination espagnole provoqua des révoltes sanglantes au cours desquelles fut exterminée la plus grande partie de la population — plus de six cent mille indigènes, affirment certains historiens. L'île commença à renaître pendant la seconde moitié du XVIII[e] siècle et atteignit son apogée au début du XIX[e]. Porto-Rico se dégageait peu à peu de la tutelle espagnole et avait acquis une certaine autonomie quand, brusquement, en 1898, l'île fut annexée par les États-Unis à la suite de la guerre hispano-américaine. Lorsque le général Miles débarqua à la tête de l'armée américaine, il fit la déclaration suivante :

« Nous sommes ici pour assurer votre protection et celle de vos biens ; nous sommes venus vous aider à accroître votre prospérité... »

Qu'en résulta-t-il pour les Porto-Ricains ? Si l'on en croit l'étude sérieuse et documentée de Harvey S. Perloff, *L'avenir économique de Porto-Rico* (University of Chicago Press, 1950) :

« Les conditions de vie des habitants de l'île sont déplorables pendant la période qui s'étend de 1899 à 1927,... et la situation du peuple porto-ricain devient littéralement critique entre 1928 et 1940. »

A noter que ces périodes couvrent l'ère de prospérité qui succéda à la première guerre mondiale.

Sous le gouvernement de Roosevelt, le pays obtint le droit de corriger l'orthographe de son nom, qui devint : Puerto-Rico.

On peut se faire une idée de la situation à Porto-Rico après la crise de 1929 en sachant qu' « on payait un salaire de 3 cents pour une douzaine de mouchoirs brodés à la main » (Hanson, 1955). John Gunther nous donne de Porto-Rico, en 1941 (Santana avait alors 4 ans) la description suivante : « La pauvreté de cette ile est une honte pour les États-Unis... J'y ai vu des scènes de misère qui m'ont indigné... Celui qui croyait encore aux principes du progrès et de la civilisation américaine doit constater avec horreur et indignation qu'il existe actuellement sur le territoire des États-Unis une misère sordide avec sa crasse et ses épidémies, parmi un peuple que nous gouvernons depuis 1898, dans une province placée sous l'entière responsabilité du gouvernement fédéral depuis quarante-trois ans. » Il continue en disant que la mortalité infantile des Porto-Ricains est la plus élevée du monde et que le revenu moyen du paysan est de 135 dollars par an, c'est-à-dire moins de 40 cents par jour. En bon reporter, il cite encore ce détail éloquent :

« Aux États-Unis la consommation quotidienne de lait est d'un demi-litre par tête; à Porto-Rico, elle correspond exactement à une cuiller à café. »

Les enfants porto-ricains manquent dans les mêmes proportions de nourriture intellectuelle, selon l'expression de Robert Morss Lovett. L'une des raisons de cet état de choses est que chaque matière doit obligatoirement être enseignée en anglais dans les écoles secondaires, par ordre du bureau de Washington.

En 1917, les Porto-Ricains obtinrent les droits et le titre de citoyen américain et trente ans plus tard, le droit d'élire leur gouverneur. Deux ans après, en 1949, le peuple procéda à l'élection de son premier gouverneur, Luis Muñoz Marin, actuellement en fonction.

En 1952, Porto-Rico reçut une constitution. Il est intéressant de remarquer à ce propos que le Congrès américain apporta quelques modifications au projet initial, supprimant, par exemple, certains articles : (Hanson, 1955), « le droit aux soins et à une assistance particulière pour les femmes enceintes et les mères qui nourrissent leurs enfants ».

Par la même occasion, Porto-Rico recevait officiellement le statut « d'État Libre Associé ». Ce statut, unique dans l'histoire des rapports entre les pays, constitue « une expérience de l'indépendance dans la non-indépendance » (Hanson, 1955), souvent considérée comme une solution à long terme. D'autres opinions s'accordent pour ne voir dans le statut d'État Libre Associé qu'un pis-aller, causant sur le plan économique le plus grand tort aux Porto-Ricains. Les défenseurs de cette dernière thèse soulignent qu'il serait avantageux pour Porto-Rico d'avoir le droit de produire et d'exporter sans restrictions, de faire du commerce librement avec les pays de son choix, d'acheter sur les marchés les plus bas et d'utiliser les transports maritimes aux tarifs les moins chers. En fait, Porto-Rico est obligé actuellement d'être le premier consommateur du monde, par tête d'habitant, de produits américains.

Il faut cependant reconnaître que Porto-Rico , dans de nombreux domaines, a fait des progrès considérables durant ces dernières années. Mais la structure de son statut en fait un État beaucoup plus « associé » que « libre ». Dans les tribunaux locaux, la langue officielle est l'espagnol, mais d'après la loi fédérale (votée par le Congrés des États-Unis où ne siège aucun délégué porto-ricain),

dans les tribunaux relevant de l'autorité fédérale, la langue officielle est l'anglais et, seule, une personne connaissant parfaitement la langue a le droit de faire partie du Jury. La majorité des Porto-Ricains, incapables de remplir cette condition, ne peuvent ainsi accéder à la fonction de jurés. Il arrive souvent que le prévenu soit jugé sans comprendre un mot de toute la procédure.

Pour beaucoup de Porto-Ricains, les conditions économiques sont encore déplorables et se ressentent toujours des effets de la situation antérieure. En 1942, il n'y avait, en dehors des grandes villes, qu'un médecin pour dix mille habitants. D'après le Ministère de la Santé à Porto-Rico, 57 % des personnes décédées en 1952 n'ont pas eu de soins médicaux. En 1943, près de la moitié de la population était en chômage (Goshal, 1948) et ceci, à l'époque où les Sociétés anonymes de l'Amérique du Nord versaient à leurs actionnaires « des dividendes fabuleux de l'ordre de 115 %. »

Il y a quelques années, la revue *Fortune* publia un article des plus instructifs sur l'industrialisation de Porto-Rico. Le titre en était, comme de juste, « Les Chercheurs de Profit à Porto-Rico ». Cette chasse au profit dure, en effet, depuis plus de cinquante ans. Je connais une importante fabrique de textiles qui a pu amortir en deux ans tous les frais de son installation dans l'île, ceci, principalement, grâce aux salaires dérisoires de la main-d'œuvre indigène.

Sur le territoire même des États-Unis, les travailleurs porto-ricains ont été largement exploités comme l'ont montré des enquêtes récentes, encore inachevées. Je pourrais multiplier les exemples que je connais, de Porto-Ricains qui reçoivent un salaire inférieur à celui que les autres reçoivent pour le même travail. Les plus exploités sont les ouvriers embauchés dans une certaine catégorie d'ateliers de confection où les conditions de travail sont encore extrêmement dures.

Le vocabulaire sociologique vient de s'enrichir d'un nouveau terme : « la portoricanisation » qui sert à désigner un régime particulier de liens économiques, juridiques, administratifs et militaires avec une grande nation selon un mode d'application qui ne serait ni colonial ni anti-colonial. Bien que Porto-Rico ne soit pas théoriquement une colonie, en pratique cela y ressemble beaucoup. Cette situation ne satisfait guère la population, comme l'ont démontré les attentats terroristes de Washington.

Il est rare qu'on mentionne le problème des Porto-Ricains sans

immédiatement ajouter : « Mais pourquoi viennent-ils chez nous? » Cette question est d'une injustice flagrante. Les Porto-Ricains viennent aux États-Unis pour les mêmes motifs qui ont attiré des milliers d'autres immigrants pendant de longues années. Simplement dans l'espoir d'une vie meilleure pour eux et pour leurs enfants. La seule différence est que les Porto-Ricains ne sont pas à proprement parler des immigrants puisqu'ils ont déjà, de droit, la nationalité américaine. Dans les pays en expansion économique, on constate toujours que la population rurale a tendance à émigrer vers les grands centres industriels. Je lisais dans le *New York Times*, la veille du jour de l'ouverture du procès de Santana, que près de la moitié de la main-d'œuvre, à Porto-Rico même, se trouvait sans travail, ou partiellement employée. Une ouvrière dans la confection, par exemple, qui gagne 55 cents de l'heure, ne pourra travailler que deux ou trois jours par semaine.

De nombreux Porto-Ricains, cependant, ont réussi à s'adapter aux États-Unis, particulièrement à New-York. Ils travaillent dur et gagnent bien leur vie. Ceux qui se sont intégrés dans leur milieu apportent au courant de la civilisation américaine la culture et les traditions qu'ils ont en partie héritées de leurs ancêtres espagnols. On oublie souvent l'existence de cette fraction importante lorsqu'on parle du « problème porto-ricain ». Mon travail en clinique m'a souvent mis en présence des préjugés racistes qui sévissent contre les Porto-Ricains, à New-York en particulier où ils sont plus nombreux. La violence de ces préjugés, je les découvris plus spécialement à travers l'affaire Santana. La plupart des gens du peuple que j'ai rencontrés au sujet de cette affaire manifestaient une peur presque hystérique des Porto-Ricains. Quant aux autres, même les plus « libéraux », qui se targuaient de leur largeur de vues, ils s'impatientaient, gênés, ne sachant plus où se mettre, à la simple mention du sujet épineux.

L'émotion, la peur, la haine que provoquent les Porto-Ricains ne sont fondées sur aucune observation rationnelle, sur aucun fait : uniquement sur des superstitions nationalistes et racistes. Des sociologues expérimentés ont démontré depuis longtemps que si l'on recherche les causes profondes du comportement raciste, on trouve toujours en dernière analyse que ce sont des mobiles économiques qui dressent les gens les uns contre les autres.

Mais le racisme, ce facteur essentiel du soi-disant problème porto-ricain, est efficacement nié et dissimulé par une phraséologie

ronflante. Le mot « préjugé » lui-même est camouflé par des sociologues qui ont mauvaise conscience, sous l'impressionnante appellation « d'ethnocentrisme ». Ils ont encore imaginé une multitude d'expressions fantaisistes du genre de celles-ci : « sous-culture », « tensions ethniques », « programmes d'acculturation », « processus transculturatif », « examen supra-culturel », « relations interculturelles », etc. Cette terminologie ingénieuse ne sert évidemment qu'à masquer des faits très simples. On croit maintenant pouvoir justifier le racisme en l'enrobant dans un déguisement pseudo-scientifique de psychopathologie et de sociologie.

Le principal reproche qu'on adresse aux Porto-Ricains c'est d'être en surnombre partout, aux U.S.A. comme à Porto-Rico! Ce reproche s'exprime avec une amère véhémence et une parfaite assurance aussi bien dans la littérature scientifique que dans la presse ou dans la bouche de l'homme de la rue. Il y avait longtemps qu'on n'avait assisté à une unanimité aussi touchante de la part du peuple américain. Dans une étude publiée en 1953 par l'Académie américaine des Sciences politiques et sociales, sous le titre : « Porto-Rico, étude sur le développement démocratique », l'ensemble de l'exposé est divisé en quatre parties dont l'une s'intitule : « *Excédent de population* ». Dans un article paru en 1955 dans le *New-York Times Magazine*, intitulé *Porto-Rico, patrie du paradoxe*, le thème de la surpopulation apparaît cinq fois. Ailleurs, on trouve mille variations sur ce thème : « la nécessité d'une diminution des naissances, l'accroissement de la densité de la population porto-ricaine, la lutte contre le taux d'accroissement des naissances dans le plan d'implantation culturelle à Porto-Rico », etc. On emploie fréquemment aussi un terme qui me paraît presque obscène dans sa signification socialement si méprisante : « fertilité », — « la fertilité supérieure » des Porto-Ricains, leur « fertilité incontrôlée », « fertilité involontaire », « fertilité primitive ».

Autre détail caractéristique : la Conférence Nationale d'Assistance sociale eut le regret de constater, (quelques jours avant que j'examine Santana en prison) que : « bien que le taux des naissances des Porto-Ricains soit passé de 39 en 1940 à 34,8 en 1953, le taux de la mortalité lui est encore inférieur. » (*sic*). On a même été jusqu'à suggérer que, pour accélérer le birth-control, il serait profitable de faciliter l'acquisition de postes de télévision à Porto-Rico pour que les gens passent moins de temps au lit!

On ne juge pas les Porto-Ricains, on les compte. L'essentiel

de la controverse se résume à une propagande contre la propagation de la race. Leur « nombre » n'est pas seulement utilisé comme reproche, mais aussi comme explication « scientifique » de tous les problèmes les concernant, telles leur misère ou leurs conditions de vie, sur le continent comme à Porto-Rico. C'est aussi ce qui explique leur « taux fantastique d'immigration ».

Que les informations nécessaires sur le birth-control soient fournies aux individus ou aux familles peut s'avérer utile dans certains cas; mais c'est tout autre chose de le proposer comme remède aux difficultés économiques et sociales d'un peuple exploité. Les chirurgiens rapportent que la stérilisation est maintenant l'opération la plus fréquemment pratiquée à Porto-Rico. A l'hôpital américain, le Ryder Memorial Hospital, on opère presque chaque jour des femmes pour le birth-control, à la seule condition qu'elles n'aient pas moins de trois enfants.

On ne résout pas les problèmes sociaux par des méthodes biologiques. L'argument des « trop nombreux Porto-Ricains », quel que soit son déguisement, découle d'un sentiment raciste conscient ou inconscient. A travers la terminologie moderne et les assertions documentées, on retrouve l'avertissement, exprimé jadis avec plus de franchise par Harold Cox, rédacteur à l'*Edinburgh Review* :

« Si les races inférieures continuent à se multiplier pendant que les races supérieures limitent leurs naissances, le temps viendra où la domination du monde passera aux mains d'un type d'humanité inférieur mais plus prolifique. »

Par ailleurs, on met de nombreux méfaits sur le dos des Porto-Ricains. « Nous en avons peur, me disait une femme cultivée, mère de deux enfants, il y en a tellement et ils sont si dangereux. » L'accusation la plus en vogue, actuellement, est de rendre les jeunes Porto-Ricains responsables de la délinquance juvénile, plus particulièrement des actes de violence. Cette croyance générale, nullement justifiée par les faits, s'explique par la publicité tapageuse que l'on fait à tous les délits des Porto-Ricains, tandis que l'on passe sous silence leur application au travail, leur effort pour s'adapter, le dévouement qu'ils portent à leurs enfants, — lesquels, eux aussi, font tout ce qu'ils peuvent pour s'intégrer dans un milieu hostile. Proportionnellement, les délinquants porto-ricains sont moins nombreux que les autres. A Porto-Rico, la guerre des gangs juvéniles n'existe pas et le pourcentage de délinquance est

extrêmement bas. D'après les chiffres du Ministère de la Santé on aurait effectué à Porto-Rico en 1954 des arrestations dans la proportion de dix-sept pour mille sur une population d'environ un million d'enfants.

On prétend également que « le Porto-Ricain étant déjà le produit des conflits raciaux et culturels qui ont déchiré son île natale, il est la cause des conflits ethniques à New-York. » Cette affirmation gratuite pose le problème à l'envers car il n'existe pratiquement pas de conflit racial dans l'île; et à New-York, les Porto-Ricains sont davantage les victimes du racisme qu'ils n'en sont les causes.

D'autres accusations lancées contre les Porto-Ricains ont une portée encore plus précise. On leur reproche de s'entasser dans les logements, de manquer d'hygiène, de vider leurs ordures n'importe où, de s'habiller bizarrement, de s'initier avant les autres aux expériences sexuelles, enfin de s'établir aux U.S.A. pour vivre aux frais de l'État. Toutes ces accusations sont dénuées de tout fondement. C'est une pure calomnie de prétendre que les Porto-Ricains viennent aux États-Unis pour se faire secourir par l'État. Les statistiques officielles montrent que 92 % de la population vit de ses propres ressources. Elle devrait, en fait, bénéficier d'une aide beaucoup plus importante si l'on tient compte des conditions de vie déplorables auxquelles sont soumises de nombreuses familles. D'autre part, ce ne sont pas les Porto-Ricains qui ont apporté la pauvreté et la crasse dans les bas quartiers de New-York. Ils les ont trouvées à leur arrivée. Ces maux sont la conséquence d'une mauvaise administration, de la négligence ou de la rapacité des responsables, et des préjugés racistes.

Les États-Unis, et New-York en particulier, ont pourtant été préparés à assimiler de nouveaux groupes de population, qui parfois dépassaient en nombre le groupe des Porto-Ricains. Le problème majeur est celui du logement. Les nouveaux arrivants ne trouvent à se loger que dans des quartiers déjà surpeuplés, dans de vieilles maisons délabrées et infestées de vermine. On les oblige à vivre groupés dans certains secteurs délimités, dans des conditions sanitaires plus que défectueuses. Tout ceci ne s'applique évidemment qu'à la classe pauvre de la population. Les propriétaires ont pris l'habitude de séparer en deux des chambres aux dimensions même petites et de louer ensuite ces pièces exiguës comme autant d'appartements indépendants. Il arrive souvent

qu'une cuisine devienne un « appartement » et que plusieurs familles y habitent en même temps. Les assistantes sociales m'ont décrit l'aspect de ces pièces aux matelas entassés par terre, où les cafards courent le long des murs. Les propriétaires, eux, font de bonnes affaires : d'un immeuble comprenant à l'origine soixante appartements, ils en tirent deux cent quarante ! Et ceci se produit dans les quartiers où l'on s'y attendrait le moins.

On peut se faire une idée de la situation en lisant un rapport de l'Inspecteur Général du Logement à New-York qui mentionne un immeublé où l'on a relevé « vingt-quatre violations aux réglementations du logement sans compter de nombreuses infractions aux lois sanitaires. » Les Porto-Ricains vivant dans l'immeuble devaient payer 15 dollars par semaine pour *une* chambre. Après cela, qu'on n'aille pas prétendre que les Porto-Ricains s'entassent de leur plein gré dans la crasse et le manque d'hygiène!

On a calculé qu'à New-York la moyenne du loyer mensuel d'une chambre non meublée s'élève à 63 dollars (Sophia M. Robison, 1953). Des assistants sociaux m'ont cité des cas de Porto-Ricains qui avaient à payer 80 dollars par mois pour une petite chambre délabrée. Certains payent même jusqu'à 25 dollars par semaine, ce qui fait revenir la chambre à 100 dollars par mois. Parfois, ils sont si nombreux à partager la même pièce, qu'ils doivent s'y relayer pour dormir. En été, on voit souvent des gens assis sur le pas de la porte, qui attendent leur tour pour aller se coucher. Il arrive également que le propriétaire exige le paiement individuel de chaque locataire.

Si l'on veut découvrir ce que cachent les déclaration optimistes de certains fonctionnaires, il suffit de faire un tour au quartier des *hot bed* [3]. On y verra des Porto-Ricains faire leurs achats dans les épiceries à deux heures du matin. Pourquoi? Simplement parce qu'ils vivent dans un « hot bed », autrement dit, le propriétaire ne loue ses chambres que pour huit heures, au bout desquelles les locataires doivent céder leur lit aux nouveaux arrivants, lesquels sont remplacés à leur tour par la troisième et dernière fournée. Ils laissent leurs affaires dans la chambre mais peuvent difficilement y garder de la nourriture; c'est pourquoi ils achètent à manger en une seule fois, juste avant de prendre leur tour. Poussant mon enquête un peu plus avant, j'ai découvert que les

3. Littéralement : lit brûlant.

propriétaires des immeubles à « hot-bed » ne sont pas, comme on pourrait l'imaginer, des escrocs qui opèrent la nuit mais en général de respectables bourgeois.

On comprend maintenant pourquoi les Porto-Ricains déménagent si souvent. Ils ne peuvent se plaindre au propriétaire parce qu'ils seraient mis dehors, et pas davantage aux Services du logement car ils risquent de faire saisir l'immeuble et de se trouver à la rue pendant les travaux d'aménagement. En effet, beaucoup d'entre eux ne sont pas acceptés dans les centres d'hébergement, particulièrement les couples non mariés devant la loi. Ce cas est assez fréquent, soit parce qu'à Porto-Rico ils n'ont pu se procurer les huit dollars qu'il faut pour se marier, soit qu'ils ne puissent payer le divorce, soit enfin que le mari se soit envolé. Cette situation est surtout désastreuse pour les enfants dont on ne peut s'imaginer la solitude et l'état d'insécuriré.

Et que pensent justement les enfants de tout cela? Un jour, un instituteur demanda à des enfants en classe de sixième ce qu'ils demanderaient si, par magie, leurs souhaits pouvaient se trouver accomplis. Un petit Porto-Ricain répondit aussitôt :

— Je demanderais neuf lits pour que toute la famille couche dans son lit.

Il y a diverses manières d'aborder le problème du logement, comme le témoigne un rapport récent « La migration porto-ricaine ». Émanant des directeurs de trois centres sociaux, il déclare que les Porto-Ricains n'ont pas reçu l'éducation nécessaire à l'utilisation des commodités des appartements modernes. Le rapport propose ensuite que le service du logement supervise les familles et les instruise sur l'art de vivre en appartement! Le cynisme ou la bêtise d'une telle proposition se passent de commentaires. Il est évident que si l'on offre aux gens un logement habitable, ils n'auront pas besoin de leçons de savoir-vire.

Les problèmes du logement et de la famille sont étroitement liés. Les femmes porto-ricaines trouvent plus facilement du travail que les hommes, principalement dans l'industrie du vêtement qui ne nécessite pas une connaissance spéciale de l'anglais. Cette situation a des répercussions psychologiques sur le père de famille et les enfants en souffrent également. Les Porto-Ricains sont généralement condamnés aux plus bas emplois; ils sont toujours les derniers embauchés et les premiers licenciés. Pour justifier la discrimination dans l'embauche à l'encontre des travailleurs porto-

ricains, on invoque souvent l'argument de la difficulté de langage. Ce prétexte n'est pas vraiment valable car s'il existe des employeurs qui ne prennent pas les Porto-Ricains ne parlant pas anglais, il y en a beaucoup d'autres qui n'embaucheront que ceux-là, à des salaires exceptionnellement bas.

La situation scolaire vient encore renforcer la thèse affirmant que, loin d'être responsables des maux et des désordres sociaux, les Porto-Ricains n'ont fait que les rendre plus évidents en en étant les premières victimes. Dans l'enseignement, l'autorité du maître a été en quelque sorte détrônée au profit des élucubrations psychologiques de bureaucrates éducatifs qui n'ont jamais eu de contacts réels avec les enfants. Ils font d'importants discours sur l'adaptation de l'enfant à l'école et manifestent une certaine condescendance pour l'instituteur qui suggère que la meilleure méthode est de donner à l'enfant une bonne formation de base.

Une circulaire envoyée par une école publique du Bronx aux familles porto-ricaines nous en donne un exemple : « En première année, votre enfant apprendra *davantage* par le chant, la danse, les excursions et les jeux qu'en étudiant l'arithmétique ou l'écriture... »

Les enfants porto-ricains ne sont admis que dans les écoles séparées, dont le niveau et l'équipement scolaires sont bien inférieures à ceux des établissements réservés aux blancs. De temps à autre, les pouvoirs publics démentent cet état de choses qui pourtant existe, ainsi que j'en ai témoigné sous serment devant la Haute-Cour en qualité d'expert[4]. Ce régime s'applique aussi bien aux Porto-Ricains qu'aux enfants Noirs. D'après le centre de Recherches humanitaire de l'Université de New-York, pour chaque dollar dépensé en matériel scolaire dans les écoles primaires pour un enfant noir ou porto-ricain, on en consacre sept pour un élève « blanc ».

Le cas de Santana, que l'on a empêché de se spécialiser dans la branche de son choix, n'est pas unique. Cette discrimination dans l'orientation professionnelle s'applique plus particulièrement aux Porto-Ricains : on les dirige sur les écoles techniques, de préférence aux établissements d'enseignement secondaire. On a trop facilement tendance aussi à les reléguer dans des classes de retardataires à la suite de tests psychologiques mal interprétés.

4. « Psychological effects of school segregation », by Fredric Wertham (*American journal of Psychotheraty*, 61 (1) 1952.)

On relève, par ailleurs, un caractère nettement tendancieux et discriminatoire dans les circulaires distribuées aux professeurs par la direction des écoles. Est-il vraiment indispensable de spécifier par exemple que « l'acceptation totale de l'enfant porto-ricain par le maître revêt la plus haute importance » ou : « faites le meilleur accueil possible aux Porto-Ricains »? Ces choses ne devraient-elles pas aller de soi? Est-il nécessaire de demander à *l'enfant* dans la formule d'inscription de la New-York Junior High School si ses parents reçoivent une allocation du Ministère de Secours Social?

On invoque couramment l'excuse de « la barrière du langage » pour justifier cette carence dans l'éducation des enfants porto-ricains ou la discrimination raciale exercée dans les domaines de l'enseignement, de l'assistance sociale et de l'hygiène mentale. Les Porto-Ricains ont la réputation d'être peu doués pour les langues. Ceci est très exagéré, surtout dans le cas des enfants qui, en général, apprennent rapidement une langue étrangère. Les enfants porto-ricains ne font pas exception à la règle, bien qu'on ait souvent prétendu le contraire.

Les Porto-Ricains (n'appartenant pas aux classes aisées), subissent la même discrimination en matière d'hygiène et de soins médicaux. Les pouvoirs publics ont beau le démentir, les faits sont là. Dans une étude sur une école du Bronx, faite par des membres éminents de l'Enseignement, on relève ce paragraphe révélateur :

« L'affluence des Porto-Ricains tend à aggraver les problèmes de santé dont souffre ce quartier. Cela s'explique par le changement de climat, les difficultés d'adaptation à un nouveau mode de vie et la tension émotionnelle causée par la nouveauté de l'environnement, jointe à la modicité des ressources financières. »

Je crois que la recrudescence des maladies doit être imputée à la négligence des services de santé et à l'insuffisance des mesures d'hygiène plutôt qu'à « l'affluence des Porto-Ricains.» Quant aux « tensions émotionnelles », elles n'ont jamais provoqué le rachitisme ni les morsures de rat.

Dans les grandes villes, on constate un accroissement constant des cas de tuberculose parmi la population porto-ricaine, bien que la maladie soit en régression pour le reste des habitants. Contrairement à l'habitude, les femmes sont plus atteintes que les hommes. Cette vulnérabilité ne tient qu'aux mauvaises condi-

tions de travail, à la crise du logement, au manque de mesure prophylactiques et de soins médicaux. Il suffit de jeter un coup d'œil sur le tableau indiquant la proportion croissante des cas de tuberculose enregistrés chez les Porto-Ricains de New-York depuis 1943 pour s'en rendre compte :

1943............	191	nouveaux cas
1950............	574	— —
1951............	636	— —
1952............	718	— —
1953............	725	— —
1954............	783	— —

Le rachitisme avait pratiquement disparu sur l'ensemble du territoire américain. Maintenant, on en décèle de nombreux cas chez les enfants porto-ricains. Nous savons que le rachitisme se guérit parfaitement aujourd'hui ; la forte incidence de cette maladie chez les Porto-Ricains suffit à prouver le niveau de leurs conditions de vie. Ils subissent également un pourcentage élevé de mortalité infantile, 30 pour 1.000 en 1951 (Weiner, 1954).

Malgré des apparences parfois trompeuses, un grand nombre d'enfants porto-ricains sont sous-alimentés et souffrent d'avitaminose. On ne tient pas suffisamment compte de ce fait dans l'évaluation de leur comportement scolaire. L'état de leur dents est en général déplorable par suite de la décalcification. Les soins dentaires sont pourtant facilités aux enfants des familles aux revenus modestes, mais les plus indigents des enfants porto-ricains n'en profitent pas, sous prétexte que les parents touchent une allocation de l'État. Une autre maladie fréquemment constatée est l'intoxication par le plomb, due à l'habitation dans des logements insalubres. Cette maladie peut avoir de graves répercussions sur le cerveau de l'enfant (encéphalopathie saturnine). On éviterait dans une certaine mesure ces intoxications en apposant l'étiquette Poison sur les boîtes de peinture à bon marché à forte teneur de plomb. Enfin, les morsures de rat que l'on découvre sur le front des petits enfants en disent long sur la misère d'un grand nombre de familles porto-ricaines.

Depuis des années, les hôpitaux de New-York sont surpeuplés. J'ai souvent vu les couloirs emplis de malades couchés sur des lits de camp. Mais cela n'a pas empêché un haut dignitaire de la

ville de New-York de déclarer récemment que « les hôpitaux sont submergés par l'affluence des Porto-Ricains. » On parle toujours « d'affluence » pour désigner ces gens qui entrent dans notre pays avec espoir et de plein droit. Les Porto-Ricains ne viennent pas chez nous comme les autres; ils « envahissent », ils « font irruption », ils « inondent » le pays.

C'est peut-être dans le domaine de l'hygiène mentale que la discrimination et les préjugés raciaux contre les Porto-Ricains, les jeunes surtout, se font le plus sentir. J'ai essayé autrefois d'alerter l'opinion publique par des conférences sur la facilité et la rapidité avec lesquelles on envoie les jeunes Porto-Ricains dans les asiles d'aliénés. Je mentionnais également la prédilection que l'on montrait pour le traitement énergique des maisons de correction. Cette tendance regrettable se manifeste encore aujourd'hui.

Selon l'opinion courante, les Porto-Ricains sont moins intelligents que les autres et réagissent différemment; émotifs et instables, ils sont donc dangereux. Ce jugement ne vient pas seulement de l'homme de la rue, je l'ai entendu maintes fois dans la bouche de médecins, psychiatres, psychanalystes, avocats, pasteurs, professeurs et assistants sociaux. Parfois, le préjugé est plus ou moins inconscient, mais en général les gens n'hésitent pas à l'exprimer ouvertement. Quelques années avant la grande émigration des Porto-Ricains aux États-Unis, on essayait déjà de camoufler les préjugés racistes sous le couvert d'enquêtes pseudo-scientifiques. Un comité spécial de la Chambre de Commerce de la ville de New-York fit faire une enquête sur « Les réactions des enfants porto-ricains de New-York aux tests psychologiques ». Trois psychologues firent passer des tests à deux cent quarante enfants et arrivèrent à la conclusion que les Porto-Ricains font preuve « d'une infériorité intellectuelle prononcée, aggravant ainsi le problème inquiétant causé par le nombre des enfants arriérés d'origine étrangère parmi lesquels se recrute la majorité des délinquants et des criminels... D'autre part, la plupart de ces enfants s'avérent incapables de s'intégrer dans le cadre de notre civilisation, contribuant à retarder la marche du progrès... » La Commission spéciale de la Chambre de Commerce ajoute pour finir : « Attendu que la concession du statut d'État ne peut être résiliée, le comité d'enquête estime que le projet de loi demandant

l'intégration de Porto-Rico dans l'Union Fédérale des États-Unis devrait être suspendu. »

Les méthodes d'investigation de l'enquête laissaient à désirer et les tests psychologiques ordinaires n'autorisent personne à tirer des conclusions de ce genre, mais cela suffisait à diffuser un jugement partial et injuste sur les Porto-Ricains. Les professeurs ont déjà sur leurs élèves porto-ricains une opinion toute faite qui ôte à ceux-ci tout goût au travail.

Il est difficile, d'autre part, d'établir un diagnostic sérieux lorsque les sujets sont sous le coup d'une grande tension nerveuse due aux circonstances pénibles qui les entourent. La difficulté de langage contribue également à des erreurs d'interprétation. Cet ensemble de facteurs conduit souvent les psychiatres à attribuer faussement les symptômes de schizophrénie et de déficience mentale aux jeunes Porto-Ricains, qu'ils envoient ensuite sans nécessité dans des asiles ou des maisons de rééducation. Ces abus ont même été dénoncés et réprimés sur le plan juridique, mais la situation ne s'est pas améliorée pour autant. S'il me fallait seulement croire la moitié de ce que m'ont raconté d'ex-malades à leur sortie, je dirais que les traitements encore en usage dans certaines maisons sont dignes des barbares. Et les malheureux Porto-Ricains, en butte aux préjugés racistes, sont les victimes de choix de ces tortionnaires modernes. Au moment où j'écris ces lignes, j'apprends que les avocats de Santana viennent de révéler les conditions dans lesquelles sont soignés les malades d'un hôpital psychiatrique pour sujets attardés ou anormaux. Il y a plus de 500 Porto-Ricains sur les 4.300 pensionnaires de l'asile, qui ne compte qu'un seul psychologue. On imagine aisément le temps qu'il faut pour rectifier les erreurs commises sur les Porto-Ricains internés à la suite de tests mal interprétés pour les raisons citées plus haut. Le nombre d'erreurs reconnues est d'ailleurs infime. Les avocats recueillirent de nombreux témoignages sur les traitements inhumains infligés aux malades : passage à tabac, application arbitraire de la camisole de force, séjour en cellule prolongé, etc.

Le Porto-Ricain fraîchement débarqué de son île natale, dès son arrivée sur le continent américain, doit faire face à un phénomène, à une réaction qui jusqu'alors lui étaient totalement inconnue : le racisme sous sa forme la plus directe et la plus primaire, fondée sur la différence de couleur de peau. Ce premier contact rend plus pénible encore la tentative d'adaptation de l'émigrant

de « couleur ». A Porto-Rico, la discrimination basée sur la couleur n'est pas encore pratiquée, tandis qu'aux États-Unis les Porto-Ricains se découvrent particulièrement favorisés ou défavorisés selon qu'ils appartiennent à la catégorie assimilable au « Blanc » ou à celle des « Noirs et des métèques ». Si le critère d'après lequel on les classe dans l'un ou l'autre groupe est parfaitement arbitraire, ses conséquences sont néanmoins d'une importance capitale pour les intéressés. Des études sociologiques même font une distinction parmi les différents groupes de Porto-Ricains : les « blancs », les « intermédiaires » et les « peaux brunes » (Robinson, 1955).

Earl Brown, conseiller municipal de la ville de New-York, dit à propos du préjugé de couleur : « Il n'existe pas un endroit en Amérique où le Noir jouisse d'une liberté égale à celle du Blanc », et il conçoit cette liberté comme « le fait de savoir qu'on a droit au respect des autres, » comme « la dignité humaine, le droit pour chaque individu de défendre ses droits et ceux des autres ».

Il est maintenant d'usage, dans les Centres sociaux publics et privés de faire répondre P. R. (Porto-Ricain) en face de la dénomination « couleur » et U. S. en face de « nationalité » sur les fiches d'inscription. J'ai souvent vu désigner les malades sur les rapports psychiatriques comme étant « d'origine hispano-portoricaine », ce qui les range parmi les « blancs »; la distinction est importante car les Porto-Ricains à peau brune, de même que les Noirs, ne sont pas admis dans de nombreux hôpitaux psychiatriques privés ou dépendant d'une Université.

La discrimination par la couleur a des répercussions aussi nombreuses que profondes au sein même de la population porto-ricaine des États-Unis. Une série d'articles dans *Amsterdam News* fait remarquer que « l'éducation américaine fait peu à peu prendre conscience au Porto-Ricain de l'avantage « d'être blanc », lui inculque la notion de discrimination raciale à l'égard de son propre groupe, le poussant ainsi à éviter la compagnie de ses compatriotes plus « foncés »... Cette tendance se manifeste plus particulièrement chez les jeunes sous la forme d'associations exclusives qui dégénèrent le plus souvent en « gangs ». Mais c'est vraiment faire preuve d'hypocrisie que de s'indigner des guerres de gangs juvéniles, qui ne sont que le reflet brutal des haines et des préjugés raciaux dont est pétrie la société des adultes. Le préjugé de la couleur a pénétré les enfants porto-ricains au point que les plus

bruns refusent d'apprendre l'anglais de peur d'être pris pour des Noirs. Santana m'a cité le cas d'un garçon de souche américaine, qui s'était fait copieusement rosser parce qu'il fréquentait des Porto-Ricains et des Noirs. Un délinquant de 14 ans m'a dit au cours d'une session thérapeutique : « Quand un Porto-Ricain a la peau un peu foncée et qu'il parle anglais, je pense que c'est un métis, mais s'il parle espagnol, je le considère comme un Blanc. Beaucoup de gens pensent comme ça ; c'est ce que j'ai cru pendant longtemps ; maintenant, je ne crois plus que c'est vrai. » On ne peut lutter contre des sentiments aussi profondément enracinés avec des phrases creuses et hypocrites du genre « les conflits ethniques issus d'héritages culturels différents ». Je connais de nombreux exemples d'enfants qui refusent de s'asseoir en classe à côté des Porto-Ricains de couleur ; les « différents héritages culturels » n'ont rien à voir là-dedans.

Joseph Montserrat, directeur du Bureau de New-York de l'État de Porto-Rico, décrit en ces termes ce qu'il ressentit à l'âge de dix ans lorsqu'on le traita de « sale métèque » : « J'eus l'impression que je n'étais pas un être humain comme les autres et que j'appartenais à un type d'humanité inférieur. » Les préjugés contre les Porto-Ricains sont spécialement inculqués aux enfants dans les *comic-books ;* j'en ai un sous les yeux, qui ne mentionne les Porto-Ricains qu'en les qualifiant de « sales, graisseux, puants, etc... » et qui souligne abondamment la noirceur de leur peau et de leur chevelure. On y parle aussi d'une famille « catholique espagnole », de « religion étrange », ajoutant ainsi une pointe d'intolérance religieuse. L'histoire raconte la mésaventure d'un jeune Porto-Ricain qui tombe amoureux d'une très blonde jeune fille non porto-ricaine. Le père de la fille, assisté de quelques voisins, s'empare du jeune homme au milieu de la nuit. Ligoté, enfermé dans un sac, le prisonnier est roué de coups jusqu'à ce que la mort s'ensuive. L'écœurante et hypocrite morale apparaît dans la dernière image : c'est la fille qui était dans le sac.

Les préjugés contre les Porto-Ricains s'infiltrent jusque dans les livres de classe. On y lit notamment que les Porto-Ricains vident leurs ordures par les fenêtres, on s'étend longuement sur leurs caractéristiques physiques en les opposant à celles des races nordiques et anglo-saxonnes. En histoire, les enfants apprennent que « Porto-Rico a été adopté par les États-Unis accidentellement ou presque. » Que le général Miles se retourne dans sa tombe !

Quelles que soient leurs intentions, ces manuels donnent aux enfants non-porto-ricains une idée préconçue des Porto-Ricains, et à ceux-ci une image peu flatteuse d'eux-mêmes.

Quelques jours après que j'eusse terminé l'examen de Santana, on déclarait à une réunion d'information sur la délinquance juvénile que celle-ci « provoque une atmosphère de tension et se manifeste fréquemment sous la forme de conflits raciaux, contaminant par ce fait des quartiers entiers ». La réalité se manifeste dans l'ordre exactement contraire. C'est la tension qui provoque la délinquance et ce sont les préjugés racistes de tout un quartier qui contaminent les enfants.

J'ai demandé récemment au propriétaire d'une grosse exploitation fruitière qui emploie de nombreux Porto-Ricains ce qu'il pensait d'eux. Pour réussir comme il l'a fait, il lui a fallu une connaissance aussi approfondie des hommes que des fruits. Cet homme n'avait jamais entendu parler de groupes ethniques, de sous-cultures, de structures fondamentales de la personnalité. Il s'en tenait aux faits : « Je vais vous dire ce que j'en pense, me dit-il, ils sont comme vous et moi; certains sont même plus malins que nous, lorsqu'on leur dit quelque chose, ils écoutent. Beaucoup de nos jeunes n'en font pas autant. »

IV. — *RENVERSEMENT DE SITUATION*

Il me fallait questionner Santana sur les faits qui avaient précédé son arrestation. Il ne fit aucune difficulté pour me répondre et parut même heureux d'en parler. Il me dit qu'il ne faisait pas partie d'un véritable « gang » mais qu'il avait participé à la création d'un club sportif (« stick-ball » club) qui s'était appelé « les Navahos » dès sa fondation en février 1955. « Nous étions une dizaine à démarrer le « stick-ball » club, tous porto-ricains ; certains sont nés ici, » ajouta-t-il.

Non, à sa fondation, le club n'avait rien à voir avec les activités d'un gang. Les Navahos s'étaient procuré des chandails qui portaient le nom du club. Ils les avaient payés sept dollars pièce sur leurs économies. Santana me montra la facture qu'il tira de son portefeuille. C'était le reçu, au nom de Frank Santana, d'une maison de confection de sport qui spécifiait toutes les particularités des chandails : style gaucho, couleur noire, liseré doré à l'encolure

et au bas, inscription « Navahos » au dos, etc... La facture indiquait également le montant des versements individuels des huit garçons, trois dollars d'acompte la première fois et le reste acquitté par petites sommes successives. Chaque garçon était désigné par son surnom. Je reconnus Frank, en tête de liste sous le nom de Taza. La date du 3 mars marquait la dernière échéance avec la mention « Payé ».

Voulant me convaincre de la pureté des intentions de son club, Santana me montra une photo qui le représentait debout au pied d'un escalier avec quatre de ses camarades. L'un d'eux tenait à bout de bras un chandail avec l'inscription « Navahos » qui se détachait en toutes lettres. Frank désigna chaque garçon par son nom et ajouta qu'ils étaient tous d'origine espagnole. Je lui demandai alors quelle était la différence entre un « stick-ball club » et un gang?

— Les gars finissent toujours par former un gang, m'expliqua Frank, parce que tous les autres le font et qu'il faut bien se défendre. C'est comme ça qu'on est devenu un gang, nous aussi.

Il était évident que ces garçons avaient formé un groupe sportif exclusivement composé de Porto-Ricains parce qu'aucun autre groupe ne les aurait acceptés. Le « stick-ball » club se transforma peu à peu en gang organisé sous la pression de la loi des rues qui régnait sur le quartier. Je ne me trouvais pas en présence d'un sujet « réfractaire » devenu « gangster », mais plutôt d'un garçon qui s'était associé avec ses copains pour mieux se protéger, et qui n'avait fait que se conformer ainsi aux impératifs d'un milieu hostile.

Je n'ai jamais aimé interroger un inculpé au sujet de son revolver. On a beau aborder la question avec tact, on passe aussitôt du rôle de psychiatre à celui de policier. Mais je savais par expérience qu'on me poserait des questions sur le revolver au cours du procès. J'imaginais déjà l'index menaçant que le procureur général agiterait vers moi en s'exclamant : « Ainsi, vous ne lui avez rien demandé au sujet du revolver! Ce détail ne revêt sans doute aucune importance aux yeux d'un psychiatre? Vous vous préoccupez simplement de savoir si les personnages que dessine l'accusé ont des mains! »

Je fis donc allusion au revolver. « C'était un Beretta, répondit aussitôt Santana, un automatique italien, calibre 38. » Je lui demandai ensuite d'inscrire la marque « Beretta » sur une feuille

de papier. Je ne suis pas un expert en armes à feu, lui non plus, mais le Beretta créa tout de suite un lien entre nous car tout ce que nous savions du Beretta, nous l'avons appris à la même source, les *comic-books.* Des milliers d'exemplaires donnent une description fascinante du célèbre revolver. On trouve en première page de l'un d'entre eux la question suivante posée par le directeur de la publication :

« Que pensez-vous de la page sur les pistolets? Vous intéresse-t-elle? »

La page en question commence ainsi :

« L'histoire qui fut à l'origine de la création du Beretta italien est un vivant exemple du triomphe de l'ingéniosité devant la défaite. En 1934, quand fut introduit l'usage des remarquables pistolets semi-automatiques Beretta, l'armée de Mussolini acquit la preuve de son invincibilité. Les armes à feu sont souvent le produit de la nécessité comme le prouve l'invention du Beretta. Le pistolet était facile à dissimuler et les officiers italiens le portaient sous leur pantalon, attaché au mollet, pour s'en servir en cas de capture. Durant la seconde guerre mondiale, l'armée allemande, qui disposait déjà du fameux « Luger », acheta un stock important de Beretta italiens... »

Et les illustrations montrant les nombreux et glorieux emplois du Beretta achevaient de vous convaincre que l'acquisition du pistolet était indispensable.

Je m'adressai de nouveau à Santana :

— Frank, cela m'avancerait beaucoup de connaître les raisons qui t'ont amené à te procurer le revolver, mais rien ne t'oblige à m'en parler si tu n'en as pas envie; la seule chose que je te demande, c'est de t'en tenir à la vérité.

— J'ai dit à la police que j'avais le revolver depuis un certain temps. C'est faux, je l'ai emprunté le jour même. Quand j'ai essayé de le dire aux flics, ils m'en ont empêché parce que ça ne les arrangeait pas. Alors j'ai raconté ce qu'ils voulaient. Ils ne m'ont pas battu; ils ont battu Superman et un autre type...

— Ce que je veux vraiment savoir, Frank, interrompis-je, c'est pourquoi tu avais besoin du revolver?

— Pour me défendre.

— A-t-on réellement besoin d'un revolver pour ça?

— Ils voulaient ma peau, j'allais pas me promener les mains vides pendant ce temps-là. Deux ou trois jours avant, je marchais

seul dans la rue, quand un type de la bande des Écus d'Or m'a accosté. Il cherchait la bagarre. La couleur de nos chandails est la même que la leur. J'ai répondu au type que je ne voulais pas me battre. Deux autres gars de la bande se sont ramenés, ils m'ont dit : « Pourquoi tu veux pas te battre? T'as les foies ? » J'ai dit : « J'ai pas les foies, je fais de la boxe. » Alors, ils se sont mis à crier tous les trois :

— On va te l'arracher ton chandail, et la peau avec!

— Allez-y! Arrachez-le!

— On aura ta peau! qu'ils m'ont dit pour finir. Le type qui m'avait accosté allait à la même école que mon amie.

Ce genre de menace était courant. J'entendais souvent les jeunes délinquants du Hooky Club (avec qui je faisais de la thérapeuthie de groupe) en parler entre eux. Il y a dix ou quinze ans, le cas n'aurait pas présenté la même gravité. Il arrivait souvent qu'un garçon soit menacé et même battu par ses camarades sans être sérieusement endommagé. Mais, de nos jours, les corrections que les enfants s'infligent entre eux sont parfois d'une brutalité incroyable (les personnes chargées de ces questions semblent cependant ignorer ce fait) : certains gosses sont torturés, quelques-uns même en sont morts. Cette violence apparait comme un phénomène entièrement nouveau, bien qu'il soit commode de prétendre « qu'il en a toujours été ainsi ». Les craintes d'un jeune Porto-Ricain, devant les menaces de trois garçons, sont donc bien fondées. Il est d'ailleurs remarquable qu'on a toujours cherché à étouffer les cas d'agression sur les jeunes Porto-Ricains. La plupart du temps, les circonstances de l'agression restent obscures et les responsables ne sont pas découverts par la police. Je me souviens du cas d'un garçon de quinze ans qui marchait un soir dans la rue en compagnie d'une fille de son âge. Soudain, il fut assailli par cinq garçons et il s'effondra sur le trottoir. Comme il essayait de se relever, il fut tué raide par trois balles dans le dos tirées à bout portant.

Les Écus d'Or avaient menacé Santana le jeudi 28 avril. Deux jours après, Santana tuait William Blankenship. Santana me dit que ce soir-là, il avait prêté son revolver à Superman, le chef de gang. Superman avait quinze ans. Je demandai à Frank :

— Dis-moi ce qui s'est passé ce samedi soir...

— Superman, X..., c'est un type de couleur, et moi, nous marchions dans la Wilson and Burke Avenue, à peu près à la

hauteur de la 209e rue. Moi, j'habite dans la 156e rue. Blankenship s'est avancé vers nous...

— Écoute, Frank, interrompis-je, tu n'as pas besoin de me raconter toute l'affaire. Je ne tiens pas tellement à savoir ce que tu as fait, je cherche seulement à découvrir quel genre de garçon tu es. Le reste, ça regarde la police et les hommes de loi. Ainsi, tu es libre de ne pas répondre à certaines de mes questions, mais je te demande de ne pas me raconter d'histoires, ça ne sert qu'à m'embrouiller et, dans ces conditions, il m'est bien plus difficile de t'aider.

Sans paraître prêter beaucoup d'attention à mes paroles, Frank répéta simplement :

— Il s'est avancé vers nous et...

— Allons, Frank, interrompis-je de nouveau, je t'ai montré plusieurs coupures de presse et j'en ai encore beaucoup d'autres du même genre, tu as pu voir que tous les grands journaux, de New-York et d'ailleurs, la radio, la télévision, même les curés, tout le monde enfin, s'accorde pour dire que Blankenship se rendait au cinéma et que c'est toi qui l'a accosté. Alors, comment peux-tu prétendre le contraire?

De nouveau, le garçon répéta sans hésiter ce qu'il venait de dire, puis il ajouta d'une voix calme :

— Blankenship a demandé qui était le chef. Superman a répondu: « C'est moi », alors Blankenship l'a bousculé. Superman a sorti son revolver et Blankenship lui a dit de rentrer ça, ensuite...

— Pas si vite, Frank, tu dis bien que c'est Blankenship qui a commencé par bousculer Superman, qu'il vous a provoqué, vous, les Navahos?

— Oui, il a bousculé Superman.

— Frank, repris-je doucement, tu me présentes toute l'histoire à rebours. S'il en était réellement ainsi, il se serait trouvé quelqu'un pour confirmer ta version et les journaux en auraient parlé. Je t'en prie, n'essaie pas de truquer la vérité; si c'est là ton intention, nous ferions mieux de parler d'autre chose.

Sans se départir de son calme poli, Santana répéta :

— Blankenship a bousculé Superman, qui a tiré son revolver. Blankenship lui a dit de le ranger, alors Superman l'a mis dans sa ceinture. Ensuite Blankenship s'est éloigné. D'autres garçons sont arrivés. Blankenship a accosté Pedro et l'a bousculé. Pedro

a répondu qu'il appartenait à la bande des Enchanteurs. Alors, Blankenship à dit : Moi, je suis aux Ailes Rouges, nous...

— Voyons, Frank, interrompis-je encore une fois, je ne suis pas sûr d'avoir bien compris, tu affirmes que Blankenship a dit qu'il était membre d'un gang?

— Il a dit : Je suis aux Ailes Rouges.

Le soleil tapait dur sur les vitres de la fenêtre de la prison; je trouvai tout d'un coup qu'on étouffait dans cette petite pièce.

— Frank, repris-je, ceci devient très grave. Tu sais que la police et le procureur général ont mené une enquête au sujet de ton affaire. La presse, les commentateurs de la radio et de la télévision ont été unanimes pour déclarer que Blankenship était un garçon modèle qui n'avait jamais eu affaire aux gangs. Si Blankenship avait effectivement appartenu à un gang, un reporter l'aurait sûrement découvert! De même, le procureur général aurait fait rectifier la version officielle qui a tant contribué à monter l'opinion publique contre toi. Il se peut que tu aies mal compris les paroles de Blankenship. Il a peut-être dit qu'il allait appeler les Ailes Rouges, ou quelque chose d'approchant?

Sans se troubler, Santana reprit sur le même ton poli :

— Blankenship a dit : Je suis aux Ailes Rouges, nous sommes alliés aux Écus d'Or. Alors, j'ai arraché le revolver de la ceinture de Superman et brusquement, le coup est parti. Blankenship est bien plus grand que moi, 1 m 80 qu'ils disent dans les journaux.

Tous les points essentiels de la version de Santana se trouvèrent confirmés par la suite. On assistait à un renversement de situation comme dans les anciennes tragédies grecques. Il ne s'agissait plus d'un homicide volontaire et gratuit mais d'une des péripéties tragiques qui marquent les conflits maintenant habituels entre adolescents, pour qui la violence semble devenue une seconde nature.

La situation était placée sous le signe de la violence avant même que le coup de feu ne soit tiré. Quelles sont les causes profondes de cette violence?

Il serait trop commode d'isoler le problème, de le séparer de notre comportement d'adultes. Pourquoi, par exemple, donne-t-on aux jeunes autant de facilités pour se procurer des stupéfiants? Je me suis même laissé dire qu'on avait vendu de la drogue à des gosses au profit d'un hôpital psychiatrique pour intoxiqués juvéniles! Des jeunes gens se sont vantés devant moi de me procurer

de l'héroïne en moins d'une heure. Pourquoi leur vend-t-on des pistolets si perfectionnés que les modèles innoffensifs sont maintenant périmés? Quant aux couteaux, la plus impressionnante publicité leur est faite et les enfants peuvent en acheter librement.

Beaucoup de ce que l'on raconte au sujet de la violence des gangs juvéniles n'a que peu de rapport avec la réalité vivante. Dans une circulaire officielle adressée au personnel enseignant d'un lycée, on énumérait les diverses causes de conflit entre les gangs sans faire la moindre allusion à la plus puissante et la plus dynamique d'entre elles : l'antagonisme et les préjugés raciaux qui ne sont que le reflet du mode de vie, des valeurs et des divergences de la société adulte. Quand les jeunes s'attaquent à ceux d'entre eux qui appartiennent à une race méprisée ou redoutée par leurs aînés, ils ont plus ou moins consciemment l'impression d'agir en accord avec les usages du monde adulte.

Un an environ avant l'affaire Santana, les journaux rapportaient des actes de violence, allant même jusqu'au meurtre, qui auraient été perpétrés par des membres du gang des Ailes Rouges. Un compte rendu disait que : « Les Ailes Rouges luttaient contre les incursions des Porto-Ricains dans le quartier... ; l'accroissement de la population porto-ricaine provoque de violente bagarres contre les Ailes Rouges. »

Un an et demi avant l'affaire Santana, un représentant officiel du corps enseignant fit la déclaration suivante : « La seule activité de la bande des Ailes Rouges consiste à malmener les Porto-Ricains. Les membres du gang sont âgés de 15 à 18 ans. Ils n'ont pas de quartier général. Le passage à tabac des Porto-Ricains est leur seul point commun. »

Six mois environ avant l'affaire Santana, un de mes malades âgé de 14 ans me parlait des piscines publiques de New-York : « Ces piscines sont interdites aux enfants porto-ricains par convention tacite. Aux petits gosses d'origine espagnole on fait boire la tasse jusqu'à l'asphyxie. Les Ailes Rouges y sont les rois. Les autres types risquent leur vie en y allant. De temps en temps, ils tolèrent un Noir à condition qu'ils le connaissent. Depuis l'afflux des Porto-Ricains, les Italiens se montrent plus tolérants envers les Noirs américains. » Quand on songe que ceci se rapporte aux parcs et aux piscines publiques, qui sont ouvertement dirigés et surveillés par les adultes!

Je connais des quartiers où les garçons doivent s'enrôler dans

les gangs s'ils ne veulent pas se faire mal voir de tout le quartier. En voici un exemple : Un jeune Porto-Ricain de quatorze ans, qui ne faisait pas partie d'un gang n'allait plus en classe parce qu'il était terrorisé. Dans la première école, « les noirs me battaient », dans la deuxième école « les Italiens me battaient, ils me menaçaient avec des couteaux et me cassaient la gueule. Je n'étais pas le seul, ils battaient les autres Espagnols également. J'ai des copains, mais ils ne me soutiennent pas, ils ont peur. Ils sont espagnols. C'est une ville dure. »

Le « stick-ball » club de Santana était à l'origine une association sportive qui dégénéra plus tard en gang, le gang des Navahos. J'appris par la suite comment se forma le gang des Navahos. Un groupe de jeunes Porto-Ricains se rassemblait souvent devant le « Théâtre espagnol ». De temps à autre, les Écus d'Or arrivaient en force et s'en prenaient à un garçon, le bousculant et le frappant. Les Porto-Ricains durent s'unir et s'organiser pour se défendre et les Navahos devinrent un gang.

Nous avons suffisamment de connaissances sur l'origine de la violence chez les jeunes et le développement de la délinquance pour être en mesure d'y apporter un remède efficace. Le problème n'est pas seulement de refréner les enfants, il faut aussi réformer les adultes. L'un des principaux obstacles est sans doute notre conception fausse de la démocratie. En mai 1955, au moment de l'affaire Santana, l'Union des Libertés civiles publia une brochure qui prenait vigoureusement la défense des droits... des éditeurs de *comic-books*. J'y relevai donc les justifications suivantes « ...Il est inévitable qu'une minorité soit lésée; le risque est le fondement de notre vie, c'est la marque indélébile de toute démocratie. »

Nous ne mettons en pratique qu'une faible proportion de nos connaissances en matière de délinquance juvénile, et en outre, souvent, d'une manière très improvisée, comme le montre le travail de la fameuse association des « Street Club Workers » du Conseil de la Jeunesse de la ville de New-York.

Les « street club workers » utilisent une méthode qui leur est particulière. Cela consiste à rôder au coin des rues, devant les pâtisseries et les confiseries, pour essayer de se mêler aux activités des jeunes, dont les plus courues sont certainement les jeux de dés. La fonction des « street club workers » revêt un caractère ambigu, plus ou moins clandestin, qui en fait un travail d'amateur. Leurs procédés tiennent à la fois de l'assistance sociale, de l'enquête

policière, de la psychothérapie, sans approfondir sérieusement aucune de ces trois voies. Ces amateurs de bonne volonté jouent au psychanalyste et parlent de garçons « malades » ou simplement en mal « de compensation ». Il est fréquent de relever des déclarations de ce genre : « De nombreux gosses ne connaissent pas l'angoisse, nous sommes parfois obligés de provoquer l'inquiétude » (*sic*). De même, ils abordent les problèmes des actes de violence et des armes à feu avec un aimable détachement. Un « street club worker » s'adressa en ces termes à une bande de garçons : « Dites, les gars, je sais pas, moi, mais si vous avez un flingue, il vaut mieux le bazarder, ça pourrait vous causer des ennuis ! Et puis après tout, je me demande pourquoi je me casse la tête pour des cinglés comme vous ! ». Ce genre de discours n'impressionne pas les jeunes. La méthode est simpliste; elle tend aussi à prêter un côté romantique et faux à la délinquance juvénile.

Voici une description récente des conditions de travail des « street club workers » : ... « Ils risquent leur vie et travaillent parfois pendant trente heures d'affilée sous la pluie et la neige, nuit et jour, cherchant à faire entrevoir aux enfants de cette ville une lueur de valeurs humaines... ». Justement, une grande ville comme la nôtre devrait rougir de venir en aide à ses enfants avec des moyens aussi misérables. Lorsque nous créons des instruments de violence comme la bombe atomique, nous ne nous y prenons pas avec cette sentimentalité héroïque et futile. Nous utilisons les ressources de la science et non la bonne volonté de jeunes gens qui errent dans la nuit sous la pluie et la neige.

Les germes de violence sont multiples. Il faut étudier le développement de la personnalité de l'adolescent et établir le rapport entre l'acte délinquant et les expériences, les pensées et les complexes du sujet. Mais un enfant est plus qu'une simple agglomération de symptômes psychiques. Ce n'est pas accidentellement que les enfants, même très jeunes, commettent de nos jours des actes de violence. Mais pour comprendre ce phénomène, il est nécessaire de tenir compte des facteurs impersonnels de violence. Il faut donc considérer d'une part les besoins fondamentaux de l'adolescent en tant qu'individu et, d'autre part, évaluer objectivement son milieu social. Ce milieu ne comprend pas seulement l'étroit cercle familial mais également, au sens le plus large, les conditions économiques et sociales. Il existe un rapport, peu évident peut-être, mais certain, entre le salaire d'une ouvrière en travaux d'aiguille à Porto-Rico

et le revolver entre les mains d'un gosse dans une rue de New-York. Une action réciproque continuelle s'opère entre l'individu et son milieu social.

Malheureusement, la formation donnée à ceux qui s'occupent professionnellement de la délinquance juvénile ne correspond pas aux besoins réels. Ainsi, le psychiatre d'un important bureau de bienfaisance nous a demandé d'examiner le développement de l'inconscient chez chacun des membres d'un gang. Mais, même si l'on analysait le développement de l'inconscient de chaque Navaho, Écu d'Or ou Aile Rouge, on n'y découvrirait pas le processus dynamique de la violence des gangs.

En dernière analyse, il semblerait que la délinquance ne résulte pas de ce que les enfants négligent leurs devoirs, mais plutôt de ce que nous violons leurs droits. Les droits élémentaires de l'enfant sont : le droit à la santé, à l'éducation, et à la protection. Cependant, à chaque époque, le droit des enfants, si vulnérable, a dû être rappelé. Le christianisme proclama : « Laissez venir à Moi les petits enfants. » Pendant la révolution industrielle, on dut réglementer et définir les droits des enfants exploités et utilisés comme main-d'œuvre. Dans le domaine de la vie instinctive, Freud souligna le droit des enfants à l'existence psychique. Aujourd'hui, le développement considérable des moyens d'information a créé une situation nouvelle. Un psychiatre déclara devant la Commission d'Hygiène Mentale de la Californie du Nord : « Je pense que vous partagez tous l'inquiétude et la crainte des parents qui cherchent dans cette lutte continuelle contre les *comics* malsains, les films abêtissants, la Télévision tapageuse..., d'autres moyens que la force ou la ruse. » Deux cinquièmes seulement de la population adulte des États-Unis lit des livres sérieux, tandis que quatre-vingt-dix-neuf pour cent des enfants se nourrissent de *comic-books.* La jeunesse a besoin d'être protégée contre les excès d'un monde d'adultes qui n'a pas encore trouvé de solution pour combattre sa propre violence.

Dans cette petite pièce de la prison du Bronx, tandis que j'essayais de comprendre les raisons qui poussent un garçon au meurtre, j'évoquai soudain ces vers d'Auden :

La situation de notre temps
Nous encercle,
Déconcertante comme un crime.

La nocivité des émanations radio-actives de la bombe atomique donne lieu à des controverses passionnées. Cependant, les effets psychologiques de la bombe, tout aussi dangereux, ne sont pas reconnus en proportion. L'esprit de l'homme, techniquement en avance, a créé la bombe atomique qui provoque à son tour des répercussions intellectuelles et morales sur toute une génération. La plupart des délinquants ne sont pas « mauvais » mais intoxiqués. Lorsque nous suivons chaque indice jusqu'au bout, nous constatons que le cercle de la culpabilité s'agrandit à chaque fois. On ne peut se limiter à l'étude des facteurs familiaux et individuels. Nous devons également replacer l'individu dans une perspective plus complète, celle de son existence historique. Si nous refusons d'aborder le problème sous son aspect historique, c'est-à-dire économique et social, nous oblitérons une partie de la personnalité de l'individu et nous diminuons ainsi nos possibilités de l'aider.

Le cas de Santana reflète notre système éducatif. Autrefois, on interdisait aux enfants de désigner quelqu'un du doigt. De nos jours, les enfants vous poursuivent partout à la pointe d'un revolver; pourtant parents et éducateurs trouvent ça drôle! Les moyens de diffusion utilisent la violence pour capter l'attention de l'enfant.

Nous devons nous atteler à la tâche difficile de déceler la poutre que nous avons dans l'œil. Avons-nous suffisamment foi dans le potentiel d'éducation de l'enfant? Notre propre vie sociale offre-t-elle la possibilité d'éduquer nos enfants selon des principes de non-violence, en leur donnant un exemple et une discipline capables de leur apprendre la maîtrise de soi ?

V. — VERDICT

Le Dr Wertham définit ensuite le rôle du psychiatre dans le déroulement d'un procès et rappelle que la loi américaine distingue essentiellement deux sortes de crimes :

I. Le meurtre du 1er degré, *ou meurtre avec préméditation — passible de la peine de mort.*

II. Le meurtre du second degré, *commis avec l'intention de donner la mort mais sans préméditation (l'homicide commis, par exemple dans un accès de colère).*

Enfin elle admet aussi, bien entendu, l'homicide commis en état de légitime défense.

Le rôle du juge se borne à définir le degré du crime. Le rôle du psychiatre consiste à répondre seulement par oui ou par non à la question : l'accusé est-il anormal? Au regard de la loi, il n'y a pas de responsabilité atténuée. Un homme est cent pour cent coupable ou pas du tout. Mais il ne peut l'être à quatre-vingt-dix pour cent.

Le jury, lui, décide non seulement si oui ou non l'accusé est coupable, mais il peut encore se prononcer sur le degré du crime et fixer le jugement qu'il mérite.

Bien que la notion de culpabilité atténuée n'existe pas aux États-Unis, le jury peut toutefois tenir compte de l'avis du psychiatre quand il s'agit d'établir le degré du crime.

Le critère de la responsabilité légale ou de la santé mentale est la connaissance de la nature et de la valeur de l'acte commis, et la capacité de distinguer le bien du mal en ce qui concerne cet acte. L'accusation, c'est-à-dire l'État, suppose que l'accusé est normal. Et pour déclarer l'accusé « normal », elle n'exige que peu de choses. La défense, au contraire, doit apporter les preuves de l'irresponsabilité ou de l'aliénation.

C'est la seconde partie de la définition légale de l'aliénation, concernant la distinction du bien et du mal, qui s'appliquait le mieux au cas de Santana. Les juristes, bien sûr, ne demandent pas au psychiatre de leur dire si un homme sait distinguer le bien et le mal. Ils peuvent s'en rendre compte par eux-mêmes. Ce qu'ils veulent savoir, c'est si l'absence de sens moral est l'effet d'une maladie mentale. En d'autres termes, ce qu'on demande en réalité au psychiatre, c'est non seulement de déterminer si l'accusé est *capable* de distinguer le bien et le mal, mais encore s'il se trouvait dans des conditions telles qu'il pût effectivement exercer cette faculté.

. . . .

Santana distinguait-il le bien du mal? Il souffrait, me sembla-t-il, d'une confusion des idées morales. Pour le prouver, j'avais l'intention de citer devant les jurés quelques-unes de ses phrases dans leur formulation maladroite. Comme je lui avais posé une question à propos du vol, il me répondit qu'il n'avait jamais rien volé. Je le crus et lui demandai alors : « Pourquoi n'as-tu jamais volé? » Sans hésiter il répliqua : « Parce que j'ai toujours eu de l'argent. » Un peu plus tard, je lui posai une seconde fois la même question. La réponse qu'il me fit est assez révélatrice de son

absence de jugement moral : « Je ne vole jamais, dit-il. Je n'ai besoin de rien de qui que ce soit. »

Il paraissait ne pas se rendre compte de la gravité de ce qu'il avait fait. Quand je lui demandai, à plusieurs reprises, s'il éprouvait du remords, il me fit des réponses diverses. Elles se suffisent à elles-mêmes et révèlent ce qui, pour Santana, constituait la mesure du bien et du mal.

« Je suis désolé, parce que je n'avais pas l'intention de tuer ce type. »

« Je suis désolé, parce que lui aussi avait envie de vivre comme moi. »

« Je suis navré, parce que je ne connaissais pas ce type. »

« Je suis désolé, pour ma mère. Elle voudrait que je sois avec elle. »

« Je suis ennuyé, à cause de mes frères, je suis l'aîné de la famille. »

Il me dit aussi : « Je n'ai pas peur. La seule chose qui m'inquiète, c'est ma mère — ma mère et mes frères. »

D'autre part, se référant à son échelle des valeurs, il me dit un jour : « Je ne fais pas de mal, sinon à moi-même. »

Je lui demandai une autre fois quelles sortes de choses le mettaient en colère.

« Je ne suis pas furieux contre les gens, me répondit-il, mais contre moi-même. Je ne sais pas expliquer ça. »

Il me raconta alors que les autres détenus lui avaient parlé de la chaise électrique. Et j'eus l'impression que, même en prison, en face du châtiment suprême, Santana ne comprenait pas ce qu'il avait fait de mal, ni comment il aurait pu agir autrement. Je lui demandai s'il aurait pu faire autre chose pour éviter ce qui était arrivé.

— Rien, me répondit-il. Ils me cherchaient. Les Écus d'Or. Que pouvais-je faire?

— Qu'auraient-ils fait?

— C'était leur affaire. Ils m'auraient battu ou quelque chose comme ça.

Un point était clair : Santana n'avait qu'un seul principe d'orientation : la violence, la menace de la violence et la peur de la violence. Il possédait un revolver, parce qu'il avait le sentiment qu'il en avait besoin, qu'un revolver est un objet que chacun

est supposé avoir. Qu'aurait-il *pu* avoir d'autre? Il ne connaissait pas de meilleur solution.

La distinction du bien et du mal n'est pas simplement une opération logique. Elle implique un rapport émotionnel dynamique entre l'individu et son environnement. Un garçon comme Santana était peut-être naturellement capable de distinguer sainement le bien du mal mais cette notion avait été troublée et déformée par ses conditions d'existence.

Le comportement moral présuppose une orientation sociale. A Puerto-Rico, les différentes races se coudoyaient sans heurts. Aux États-Unis, son professeur préféré était espagnol. Les professeurs parlaient des distinctions raciales. Parce qu'il était porto-ricain, il avait été obligé de continuer à faire de l'espagnol en classe. La composition raciale de sa classe l'avait marqué. Il y avait des luttes raciales à l'école et presque des émeutes raciales. Il entendait les professeurs ou d'autres lui dire : « Tu n'es pas d'ici. » « Il n'y a pas ça à Puerto-Rico », etc.

Cette question le tracassait. « A la *high school*, me dit-il, j'ai demandé à la maîtresse : « Pourquoi parlez-vous toujours des Porto-Ricains? Comment savez-vous que je suis porto-ricain ? Pourquoi ne parlez-vous pas des Cubains ou des Mexicains? » Elle ne m'a pas répondu. « A Puerto-Rico les choses se passaient tout autrement : A Puerto-Rico tout le monde s'entend. Les blancs et les hommes de couleur ne se battent pas. » La pensée morale est une pensée sociale. Pour un garçon comme Santana, la société, l'État lui-même, se révélait asocial.

Bien qu'il ne l'eût jamais formulé sous cette forme il m'apparut clairement que, pour Santana, le monde pouvait se diviser en quatre types d'hommes.

I. *Les incarnations de l'autorité*, tels que le professeur, l'inspecteur de fréquentation scolaire, le prêtre, le policier, le médecin. Il n'établissait pas entre eux de grandes différences. Ils avaient en commun d'être impersonnels et contraignants. Ils voulaient le faire aller à l'école ou à l'église, le faire répondre à des questions ou lui faire subir des tests. Ils étaient capables de lui dire ce qu'il ne fallait pas faire plutôt que de lui dire ce qu'il fallait faire.

II. *Les Héros, les gens puissants*. De ce type, il ne connaît que Superman. Ils occupent le sommet de la hiérarchie. Ils sont invul-

nérables. Ils peuvent faire ce qu'ils veulent. Ils sont au-dessus de toutes les autorités. Superman est au-dessus de la police.

III. *La masse.* Le seul critère qu'il connaisse pour la différencier, c'est la race ou la nationalité. Les gens sont anglais ou espagnols, etc.

IV. *Les faibles, les inférieurs et les indésirables.* Il appartient à ce groupe. Sa mère aussi. Et tous les Porto-Ricains en général, et en particulier ceux qui ne sont pas nés aux États-Unis. Dans ce groupe, il met aussi ses compagnons de prison.

. . . .

Santana n'est pas un criminel hostile à la vie. L'hostilité, la colère ou le ressentiment sont absolument étrangers à son comportement. Son attitude révèle tout à la fois l'absence d'intérêt et d'initiative, la soumission, la sauvagerie, le découragement à l'état chronique, l'effacement, la docilité et une impulsivité enfantine. Qu'avait-il essayé de faire? Il avait essayé de *se conformer.* Par nature, il n'est pas révolté mais conformiste — un conformiste à l'esprit confus. Ce trait m'apparaît comme l'une des clés de toute l'affaire. Il avait désiré s'adapter, être comme les autres, faire ce que faisaient les autres et obtenir l'estime des autres, mais personne ne l'avait remarqué. Petit garçon sans père, appartenant à une famille pauvre et porto-ricain de surcroît, Santana ne pouvait pas se diriger tout seul. Depuis quelques années, on a beaucoup étudié la psychologie des personnes déplacées. Mais cette définition ne s'applique absolument pas au cas de Santana. Il appartient à ce groupe innombrable d'hommes qui n'ont pas eu l'occasion ou la possibilité de se faire une place. Il appartient à cette catégorie que j'appelle « les Implacés ». On ne s'est jamais sérieusement occupé d'eux, bien qu'ils aient une réelle existence sociale et psychologique.

. . . .

Santana avait besoin d'une aide et d'un appui. Quelle aide la société lui avait-elle apportée? Aucun organisme d'assistance sociale ne s'était jamais occupé de lui. La première fois qu'un organisme d'assistance sociale a pris conscience de son existence, c'est dix jours *après le crime.*

Assis à côté de lui, dans la petite cellule de la prison, je me demandais : Quelles chances et quelles facilités lui avons-nous données? Qu'aurait-il pu faire, après ce jeudi où il s'était vu

menacer de mauvais traitements? A supposer qu'il soit allé au poste de police pour raconter son histoire — je connais de tels exemples —, on ne l'aurait pas écouté; et même si les policiers l'avaient écouté, ils auraient ri ou n'y auraient pas fait attention. Dans le meilleur des cas, si un policier au cœur tendre avait désiré l'aider, il n'en avait pas les moyens. Il ne pouvait pas non plus en parler à un professeur ou à une personne capable de le conseiller, parce que personne ne s'était jamais personnellement intéressé à lui. Il ne pouvait pas parler à l'inspecteur de fréquentation scolaire, cela aurait pu lui attirer des ennuis parce qu'il faisait souvent l'école buissonnière — et de toute manière l'inspecteur lui-même aurait été parfaitement désarmé.

Supposons qu'il se soit adressé à une clinique psychiatrique. Il lui aurait fallu un avis favorable des services responsables. Mais même s'il avait pu l'obtenir, il aurait dû attendre des mois avant qu'une assistante sociale ait pu le voir — pour lui répondre finalement qu'elle ne pouvait rien dans un cas semblable.

Santana ne pouvait pas non plus en parler à sa mère, puisqu'elle était aussi démunie que lui, et cela n'aurait eu d'autre résultat que de l'inquiéter. Il aurait pu attendre au coin d'une rue pendant des semaines ou des mois avant de rencontrer un « street club worker »; en lui parlant des gangs, il aurait du même coup dénoncé son propre gang et les membres des autres gangs, et de toute façon cela ne l'aurait pas conduit auprès d'un responsable capable de garder son secret et de le protéger contre ses ennemis.

Ce que notre société lui avait donné par la voie de la presse, de la radio et de la télévision, c'étaient des images de la violence comme solution à tous les problèmes. Parlant de cette « violence moderne avec ses accents sadiques », J. B. Priestley a dit que « tous les jeunes gens qui essaient d'oublier leurs diverses frustrations en faisant des *comic-books* leur lecture habituelle s'exposent à une perversion totale ». Santana avait échappé à cette totale corruption; mais on peut lui appliquer cet avertissement de George H. Pumphrey quand il dit : « Une chose est certaine : les enfants habituellement nourris d'horreurs et de crimes perdront progressivement la notion de ce qui est bien et de ce qui est mal. »

Au cours d'un procès l'avocat de la défense déclare quelquefois que son client n'est pas coupable, que la société est seule responsable. A quoi le procureur répond avec la même conviction que

c'est exactement le contraire. Ce conflit d'opinions se retrouve dans toute la littérature théorique sur le crime. Mais la culpabilité individuelle et la responsabilité de la société ne s'excluent pas automatiquement l'une l'autre. Le fait que la société soit en dernier ressort responsable d'un crime ne décharge pas l'individu de toute culpabilité. Le fait que l'individu soit coupable ne décharge pas davantage la société de toute responsabilité. Il y a entre eux un rapport dynamique. Ce que Santana voyait tout autour de lui aurait pu être le bien. Comme la plupart des gens qui ne détiennent pas la puissance et ne peuvent se classer parmi les *supermen*, il était à la recherche d'un système de valeurs. Ce qu'on lui apprenait à la maison était complètement différent de ce qu'il voyait à l'école ou dans la rue, dans les *comic-books* ou au cinéma. Il se mit donc à chercher un supplément de puissance. Il emprunta un Beretta.

La date du procès Santana avait été fixée. J'étais fermement décidé à faire d'ici là tout mon possible pour lui épargner la peine capitale.

Jusqu'au dernier moment Santana eût contre lui les journalistes et les commentateurs de la radio. Quand le procès commença, ils diffusèrent une nouvelle fois « la version des faits universellement admise ». Ils recommencèrent à parler de « cette canaille de Santana » et de sa victime « l'écolier modèle qui n'avait jamais appartenu à aucun gang ». Ils continuèrent de parler de « Frank Tarzan Santana » ou de « Tarzan Santana ». Selon les journaux il avait l'air « stupide, taciturne et intimidé », il avait « le regard menaçant », l'attitude de celui que « tout ça n'intéresse pas » — « une feinte indifférence ».

Le District Attorney savait, naturellement, que nous (les avocats et moi), connaissions la version exacte des faits. Pour le public, le procès commença par une discussion sur le point de savoir si les Porto-Ricains comparaissaient toujours devant des jurys spéciaux comme celui qui allait juger Santana. Pendant ce temps, et grâce au dévouement de Maria, des contacts étaient pris en coulisses entre l'accusation et la défense. On se mit d'accord pour plaider le meurtre du second degré : ce qui signifie habituellement une peine de prison allant de vingt ans à la perpétuité.

On croit généralement que tous les inculpés de meurtre, ou du moins la plupart d'entre eux, comparaissent devant un tribunal assisté d'un jury. Rien n'est plus éloigné de la vérité. Seule une

petite minorité a la chance de se présenter devant un jury. Quand on ne propose et qu'on ne retient qu'un chef d'accusation d'un degré inférieur, le jury n'assiste pas au procès et l'affaire est réglée administrativement. Santana n'eut donc jamais rendez-vous avec un jury.

Le District Attorney jouait serré. Dans ma conception des choses, le district attorney représente *tous* les habitants de son district, y compris l'accusé. En ne signalant pas à la presse que la version des faits qui, depuis deux mois, excitaient l'opinion publique, était fausse, il avait aidé à déchaîner les forces qu'il lui fallait maintenant affronter. Il était comme l'Apprenti Sorcier. Il aborda donc le père de la victime en adoptant le point de vuede la défense, exactement comme le fit M. Blankenship lui-même quand il s'adressa à la cour. Conçu dans une bonne intention, son discours sur le rôle du père n'était nécessaire, dans son esprit, que pour sauver la face. Il n'y avait en effet aucun argument qui permît de soutenir une accusation de meurtre du premier degré. Le district attorney adjoint (qui instruisit l'affaire) déclara à la cour : « Je doute fort qu'un jury rende un verdict du premier degré ». Il dit à M. Blankenship, qui le répéta plus tard à la presse, « que sur une accusation de meurtre du premier degré le garçon aurait probablement quitté le tribunal avec le verdict *non coupable* ».

Quant aux faits eux-mêmes, le district attorney dit à la cour, et répéta ensuite aux journalistes puis à la télévision, que le jeune Blankenship avait appartenu à un gang, que c'est lui (et *non* Santana) qui avait été l'agresseur, que c'est lui encore qui avait bousculé les autres, et que Santana ne l'avait jamais attaqué auparavant (certains journaux avaient affirmé le contraire sans jamais recevoir de démenti). Il déclara en outre au cours de ces interviews que *Blankenship* avait essayé de persuader ses camarades de classe d'entrer dans son gang, et « que ce jour là il était allé se promener loin de chez lui en quête de bagarre ». Le district attorney lui-même qualifiait désormais d'inexacte la manière dont la presse, la radio et la télévision avaient rapporté l'affaire. Ce n'était pas Santana qui avait détenu le premier le revolver, mais Superman et les autres garçons qui le lui avaient prêté. Suivant le district attorney, « Santana n'avait joué aucun rôle » jusqu'au moment où Blankenship bouscula l'un des garçons. Le district attorney savait bien d'autres détails sur l'affaire, et notamment que Santana avait été attaqué et menacé deux jours plus tôt.

Tout cela n'eut pas pour effet une meilleure compréhension de la vie et de la situation de Santana, mais aboutit seulement à faire attaquer la victime, qui était morte. Le district attorney alla même jusqu'à tirer argument du fait qu'il avait eu de mauvaises notes de conduite à la *grammar school*! Divers journaux signalèrent à peu près dans les mêmes termes que le district attorney avait « démoli » la réputation du garçon assassiné. Un journal titra

C'EST LA VICTIME QU'ON TRAITE DE VOYOU

et le texte précisait que « Blankenship avait été décrit officiellement comme un voyou qui traînait les rues en cherchant la bagarre. »

Ainsi la réaction de la société avait bouclé le cercle, — un cercle vicieux. Un esprit de lynch s'était d'abord développé, qui gagna indistinctement la presse, la radio et la télévision. Puis, quand ce désir de vengeance eut été frustré, les injures qui restaient furent rejetées sur la victime. Ce cercle vicieux caractérise bien l'attitude de la communauté en général, en face de la violence contagieuse des affaires de délinquance juvénile.

. . . .

Le jugement fut rendu le 15 juillet. Étant donné que la loi fixe la sentence minimum à vingt ans d'emprisonnement, le juge ne pouvait pas aller en deçà. D'ailleurs il n'essaya pas. Il prononça même contre Santana une peine supérieure : Vingt-cinq ans de prison.

Les journaux et la radio reprirent le même vieux refrain. Ils continuaient à appeler Santana « Tarzan ». De grands titres annoncèrent :

TARZAN : VINGT-CINQ ANS DE PRISON

Ils continuaient aussi à le traiter de voyou. Ils ne manquèrent pas de dire qu'il « avait la peau brune » (attirant ainsi l'attention sur sa nationalité), ajoutant qu'il était « violent » et « peu intelligent ». D'autres répétaient qu'il était condamné pour « une exécution insensée dans le monde du gang » et ils reprenaient la vieille histoire : Santana rôdant en quête de vengeance et prenant par erreur Blankenship pour un membre du camp ennemi. Comme l'écrivit Fern Marya, du *New York Post* : « New York avait fabriqué une légende. »

Seul, un journal de langue espagnole donna une version exacte de l'affaire, disant que Santana avait suivi son procès avec attention et sérieux. Mais les autres affirmèrent qu'il était resté impas-

sible, qu'il n'avait laissé paraître aucune émotion et qu'il avait suivi les débats d'un air absent et las.

Frank est maintenant en prison à 250 miles de New York, ce qui rend toute visite de sa famille très difficile. Il veut obtenir son diplôme de la High School en continuant ses études en prison. Il travaille également à l'atelier de menuiserie où il gagne cinq cents par jour. Il a calculé — en faisant une erreur — qu'il pourrait ainsi faire quelques milliers de dollars d'économie. On le considère comme un « prisonnier modèle ».

Fredric WERTHAM

Extrait de The Circle of Guilt *(Rinehart, éd.), avec la permission de l'Agence Renaud et Le Bayon.*

Tibor Méray.

COMMENT LES TROUPES SOVIÉTIQUES INTERVINRENT EN HONGRIE

Dans notre numéro de novembre, nous avons publié une étude de Tibor Méray, L'insurrection hongroise et le drame d'Imre Nagy, *qui s'arrêtait à la veille de la première intervention soviétique en Hongrie. Nous publions aujourd'hui la suite de ce récit. Ces deux chapitres sont extraits d'un livre en préparation,* Imre Nagy, l'homme trahi, *qui paraîtra dans la collection « Temps Modernes ».*

Le 24 octobre, à 4 h. 30 du matin, Radio-Kossuth, au lieu de son habituel programme musical, diffusa le communiqué suivant : « *Des éléments fascistes et réactionnaires ont déclenché une attaque armée contre nos édifices publics et contre nos forces du maintien de l'ordre. Dans l'intérêt du rétablissement de l'ordre, tout attroupement, réunion et manifestation sont interdits. Les formations de la force publique ont la mission de sévir contre les fauteurs de trouble en appliquant la loi dans toute sa rigueur. Signé : Le Conseil des Ministres de la République populaire hongroise.* »

Une heure plus tard, le même communiqué fut diffusé à nouveau avec cette différence que le terme fascistes était remplacé par celui de contre-révolutionnaires, un rien moins péjoratif.

Après quatre diffusions du communiqué, d'interminables marches militaires et des bruits confus, la radio annonce, à 8 h. 13, la nouvelle de la nomination d'Imre Nagy à la présidence du Conseil. Cependant, à divers endroits de la capitale, on entend le crépitement des balles et le grondement des tanks. Comme si le carnage des combats de rue ne leur suffisait pas, les responsables de la Radio présentent la bonne nouvelle de telle façon qu'elle ne provoque qu'amertume et désillusion. En effet, la Radio insiste

sur le fait que l'ancien président du Conseil, Andras Hegedüs, reste premier vice-président du Conseil et adjoint à Imre Nagy. D'autre part, elle souligne que le Comité Central a confirmé dans ses fonctions le premier secrétaire, Ernö Gerö. C'est en vain que le communiqué fait état de certains changements, de la relève de la moitié des membres du bureau politique ainsi que de la totalité des membres du Secrétariat; les noms de Gerö et de Hegedüs pèsent sur l'opinion, le maintien de ces personnages est de mauvais augure. N'est-ce pas le gouvernement de Hegedüs qui a interdit la manifestation et a fait tirer sur les jeunes; n'est-ce pas Gerö qui, la veille encore, a traité de canailles les manifestants, sa voix stridente lançant des menaces haineuses ? Dans une révolution, ne pas tenir compte du temps qui passe est tout aussi dangereux que de faire donner les armes. Et peut-être même davantage. Il y a douze heures, la nomination de Nagy aurait rempli de joie le pays tout entier, quand bien même Hegedüs et Gerö eussent été maintenus à la tête de l'appareil. Maintenant la même nouvelle ne satisfait plus personne. Beaucoup d'eau a coulé sous les ponts du Danube, beaucoup de sang sur les pavés de Pest.

Nagy, pourtant, a l'impression que la nouvelle équipe est bien préférable à la précédente : Laszlo Piros, le ministre de l'Intérieur qui a fait tirer sur la foule, ainsi que Bata, le ministre de la Guerre, ont disparu du Bureau Politique. Trois hommes liges de Rakosi : Béla Szalai, Istvan Hidas, Jozsef Mekis ont quitté l'avant-scène politique, et plusieurs de leurs acolytes avec eux. Si Gerö reste au Secrétariat, celui-ci compte trois nouveaux membres « non moscoutaires » qui, tous, ont fait de la prison : Ferenc Donath, Janos Kadar et Gyula Kallai. Le « vieux » considère comme un succès personnel le fait que quelques-uns de ses proches fassent désormais partie de la direction : Zoltan Szanto, devenu membre du Bureau Politique; Geza Losonczy, membre suppléant du Bureau Politique; György Lukacs, membre du Comité Central.

Cependant, le peuple n'est pas aussi sensible à ces nuances. On dirait que Nagy se sert d'une balance d'apothicaire et les masses d'une bascule de chemin de fer. Les masses ne savent rien des conflits d'idées qui se manifestent au sein du parti; elles connaissent plus ou moins les personnalités de Lukacs et de Losonczy, mais ignorent à peu près tout de Donath et de Szanto [1]. Seuls les initiés savent que Muennich, nouveau membre du Comité Central,

ne porte pas Rakosi dans son cœur et que celui-ci le lui rend bien, et que Gyula Kallai est peut-être d'un degré moins sectaire que son prédécesseur Béla Vég. Mais qui s'intéresse aujourd'hui à ces subtilités ? Le peuple comprend qu'il a réussi à imposer Imre Nagy, mais comprend aussi que la nouvelle équipe n'est nouvelle qu'à moitié. Le fleuve qui se teinte aujourd'hui de sang continue à charrier cette vase politique qui comprend les Gerö, les Hegedüs, les Karoly Kiss, les Apro. La balance d'apothicaire dose des calmants pour un malade qui a besoin d'une intervention chirurgicale urgente.

Il est évident que la nouvelle liste n'est pas l'œuvre d'Imre Nagy mais le résultat d'un compromis. La question se pose cependant de savoir s'il n'aurait pas mieux valu que Nagy, risquant le tout pour le tout, refuse l'apparence même d'une collaboration quelconque avec Gerö et ses compagnons, s'il n'aurait pas mieux fait de déclarer : « advienne que pourra », et de ne pas réapparaître devant le peuple aux côtés de Gerö. Ce n'est pas qu'il manque de courage physique, évidemment : voilà déjà dix-huit mois qu'il vit sous la menace quotidienne d'un emprisonnement, ou pire, et pourtant aucune pression n'est parvenue à le fléchir. Malheureusement, en politique, les faiblesses sont aussi graves que les erreurs, et c'en est une que de ne pas deviner l'effet que peut avoir une telle annonce sur les esprits. Sur les esprits que Nagy s'efforce d'apaiser et de rassurer afin de pouvoir sauver son parti. Sans doute a-t-il surestimé la joie que peut provoquer sa nomination. Un politicien plus « politique » que lui aurait immédiatement tiré les conséquences de l'inefficacité de son intervention de la veille, au balcon du Parlement, devant la foule surexcitée. Il aurait peut-être compris qu'un compromis avec Gerö n'arrangerait rien, et qu'il était temps de rompre ouvertement avec lui. Nagy, en cet instant précis, en était toujours aux premières heures de la manifestation, et même, plus exactement, aux semaines qui l'avaient précédée ; il

1. Zoltan Szanto a été secrétaire général du Parti hongrois pendant les années d'émigration à Moscou. Son successeur, Rakosi, le mit à l'écart et fit de lui un diplomate. Après avoir été ministre à Belgrade et à Paris, Szanto a été président de l'Office d'Information du gouvernement Nagy. Après la chute de Nagy, il fut nommé ambassadeur à Varsovie (de 1955 à 56).

Ferenc Donath, ancien sous-secrétaire d'État à l'Agriculture, puis chef du Secrétariat de Rakosi, fut arrêté en même temps que Kadar. Il fut libéré après trois ans de prison et, contrairement à Kadar, n'accepta alors aucune fonction politique. Jusqu'en octobre 1956 il vécut retiré, se consacrant à l'étude des questions agraires.

n'imaginait pas que son nom, acclamé il y a quelques heures seulement par toute la ville, par tout le peuple, ne constituerait plus une garantie suffisante.

D'ailleurs sa position, pour critiquable qu'elle soit, serait encore défendable sans une nouvelle manœuvre de la clique Gerö. Celle-ci réussit en effet à saper en quelques minutes la confiance que le peuple peut encore avoir dans le nouveau gouvernement, et teinte d'exaspération ce qui reste de joie. A 8 h. 45, le speaker de la Radio donne lecture de la première mesure prise par le nouveau Président du Conseil : c'est la proclamation de l'état de siège. En vertu de ce décret, tout fauteur de troubles est passible de la peine de mort. Ce texte est signé Imre Nagy.

Ainsi, Imre Nagy, qu'un peuple tout entier a porté au pouvoir et que les manifestants considéraient comme un des leurs, inaugure son gouvernement en brandissant la peine de mort. Il ne s'adresse pas au peuple, à son peuple. Il ne l'invite pas à cesser le combat, il ne donne aucune explication, il ordonne simplement. A peine est-il installé sur le fauteuil présidentiel qu'il reprend les méthodes de ses prédécesseurs.

Mais ce n'est pas tout. La Radio, après avoir diffusé deux fois le texte du décret sur l'état de siège, lance un nouveau communiqué : « *Les organismes gouvernementaux ont demandé l'aide des troupes soviétiques stationnées en Hongrie, conformément au traité de Varsovie. Répondant à l'appel du gouvernement, les troupes soviétiques prennent part au rétablissement de l'ordre.* »

Même si l'un des mots d'ordre de la manifestation n'avait pas été justement le départ des troupes soviétiques, cet appel eût été humiliant. Dans les circonstances actuelles, la décision gouvernementale est ressentie comme une insulte. Blessé dans son orgueil national, le peuple avide de liberté et d'indépendance descend dans la rue. En ce moment, faire appel aux armes des oppresseurs relève de la trahison.

Venant l'un après l'autre, ces deux communiqués, dont le premier seulement est signé de Nagy, créent forcément une confusion dans l'esprit du public. Tout le monde, ou à peu près, croit qu'ils sont tous deux l'œuvre de Nagy. Il faut avoir l'oreille bien fine pour remarquer que l'appel aux troupes russes n'émane pas, selon le communiqué, du gouvernement lui-même, mais d'organismes gouvernementaux. Il faut avoir été nourri dans le sérail pour noter le fait que le nom de Nagy ne suit pas l'énoncé du

second communiqué. Mais dans la fièvre et le deuil, dans la colère et le sang, ce ne sont ni les gens à l'oreille fine, ni les commentateurs subtils qui se font écouter. Ceux qui ont passé aux speakers les deux communiqués et fixé l'ordre de leur succession savaient parfaitement ce qu'ils faisaient [2].

Que ce plan machiavélique ait en fin de compte échoué montre de quelle réserve de popularité disposait le nouveau président du Conseil, de quelle confiance il jouissait, de quels espoirs il était porteur. Son prestige, certes, s'est bien terni. Mais la plupart des gens, le premier mouvement de surprise passé, ne parviennent simplement pas à croire que l'appel aux Russes soit dû à l'initiative d'Imre Nagy. Ce n'est pas qu'ils comprennent la manœuvre, ce n'est pas qu'ils saisissent les nuances du texte officiel; d'instinct, simplement, ils n'y croient pas. C'est pourquoi, dans les rues de la capitale noires de monde, malgré le couvre-feu, les manifestants ne conspuent que Gerö et sa clique. Des groupes d'étudiants et d'ouvriers parcourent les boulevards en criant : « Crève Gerö! et les Russes à la maison! » Dans toutes ces clameurs, pas un mot contre Nagy. Au contraire, une légende se répand presque aussitôt : « Imre Nagy est prisonnier », et on ajoute : « Des agents de l'A.V.O., mitraillette au poing, font pression sur lui. »

Quelle est la vérité ?

Imre Nagy, à cette heure, se trouve au siège du Comité Central, rue Akadémia. Au siège du Comité Central et non point au Parlement où devrait être réuni le gouvernement. Lorsqu'il regarde par les fenêtres, il voit la rue barrée par des tanks soviétiques. Les couloirs de l'immeuble sont bourrés de miliciens de l'A.V.O. en armes. Leur rôle est soi-disant de le « protéger », et lorsqu'il passe on lui rend les honneurs. Mais il est évident qu'au cas où les choses se gâteraient, le maître serait Gerö et non point lui. On sélectionne ses communications téléphoniques. Pas question de libre contact avec le monde extérieur. Donc, prisonnier.

2. Fait caractéristique, les diverses publications du gouvernement Kadar qui pourtant sont peu tendres pour Nagy et ne sont guère difficiles dans le choix des moyens qui peuvent le compromettre ne vont jamais jusqu'à le charger ouvertement de la responsabilité de l'appel aux Russes. Selon le troisième tome du *Livre blanc*, Imre Nagy a « *approuvé* » cette mesure. Selon *Népszabadsag* (n° du 17 mai), Imre Nagy n'a fait « *aucune remarque contre cette proposition* ». Autrement dit, ce n'est pas lui l'auteur de l'appel. D'autant moins que, d'après le même article, Nagy n'a accepté le poste de Président du Conseil qu'aux premières heures de l'aube, alors que les troupes russes étaient déjà en action.

Il est prisonnier aussi « sur le plan politique ». Il n'est pas libre de choisir ses collaborateurs comme bon lui semble, ni de se débarrasser de ceux dont il ne veut plus. Il se trouve au plus haut poste de l'appareil d'État, sa responsabilité est centuplée, mais son pouvoir réel n'est que le dixième de ce qu'il devrait être. Et pas seulement prisonnier des tanks et des mitrailleuses, du standard téléphonique et de l'Appareil stalinien du Parti; il l'est aussi de ses propres conceptions. On le voit bien, à midi dix, lorsqu'il adresse par la voie de la Radio un « appel au peuple hongrois ». Son discours devant le Parlement n'a été entendu que de quelques milliers de personnes. A cette heure, le pays tout entier est suspendu à ses lèvres.

« *De l'ordre, du calme, de la discipline. Ce mot d'ordre s'adresse à tous.* » Tout le discours est un effort désespéré de persuasion, par endroit il se fait suppliant : les combats devraient cesser, on ne devrait pas permettre « que le sang vienne souiller notre programme national sacré ». Les « subtils », ici encore, peuvent remarquer que cette allocution semble avoir été composée de deux parties bien distinctes. A un moment, la tonalité même de la voix change. La seconde partie est plus ordonnée, plus calme que la première, presque haletante.

A la vérité le début de l'allocution a été rajouté au dernier moment. Nagy y déclare que « *la procédure sommaire ne s'appliquera à aucun de ceux qui, pour éviter de nouvelles effusions de sang, cesseront le combat aujourd'hui avant* 14 *heures* ». C'est là une concession arrachée à Gerö et à ses staliniens. Si le nouveau gouvernement, par son premier décret, peut donner l'impression d'être le responsable de la proclamation de l'état de siège, cette première allocution en modère déjà la rigueur. Par la suite, Nagy réussit à obtenir qu'aucun insurgé armé ne soit traduit en cour martiale; pendant tout le temps que durera son gouvernement, personne ne sera condamné à mort [3].

3. C'est précisément ce que lui reproche aujourd'hui le gouvernement Kadar dans sa presse et ses publications. C'est ainsi qu'on lit dans le troisième tome du *Livre blanc :* « Dans les premiers jours de la contre-révolution, les masses ne comprenaient pas certaines choses, ce qui provoqua leur mécontentement. Elles n'ont pas compris la raison pour laquelle on ne les appela pas au combat contre les émeutiers contre-révolutionnaires, pourquoi l'état de siège ne restait proclamé que sur le papier... » En tant que Président du Conseil, Imre Nagy a empêché la justice militaire de sévir... Il a donné des instructions pour la libération des personnes prises les armes à la main.

Cette allocution est d'ailleurs révélatrice par ses silences mêmes. Pas un mot sur l'appel aux troupes soviétiques. A ce moment et étant donnée la situation, Nagy ne dispose pas d'un autre moyen pour faire comprendre au pays qu'il n'en est pas responsable. Dans le cas contraire, il essaierait sûrement d'expliquer cette mesure et tenterait de la justifier. Ce silence est en somme un message, et il espère qu'il sera compris. Il a ses raisons pour compter sur une grande partie du peuple qui ne l'a jamais considéré comme un « guide des *Moscovites* ». Ce terme, qui servit à désigner les traîtres passés au service des Russes en 1849, avait été remis à la mode un siècle plus tard pour désigner les « collaborateurs » sans scrupules. En ce qui concerne le peuple, Nagy ne s'est pas trompé, mais il s'est mépris sur le compte de l'Occident. En effet, bien des professionnels de la politique dont le rôle est d'interpréter aussi bien le silence que les mots ne peuvent pas ou ne veulent pas le comprendre. C'est à partir de ce moment que se déclenche contre Nagy une campagne véhémente à la Radio, campagne qui va imprimer un tour fatal à toute la suite des événements. Nous en reparlerons en détail.

Comment se fait-il que cet appel, malgré son ton conciliant et ses avertissements suppliants, ne produise pas l'effet désiré ? C'est que Nagy ne parvient pas à mettre en évidence les points communs entre sa conception et certaines revendications des insurgés. Évidemment, il ne peut pas lancer sur les ondes le mot d'ordre : « Crève, Gerö » que scande maintenant le peuple de Pest. Mais Nagy pourrait trouver des phrases cinglantes pour fustiger les crimes, les infamies du passé. Nul doute qu'un Rakosi à sa place le chargerait de tous les maux, le rendrait responsable de tous les échecs, de toutes les catastrophes, depuis les inondations du Danube jusqu'à la faillite de la construction du métro de Budapest [4]. Mais lui ne mentionne même pas le nom de Rakosi. Il se dit certainement que les temps ne sont pas à l'excitation

4. Et ce n'est pas là une supposition gratuite. Comme le limogeage de Nagy avait provoqué de forts mécontentements parmi les écrivains, Rakosi fit venir à son bureau un certain nombre de ceux-ci. Au cours de l'entretien, il leur raconta que les fautes d'Imre Nagy avaient coûté au pays deux cents milliards de forints en devises étrangères. Il le rendait responsable de ses propres fautes économiques et présentait toutes les mesures prises par Nagy pour réparer ses erreurs : l'industrialisation poussée à outrance, les investissements excessivement onéreux, les mesures vexatoires prises contre la paysannerie, la baisse du niveau de vie, comme des faillites retentissantes.

mais à l'apaisement. Et il ne voit pas que c'est justement la tentative d'apaisement qui révolte. Il considère comme indigne de lui de satisfaire des vengeances personnelles, de s'acharner sur une statue renversée, de tonner contre le dictateur chassé. Or, en ce moment, il ne peut s'agir de vengeance personnelle : un peuple tout entier réclame des comptes. Celui qui, aujourd'hui, veut rester un « gentleman », se coupe nécessairement des masses. Le programme qu'il propose à la jeunesse en armes est jugé lui aussi fort insuffisant. « Par tous les moyens à notre disposition, dit-il, et en nous fondant sur le programme de gouvernement que j'ai exposé au gouvernement en juin 1953, nous procéderons aussitôt que possible à la démocratisation systématique de notre pays dans tous les domaines de la vie du Parti, de l'État, de la politique et de l'économie... [5] »

« *En nous fondant sur le programme de gouvernement que j'ai exposé en juin 1953...* » Mais il y a dix mois, dans la solitude de sa villa de la rue Orso, exclu du Parti et menacé sans cesse d'arrestation, voici ce qu'il écrivait en rédigeant son Mémoire [6] : « *Il est douteux que demain il suffise de revenir au programme de juin 1953... Il est à craindre que les masses ne se détournent du chemin de juin 1953 et aussi du Parti, et qu'il ne faille revenir beaucoup plus loin en arrière si nous voulons rester maîtres de la situation.* »

Le demain qu'il évoquait alors est devenu aujourd'hui, mais lui en est resté à hier... à juin 1953. Il veille rigoureusement à ce que son discours soit « idéologiquement » irréprochable. Il le truffe de formules vides, et désormais insupportables, empruntées au jargon du Parti : « Sous la conduite des communistes, dit-il, ... Alignez-vous derrière le Parti. » Or, déjà les masses, comme il l'avait prévu, s'écartent du Parti. Les phrases redondantes sur le Parti ne peuvent que jeter de l'huile sur le feu. Ce que voudrait le peuple maintenant c'est un programme, même improvisé, même vague, mais qui aille plus loin que celui de juin 1953. Au lieu de cela, Nagy ne formule qu'une promesse imprécise : « J'exposerai bientôt en détail le programme du gouvernement qui sera discuté

5. Le programme du premier gouvernement de Nagy, comprenant de nombreuses mesures de libéralisation du régime, a joui d'une popularité certaine. Dix-huit mois plus tard, il fut qualifié de « déviationnisme de droite ».

6. Imre Nagy : *Pour un communisme qui n'oublie pas l'homme*. Plon, éd., collection Tribune libre.

par l'Assemblée Nationale, convoquée prochainement. » Mais les combattants qui voient leurs camarades tomber à leurs côtés se soucient comme d'une guigne de l'Assemblée Nationale élue sous le signe du rakosisme. C'est tout de suite qu'ils veulent obtenir des concessions, avant qu'ils n'aient mis bas les armes. On les a trop trompés. Une révolution est toujours méfiante, toujours impatiente.

Cette fois, elle l'est d'autant plus qu'un véritable miracle vient de se produire. Selon toutes les règles de l'art militaire, compte tenu des forces en présence, les troupes soviétiques auraient dû, en quelques heures, briser toute résistance et rétablir l'ordre. Or, dans divers quartiers de Budapest, les combats se poursuivent et même reprennent de plus belle.

L'intervention des troupes soviétiques a transformé la situation de fond en comble, aussi bien d'un point de vue politique que moral. Elle a en quelque sorte clarifié les fronts. Il ne s'agit plus du siège de certains édifices, de combats entre la foule et l'A.V.H. : un choc hungaro-soviétique vient de se produire. Les luttes intestines viennent de se transformer en combat national : le combat indirect en guerre d'indépendance contre les oppresseurs étrangers. Cette transformation se répercute surtout sur l'attitude de l'armée : dès le début, la grande majorité des officiers et des soldats hongrois a sympathisé avec les manifestants. Mais cette sympathie, dans la plupart des cas, n'allait guère plus loin que le ravitaillement en armes des civils, les soldats n'intervenant pas eux-mêmes dans la bataille. Il est évident que se retourner contre la puissance dont on porte l'uniforme témoigne, chez un militaire, de plus d'audace que la révolte d'un civil. Les risques aussi sont plus grands. Or, l'intervention soviétique a grandement facilité l'option des hésitants. Le soldat hongrois devait prendre désormais fait et cause pour la Hongrie. Le corps des officiers composé en majorité de membres du parti ou de la D.I.S.Z. (Fédération démocratique de la Jeunesse, autrement dit les Jeunesses communistes) prit sa décision pendant ces heures dramatiques et, en majorité, se révéla favorable aux insurgés. Des garnisons de casernes tout entières rallièrent les révoltés, comme par exemple l'Académie Militaire Zrinyi sous le commandement du colonel Marton.

A cette heure, les jeunes combattants hongrois avaient réussi à mettre hors de combat un nombre assez élevé de tanks. Certes,

s ne disposaient que d'un armement médiocre, mais ils étaient nimés d'une ardente combattivité et connaissaient fort bien la echnique des combats de partisans grâce aux enseignements des classiques » de la littérature soviétique : *La jeune garde* de 'adéev, *La conscience pure* de Verchigora, et un certain nombre 'autres ouvrages figuraient en effet au programme des lycées de udapest. Les récits des partisans soviétiques apprirent à la eunesse hongroise à se battre efficacement contre un ennemi très upérieur en nombre et en armement. Pendant dix ans on lui vait rebattu les oreilles de la nécessité d'imiter l'exemple soviéique. L'imitation du glorieux exemple n'a nulle part été aussi arfaite ni aussi spontanée que dans ces combats.

Les premiers succès enivrent les jeunes insurgés. Certes, çà et à, des groupes de jeunes ont été contraints par les Russes à déposer es armes. Mais la nouvelle que des tanks ont été détruits se épand dans la ville comme une traînée de poudre, et la réputation l'invincibilité dont jouissent les Soviétiques se trouve sérieusement branlée. De nouveaux groupes armés se forment et la présence les officiers de carrière qui se joignent aux combattants élève non eulement le niveau de leurs connaissances techniques mais aussi méliore leur stratégie, si l'on peut dire. Il n'est pas douteux qu'un ertain nombre d'anciens sous-officiers ou officiers de l'armée de Horthy apportent aux insurgés leur aide et l'expérience militaire cquise sur le front russe et que, çà et là, ce sont eux qui dirigent ffectivement le combat. Quand on se bat, on n'examine guère e *curriculum vitae* des compagnons de barricade. Mais il n'est pas louteux non plus que la grande majorité des dirigeants du combat omme des simples combattants vient d'un tout autre milieu. Les tudiants sont presque tous des fils d'ouvriers ou de paysans ar les portes de l'Université ne s'ouvrent que très difficilement aux ils de bourgeois ou de ci-devants. Une sélection plus rigoureuse ncore s'est opérée dans le corps des officiers. Pour en faire partie, l fallait, sauf en de très rares exceptions, produire un pedigree nattaquable et donner les preuves d'un loyalisme sans faille. De plus, ces officiers étaient tous politiquement éduqués, imprégnés l'idéologie et d'éducation socialiste. Si tout de même ils furent si ombreux à passer aux insurgés, c'est qu'ils s'étaient rendu ompte que ceux-ci n'étaient ni des fascistes, ni des lumpenrolétaires, ni des « valets de la bourgeoisie ».

Au moment où Imre Nagy prononçait son discours radio-

diffusé, il devenait évident qu'on ne pouvait plus compter sur les formations de la Honvéd pour lutter contre les insurgés. On ne saura jamais le nombre exact de soldats qui passèrent du côté du peuple révolté, ni de ceux qui reprirent leurs vêtements civils et rentrèrent chez eux. Toujours est-il que vers midi, les seuls alliés des troupes soviétiques étaient les A.V.H. Comme pour la Honvéd, les formations régulières de la Sécurité d'État étaient composées de fils d'ouvriers et de paysans. Ceux-ci, sans doute, avaient reçu une éducation politique plus poussée, mais on ne peut guère supposer qu'ils aient senti et pensé autrement que les soldats de la Honvéd. Il en allait autrement pour la majorité de leurs officiers. Ceux-là passaient pour être les plus « sûrs » et les plus combattifs et, bien qu'issus eux-mêmes, en majorité, des classes laborieuses, ils dédaignaient et méprisaient les officiers de la Honvéd. Ils se considéraient comme des êtres à part, des bolcheviks de première classe. Ils jouissaient aussi de privilèges plus nombreux et d'une solde plus élevée, même si ces privilèges et ces soldes ont été, par la suite, fortement exagérés par des journalistes en quête de sensationnel, même si la population faisait courir à ce sujet des bruits assez fantaisistes. Circonstance particulièrement importante : bon nombre de ces officiers avaient pris part, au cours des années écoulées, à des actions fortement entachées d'illégalité telles que : arrestations d'innocents, tortures pour arracher des aveux, déportations, vexations infligées aux paysans, surveillance des camps d'internement. Ces officiers-là savaient dès la première heure qu'en défendant le régime ils se défendaient eux-mêmes.

De voir la colère de la population se tourner spontanément contre eux les confirmait encore dans cette opinion que commençaient à partager les soldats. Les explosions de colère du peuple étaient d'abord spontanées, mais peu à peu elles furent en partie provoquées. L'A.V.H. n'était, en dernier ressort, qu'un instrument dans les mains de certains chefs, mais ces chefs, justement, étaient insaisissables. Ce furent donc les simples exécutants qui trinquèrent. Quelques jours encore et on se trouvait devant une situation paradoxale : l'ex-chef suprême de l'A.V.H., Mihaly Farkas, était, dans sa cellule de la prison de la rue Marko, plus en sécurité que tel jeune paysan de 21 ans, déguisé en civil mais trahi par ses bottes. Naturellement, si les foules étaient toujours justes et sages, les révolutions éclateraient plus rarement et seraient moins sanglantes.

Après le discours d'Imre Nagy, la Radio diffusa une allocution e Zoltan Tildy, ancien président de la République. Celui-ci eut sagesse de ne pas parler de contre-révolution; il exprima seule-ent son émotion devant les événements et appela au calme : *A notre nouveau gouvernement*, dit-il, *la nation doit procurer le lme, l'ordre et la paix nécessaires à l'action. C'est là la première la plus importante tâche de l'heure.* » Cependant, ces paroles ne nt guère écoutées, car cet homme de petite taille, ce pasteur otestant à l'élocution aisée, cet ancien chef du parti des petits opriétaires, est considéré par une grande partie de l'opinion mme un politicien qui s'est incliné devant les communistes qui a fait leur jeu. Le fait qu'il ait été tenu en résidence sur-illée pendant huit ans ne le rend guère moins suspect.

Ce que la radio de Budapest retransmet ensuite produit à peu ès le même effet que l'huile sur le feu. Un vague organisme titulé « Conseil National des Femmes hongroises » vitupère les contre-révolutionnaires infâmes et prêts à tout ». Le Conseil ational de la Paix qualifie les combattants de « pilleurs fascistes oupés en bandes meurtrières ». Dans l'éther se croisent les ithètes « provocateurs », « bandits », « voleurs ». Les commen-teurs s'échauffent. Les insurgés ne sont pas des patriotes mais sombres canailles ou, dans le meilleur des cas, des « gamins arés ». « Nous saluons les soldats et les ouvriers qui sont en ain de les désarmer, ainsi que les combattants soviétiques qui élancent pour les aider. » On fait donner le ban et l'arrière-ban s speakers, y compris le populaire commentateur des événements ortifs. « Si les destructions et les assassinats continuent », ance celui-ci comme argument suprême, « le match de football ongrie-Suède fixé à dimanche devra être annulé. »

Le ton de la radio gouvernementale est tout autre que celui du ésident du Conseil. Les émissions ne se font plus depuis le siège la Radio, occupé par les insurgés, mais depuis le Parlement, us la protection des tanks soviétiques. Les émissions sont tièrement contrôlées par les hommes de confiance de Gerö. andis que les tanks soviétiques tirent sur les nids de résistance, le sang des ouvriers et des étudiants coule à flots, la radio-ffusion hongroise transmet des airs d'opérette. Des valses siru-euses succèdent aux rythmes endiablés du French Cancan et, dans ville, la danse macabre se poursuit.

Le rôle de la radio grandit d'heure en heure [7]. Tout trafic est stoppé, les journaux ne paraissent plus, si bien que la radio devient, en quelque sorte, l'artère vitale du pays. Celui qui parlerait maintenant, honnêtement et dignement, pourrait obtenir davantage que dix divisions. Ce que le « vieux » pourrait faire de plus efficace en ce moment, ce serait de s'installer devant le micro et d'essayer de persuader les gens de se ranger derrière lui. Son hongrois savoureux, son argumentation simple et humaine ne pourraient que le servir. Mais il semble qu'il méconnaisse l'importance de la radio; il n'a pas le temps de suivre les émissions et il ne se trouve personne pour lui rapporter à quel point elles exaspèrent les masses. Ainsi abandonne-t-il complètement cette arme à ses ennemis les plus farouches, les staliniens.

Ce n'est pas tout, encore. Nagy ignore, pour le moment, quels sont exactement ceux qui se battent de l'autre côté. Sans doute, dans la matinée, il reçoit une délégation de cinq membres venant du groupe armé qui combat aux environs de la place Baross. La délégation affirme que les combattants sont prêts à déposer les armes au cas où une amnistie totale leur serait accordée. Nagy accepte la proposition. L'espace d'une seconde, il voit juste : ceux qui luttent ne sont pas des bandits mais des jeunes gens enthousiastes. Mais l'entrevue est trop brève. Pour avoir confiance dans les insurgés, il faudrait les connaître. Il faudrait que Nagy cesse de raisonner par formules abstraites et qu'il se représente la réalité de chair et de sang. Certes, parmi ces jeunes se trouvent des « houligans », des fascistes, des repris de justice. Mais il s'agit d'éléments isolés. Qu'adviendrait-il si Nagy savait une chose qu'il

7. Pour quelqu'un qui suit avec attention les émissions de la radio, la vérité commence à percer en dépit de tous les camouflages. Un communiqué, démenti par la suite, annonce que des combats se déroulent devant la permanence du Parti du 13e arrondissement et aussi devant la caserne Karoly Robert, située dans le quartier le plus ouvrier. Par contre, dans le quartier des villas, à Bude, sur la colline des Roses, où habitent surtout les cadres dirigeants, « règne un calme parfait ». Quant au boulevard Ferenc où demeurent de nombreux ouvriers, « on entend encore des coups de feu ». Un reporter de la radio parle des combattants faits prisonniers. Il en a vu trois. Le premier est « sans profession » et a déjà purgé deux ans de prison pour activités subversives. L'autre est un *ouvrier* de 19 ans, de l'usine des tracteurs Étoile Rouge. Le troisième est un *gars du bâtiment* de 24 ans. Quelques minutes plus tard, le speaker attaque violemment la « horde contre-révolutionnaire » et annonce : « Les télégrammes qui arrivent à l'adresse du Comité Central de tous les coins du pays traduisent la colère et l'indignation de la classe ouvrière. »

gnore encore : ses propres partisans, ses anciens élèves de l'Université se battent sur les barricades ou préparent des coktails Molotov? S'il savait, surtout, que dans la plupart des noyaux de résistance ce sont les officiers communistes nagystes qui commandent les soldats passés à l'insurrection? Aucun doute, les événements pourraient prendre une tout autre tournure s'il pouvait voir tout cela, si, par delà l'Appareil qui se désagrège et croule de toutes parts, menaçant de l'ensevelir lui-même, c'est à la jeunesse qu'il tendait la main.

La faillite du parti est totale et irréversible. L'ordre de grève lancé la veille est suivi dans toute la capitale. Les ouvriers ont cessé le travail presque partout. Il y a près de vingt-cinq ans que la Hongrie n'a pas connu de grève sérieuse. Et si les ouvriers hongrois ont encore des notions très précises de ce qu'est une grève, ils le doivent aux comptes rendus du *Szabad Nép* vibrant d'enthousiasme pour les grévistes français, italiens ou anglais. Les ouvriers hongrois sont tout heureux d'avoir redécouvert le droit de grève, et leur joie rappelle celle des enfants faisant leurs premiers pas. En vain « le grand parti de la classe ouvrière » publie-t-il des exhortations pathétiques, les ouvriers font la sourde oreille.

Dans les premières heures de l'après-midi, la radio diffuse l'appel suivant : « Communistes! Militants! A ces heures graves où des combats sont en cours contre les bandes contre-révolutionnaires qui attaquent le peuple travailleur, tous les membres du Parti ont le devoir de protéger et de défendre l'ordre et le calme de notre patrie, quel que soit le poste où ils se trouvent. Ils doivent convaincre les hésitants, empêcher tout désordre et conduire la lutte du peuple travailleur à une victoire rapide et totale sur les agresseurs contre-révolutionnaires meurtriers. » Les termes sont crus, mais le contenu manque de vigueur. C'est un aveu d'échec, de faillite, à peine déguisé. Un parti communiste digne de ce nom ordonnerait une mobilisation générale de ses membres si tout son pouvoir était remis en question. Il armerait sans doute ses militants, les appellerait à descendre dans la rue, à élever des barricades. En Hongrie, le nombre des membres du parti dépasse huit cent mille; il s'agit en majorité d'hommes capables de porter les armes. Et pourtant la Direction se garde bien de mettre un fusil dans les mains des militants; le risque est trop grand de voir les armes se retourner contre elle. Ce parti-là ne compte plus que des adver-

saires et des ennemis, et parmi ces derniers les anciens fidèles sont souvent les plus acharnés [8].

Mercredi, à 2 heures de l'après-midi, de nouveaux tanks soviétiques stoppent devant le siège du Comité Central, rue Akadémia. Ce ne sont pas des soldats casqués et en tenue de combat qui en descendent, mais deux civils. Un petit Arménien au dos voûté, au nez accusé, et un Grand Russien, maigre, une véritable perche : Mikoyan et Souslov.

L'arrivée des deux hôtes étrangers va marquer de son cachet le cours des événements et l'action des propagandistes. On ne peut comprendre le déroulement des faits et toute l'attitude d'Imre Nagy si on oublie que, sur les dix jours que dura la Révolution, ces deux personnages en ont passé trois ou quatre à Budapest.

Le « Vieux » les connaît l'un et l'autre. Il y a trois mois qu'il a vu pour la dernière fois Mikoyan. C'était à l'ambassade soviétique où le dirigeant russe avait demandé à Nagy de lui rendre visite afin de lui préciser que son exclusion du Parti avait eu lieu à l'insu de la direction soviétique. Il lui demanda aussi de ne pas refuser son appui à Gerö. Quant à Souslov, sa dernière entrevue avec lui date d'un an et demi. Souslov était alors venu à son chevet lui demander de faire son auto-critique en faveur de Rakosi. De Mikoyan, Nagy sait que c'est un homme de la « ligne nouvelle ». Quant à Souslov, selon son expérience et ses informations personnelles, c'est un « stalinien » endurci; avec Molotov, il fut l'un de ceux qui s'opposèrent le plus vigoureusement à tout rapprochement avec Tito; en outre, il fut l'un des protecteurs de Rakosi. Le fait que ces deux hommes soient arrivés en même temps est important aux yeux de Nagy : en leur personne, c'est l'unité du Praesidium qui est incarnée. Leurs jugements seront ceux de Moscou, et les accords auxquels ils pourront souscrire seront conclus avec le Kremlin.

Cette opinion — les événements vont montrer si elle est vraie ou fausse — est la clef de l'attitude à venir de Nagy. C'est l'attitude d'un homme qui a passé les années capitales de son existence à Moscou, qui connaît ou pense connaître le fonctionnement des rouages du Kremlin, pour qui la présence et les paroles de deux

8. Ce n'est pas seulement aux militants, mais aux permanents qui, au nombre de plusieurs milliers, recevaient des salaires fort décents que la direction n'a pas osé s'adresser. Ceux qui aujourd'hui reprochent à Nagy sa « trahison » se gardent bien de préciser quelle a été leur action personnelle pour la défense du Parti.

missaires du Politburo sont d'un poids décisif. Depuis l'arrivée es deux hôtes étrangers, la salle dans laquelle vont se dérouler s négociations au siège du Comité Central devient le centre ital de l'immeuble. Et si Nagy est prisonnier, il l'est encore plus e la présence de Mikoyan et de son compagnon que des tanks oviétiques qui montent la garde sous ses fenêtres.

Les deux dirigeants arrivent d'ailleurs la rage au cœur — contre Gerö. Gerö s'est montré un piètre politicien, il n'a pas procédé ux changements qu'aurait exigé « l'esprit du XXe Congrès ». Malgré les conseils soviétiques, il n'a pas fait appel au camarade Nagy. Son discours malheureux à la radio a irrité les esprits. Les ccusations contre Gerö pleuvent littéralement. Souslov et Mikoyan pportent en quelque sorte son renvoi dans leur serviette. Bien ntendu, ils évitent de rappeler qu'ils l'ont mis eux-mêmes à la ête du parti [9]. Ils ne disent pas que pour les Soviétiques, Gerö emblait plus digne de confiance que quiconque, cent fois plus que le camarade Nagy » avec qui ils négocient pour le moment. La actique est toujours la même : ils ont été trompés, dupés et ntraînés malgré eux dans une situation inextricable.

En ce qui concerne la situation générale, la seule chose qui reste faire est, bien entendu, d'écraser par les armes la contre-révoution. Et plus vite ce sera fait, mieux cela vaudra. Sans tam-tam nutile, bien sûr. De toutes façons, les impérialistes ont déjà eaucoup profité de la situation. Une fois cette affaire réglée, la Hongrie, elle aussi, pourra s'inspirer de l'esprit du XXe Congrès.

Gerö n'est plus autorisé à prendre la parole en public. A sa lace, c'est Janos Kadar qui, dans la soirée, s'adressera au peuple our soutenir au nom du Parti l'action du gouvernement Nagy [10].

9. « Lorsque dans ce pays, en Hongrie, le mécontentement de plus en lus fort se manifesta, et précisément dans les rangs des communistes, orsqu'on réclama le départ de Rakosi, les camarades soviétiques comprenant que les choses ne pouvaient pas continuer ainsi s'accordèrent sur le épart de ce dernier. Toutefois, ils ont commis une faute quand ils ne onsentirent pas au départ de Gerö et des autres fidèles de Rakosi qui étaient compromis devant le peuple. Ils posèrent comme condition au épart de Rakosi le maintien de Gerö. C'était là une erreur, car Gerö ne ifférait en rien de Rakosi. » (Extrait du discours de Tito à Pula, nov. 56.)

10. Ce discours n'est que la répétition de certaines formules devenues, n vingt-quatre heures, des lieux communs : éléments réactionnaires et contre-révolutionnaires », agression « contre le pouvoir de la classe uvrière », « provocateurs travaillant dans l'ombre » qui seront obligés de capituler ou seront écrasés ». Les communistes et les camarades uvriers devront mettre tous les moyens en œuvre pour aider le gouver-

En fait, il est déjà à ce moment le successeur de Gerö. Cependant, par ce discours, il glace à l'avance tous les sentiments favorables qui pourraient accueillir ce changement. Son origine ouvrière — et non juive — ses années passées en prison lui ont conféré un certain prestige que ce discours a, d'emblée, fortement ébranlé. C'est encore un personnage « consulaire », mais qui n'éveille plus de grands espoirs. Personne n'attend de lui une solution.

Dès les premières heures de leur séjour à Budapest, Mikoyan et Souslov assistent à des événements tels qu'ils n'en n'ont pas vécu depuis leur prime jeunesse. Alors, c'étaient aussi des ouvriers et des jeunes qui combattaient au premier rang. Alors, les insurgés combattaient aussi une lourde oppression. Alors, c'était aussi Octobre... Mais alors, ils n'auraient pas cru ce qu'aujourd'hui ils sont obligés de s'avouer, au moins à eux-mêmes, que leur révolution dégénérerait jusqu'à en arriver là.

Tibor MÉRAY

(*Traduit du hongrois par Imre Laszlo*)

nement à remporter la victoire, « y compris ceux de la persuasion politique ». Pas un mot de la question essentielle de l'heure : l'indépendance nationale. L'orateur fait, par contre, un chaleureux éloge des soldats soviétiques « alliés et fraternels ».

Pannonicus.

UNE NOUVELLE AFFAIRE LUKACS

Lorsque György Lukacs eut l'autorisation de rentrer à Budapest après plusieurs mois de déportation en Roumanie, les partisans de la liberté de la pensée furent partagés entre la joie et l'inquiétude. Ceux-là même qui n'approuvaient pas les idées de Lukacs se réjouirent de ce que ce philosophe de réputation mondiale pût se remettre au travail chez lui, dans sa patrie, au lieu d'être gardé à vue, à l'étranger. Cependant, comme Lukacs avait été déporté en même temps que les collaborateurs d'Imre Nagy — femmes et enfants compris — et qu'il a été le seul à recevoir l'autorisation de rentrer, on était en droit de se demander si sa réputation internationale avait été la seule considération qui ait joué pour sa remise en liberté. Certains se demandaient si le vieux penseur ne serait pas amené, tel Galilée lorsqu'il abjura ses théories sur la rotation de la terre, à renier la révolution hongroise — lui, ministre de l'Instruction Publique du gouvernement révolutionnaire — afin de pouvoir achever l'ouvrage qu'il est en train d'écrire et qu'il considère comme son testament philosophique. Ceux qui connaissent la carrière de Lukacs savent qu'il a dû plusieurs fois accepter des compromis, dans « l'intérêt supérieur du Parti », prétendait-on, mais imposés, en réalité, par la force. Dans ces conditions, il n'était pas toujours possible de reprocher à certains écrivains et publicistes occidentaux la méfiance *a priori* qu'ils ont exprimée à propos du retour de Lukacs en Hongrie.

Les événements survenus depuis n'ont justifié ni la joie, ni l'inquiétude soulevées. Nous savons maintenant que d'être retourné chez lui n'assure pas encore à Lukacs la possibilité d'écrire librement, dans une atmosphère de sérénité. Et nous savons aussi que le « Galilée » de l'esthétique marxiste n'a pas voulu renier, du moins jusqu'à maintenant, les résultats les plus

évidents de ses travaux ni les actes indiscutablement les plus courageux de sa carrière politique.

Ouverture a l'allemande.

A la veille du retour de Lukacs, Janos Kadar, tout en reconnaissant les « mérites scientifiques » du philosophe, déclarait que celui-ci avait tort de « se mêler à la politique », domaine parfaitement étranger à ses préoccupations et auquel « il ne comprend pas grand chose ». On pouvait en conclure que Lukacs, à condition de se tenir à l'écart de la politique, à condition de ne faire aucune déclaration contre le régime, serait dispensé du serment d'allégeance, voire même de l'autocritique. La convention tacite ne fut cependant pas respectée — et il est inutile de préciser que ce n'est pas Lukacs qui l'a rompue.

L'attaque contre le philosophe fut déclenchée par le « parti frère » de l'Allemagne de l'Est. On sait que les staliniens de la R.D.A. ont attaqué Lukacs à plusieurs reprises et que l'un des principaux chefs d'accusation contre le professeur Harrich fut d'avoir « entretenu des rapports » avec le cercle des amis de Lukacs en Hongrie. Pendant de longs mois, la presse kadariste ne laissa rien filtrer de ces accusations.

C'est en novembre dernier qu'un brusque changement se produisit. L'hebdomadaire *Elet és Irodalom* publia un compte rendu détaillé du rapport d'Alexander Abusch, sous-secrétaire d'État à la culture en Allemagne Orientale, fait à la conférence de la S.E.D. « *Certains écrivains allemands* », disait le rapport, « *ont cru en Lukacs qui, dans une conférence prononcée l'année dernière et largement diffusée, a tenté de minimiser le rôle que jouent, dans les démocraties populaires, l'exemple et l'aide de l'U.R.S.S. Nous repoussons cette thèse de Lukacs et toutes les thèses similaires, car tout en entretenant l'illusion d'une solution par une troisième force elles ont objectivement fait le jeu de nos ennemis et ont contribué à la préparation de la tragédie sanglante que connut, l'automne dernier en Hongrie, le pouvoir ouvrier et paysan.* »

Quinze jours après la publication de ce discours à Budapest, on apprit que cette diffusion n'était pas l'œuvre du hasard, mais qu'elle servait de prélude à une campagne d'envergure contre Lukacs. Lors du vingtième anniversaire du suicide du poète

Attila Jozsef, l'orateur officiel, le ministre d'État György Marosan saisit l'occasion pour attaquer violemment Lukacs. « *Il est faux de dire, comme le fait Lukacs*, a-t-il déclaré, *qu'Attila Jozsef n'a été qu'un « partisan » au sein du parti et du mouvement ouvrier. Il n'est pas vrai non plus que le poète ait réclamé la possibilité d'emprunter une voie particulière et de disposer de droits particuliers. Au contraire, la grande ambition de sa vie fut de combattre comme simple soldat dans les rangs du parti.* »

En mettant Lukacs en cause et en rouvrant un débat vieux de près de dix ans, Marosan a montré que les autorités hongroises considèrent que la « trève de Dieu » avec Lukacs est bel et bien terminée [1]. Et si quelque doute subsistait, il serait définitivement dissipé depuis la publication du dernier numéro (novembre-décembre 1957) de la revue idéologique du parti hongrois *Tarsadalmi Szemle* (Revue Sociale). Cette livraison comprend un article-fleuve de vingt-cinq pages signé de Jozsef Szigeti, premier vice-ministre de la Culture et qui s'intitule : « Revenons sur le cas Lukacs ».

L'AUTOCRITIQUE DE L'AUTOCRITIQUE DE L'AUTOCRITIQUE...

L'auteur a eu bien raison de dire : « revenir », car ce n'est pas la première fois qu'il examine le cas Lukacs. Au cours de « l'affaire Lukacs », qui a duré de 1948 à 1950, Szigeti, disciple fervent du philosophe pendant les trois premières années du régime (alors que celui-ci faisait la pluie et le beau temps dans la vie culturelle hongroise), éprouva brusquement le besoin de changer d'attitude. A un moment où nul ne songeait encore à lui demander une autocritique, Szigeti en fit une, fort spectaculaire, dans laquelle il reprochait à son ancien maître des fautes bien plus graves que celles dont l'accablait alors la critique officielle.

En 1956, le vent tourna. Le 15 juin de cette année-là, le même Jozsef Szigeti se leva en plein débat philosophique au Cercle Petöfi, fit humblement l'autocritique de sa précédente autocritique et assura le Maître de son « indéfectible attachement ».

1. Il s'agit d'une des thèses favorites de Lukacs d'après laquelle l'action des poètes membres du parti doit être comparée à celle des *partisans* et non pas à celle des « soldats de l'armée régulière ». Au cours de l'affaire Lukacs les jdanoviens qualifièrent cette thèse de « petite bourgeoise, fractionnelle et libérale ».

Faut-il s'étonner si, après ces deux autocritiques, l'article actuel de Szigeti s'ouvre par une troisième? L'auteur s'accuse d'avoir nourri, en 1956, « *des espoirs positifs* » quant au rôle que pourrait jouer Lukacs. « *Je dois faire autocritique puisque, comme les événements l'ont montré, j'ai apporté ainsi de l'eau au moulin du révisionnisme. Car Lukacs, hélas, démentit bien vite mes espoirs.* »

Ce curieux préambule est suivi d'un tir à boulets rouges qui n'est pas sans rappeler certaines accusations formulées contre Rajk au temps de son procès. « *Au fond, Lukacs a adopté un point de vue nationaliste.* » Il a renoncé aux « *vérités essentielles du léninisme* ». Il a mis au point une « *théorie opportuniste* ». Sa théorie « *capitularde* » démobilise « *la vigilance de la classe ouvrière* ». Il « *falsifie* » Lénine, qu'il le veuille ou non. Qu'est son attitude sinon du « *révisionnisme-opportuniste liquidateur* », une « *mise à l'encan des droits socialistes de la classe ouvrière pour un plat de lentilles* », etc?

Dans tout ce galimatias il est difficile de retrouver l'accusation principale. Quoi qu'il en soit, toute l'attitude de Lukacs à la veille et pendant la révolution hongroise est passée au crible : son intervention au Cercle Petöfi, sa déclaration publiée par le *Szabad Nép* du 14 octobre, dans laquelle « *il nie qu'il y ait des contradictions de principe entre le réalisme bourgeois et le réalisme socialiste* »; et surtout ses activités pendant la révolution, quand Lukacs « *fut l'un de ceux qui réclamèrent le plus énergiquement la dissolution du Parti des Travailleurs hongrois et l'organisation d'un nouveau parti, avec l'admission individuelle des membres, ce qui, dans le tourbillon de la contre-révolution, équivalait à la liquidation totale....*

L'auteur de l'article se livre à des acrobaties pour ne pas aborder de front certaines questions délicates : si Lukacs a exigé la dissolution de l'ancien parti et la fondation d'un autre, Janos Kadar, secrétaire de ce nouveau parti, n'en a-t-il pas fait autant? Et si Lukacs a qualifié la « contre-révolution » de « révolution », Kadar n'a-t-il pas parlé, à l'époque, de « soulèvement glorieux »? Szigeti tourne la difficulté avec une pirouette ingénieuse : « *On ne saurait accepter l'argument des défenseurs de Lukacs d'après lequel d'autres ont professé des opinions semblables fin* 1956, *d'autres — à la direction du parti — ont commis des erreurs similaires... Car Lukacs était parmi ceux qui ont failli perdre la dictature du prolétariat, mais non point parmi ceux qui ont réussi à la rétablir. Au moment*

à les camarades les plus lucides et les plus dévoués à la classe ouvrière ongroise et internationale ont réussi à retourner la situation grâce l'aide de l'Union Soviétique, Lukacs se tenait à l'écart et même, epuis lors, a manqué à son devoir d'éclairer par une autocritique rôle néfaste qu'il a joué ainsi que les fondements théoriques de ce ôle devant la classe hongroise ».

C'est là, de toute évidence, que gît le lièvre. On pourrait encore ardonner à Lukacs son rôle dans la « *préparation de la contre-évolution* », mais ce qu'on ne saurait oublier c'est qu'il n'a as été de ceux qui passèrent aux Russes puis revinrent à udapest dans les fourgons de l'armée soviétique, que, depuis, « se tient à l'écart », et qu'il n'a pas voulu battre sa oulpe pour son action pendant la révolution. Sur ce point, ce ecordman de l'autocritique qu'est Jozsef Szigeti se montre npitoyable.

Réhabilitation « au second degré ».

Telle est l'accusation capitale. Mais ce n'est pas tout. Car zigeti tient à vider devant le public toute la querelle de la direc-ion du parti avec Lukacs. Il remonte jusqu'aux fameuses « thèses Blum » de 1928 par lesquelles Lukacs, sous son pseudonyme de nilitant clandestin, recommandait à la direction du parti une igne plus souple, mais que la majorité, dirigée par Béla Kun, ejeta. Puis il analyse à sa manière les études de Lukacs écrites ntre 1945 et 1947 et dans lesquelles le philosophe exprimait 'opinion — qualifiée depuis d'hérétique — selon laquelle une lémocratie populaire ne devrait pas être la copie pure et simple lu système soviétique. En passant, Szigeti remet sur le tapis quelques vieilles histoires de la période 1948-1950. Est-ce seule-nent par incontinence verbale? Point du tout. Sans en avoir l'air, n effet, *il réhabilite chemin faisant tous ceux qui à l'époque atta-uèrent Lukacs, l'obligèrent à se retirer en brandissant les foudres le la discipline ou, simplement, en exploitant les faiblesses du philo-ophe*, mais dont l'autorité fut par la suite entièrement détruite, usque devant les cadres les plus dévoués du parti, de 1953 à 1956, 'est-à-dire pendant les années de la déstalinisation.

De quoi s'agit-il? En dernier ressort, de Staline et de Jdanov, nais plus directement de l'idéologue en chef hongrois, Jozsef

Révai. L'article de Szigeti n'est qu'une tentative de réhabilitation « au second degré ». Après la réhabilitation plus ou moins complète des *victimes* des staliniens, on juge le moment venu de réhabiliter les *responsables* pour prouver qu'après tout, c'étaient les intransigeants, les hommes à poigne du parti qui avaient raison.

Il ressort implicitement de l'article que l'un des principaux crimes de Lukacs fut d'avoir contribué à propager l'idée que le stalinisme est un ensemble de méthodes anti-scientifiques. « *De plus*, écrit Szigeti, « *Lukacs liait déjà, au temps de la discussion au Cercle Petöfi, le faux mot d'ordre de la lutte contre le stalinisme au mot d'ordre contre la* « *dogmatisation du léninisme* » (!).

Comme on ne saurait imaginer une campagne aussi méthodique contre György Lukacs sans le consentement de Moscou, ou plus exactement sans ses instructions précises, il est très vraisemblable qu'il s'agit là du renforcement *des tendances idéologiques néo-staliniennes au sein même du Kremlin.* Tout ceci concorde d'ailleurs parfaitement avec l'accroissement du prestige de Souslov, aussi bien dans la politque que dans l'idéologie. A cet égard, il est significatif que les hérésies les plus graves imputées à Lukacs soient précisément celles qui ont quelque rapport avec certaines thèses « conciliantes » exprimées au XXe Congrès. On reproche à Lukacs, par exemple, de chercher une « *impossible troisième voie* », de peindre la transition du capitalisme au socialisme « *sous des couleurs bibliques* », c'est-à-dire de façon *pacifique.* Et, crime plus grave que tous les autres, Lukacs prend au sérieux, trop au sérieux, la possibilité d'une coexistence pacifique. « *Lorsque Lukacs* », écrit Szigeti, « *met la coexistence au centre de la stratégie de la classe ouvrière, lui subordonnant tout, en fait, il oublie la contradiction du socialisme et du capitalisme, contradiction qui est devenue plus aiguë à la suite des attaques impérialistes au lendemain du XXe Congrès. Cette contradiction aurait justifié le renforcement des liens entre les pays socialistes. Par ces thèses, qu'il le veuille ou non, Lukacs fournit en réalité une base théorique à l'attitude du groupe d'Imre Nagy* [2]. »

En allant au fond de l'actuelle affaire Lukacs, trouvera-t-on une contradiction entre les thèses de Khrouchtchev et celles de

2. Il s'agit de la thèse d'Imre Nagy d'après laquelle le principe de non-immixtion devrait être appliqué jusque dans les rapports entre pays socialistes. D'après Szigeti, cette thèse ne tient pas compte du « surplus » (*sic*) que signifie l'internationalisme prolétarien dans les rapports entre les pays socialistes.

Souslov, ou s'agit-il seulement d'une tactique idéologique assez générale, celle de la douche écossaise? Il est en tout cas caractéristique qu'alors que dans la politique internationale les messages de paix se succèdent, l'un des penseurs communistes les plus importants de notre époque soit littéralement mis knock-out par cet argument-massue : il attache trop d'importance à la coexistence pacifique.

Nous ne saurions, dans cette brève étude, donner une appréciation même sommaire de l'activité de György Lukacs en tant que penseur et homme politique, pas plus que nous ne pourrions nous livrer à des conjectures. Surtout dans une situation telle qu'il paraîtrait plus scientifique d'augurer de l'avenir par le vol des oiseaux qu'en analysant les gestes spectaculaires et apparemment incohérents du Kremlin. Que Souslov semble passer au premier plan n'exclut pas qu'il puisse être nommé demain directeur d'une usine d'appareils orthopédiques en Transcaucasie, après avoir été déclaré « élément anti-parti ». De même, on peut découvrir brusquement qu'après tout la ligne de Lukacs se fonde sur la réalité alors que celle de son grand ennemi, Jozsef Révai, aujourd'hui de nouveau au faîte des honneurs, représente une déviation. Quoi qu'il en soit, il est aussi stupéfiant de lire, à propos de Lukacs, dans une publication communiste officielle, que le seul mérite réel du philosophe est « *d'avoir combattu certains philosophes occidentaux* ». Mais on s'empresse d'ajouter : « *On devrait critiquer plus vigoureusement et d'un point de vue plus général que jusqu'ici la ligne principale et incorrecte de son activité, ainsi que les erreurs théoriques qui en ont découlé. Il convient de les rejeter en tant que conceptions anti-marxistes et anti-léninistes* .»

Pannonicus.

Claude Roy.

SUR ANDRÉ MALRAUX

A regarder les photographies des magazines, c'est à croire qu'on nous a changé notre Malraux [1]. Autrefois, il se laissait portraiturer en Bonaparte au pont d'Arcole, en guerillero, en colonel, en penseur contracté. Le voilà maintenant en robe de chambre, la mèche barrésienne disparue, qui trône au milieu des photos de chefs-d'œuvre, étalées sur le tapis du studio comme pour une réussite géante. Dieux métamorphosés merci, il a toujours ce bel œil de fakir birman qui magnétise si efficacement. Mais de toutes les métamorphoses de nos demi-dieux, voilà la plus surprenante : le Grand Aventurier du Monde Moderne s'est transformé en Grand Tireur de Cartes. Battez, mêlez, coupez, formez quatre paquets de cartes, étalez. Attention : *la Dame d'Elche*, je vois une dame brune dont votre avenir dépend, le *Portrait de Clemenceau*, par Manet, présage d'un commencement de succès dans des entreprises, un *Masque des Nouvelles-Hébrides*, chagrins, luttes mystérieuses, dangers de graves blessures ou de mort par meurtre...

Il arrive que ce nouvel avatar de Vichnou-Malraux irrite ou indigne ceux qui l'aiment le plus. Il y a quelque temps Mauriac se demandait vivement ce que Malraux pouvait bien fabriquer, tapi derrière ses photographies Giraudon ou Roger Parry, comme la séquestrée de Poitiers derrière les chiffons de son *grand fond malempis*. Quoi, le monde est à feu et à sang, et notre Malraux se donne du matin au soir la lanterne magique

1. A propos de *La Métamorphose des Dieux* (Gallimard, éd.).

avec les chefs-d'œuvre du monde ! Il y a l'Indochine, la Corée, l'Algérie, et il regarde des images ! Cela mérite un zéro de conduite. Le petit garçon qui reste plongé dans *Tintin* ou les images du vieux Jules Verne de Hetzel pendant que les autres jouent au foot ou à la course au trésor n'est jamais très populaire. L'élève Malraux se conduit en enfant a-social. Il n'est pas dans le coup.

Peut-être. Il me semble pourtant qu'il est, qu'il reste dans *son* coup.

II

Les fabricants de manuels ne savent jamais très bien dans quel tiroir fourrer Malraux. Comme en général il n'a écrit que de ce qu'il avait vécu ou observé, on le catalogue tant bien que mal dans le rayon *Aventuriers et voyageurs, Exotisme et documentaires*, ou bien on lui fait une place sur la cheminée entre Barrès et Pierre Loti.

Tout le monde se doute vaguement que Malraux n'est pas précisément né de la dernière pluie, qu'il n'est pas un enfant trouvé de la culture, que la généalogie Nietzsche-Barrès-Spengler-Élie Faure doit aider à le situer. Mais personne ne me semble s'être aperçu que Malraux a une famille très précise, et très unie, qu'il n'est pas du tout un isolé, que ça ne mène à rien de le classer dans les romanciers réalistes ou épiques, mais que tout s'éclaire mieux si on le situe là où il a ses racines, dans la seconde génération symboliste, celle dont les quatre Cavaliers de l'Apocalypse se nomment Victor Segalen, Paul Claudel, Saint John Perse et André Malraux.

Je t'apporte l'enfant d'une nuit d'Idumée... Le XXe siècle à son aurore, pareille à Malraux lui-même, tel que le décrivit *Don du Poème* avant qu'il ne fût né, semblable à cette aube, *Noire, à l'aile saignante et pâle, déplumée*, le XXe siècle naissant nous fait don de ces quatre enfants d'une nuit de Mallarmé. Non, ce n'est pas un hasard ni une coïncidence sans signification, qui fait de ces frères d'âme les quatre magots chinois de nos Deux Magots parisiens : le Victor Segalen des fouilles de Pao San-Niang, le poète de *Stèles et Inscriptions* ; le Claudel consul de France à Hang-Keou, qui écrira *Connaissance de*

l'Est et *Petits poèmes d'après le chinois*; le Saint John Perse, secrétaire d'ambassade à Pékin, qui écrira *Anabase* dans un petit temple taoïste des environs de la ville; et Malraux enfin, qui rôde en Extrême-Orient pour en ramener *Les Conquérants*, *La Voie Royale*, *La Condition Humaine*.

L'air de famille de ces quatre Chinois est tellement évident qu'on ne sait plus, devant certains de leurs textes, en nommer l'auteur, sans se référer à la signature, comme on n'arrive pas à distinguer du premier coup d'œil ces toiles cubistes que Braque et Picasso peignaient en même temps, ou comme (Monet le racontait à Léon Werth) quarante ans après l'après-midi où Renoir et Monet travaillaient côte à côte devant le même motif d'une mare aux canards, ils étaient incapables de dire à Durand-Ruel quelle toile était de Monet et quelle de Renoir.

L'analogie n'est pas ici une question de ton, de vocabulaire, un rapport simplement *formel*. Les quatre grands du symbolisme planétaire ont en commun cette quête d'une poésie du temps, de l'espace et de l'histoire *retrouvés*, la prise à bras-le-corps de la durée et de l'étendue pour tenter d'en saisir les contrastes, la recherche passionnée de ce qui persiste et subsiste dans les variations des siècles et des continents.

Du premier essai de Malraux à son dernier roman et à *La Métamorphose des Dieux*, il est fidèle à une certaine alchimie historico-géographique qui caractérise aussi bien Segalen, Claudel ou Léger. 1921 : c'est pour Malraux le voyage aux contrées de la Ville-Farfelu qui précédera les vrais voyages. 1928 : « *Que ne vous ai-je rencontrés, sauvages imprévus qui présentiez aux navigateurs des fruits en forme de cornes sur des plateaux barbares, tandis que des coupoles apparaissaient entre les palmes. O découvertes !.... Les hommes, captivant une à une les formes et les enfermant dans des livres, ont préparé les mouvements de mon esprit.* » (*La Tentation de l'Occident.*) 1942 : « *Et, redescendant du Pamir où les chameaux perdus appellent à travers les nuages, revenant des sables du Sud où des grillons plus gros que des écrevisses, dans les buissons d'épines, dressent au passage des caravanes leurs antennes sur leurs casques de chevaliers, il atteignait quelque ville couleur d'ossuaire.* » (*Les Noyers de l'Altenbourg.*) 1957 : « *Le Roi-Lune solennellement étranglé pendant l'éclipse de l'astre, le roi Khmer peint en or porté en procession sur son piédestal de glaïeuls, l'astrologue qui*

léchiffre le ciel de Chaldée pour y suivre une lente course d'immenses lions héraldiques... » (*La Métamorphose des Dieux.*)

Mais ce composé d'écriture artiste, de symbolisme exotique, le lyrisme barbare, d'ethnographie somptueuse nous le retrouvons aussi, indiscernable souvent de ce que lui fait *rendre* Malraux, dans *Stèles*, dans l'*Anabase*, dans *Connaissance de l'Est.* Voulez-vous jouer avec moi au jeu de *Qui est-ce ?* Voici quatre citations. Attribuez-les :

1. « *Toute la terre, comme une bible d'ombre et de fraîcheur dans le déroulement des plus beaux textes de ce monde.* »

2. « *Lève ! Lève ! Vent des Royaumes, odeur des premiers âges ! — Tu ne viens pas de la Mer occidentale, vent des Royaumes, sursaut des moments disparus, voix de l'antiquité, odeur des premiers âges, sursaut des moments disparus... Quand tu souffles, vent des Royaumes, le moment crève ; l'antiquité déborde ses objets. La vie même, la très précieuse et très affairée vie s'arrête et se suspend à ton passage : on n'espère plus ; on ne désire plus : on n'existe plus, on ne peut crier sa joie : on ne peut dire son nom : mais de toute sa bouche et ses yeux on t'aspire et l'on se remplit de toi.* »

3. « *Au delà du temps, existait un monde victorieux de la douleur même, ô crépuscule balayé d'émotions primitives où tout ce qui avait été la vie glissait avec l'invincible mouvement des mondes dans un recueillement d'éternité.* »

4. « *Toutes les figures m'ont été données, non point comme des bêtes que l'on chasse et de la chair à dévorer, mais pour que je les rassemble dans mon esprit, me servant de chacune pour comprendre toutes les autres...* »

Le premier texte, avec cette *Bible d'ombre et de fraîcheur*, est très claudelien, bien entendu, mais le *déroulement des plus beaux textes de ce monde*, n'est-ce pas Malraux déroulant le cinémascope des arts et des cultures sur l'écran de son hallucination ? Le *vent des Royaumes*, n'est-ce pas de Saint John Perse dans *Vents*, et Claudel n'a-t-il point atteint dans les *Cinq grandes Odes* ce *recueillement d'éternité ?* Mais voici à n'en pas douter Malraux, le Malraux des écrits sur l'art, à qui « *toutes les figures ont été données... pour* (qu'il) *les rassemble dans son esprit* (se) *servant de chacune pour comprendre toutes les autres* ».

A n'en pas douter ?

Voici la réponse, si vous ne l'avez pas trouvée tout seul :

1 Saint John Perse
2 Victor Segalen
3 André Malraux
4 Paul Claudel

La confusion qui peut s'établir entre l'origine de ces textes vient de ce qu'ils ont une racine commune. Les quatre écrivains ne mobilisent dans leur vie et leurs écrits les vestiges de tous les continents et de toutes les cultures, ne se déplacent et marchent à travers le monde, que pour rechercher ce qui sera le *précipité* de cet immense inventaire des civilisations et des horizons, que pour mériter cet instant précaire et fugitif d'*illumination*, où tout à la fois s'abolit et s'accorde, s'organise et se sublime.

Quand Julien Benda se mettait en colère parce que la littérature moderne n'était pas, dans son fond, rationnelle ni raisonnable, il avait tout à fait raison. Quand les symbolistes de la première vague, (Mallarmé leur maître), ou de la seconde vague, cherchent les grandes métaphores illuminantes, quand Proust cherche l'extase des souvenirs confondus et superposés, quand les surréalistes cherchent le point vélique de l'esprit, ce n'est pas une évidence logique qu'ils poursuivent, mais une intuition libératrice, l'*expérience intérieure* de Georges Bataille, ce *certain regard* dont parle Valéry : « *L'homme possède un certain regard qui le fait disparaître ; lui et tout le reste, êtres, terre, et le ciel ; et qui se fixe, un temps hors du temps.* »

Je ne m'excuserai pas de parler de moi, on ne parle jamais de rien d'autre. Quand j'ai eu terminé *le Soleil sur la terre* je ne savais pas exactement ce que j'avais fait (un peu mieux ce que j'avais voulu faire). L'étude qui m'a le plus éclairé, c'est celle où Roger Grenier montrait que ce livre, qui bougeait dans toutes les directions et toutes les latitudes, aboutissait, en fin de compte, à donner le sentiment d'un *éternel présent*.

Il y a un an et demi nous étions quelques-uns, dont Michel Leiris, Jean-Jacques Mayoux, Jean Lescure, à écouter Claude Lévi-Strauss, et je me souviens du choc que nous ressentîmes quand il nous dit, doucement, qu'il est permis de rêver « *d'une*

société échappée enfin au cauchemar de l'histoire qui se souviendrait de la société actuelle comme nous nous souvenons de la société esclavagiste ».

Je reviens à Malraux : on n'en est jamais bien loin. Oui, il a toujours besoin d'être plus ou moins le capitaine ou le chantre d'une armée, d'attaquer le destin à la tête d'une foule, coolies de Canton ou de Shangaï, combattants d'Espagne ou du maquis français, Brigade internationale des statues de l'univers connu. Romancier, il ne peignait pas la variété des hommes, mais les réduisait à deux ou trois prototypes, interlocuteurs essentiels d'André Malraux. Màis, esthéticien, il ne décrit pas la diversité des œuvres : il tend à les confondre, à les rassembler, à les réduire à une seule œuvre indéfiniment recommencée, à uu éternel présent de la durée, à une tentative d'évasion, toujours la même, du cauchemar de l'histoire.

III

On peut se demander ce que Malraux allait faire au R.P.F., quand il rêvait de former une génération de *durs* (« Je lui demandai, raconte Boisdeffre, quelle formation il entendait donner aux jeunes du Rassemblement : « *Des bouquins — et du parachutage* ! ») et continuer à trouver inexplicables ses extravagances de *ligueur*, aux années chaudes de la guerre froide. Mais il n'y a pas à se demander pourquoi et comment il est devenu ce gardien de musée fiévreux qui guide les bonnes gens dans les galeries du Musée Imaginaire. Du colonel Berger au conservateur (du département des Antiques) André Malraux, il n'y a pas une rupture absolue, et le passage de l'un à l'autre est quasiment sans mystère.

La littérature française moderne est un assez beau cimetière d'éléphants. Les grands éléphants meurent blessés. Nous avons à droite Maurras, royaliste brouillé avec son roi, christianophile condamné par le Pape, Drieu la Rochelle, nazi qui méprise les nazis, l'un qui meurt en prison et l'autre qui se tue. Bernanos en guerre avec les Bien Pensants, les Mal Pensants, les Pas Pensants du Tout. Nous avons à gauche Aragon qui saigne de chaque veine et chaque vers dans le *Roman Inachevé*, Vercors dans le rôle du Chevalier à La Triste Figure, Sartre dans celui

du Chat Qui S'en Va Tout Seul, Vailland, dans le rôle de composition de Don Cesare, qui meurt *désintéressé.* J'en passe.

Dans le cimetière des éléphants, Malraux est tout à fait à sa place. Quand il se battait avec les communistes, ceux-ci le trouvaient un peu trotzkyste, Trotzky le trouvait un peu stalinien, et tout le monde un peu *original*, comme disent les gens de ceux qu'ils n'arrivent pas à coucher sur les lits de Procuste signés Lévitan : « C'est un original. » Quand il se battait contre les communistes, la droite le trouvait un peu rouge, la bourgeoisie un peu aventurier. Même aujourd'hui, il sent un peu le fagot aux sensibles odorats nordiques qui nobelisent les écrivains.

Ilya Ehrenbourg me faisait remarquer un jour que ni Hemingway, ni Malraux n'ont jamais *renié* cette part d'eux-mêmes qui les porta aux côtés des communistes. Mais il y a plus. C'est en 1953, qu'en annotant dans les marges le livre que Gaïta Picon lui consacrait, Malraux écrivait : « *En combattant avec les républicains et les communistes espagnols, nous défendions des valeurs que nous tenions (que je tiens) pour « universelles* ».

L'obsession fondamentale de Malraux, c'est la mort, le sentiment désespérant — désespéré de l'absurdité du destin, de l'incommunicabilité des êtres. Dès son premier livre, *Lune en papier* (1921) maigre fable poético-expressionniste, la reine en smoking de la Ville-Farfelu, c'est la mort. Les romans de Malraux accumulent les charniers et les agonies, les meurtres et les anéantissements. Les vivants et les survivants se cognent à la petite mort quotidienne de l'incompatibilité des êtres. « *Tous deux savaient qu'ils mentaient, et que ce mensonge était peut-être leur plus affectueuse communion.* »

Quand Malraux s'est éloigné du communisme, ou quand la réalité du stalinisme s'est éloignée de l'idée morale que Malraux se faisait, vivait, du communisme, il a été facile de « monter en épingle » les aveux des personnages de ses livres qui affirmaient davantage son nihilisme que son socialisme. Dès la *Tentation de l'Occident* (1926) : « *Il n'est pas d'idéal auquel nous puissions nous sacrifier, car de tous nous connaissons les mensonges.* » Dans son premier roman : « *Je ne tiens pas la société pour mauvaise, pour susceptible d'être améliorée ; je la tiens pour absurde... Je suis asocial comme on est athée.* »

Mais c'est après la rupture silencieuse, après le pacte germano-oviétique, en pleine guerre, que Malraux fait redire à un des ompagnons de ce père imaginaire, de ce Vincent Berger qui ui ressemble, plus qu'aucun de ses personnages, *comme un rère*, ce qui est le leitmotiv de l'admirable *Espoir : « Il y a artout un moyen décisif d'être retranché de la communauté des ommes : c'est l'humiliation, la honte. »*

Je vois bien que cette revendication de la dignité est telle-nent élémentaire, tellement *première*, qu'elle peut fonder des ttitudes incompatibles : c'est au nom de la dignité de l'homme que se bat le communiste espagnol, et c'est au nom de la lignité de son peuple que s'exaspère la flambée nationaliste lu néo-gaulliste. Quand un peuple se sent tout entier humilié t « *retranché de la communauté* », les cocoricos de Chantecler-Déroulède risquent de plaire aux oreilles de tous.

Malraux est intelligent comme d'autres sont épileptiques. l tire à l'arc des idées comme un brillant archer scythe, mais l est cependant plus totalement défini par des sentiments orts que par des idées claires.

Dans sa continuelle lutte avec l'ange de la mort et de la olitude, ce qu'on nomme l'action a pu lui être un recours, (*les actions* faudrait-il dire), mais il a toujours eu recours aussi à ce qu'il faut bien nommer les *extases*. Au delà de l'idéologue volubile, il y a chez Malraux un mystique incantatoire. C'est dans le plus « bolchevik » de ses livres, dans *le Temps du mépris* que se place la citation que je faisais tout à l'heure. Dans sa prison, le militant Kassner réalise « *qu'au delà du cachot, au delà du temps, existait un monde victorieux de la douleur même, un crépuscule où tout ce qui avait été sa vie glissait avec l'invincible mouvement des mondes dans un recueillement d'éternité* ».

On peut trouver qu'il y a du charabia et du pathos dans ce « crépuscule » que « balaient », dans « un invincible mouvement des mondes », les « émotions primitives ». Il y en a aussi dans saint Jean de la Croix et sainte Thérèse d'Avila. *Le Cantique Spirituel* n'est pas un texte d'une clarté évidente.

Malraux a eu beau taper sèchement sur les doigts de tous ceux qui choisissaient le communisme pour faire le salut de leur âme (« *Si c'est pour supprimer sa tragédie qu'un homme compte sur la révolution, il pense de travers, c'est tout* »), expliquer mille fois qu'il ne s'agissait pas d'y résoudre ses contradictions

personnelles (« *Il n'y a pas cinquante manières de combattre, il n'y en a qu'une, c'est d'être vainqueur. Ni la révolution, ni la guerre ne consistent à se plaire à soi-même* »), il n'en reste pas moins que la révolution, la guerre (et l'art) n'ont été pour lui, essentiellement, que la quête de ces instants privilégiés de communion militante ou de fraternité devant la mort, où il nous semble être à la fois arrachés au temps et invincibles contre la mort. Malraux refuse la Rédemption de la Croix, mais il poursuit passionnément ces minutes rédemptrices qui sont pour l'incroyant l'ersatz d'une extase, l'équivalent de la présence divine sensible au mystique. Ce que cherche Malraux dans l'archéologie à vingt-trois ans, dans la Révolution à trente-deux ans, dans l'historiographie des arts à cinquante ans, c'est une religion.

IV

« *Je suis en art*, dit-il un jour à Roger Stéphane, *comme on entre en religion.* »

Ceux qui entreprennent la lecture de la *Psychologie de l'Art*, des *Voix du Silence* ou de *la Métamorphose des Dieux* comme on entreprend celle d'un ouvrage d'histoire ou de critique risquent des désillusions comiques. La *Cité de Dieu* n'est pas de Thucydide, ni saint Augustin Aristote.

J'étais l'autre jour chez moi avec un jeune archéologue grec qui arrivait d'Athènes. « J'admire Malraux, disait-il, sauf quand il parle de l'art grec. » A quoi je lui répondis que j'admirais également Malraux, sauf quand il parle de la peinture chinoise. Un de nos amis qui est un des meilleurs spécialistes occidentaux de l'art byzantin survint : il admirait beaucoup Malraux, sauf quand celui-ci parlait de l'art byzantin.

Nous revivions sans y songer l'anecdote célèbre du mathématicien qui trouvait Voltaire un piètre savant, mais un bon historien, de l'historien qui le jugeait meilleur poète qu'historien, et de l'admirateur de bonne prose et d'esprit vif, qui les réconciliait tous trois. Voltaire reste Voltaire, et Malraux, Malraux.

Il y a quelques mois Georges Duthuit a repris en trois épais volumes une grande tradition du XVIIe et du XVIIIe siècles,

celle des réfutations. Son *Musée inimaginable* [1], remarquable dans ses apports positifs (notamment sur l'art byzantin), décourage le lecteur dans sa partie critique, dans l'inventaire minutieux et lassant des affirmations hasardeuses, des raccourcis esbrouffants et des erreurs de fait de Malraux. Georges Duthuit est bien plus passionnant lorsqu'il répond aux questions que nous nous posons sur Byzance ou l'Islam que quand il répond aux questions que nous ne nous posons pas sur André Malraux. Car nous savons bien que si nous voulons lire les essais synthétiques sur l'histoire de l'Art, nous avons à notre disposition de grands savants comme Worringer, Frankfort, Pope-Hennesy, Bianchi-Bandinelli, Warburg, Blunt de Mahon, pour n'en citer que quelques-uns au hasard, mais que nous lisons *les Voix du Silence* et les admirons comme un roman de Malraux, un roman dont le héros, au lieu de s'appeler Tchen, Kyo, Alvear ou Manuel, s'appelle Rembrandt, Sumer, Goya ou Ajanta. Georges Duthuit, dans l'élan de son zèle, fait un peu penser à ce grave historien du XIXe siècle qui a consacré trois volumes (un par mousquetaire) à démontrer que *les Trois Mousquetaires* manquent de sérieux historique : nous le savions déjà. Il est aussi vain d'entreprendre la lecture des écrits sur l'art de Malraux pour s'instruire sur l'histoire des civilisations, que de chercher dans l'*Anabase* de Saint John Perse des données précises sur les civilisations anciennes de la Mésopotamie. On admire *les Trois Mousquetaires*, *Anabase* ou *la Métamorphose des Dieux* pour d'autres raisons que des raisons scientifiques. On ne lit pas *Greco ou le secret de Tolède* pour s'informer sur le peintre, mais pour s'instruire sur Barrès.

Ce n'est pas que Malraux n'apporte constamment des vues neuves, intelligentes, souvent profondes. Mais l'essentiel n'est pas dans ses analyses, il est dans sa tentative de synthèse, dans l'esprit *religieux* qui anime l'entreprise. *Les Voix du Silence* et la *Métamorphose des Dieux* s'inscrivent à la suite de ces grands livres du romantisme qui sont à la fois fumeux et fameux, pleins de sens et insensés, regorgeant de beautés et de fatras, l'*Introduction à la philosophie de l'histoire* et le messianique *Ashaverus*, d'Edgar Quinet, *l'Introduction à l'Histoire Universelle* et *le Prêtre*, de Michelet. On ne lit plus guère sans doute

1. A propos de la *Métamorphorse des Dieux* (Gallimard).

Edgar Quinet, ni ce Michelet-là, mais on peut lire encore le *William Shakespeare* de Hugo. On y trouve, en Barbe et en Verbe, l'Ancêtre même du Malraux de 1957 : « *L'art suprême est la région des Égaux. L'esprit humain a une cime. Cette cime est l'idéal. Dieu y descend, l'homme y monte.* » Hugo et Malraux sont les haltérophiles jamais essoufflés de la culture universelle, maniant les génies comme d'autres les poids, jonglant avec les siècles et les chefs-d'œuvre, crachant des antithèses comme la foudre ses éclairs et des énumérations comme l'ouragan ses litanies liquides. Les spécialistes froncent le sourcil, et le lecteur ordinaire perd pied, souffle et sens, mais les deux athlètes complets demeurent imperturbables, et poursuivent sous les acclamations stupéfiées de l'auditoire leur démonstration d'arraché-levé-reposé. Avec qui voulez-vous lutter ? Avec l'Histoire, avec les Siècles. Avec l'Ange.

V

Il semble que ce soit simultanément que Malraux ait écrit le dernier (jusqu'à ce jour) de ses romans et la première version des *Voix du Silence*, la *Psychologie de l'Art*.

Les Noyers de l'Altenburg est constitué par le plus beau (peut-être) de ces dialogues de Malraux qui constituent le plus émouvant numéro de ventriloquie de la littérature contemporaine. Le colloque central du livre est une méditation sur ce qui apparaît à Malraux comme l'échec de sa tentative « religio-politique » des années 30. « *Nous savons maintenant*, écrira-t-il en 1948, *que nos paix sont aussi vulnérables que les précédentes, que la démocratie porte en elle le capitalisme et les polices totalitaires, que science et progrès impliquent les bombes atomiques, que la raison ne rend pas compte de l'homme.* » C'est pourtant à la raison que Malraux assigne la tâche de fonder, s'il est possible, un humanisme véritable.

Le jeune Malraux affirmait dans *les Conquérants* : « *En profondeur toute civilisation est impénétrable pour les autres.* » Il cherche à dépasser ce constat d'échec. Il mobilise à son secours toutes les ressources de l'ethnographie, de l'histoire, de l'archéologie. Qu'est-ce qui est universel dans l'homme ? Au niveau le plus élémentaire : l'homme naît, mange, boit,

fait l'amour, meurt. Ce qui fait le plus ressembler les hommes aux hommes, c'est peut-être aussi ce qui en eux est le moins significatif. Malraux voudrait aller au delà de cette reconnaissance d'une complicité fondamentale dont il se contentait pourtant dans un discours à l'A.E.A.R. de 1936 : « *J'accepte volontiers pour ma part de voir renaître en tous les hommes la communion dans le domaine fondamental des émotions humaines.* » Mais en 1941 il écrit : les hommes « *n'ont guère en commun que de dormir quand ils dorment sans rêves, — et d'être morts* ».

Cependant, depuis un quart de siècle, l'ethnographe, précisément, est passé des notions de *mentalité prélogique*, de tous les systèmes qui posaient au départ l'impénétrabilité des civilisations et des individus, à la reconnaissance (et à la tentative de connaissance) de caractères universels. Les cahiers de Lévy-Bruhl démentent à la fin de sa vie l'œuvre de la première partie de sa carrière. L'ethnographe croit possible, selon les termes mêmes de Claude Lévi-Strauss, de « *dégager, dans les coutumes, les croyances et les institutions, ce précipité souvent infinitésimal mais qui recèle en lui la signification* » de l'homme.

Mais la recherche ethnographique est œuvre de patience et d'humilité. Pour citer encore le plus grand de ses représentants français : « *Chiffonnière des sciences humaines dès l'origine, l'ethnographie croit aujourd'hui avoir trouvé dans le lamentable rebut recueilli à la porte des autres disciplines, les maîtresses clefs du mystère humain.* » Malraux ne se sent pas à l'aise avec les chiffonniers, mais plutôt avec les aviateurs. Crochet pour crochet, il préfère celui du bec de l'aigle. L'ethnographe chemine à ras de terre, s'égare dans les recherches ingrates et les enquêtes laborieuses, suppute les pistes et se perd dans les détours, attentif aux indices conjecturaux et aux données mathématiques. L'ethnographe fonde une science, quand Malraux se rêve fondateur d'une religion. C'est tout de suite, *hic et nunc*, qu'il lui faut pouvoir dire à la Mort : « *Où donc est ta victoire ?* » Il ne s'agit pas de persuader l'homme de fournir peu à peu les pièces d'identité de son destin, il faut arracher tout de suite à Jéhovah les tables de la Loi qu'il serrait dans ses mains. Prométhée allume sa soixantième cigarette, et dans la fumée bleue prophétise, déroulant les hymnes de la nouvelle divinité : « *Salut, solitude de la création, qui fait partie du rachat des Empires ! Salut, naissance arrachée à la douceur humaine*

qui pourrira sous la terre! » Le grand opéra pascalien des musées et des nécropoles universelles jette les premières notes de son ouverture. Malraux éclaircit sa gorge, davantage que son génie. Il va trôner désormais dans le Sinaï de Boulogne-sur-Seine, Dalaï-Lama de la muséographie.

VI

On peut facilement retrouver dans le Coran de Malraux, comme dans celui de Mahomet on retrouve la Bible, ce que lui lèguent Hegel, Nietzsche, Spengler et Élie Faure. Pour Malraux comme pour Hegel l'art est un besoin fondamental de l'esprit, l'acte par lequel l'homme « *marque du sceau de son intériorité les choses extérieures* ». Malraux reprend constamment le procès intenté par Nietzsche à la notion de beau idéal : « *Rien n'est plus conditionnel*, dit Nietzsche, *disons plus* restreint, *que notre sens du beau.* » (L'art grand) « *c'est la description de l'immuable, de ce qui repose par soi-même, loin de tout charme particulier* ». Et encore : « *L'instinct le plus profond de l'artiste va-t-il à l'art, ou bien n'est-ce pas plutôt au sens de l'art, à un désir de vie ?* »

Quand Malraux cherchait à définir les sources du désir d'action de Vincent Berger, il y inscrivait « *l'appel de l'histoire, le désir fanatique de laisser sur la terre une cicatrice* ». Dans les *Voix du Silence*, avec leur vocabulaire esthético-militaire : *conquête, arrachement, asservissement, domination, volonté, soumission, contrainte* et les termes biologico-religieux : *résurrection, métamorphose, éternel*, Malraux retrouve tout naturellement sous sa plume les formules qui expliquaient l'action politique de Vincent Berger : « *Les grands styles, dont l'évolution et les métamorphoses semblent les longues cicatrices du passage de la fatalité sur la terre...* »

Ces *cicatrices* qui témoignent de l'éphémère éternité que peut atteindre l'homme, de la mortelle immortalité qu'il arrache au temps, ce qui *fascine* Malraux (encore un de ses mots sacrés), c'est ce qu'elles ont de *commun*. C'est cela qu'il cherche à dégager, par une opération magique, une sorte de mise en transe, d'ivresse pythique. « *Dans la prison dont parle Pascal,*

les hommes sont parvenus à tirer d'eux-mêmes une réponse qui envahit, si j'ose dire, d'éternité. »

Aussi, toujours en quête de ces instants ineffables où nous voilà « *envahis d'éternité* », s'explique-t-on, jusqu'à la *Métamorphose des Dieux*, l'indifférence méprisante de Malraux pour l'histoire et la chronologie. Il procède par énumérations qui rassemblent dans l'électricité de l'incantation, les œuvres et les créateurs les plus éloignés, en apparence, dans le temps et l'espace.

Il est vrai que jusqu'à présent le bilan de la plupart des sociologies et des explications historiques de l'art semble pencher plutôt du côté du déficit. Nous sommes loin de la superbe de Victor Cousin qui affirmait : « *Oui, messieurs, donnez-moi la carte d'un pays, sa configuration, son climat... et je me charge de vous dire à priori quel sera l'homme de ce pays* ». Loin aussi de la plus prudente confiance de Taine : « *Si ces forces* (*race, milieu, moment*) *pouvaient être mesurées et chiffrées, on en déduirait comme d'une formule les propriétés de la civilisation future.* » Plus loin encore de la naïveté de Letourneau qui déclarait : « *Il existe un rapport nécessaire entre la constitution politique d'un peuple et sa littérature.* » Les marxistes les plus médiocres qui s'adonnent encore à la théorie du *reflet*, sont amenés eux-mêmes à retirer d'une ligne ce qu'ils accordent de l'autre : « *Dans une société divisée en classes*, écrit Jean Fréville, *la littérature et l'art reflètent* d'une manière plus ou moins directe *les idées politiques, morales, esthétiques d'une classe déterminée.* » Toute la question précisément est là : *d'une manière plus ou moins directe.* Et Jean Fréville en vient à rejoindre le plus vague de Malraux en concluant, finalement, que la pérennité des chefs-d'œuvre traduit « *l'aspiration de l'homme à se dépasser* ». Merci du renseignement.

Il y a plus de modestie dans Plekhanov qui constate que la sociologie, même marxiste, est semblable à la balistique. « *La balistique peut définir exactement la trajectoire de tout obus, elle n'est pas en mesure de dire pourquoi tel éclat d'obus est venu tomber ici et non ailleurs.* » On pourrait ajouter, si on a le goût des métaphores moins guerrières, que la zoologie peut nous expliquer comment les oiseaux volent, mais est incapable de

nous dire pourquoi tel chardonneret ou tel aigle font tel ou tel chemin dans le ciel.

De surcroît, le monde et la société *produisent* souvent l'œuvre d'art comme le fronton *produit* la pelote basque. La société est cinq fois sur dix cela *contre quoi* l'œuvre s'accomplit.

Mais l'indifférence de Malraux au courant de l'histoire, basée sur le seul intérêt pour les rochers qui émergent du torrent, est moins le signe d'une précaution de la pensée que le témoignage d'une ferveur religieuse : sa religion de l'art balaye les annales, les livres historiques, les genèses et les chroniques, le livre de Josué, des Juges, des Rois ou des Maccabées. Elle se fonde totalement sur la Révélation, sur une intuition mystique.

En réalité, ce qui fait la beauté, comme la fragilité, du système lyrique de Malraux, c'est qu'il ne continue pas les grandes tentatives de synthèse didactique d'un Vico, d'un Hegel, d'un Taine, d'un Nietzsche même. Si ce Jésus-Christ a un saint Jean-Baptiste, il est plus inattendu.

VII

Il était une fois un écrivain qui pensait que Dieu était mort, « *vieux et méchant plumage* », mais qui transférait l'esprit d'immortalité et de rédemption du domaine de la théologie à celui de l'art. La création artistique était pour lui, selon l'expression d'un de ses disciples, le moyen de « *faire passer la réalité du temps à l'éternité* ». Entouré de ses douze disciples, ce maître, en qui selon un de ses exégètes « *la coexistence de la croyance au néant et à la beauté ne pouvait être que heurtée et douloureuse* » professait que, grâce à Lui, l'homme posséderait « *au-dessus d'autre bien, l'élément de félicité, une doctrine en même temps qu'une contrée* ».

Et, de même que Malraux cherche dans l'art moderne, « *parent de tous les styles sacrés* » le sens « *d'une religion qui s'ignore* », définit les grands styles de l'histoire comme « *des liens qui permettent à l'homme de n'être plus un accident de l'univers* », retrouve en chacun d'eux « *l'identité éternelle de l'homme avec lui-même* », de même le Maître qui l'annonce enseignait qu'il n'est en réalité qu'un seul livre : « *Je dirai :*

Livre, persuadé qu'au fond, il n'y en a qu'un, tenté à son insu ar quiconque a écrit, même les génies. L'explication orphique de terre, qui est le seul devoir du poète. » Tel Malraux, voltigeant omme l'abeille enfiévrée de statue en statue sans s'arrêter en décrire aucune (parce qu'il est peut-être persuadé comme chopenhauer que « *les objets réels ne sont presque toujours ue des exemplaires très défectueux de l'idée qui s'y manifeste* »), maître pouvait dire : « *Je tisse aux points de rencontre de erveilleuses dentelles* » car : « *Tous les livres contiennent fusion de quelques redites comptées..., la différence d'un ouvrage l'autre offrant autant de leçons proposées dans un immense oncours pour le texte véridique.* »

Ce fondateur d'une religion qui est à celle de Malraux ce ue les Esséniens furent aux premiers chrétiens, on l'a reconnu : 'est Stéphane Mallarmé.

VIII

L'idée, ou le pressentiment, que l'art puisse être analogue u proche de la religion n'est pas neuve. Le romantisme alleand, Gœthe, l'ont développée. On la retrouve dans tout un ourant de pensée moderne, occidental ou oriental. Dans son ssai *The transformation of Nature in Art*, le grand historien e l'art indien Annado K. Coomaraswamy comparait l'art du Ioyen Age occidental et celui de l'Inde, pour conclure que *l'art est religion et la religion art, non comme deux entités pparentées, mais comme une seule et unique* ». Mais Malraux i donne un accent personnel. C'est pour lui une nécessité agique, une passion convulsive. Il est curieux de constater ue c'est l'écrivain qui possède une foi religieuse assurée, aul Claudel (dans *L'Œil Écoute*) qui semble tirer de la contemlation des œuvres d'art cet apaisement et cette sérénité que Ialraux poursuit vainement. Claudel *s'installe* devant les ableaux, les monuments et les objets. Il les dévore et les astique, les digère et les assimile. Malraux n'a pas cette atience heureuse. Il procède par bonds, par surimpressions, autant d'une référence à une autre. Dans ses écrits sur l'art n compterait sur les dix doigts des mains les instants de ontemplation, les haltes devant une œuvre, l'accalmie de ce

« *long regard sur le calme des dieux* » dont parlait Valéry. Il est vrai que la formule du livre illustré, dont les reproductions ont été choisies par l'auteur, font partie de l'œuvre, s'y incorporent étroitement, rend dans une certaine mesure inutile ce qui enchante par contre Claudel, la *description*. Mais je ne crois pas que cela explique complètement cette *impatience* de Malraux, qui précipite le pas jusqu'à en faire une course, et laisse seulement s'entrechoquer les œuvres sans jamais se perdre un instant en elles. Car, ce qui l'obsède, ce ne sont pas tant les œuvres, que leur rapport, ce n'est pas tant telle ou telle statue que leur superposition sur un écran imaginaire, ce n'est pas le silence des chefs-d'œuvre, mais leur résonances quand ils se heurtent.

On peut juger téméraire ou confus le postulat de départ de l'entreprise de Malraux; on peut lui faire de nombreuses critiques de détail. Il me semble que le paradoxe essentiel qui place en porte à faux ce grand discours toujours saccadé, souvent superbe, parfois déchirant, fréquemment obscur, c'est que jamais Malraux ne parvient à nous communiquer ce *sentiment* à la poursuite duquel il chevauche à travers les millénaires et les continents : le sentiment que les grandes œuvres d'art font atteindre la plénitude et la joie, nous réconcilient, ne fût-ce qu'un instant, avec nous-même et avec l'univers, et sont le témoignage d'une victoire, de ce que Nietzsche nommait « *la joie que l'homme cause à l'homme* ».

Claude Roy

PROPOS DIALECTIQUES :

MORALE ET DROIT NATUREL

« Un livre impressionnant, un grand livre », écrit M. Marchal en ɔmmençant sa préface à l'ouvrage du R. P. Bigo, *Marxisme Humanisme*[1]. Un grand livre? le terme nous semble un peu xagéré. Il s'agit cependant d'un livre sérieux et plein de bonne olonté, qui s'insère dans la série d'ouvrages écrits par des Pères ésuites sur le marxisme, et qui, comme nous l'avons déjà mentionné :i[2], essaient de prendre une attitude de neutralité entre le capialisme et le socialisme.

Partant d'une position qu'on pourrait *globalement* qualifier de homiste, le R. P. Bigo découvre tout d'abord que le marxisme, ontrairement à certaines interprétations courantes, implique une rise de position *humaniste* qui lui semble, sur certains points, roche de la sienne. C'est pourquoi il s'attache, dans la prenière partie de son ouvrage, à montrer que la plupart des écononistes qui ont parlé de marxisme sont passés à côté de son contenu *ssentiel*, en n'y voyant qu'une théorie économique — ce que, l'après le R. P. Bigo, il ne serait pas, — et non une attitude umaniste existentielle, qui le place d'emblée sur un tout autre lan que celui de la théorie économique positive.

Après avoir ainsi longuement analysé sur cent soixante pages a pensée économique de Karl Marx, mettant en lumière ce qui lui araît positif, à savoir l'attitude existentielle, humaniste et morale et cela non sans y ajouter bien entendu de nombreuses critiques le détail), le R. P. Bigo pose, dans la seconde partie de son livre, e problème de la signification historique du marxisme, et de sa valeur en tant que réponse aux problèmes économiques et mentaux, que pose l'interprétation de la pensée marxienne.

1. Pierre Bigo : *Marxisme et Humanisme*, introduction à l'œuvre économique de Karl Marx (P.U.F., 1954).
2. Voir *Les Temps Modernes*, nº 137-138, de juillet-août 1957.

L'originalité du livre (encore ne saurait-on parler d'originalité que par rapport aux travaux d'un certain nombre d'économistes), réside dans la mise en lumière du caractère *humaniste* de la pensée économique de Karl Marx et plus précisément de la théorie marxienne de la valeur et aussi dans la confrontation de cette pensée avec les positions propres du R. P. Bigo. Or, sur ce dernier point, il nous semble que l'ouvrage est dominé d'un bout à l'autre par un malentendu fondamental : *l'identification d'une perspective dialectique à une perspective thomiste*, malentendu qui explique le malaise qu'on éprouve à la lecture d'un livre dans lequel les remarques justes et parfaitement valables et les analyses insoutenables se rencontrent côte à côte, non seulement dans le même chapitre ou dans le même paragraphe mais souvent aussi dans la même page et parfois le même alinéa.

C'est qu'en effet, si l'auteur a raison de souligner le caractère humaniste de l'analyse et de la critique marxienne des différentes catégories économiques (valeur, capital, argent, etc.), ainsi que la différence méthodologique fondamentale qui sépare cette analyse de celles qui inspirent la plupart des ouvrages économiques, il se méprend par contre de manière radicale lorsqu'il développe ce qu'il pense être le *contenu* même de la pensée marxiste et lorsqu'il essaie d'analyser *la nature* des différences qui séparent la pensée économique de Marx de l'économie politique habituelle. En réalité, là où il y a *trois* positions philosophiques et scientifiques, à savoir :

a) L'économie, positiviste ou déductive,

b) La position thomiste, fondée sur une théorie morale et sur l'idée du droit naturel, et

c) la position dialectique de Karl Marx,

Le R. P. Bigo n'en voit que *deux*, confondant la seconde et la troisième, ce qui l'amène à penser qu'il développe une critique *immanente* du marxisme, alors qu'en réalité il ne fait que juger un marxisme plus ou moins imaginaire en fonction des critères d'une pensée moralisante tout à fait étrangère à la perspective dialectique.

Pour illustrer ce que nous venons de dire, nous serons obligé d'exposer de façon *schématique* et tout à fait générale les théories marxistes de la valeur et du fétichisme de la marchandise.

On peut exposer la théorie marxiste de la valeur de deux manières différentes. L'une — employée par Marx lui-même —

caractère plus philosophique, l'autre qui nous paraît plus accesble aux habitudes de lecteurs peu familiarisés avec la pensée alectique. Il va de soi qu'il n'y a aucune différence de contenu ıtre ces deux manières d'exposition. Nous commençons par la conde.

Le phénomène de base de la société capitaliste est de toute évience la production et l'échange de marchandises.

Aussi, l'échange d'une quantité donnée de telle ou telle marhandise contre une autre quantité, donnée elle aussi, de telle ıtre marchandise, ou, — si l'on veut aborder d'emblée l'aspect omplexe du phénomène — contre telle somme d'argent, constitueil un des premiers problèmes qui se posent aux penseurs voulant omprendre le mécanisme de la vie économique. C'est le problème es facteurs qui déterminent le niveau des prix.

L'expérience quotidienne indique d'emblée un premier élément e la répònse : le prix des marchandises dépend en premier lieu u rapport entre l'offre et la demande, et aussi de la valeur de la ıonnaie. Seulement les facteurs qui agissent, soit sur l'offre, soit ur la demande, sont extrêmement nombreux et de plus, ils ont our effet, non pas d'établir un niveau donné de prix, mais seuleıent de faire *augmenter* ou *baisser* ceux-ci par rapport à un niveau ntérieurement donné.

Pour l'homme de science, qui veut employer une méthode posiive, le problème est alors d'éliminer provisoirement l'action de ous ces facteurs pour pouvoir étudier le phénomène dans son tat le plus simple et de réintroduire par la suite les facteurs élininés, pour approcher ainsi progressivement la réalité empirique qu'il se propose d'étudier. Il va de soi (nous ne pouvons insister ci) qu il faut aussi, pour les mêmes raisons, éliminer au début le cette étude le problème des variations du cours de la monnaie.

Tout ceci n'est rien d'autre que la *méthode expérimentale* employée quotidiennement dans leurs laboratoires par le physicien, le chimiste ou le biologiste, avec cette seule différence cependant que l économiste ne pouvant faire des expériences *réelles*, est obligé de recourir à l'*expérience mentale*, c'est-à-dire à la *schématisation*. Le problème prend alors la forme suivante : Qu'est-ce qui déterminerait la proportion dans laquelle s'échangeraient entre elles les différentes marchandises, dans une société où on aurait éliminé provisoirement tous les facteurs agissant sur l'offre et la demande,

sauf *l'existence même d'un marché et d'une production de marchandises*[3].

Il est évident que dans une pareille société schématique — pas plus que dans la société empirique réelle —, les prix ne seraient pas rigoureusement stables. Ils oscilleraient cependant, autour d'un niveau que nous pouvons désigner comme étant celui de *l'équilibre entre l'offre et la demande.*

Or, en admettant un *comportement rationnel des producteurs*, ce qui est effectivement le cas pour l'énorme majorité des individus dans une économie marchande, les prix des marchandises oscilleraient autour d'un niveau qui *les rendrait proportionnels au temps moyen de travail nécessaire à leur reproduction*, et cela tout simplement parce que, ayant éliminé d'avance dans notre hypothèse tous les autres facteurs susceptibles d'agir sur l'offre et la demande, dès que le prix d'une marchandise atteindrait un niveau assurant à ses producteurs une rétribution supérieure à celle des producteurs d'autres marchandises, le passage de ces derniers des professions moins bien rétribuées vers la profession mieux rétribuée provoquerait une baisse du prix de cette marchandise et ramènerait l'équilibre au point initial. (En réalité le mouvement continuerait jusqu'à un niveau trop bas du prix de la marchandise anciennement favorisée, engendrant ainsi le mouvement contraire, et aboutissant à une oscillation permanente autour du point d'équilibre).

On pourrait cependant nous demander pourquoi, diminuant tous les autres facteurs qui agissent sur l'offre et la demande, nous avons gardé uniquement la rétribution des producteurs par la vente des marchandises. La réponse est simple : c'est le seul facteur agissant sur l'offre et la demande qui soit lié à *l'existence même* des marchandises et de la production pour le marché.

Une hypothèse qui l'éliminerait supprimerait implicitement les concepts mêmes de valeur, prix, etc., et avec eux le problème même dont nous étions partis.

Ajoutons — pour éviter tout malentendu — que si la *valeur*

3. Précisons qu'une telle société — purement hypothétique, cela va de soi — supposerait entre autres : *a*) des producteurs possédant leurs propres moyens de production ; *b*) une qualification égale des producteurs ; *c*) une valeur égale des moyens de production ; *d*) la possibilité d'augmenter ou de diminuer sans difficulté la production de chaque espèce de marchandises ; *e*) la possibilité de passage sans difficulté des producteurs d'une profession à l'autre.

s marchandises est déterminée selon Marx par le travail moyen cialement nécessaire à leur production, *le prix* par contre ne ncide, dans une société capitaliste, qu'*exceptionnellement* et obablement *jamais*, avec la valeur, et cela parce que l'existence me de capitalistes et d'ouvriers salariés est un facteur qui agit r l'offre et la demande, en écartant le prix de la valeur. arx a étudié cette action dans le tome III du *Capital*). Néanoins, le concept de *valeur* reste indispensable pour toute étude éorique des *prix*, ces derniers étant le résultat de l'action des mbreux facteurs qui agissent sur l'offre et la demande, en *pprochant* ou en *écartant* leur niveau du point d'équilibre idéal ns lequel la proportion mutuelle des marchandises échangées : déterminée par le travail moyen nécessaire à leur production qui est *la valeur*. *Méthodologiquement*, il s'agit de l'application ce point précis, du problème général qui domine les sciences maines dans leur ensemble, celui des *rapports entre l'essence et pparence*.

Il reste que Marx, pour dire d'ailleurs exactement la même ose, expose cette théorie de la valeur d'une manière différente, i, pour être sans doute meilleure et plus précise, suppose cepennt un minimum de familiarité avec la pensée dialectique lequel malheureusement fait défaut à la plupart de ses critiques.

Partant, en effet, du phénomène élémentaire et partiel de change entre deux marchandises, Marx insiste sur le fait que dans une société marchande, comme dans toute autre organition économique, la raison *dernière* de l'activité productrice ste l'acquisition d'un certain nombre de biens, désirés à cause de ır *valeur d'usage*, ce fait perd néanmoins progressivement son portance et surtout disparaît en tant que *mobile conscient* de vie psychique des individus.

Lorsque la division du travail social prend la forme de la producon pour le marché, les biens de consommation ne peuvent plus re acquis qu'à travers l'échange, lequel suppose précisément une *uivalence*, c'est-à-dire le fait qu'en dehors de leur *valeur d'usage caractère en partie naturel*, et par définition *différente* (cette différnce étant la raison même de l'échange), les marchandises ntiennent aussi un élément *commun*, qui les rend équivalentes : *valeur d'échange spécifique à l'ordre économique fondé sur le arché et ayant comme telle un caractère éminemment et exclusivement cial*. Or, le seul élément commun à toutes les marchandises (si

nous faisons abstraction de ce qui les différencie et qui est par cela même du domaine de la valeur d'usage) réside précisément dans le fait qu'elles sont des produits du travail[4]. C'est pourquoi, si l'on fait abstraction de tous les autres facteurs qui agissent sur l'offre et la demande en faisant monter ou baisser les prix, si l'on prend l'échange à l'état pur, il apparaît comme la manifestation phénoménale du fait que toutes les marchandises sont les produits d'un certain nombre d'unités de temps moyen de travail abstrait socialement nécessaire à leur production. (Le travail concret, c'est-à-dire le travail en tant qu'il est divers dans les différentes branches de production, étant précisément lié à la valeur d'usage et non pas à la valeur d'échange.)

Nous avons dit que la manière marxienne d'exposer le problème nous paraît plus précise et plus claire que celle par laquelle nous avons commencé. C'est entre autres raisons parce qu'elle ouvre d'emblée l'accès à la compréhension des deux phénomènes fondamentaux qui caractérisent toute production pour le marché :

a) Le fait que le phénomène en apparence partiel et limité de l'échange entre deux marchandises se substitue dans la société marchande à la plupart des autres formes de liens sociaux, les remplaçant dans la sphère de la vie économique et les rendant subordonnés et accessoires dans tous les autres domaines de la vie sociale.

b) Le fait que, dans la mesure même où la relation sociale fondamentale, l'échange, se caractérise par la disparition de la conscience des hommes du caractère concret de leurs liens avec les autres hommes, et aussi de tout ce qui fait le caractère concret des biens (leur valeur d'usage), pour se concentrer uniquement sur la relation purement quantitative et abstraite de la valeur d'échange, les relations humaines (existentielles, « morales », etc., selon le langage du R. P. Bigo), perdent progressivement toute réalité manifeste pour être remplacées par des relations abstraites entre les choses; on en arrive, dans la vie économique surtout, mais aussi dans les autres domaines de la vie sociale, à prendre cette vie fantomatique des choses pour la réalité fonda-

4. Il y a bien entendu aussi dans la réalité des biens qui se vendent sur le marché sans être des produits du travail, par exemple une terre vierge. Ce ne sont cependant qu'un certain nombre limité d'exceptions, dont l'usage, une fois la production pour le marché devenue la forme générale de la vie économique, s'assimile aux formes sociales existantes.

ıentale et authentique. Cela se manifeste jusque dans le langage, ù on trouve des expressions qui, prises à la lettre, sont, totaleıent absurdes : « le revenu de la terre », « le revenu du capital », l'acier monte », « le cuivre baisse », « l'entreprise marche bien », etc.

Il va de soi que les choses n'ont pas et ne produisent pas de evenu. Le « revenu de la terre » désigne une relation sociale, fait qu'un groupe de gens — une classe — obtient un certain evenu parce que les individus qui le composent sont propriéaires de la terre : « le cuivre monte » indique l'existence d'un nsemble de relations sociales complexes dans lequel le cuivre 'a aucun rôle actif, et qui aboutissent au fait que les gens qui eulent se procurer du cuivre sont obligés de donner en échange produit d'un plus grand nombre d'heures de travail, fourni ien entendu non par eux-mêmes, mais par d'autres, etc...

Comme l'a dit Marx dans *Le Capital*, on arrive ainsi à un aspect ıanifeste des réactions économiques et sociales, merveilleusement aractérisé par l'expression d'un personnage shakespearien : Être un homme bien fait est le résultat des circonstances, mais avoir lire et écrire, cela nous vient de la nature. »

Il s'agit là du phénomène de la *réification* que Marx analyse ans la vie économique et dont d'autres penseurs marxistes ou ıfluencés par le marxisme (surtout Max Weber et Georg Lukacs), nt montré les répercussions profondes sur l'ensemble de la vie olitique, sociale et culturelle [5].

Nous n'avons malheureusement pas la possibilité d'insister ici ur l'analyse de ce phénomène, qui occupe une très grande place ans la littérature marxiste. Ce qui nous intéresse, c'est la position néthodologique du R. P. Bigo, qui, nous l'avons déjà dit, nous araît aboutir à un malentendu fondamental.

Le R. P. Bigo a vu à juste titre que la conception marxiste des atégories économiques diffère sur de nombreux points, des concepions courantes en économie politique. On peut exprimer l'essentiel le ces différences en disant que, pour Marx, toutes ces catégories nt un caractère *historique*, qu'elles n'existent que *dans certaines tructures sociales* caractérisées par la *production pour le marché*, le sorte que le penseur doit dégager, lorsqu'il analyse l'économie apitaliste, à la fois leur fonctionnement à l'intérieur de cette

5. Les travaux récents d'un psychiatre contemporain, le docteur oseph Gabel, semblent avoir montré l'importance du concept de réifiation, dans la psycho-pathologie des états schizoïdes.

structure, leur devenir à partir de structures sociales antérieures où elles n'existaient pas, et les tendances immanentes de la vie économique qui, selon Marx, mènent à leur dépassement et à leur disparition. C'est pourquoi Marx, et tout penseur marxiste après lui, doit montrer à la fois le caractère humain et social — la continuité historique — qui se cache derrière la réification impliquée dans *toute catégorie économique*, et le caractère nécessaire, et même, dans certaines conditions historiques, progressif et humainement positif de la réification. (Il ne faut pas oublier son rôle dans le développement du rationalisme, et par là même de la physique mécaniste, des idées de légalité et de liberté individuelle, etc...).

De très nombreux passages de l'ouvrage du R. P. Bigo soulignent à juste titre ce caractère humaniste et historique de la pensée économique de Karl Marx : « L'économie politique marxiste est l'analyse existentielle d'un donné économique historique par la méthode dialectique... Elle n'étudie pas le capital dans ses aspects extérieurs, mais la relation interhumaine spécifique que constitue une situation capitaliste... Son objet n'est pas l'homme en soi. C'est l'homme situé, l'homme engagé dans une situation économique... Elle dégage des lois, qui sont en même temps des explications et des tendances ». (Pages 34/35). Et nous pourrions continuer à citer longuement un grand nombre de pareilles affirmations parfaitement valables. Malheureusement, sur le même sujet et aux mêmes endroits, nous trouvons aussi un nombre équivalent de passages qui nous paraissent totalement erronés et qui parfois, rarement il est vrai, contredisent même les premiers. C'est ainsi, par exemple, qu'à côté du passage cité plus haut, dans lequel le R. P. Bigo nous dit que « l'économie marxiste dégage des lois qui sont en même temps des *explications* et des tendances », il écrit aussi que « les lois qu'elle dégage... sont « la loi des phénomènes », mais en un sens très particulier : non pas la loi qui les explique, mais la loi qui les condamne (p. 23) ».

Il nous paraît évident que sur ce point le R. P. Bigo hésite et se contredit.

Il est sans doute vrai que les lois économiques dégagées par Marx condamnent dans l'ensemble le capitalisme (bien qu'elles le défendent aussi dans certaines conditions historiques). Il reste néanmoins qu'il faut se décider si elles sont ou ne sont pas des lois *explicatives*.

D'autres passages, qui, sans être contradictoires, nous paraissent ontestables du point de vue de l'interprétation historique de la ›ensée de Marx (et cela indépendamment du fait qu'on accepte ›u qu'on refuse cette pensée), se rencontrent à chaque page.

C'est ainsi que nous apprenons par exemple (p. 56) : « que ce ı'est pas le fait que le travail soit la source de la valeur qui fait 'objet de sa découverte (ce qui est exact, cette loi ayant déjà été lécouverte par les économistes classiques. L. G.), car il n'y a là ¡u'une loi éternelle », (ce qui, lorsqu'il s'agit d'interpréter la ›ensée de Marx, est entièrement faux, celui-ci ayant précisément ›onçu les catégories économiques comme telles, et notamment la ›aleur d'échange comme spécifiques aux économies basées sur la ›roduction pour le marché, et à certaines formes intermédiaires. ›. G.[6]).

Ailleurs, nous trouvons cette affirmation pour le moins étonıante : « Dans une société communiste, la loi de la valeurravail se vérifiera avec une perfection qu'on ne trouve pas encore lans la société capitaliste. » (P. 60).

Enfin, pour ne pas prolonger indéfiniment l'énumération de ›itations de ce genre, mentionnons seulement que dans un chapitre ntitulé : « En quel sens Marx est un économiste », nous apprenons ¡ue : « « Une théorie marxiste de la valeur est donc nettement ıne théorie normative... si l'on prend le mot science dans son ıcception moderne, comme recherche objective des lois qui se légagent des faits empiriques par l'observation, et qui retrouvent 'ordre caché des phénomènes, afin de les modifier, l'économie ›olitique marxiste n'est pas une science » (!!) ou bien « L'éconiomie politique marxiste n'est pas une physique (ce qui est exact, ›. G.). C'est une métaphysique. Elle est science dans la mesure nême où une métaphysique est une science » (ce qui est selon ıous, tout à fait erroné) (pages 21-23).

Pour un lecteur familiarisé avec la pensée marxiste, de pareilles ıffirmations n'ont même pas besoin d'être critiquées. La question

6. Soulignons que sur ce point Staline lui-même a fait une fois con›ciemment ou non un énorme lapsus, lorsqu'il a dit qu'en U.R.S.S. l'homme est le capital le plus précieux ». Du point de vue marxiste, ›ette caractéristique ne saurait s'appliquer qu'à une société capitaliste ›xtrêmement retardataire, puisque le progrès technique, dans la société ›apitaliste, diminue l'importance du capital humain par rapport au ›apital constant, aux machines, alors que dans une société socialiste, 'homme cesserait précisément d'être un capital.

se pose cependant de savoir comment la co-existence, dans l'œuvre d'un penseur aussi sérieux que le R. P. Bigo, d'un nombre considérable de remarques pénétrantes et d'affirmations tout à fait erronées, est-elle possible. Or, au fur et à mesure qu'on lit son ouvrage, on s'aperçoit qu'il s'agit d'un seul et même malentendu sur lequel il repose entièrement. En lisant les écrits économiques de Karl Marx, le R. P. Bigo y a découvert l'affirmation que, derrière les lois en apparence objectives et quantitatives des phénomènes économiques réifiés, se cache une réalité sociale et humaine à caractère historique, que l'économie politique comme telle ne saurait être vraiment scientifique et positive que dans la mesure où elle est conçue comme un cas particulier de l'étude matérialiste et dialectique de la vie sociale et de l'histoire, et que cette perspective implique une prise de position humaniste et une défense acharnée de la liberté et de la communauté humaines.

Jusqu'ici, ces constatations sont rigoureusement valables. Malheureusement, à partir de là, le R. P. Bigo assimile l'humanisme marxiste, hostile à toute morale, à ses propres positions thomistes, centrées sur la morale et sur le droit naturel. Il arrive ainsi à imaginer l'existence, à l'intérieur du marxisme, d'une sorte de dualisme, entre la reconnaissance d'une science positive, objective et impartiale des phénomènes économiques, qui serait la science des économistes et n'intéresserait pas le marxisme dans la mesure où elle ne serait qu'une science des phénomènes, et, sur un tout autre plan, une science métaphysique et normative, une morale et un droit naturel, fondés sur une nature humaine éternelle, et qui s'opposeraient, si nous comprenons bien, à la réalité empirique et phénoménale de deux manières :

a) Comme le normatif au réel, comme ce qui doit être à ce qui est, et

b) comme une réalité humaine essentielle qui résisterait chaque fois que les données phénoménales la heurteraient de manière trop brutale, une sorte de nature humaine qui s'opposerait aux distorsions de la réalité historique et sociale, et dont la résistance proportionnelle à l'intensité, à l'ampleur de ces distortions, arriverait à les corriger chaque fois qu'elles atteindraient un diapason trop élevé empêchant ainsi l'évolution historique de s'éloigner par trop de la nature humaine et du droit naturel.

C'est à partir de cette identification que le R. P. Bigo croit faire une sorte de critique *immanente* de la pensée de Marx, lorsqu'il

ontre, après avoir reconnu la réalité des distorsions auxquelles nt soumis la morale et le droit naturel dans l'ordre social capi- liste — le caractère *immoral* du capitalisme — que la solu- on socialiste préconisée par Marx lui-même, solution que le . P. Bigo imagine réalisée en très grande mesure en U.R.S.S. ésente des distorsion de même ampleur et de même gravité, en que complémentaires et en sens inverse.

Si le capitalisme entre — selon le R. P. Bigo — en conflit per- anent avec les éléments de solidarité humaine que contient le oit naturel, le socialisme le fait lui aussi avec les éléments de oerté individuelle que contient ce même droit. Ils sont ainsi, in et l'autre et au même degré, partiellement valables et partiel- ment insuffisants par rapport aux lois normatives et éternelles la morale et du droit naturel.

Convaincu que Marx a défendu les valeurs morales de l'homme ntre le capitalisme, qui était l'ordre social empirique de son mps, le R. P. Bigo pense continuer logiquement son œuvre, nême si pour cela il doit prendre position contre les illusions arxiennes) en défendant ces mêmes valeurs éternelles, morales humaines, contre les distorsions que leur impose une société réclamant du marxisme et qui est devenue aujourd'hui elle aussi ie des réalités empiriques de notre temps.

Cette mésinterprétation moralisante et normative du marxisme exprime le plus clairement dans les lignes suivantes soulignées ans le texte par l'auteur lui-même :

« *Les lois marxistes sont les lois de la réalité économique, comme s lois morales sont les lois de la réalité humaine* (p. 37) ». Cela ène naturellement à une confusion tout aussi radicale dans exposition des idées de Marx que dans la terminologie, confusion ii fait que nous rencontrons, dans un livre sur le marxisme, et ins aucune précision particulière, le « capital de consommation » pposé au « capital de production » (p. 243), ou bien des problèmes oraux, inexistants pour une perspective marxiste, laquelle se istifie précisément par la conviction de les avoir dépassés : Marx est-il pour l'homme par la production, ou pour la produc- on par l'homme? » « L'épargne représente parfois une privation elle, Marx n'a jamais voulu considérer ce cas (p. 194) ». « L'épar- nant qui se prive vraiment peut donc faire valoir un droit sur une lus-value qui n'existerait pas sans sa privation (p. 195) », etc.

Et enfin des concepts dépouvus de tout sens du point de vue marxiste, comme : « le juste profit » (p. 197).

En réalité, tout ceci repose sur un seul et même malentendu. L'humanisme dialectique et marxiste est hostile et étranger à tout point de vue moral, le profit par exemple, n'a jamais été pour Marx, ni juste, ni injuste, mais seulement un élément de l'ordre social capitaliste, lequel après avoir été, pendant une certaine période historique, favorable au développement des forces productives et au progrès de l'humanité, est devenu progressivement un obstacle à ce développement, et comme tel nuisible et par cela même injuste. De même la pensée marxiste n'a jamais abandonné la connaissance valable des phénomènes empiriques à une science objective et impartiale se réservant seulement une connaissance des essences d'un tout autre ordre « métaphysique » ou « normatif ». En réalité, il faut remplacer la dualité qui domine le livre du Père Bigo : science empirique des faits et science normative et métaphysique des essences, par la distinction des trois conceptions philosophiques fondamentales mentionnées plus haut.

La différence qui sépare la pensée dialectique du positivisme empiriste n'est pas moindre que celle qui la sépare de tout rationalisme normatif. Avec *le scientisme le plus étroit*, Marx serait d'accord dans l'affirmation que le seul critère valable pour juger la valeur d'une pensée scientifique, est celui de savoir dans quelle mesure elle a réussi à mettre en lumière de la manière la plus exacte possible les lois d'évolution des phénomènes; s'il se sépare de ce scientisme, ce n'est pas pour chercher une connaissance d'un autre type, une essence normative étrangère à la réalité empirique, mais au contraire, parce qu'il estime le scientisme insuffisant *dans le domaine même où il se situe*, parce qu'il pense que seule une connaissance dialectique, c'est-à-dire une connaissance de type philosophique insérant la réalité dans son devenir historique et ne séparant pas les constatations des valorisations, les faits des valeurs, peut saisir de manière valable, et en tout cas largement supérieure à toute perspective scientiste, les lois *réelles* du devenir, et par cela même rendre compte des phénomènes *empiriques*.

Si Marx affirme et met en lumière le caractère humain, historique et social, des rapports qui se cachent derrière les catégories économiques (valeur, prix, capital, etc.) et s'il analyse la réification ce n'est pas pour dégager une autre réalité, « existen-

elle », « normative », métaphysique », *à côté* de celle qu'étudie-
ait de manière valable l'économie politique, mais parce qu'il
ense que c'est *par ce procédé seulement* qu'il peut mieux rendre
ompte que toute économie scientiste du mouvement effectif de
a production, des prix, des revenus, des échanges, etc.

La critique marxienne de la réalité économique et sociale ne
eut pas être une critique morale, une critique qui juge cette
éalité à la lumière de valeurs humaines éternelles, ou tout sim-
lement de valeurs spirituelles, ou d'une idée quelconque quelle
u'elle soit; elle veut — *et sur ce point Marx a toujours été aussi
xplicite que possible*, — exprimer seulement sur le plan de
a pensée scientifique une critique qui se trouve dans la réalité
tudiée elle-même, en tant que virtualité, en tant que force réelle-
ement existante, qui prépare déjà son dépassement.

C'est pouquoi, d'ailleurs, toute la seconde partie du livre du
R. P. Bigo qui présente sans doute un réel intérêt humain, en tant
ue témoignage d'une authentique et indiscutable bonne volonté,
este pour un lecteur marxiste entièrement dépourvue d'intérêt
cientifique dans la mesure où elle réunit sous le même concept
bstrait et éternel des réalités totalement étrangères l'une à
'autre, situées dans des contextes historiques différents, alors
ue la pensée dialectique est une pensée par excellence historique,
'efforçant de comprendre chaque réalité humaine *dans son propre
ontexte* et dans sa *spécificité*, qui la séparent des autres réalités
umaines, en apparence analogues ou apparentées.

Réunir sous le concept d' « intérêt individuel » ou d' « indivi-
lualisme » des faits aussi différents que la propriété privée des
noyens de production dans le monde occidental et le lopin de
erre individuel du kolkhozien, ou bien, sous l'angle d'un concept
bstrait de « collectivisme », l'étatisation de l'industrie ou la collec-
ivisation des terres en U.R.S.S. et la nationalisation de certaines
ranches de production dans le monde occidental, nous semble
ontraire, non seulement à l'essence même de la pensée dialec-
ique, mais aussi à toute méthode historique positive.

En réalité, le R. P. Bigo défend une position essentiellement
noralisante, un rationalisme abstrait qui nous paraît avoir dans
sa pensée une inspiration thomiste, mais, qui, réduite à son schème
ssentiel, tel qu'il s'exprime le plus souvent dans son ouvrage,
eut se rattacher tout aussi bien à Saint Thomas qu'à Grotius ou
u rationalisme du XVIIe et du XVIIIe siècles. Une position qui

nous paraît être pour le moins aussi éloignée de la pensée dialectique et implicitement de la pensée économique de Karl Marx, que l'est, dans un autre sens, toute économie politique non dialectique, qu'elle soit positiviste ou déductive.

Le problème qui préoccupe le Père Bigo se retrouve, sur un plan tout à fait différent, et sans aucune référence au marxisme, dans un ouvrage célèbre, publié pour la première fois en 1924, et qui vient de se situer à nouveau au premier plan des discussions théoriques contemporaines grâce à sa réimpression en Allemagne et à la publication d'une traduction anglaise, sous le titre « Machiavellism ». Il s'agit de l'ouvrage de Friedrich Meinecke, *Die Idee der Staatsräson* (*L'idée de Raison d'État*) [7].

Historien célèbre, Meinecke fait figure dans la culture allemande de dernier représentant de la lignée des grands penseurs de l'École historique, caractérisée par les noms de Gervinius, Droysen, Ranke, Momsen, Treitschke, Troeltsch, et enfin Meinecke.

Derniers d'une lignée d'historiens dont l'œuvre est à juste titre mondialement célèbre, Troeltsch déjà, et encore plus Meinecke avaient donné à leurs travaux une orientation en partie nouvelle en quittant l'histoire politique proprement dite pour se concentrer sur l'histoire des idées. De plus, publié en 1924, le livre de Meinecke est écrit sous l'impression immédiate des problèmes que la défaite de son pays posait au dernier représentant d'un courant de pensée qui fut pendant longtemps l'idéologie officieuse, on pourrait presque dire l'expression idéologique, de l'empire qui venait de s'écrouler.

Malgré les apparences et le renom international de Meinecke — et tout en reconnaissant l'importance primordiale de son ouvrage — il serait difficile de dire que celui-ci satisfait les exigences scientifiques positives qu'on posait déjà alors et qu'on devrait légitimement poser aujourd'hui à une étude positive dans le domaine de l'histoire des idées.

C'est qu'en réalité, Meinecke était parti d'un problème *philosophique :* celui des rapports entre d'une part l'intérêt collectif et d'autre part la morale et le droit naturel, et que son métier d'historien l'ayant amené à poser ce problème sur le plan histo-

7. *Die Idee der Staatsräson in der neueren Geschichte.* R. Oldenbourg, Berlin, 1929. En anglais : *Machiavellism,* introduction by W. Stark, Routledge and Kegan Paul. Cf. également *Reason of State,* in *The Times Litterary Supplement,* pp. 729-730, 6-12-1957.

que, il a écrit en quelques années un ouvrage dont une élaboration scientifique suffisante aurait probablement demandé un nombre considérable de monographies, c'est-à-dire un travail collectif de toute une équipe d'historiens pendant une ou plusieurs générations.

Néanmoins, et peut-être précisément à cause de cela, l'ouvrage de Meinecke est devenu très vite célèbre, et présente encore aujourd'hui une très haute actualité.

L'essentiel du livre est constitué par trois études, qui concernent la pensée de Machiavel, Frédéric Le Grand et Hegel et par la conclusion de l'ouvrage. Le reste comprenant plusieurs portraits intellectuels choisis un peu au hasard, et se présentant de manière plus apparente. que réelle, comme la description d'un devenir et d'une genèse [8]. L'idée centrale qui domine les trois portraits est que Machiavel, en tant qu'idéologue le plus radical, le plus pur de la monarchie absolue en train de se constituer, nous présente une doctrine qui, tout en étant *implicitement* animée d'un idéal authentique, d'un ensemble de valeurs réelles, avait néanmoins complètement rompu toute attache avec la tradition chrétienne de la morale et du droit naturel. Par la suite, cependant, ce même rationalisme qui était à la base, aussi bien de l'œuvre de Machiavel que de la Monarchie absolue (et, dirions-nous, de la société bourgeoise qui a créé le monde moderne), a abouti lui-même à recréer une idéologie laïque du droit naturel et de la morale éternelle, reprenant ainsi, sur un mode non chrétien, l'ancienne tradition thomiste. De sorte qu'à son apogée la société qui a trouvé son expression politique dans la monarchie absolue s'est trouvée dominée par une dualité radicale entre d'une part une idéologie admettant l'existence d'un droit naturel et d'une morale rationnelle, et d'autre part une réalité pratique dominée par la défense égoïste des intérêts individuels ou collectifs.

Nous savons — Meinecke ne le dit pas — que les grands systèmes de la philosophie et de l'économie classiques avaient précisément entre autres pour tâche d'intégrer ces deux éléments dans un ensemble rigoureusement cohérent, en montrant qu'en dernière

8. Ces chapitres concernent Gentillet, Bodin, Botero, Boccalini, Campanella, une série de penseurs italiens et allemands moins importants, un écrit anonyme attribué au père Joseph : « Discours des Princes et Estats de la Chréstienté plus considérables à la France, selon leurs diverses qualitez et conditions », le duc Henri de Rohan, Grotius, Hobbes et Spinoza, Pufendorf, Courtilz de Sandras, Rousset, Fichte, Ranke et Treitschke.

instance une raison purement individuelle et l'égoïsme de l' « homo economicus », conduisent respectivement à une vérité universelle et à une situation économique conforme à l'intérêt général. Meinecke, centré sur les analyses explicitement politiques, ne semble accorder aucun intérêt à tous ces systèmes. Il montre, par contre la dualité entre la raison d'état et le droit naturel à son point le plus aigu dans son portrait intellectuel — un peu schématique et simplifié il est vrai — de Frédéric le Grand, lequel, parti sous l'influence des rationalistes français et notamment de Voltaire, d'une idéologie dominée par l'idée de morale rationnelle et de droit naturel, (idéologie qui s'est exprimée dans son *Anti-Machiavel*), aboutit progressivement, au cours de son règne, sous l'action de la réalité, du pouvoir étatique qu'il exerce et des nécessités devant lesquelles il se trouve, à se rapprocher du penseur même qu'il avait combattu.

Enfin, Meinecke constate à juste titre que la première tentative sérieuse et réussie sur le plan intellectuel de dépasser cette dualité, et cela à la fois en gardant l'opposition entre les deux éléments constitutifs, et en les intégrant néanmoins dans un système d'ensemble, a été la dialectique hégélienne, qui, sans abandonner les valeurs humanistes, fait cependant du Volksgeist, de l'esprit national, de l'État et implicitement de la Raison d'État le moteur principal de la réalisation historique des valeurs humaines universelles.

Du point de vue de l'histoire des idées, ce tracé schématique est sans doute supérieur aux analyses du R. P. Bigo. L'importance et la raison d'être du livre de Meinecke, résident cependant dans la conclusion et dans les nombreux passages répandus dans l'ouvrage, dans lesquels il montre, à côté des mérites philosophiques de la position hégélienne, un des plus grands dangers parmi ceux qu'elle recèle incontestablement : le fait qu'elle a abouti, notamment dans l'école historique allemande, (mais nous savons aujourd'hui, en 1958, après l'expérience stalinienne que cela ne s'est pas produit seulement à cet endroit), à une apologie de la force et des puissances établies, apologie qui, se présentant sous le couvert d'une Philosophie de l'Histoire, n'avait même pas le mérite de la véracité et de l'honnêteté machiavéliennes.

Meinecke présente son livre comme une critique de l'idéologie des grands historiens allemands et aussi de ses propres ouvrages de jeunesse. Il écrit entre autres : « La nationalisation des États, la nouvelle idée de l'État national, qui avait alors été imposée aux

emands presque de force par la nécessité, a précisément donné nouveau sens et un nouveau contenu à l'ancienne pléonexie l'État. Elle l'a moralisée et a ennoblie, comme nous l'avons orimé jadis. Mais cette moralisation pouvait, comme nous joutons aujourd'hui, conduire à un nouvel immoralisme, sque l'idée nationale débordait et dégénérait en nationalisme derne » (p. 468).

Le vieux Meinecke a encore publié après la seconde guerre ndiale, à l'âge de plus de quatre-vingts ans, un autre ouvrage itulé *La catastrophe allemande*[9], qui poussait ces mêmes idées core plus loin, mettant en cause l'œuvre même de Bismarck, aboutissant à une valorisation très poussée de la morale.

En restant sur le plan philosophique, et indépendamment de ıt jugement sur les idées sociales et politiques de Meinecke, us devons reconnaître qu'il y a quelque chose de profondément tifié dans son livre. La pensée dialectique ne peut pas offrir solution générale et universelle et ne connaît pas d'attitude se une fois pour toutes; elle n'est qu'un équilibre instable, éaliser, et qu'il faut reconquérir chaque fois contre les deux nds dangers qui la menacent, d'une part le moralisme verbeux impuissant, et d'autre part l'apologie anti-humaniste et anti-maine de la force.

C'est pourquoi le reprise du problème posé par le livre de Mei-kke à un niveau suffisant de rigueur et de précision historique ait certainement une tâche importante pour les penseurs dia tiques, une tâche difficile, sans doute, et qui exigera proba-ment le travail de plus d'une génération; et cela d'autant plus elle devra englober l'histoire de la pensée marxiste que Meinecke aissée entièrement de côté, mais une tâche qu'il faudra néan-ins entreprendre et c'est pourquoi nous nous sommes permis mentionner ici le premier essai, insuffisant sans doute, mais nmoins important, qu'a été l'ouvrage du célèbre historien mand.

Lucien GOLDMANN

. Friedrich Meinecke : *Die Deutsche Katastrophe.* Eberhard Birckhaus lag, Wiesbaden, 1946.

Jean-Louis Ferrier.

ÉCOLE DE PARIS 1957

Personne n'ignore que notre siècle assiste à un renouvellement des valeurs esthétiques suscitant un état de crise latente, très proche de celui qui met en question nos valeurs morales. En présence d'une production picturale aux aspects multiples et souvent antinomiques, en effet, l'embarras de l'amateur ou du critique, ainsi que celui du peintre, est grand : non seulement, il ne sait pas ce que vaudra demain la peinture qui se fait aujourd'hui, mais, fait plus grave, il ne sait pas toujours ce qu'elle vaut aujourd'hui même.

En dépit de cette difficulté majeure, depuis quelques années, d'octobre à janvier, la Galerie Charpentier se propose de présenter au public parisien, sous l'appellation d'*École de Paris*, un panorama de la peinture actuelle. S'efforçant de n'être les prisonniers d'aucune tendance ni d'aucun groupe, les organisateurs y réunissent des œuvres d'inspirations très différentes, sans prendre parti, et restituent, à les en croire, une véritable synthèse de ce qui se peint présentement à Paris. La formule vaut ce qu'elle vaut : elle est inspirée autant par la crainte (héritée des méprises du siècle dernier), de passer à côté du chef-d'œuvre, que par le dessein de sauvegarder des intérêts commerciaux en imposant certains peintres mineurs. Mais elle assemble un grand nombre de toiles et elle a le mérite de permettre les confrontations.

Cette année, en particulier, et malgré quelques inexplicables omissions, l'exposition de Charpentier, dans son éclectisme même, accède à la signification. Elle indique des cheminements bien nets, marque des rapprochements, met en évidence des lignes de force. A coup sûr, elle annonce le déclin de certaines formes de peinture, tournées déjà tout entières vers le passé, qui se survivent et sont condamnées à mourir. Elle rend sensible l'indigence d'autres

ospecteurs de l'art moderne dont le filon trop étroit, pour uveau qu'il soit, n'en est pas moins prématurément épuisé. e affirme, au contraire, la primauté de certains artistes, non s au hasard de leur génie, mais selon la logique de leur art. r le foisonnement même des œuvres, elle rend à nouveau possible qu'elle semblait redouter et vouloir éviter : la hiérarchisation s valeurs entraînant une inévitable prise de position.

Et tout d'abord, elle permet de se rendre compte combien les ateurs de l'art moderne encore vivants aujourd'hui, alors que r peinture du premier tiers du siècle, annexée par l'histoire, te étonnamment jeune, font vieux en 1957, avec leurs toiles 1957.

Je n'ai jamais beaucoup aimé Vlaminck et je ne pense pas qu'il lle le tenir pour un tout grand artiste du XXe siècle, mais son portance historique est indéniable. Son tableau du Musée d'Art derne, *Les arbres rouges*, compte parmi les meilleures toiles ves. Certaines de ses œuvres ultérieures, telles que *Bord de ière* ou *Autoportrait*, sans être exceptionnelles, sont cependant ieusement élaborées. La toile qu'il expose cette année, en anche, *Marguerites jaunes et blanches*, est proprement scanda-se. Les couleurs épaisses en sont lâches, l'effort formel inexis-t. Je connais d'obscurs peintres figuratifs de province, travail-rs et minutieux, qui valent davantage. Que penser de Vlaminck squ'on le compare au Matisse des papiers découpés dont l'art fait jusqu'au bout d'effort soutenu et d'inquiétude incessante? encore, aujourd'hui, il se refaisait, mais il se détruit.

De façon analogue, le tableau de Chagall, intitulé *Composition*, ue le peintre en dessous de lui-même. L'œuvre n'est pas déplai-te : elle est faite de trois grandes taches de couleurs vives se achant sur un fond blanc sur lesquelles vient s'inscrire un sonnage. Mais elle n'est que décorative. Vieira da Silva, Le Moal, tot même, qui l'environnent la rendent difficilement soute-ble. J'ai vu récemment une exposition de l'œuvre graphique Chagall : elle est assez belle, mais ne va pas très loin. Son tableau cette année paraît en être tiré. Plus rien ne subsiste de ce qu'il vait de puissamment charpenté dans son art. Il semble même oir perdu jusqu'à son humour et son étonnante capacité à rêver. question se pose : valait-il la peine de l'exposer? Le Chagall ant de 1957, ce n'est pas celui de *Composition*, mais bien plutôt peintre du *Rabin de Vitebsk* ou de *Mystère matinal*.

Le cas de Picasso est différent. On sait que Picasso est capable du meilleur comme du pire. Combien de peintres et de critiques l'ont maintes fois enterré qui l'ont vu renaître de ses cendres! Néanmoins sa toile, *Homme et femme sur la plage*, elle aussi, n'est pas très convaincante. Certes, on y reconnaît la patte du maître. Un trait de lui, quelques formes, deux ou trois couleurs rapidement brossées, ne sont jamais quelconques. Mais, il y a loin de cette peinture aux *Trois musiciens aux masques* ou à *Claude et Paloma*. Ses intimes disent que la série des *Ménines* d'après Vélasquez à laquelle il travaille actuellement est remarquable. Pourquoi ne pas nous en avoir présenté une version? Je sais que Picasso se défendrait en disant que dans le tableau qu'il expose, ainsi que dans de nombreux autres, il a « tout osé ». Est-ce si sûr? Le terme d'Art, au Moyen Age, désignait aussi bien la technique de construction des navires que la science de peindre. La toile de Picasso, cette année, ne tient pas l'eau : elle fuit de toutes parts. Elle n'est pas vraiment faite.

Aussi, est-ce encore Gromaire, Rouault et Villon qui, parmi les aînés, s'en tirent le mieux. Avec *Moisson au pays de Chartres*, Gromaire expose une œuvre dans laquelle il n'apporte rien de nouveau. Il fait même un peu « Palais de Chaillot ». Mais son académisme moderne a de la tenue; parce qu'au moins elle est finie, sa toile mérite le respect. De même, Rouault, dans *Nature morte*, nous montre de la bonne peinture, dépassée aujourd'hui, sans doute, mais entièrement valable. Toutefois, il me semble qu'il ne s'agit pas d'une œuvre récente. Quant à Villon, son *Comme il vous plaira* est réussi en tous points. L'organisation exacte de l'espace de chacune de ses toiles qui le caractérise, l'emploi des tons fades, des roses, des verts effacés, des jaunes et qui constituent un ensemble très coloré, s'y retrouvent. Mais sa manière (malgré l'âge du peintre), plus encore que le fait qu'il s'est réalisé tard, l'apparente davantage aux peintres de la nouvelle génération qu'à ses contemporains.

La situation des premiers créateurs de l'art de notre siècle me paraît claire : la peinture qu'ils font n'est plus celle qui fait la peinture. Je n'ignore certes pas leur importance. Sans eux, l'art de peindre n'aurait pas, aujourd'hui, son visage. Ils sont les responsables du grand décrochage qui a permis à l'art occidental de retrouver l'Art. Je n'hésite pas à les tenir pour aussi importants (en sens inverse) qu'Uccello ou Piero della Francesca, ou encore

isaccio, à la Renaissance. Mais ils n'ont fait qu'ouvrir une voie. n'est pas injuste de dire qu'actuellement, d'autres parcourent tte voie. Ce n'est plus parmi eux qu'il faut chercher la peinture milieu du siècle.

L'erreur et l'illusion de la Galerie Charpentier est de prétendre faire survivre à eux-mêmes. En se limitant à n'exposer que s peintres vivants, elle se condamne à accorder une place déme-rée à des artistes de seconde importance.Matisse et Léger sont sentiels en 1957, non Vlaminck ou Gromaire. C'est Bonnard qui : aujourd'hui, par son influence, par la leçon qu'il a donnée, is pleinement lui-même que jamais, nullement Chagall. Il est ix, d'autre part, de demander aux artistes des œuvres de circons-ace. Picasso domine encore la peinture, je l'admets, mais il la mine avec *Guernica* et *La femme qui pleure*, avec sa *Nature orte à la tête antique* ou l'ensemble de ses toiles cubistes analy-ques. *Homme et femme sur la plage* s'inscrit en marge; elle est téressante dans son rapport à l'œuvre de Picasso dans laquelle e vient s'insérer; elle n'a pas sa place, en revanche, dans une position représentative de l'*École de Paris* en 1957.

C'est donc parmi les peintres formant ce qu'on a souvent appelé *Nouvelle École de Paris* qu'il faut chercher les maîtres de la inture actuelle et qui ont nom Chastel, Singier, Bazaine, Estève, schia, Bertholle, Vieira da Silva, Pignon, Lapicque. Et ceci nstitue le deuxième enseignement de l'exposition.

L'ensemble de leurs œuvres réunies est impressionnant. Ils ont jamais formé un mouvement, ni même une tendance; acune de leurs évolutions fut différente et solitaire. Estève, r exemple, parvint à la forme spécifique de son art après avoir é influencé tour à tour par Léger et par Bonnard, puis par le irréalisme. Gischia est cartésien; son œuvre est pensée autant ie peinte. Chastel, au contraire, ne crée qu'en se colletant sans sse à nouveau avec la difficulté, en gagnant sur les êtres et les oses, « le pinceau à la main ». Derrière Manessier se profilent Cubisme et le Fauvisme réunis. Et cependant, ils donnent mpression de former une École. Ce qui les lie, ce ne sont pas s théories, mais une semblable compréhension de notre monde, ie même conscience de l'humain et une égale qualité plastique. les voir, on pense aussitôt : la peinture se trouve là! Ils s'im-osent à nous avec la force de persuasion d'une évidence.

Cette année, Singier, tout particulièrement, me paraît atteindre

à une plénitude et une maturité qu'on n'imaginait pas si proches. Sa démarche purement analytique l'a souvent conduit à des carrefours dangereux. Je me souviens d'une immense toile bleue qu'il exposa naguère au Salon de Mai. Ses différents objets ramenés à des formes n'étaient plus que des signes; de sa toile, la vie s'excluait. On pouvait craindre que sa peinture ne s'amenuise. La toile qu'il expose, en revanche, *Fenêtre marine*, est tout à fait remarquable. Il s'agit de couleurs et de formes non immédiatement identifiables; en un sens, elle est abstraite. Et cependant, on ne peut rien concevoir de plus concret. A travers les bleus, les verts, les noirs, les rouges, dans une trame à la fois souple et tendue, c'est la lumière de la mer, l'eau de mer, l'air de la mer que le peintre nous restitue dans une image qu'il porte à la mesure de l'homme.

La toile de Chastel, *Le tour de cartes*, est également admirable. Chastel a réussi là où Picasso lui-même a échoué : il est le seul peintre à avoir su mettre le Cubisme au service de l'expressionnisme. Ce sont des êtres humains, avec leur personnalité, leurs soucis, leur sensibilité et non pas seulement des objets (ou des hommes devenus objets) qu'il est parvenu à cerner, dans son œuvre, à capturer, puis à casser afin d'en mettre à nu le « noyau ». Dans *Le tour de cartes*, il fait revêtir une forme plastique entièrement organisée à ce qui n'est qu'une pure intériorité. Sa toile, c'est de l'expressionnisme qui a poussé jusqu'au bout de lui-même et qui, prenant forme, est devenu clair à lui-même et s'est apaisé. Les jeunes peintres d'aujourd'hui prennent trop souvent pour de l'audace ce qui n'est que l'étalage de leur impuissance. Chastel fait la preuve, une fois de plus, que l'expressionnisme ne se confond pas avec l'expression immédiate de la nervosité, mais que, dans une véritable recherche, il se conquiert.

Quant à Lapicque et à Pignon, malheureusement, ils sont mal représentés. Qui ne se souvient des étonnantes séries des *Régates* ou des *Villas vénitiennes* de Lapicque dont Jean Lescure, dans un ouvrage récent, a donné une élucidation probante? Sa toile de cette année, *Vallon en Bretagne*, me paraît confuse. Je n'y reconnais rien de ce baroquisme à l'aspect frondeur mais infiniment sérieux qui s'est mis dans la tête de figurer le mouvant. Pignon, d'autre part, avec *Paysage 1957* où la lumière blanche du Midi est devenue curieusement de la neige, semble bien en deçà de ses possibilités. On chercherait en vain, dans cette toile, sa façon carrée d'aborder la réalité et son large humanisme qui l'apparentent à Léger.

uvent, ses dernières années, son œuvre s'est ouverte puis brusement refermée. Il faut espérer qu'il s'agit ici d'un accident.

J'aime, en revanche, le beau tableau d'Estève, *Faverdines*. On it comment le peintre procède : partant de taches de couleurs 'il travaille et retravaille sur sa toile, il s'efforce d'accéder squ'à la représentation. Il s'identifie à une espèce de démiurge ii, à partir du chaos, ferait naître un ordre et émerger des signiations. Par ce moyen, il a produit déjà d'innombrables chefs-œuvre dans lesquels il nous rend sensible le cœur même des ioses. *Faverdines* ne fait pas exception à la règle. L'étirement téral de ses formes, l'intensité de ses rouges, de ses verts grinnts, de ses violacés, en font une œuvre dense. A la regarder 1 se prend à se demander si ce n'est pas la trace profonde que isse le labeur humain dans la matière qu'il s'approprie, qui onfère son sens à l'œuvre d'art et non, ainsi qu'on l'accepte ommunément, une quête, sans cesse reprise, de l'absolu.

Il faudrait s'arrêter, enfin, à Gischia, à Bertholle, à Bazaine, Vieira da Silva, à Manessier, mais cela n'est guère possible dans simples notes et devant de si nombreuses œuvres. Je dirai mplement que leurs toiles sont toutes très belles. Bertholle, vec une rapidité qui déconcerte, a brûlé les étapes pour accéder un mode d'expression parfaitement achevé, en se débarrassant tout ce qu'il y avait encore d'opaque et de forcé dans son art. ieira da Silva, avec un excellent *Port dans le Nord*, réussit, omme d'habitude, à accrocher la lumière et à décupler l'espace. azaine est égal à lui-même. Manessier surprend au premier oord, mais on retrouve dans sa toile ses solides qualités. Gischia, ne fois de plus, fait la preuve qu'il n'est pas seulement le plus rand décorateur de théâtre du siècle, mais un plasticien étonnant, oujours maître de soi, précis et lucide : un des meilleurs peintres ctuels.

Il y a quelques années, lors d'un repas chez Léger, un portearole du tachisme s'étonnait que je défende Chastel, Gischia, stève. « Ce sont de petits maîtres », me disait-il. Et il m'énumét les grands peintres de la génération nouvelle : Fautrier, iopelle, Dubuffet. Les artistes que j'ai cités plus haut et dans squels je vois la grande peinture d'aujourd'hui suffisent, par ur existence même, à infirmer une telle opinion. Riopelle, le seul achiste de l'exposition, avec une toile embarrassée, flasque, teinte, fait bien piètre figure au milieu d'eux. Mais je crois com-

prendre d'où venait le jugement de mon interlocuteur. Chastel, Gischia, Estève et les autres ont une tradition : ils voient, dans les grandes œuvres de la première partie du siècle, leur passé. Lui, au contraire, pensait que la peinture, désormais, parce que Matisse, Léger, Braque, Picasso rompent avec l'art traditionnel, devait nécessairement proposer à tout prix du nouveau, accumuler les ruptures, et instituer une espèce de révolution permanente.

C'était bien mal comprendre la création artistique de notre temps. J'ai dit, en commençant, que l'art d'aujourd'hui, par le renouvellement qu'il signifie, est en état de crise latente. Cela reste vrai. Mais il ne faudrait pas conclure qu'il lui soit absolument interdit de savoir où il va. L'art, comme toute création, est, sans doute, un pro-jet, mais il est faux de croire qu'on puisse s'élancer sans avoir asssuré ses arrières. Il est aussi incohérent de vouloir ramener la peinture à un frisson de matière que d'essayer de refaire, aujourd'hui, dans ses termes mêmes, une œuvre romane. Le langage plastique a ses lois propres : elles sont autant sociologiques, psychologiques, historiques, techniques qu'esthétiques. Créer, ce n'est pas faire n'importe quoi, n'importe quand, n'importe comment. C'est, au contraire, aborder une situation, l'assumer et, finalement, la porter. La force des meilleures peintres de la nouvelle génération est de l'avoir compris. Le mérite de l'exposition Charpentier de cette année est de le faire sentir.

Enfin, je voudrais formuler une remarque qui me paraît résulter du troisième enseignement à tirer de cette exposition : les organisateurs d'*École de Paris 1957* ont accordé une place disproportionnée à la peinture d'imitation dont le genre, qu'on le veuille ou non, s'éteint aujourd'hui et qui n'est plus le fait que d'artistes médiocres.

Le cas de Buffet, par exemple, est typique. Limbour expliquait une fois son succès, dans un article de *France Observateur*, en montrant qu'il faisait du réalisme socialiste à rebours : un certain public se rue sur ses toiles parce qu'elles représentent en termes immédiatement lisibles la morbidité d'une société décadente. On a estimé aussi qu'il fallait y voir un peintre naïf; on l'a même nommé le « Minou Drouet de la peinture ». Sa toile de cette année, *Venise*, montre avant tout que Buffet est le premier pompier de France. Il est difficile d'imaginer une peinture plus scolaire, plus morne, plus vide. Rarement peintre a possédé à ce point le don d'enlever toute âme aux êtres et aux choses. On

e rétorquera, qu'au moins, il sait dessiner. Oui, mais comme ougereau et Cabanel ou comme les illustrateurs de « l'Almanach ermot »! Son art relève moins de la peinture que de l'imagerie.

Plus insignifiants encore sont des artistes tels que Cavaillès, egueult, Oudot, Chapelain-Midy. A qui veut-on faire croire u'il s'agit là de peinture? Les toiles de Chapelain-Midy et d'Oudot ppartiennent à cet art léché qui se résume à l'application d'un rtain nombre de recettes et qui faisait s'écrier à Le Corbusier : Non! il n'est pas vrai que l'artiste doive descendre à la cuisine! » es peintres pensent retrouver la concision de Baugin ou de urbaran. Ce à quoi ils atteignent, en réalité, c'est à un art qui, uivant docilement le contour des choses (ce qu'aucun grand tiste, dans aucune époque, n'a jamais fait) se voit refuser la ossibilité même d'être un moyen d'expression. Les tableaux de egueult et de Cavaillès, d'autre part, relèvent exactement de ce u'André Lhote appelle le « débraillé moderne ».

Je viens de dire que des peintres tels que Singier, Chastel ou stève l'emportent sur les tachistes parce que, à mes yeux, ils ontinuent la tradition moderne : Bonnard, Matisse, Léger. Je ens l'argument qu'on va m'avancer : — Legueult et Cavaillès, ustement, ne s'inscrivent-ils pas aussi dans cette tradition? egardez ces beaux rouges et ces bleus étincelants, et cette façon ardie d'abréger les formes! — Eh bien non! Legueult et Cavaillès e continuent pas la peinture du début du siècle, ils lui ressemblent eulement. Avec cinquante années de retard, ils font du mauvais auvisme. Les raccourcis, chez Matisse, et les aplats de couleurs ives ont un sens : ils sont destinés, à la fois, à libérer l'art de eindre de sa soumission au réel, à en faire un langage, et à évoquer, u delà des apparences, une réalité plus stable, plus profonde. t cette recherche, avec des moyens nouveaux, les peintres valables e la *Nouvelle École de Paris* la poursuivent dans leur contexte ropre. En cela, on peut dire qu'ils sont des peintres de tradition. egueult et Cavaillès, en revanche, ne poursuivent et n'appro- ondissent rien du tout. Ils restent à la surface des choses, comme udot et comme Chapelain-Midy : simplement, ils ont beaucoup e peine à s'y maintenir.

La seule tentative intéressante parmi les peintres d'imitation st celle d'un jeune artiste : Pierre Faure. Il présente une copie 'après Ucello de la *Bataille* du Louvre et recommence, de nom- reuses années plus tard, un essai que fit autrefois Bertholle.

Seulement, la toile de Bertholle était non figurative : le peintre en avait débarrassé les chevaux, les lances, les étendards, les chevaliers, pour saisir à l'état pur, dans un système strictement chromatique et formel, le dynamisme très tendu, mobile et statique, à la fois, qui caractérise la peinture du maître florentin. Le tableau de Pierre Faure est une simple reproduction de l'original. Il respecte la lettre d'Uccello, en en conservant les divers éléments figuratifs, bien plus qu'il n'en restitue l'esprit : en particulier, il manque ce fameux dynamisme et lui substitue un mouvement gesticulant d'où a disparu toute tension. Mais, peu importe. L'idée de refaire une grande œuvre du passé (et quelle œuvre!) afin de s'éprouver est sympathique chez un jeune peintre et combien utile.

Des autres imitatifs, enfin, je ne vois rien à dire sinon qu'ils sont à peu près du niveau des Cavaillès et des Chapelain-Midy. Minaux, Bardone, Genis, ainsi que de nombreux autres, n'ont pas grand-chose à envier à leurs maîtres : ils sont aussi en dehors qu'eux de l'art de peindre. Ils contribuent à prouver (s'il en était encore besoin) que l'art d'imitation est devenu impossible au milieu de notre siècle. Ce qu'on aurait pu faire, c'est en déménager une bonne moitié et les remplacer par les abstraits géométriques qui sont totalement absents de l'exposition. L'abstraction est, sans doute, une forme d'art limitée qui conduit à une impasse. Mais cette limitation lui vient, en partie au moins, de vrais problèmes picturaux qu'elle s'est posés et qui sont ceux de l'art de notre siècle. Herbin, Dewasne, Magnelli, Mortensen, Vasarely, sont tout de même infiniment plus représentatifs de la peinture de notre époque que Brayer, Hilpert, Guerrier ou Sébire!

Alors, *École de Paris 1957* eût tenu complètement sa promesse d'ouverture et d'impartialité. Alors elle eût vraiment été ce que Raymond Nacenta, ainsi qu'il l'écrit dans son catalogue, veut qu'elle soit : une exposition qui « rende plus impérieux le besoin des peintres d'accroître et d'harmoniser leur énergie » et les aide à s'accomplir.

Jean-Louis Ferrier

LA POÉSIE ITALIENNE CONTEMPORAINE

En Italie, les anthologies de jeunes poètes se multiplient. Les prix littéraires, les critiques révèlent des talents inconnus. Cette tâche de découverte et d'encouragement est un des aspects du vaste renouveau culturel italien de l'après-guerre[1]. Je me propose ici de retracer le mouvement de la poésie italienne de ces cinquante dernières années et de montrer comment l'actuelle avant-garde en est l'aboutissement logique.

La vieille génération : Campana, Montale, Ungaretti, Saba

La poésie italienne contemporaine présente à nos yeux un développement qui s'étend sur plusieurs générations. Cette ligne harmonieuse suit d'assez près l'évolution de la poésie dans les autres pays du monde depuis les débuts du siècle. Personne ne fut plus ouvert aux expériences littéraires européennes et extra-européennes que les poètes de la Péninsule.

Les débuts de ce mouvement doivent être recherchés dans une réaction contre deux poètes prestigieux dont la personnalité occupait tout l'horizon : Carducci, poète civique, patriotique, à la fois romantique et classique, et d'Annunzio, maître du verbe, décadent et trop riche, mais lui aussi empreint d'une certaine réthorique; tous les deux étant considérés par certains comme des prophètes de la nation. L'opposition à tout ce qui avait été la culture du *Risorgimento* prit des formes multiples, parfois contradictoires; le *vérisme*, la polémique des revues de Florence (*Voce*,

1. Pour les anthologies italiennes : F. Accrocca e Volpini : *Antologia poetica della Resistenza italiana* (Ed. Landi, 1955, Florence). *Antologia di poeti nuovi* (éd. Meridiana 1950-1951, Milan). Falqui : *Giovane poesia* (éd. Colombo, Rome 1956), etc. La plupart des poètes italiens sont édités par Mondadori, collection *Lo specchio*.

Leonardo, *Lacerba*, 1910-1914), le hégélianisme de Croce, le marxisme de Labriola. Le futurisme lui-même.

A cheval sur les deux siècles Guido Gozzano, Sergio Corazzini, Francesco Gaeta, Palazzeschi, lancèrent le mouvement poétique « *crépusculaire* ». Leur amour des sujets humbles, insignifiants, leur ironie délicate, amère, mais souriante, la sensation de l'inutilité des grands gestes, tout cela constitue une position polémique contre ce passé récent, contre ces grands Poètes-Héros et contre la réthorique officielle qui les encensait. C'était le défi d'une jeunesse iconoclaste parce qu'incomprise [2].

Cette ironie devint inutile, dépassée, pour la génération suivante. Le premier grand poète nouveau nous semble Dino Campana (1885-1932), un Toscan. Chez cet artiste qui mourut, fou, dans un asile, la poésie sourd avec la violence hallucinatoire d'une vision et en même temps avec le bonheur d'un chant. Sorte de barde bohémien qui connut tous les vagabondages, tous les métiers, toutes les aventures, Campana émergea de cette expérience complexe en serrant dans sa main une poignée de feuillets sales, un gribouillis : les *Poèmes orphiques* qui le rendirent célèbre [3]. « *De temps à autre*, écrit-il dans ses souvenirs, composés lorsqu'il était à l'hôpital psychiatrique, *j'écrivais des vers fous... Je cherchais à harmoniser les couleurs et les formes, et dans le paysage italien j'introduisais mes souvenirs.* »

Poète visuel, sensuel, il n'est pourtant jamais voluptueux : ses créations sont sculptées en plein marbre et se dressent, superbes, au milieu d'un remous d'images et de sensations où l'angoisse et l'allégresse se mélangent. Les anciens thèmes poétiques détruits par les crépusculaires sont dissous dans la réverbération solaire des poèmes de Campana.

Citons par exemple *Le Vitrail* (où l'on sent bien que Campana est passé par l'expérience futuriste pour s'en détacher aussitôt)

Le soir enfumé d'été
dans le haut vitrail mêle les clartés et les Ombres
et imprime dans mon cœur un sceau ardent.
Mais qui (sur la terrasse près du fleuve une lampe
s'allume) qui a

2. Gozzano : *Colloqui*, 1910 ; Gaeta : *Sonetti volúttuosi ;* Corazzini : *Poesie*, 1910, etc.
3. Vallecchi éditeur.

à la Vierge du Port allumé un cierge ? Qui, qui ? il y a
dans la pièce une odeur de pourriture ; il y a
dans la pièce une plaie rouge, languissante.
Les étoiles sont des boutons de nacre, le soir
s'habille de velours
Le soir, feu follet, tremble : le soir est un feu follet
et tremblote mais il y a
Au cœur du soir il y a
Une plaie rouge languissante, toujours.

* * *

Le chant pouvait s'élever en une liberté totale, qui est aussi ne sorte de solitude. L'âme ne chérit plus aucun mythe, a dit n critique contemporain et poète lui-même, Sergio Solmi. Elle t à elle-même sa propre mesure. Dans cet espace infini l'artiste oit les choses comme des apparitions fabuleuses, comme des sur-ivances d'un univers qui exista jadis avant le temps, avant histoire, dans l'enfance du monde, ou peut-être dans sa propre ıfance perdue. Si le présent est muet, nu, le passé, lui, se dore et evient à son tour la source d'une inépuisable mythologie poétique dividuelle. Art d'évocation, à l'apparence calme, voire froide, xtrêmement pudique, où toute passion devient contemplation, ominée par l'expression, le style.

Pour les trois grands poètes qui dominent la période 1914-1938 nviron, l'écriture est devenue une expérience intérieure, un enga-ement vis-à-vis de soi-même. La religion de ces poètes est le style ; ces prêtres d'un nouveau genre sont Eugenio Montale (1896) mberto Saba (1888) et Giuseppe Ungaretti (1883). S'ils doivent éfinir une théorie esthétique, ils disent « *Nous savons ce que nous e sommes pas, ce que nous ne voulons pas* » (Montale, *Ossi di ppia*, 1927).

Nous venons de nommer la fameuse école *hermétiste*.

Elle sera suivie par une deuxième école, celle des *arcanistes*. imbaud et Mallarmé, Lautréamont et Valéry marquent cette oésie de leur influence.

Poésie pierreuse, aride, chez Montale ; mais la hantise d'un point e rupture d'où la sève puisse recommencer à sourdre, ne le quitte mais. Refus d'un sujet extérieur au fantôme lyrique qui s'agite ans les profondeurs de la conscience, chez Ungaretti. « *C'est un*

vol bref, disait Giovanni Papini, en parlant de lui *mais avec des ailes qui n'ont pas été fabriquées avec les plumes des morts.* »

Dans ces poèmes très souvent minuscules, à la simplicité atteinte par un labeur incessant et une rigueur inlassable, Ungaretti réagit contre « *le sens phallique, le sens de la mort, grâce à une revanche de la pudeur, par la pureté technique et par l'évasion dans le rêve, dans le sentiment, où la poésie peut enfin atteindre un certain mystère, une harmonie, source de la grâce* » (Interview à l'*Italia letteraria*, 1929).

Quant à Saba, il a vécu toute sa vie à Trieste exerçant le métier de libraire. Sa poésie est une autobiographie intime, et elle atteint des effets parfaits par un travail de lime et de contrôle incessant qui ne dessèchent jamais la pure source de l'intuition. La période fasciste accentue cette tendance au lyrisme pur. Les poètes penchent de plus en plus vers une expression secrète, pour se sentir isolés et éloignés d'un monde odieux qui aurait exigé d'eux un engagement dans un art pompeux, officiel, déclamatoire. La liberté absolue est atteinte grâce à cette plongée dans le rêve, à ces allures évasives et fuyantes. Barile chante l'art qui tue la vie. Adriano Grande invente la poésie « *calligraphique* » (!) où l'écriture sonore et vide lui permet de s'enfoncer dans une indolence rêveuse. Mario Luzi de Florence transfigure les sentiments par des images qui semblent des tableaux figés à la Chirico. Sandro Penna penche vers une palette plus impressionniste. Leonardo Sinisgalli, Beniamino del Fabbro, Sergio Solmi, le Turinais Carlo Betocchi (à l'instinct mélodique plus vif), Giorgio Vigolo, qui crée une poésie fermée sur elle-même comme un tableau cubiste, Vittorio Sereni et tant d'autres arrivent par un souci de simplicité précieuse à une certaine obscurité. Tout doit être deviné, rien ne doit être décrit. La voix chante en écoutant sa résonance dans un vide lunaire. Le sentiment même ayant été éliminé, les images seules dominent. Une longue patience s'est acharnée autour de l'expression qui est devenue translucide, impénétrable et sibylline. Un poète atteint la perfection dans l'hermétisme : le Sicilien Salvatore Quasimodo (1901). Il aime confondre les impressions que ressent un homme, un arbre, une pierre; il déshumanise l'âme, il s'abîme dans les courants aveugles, dans les cycles éternels des saisons, dans un chaos antérieur à l'action ordonnatrice du Verbe. Une fluidité universelle l'entraîne. L'arbre fleurit, le poète devient un arbre sec... La nostalgie d'un impossible et fantastique passé le hante. L'éclosion ou la déca-

ence, ce qui germe ou ce qui se fane, qui bourgeonne ou qui ourrit sont les deux éléments de son inspiration; la plénitude ou équilibre, le Midi du monde et de l'âme, sont ses ennemis.

Mais lisons plutôt l'*Arbre*.

De toi une ombre se détache,
et la mienne semble morte,
bien qu'elle oscille si je bouge
et si elle brise une fraîche eau bleue
sur les rives de l'Anapo[4] *où je reviens le soir.*
Lunaire mois de mars, qui me hantes,
bruissant déjà d'herbes et d'oiseaux

Je ne vis que d'ombre
car la terre, le soleil et une douce offrande d'eau
ont renouvelé tout ton feuillage,
tandis que moi, je me courbe et me dessèche
et sur mon visage je palpe ton écorce.

La fin de l'hermétisme : 1940-1945

Alfonso Gatto (de Salerne, 1904) sort peu à peu de l'hermétisme ui a été, tout au moins en théorie, le berceau de son art.

Ce qui joue ici c'est le tempérament napolitain du poète. Une aîcheur émerveillée et adolescente, à la fois sensuelle et romanque, anime ses poèmes. Les maisons roses et jaunes de la côte apolitaine, l'odeur des soirées estivales, où respirent et rêvent ı cours des longues veillées sur les marches des maisons, les mmes, les enfants et les chèvres : le souffle de la mer endormie, oujours présente; le soleil filtrant à travers les persiennes, la voix es pêcheurs, la tendre présence d'un nouveau-né, des étoiles. atto, par le choix de ses images, par sa façon de les mettre en lief, par l'apparente sérénité, est bien un hermétiste. Mais sa andeur est plus réelle; la hantise de son passé est sincère. Il rêve e sa terre natale, abandonnée pour aller vivre à Milan. Et lorsu'il évoque le Nord, la banlieue ouvrière, les rues luisantes de luies, Gatto est toujours un peintre.

La voici, cette banlieue de grande ville. Elle rappelle étrangeient Naples ou Sorrente.

4. Petit fleuve près Syracuse.

La lune est nue, c'est presque l'aube,
les convois se détachent dans la place
brune de terre, la verdure des jardins
frissonne à l'automne au-delà des grillages
C'est l'heure si faible où la ville déserte
se grave dans le froid : rien qu'un
trot lointain d'un cheval :
un colleur d'affiches déplace doucement son échelle
le long des murs,
dans un bruissement de papier.

Ta chambre
légère comme le sommeil sera toute neuve
et dans une tapisserie de campagne s'ouvrira
au rose soleil d'automne.

Les quais froids des marchés sentent l'herbe
La porte verte de l'église est pour moi la mer!

Le visage de l'homme, qui avait disparu chez les hermétistes, réapparaît chez lui. La poésie du refus, amorcée par Montale, atteint sa perfection avec Quasimodo, s'achève avec Gatto.

*
* *

Avant d'examiner la poésie de l'après-guerre, nous devons évoquer trois poètes solitaires, qui n'appartiennent à aucune des tendances de leur époque : Betti, Scipione, Giandante. Betti (dont tout le monde connaît les pièces en France) est animé par le souci de peindre un grand poème cyclique dans lequel chante la vie humaine et s'affirme sa lutte contre l'inconscience. Mais il utilise aussi les motifs les plus simples de l'art populaire, des couplets, des rondeaux à la grâce naïve. Il n'est pas possible d'oublier la cadence grave de ses poèmes consacrés aux émigrants :

« *Ils marchaient ensemble, avec un bruit de fleuve*
Leurs maisons couvraient les plaines. » (Les Hommes.)

Scipione (pseudonyme de Guido Bonichi) est un poète violent, truculent, mais tragique et tourmenté. Il naquit dans les Marches en 1904, il fut connu comme peintre en 1927. Rongé par la tuber-

ulose, il mourut au sanatorium d'Arco en 1933. Son œuvre tient out entière en un mince volume[5] : quelques poèmes, quelques ettres, quelques pages de journal. Ce qu'il écrivait était souvent a vision hallucinée, le croquis d'un tableau rêvé, qu'il exprimait nsuite par le pinceau. Ses tableaux comme ses poèmes sont rûlés par la hantise de la chair et en même temps par l'angoisse le ne pas parvenir à s'en affranchir; et aussi par l'attente de la nort.

Peinture et poésie se complètent chez lui, s'éclairant parfois 'une l'autre.

La terre est sèche, elle a soif
elle se fend.
les lézards brûlants
courront en flammes.
les étoiles tombent, allumées,
pour incendier le monde

(L'été)

Mais cette délirante plénitude se dissipe. Une malédiction est achée au sein du midi triomphal :

J'entends le cri des anges
qui veulent mon salut,
mais la salive est douce
et le sang court au péché.
Tout est immobile,
tout est rose, comme la chair

(J'entends le cri des anges)

Quant à Giandante (nom qu'il s'est donné lui-même afin de ompre avec son milieu aisé), c'est un curieux poète-peintre vagabond, une sorte d'anarchiste fou comme Campana. Il connut la ersécution politique, l'exil, la guerre d'Espagne. Ses poèmes sont arfois frustes, parfois trop éloquents : ils ne sont jamais médiores. Le chant jaillit d'une intuition impulsive et ardente, souvent rimesautière, des images étonnantes tombent de sa plume aussi ourmentée que son ciseau de sculpteur, que sa palette de peintre.

5. *Carte segrete*, Éd. Vallecchi, Florence.

La poésie entre 1940 et 1957

La guerre marque déjà pour certains poètes le début d'une évolution. Les tragiques événements qui s'achèvent en 1945 la rendent plus rapide et plus complète. Même les poètes hermétistes les plus solitaires subissent une sorte de « reconversion » vers le réel. Alfonso Gatto, nous venons de le voir, avait déjà passé à travers cette crise dès 1939. Il suffit, pour s'en convaincre, d'ouvrir l'*Anthologie poétique de la Résistance italienne* par F. Accrocca et V. Volpini. La période de la lutte antifasciste (de la chute de Mussolini, 25 juillet 1943, à la Libération, 25 avril 1945) fut si brève, si violente, si atroce, qu'il n'y eut pas le temps d'écrire, donc de commenter l'action. La parole était au fusil-mitrailleur, à la bombe, aux partisans. Mais la poésie s'épanouit tout de suite après : évocation, souvenir d'une action récente. Elle ne brise pas avec les formes qui se sont affirmées depuis 1914, pour une raison bien simple : l'hermétisme avait élaboré un langage, créé un style simple, dépouillé, non rhétorique dans lequel les jeunes qui ont lutté dans la vie clandestine aiment à s'exprimer. C'est leur langage pudique à la fois et plein de sensibilité contrôlée, c'est la démarche spontanée d'une génération qui déteste les grandiloquences du fascisme. D'ailleurs les grands auteurs déjà connus écrivent eux aussi des poèmes consacrés à la Résistance. Citons Saba, Govoni, Ungaretti, Cesare Pavese, Quasimodo, Montale, Solmi, enfin tous les hermétistes ou leurs semblables. En voici une, d'Ungaretti, à titre d'exemple :

Ne criez plus
Cessez de tuer les morts,
ne criez plus, ne criez plus,
si vous voulez les entendre
si vous espérez encore ne pas périr.
Ils font un chuchotement imperceptible
ils ne font pas plus de bruit
que l'herbe qui pousse,
paisible là où l'homme ne passe pas.

Ensuite ce sont les jeunes maquisards qui, déposant le fusil sur un rocher, dans la hutte enfouie au creux des montagnes, atten-

dant l'arrivée des Allemands, ébauchent leur chant. On est étonné par l'extrême pureté, par l'immense amour humain de cette production poétique. J'y trouve plus souvent l'angoisse de devoir tuer, l'amour des êtres simples qui entourent le jeune homme, que la haine ou les harangues guerrières. On peut même dire que les sentiments belliqueux sont absents. Un exemple entre mille, l'admirable poème de Gino de Sanctis (né dans les Pouilles en 1912, partisan) : *Caino*, dédié à un jeune soldat allemand, mort sur le bord d'un torrent.

Tes cheveux
une algue, une algue molle,
une algue flottant sur l'eau
un fétu de paille dans l'eau
Pourquoi donc cela, soldat allemand ?

De la même façon réagit Sereni, dans ses poèmes écrits au cours ou après la campagne de Grèce; Fortini, évoquant Varsovie en 1944, et Francesco Monterosso qui consacre un poème à *Un amico traditore morto*. Devant l'ami d'enfance, devenu provocateur, fusillé par les partisans, le poète pleure. Les mêmes sentiments d'une déchirante humanité, d'une âme incapable de haïr l'individu, mais résolue à briser le mal et à conquérir la liberté au prix de sa mort, éclatent dans les poèmes de Pier Paolo Pasolini, Accrocca, Gino Baglio, etc.

La jeunesse italienne, en effet, subit une épreuve cruelle et contradictoire; elle dut lutter contre l'occupant nazi et l'oppresseur fasciste, comme partout en Europe; mais elle endura un autre martyre. Eduquée par les fascistes, envoyée guerroyer en Yougoslavie et en Albanie, en Grèce et en Russie, en France, elle ouvrit souvent les yeux au milieu du combat. Elle découvrit, là où une propagande mensongère voulait lui faire voir « l'ennemi », l'homme, la femme, la mère, des enfants, des êtres comme ceux qu'elle venait de quitter dans les hameaux et les villages italiens. Cette jeunesse eut d'abord honte de cette tâche sordide; agir en bourreau des peuples libres. Elle se révolta, se découvrant une mauvaise conscience. Elle eut horreur de la guerre, et aima partout son ennemi d'hier en retrouvant en lui un frère.

La poésie évolua donc en subissant à la fois les contrecoups des crises psychologiques dues à la pression des événements et à une exigence de liberté totale, qui ignore ou dépasse les croyances, les

dogmes, les partis et la politique elle-même. Car les cloisons et les interdits représentaient, pour la jeunesse, le fascisme qui venait de mourir.

Naturellement il y eut après 1945 plusieurs revues de jeunes poètes qui publièrent de retentissantes déclarations. *La Strada* en 1946 voulait « *ramener l'art et la poésie au milieu de cette plénitude de sentiments, de décisions, de buts, dont nous ont éloigné les doute, la timidité, le cynisme entre 1914 et 1945.* » *Momenti* (1953), écrit : « *Notre histoire commence dans un climat de guerre qui ouvre devant nos yeux étonnés le vaste horizon de la présence humaine.* La revue *Girasole* (1952) affirme : « *La pensée et l'art doivent saisir la pioche et la pelle et si possible même la dynamite pour creuser en profondeur et retrouver la veine profonde du sentiment contemporain.* » On veut « *rétablir le dialogue entre les hommes, entre l'homme et la société, en se délivrant des formules magiques et mystiques trop vagues* ». Ces impatiences verbales firent long feu. La véritable poésie les ignora; elle s'épanouit. Pourtant, ces sentiments même dans leurs expressions polémiques parfois extrêmes, et qui pourraient paraître ridicules (*nos poètes n'existent pas, en Italie la poésie est morte. Il n'est pas nécessaire de détruire les homoncules de la génération littéraire qui nous précède, ils doivent être balayés...* » Girasole) rappellent les attitudes analogues des Futuristes (1910-1920), aussi vaines et aussi fausses, et révèlent chez les jeunes gens une souffrance authentique, une sincérité morale, levain indispensable pour renouveler et transformer la culture et la civilisation.

Cela dit, rappelons l'héritage que les jeunes générations ont reçu et dont elles profitent encore. C'est l'enseignement qui guida, corrigea, inspira toute la culture italienne contemporaine, la délivrant une fois pour toutes des déclarations, des romantismes, des classicismes faux, des provincialismes : l'enseignement de Croce. Sa haine des formes vides et décadentes, floues, — ou de celles, outrées et non moins « irrationnelles » comme il aimait à les définir — des Futuristes, son amour d'un monde moral intègre, classique, firent de lui un maître. Jamais plus après Croce on ne pourra en Italie juger une poésie d'après des principes extérieurs à elle-même, qu'ils soient religieux, politiques ou moraux [6].

6. Rappelons ici quelques-unes des idées esthétiques de Croce (voir *Estetica. Breviario di estetica*) : « L'homme devient un poète lorsque en partant bien entendu de son monde personnel, psychologique, moral, politique,

Aussi, les nouvelles générations déclament-elles rarement; elles *s'expriment.*

« *Poésie-communion, poésie-message, poésie-visionnaire* »... Ces formules que l'on cite parfois, dans le feu des polémiques des petites revues, ne changent rien à ce comportement fondamental, devenu traditionnel, instinctif chez le poète italien. Les uns partent de prémisses progressistes et révolutionnaires, les autres de croyances catholiques et spiritualistes; mais il est impossible de cataloguer notre poésie valable de l'après-guerre selon les opinions et les idéologies pratiques des écrivains.

Ils n'oublient pas pour autant leur terroir, leur souffrance, leurs frères. Alors on peut voir le même poète donner d'admirables œuvres qui sont à la fois sociales et psychologiques, intimes et ouvertes sur le monde. Pier Paolo Pasolini, Vittore Fiore, Pio Rasulo en sont des exemples. Rocco Scotellaro, le paysan de la Lucanie, en est selon moi le sommet. Son génie s'est trempé dans la destinée des bêche-terre de ses montagnes désolées et nourries de légendes millénaires. *E' fatto giorno*, est à la fois l'épopée d'une race, de la race lucanienne, des va-nu-pieds sans terre, — et celle d'un homme : Rocco, mort à 30 ans.

Une femme se détache dans cette foule de poètes, Biagia Marniti, à cause de l'équilibre parfait entre les deux exigences qui nourrissent l'inspiration de la jeune génération d'après-guerre; le moi, le monde extérieur.

Qu'on en juge par ces exemples [7] :

« ROME, ADIEU »

Adieu,
âme avide d'arbres et de vertes allées,
serpent de lumière, fleuve tumultueux
souvenir vivant pareil à l'amour perdu;

il apprend à transformer cette matière première, ce « *contenu* » qui constitue en quelque sorte la *préhistoire* de la création artistique, en « *intuition lyrique* », en expression. L'acte créateur se situe donc au centre de cette opération qui fait fondre les matériaux de l'expérience en les moulant dans le style. Alors, inspiration et style, forme et contenu ne font qu'un. Tout a été exalté, transfiguré en quelque chose de nouveau : la *synthèse lyrique*, l'œuvre créatrice.

7. *Citt a creatura viva*, ed. S. Sciascià Caltanissetta, 1956. Traduction française Colomba Voronca.

maison abandonnée
adieu.
Mon quartier qui vibre
au son du château fauve
Pont des Anges,
tramways qui grincent
tels des pies effrayées sous le vaste ciel,
aux dimensions de la mer
adieu.
Polie par le jour, tu dors limpide
mon cœur dans le monde, oiseau bleu
— mais son aile se déploie craintive ;
les jours glissent dans les jours
la vie est un arbre sans repos ;
sur tes rivages que le temps — courant sinueux — anime
je ne m'arrêterai peut-être jamais.
Loin de toi
emportée par les trains,
ma jeunesse s'en va.

PLACE DE LA LIBERTÉ

Je connais ta couleur de feu
cité : les battements de ton cœur
le sang des hommes qui affluent dans les rues,
leurs secrets leurs pudeurs leurs vanités,
la force qui broye ton corps,
la grâce d'hier la grâce présente
la colère des sans travail
la tôle ondulée — abri des dispersés.
De l'aurore au crépuscule et à travers les heures de la nuit
lorsque la voix du silence appelle,
toi, très belle, ville d'un visage et de mille visages
et d'une main et d'une infinité de doigts,
avec amour tu t'accompagnes de tes êtres chers,
San Giovanni il Trionfale — Trastevere Macao [8].
Parmi les jardins disséminés, haute est la lune ;
mais, sur la place de mon quartier

8. Quartiers populaires de Rome.

au nom ancien, des cris d'oiseaux...
arrête-toi, cité,
et clame encore ce nom aimé.

La poésie en dialecte

On ne peut pas achever ce rapide examen de l'activité poétique talienne d'après-guerre sans mentionner la poésie en dialecte. En talie les dialectes ont gardé un rôle particulier, encore très vivant t valable. Les raisons historiques et sociales de ce phénomène ont trop complexes et assez connues, et nous ne les analyserons ›as ici [9].

Si beaucoup de poètes en dialecte ne dépassent pas un ton pro- ›incial et traditionnel gracieux mais sans lendemain, Pier Paolo ›asolini, Vénitien, et Ignazio Buttitta, Sicilien, ont déjà donné ıne œuvre créatrice importante.

Ignazio Buttitta surtout : il est né à Bagheria (Sicile) en 1899. ›es poèmes sur la vie des bèche-terre siciliens, sur les syndicalistes ıssassinés par la mafia, sur la vie des villages, sont chantés dans :oute la Sicile et maintenant dans toute l'Italie. Dans son île natale :es œuvres sont devenues le patrimoine des foules. Les *cantastorie* ןui vont d'une foire à l'autre, d'un village à l'autre, et qui, en ›'accompagnant d'une guitare ou d'un accordéon, déclament les ınciens poèmes chevaleresques concernant les Paladins et les ›roisés, les Maures et les Infidèles, ou la nouvelle épopée de ›iuliano « bandit d'honneur », ont adopté les meilleurs poèmes le Buttitta. Parmi ceux-ci, la *Lamentanza* pour la mort de Salva- :ore Carnevale, un syndicaliste assassiné en 1953 ou la *Lamenta- :ion d'une mère*, en souvenir du carnage des paysans tués par ›iuliano en 1947 à la Portella della Ginestra le 1er mai, sur ordre les féodaux et de la mafia.

9. Je mentionne pour mémoire : unification tardive de la nation — 1861 — histoire millénaire pleine de particularismes, d'occupations, d'in- luences contradictoires. Attachement jaloux de chaque race à son héri- tage traditionnel. Naissance de la langue italienne à Florence comme langue littéraire grâce à Dante, Pétrarque, Boccace, tandis qu'ailleurs on parlait des dialectes bien vivants. Richesse inépuisable des œuvres en lialecte; Goldoni à Venise, Di Giacomo à Naples, Trilussa et Belli à Rome, Porta à Milan, etc. Et comme soubassement économico-politique : archaïsme des structures sociales, agraires, industrialisation tardive, influence de la Contre-Réforme, etc.

Cette poésie est chorale et collective, elle est issue de la vie la plus profonde, la plus traditionnelle du peuple sicilien. Liée non pas à un parti ou à une propagande mais au drame même d'une race qui depuis 1944 émerge à peine du moyen âge féodal et qui trace par ses luttes syndicales, par les occupations de terres, par son mouvement révolutionnaire, sa nouvelle histoire moderne, la poésie de Buttitta a un ton épique et archaïque; la langue est l'admirable sicilien populaire, les images, celles qui ont bercé depuis toujours l'âme ardente de ce peuple et qui se trouvent dans les mosaïques des cathédrales de Palerme et de Monreale, dans les poteries de Caltagirone, dans les broderies des femmes d'Enna, dans les chants mélancoliques des charretiers qui parcourent les routes désertes des montagnes, dans les couplets murmurés par les bergers solitaires des Madonie, ou dans les invocations des mères priant dans l'ombre des églises pour leurs enfants en danger. L'exemple qui suit suffira peut-être à donner au lecteur l'envie de pousser plus loin sa connaissance de Buttitta et de ses œuvres en dialecte sicilien [10].

LE SERF

Tu n'es pas un homme
mais une pécore tondue
âne à licol
et à brides.

Ecoute ce râle épais
qui s'échappe de ta poitrine
crache ce venin
prépare-toi le cercueil.

Appelle les corbeaux noirs
festoyer sur ta carcasse
si après tant de souffrances
il y reste encore un peu de chair.

10. Le poème de Buttitta a été traduit par Voronca et l'auteur de cet essai.
Lu pani si chiama pani (Le pain s'appelle du pain). Éd. Sociali, Rome, 1954. Lamentanza di Salvatore Carnevale, éd. Avanti, 1955. Milan. Au Piccolo Teatro de Milan en décembre 1956, les poèmes de Buttitta ont été chantés par Ciccio Busacca, chanteur ambulant de Sicile, en suscitant un enthousiasme fou. En traduction française un volume de Buttitta paraîtra aux Éd. « La Nef de Paris ».

et si les maîtres
n'ont pas broyé tes os
pour en faire de la cendre
et de la colle à savetier.

Tu n'es pas un homme
mais un chien édenté,
qui reçoit des coups de pied
et s'en contente;

Cochon qui donne sa viande
sa graisse, son lard, sa soie,
et qui mange des glands secs
des fèves et des trognons pourris.

Tu es comme la couverture
qui réchauffe tous les autres,
alors que dans le froid sans vêtements
tu trembles, tu gèles.

Telle la marmite qui jamais ne bout
tu cuis; tu remplis ton ventre
et c'est sous la table qu'ensuite
tu danses la contredanse [11].

Tu n'es pas un homme,
tu es la viande à l'étal,
on arrive, on marchande,
on l'achète et on l'emmène [12].

Devant ton patron,
tu es au garde-à-vous
tel un polichinelle
qui s'agite sous le vent [13].

Accroche-toi donc une pierre au cou
mieux vaut que tu coules
ennemi de tes enfants
et de ta propre chair.

11. Tu t'endors d'un sommeil coupé de cauchemars.
12. On embauche les journaliers sur la place publique chaque matin.
13. Poupée de laine qu'on suspend à un pieu dans les champs, en guise d'épouvantail à moineaux.

Squelette qui tient debout
arraché à la fosse ;
déchire tes haillons
je compterai tes côtes.

S'il y a dans ton village
un clocher très haut
monte jusqu'au sommet
et saute pour la dernière fois.

J'arrive, je te ramasse
dans un cornet je te place
et ce cadeau si beau
je l'offre à ton maître.

***

Chez Buttitta [14] se réalise la synthèse entre le peuple et la poésie savante, entre l'homme et les foules; et d'une façon spontanée. Ce phénomène est possible en Sicile où la situation sociale permet aux paysans de devenir les protagonistes d'un mouvement révolutionnaire et psychologique dont la portée va être immense et les conséquences encore imprévisibles. Buttitta annonce, prépare ce renouveau, il est porté par son peuple et il l'interprète comme tout grand poète à chaque époque cruciale de l'histoire. De même *mais en langue italienne* (le dialecte lucain étant, il me semble, trop fruste pour suffire à un grand poète) cette synthèse s'opère dans le Sud continental par Rocco Scotellaro. Dans un cas comme dans l'autre il s'agit de classes muettes qui se reconnaissent dans leurs interprètes. Est-ce donc un hasard si quelques-uns parmi les meilleurs de nos poètes sont des gens du Sud ?

Maria BRANDON-ALBINI

14. Le Piccolo Teatro de Milan montera au Festival du Théâtre de Paris, en juin 1958, un drame de Buttitta « Portella delle Ginestra » consacré aux paysans siciliens.

Les Livres

TRADUIRE DES POÈMES...

Oui ou non, la poésie étrangère est-elle traduisible? C'est la question e se posent ceux qui, comme moi, traduisent de temps en temps quelques rs d'un poète et qui demeurent confondus devant la condamnation finitive de la traduction par tant d'esprits de notre époque. Non, la ésie est intraduisible, affirme Jean Rousselot [1] qui reprend le cas mille s repris de l'échec de Baudelaire et de Mallarmé traduisant *Le Corbeau* qui revient au vieil adage « traduttore, traditore ». Traducteurs de èmes, vous perdez votre temps et me faites perdre le mien, redit quel-efois M. Émile Henriot dans ses feuilletons littéraires. Et de M. Francis Miomandre, lui-même traducteur réputé, je retrouve ce jugement sabusé dans un numéro déjà ancien de la revue *Hommes et Mondes* [2] : Ce m'est encore une fois l'occasion de faire remarquer que les traduc-ırs de poèmes vont à un échec inévitable, si je puis dire par définition. ı peut toujours arriver à « rendre » le mouvement, la cadence et les leurs d'accentuation d'un texte en prose; on ne le peut jamais quand s'agit de vers. »

Je viens de relire coup sur coup les poèmes de T. S. Eliot traduits r Pierre Leyris, ceux de F. Hölderlin et de Novalis traduits par Armel ıerne, et ceux des grands poètes américains par Alain Bosquet. J'ai ssé à ces lectures des heures délicieuses. Dois-je dire que je n'ai ressenti ıucun moment cette impression d'*échec inévitable* dont parle M. Francis Miomandre? Au contraire, il y a dans ces poèmes traduits une grande tuosité de rythmes, une richesse de vocabulaire, qui tiennent en haleine mateur de poésie jusqu'au dernier vers. Quand je plonge, par exemple, ns les bas-fonds de la grande ville avec la *Chanson d'amour de Prufrock*, T. S. Eliot, recréée par Leyris, je me trouve en présence d'un poème rfait qui. s'il était signé Jules Laforgue, ferait sans doute se pâmer admiration M. de Miomandre :

1. Dans son essai : *Edgar Allan Poe* (Coll. « Poètes d'aujourd'hui », ghers édit.). Attitude assez surprenante si l'on songe que Rousselot traduit avec beaucoup de talent, et d'une manière définitive, plusieurs ands poètes étrangers.
2. A propos d'un livre du poète équatorien Jorge Carrera Andrade vril 1953).

« Allons par telles rues que je sais, mi-désertes,
Chuchotantes retraites
Pour les nuits sans sommeil dans les hôtels de passe
Et les bistrots jonchés de sciure et de coquilles... » [3]

De l'*Anthologie de la Poésie américaine* [4], d'Alain Bosquet, je ne retiendrai pas, il est vrai, tous les poètes. Une anthologie de poésie allant des origines à nos jours mêle toujours à d'authentiques chefs-d'œuvre des compositions qui n'ont guère qu'une importance historique. La poésie américaine, reconnaît Alain Bosquet dans sa Préface, « a eu une enfance longue, ennuyeuse et excessivement sage. Tout ce qui précède Whitman apparaît comme assez risible, même si c'est d'une manière touchante ». Je n'ai jeté qu'un coup d'œil distrait aux poèmes moralisateurs de Bryant, de Whittier, de Holmes, de Lowell, de Longfellow. Je me suis arrêté quelques instants à Poe et à Whitman, déjà très familiers, longtemps à Emily Dickinson dont cette fragile chanson, inconsciemment, s'est accrochée à ma mémoire :

Pour faire une prairie
Il faut un trèfle et une abeille,
Un trèfle et une abeille,
Et puis la rêverie.
Mais la rêverie peut
Suffire aussi si les abeilles sont trop peu. [5]

C'est d'ailleurs à partir de l'œuvre de cette dernière que Bosquet semble avoir mis toutes les ressources de son art de traducteur au service de la poésie américaine. Fidèle au vocabulaire du poète qu'il traduit, Bosquet entend rester aussi fidèle à son esprit. Retrouver les mots d'un poème ne suffit pas, il faut aussi en retrouver le rythme, l'élan créateur par quoi le sortilège s'exerce sur le lecteur. En découvrant un rythme de poème français s'adaptant à l'esprit du poème étranger, Bosquet communique à l'œuvre recréée la puissance d'émotion de l'original. Ainsi sentons-nous spontanément — au lieu de deviner, comme dans la plupart des traductions — la tendresse d'un John Gould Fletcher, la fougue brutale d'un Carl Sandburg, la frénésie d'un Robinson Jeffers, la rigueur extrême d'un Wallace Stevens, la mélancolie déchirante d'un Langston Hughes. Le livre refermé, certains poèmes continuent de chanter dans notre sou-

3. *" Let us go, through certain half-deserted streets,*
The muttering retreats
Of restless nights in one-night cheap hotels
And sawdust restaurants with oyster-shells... "
4. Éditions Stock.
5. *" To make a prairie it takes a clover*
And one bee, —
One clover, and a bee,
And revery.
The revery alone will do
If bees are few. "

ir où leur forme parfaite les a fait se graver. Ces tercets nostalgiques Countee Cullen, par exemple :

Les morts sont les plus sages, car ils savent
Jusqu'où s'en vont les racines des fleurs,
Combien la graine doit pourrir avant de croître.

Les morts sont seuls à supporter le gel, la pluie
Au cœur qui ne bat plus et au cerveau tout froid,
Sans ressentir ni joie ni peine...[6]

encore ce poème-boutade de James Laughlin, *Pas de comparaison :*

Un perroquet
un perroquet qui parle
un perroquet dans une cage
« jolie Polly »

Un poète
sans blague un poète
un poète aux U.S.A.
« Salut Shakespeare » [7]

L'intérêt que Bosquet, dans son *Anthologie de la Poésie Américaine,* rtait à certains poètes, permettait de penser qu'un jour il les étudierait is longuement. Il y a quelques mois, reprenant l'œuvre de Carl Sandrg [8], il recréait avec bonheur quelques-unes des meilleures compositions ce grand poète populaire, telle cette chanson anti-militariste intitulée *rbe :*

Mettez ces corps en tas, bien haut,
A Austerlitz, à Waterloo,
Ces corps en pelletées.

6. *" Dead men are wisest, for they know*
How far the roots of flowers go,
How long a seed must rot to grow.

Dead men alone bear frost and rain
On throbless heart and heatless brain,
And feel no stir of joy or pain... "

7. *A parrot*
a talking parrot
a parrot in a cage
" pretty Polly ".

A poet
no fooling a poet
a poet in the U.S.A.
" Hiya Shakespeare ".

8. Carl Sandburg : *Le peuple, oui* (Coll. « Autour du Monde », Ed. ghers).

Et puis laissez-moi faire.
Je suis l'herbe,
Je couvre tout.

Puis mettez-les en tas, bien haut,
à Gettysburg.
Puis mettez-les en tas, bien haut,
A Ypres et à Verdun,
Ces corps en pelletées.
Et puis laissez-moi faire.

Deux ans, dix ans...
Les voyageurs demandent au guide :
Qu'est cet endroit?
Où sommes-nous?
Je suis l'herbe;
Laissez-moi faire[9].

D'un tout autre ton sont les poèmes d'Emily Dickinson à laquelle Alain Bosquet vient de consacrer un intéressant volume dans la collection des « Poètes d'aujourd'hui [10] ». On sait quelle place importante occupe dans la littérature américaine du XIXe siècle cette jeune fille sans beauté, qui passa toute sa courte vie recluse dans la maison paternelle et pour distraire son ennui griffonna des poèmes sur de vieilles enveloppes. Ses poèmes au vocabulaire étrange et à la syntaxe capricieuse, publiés après sa mort, connurent rapidement la célébrité aux États-Unis tandis que la légende s'emparait de la vie de la poétesse. J'avais aimé la traduction souple et cependant très classique de forme que M. Jean Simon avait donnée de quelques-uns d'entre eux [11]. Alain Bosquet, dans ses nouvelles traductions, se montre plus hardi quant au choix des mots, plus virtuose aussi dans la recherche d'un vers français qui reflète l'écriture elliptique et audacieuse d'Emily Dickinson. Qui pourra prétendre que l'on ne retrouve pas le charme de l'original dans ce court poème :

Je suis personne! Qui es-tu?
Es-tu personne, toi aussi?

9. *Pile the bodies high at Austerlitz and Waterloo.*
Shovel them under and let me work :
I am the grass; I cover all.

And pile them high at Gettysburg,
And pile them high at Ypres and Verdun.
Shovel them under and let me work.

Two years, ten years, and passengers ask the conductor :
What place is this?
Where are we now?
I am the grass.
Let me work.

10. Éditions Pierre Seghers.
11. Emily Dickinson : *Poèmes* (Coll. « Autour du Monde », Ed. Seghers).

Nous sommes donc deux — n'en dis rien!
On nous chasserait, tu le sais!

C'est si triste d'être quelqu'un!
C'est si public : une grenouille
Criant son nom soir et matin
Au marécage qui l'admire! [12]

dans cet autre, tout imprégné du dégoût de la mort :

Cette poussière était des Messieurs et des Dames,
Des Garçons et des Filles;
C'était le rire, le talent et le soupir,
Et des robes, des boucles;

Ce calme endroit, un gai château en plein été,
Où abeilles et fleurs
Faisaient leur ronde d'Orient,
Puis prenaient fin, comme ceci [13].



ertes, on peut regretter que les éditeurs de poésie traduite ne fassent appel plus souvent à des poètes de la classe d'un Pierre Leyris, d'un mel Guerne ou d'un Alain Bosquet. Fréquemment, poussés par le seul ıci de l'actualité, ils acceptent des textes de traducteurs qui ne ınaissent, hélas! ni la langue qu'ils traduisent ni leur propre langue. elques-uns, plus scrupuleux, font appel à un spécialiste, un professeur i, s'il n'est pas poète, et grand poète, s'en tient à une rigoureuse traction littérale. Dans les deux cas l'échec est retentissant. La traduction térale, qui ne conserve que l'image, apparaît au fond comme le squete du poème. Comment jugerait-on de la beauté d'une femme uniquent sur son squelette? Utile à l'étudiant malhabile encore à découvrir

12. *I'm nobody! Who are you?*
Are you nobody, too?
Then there's a pair of us — don't tell!
They'd banish us, you know.

How dreary to be somebody!
How public, like a frog
To tell your name the livelong day
To an admiring bog!

13. *This quiet Dust was Gentlemen and Ladies,*
And Lads and Girls;
Was laughter and ability and sighing,
And frocks and curls.

This passive place a Summer's nimble mansion,
Where Bloom and Bees
Fulfilled their Oriental Circuit,
Then ceased like these.

Et puis laissez-moi faire.
Je suis l'herbe,
Je couvre tout.

Puis mettez-les en tas, bien haut,
à Gettysburg.
Puis mettez-les en tas, bien haut,
A Ypres et à Verdun,
Ces corps en pelletées.
Et puis laissez-moi faire.

Deux ans, dix ans...
Les voyageurs demandent au guide :
Qu'est cet endroit?
Où sommes-nous?
Je suis l'herbe;
Laissez-moi faire[9].

D'un tout autre ton sont les poèmes d'Emily Dickinson à laquelle Alain Bosquet vient de consacrer un intéressant volume dans la collection des « Poètes d'aujourd'hui [10] ». On sait quelle place importante occupe dans la littérature américaine du XIXe siècle cette jeune fille sans beauté, qui passa toute sa courte vie recluse dans la maison paternelle et pour distraire son ennui griffonna des poèmes sur de vieilles enveloppes. Ses poèmes au vocabulaire étrange et à la syntaxe capricieuse, publiés après sa mort, connurent rapidement la célébrité aux États-Unis tandis que la légende s'emparait de la vie de la poétesse. J'avais aimé la traduction souple et cependant très classique de forme que M. Jean Simon avait donnée de quelques-uns d'entre eux [11]. Alain Bosquet, dans ses nouvelles traductions, se montre plus hardi quant au choix des mots, plus virtuose aussi dans la recherche d'un vers français qui reflète l'écriture elliptique et audacieuse d'Emily Dickinson. Qui pourra prétendre que l'on ne retrouve pas le charme de l'original dans ce court poème :

Je suis personne! Qui es-tu?
Es-tu personne, toi aussi?

9. *Pile the bodies high at Austerlitz and Waterloo.*
Shovel them under and let me work :
I am the grass; I cover all.

And pile them high at Gettysburg,
And pile them high at Ypres and Verdun.
Shovel them under and let me work.

Two years, ten years, and passengers ask the conductor :
What place is this?
Where are we now?
I am the grass.
Let me work.

10. Éditions Pierre Seghers.
11. Emily Dickinson : *Poèmes* (Coll. « Autour du Monde », Ed. Seghers).

ous ne les regretterons pas. Leur pauvreté était telle qu'elle décourageait lecteur le moins exigeant. Et, dans les récitals, les raclements de guitare nt on avait pris l'habitude d'accompagner ces tristes textes desséchés les sauvaient guère de la catastrophe! Mais que valent ces nouvelles *oésies complètes?* Leur traduction a été confiée, dans l'ensemble, à deux spanistes réputés, André Belamich et Pierre Darmangeat. Il s'agit, rtes, de deux tempéraments très différents. Le premier, professeur, ais aussi poète, cherche, comme Pierre Leyris et Alain Bosquet, à trouver le mot et le rythme. Le second, universitaire scrupuleux, reste ès souvent prisonnier du mot. Il fallait, pour ne pas briser la transpance du *Livre de poèmes* et des *Chansons* beaucoup de fraîcheur et de nsibilité. André Belamich n'en a pas manqué. Je ne lui reprocherai ère qu'un petit poème dont la lourdeur du premier vers ternit, hélas! cristal de l'ensemble. Le poème est intitulé *Miroir d'eau :*

> *Je me mirai en tes yeux*
> *songeant à ton âme.*
> Laurier blanc.
>
> *Je me mirai en tes yeux*
> *songeant à ta bouche.*
> Laurier rouge.
>
> *Je me mirai en tes yeux.*
> *Mais tu étais morte!*
> Laurier noir [17].

Ceux qui ont déploré la médiocrité des versions successives du *Romanro gitan* accorderont à André Belamich de bien jolies trouvailles, qui sont pas sans rappeler celles de Jean Prévost traduisant *La femme ultère :*

> *Je la pris près de la rivière,*
> *Car je la croyais sans mari*
> *Tandis qu'elle était adultère...* [18]

17. *Me miré en tus ojos*
pensando en tu alma.
Adelfa blanca.

Me miré en tus ojos
pensando en tu boca.
Adelfa roja.

Me miré en tus ojos.
¡ Pero estabas muerta!
Adelfa negra.

18. *Y que yo me la llevé al río*
creyendo que era mozuela,
pero tenía marido.

De Pierre Darmangeat j'avais surtout aimé la traduction du *Poète* *New York*, dont la multiplicité des images permettait de ne pas attache au rythme une très grande importance. C'est, je crois, une erreur de lı avoir confié celle du célèbre *Chant funèbre pour Ignacio Sanchez Mejia* le plus haut moment lyrique de toute l'œuvre de Lorca. La traductio littérale réduit ici le poème aux limites d'un mot à mot obscur et insup portable. D'autre part, je ne suis pas sûr que les retouches apportées pa Pierre Darmangeat aux versions bien connues de ce poème aient toujour été très heureuses. Ainsi pourquoi avoir substitué aux vers fameux d l'entrée :

A cinq heures du soir.
C'était juste cinq heures du soir... [19]

ceux-ci qui, sans être plus précis, alourdissent encore l'harmonie :

A cinq heures de l'après-midi.
Il était juste cinq heures de l'après-midi...

Pourquoi aussi, dans le finale, à deux vers parfaits que n'aurait pa reniés Lorca :

Ni le taureau ni le figuier ne te connaissent,
ni les chevaux ni les fourmis de ta maison[20]

faire succéder deux vers dont le prosaïsme total brise d'un coup toute symphonie :

L'enfant ne te connaît ni l'après-midi,
parce que tu es mort pour toujours. [21]

La traduction de ce poème, on le voit, reste à faire. On aurait souhait que Paul Eluard pût y participer. Cet échec, qui démontre qu'un exceller spécialiste [22] peut ne pas être inspiré par la traduction poétique confirm également le jugement de Bosquet [23] : « Les problèmes auxquels le tr ducteur de poèmes doit faire face sont multiples. *Il ne peut, en princip accepter le point de vue des professeurs pour qui la fidélité littérale doit ê préservée à tout prix.* Il s'efforce bien plus de re-créer le poème en françạ que d'en donner un décalque rigide. Ce qui, comme on dit vulgairemen « ne passe pas », il doit le transposer, en trouver une paraphrase et ren placer, là où il le juge nécessaire, un terme par un autre. »

19. *A las cinco de la tarde.*
Eran las cinco en punto de la tarde...
20. *No te conoce el toro ni la higuera,*
ni caballos ni hormigas de tu casa.
21. *No te conoce el niño ni la tarde*
porque te has muerto para siempre.
22. On lira avec intérêt le très bel essai que P. Darmangeat a consacré Machado : *L'homme et le réel dans Antonio Machado* (Librairie des Éd tions espagnoles).
23. Préface à l'Anthologie de la Poésie américaine.

***

'e ne veux pas terminer cette chronique consacrée à la traduction en ·sie sans saluer le nouveau livre du plus grand traducteur de ce temps. i parlé plus haut d'Armel Guerne. Je ne connais pas personnellement nel Guerne, mais je l'imagine comme un poète infiniment sensible et fond, qui doit souffrir beaucoup du mépris dans lequel notre époque, est pourtant celle de la connaissance et des grands échanges culturels, ıt la traduction. En publiant sa très précieuse anthologie des *Roman-tes allemands* [24], qui est un chef-d'œuvre du genre, Armel Guerne a ılu donner à tous ceux qui traduisent une double leçon. Aux spécia-es d'abord, qui trop souvent enveloppent l'œuvre des poètes étrangers commentaires savants et d'analyses subtiles pour réduire le texte ginal à un mot à mot décevant et sans grâce. « Les textes », écrit nel Guerne, « on ne les voit pas. Ou quand on les voit, c'est la plupart temps par bribes et par morceaux, pour justifier des idées, des opinions, jugements : et les malheureux originaux cheminent comme ils peuvent, rorisés, entre les files interminables et bien armées de la police intel-uelle du moment ». Point de considérations grandiloquentes, donc, ıs ce livre transparent, mais des textes, rien que des textes qui, traduits ıs une langue d'une pureté incomparable, toucheront directement le ır de ceux qui les liront. Tel ce poème de Friedrich Hölderlin, *Tout gréable de ce monde :*

Tout l'agréable de ce monde, je l'ai eu;
Les joies de la jeunesse au loin, si loin ont fui!
Et l'avril et le mai et le juin sont partis,
Et je ne suis rien plus. Je n'ai plus gré à vivre. [25]

La seconde leçon d'Armel Guerne s'adresse aux traducteurs qui par r négligence, ou leur soumission aveugle à un mot à mot borné, laissent raduction s'enliser dans le discrédit général au lieu de l'élever au rang n grand genre littéraire. « La qualité de la traduction, dont on a si peu ci généralement de nos jours », écrit encore Armel Guerne, « *importe ant et plus peut-être que le texte même sur lequel elle est fondée... Il faut ucoup d'amour pour traduire bien, et des affinités qu'on ne commande* ».

ouhaitons que le message de Guerne soit entendu de tous !

Claude COUFFON

4. Editions Desclée de Brouwer.
5. *Das Angenehme dieser Welt hab ich genossen,*
Der Jugend Freuden sind wie lang! wie lang! verflossen.
April und Mai und Junius sind ferne,
Ich bin nichts mehr, ich lebe nicht mehr gerne.

Le Ciném

Douze hommes en colère (*Twelve angry men*) **de** *Sidne Lumet.*

Douze hommes en colère est un des meilleurs films présentés cette saiso Il n'a pas exigé de grands moyens financiers : de la pellicule en noir e blanc format standard, deux décors simples, des acteurs de second pla (Henry Fonda a cessé d'être, aux U.S.A., une vedette). En France, u film identique reviendrait à une trentaine de millions, moins que la moin coûteuse des productions en cours. A la limite, un amateur pourrai tourner *Douze hommes en colère* en 16 mm, s'il embauchait des comédien sans emploi et s'il avait réellement le sens du cinéma. Ce n'est pas u paradoxe : il y a là une des solutions possibles à l'irritant problème d l'avenir artistique du cinéma, à l'heure des devis géants et des supe productions en Scope. Faut-il ajouter qu'il s'agit d'une production indé pendante (financée par Henry Fonda) et que Sidney Lumet, le metteu en scène, a appris son métier à la Télévision. Autant d'éléments qu viennent à l'appui des hypothèses que je formule ici même depuis trois an

Douze hommes en colère est un film de comportements, marqué, comm les meilleurs romans américains, par le behaviorisme. Voilà douze homme réunis dans une salle anonyme d'un Palais de Justice. Ils forment un jur Ils ont à décider de la vie d'un garçon qui est accusé de parricide. Ils son saisis à l'état de crise, puisqu'ils vivent un moment assez privilégié de leu propre existence. Or jamais le metteur en scène ne procède ostensiblemen à l'analyse de leurs motivations intimes. André Cayatte, qui traita u sujet identique dans *Justice est faite*, donnait une foule de détails sur chacu des jurés : il les faisait revivre, par une série de flash-backs, dans leu milieu social ou familial. Il recherchait l'équivalent d'un roman d'analys Sidney Lumet se borne, au moins en apparence, à enregistrer un déba A nous d'observer, de déduire, de conclure.

L'influence du behaviorisme n'est pas seule en cause. Le réalisateu connaît, au moins de façon hâtive, les méthodes de la sociométrie. décrit les réactions d'un petit groupe, coupé du monde, pendant quatre vingts minutes. Des tensions naissent très vite et derrière le chef apparen — le juré n° 1, président désigné par la Cour — se dessinent les leader réels, le n° 8 et le n° 4, qui polarisent les deux tendances « Non-coupable et « Coupable ».

La durée du film est égale à la durée de l'action, car toute coupure aurai faussé l'expérience. Si la caméra souligne certains détails ou isole certain

ıges, si elle opère un choix dans les plans d'ensemble, le découpage :rahit pas l'exposé des faits.

l s'agit donc, en gros, d'un jury qui change d'opinion. Premier vote : voix pour un verdict de culpabilité, une voix pour l'acquittement. .s une règle de procédure exige, aux U.S.A., que les décisions soient ıes à l'unanimité et les suffrages se répartissent successivement de la ɔn suivante : 10-2, 9-3, 8-4, 6-6, 3-9, 4-8, 1-11, 0-12. On examine les rges qui pèsent sur l'inculpé, on fait la part du « doute valable » qui t, selon la loi américaine, extraîner un verdict d'acquittement, mais térêt de ce débat dépasse largement le plan juridique. A travers les sions du micro-groupe, se définissent peu à peu des caractères humains :

— Le n° 1, président du jury. Entraîneur sportif dans un collège. ·sonnalité souriante et conciliatrice. Il suit l'avis de la majorité et modifie . vote après le résultat 6-6.

— Le n° 2. Employé de banque, 35 ans, lunettes, front dégarni. Il est ıide et captivé. Ce procès constitue l'aventure de sa vie. Il s'étonne de .t, l'avoue franchement et sera le cinquième à voter non-coupable.

— Le n° 3 (Lee J. Cobb). Entrepreneur de transports. A très bieu ssi, mais son fils est un voyou. Il se venge sur l'inculpé : « — Sale môme, me paieras ça ». Il votera coupable, seul contre tous, puis il s'effondrera.

— Le n° 4. Agent de change. Bien élevé, rationnel, impassible : il a la ʒuetterie de sa froideur. Il examine un problème policier avec le déta- :ment d'un lecteur du *Masque*. Sa dernière objection levée, il dira de sa ix égale : « — J'ai maintenant un doute valable ».

— Le n° 5. A passé son enfance dans un quartier populeux. Pourra nner au jury des détails techniques sur les couteaux à cran d'arrêt sera très vite convaincu de l'innocence du jeune accusé.

— Le n° 6. Ouvrier peintre. Pour la première fois de sa vie, il est l'égal ın agent de change et d'un entrepreneur de transports. Il rabroue rtement ceux qui élèvent la voix ou font les imbéciles. Il vote « non- ıpable » par simple hostilité pour ceux qui votent « coupable » et qui ıt riches.

— Le n° 7 .Marchand de confitures, si mes souvenirs sont exacts. A gagné .000 dollars l'année précédente. Il voudrait quitter le Tribunal au plus :e, pour assister à un match de base-ball. Anti-rouge. Il soupçonne le 8, qui soutient l'inculpé, d'être un homme de gauche. « — Vous faites par vice? Versez donc 5 dollars à la caisse du Parti et n'en parlons ıs ». Car l'inculpé, fils d'immigrant, est de très basse condition.

— Le n° 8 (Henry Fonda). Le moins typé de tous. L'homme de bonne lonté qui doute, fait partager ses doutes et finira par arracher un acquit- nent. C'est un personnage abstrait et symbolique, un porte-parole la démocratie américaine, et le moins convaincant de ces douze jurés.

— Le n° 9. Un vieil homme qui souffre d'être à l'écart, d'être hors de ırse et qui prend sa revanche. Il sera le second à voter « non-coupable ».

— Le n° 10. Politicien, braillard, raciste. De méchante humeur, parce 'il est « présidé ». Estimait avoir le droit à être n° 1.

— Le n° 11. Un horloger d'origine allemande. Méticuleux, honnête. ger complexe d'infériorité, mais dit tout de même ce qu'il a à dire.

— Le n° 12. Agent de publicité, Américain cent pour cent. Très fo complexe d'infériorité qu'il compense par une verve de commis-voyageu Se trouble devant les chefs. A trouvé dans le n° 4, cossu et froid, un subs titut du père.

Tous ces traits de caractère apparaissent insensiblement, par petit détails réalistes, ce qui fait la force du récit. Qu'il y ait ici ou là quelque traces de démagogie (à propos de la question raciale ou de la justice amé ricaine) n'enlève rien à la qualité de l'ensemble. *Douze hommes en colè* est un film qui donne lieu, ce qui est rare, à une passionnante exégès

Raymond BORDE



L'ombre, de *Jerzy Kawalerowicz.*

Un train roule à pleine vitesse dans la campagne polonaise. Un voyageu se laisse tomber sur le ballast. On le ramasse, le visage en bouillie. Il meur à l'hôpital. Ses poches sont vides : ni portefeuille, ni documents. Qui es cet homme ? C'est le point de départ de *L'ombre*, un film réalisé en 195 par l'excellent metteur en scène Jerzy Kawalerowicz.

Le policier chargé de l'enquête se fait fort d'identifier le cadavre. L chirurgien de l'hôpital se montre sceptique et donne l'exemple d'unmystèr jamais résolu : une mitraillade entre résistants, à Varsovie, pendant l guerre, au cours de laquelle un certain Biskupik joua un rôle des plu louches. A son tour, un officier des services de sécuri é évoque une vieill affaire où le nom de Biskupik fut prononcé. C'était en 1946, lorsqu l'armée luttait contre la Terreur blanche et les maquis fascistes.

Mais l'enquête continue. Un ouvrier est arrêté dans une gare, sans bille de chemin de fer. On le presse de questions, il se trouble, finit par avouer Son récit constitue le troisième épisode. Il s'est rendu complice d'un sabo tage. Il connaissait un bonhomme assez louche, Biskupik évidemment qu'il a aidé sans le vouloir à incendier un puits de mine. Pris en chasse pa la police, il a retrouvé Biskupik dans un train de voyageurs, a essayé d le maîtriser, mais l'autre est tombé dans le vide.

On voit quel est le défaut, le seul d'ailleurs, de *L'ombre*. Le scénari est maladroit. Trop de hasards, qui n'en sont pas, lient les trois épisodes alors qu'il suffisait de les présenter dans l'ordre 3-2-1 ou 3-1-2 (témoignag du mineur identifiant le cadavre, puis recherche des antécédents dans le archives policières) pour éviter tout arbitraire.

Mais chaque épisode est efficace et convaincant. Rarement l'atmosphèr d'une grande ville sous l'occupation a été mieux rendue qu'en ces première images de *L'ombre* : chaussées vides, dimanches sinistres, semelles d bois et robes au-dessus du genou. J'ai eu l'impression, si rare au cinéma d'un authentique retour en arrière et d'un souvenir quasi personnel A quoi cela tient-il ? Au grain de la photo ? A la grisaille de l'image

ce décor de rues hostiles et d'entrepôts minables qui suggère des sensa-
ns de peur et de froid ?

Le deuxième épisode est un document sur la naissance difficile de la logne communiste. Des bandes fascistes ont longtemps fait la loi dans taines zones rurales. Elles groupaient d'anciens militaires, des résistants droite, des déclassés. Kawalerowicz a dessiné ici quelques silhouettes ez étonnantes : le « Môme », un officier de carrière devenu chef d'un quis de vingt hommes et qui conserve, dans la forêt, ses manières de litaire cassant, élégant et sadique; son ordonnance, qui porte un uni-me de coupe anglaise; ses hommes, plus bandits que soldats, qui asinent en raffinés les paysans de gauche.

Le troisième épisode, celui du sabotage, se situe vraisemblablement 1956. Il est traité de façon plus hâtive, au moins dans ses aspects litiques, ce qui est un peu dommage. Il vaut par les effets de « suspense », is sur ce plan, qui pour nous est moins neuf, Kawalerowicz ne surpasse s les réalisateurs américains.

La technique de *L'ombre* est brillante. Kawalerowicz, qui a un sens ident du pittoresque humain, a cherché à la fois — et il a eu raison — images de choc, les détails sexuels, les séquences d'atmosphère, les ontages courts et les effets sonores. Pour ce jeune cinéma qui est en train naître à l'Est, le dégel du contenu va toujours de pair avec un dégel la forme. La hantise du « formalisme » — cette notion dénuée de sens, le les staliniens ne furent jamais capables de définir mais dont ils se rvirent à des fins policières — a disparu.

R. B.



a vie criminelle d'Archibald de la Cruz *(La vida criminal de Archibaldo de la Cruz)*, de *Luis Buñuel.*

Dans l'œuvre de Luis Buñuel, *La vie criminelle d'Archibald de la Cruz* situe entre un film mexicain que nous ne connaissons pas, *El río y la uerte* (1954) et un film français très agressif, très réussi, *Cela s'appelle aurore* (1955). Est-ce un divertissement ? Un morceau d'humour ? ne confession intime ? Cette *Vie criminelle* est difficile à déchiffrer.

Le señor Archibald, un névrosé qui ressemble à une gravure de mode, t un meurtrier passif. Il rêve de tuer des femmes exécrables, mais il t devancé par les hasards de la mort. Une religieuse fort jolie le soigne l'hôpital d'un ébranlement nerveux. Il lui propose de la supprimer : elle oit attendre avec impatience de pénétrer dans le royaume de Dieu. La ligieuse affolée s'enfuit dans les couloirs, ouvre une porte d'ascenseur tombe dans le vide.

Retour en arrière. Archibald fait le récit de ses crimes manqués. Très une il a désiré la mort de sa gouvernante. Une balle perdue a tué net

cette jolie brune, qui s'est affalée sur le sol, cuisses découvertes. Plus tard, il combine le meurtre d'une fille vulgaire et provocante. L'arrivée d'un fâcheux remet tout en question et, dans la nuit, cette putain haïssable se suicide. Puis Archibald fait la connaissance d'une jeune femme très libre, intelligente, pleine de charme. Pour elle, les flammes. Il l'appelle sa « petite Jeanne d'Arc » et s'apprête à la faire rôtir dans un four de céramiste. Elle est sauvée par la venue de touristes américains et Archibald en est réduit à brûler un mannequin de cire.

Il se marie. Il épouse une jeune fille dont il attend l'apaisement : « ... Je suis sûr que vous êtes bonne et pure comme les tout petits enfants. » Or il apprend qu'elle a couché avec un architecte. Il l'égorgera le soir des noces, pendant qu'elle dira ses prières. Mais il se laisse devancer, une fois de plus. La jeune femme est tuée par son ancien amant.

Quel est le sens de cette boucherie qui n'a pas lieu ? On a parlé de sadisme malsain, de relents du surréalisme. C'est oublier un fait essentiel : Archibald est puceau. Il désire toucher de la chair de femme, mais le sens de la faute et l'habitude du pucelage rendent cet acte infiniment hors de portée. Il se conduit en puritain, en justicier. Il rêve d'abattre les couples, de pourchasser la jouissance, d'endiguer le désir des autres. D'ailleurs Archibald ne tue en pensée que des femmes indignes. Une religieuse trop attachée aux biens de ce monde. Une demi-mondaine qui affiche ses dessous en montant en voiture : « ... Mes jambes vous plaisent ? » Puis une femme charmante, mais trop libre et qui traîne chez les antiquaires un vieux monsieur qui l'entretient (Archibald avait prévu, en la brûlant, de garder un mannequin à son image : un double qui aurait été sans sexe et sans péché). Puis Carlotta, la sainte Carlotta, qui couche depuis deux ans avec son architecte...

Archibald est l'image, avec dix ans de moins, du Francesco de *El*, autre puceau sadique. Le ton diffère, il est ici plus rose, plus commercial (thème de la boîte à musique), mais les deux films ont le même sens. Buñuel raconte sa jeunesse et cette fidélité à d'anciens phantasmes n'est absolument pas en contradiction avec la morale sexuelle du groupe surréaliste, qui fut une morale de la pureté. L'amour fou était un amour « propre ».

La vie criminelle d'Archibald de la Cruz vaut enfin par les détails non conformistes, comme s'il y avait tout au long du film une double optique, celle du vierge sadique, et celle de l'opposant lucide. Que Buñuel ait situé ses puceaux torturés, Francesco comme Archibald, dans les milieux très catholiques de la grande bourgeoisie mexicaine, ne manque pas de sel. Quand elle n'est pas donnée pour terrain d'élection de la névrose, la religion est associée à toute l'hypocrisie d'une société de castes envers laquelle Buñuel ne cache pas sa haine. Lors des noces d'Archibald, une conversation à bâtons rompus réunira comme par hasard un curé idiot, un militaire et un policier sur le même canapé. Et l'émotion patriotique sera mise en parallèle avec les fastes de l'Église.

R. B.

☆

nuits blanches *(Le notti bianche)*, de *Luchino Visconti*

a réalisation technique des *Nuits blanches* est un travail de toute ıté. Luchino Visconti, qui est un homme de théâtre plus encore que de ma, a réussi ce tour de force de faire du bon cinéma théâtral. Sur le grand plateau de Cinecittà, il a planté un décor très slave, où Livourne ·mble à du Gorki amer. Un pylône se détache sur un ciel dramatique, ıit ondule sur les canaux, la lumière troue des pans de mur, les putains ent et disparaissent, mangées par l'ombre, les mendigots se terrent les berges, un vent glacé secoue les lampadaires et fait voler de vieux naux, les tubes au néon des postes à essence suggèrent qu'une ville à, silencieuse et vivante, au-delà du décor où Visconti s'enferme.

ne ıntrigue se noue. Sur un pont du canal, un jeune homme timide ontre une jeune fille malheureuse et secrète. Mais l'autre n'a-t-elle déjà donné son cœur ? Elle est venue au rendez-vous du souvenir. eune homme est prié de ne pas espérer : on ne lui demande que son tié. Il espère quand même. Il désespère enfin, lorsque l'autre revient, bonheur lui échappe, dont il était si sûr, dans l'aube neigeuse de ver.

ue faut-il d'autre à Visconti, pour raconter cette simple histoire ? de choses. Un intérieur modeste où de vieilles dames ravaudent des s somptueux : c'est la maison de Nathalie. Sa chambre : murs dénudés, e de style, peinture lépreuse, oreillers blancs. Puis un café-dancing, 'amoureux godiche singe le rock n'roll, parmi des couples indifférents, ngement lointains, qui exécutent autour de lui un ballet frénétique lacé. Enfin, un poulailler à l'Opéra : brève scène de raccord dans un ı-back.

out ceci dit assez dans quel sens Visconti entend pousser le cinéma : un art du sordide, une préciosité de la lézarde. Si l'on y réfléchit, ce ange curieux de pouillerie néo-réaliste et de raffinement était déjà ible dans *La terra trema* et, bien sûr, dans *Senso*. Que la caméra cadre gros plan les mains de Maria Schell et ces mains donnent l'impression oir été modelées par un sculpteur de la Renaissance. Qu'un mouve- t d'appareil isole du décor une muraille en ruines, et ce mur devient bjet insolite tranchant la nuit comme une proue. Mendiants, prosti- s sont à la fois réels et hiératiques et l'art de Visconti est dans cet la fois ». L'histoire l'intéresse peu : elle semble insignifiante. Il y a vu rétexte à une illustration. Il a meublé l'écran comme il aurait meublé scène de théâtre, en prenant du recul et en jetant sur ses décors un ɔ d'œil de peintre. On lui demanda, au Festival de Venise, s'il accep- d'être appelé « néo-romantique ». Il protesta et il avait raison. Il a pas trace de romantisme dans *Les nuits blanches*, mais la froideur ète d'un réaliste désabusé qui s'intéresse maintenant à une tache de ière, à une flaque d'eau, à des reflets dans un miroir et à ces brumes es contours s'estompent, où la vie agonise,

'ai dit honnêtement les qualités du film, qui sont d'ordre formel. Je à l'aise pour dénoncer l'intolérable trahison dont Visconti s'est rendu pable à l'égard d'un texte que je crois important. Il a adapté une

nouvelle de Dostoïevski, *Les nuits blanches*, ou plus exactement un « roman sentimental » très court : soixante-deux pages dans la vieille édition Arthème Fayard à dix centimes. Ce roman, Dostoïevski l'appelle aussi *Journal d'un rêveur*. Le « Je » du texte est un solitaire qui habite Saint-Pétersbourg. Il arpente sans fin les rues de la ville, marche au hasard et guette l'étreinte de la nuit pour se livrer à son plaisir secret : les phantasmes. Il a ses thèmes préférés qu'il enrichit jour après jour de nouveaux détails. « Mais vous demanderez le sujet de ses rêves, peut-être... Le rôle du poète, d'abord méconnu, glorieux ensuite; son amitié avec Hofmann, la Saint-Barthélemy, la conduite héroïque d'Yvan Vassilivitch pendant la prise de Kazan, Jean Huss devant ses juges, la bataille de la Bérézina, Danton, Cléopâtre... » Le voilà qui songe à un jardin sauvage, à une femme adorable, à un mari haineux et morne. Quelques secondes après, il la retrouve « beaucoup plus tard », c'est elle, ce n'est pas elle : « C'était dans une ville immortellement belle, au bruit joyeux d'un bal, sur le balcon d'un palais embaumé de myrtes et de roses. Elle le reconnut, ôta rapidement son masque et murmura : Je suis libre. » Mais un fâcheux survient, brise le cercle enchanté du phantasme : « Vous comprenez maintenant, Nastenka, pourquoi ce rêveur rougit, reste confondu de timidité lorsque son ami, un homme, un homme plein de santé, gros, gras, joyeux, ouvre sa porte et crie :

— Eh! frère, moi j'arrive de Pavlovsk!... Dieu! Le vieux comte, le vieil époux est mort, le bonheur est enfin possible et voilà des hommes qui vous viennent de Pavlovsk!

Ce solitaire typique, ce rêveur absolu, Visconti en a fait un jeune homme vaguement timide, un amoureux quelconque. J'imagine Lafcadio dans un vaudeville militaire : ce serait une trahison du même ordre. Le héros des *Nuits blanches* a été un instant mon miroir, et je ne suis qu'un parmi cent mille. Tout rêveur s'est retrouvé dans le texte de Dostoïevsky. J'irai plus loin. Dans les limites de l'introspection, qui est parfois irremplaçable, *Les nuits blanches* apportent à la psychologie un témoignage vécu, d'une qualité, d'une pureté assez rares.

J'accorde au cinéma la plus grande liberté dans l'adaptation des textes célèbres. Comme le disait Jean Pouillon ici-même, à propos de *Gervaise*, la fidélité à l'original est un problème qui a peu de sens. Admettons simplement qu'il y a des cas-limites où la trahison tient du margoulinage, lorsqu'il s'agit de textes importants. A nous de définir ces cas limites : *Les nuits blanches* en est un.

Si exigeant pour le décor, si sûr de lui dans sa technique formelle Visconti a massacré ce qui me semble l'essentiel. Il a donné le rôle du solitaire à Marcello Mastroianni, le don Juan très relaxé de tant de comédies, que l'on voit mal en proie à des états seconds. Il a banalisé le personnage en ajoutant des détails de son cru. Ainsi Mastroianni, godelureau jaloux, déchire la lettre de Nathalie, ce qui est impensable dans l'optique du roman : tout rêveur authentique rêve à son propre échec et s'en fait l'instrument. *Les nuits blanches* est un film truqué, j'hésite à dire le film d'un imbécile qui n'aurait rien compris au texte original. La mise en scène est belle et je préfère croire que Visconti, ce raffiné, patauge aussi dans le commerce.

R. B.

A PROPOS D'UN FILM DE COURT MÉTRACE : *LE VOYAGEUR*

En 1916, Guillaume Apollinaire écrivait : « Mais il est aujourd'hui un d'où peut naître une sorte de sentiment épique par l'amour du lyrisme poète et la vérité dramatique des situations, c'est le cinématographe. popée véritable étant celle que l'on récitait au peuple assemblé, et n'est plus près du peuple que le cinéma. Celui qui projette un film e aujourd'hui le rôle du jongleur d'autrefois. Le poète épique s'exprira au moyen du cinéma, et dans une belle épopée où se rejoindront ıs les arts, le musicien jouera aussi son rôle pour accompagner les phrases ique du récitant. »

Ce texte est assez révélateur de l'état d'esprit d'une époque : beaucoup rtistes, contemporains de Guillaume Apollinaire, se plaisaient à penser 'un renouvellement des styles pourrait avoir pour origine la recherche ıne synthèse entre différentes techniques d'art. On trouverait d'ailleurs ns le mouvement futuriste de Marinetti de semblables aspirations, qui jourd'hui nous paraissent dépassées.

C'est en 1948, après des essais avec la Télévision, que s'est imposée à n esprit l'idée que le cinématographe pourrait être la technique qui rmettrait d'établir des résonances entre les formes du monde irrationnel rêve et un texte poétique qui créerait le climat favorable à leur surgisnent. Dès ce moment-là le poème de Guillaume Apollinaire *Le Voyageur* parut particulièrement correspondre à ma recherche.

En tant que peintre je ne pouvais ignorer que la création dans le domaine s formes plastiques, se développe presque toujours en deux temps. Le emier, au cours duquel le dynamisme de l'activité inconsciente agit mme un excitant de l'imagination créatrice. Le second, celui de la nscience claire qui organise, selon un choix qui implique la liberté, les mes que l'inconscient avait tout d'abord proposées.

Mais à cette conception classique du phénomène de la création, on urrait opposer l'opinion généralement admise en psychanalyse, selon quelle le symbolisme de l'inconscient est le mode par lequel « la vie érieure se reconstruit et se renouvelle sans cesse ». Accepter cette idée, st reconnaître le rôle fondamental de la pensée irrationnelle sur la forition des images plastiques dont le caractère ambivalent peut s'exprimer ns contradiction, par des apparences non figuratives ou bien par des éments figuratifs qui se plient aux rythmes de l'ensemble de la composin.

Or, notre expérience avec le cinématographe nous a amené à penser que l'écran sur lequel sont projetées les images pourrait être le piège par excellence dans lequel viendraient se prendre les formes plastiques en voie de devenir, c'est-à-dire au moment où, avant de réaliser leur dernière métamorphose, elles sont encore de nombreuses fois, prises, perdues, reprises par leur créateur.

Le monde des apparences plastiques, dans le domaine de la peinture et du cinématographe, est un langage autonome, réfractaire à la logique des mots qui servent à expliciter les idées. Il est donc par essence intraduisible dans une autre technique d'art, et sa réelle authenticité dépend justement de cette rigoureuse irréductibilité.

Mais ce n'est pas quitter l'univers des formes plastiques que de tenter de dévoiler par l'intermédiaire de l'écran du cinéma, le cheminement secret de la « fonction imageante » de l'esprit lorsqu'elle s'insère dans la matière des formes plastiques suggérées par le climat affectif d'un texte poétique qui la provoque.

Rechercher les correspondances qui unissent l'expression poétique du drame d'un poème avec l'expression plastique qui se module dans le temps, tel a été le point de départ de notre aventure au sujet du film *Le Voyageur* et, comme Jacques Rivière dans son introduction à la métaphysique du rêve, nous aurions pu dire « un chemin s'empare de mes pas... »

On pourrait nous reprocher à propos de ce film d'avoir associé deux techniques d'art (forme plastique et poésie). Mais pour nous justifier, nous dirons qu'à aucun moment nous n'avons voulu créer une association et encore moins une fusion entre un rythme poétique et un rythme plastique. Nous avons d'ailleurs rejeté l'observance des disciplines dites intellectuelles. Notre effort s'est limité à chercher l'enlacement de la rumeur lointaine du poème avec les évocations plastiques qu'elle pouvait provoquer dans la sensibilité profonde, sans qu'il y ait identification entre les deux techniques. Et nous avons seulement voulu faire coïncider la rencontre *mais indissoluble* de leur différence.

C'est avec les moyens dont disposait en 1948 la Télévision (passage en direct) que j'ai commencé mes premiers essais et notamment avec *Le Voyageur* d'Apollinaire. A ce moment, mes dessins avaient été construits pour être lentement décomposés par les mouvements des caméras. Une subvention accordée en 1953 par le Ministère de l'Éducation Nationale et des Affaires Étrangères encouragea mes efforts. Mais ce ne fut qu'en 1956 que la Société « Argos-Films » décida de réaliser mon projet avec l'intention d'utiliser la technique du cinéma d'animation.[1] Loin de moi l'idée de ne pas reconnaître les qualités de cette technique, mais bien des réserves seraient à formuler au sujet de son emploi *ininterrompu* lorsqu'il s'agit de l'appliquer à des compositions plastiques se rattachant à l'esthétique du rêve. Car le caractère insolite des représentations oniriques tient en partie à leur fixité hallucinante alternant avec des rythmes à récurrences périodiques. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle ces représentations

1. Je dois dire que le générique du film *Le Voyageur*, tel qu'il a été composé, ne peut laisser supposer que je suis l'auteur de ce projet.

onnent parfois à leur contemplateur l'impression de figer le mouvement ans sa hardiesse, et dans l'épanouissement de son évasion. Bien souvent les se juxtaposent et poursuivent par saccades leur anéantissement, à noins qu'elles n'obéissent au système du labyrinthe dans lequel formes t espaces s'interpénètrent, et qui n'a besoin pour s'animer que du chemi-ement du regard du contemplateur à travers les divers éléments qui le omposent. Et tout m'incline à penser, après l'expérience que je viens de enter avec *Le Voyageur*, que c'est en faisant alterner la technique des alentis avec celle de l'animation, que celle-ci à son tour parvient à xprimer la puissance des sortilèges du rêve.

Et c'est peut-être parce que les images du rêve sont avant tout des aches qui sont presque immobiles dans un univers en fuite, qu'il leur st donné de suggérer cette « *inquiétante étrangeté* » (das Unheimliche) à ropos de laquelle Freud a écrit une analyse si pénétrante.

Or, le poème d'Apollinaire *Le Voyageur* peut être pris comme une nanière de confession chuchotée qui révèle le monde nocturne du poète. eul le thème nostalgique du *souvenir* qui scande d'une façon obsédante e poème, relie les images poétiques qui s'affrontent presque sans transition t de ce fait instaure le climat de l'irréalité et du rêve. C'est d'ailleurs a raison pour laquelle nous avons lié au thème de la désespérance une eprésentation plastique qui restait toujours fidèle à elle-même.

Nombreuses ont été les questions qui se sont imposées à moi depuis 'achèvement de ce film et je suis loin de les avoir résolues. Mais, dès main-enant, il m'apparaît que le déroulement des images ou des objets irréels ur l'écran du cinéma exige la recherche de durées différentes et extrême-nent nuancées, et que le surgissement de ces images ou objets irréels doit, omme dans les états de rêve, donner l'impression d'être sous le signe de a fatalité ou tout au moins de l'inattendu. Et je crois qu'il n'est pas arbi-raire de penser que seules les variations des vitesses dans le déroulement les images peuvent, pour une certaine part, leur conférer ce caractère l'ambiguïté. Jean-Paul Sartre a parfaitement analysé l'action puissante le ces « objets-fantômes » sur la sensibilité de ceux qui les accueillent, orsqu'il a écrit :

« Mais l'évasion à laquelle ils nous invitent n'est pas seulement celle qui nous ferait fuir notre condition actuelle, nos préoccupations, nos ennuis, ils nous offrent d'échapper à toute contrainte *de monde*, ils semblent se présenter comme une négation de la condition *d'être dans le monde* [1] comme un anti-monde ».

Dans le poème *Le Voyageur* Apollinaire a constamment invoqué le emps du souvenir. C'est-à-dire un temps contracté, fragmenté, intermit-ent, magique et alogique et qui semble parfois suspendre paradoxale-nent son écoulement irréversible. Images en apparence sans lien, mais qui correspondent à une forme spécifique du temps psychologique. Or, si nous avons fait appel à la technique du cinéma pour le traduire, c'est bien parce que nous pensons avec Merleau-Ponty : « qu'un film n'est pas une somme d'images, mais une forme temporelle. »

1. Le *In-der-Welt-Sein*, de Heidegger.

Ceci posé, on peut se demander si cette forme temporelle ne pourrait pas être considérée comme un des moyens qui permettraient de rendre moins obscurs les rapports des structures du moi profond avec celles du monde des formes.

Pour l'exécution du film *Le Voyageur* la technique de l'animation ayant été choisie par la Société Argos-Films [2] et bien que j'eusse aimé dès ce moment-là, ne la voir employée que par intervalles, j'ai cependant travaillé à son exécution avec le réalisateur Henri Gruel. Et pour conserver le frémissement de l'improvisation aux formes plastiques qui se succédaient dans le temps presque sans changement afin de donner la sensation du mouvement, il a fallu recourir à la technique de la feuille de papier noircie avec du fusain et construire ces formes par l'emploi d'une gomme spéciale.

Une telle expérience, nous devons l'avouer, oblige un peintre à reconsidérer ses idées sur le difficile problème de la composition dans le domaine des arts plastiques, car la recherche de l'unité dans un film ne peut être obtenue par l'addition de celles qui avaient été instituées au préalable pour chacune des compositions plastiques qui devaient participer au mouvement du film. Et nous ne croyons pas nous tromper en pensant que l'unité dans la technique du cinéma doit se construire avant tout sur la trajectoire qui relie la première à la dernière image d'un film. Ce qui revient à dire qu'elle se fonde sur le rythme de la durée. Envisagé sous cet angle, il devient possible de dire que, dans un film valable, la composition est toujours orchestrale.

Mais le film *Le Voyageur* appartient déjà au passé, il n'est plus pour moi qu'un essai d'indication parmi tant d'autres, vers des voies inexplorées, qui, peut-être, pourraient faire du cinéma autre chose qu'un simple spectacle ou un facile amusement, mais un instrument de recherche au service de l'art.

Laure Garcin



2. Le film *Le Voyageur* à été exécuté en quinze jours. J'ai donc été obligée d'inventer trop rapidement des dessins pour l'animation, or au point de vue technique il est impossible dans un temps aussi court de donner à des dessins la qualité qu'ils requièrent. Il est donc certain que l'élaboration d'un film de ce genre (technique de l'animation) exigerait une *très longue* préparation en studio pour parvenir à son maximum d'intensité.

NOTE SUR QUELQUES LIVRES DE CINÉMA

La fragilité de la pellicule, la destruction des vieilles copies et la difficulté e revoir un film comme on relit un texte, donnent aux livres de cinéma ne fonction documentaire qui est négligée une fois sur deux. Pourtant, moindre écrit devient précieux — résumé de scénario, catalogue publicitaire, magazine pour midinettes — lorsque les œuvres ont cessé d'être à la sposition des spectateurs. La collection complète d'un journal aussi ommercial que *Pour Vous* est devenue avec le temps une documentation remplaçable sur le cinéma américain des années 30-40. Des milliers e films ont disparu, envoyés à la fonte, stockés à Hollywood dans des lockhaus inaccessibles ou réduits de moitié pour la télévision. C'est ce ui confère aux livres de cinéma une importance à priori et une mission récise. J'hésite à employer ce terme de « mission » que je n'aime guère. isons, plus simplement, que les critiques ont intérêt à livrer aux cteurs le maximum de renseignements sur les films qu'ils évoquent : étails visuels, dialogues, récits de séquences. N'est-ce pas le moyen le lus convaincant de justifier des jugements de valeur ?

Ce souci méthodologique — qui pour moi équivaut à l'amour même u cinéma — fait tout le prix des trois études de Jean Mitry, . *M. Einsenstein* (Éditions Universitaires), *Charlot et la « fabulation haplinesque »* (Éditions Universitaires), *Les films de Charlie Chaplin* No spécial de la revue *Image et Son*). Ce sont pour les cinéphiles des vres indispensables. Un seul regret : que tant de textes, que tant de fiches ient été consacrés à l'œuvre de Chaplin, et qu'il n'existe rien — pas nême une filmographie — sur Harold Lloyd et Buster Keaton.

Moins inspiré ou moins doué, Armand Cauliez a écrit un essai décevant t bâclé, *Le film criminel et le film policier* (Les Éditions du Cerf) : des ieux communs à bâtons rompus. *Le mythe de la femme dans le cinéma méricain* est un beau thème sociologique. Mais une étude de cette envergure exige une méthode, une rigueur auxquelles Jacques Siclier n'est pas abitué (même collection). *Le cinéma japonais* de Schinobu et Marcel Giuglaris (même collection) est un ouvrage intéressant et parfois irritant. ntéressant par les détails qu'il donne sur le travail en studio et la place lu cinéma dans la vie japonaise. Irritant lorsqu'il passe très vite sur les ilms sociaux réalisés par des indépendants, après les grèves de 1948 et 'épuration des techniciens communistes. Un néo-réalisme d'une rare iolence est né à l'instant même où le cinéma mondial se repliait sur le onformisme. Ce courant que nous connaissons mal (*Les bateaux de 'enfer*, *Hiroshima*) risque d'avoir plus d'importance encore que l'école talienne. Sur un sujet si neuf, nous attendions une documentation de première main et un essai général d'analyse. Mais Schinobu et Marcel Giuglaris donnent rarement l'impression d'avoir vu les films qu'ils numèrent.

Dans un autre domaine. *Les merveilles du cinéma* de Georges Sadoul (Les Éditeurs Français Réunis) est une excellente initiation à la vie des studios, aux problèmes de montage, aux techniques nouvelles et aux méthodes de production. Il est vivant, précis, de lecture agréable, et remplit parfaitement son office. *Le langage cinématographique* de Marcel Martin (Les Éditions du Cerf) est un des rares essais théoriques publiés ces dernières années. Il m'a paru très consciencieux et très complet. Martin connaît à fond l'histoire du cinéma. Pour illustrer son exposé, il a multiplié les exemples, qu'il a choisis avec beaucoup d'efficacité. Enfin, Edgar Morin vient d'aborder dans *Le cinéma ou l'homme imaginaire* un vaste problème de psycho-sociologie : la nature des rapports spectateur-écran. L'image filmique est-elle vision magique, participation affective, perception objective ou véhicule d'idées ? On aura deviné qu'elle est tout cela, en un complexe indissociable. Ce texte pose des problèmes, propose des hypothèses, ouvre des voies à la recherche. Pourtant, il m'a semblé que Morin n'avait pas fait son choix entre une psycho-sociologie de type expérimental et les données de sa propre expérience intérieure. J'aurais souhaité trouver en annexe un matériel statistique, des résultats de tests, des analyses de contenu, bref un système de preuves.

Sans commune mesure avec ces textes sages, *Amour-érotisme et cinéma* de Ado Kyrou (Le Terrain vague) apparaît comme un cri de liberté, une splendide défense de l'amour et un réquisitoire. Une fois sur mille au cinéma l'amour est exempt de sacrements ou de remords. Une fois sur mille, il est l'Amour, dépouillé des angoisses, totalement érotique, l'Amour-scandale. On a reproché à Kyrou ses « excès monotones ». Je penserai plutôt qu'il pèche par modération. Un sociologue serait aussi dur pour les tabous et les censures, s'il devait étudier à travers des milliers de films la représentation de l'amour au cinéma. Limpide et poétique, ce livre fourmille d'idées neuves. Qu'il s'agisse de Clouzot, de Stroheim ou de la série noire, il faudra consulter Kyrou, comme on se réfère à Sadoul. Enfin, c'est la première histoire du cinéma — fût-elle une histoire partielle — qui tient compte du vieillissement et de la découverte, ces deux phénomènes de sens contraire qui modifient sans cesse l'échelle des valeurs. Jusqu'ici les textes d'ensemble étaient rédigés sur la base des ouvrages antérieurs. Kyrou a revu la plupart des films anciens qu'il évoque. Il les a réévalués. Il apporte à son travail d'historien une optique qui est de notre temps.

Raymond BORDE.

ıtrix Beck.

UN DÉJEUNER EMPOISONNÉ

ıu printemps dernier, la rédaction de la revue littéraire les *Cahiers des sons* m'invita à déjeuner. L'un des convives était Jacques Chardonne. ı après, Jacques Brenner, co-directeur des *Cahiers des Saisons*, m'écrivit ettre suivante :

3 *mai*

Chère amie,

ıes *Cahiers des Saisons* préparent un *Portrait de Jacques Chardonne.* ı ai établi le plan avec Roger Nimier. Nous avons pensé à demander ean Rostand d'évoquer Chardonne au beau temps du socialisme... ı vous, de montrer le « Chardonne capitaliste. » Ah, ça nous plairait ı que l'idée vous amuse de raconter « un déjeuner avec Chardonne »! 'acceptai, envoyai aux *Cahiers des Saisons* l'article demandé et Brenner répondit :

16 *juin*

Chère amie,

ßien reçu le compte rendu du déjeuner empoisonné. Nous vous en ıercions beaucoup. J'ai un peu pensé à la manière dont Breton rapportait propos de Gide. A vrai dire, Gide n'en était pas content, mais on ne .t vous soupçonner une seconde de vouloir être aimable avec Chardonne!

Merci encore.

'uis, Michel Breitman, secrétaire de la revue, vint chez moi et me onta que mon texte avait donné lieu à de violentes querelles, Brenner efusant à le publier et lui, Breitman, menaçant de démissionner si ce *euner* ne passait pas. Breitman me dit qu'il avait eu finalement gain cause et que mon compte rendu paraîtrait accompagné d'une note qu'il .it rédigée, confirmant que Chardonne avait réellement prononcé les oles que je rapportais.

Iais, le 28 novembre, Brenner m'écrivit :

Chère amie,

'e suis très ennuyé. C'est à propos de notre prochain numéro. Vous z dit à Michel Breitman que nous ne pourrions passer « Un déjeuner

empoisonné ». C'est vrai. Non point parce que Chardonne assure qu'il serait obligé de poursuivre l'affaire en correctionnelle, mais parce que — je n'y avais pas pensé — en publiant ce texte après l'avoir invité à déjeuner, les *Saisons* auraient l'air de lui avoir tendu un guet-apens. J'espère que vous voudrez bien accepter nos excuses...

Je répondis le 4 décembre en mettant les choses au point et en priant Brenner de me retourner mon texte.

Il ne le fit pas. Je l'ai donc récrit. Cette version ne présente avec la première que d'infimes différences de forme :

Un déjeuner empoisonné

A peine eus-je pris place à table que Jacques Chardonne, réjoui et goguenard, m'interpella :

— Pourquoi est-ce que tout le monde vous adore? Tout le monde vous adore parce que vous avez un visage de madone, et votre visage de madone vous fait croire à ce que vos amis politiques vous racontent.

— Tout le monde ne m'adore pas et je n'ai pas d'amis politiques.

Mais Chardonne répète :

— Vos amis politiques, vous les croyez, vos amis politiques...

— Mes amis politiques, ce sont mes yeux. Un exemple entre mille : dans l'école où je travaillais pendant la guerre, les Allemands ont interdit notre anthologie parce qu'elle contenait des poèmes de Heine.

— Mais ce n'était pas du tout parce que Heine était juif! Pas du tout! C'est parce qu'ils ne l'ont jamais considéré comme un poète, ni lui, ni Rilke. On fait bien ici des anthologies sans François Coppée.

Suit une diatribe contre la France, irrémédiablement perdue, vouée à disparaître sans laisser de traces, et les Français, médiocres canailles. Les autres convives se taisent, l'air contrarié, voire même consterné. Il n'est d'ailleurs guère possible d'interrompre le joyeux flux verbal de Jacques Chardonne :

— La Résistance était absurde. Les Allemands seraient partis d'eux-mêmes, très vite, ils ne demandaient pas mieux, seulement, vous leur tiriez dessus dans la rue, dans le métro, alors ils étaient bien obligés de sévir.

— L'occupation...

— Occupation, occupation... Nous avons toujours été occupés et nous le serons toujours. Ainsi, moi, dans ma banlieue, je suis occupé par les Chinois. Tout le monde, absolument tout le monde est chinois, et surtout mon blanchisseur. C'est très drôle.

— Le génocide...

— On s'est beaucoup apitoyé sur la malheureuse race des Juifs, mais ne croyez-vous pas que la malheureuse race des bourgeois soit plus à plaindre? Cette malheureuse race des bourgeois à laquelle j'appartiens par la faute d'un bachot que j'ai eu Dieu sait quel mal à décrocher.

Avec un sourire câlin, Bernard Frank dit qu'évidemment, Jacques Chardonne aurait mérité cent fois d'être fusillé, mais que c'est là, chez ce grand écrivain, un charme de plus. Chardonne sourit, flatté, et répond :

— J'ai collaboré avec les officiers allemands, mais je savais ce que je isais : c'étaient tous des traîtres. Il n'y en avait pas un seul qui ne trahis-it pas. Et puis, les Juifs, on en a fait passer quelques-uns au four, c'est ıe affaire entendue, mais il y en a beaucoup qui sont très, très riches, ous savez.

Et Chardonne s'esclaffe, ravi d'avoir trouvé de si bons sujets de plaisan-ries, amusé d'avoir agrémenté son déjeuner du souvenir des fours cré-atoires.

***

Le 12 décembre, Brenner m'écrivit :

Chère amie,

Mais non, nous ne vous tendions pas de guet-apens : vous saviez très ien que vous alliez déjeuner ce jour-là avec Chardonne. Lui ne savait as que ce déjeuner pourrait faire l'objet d'un article. Du reste, à ce ıoment-là, personne ne le savait, mais si Chardonne avait soupçonné ette possibilité, il ne serait pas venu. Quand je vous ai demandé deux ages sur Chardonne, je savais, bien entendu, qu'elles ne seraient pas endres. Ce qui me gêne dans votre compte rendu — puisque vous m'obligez vous l'écrire — c'est que Chardonne n'ait pas prononcé les phrases que ous lui prêtez. Chardonne n'a jamais été antisémite, on ne trouve pas ne ligne dans son œuvre qui permette de le penser. Non, chère amie, hardonne n'a jamais été un salaud. De même vous m'écrivez qu'on ne oit pas laisser injurier ses morts : je ne crois pas qu'il ait jamais injurié ersonne.

Les *Saisons* manquent-elles de courage? Permettez-moi de penser qu'il e faut aucun courage pour attaquer ou défendre Chardonne. Du moins ujourd'hui. Ce fut différent sous l'occupation et à la libération (où Aragon emandait le tête de Gide dans *Les Lettres françaises*, pages du *Journal* l'appui.)

Toute cette histoire amuse bien Nimier : après ce fameux déjeuner, hardonne est allé le voir pour lui dire : « Je connais enfin Béatrix Beck, omme je comprends que vous l'aimiez tous... » Je ne peux publier votre exte dans notre *Portrait de Chardonne* mais, si vous voulez bien, nous le onnerons dans notre suivant numéro, suivi de notre échange de corres-ondance.

Croyez, je vous prie, à mon meilleur souvenir.

Je demandai à Breitman s'il était prêt à confirmer, le cas échéant en orrectionnelle, que Chardonne avait réellement tenu les propos repro-uits par moi et il répondit :

Le 15 *décembre* 1957

Chère Béatrix Beck,

Je fais, comme vous, partie de ces gens pour qui la vérité est ce qu'ils nt entendu. Il est fort possible que les intentions de Chardonne n'aient as été aussi blessantes que ses paroles. Il le prétend du moins. Il n'en este pas moins que, sur le coup, je n'étais pas seul à me trouver indigné

puisque Jean-Claude Fasquelle m'a dit : « S'il n'était pas mon invité, je lui ficherais mon pied au cul! » Je n'ai pas votre texte sous les yeux et ne puis donc me prononcer formellement sur lui. Mais vous pouvez être assurée que : 1° si vous persistez à vouloir le publier; 2° s'il persiste à vouloir vous poursuivre à ce sujet, je vous soutiendrai quoi qu'il m'en coûte.

Le 21 décembre, j'écrivis à Brenner :

Comment pouvez-vous, Jacques Brenner, manquer de bonne foi au point de dire que Chardonne n'a pas prononcé les paroles que je rapporte? Sur le moment, vous vous êtes tous, sauf Bernard Frank, montrés indignés de ses propos. Jean-Claude Fasquelle a même dit : « Si je n'étais pas chez moi, je partirais. » De plus, j'ai le témoignage de Michel Breitman. Votre lettre porte d'ailleurs en elle-même sa propre contradiction : en me demandant deux pages sur le « déjeuner », vous saviez, m'écrivez-vous, que ce compte rendu ne serait, « bien entendu », « pas tendre pour Chardonne ». Si Chardonne n'avait, comme vous le prétendez, prononcé aucune phrase antisémite et injurieuse, comment auriez-vous pu savoir à l'avance que la relation de ce déjeuner ne serait, « bien entendu », « pas tendre » pour lui?

Vous cherchez à déplacer le sujet de notre différend. Vous écrivez notamment que Chardonne n'a jamais rédigé une seule ligne antisémite. Là n'est pas la question : il s'agit des attaques verbales de Chardonne au cours de ce déjeuner. Vous m'informez que Chardonne n'est pas un « salaud » (le mot est de vous). Ici encore, vous vous égarez à dessein : les paroles prononcées par Chardonne sont une question de fait. Que vous trouviez qu'on peut parler comme il l'a fait et n'être pas un ignoble individu, et n'injurier personne — montre seulement que votre conception de la bassesse et de l'injure a changé depuis le jour du déjeuner.

De même, Aragon, Nimier et le spectre de Gide, que vous appelez à la rescousse, n'ont rien à voir avec ce déjeuner : ils n'y assistaient pas.

Je suis d'accord pour que mon compte rendu figure dans votre prochain numéro avec notre échange de correspondance, à condition que mon texte et notre échange de correspondance ne soient ni truqués ni tronqués et comprennent la présente lettre.

Jusqu'à présent, cette lettre n'a pas reçu de réponse.

Béatrix Beck

iolette Tranchant.

LE MONDE BILINGUE ET L'APPAREIL S.F.I..O

Nous avons reçu la lettre suivante :

Je m'appelle Violette Tranchant. J'ai trente ans. Mon métier ? Je ımelle les villes, car j'appartiens au Monde Bilingue où j'y dirige le ervice-Jumelages. Je gagne 40.000 F par mois, et je travaille plus de) heures par semaine, Je ne me plains pas car le Mouvement est pauvre, . que j'y suis plutôt « engagée » qu' « embauchée ».

Je dois ajouter que j'appartiens également au Parti Socialiste S.F.I.O. ela n'a rien d'incompatible, car il m'avait semblé — comme à beaucoup e mes camarades — que les buts du Monde Bilingue (compréhension ıternationale, démocratisation de l'Enseignement) étaient véritablement ›cialistes. Mon « parrain » fut M. Gérard Jaquet, alors Vice-Président du Iouvement.

Or, le 28 mars 1957, le Comité Directeur de la S.F.I.O. prenait position ontre le Monde Bilingue :

> « Le Comité Directeur réaffirme la fidélité du Parti au bilinguisme. Il demande à l'Association des Communes d'Europe de poursuivre en l'intensifiant très largement son action en faveur des jumelages.
>
> Il estime qu'il y a lieu de rompre avec le mouvement Le Monde Bilingue et par voie de conséquence d'inviter les membres du Parti à cesser toute collaboration avec cette organisation... »
>
> (Extrait du *Bulletin de liaison du Groupe Socialiste à l'Assemblée Nationale.*)

Par quel processus un grand parti démocratique a-t-il pu condamner ›rmellement un mouvement qui s'efforce de mettre en pratique ses propres rincipes ? Comment a-t-il poussé les choses jusqu'à convoquer le 24 octobre 957 devant la Commission des Conflits deux de nos camarades — Marceau ›ivert et Georges Jumel — qui avaient essayé d'éclairer les Socialistes sur ›s véritables raisons de cette condamnation ?

***

Les faits :

De sa création à la prise du pouvoir, début 1956, par Guy Mollet, le Ionde Bilingue, comme il était normal, a été soutenu par la S.F.I.O.

Nombreux sont les socialistes qui y militent « par sympathie » (et non « par ordre »); et nos présidents, hauts fonctionnaires de l'Enseignement, sont eux aussi du Parti. Tout va donc pour le mieux.

Un autre mouvement, le Conseil des Communes d'Europe, — né à peu près à la même époque que le Monde Bilingue, poursuit une action parallèle à la nôtre — quoique d'esprit fort différent, voire opposé. Les jumelages sont pour lui un moyen *politique* de faire l'Europe, et surtout la « petite »... Je ne citerai que le jumelage Paris-Rome, qui n'a rien à voir avec le jumelage bilingue, lequel se préoccupe uniquement de l'homme de la rue, de ses enfants, de son travail et lui ouvre la porte des échanges internationaux.

A cette époque, d'ailleurs, le Conseil des Communes d'Europe (C.C.E.) fait l'objet d'une mise en garde sévère de la S.F.I.O. à ses membres : c'est pour elle un organisme réactionnaire, anti-laïque, lié au gros patronat français et allemand, aux ordres du Vatican. Or, un peu plus tard, le même militant reçoit une autre circulaire mais émanant du C.C.E. et signée par un socialiste très connu (qu'on s'étonne d'ailleurs de rencontrer ici), l'invitant à militer dans ses rangs. Que s'est-il passé ? La réaction a tendu la perche à la S.F.I.O. qui a posé ses conditions, présidence entre autres. La réaction a tout accordé, sauf l'appareil administratif, qui reste intact, et qui permet au C.C.E. d'entretenir de somptueux bureaux rue Auber, au siège même de « la Fédération » de M. André Voisin.

Parmi les socialistes entrés au C.C.E. « par ordre » (?!) signalons M. Dariel, maire de Puteaux, dont la vocation « européenne » est bien connue, et chez qui se déroulent la plupart des Congrès socialistes.

Il était fatal que le Monde Bilingue et le Conseil des Communes d'Europe — qui démarchent la même clientèle municipale — deviennent rivaux; mais l'habileté des *véritables* dirigeants du C.C.E. a été de faire de cette lutte, normale, de deux associations rivales, une affaire politique, et de porter la bataille au sein même du Parti Socialiste.

La bagarre commença à l'occasion d'un congrès qui devait, à l'appel du Monde Bilingue, en juillet 1956, réunir des villes du monde entier à Saint-Étienne; on sait ce qu'il advint de ce congrès annulé à quinze jours du but : six cents télégrammes furent nécessaires pour décommander les maires à travers le monde, et sept ambassadeurs...

La suite est connue : le Monde Bilingue intenta un procès au C.C.E. — procès qui se déroulera d'ailleurs en février 1958 (MM. Gérard Rosenthal et Roland Dumas, député, défendent le Monde Bilingue).

Ce qui l'est moins, ce sont les raisons qui ont amené un président du Conseil à ne pas honorer les engagements pris officiellement. Ce n'est tout de même pas l'argument de « pro-soviétisme » avancé par le C.C.E., parce que trois villes russes avaient été invitées au Congrès de Saint-Étienne (alors que bien des villes du C.C.E., — pour ne citer que Lyon, Rennes et Marseille avaient déjà des liens avec des villes d'au-delà du rideau de fer) qui pouvait être sérieusement retenu par notre camarade Guy Mollet après analyse, — d'autant plus que c'est la délégation socialiste elle-même qui avait, au cours de son voyage en U.R.S.S., remis les invitations à ces trois villes...

Non. Il y a eu marchandage : le « Prince » Dardel (pour parler comme ichel Debré) a posé ses conditions : que Guy Mollet choisisse entre lui le Monde Bilingue, en particulier son secrétaire général et fondateur, an-Marie Bressand.

Quand on saura qu'en plus des bons offices de Dardel à Puteaux, *celui-ci it l'appoint nécessaire à la majorité dans la Seine*, et qu'on était à la veille Congrès de Lille, il sera inutile d'insister sur les raisons d'une telle lte-face.

Alors, commença entre l'appareil S.F.I.O. et le petit Monde Bilingue, liath contre le ... petit David, — une lutte qui, pour être clandestine n'en t que plus âpre.

Pour commencer, plusieurs socialistes connus démissionnèrent du Monde lingue, dont Gérard Jaquet. Je dois d'ailleurs dire qu'ils furent trois en ut : les autres, maires et parlementaires, sont restés fidèles au Mouve-

On adopta une tactique très simple : puisqu'on ne pouvait plus soutenir Monde Bilingue, il fallait l'écraser.

On le frappa d'abord dans ses œuvres vives : l'argent. Parti d'une sub-ntion suffisant à peine à le faire vivre, le M.B. qui avait bénéficié en ai 1956 (les dates sont importantes) d'une augmentation de crédits âce à l'appui de M. Christian Pineau, ministre des Affaires Étrangères, ec promesse de M. Guy Mollet lui-même de lui doubler ses crédits à la ême date, — se voit amputé du tiers de son budget en juillet 1956.

Puisque cela ne suffisait pas, on a essayé de déconsidérer l'homme qui a it le Monde Bilingue, et à travers lui le Mouvement tout entier. On n'a s hésité à se servir des dossiers du Ministère de l'Intérieur — grâce aux ns soins du secrétaire d'État, et de son adjoint, — tous les deux, comme r hasard, membres du Conseil de Direction du C.C.E. « Bressand est un mme douteux; la preuve, il a collaboré avec l'ennemi... » entendait-on bouche à oreille dans les couloirs de l'Assemblée...

Jusqu'au moment où l'Armée, représentée par le général commandant second l'École de Guerre, met fin à ces calomnies en tenant au 2e Bureau h! ironie!) de l'Assemblée Nationale une conférence où l'on apprend que ressand est un héros de la Résistance, qu'il est entré dans les services éciaux de l'Etat-Major de l'Armée en août 1940, qu'il fut le plus gros urnisseur de documents de la guerre, que le sous-marin *Casabianca* lui it dépêché à Barcelone pour le ramener à Alger après sa spectaculaire asion du camp de Compiègne, où l'avait envoyé la Gestapo. Cette mise point fut faite en présence de parlementaires de tous partis, et de . Courtois, secrétaire du Groupe Socialiste de l'Assemblée Nationale, qui disposa tout le monde en parlant d'une « instruction » ouverte par le arti sur le M.B. et la personnalité de ses dirigeants.

Cette accusation étant tombée d'elle-même, on en chercha d'autres : l'administration du mouvement est défectueuse, on dit même que les mptes seraient mal tenus » ... Le quai d'Orsay, le seul organisme de telle habilité à contrôler le M.B. a négligé ces sottises et a rendu justice dévouement et au désintéressement de ses animateurs après une enquête inutieuse menée par M. de Félice, alors secrétaire d'État aux Affaires trangères.

En 1957, le Congrès tenu à Aix-les-Bains par le Monde Bilingue, avec les mêmes objectifs que Saint-Étienne, est l'occasion d'un nouveau déferlement de haine et de provocations : jusqu'à la présidence de la République qui fait chorus, alertée par le secrétaire d'État à l'Intérieur, et qui exige que le nom de M. Coty ne figure pas sur les imprimés du mouvement, le patronage du président de la République accordé par M. Vincent Auriol, étant utilisé, dit-on, indûment.

Rien n'y fit : le Congrès d'Aix-les-Bains s'est tenu, et a été un éclatant succès.

Mais la haine n'a pas désarmé : chaque semaine des pièges sont tendus, des militants du Mouvement circonvenus, en vain, car ils tiennent admirablement le coup!

En voilà assez! Il faut que cela cesse et que le Parti Socialiste comprenne ses véritables intérêts, et ne prête plus la main à ces sordides combinaisons où l'amour-propre (je n'ose dire l'intérêt) de quelques-uns tient lieu de politique.

Violette Tranchant

Correspondance

Iaximilien Rubel.

« A PROPOS D'UNE BIBLIOGRAPHIE DE KARL MARX »

Monsieur le Directeur,

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir accueillir dans votre revue ıelques lignes de réponse aux critiques de M. Henry Mayer sur ma *Biblio-·aphie des Œuvres de Karl Marx* (*Temps Modernes*, novembre 1957).

L'article de M. Mayer soulève plusieurs problèmes dont chacun mérite-ait d'être traité à part. Ne pouvant actuellement me livrer à ce long ·avail, je me bornerai ici à une réponse provisoire, en notant quelques ›servations sur certains points relevés dans la chronique de l'auteur.

1° M. Mayer reconnaît, après moi, toutes les difficultés de l'entreprise ıe j'ai tentée. Tout en affirmant que mon livre « constitue, malgré ses suffisances... un instrument de travail précieux » (p. 936), il déclare ne ›uvoir le considérer comme une « bibliographie scientifique complète » ›. 938), car il tient pour certain que « les difficultés d'ordre purement ·chnique ne permettent de réaliser aujourd'hui ni une bibliographie ›mplète et critique, ni une édition scientifique de l'œuvre de Marx » ›. 937).

M. Mayer précise, à la vérité, que ces difficultés sont particulièrement ·lle du « chercheur occidental », vu « l'impossibilité d'utiliser les collec-·ons de Moscou » (p. 937); mais il s'abstient d'intervenir dans la contro-·rse, provoquée par mes articles publiés en 1951-1952 au sujet du ›rt de l'édition intégrale en U.R.S.S. des œuvres de Marx et d'Engels I.E.G.A.). Il n'ignore pas cette controverse (voir ses notes 3 et 5) et il ›nnaît le sort tragique de Riazanov, promoteur de la M.E.G.A. Il sait ıe ce que j'ai établi alors par conjecture est devenu aujourd'hui une ·rtitude : la publication de la *Marx-Engels-Gesamtausgabe*, arrêtée en 935, ne sera plus reprise; Berlin-Est (en fait Moscou) lui a substitué une lition incomplète, et il est permis de juger d'après le premier volume ısqu'ici paru (et conforme à la nouvelle édition en langue russe) qu'elle 'est pas scientifique.

Il est étrange que M. Mayer, touchant le problème bibliographique de ·rtaines destructions ou mutilations d'écrits, assimile la liquidation de M.E.G.A. et de son promoteur Riazanov (« qui reste aujourd'hui le

plus grand des marxologues », H.M., p. 939) à la soustraction de papiers *personnels* par les héritiers de Marx (sa famille, Engels, Kautsky, Bernstein)!

Quoi qu'il en soit, la prudente réserve que M. Mayer a cru devoir marquer sur cette question l'a fatalement conduit à exagérer les insuffisances de mon travail de bibliographe.

2° Ces insuffisances, je les ai signalées *in limine :* « En tant que première tentative de dresser l'inventaire complet des œuvres de Karl Marx, notre entreprise doit fatalement comporter des défauts, que des révisions ultérieures pourront successivement éliminer » (Introduction, p. 32).

M. Mayer cite bien cette phrase, sans doute pour atténuer la sévérité de sa critique. Devait-il s'arrêter à ces lignes ? Voici celles qui suivent dans l'ouvrage : « C'est précisément en prévision de retouches et d'apports éventuels que nous avons adopté une méthode d'exposition qui permette de perfectionner par la suite le présent instrument de travail. »

Or, le travail de révision et de critique auquel M. Mayer a estimé nécessaire de se livrer est justement à mes yeux un apport considérable et jusqu'ici unique. En même temps, elle aide à démentir qu'il soit impossible, pour un chercheur occidental, de faire une bibliographie complète et scientifique (je me garde de donner à ces termes un sens absolu) des œuvres de Marx. Si mon ouvrage n'est pas exempt de défauts (et je m'en déclare ici responsable), je dois dire que j'ai travaillé dans l'isolement total, alors qu'une semblable entreprise, pour atteindre à la perfection relative que mon critique réclame, suppose la coopération d'une équipe de chercheurs. A défaut de ce concours initial, le travail critique et *a posteriori* de M. Mayer est à saluer comme une précieuse contribution à cette œuvre bibliographique qu'il faudra bien accomplir. Il est vrai que mon critique ne semble pas envisager son travail sous cet angle, puisque, après avoir déclaré que mon livre « constitue un instrument utile et même précieux pour tous ceux qui se proposent d'étudier l'œuvre de Marx et se trouvent au stade où ils *commencent* à chercher les écrits », etc..., il poursuit : « Mais, plus on avance dans la recherche, plus le travail de M. Rubel perd de son utilité pour devenir même, lorsqu'on aborde les écrits les plus rares et les plus difficiles à trouver (...), une source d'erreurs et même un obstacle » (p. 938). Je suis amené à penser, en considérant l'effort auquel M. Mayer a bien voulu se prêter, que mon travail ne l'a guère empêché de retrouver les écrits rares qu'il recherchait; qu'au contraire c'est grâce à mon livre qu'il a été en mesure, dans bien des cas sinon dans tous, d'aller aux sources mêmes.

3° J'en viens ainsi au point qui me paraît le plus important dans la critique de M. Mayer : la question des sources utilisées par moi dans un certain nombre de cas, s'agissant de titres et écrits de Marx. Je reconnais que pour plusieurs de ses articles publiés dans la *Neue Oder Zeitung* (Breslau), absents de la collection que j'ai pu consulter à Amsterdam, je me suis fié à E. Drahn, auteur d'une *Bibliographie de Marx* (1920) dont je dis pourtant qu'elle est « étrangère à toute préoccupation scientifique » (Introd., p. 7). L'absence de toute indication quant à l'utilisation, pour ces titres erronés, d'une source comme Drahn, peut, à juste raison, être considérée comme une lacune. Ces erreurs pourront être

parées dans une édition ultérieure de mon ouvrage, grâce à la complainte information d'un collègue polonais qui a pu consulter une collection mplète de ce journal.

Il en est de même pour une vingtaine de titres d'articles de la *New York ribune*, dont j'ai effectivement eu sous les yeux les originaux (au British useum, Collindale), mais que, par une inadvertance regrettable, j'ai entionné avec les titres donnés dans le recueil publié en 1897 par Eleanor arx-Aveling : *The Eastern Question.*

Ce sont là quelques observations que je tiens à formuler en réponse aux itiques de M. Mayer. Pour le satisfaire entièrement, je devrais à mon ur entreprendre une enquête en vue de vérifier les rectifications et allé- tions de mon chroniqueur. Quel que soit le résultat de ce réexamen, tiens à répéter que M. Mayer a contribué précieusement à une biblio- aphie scientifique de Marx. Ceci soit dit en tenant compte des difficultés l'entreprise, surtout menée par une seule personne. Ajoutons que la leur scientifique de ce travail ne peut être que relative, et mesurée à s tentatives antérieures. Enfin, il est des obstacles de nature permanente: ir exemple la paternité incertaine, définitivement incertaine sans doute, tel ou tel écrit attribué à Marx [1].

P.-S. — M. Lucien Goldmann, en vertu du droit à la réponse, ou au rnier mot, maintient sur mon *Essai d'une biographie intellectuelle de Marx* s affirmations dont j'avais voulu faire justice en très peu de place. lus que jamais, je sens que la seule démonstration opposable est dans on ouvrage : et puis l'opiniâtreté a mauvais genre. En revanche, il nvient qu'ici je relève l'allusion de M. Goldmann à l'article ci-dessus aminé de M. H. Mayer. J'estime particulièrement l'érudition de mon itique, et je regrette que M. Goldmann, pour qui je ne puis en dire itant, s'en fasse couverture pour m'attaquer. Et de me prendre à parti ır un point de chronologie : qui a vu le premier un sociologue en Marx ? dler ou Boukharine ? Peu importent les allusions ou les vues partielles : y en a eu avant 1904. Ce dont je parle, c'est d'exposés systématiques; ai eu à l'esprit, et je le maintiens : N. Boukharine, *La théorie du maté- alisme historique. Manuel populaire de sociologie marxiste* (en russe, 1921); ax Adler : *Lehrbuch der materialistischen Geschichtsauffassung. Sozio- gie des Marxismus* (deux volumes, 1930-1932).

Maximilien RUBEL

1. A ce propos, je me vois obligé de signaler une erreur dans une cita- on de M. Mayer. Mon critique me fait dire : « La découverte du véritable ıteur se trouve avec facilité... », etc. (p. 942). Il faut lire évidemment : ... se trouve facilitée... ».



N.D.L.R. — *Nous avons communiqué cette lettre à Henry Mayer qui, parti pour l'Australie, n'a pu encore nous répondre. Lucien Goldmann, our ce qui le concerne, estime que sa propre réponse terminait la controverse.*

N.D.L.R.

En raison des perturbations provoquées dans nos services par la saisie du numéro de décembre, nous avons décidé de réunir en un seul les numéros de janvier et février. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.

Directeur de la publication : Jean-Paul SARTRE

Imprimerie CHANTENAY, Paris. — Janvier-Février 1958
Dépôt légal 1er trim. 1958